



Les nécropoles de Paris et sa banlieue: Formation et transformation d'un espace urbain

Annabelle Iszatt

► To cite this version:

Annabelle Iszatt. Les nécropoles de Paris et sa banlieue: Formation et transformation d'un espace urbain. Architecture, aménagement de l'espace. EPFL Lausanne, 2012. Français. <NNT : >. <tel-04673912>

HAL Id: tel-04673912

<https://hal.science/tel-04673912v1>

Submitted on 20 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

Les nécropoles de Paris et sa banlieue: Formation et transformation d'un espace urbain

THÈSE N° 5186 (2012)

PRÉSENTÉE LE 26 JUIN 2012

À LA FACULTÉ ENVIRONNEMENT NATUREL, ARCHITECTURAL ET CONSTRUIT
LABORATOIRE DE THÉORIE ET D'HISTOIRE 1
PROGRAMME DOCTORAL EN ARCHITECTURE ET SCIENCES DE LA VILLE

ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES

PAR

Annabelle ISZATT-CHRISTY

acceptée sur proposition du jury:

Prof. R. Gargiani, président du jury
Prof. J. Lucan, directeur de thèse
Dr F. Bertrand, rapporteur
Dr R. Bertrand, rapporteur
Prof. L. Ortelli, rapporteur



ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE

Suisse
2012

Résumé du sujet

La nécropole contemporaine, forme urbaine liée au développement des grandes villes, révèle un rapport particulier qu'a notre société avec la mort, ainsi qu'une manière de concevoir la ville et l'architecture qui la compose.

Cette recherche vise à mettre en valeur la naissance et l'évolution de cette forme urbaine depuis le XVIIIe siècle jusqu'à nos jours, en étudiant les facteurs et les enjeux de son développement. Le corpus est principalement constitué de réalisations implantées dans Paris et sa banlieue proche. Ce choix est dû à la place majeure qu'occupe la France, et plus significativement Paris, en Europe au début du XIXe siècle. En effet, les origines de la nécropole moderne trouvent leurs racines dans le contexte d'après Révolution Française, à Paris.

Avec les Lumières, l'espace funéraire subit un changement radical dans son organisation et sa forme. Le cimetière d'Ancien Régime, insalubre et bruyant, dans lequel se mélange l'espace des morts et des vivants au cœur de la ville, va laisser place à un espace périurbain, uniquement dédié aux morts. Mais cette mutation n'est ni rapide ni évidente. Les réflexions des Lumières, riches de projets d'architectes et de penseurs, insufflent avant tout un esprit de remise en cause. L'espace funéraire devient progressivement un sujet d'architecture et d'urbanisme. Pour autant, les nouvelles dispositions sont moins évidentes à trouver et à se mettre en place. La lutte de pouvoir entre l'Eglise, qui perd le contrôle de cet espace, et l'Administration qui doit s'en investir, ne contribue pas à faciliter la réalisation de nouveaux projets.

Il faut attendre le début du XIXe siècle pour voir la naissance et la mise en place du cimetière moderne. C'est une période complexe dans laquelle nous pouvons distinguer deux étapes. La première étape marque la création des premières nécropoles modernes parisiennes, symbole d'un espace funéraire rêvé. Les textes qui légifèrent cet espace, les réflexions des architectes, des religieux et des administratifs aboutissent à la naissance de la première forme funéraire moderne. Dans l'imaginaire des artistes, le nouveau cimetière est un lieu romantique, parce qu'il est à l'écart de l'agitation urbaine. Mais dans la réalité, ce n'est pas le coin de nature espéré. Façonnée par les autorités politiques sans considération pour les pratiques populaires, cette nouvelle forme spatiale trouve difficilement sa place dans la ville et dans la société. La deuxième étape se met en place sur les désillusions laissées par la précédente. En effet, les premières réalisations ne sont pas à la hauteur des idéaux qui les ont vu naître et s'avèrent vite inadaptées à la croissance urbaine. Cette seconde période est constituée par l'usage des cimetières périphériques multiples dans un contexte d'urgence. En parallèle, la réflexion s'oriente vers la création de nécropole surdimensionnée très éloignée de la ville.

Ce paysage funéraire évolue au cours du XXe siècle, à la fois dans la perception du public et dans l'attitude de ces concepteurs. Alors que les nécropoles parisiennes trouvent une stabilité de fonctionnement, les difficultés se déplacent vers les cimetières de la banlieue Seine. Dans ce contexte de densité étendue, se développe la solution des cimetières intercommunaux, ultime mutation de la nécropole moderne. L'architecte Robert Auzelle y joue un rôle majeur. Il nous offre à la fois une théorie de l'espace funéraire en même que la preuve de son application possible au travers de sa pratique. Son travail sur l'intégration urbaine de la nécropole est traité comme un point essentiel de son intégration sociale. Enfin, l'usage d'un vocabulaire architectural approprié à l'espace funéraire ainsi qu'une synthèse des grands modèles lui permettent de proposer une forme composée avec harmonie.

MOTS CLES : nécropole, architecture funéraire, forme urbaine, urbanisme funéraire, mode de sépultures

Abstract

The modern necropolis, urban form associated with the development of big cities, highlights a specific link between our society and death as well as a way of thinking the city and the architecture of the city.

This research aims to reveal the history and the evolution of this urban form since the eighteenth century until present days by studying the factors and the issues of its development. The corpus is mainly made of projects within Paris and its suburbs. This choice is due to the fact that France, and specifically Paris, was an important entity in Europe at the beginning of the nineteenth century. Indeed, the roots of the modern necropolis can be found in the aftermath of the French Revolution, in Paris.

During the age of enlightenment, the funeral space operates a radical change in its organisation and its shape. The medieval cemetery, dirty and noisy, in which dead and alive live together in the heart of the city, will become a suburban space dedicated to the dead. But this transformation is neither quick nor obvious. The age of enlightenment, rich in philosophy and fine architecture will trigger a reconsideration of the funeral space as it becomes a subject of architecture and urbanism. However, the struggle between the church, which is losing control over the funeral space and the civil service, which is administrating this new space, do not make the realisation of new projects easy.

It's during the beginning of the nineteenth century that the modern cemetery will be created. It's a complex period which can be divided into two steps. The first step sees the creation of modern necropolis in Paris, symbol of a perfect funeral space. Laws, the thinking of the architects, the involvement of the clergy and the government lead to the creation of the first modern funeral space. For the artists, the modern cemetery is a romantic place because it's usually located outside the city. But in reality, the modern cemetery is not tailored for popular customs and cannot find its place in the society. The second step is based on the disillusion created during the first step: the first creations are not ideal and become unsuitable to urban growth. This period will evolve toward the use of suburban cemeteries in a context of emergency. At the same time there's an idea of having giant necropolis far away from the city.

This funeral landscape evolves during the twentieth century with the people outlook and the architectural thinking. During this time, the necropolises in Paris begin to work on a more stabilized way whereas suburban cemeteries start having difficulties. Within the extended density of the city, is born the concept of *intercommunaux* cemeteries, the last mutation of modern necropolis. Architect Robert Auzelle will play a key role in this concept: he will bring a theory on the funeral space as well as evidences of a practical implementation. His work on urban integration of the necropolis is a turning point of the necropolis social integration. Lastly, the use of a specific vocabulary associated with the funeral space along with a summary of important blueprints offer a form composed with harmony.

KEYWORDS : necropolis, funeral architecture, funeral urbanism, urban shape, mode of sepulture

SOMMAIRE

INTRODUCTION..... 9

I - LE CIMETIERE D'ANCIEN REGIME SOUS L'EMPRISE DE LA RELIGION..... 13

1. Le cimetière des Innocents, un cimetière chrétien 13
 - 1.1 Le cimetière urbain d'Ancien Régime : lieu de mixité et de paradoxes 14
 - 1.2 Le Memento Mori : une mise en scène de la mort..... 22
2. Une mutation urbaine et sociale 26
 - 2.1 De la ville classique désordonnée à la ville moderne harmonieuse..... 26
 - 2.2 Vers un paysage funéraire moderne, détaché de la religion 34
 - 2.3 Les espaces d'inhumation de l'Ancien Régime provoquent l'indignation..... 37
3. La fermeture des cimetières médiévaux 41
 - 3.1 Le Parlement à l'origine des prémisses du changement 41
 - 3.2 La longue bataille administrative de l'Eglise et de l'Etat 45
 - 3.3 Espaces funéraires de transition..... 53

II - NAISSANCE DE LA NECROPOLE MODERNE :

Réflexions et réalisations Parisiennes à l'aube du XIXe siècle 61

1. Premières réflexions architecturales sur la nécropole moderne
(1766-1800) : forme et composition 61
 - 1.1 La nécropole chez Laugier, Patte et Blondel 61
 - 1.2 L'Académie d'Architecture en marge des réflexions 65
 - 1.3 Propositions spontanées en réaction à la codification réglementaire 71
 - 1.4 La forme, un vide laissé par la loi..... 84
 - 1.5 Premier projet avorté : une nécropole démesurée 88
 - 1.6 Les qualités des nécropoles modestes, alternative à la nécropole monumentale 93
2. Création de la nécropole idéale après la Révolution 102
 - 2.1 La nécropole devient communale 102
 - 2.2 Le Père Lachaise ou la nécropole modèle..... 104
 - 2.3 L'appareil législatif de l'an XII à 1843 face à la difficulté du cas parisien 109
3. Une réalité loin du champ des morts idéal 114
 - 3.1 L'envers du décor : deux nécropoles sans prestige 114
 - 3.2 Les désillusions des premières nécropoles..... 120
4. Les nouvelles nécropoles victimes de leur succès dès 1830 124
 - 4.1 Les nécropoles noyées par leur succès 124
 - 4.2 L'extension, un aveu d'échec 133

III - IMPASSE DE LA NECROPOLE MODERNE : LES NECROPOLES CREES EXTRA-MUROS.....	145
1. Les limites du Décret de Prairial.....	145
1.1 La difficulté de maintenir un écart avec les zones urbanisées.....	145
1.2 L'annexion des communes suburbaines, un obstacle supplémentaire.....	147
2. Nécropole unique contre nécropoles multiples	148
2.1 Deux projets face à l'urgence.....	148
2.2 Haussmann impose son projet	151
2.3 Une proposition révolutionnaire	153
2.4 Une deuxième tentative pour Méry.....	156
3. Le rôle des cimetières périphériques annexés	164
3.1 Une dimension rurale.....	164
3.2 Du provisoire qui s'installe dans la durée	165
3.3 Une carte funéraire inégale	167
4. Les nouvelles nécropoles périphériques.....	174
4.1 Occupation d'un territoire étranger.....	175
4.2 La grille améliorée	176
4.3 Un espace individuel respecté.....	183
 IV - LES NECROPOLES INTERCOMMUNALES : ULTIME EVOLUTION DES NECROPOLES SUBURBAINES, FOCUS SUR LE TRAVAIL DE ROBERT AUZELLE	187
1. La nécropole intercommunale, une réponse à la croissance urbaine.....	187
1.1 Prise en compte de l'évolution urbaine.....	187
1.2 Une intégration des enseignements du XIXe siècle	191
2. Les réalisations suburbaines d'Auzelle	195
2.1 L'expérience de Clamart, conception d'un espace public de la ville	195
2.2 Deux autres nécropoles intercommunales	198
3. Une démonstration de l'intervention indispensable de l'architecte	204
3.1 Une carrière consacrée à l'architecture funéraire	204
3.2 La nécropole moderne selon Auzelle, une synthèse des modèles traditionnels.....	209
3.3 Un travail sur des thèmes sensibles.....	219
 CONCLUSION	237
 ANNEXES.....	241
 BIBLIOGRAPHIE	356
 REMERCIEMENTS	366

SOMMAIRE DETAILLE

INTRODUCTION..... 9

I - LE CIMETIERE D'ANCIEN REGIME SOUS L'EMPRISE DE LA RELIGION 13

1. Le cimetière des Innocents, un cimetière chrétien	13
1.1 Le cimetière urbain d'Ancien Régime : lieu de mixité et de paradoxes	14
Le paysage funéraire chrétien : au plus proche de la maison de Dieu.....	14
Le cimetière populaire : une réponse quantitative mais pas qualitative.....	16
Un espace sans composition et sans concepteur	18
Le lieu de culte, un cimetière pour privilégiés	18
Une cohabitation ingérable.....	20
1.2 Le Memento Mori : une mise en scène de la mort.....	22
La Mort dans la morale chrétienne	22
L'art au service de cette mise en scène	23
2. Une mutation urbaine et sociale	26
2.1 De la ville classique désordonnée à la ville moderne harmonieuse.....	26
La ville comme nouveau sujet théorique.....	27
Les théoriciens dénoncent le désordre de la ville classique	28
Bien penser la ville moderne.....	30
L'Embellissement ou l'inertie de la transformation	32
Une société obsédée par la bonne circulation des fluides.....	33
2.2 Vers un paysage funéraire moderne, détaché de la religion	34
Un espace des morts approprié à sa fonction	34
Pour la dignité du mort, contre l'anonymat.....	35
Séparation du culte des morts et du lieu de culte.....	36
Déchristianisation de la perception de la Mort.....	37
2.3 Les espaces d'inhumation de l'Ancien Régime provoquent l'indignation.....	37
La puanteur signe d'infection.....	38
Les cimetières perçus comme insalubres	38
Une proximité dangereuse avec les logements	39
La science vient confirmer les soupçons	40
3. La fermeture des cimetières médiévaux	41
3.1 Le Parlement à l'origine des prémisses du changement.....	41
L'Arrêt du 12 Mars 1763 : pour un état des lieux	42
L'état des lieux confirme l'urgence à intervenir	43
L'Arrêt du 21 Mai 1765 : pour la translation des cimetières.....	44
L'Arrêt du 3 Septembre 1765 : un complément au précédent Arrêt.....	45
3.2 La longue bataille administrative de l'Eglise et de l'Etat	45
La Déclaration Royale du 10 Mars 1776 : une proposition en demi-teinte	46
L'immobilisme de l'autorité civile.....	48
L'inertie française dénoncée	49
L'accident fatal qui impose l'application des textes.....	50
L'Arrêt de 1782 : pour les nouveaux cimetières parisiens	52
3.3 Espaces funéraires de transition.....	53
Les cimetières provisoires	53
Le devenir des cimetières fermés.....	54
Les nouvelles Catacombes de Paris.....	55
La grande translation des restes	56

II - NAISSANCE DE LA NECROPOLE MODERNE :

Réflexions et réalisations Parisiennes à l'aube du XIXe siècle	61
1. Premières réflexions architecturales sur la nécropole moderne (1766-1800) :	
forme et composition	61
1.1 La nécropole chez Laugier, Patte et Blondel	61
Un nouvel espace de composition	61
Une composition au service de l'ordre social	62
Une remise en cause frileuse des modèles	63
Une architecture symbolique	64
Le tombeau, une composante du décor	65
1.2 L'Académie d'Architecture en marge des réflexions	65
Un sujet peu traité	66
Des énoncés orientés	66
La voie du maître derrière les élèves	67
1.3 Propositions spontanées en réaction à la codification réglementaire	71
Contre le stockage provisoire des corps	72
Pour une hiérarchie sociale respectée	73
Les possibilités architecturales libérées par l'Arrêt de 1782	76
Nécropole unique ou nécropoles multiples : une question entière	83
1.4 La forme, un vide laissé par la loi	84
Une composition basée sur la symétrie	84
Patte et le marquage de l'espace individuel	86
1.5 Premier projet avorté : une nécropole démesurée	88
L'adoption d'un projet de Champ des morts unique	88
Un contreprojet de Nécropole-Monument unique	90
1.6 Les qualités des nécropoles modestes, alternative à la nécropole monumentale	93
Une polémique relancée	93
Un concours sur la forme du cimetière	93
Un espace respectueux du deuil	94
Une nouvelle sensibilité végétale	97
Une vision de la mort réaliste et égalitaire	100
Entre monument et paysage	101
2. Création de la nécropole idéale après la Révolution	102
2.1 La nécropole devient communale	102
1791 : Lois pour la sécularisation de l'espace funéraire	102
Arrêt du 21 Ventôse An IX : pour la création des nouvelles nécropoles	103
2.2 Le Père Lachaise ou la nécropole modèle	104
Le prestige du site	104
L'intervention minimale de l'architecte	105
Individualisation des espaces de sépulture et culte des morts	108
2.3 L'appareil législatif de l'an XII à 1843 face à la difficulté du cas parisien	109
Le Décret du 23 Prairial An XII : codification d'un principe spatial	109
L'Ordonnance royale de 1843 : pour imposer un paysage national	112
Les textes qui légitiment l'exception parisienne	113
3. Une réalité loin du champ des morts idéal	114
3.1 L'envers du décor : deux nécropoles sans prestige	114
La nécropole du Sud bâtie sur un mont de gravats	114
La nécropole du Nord, un terrain sordide près des carrières	116
Une conception sans poésie	118
3.2 Les désillusions des premières nécropoles	120
Un paysage funéraire inchangé pour les indigents	120
L'intervention de l'Empereur Napoléon III	120
Une réponse partielle à la demande de l'Empereur	121
Les sources de pollution qui persistent	122
4. Les nouvelles nécropoles victimes de leur succès dès 1830	124

4.1	Les nécropoles noyées par leur succès	124
	Le jardin devenu ville.....	124
	Le géomètre acteur de cette transformation	126
	Une conception à deux échelles.....	127
	Ville dans la ville.....	128
	Un musée de sépultures, expression d'un nouvel individualisme	129
4.2	L'extension, un aveu d'échec	133
	Des verrues dans le plan général	133
	La perpétuité, une pratique encore impossible.....	136
	La crémation, une solution radicale.....	137
	Le cercueil de ciment et l'incrustation des corps, des solutions intermédiaires	140

III - IMPASSE DE LA NECROPOLE MODERNE : LES NECROPOLES CREEES EXTRA-MUROS..... 145

1.	Les limites du Décret de Prairial.....	145
1.1	La difficulté de maintenir un écart avec les zones urbanisées.....	145
	La notion d'enceinte.....	145
	Mise en place de la zone non aedificandi.....	146
	Edifier une ville des morts dans une autre ville	146
1.2	L'annexion des communes suburbaines, un obstacle supplémentaire.....	147
	Une double problématique	147
	Un sursis pour les lieux d'inhumations nouvellement parisiens	147
2.	Nécropole unique contre nécropoles multiples	148
2.1	Deux projets face à l'urgence.....	148
	Répondre au Décret.....	148
	Le projet de nécropole unique d'Hausmann	149
	Le contre-projet de Vafflard	150
2.2	Hausmann impose son projet	151
	Recherche du site idéal	151
	Une acquisition brutale mais tactique	152
2.3	Une proposition révolutionnaire	153
	Un respect des morts inespéré pour les parisiens.....	153
	Les morts prennent le train pour s'expatrier	153
	Un concept importé d'Angleterre	154
	L'échec d'Hausmann.....	155
2.4	Une deuxième tentative pour Méry.....	156
	Les premiers plans de nécropole unique.....	157
	Une question relancée grâce à un réseau de gare repensé	160
	Des difficultés de réalisations qui écartent définitivement le projet.....	163
3.	Le rôle des cimetières périphériques annexés	164
3.1	Une dimension rurale.....	164
	De nombreux petits cimetières	164
	Des cimetières de village.....	165
3.2	Du provisoire qui s'installe dans la durée	165
	La persistance des anciens cimetières annexés.....	165
	Création des cimetières dits provisoires.....	166
	Une situation instable	166
3.3	Une carte funéraire inégale	167
	Les cimetières nobles.....	168
	Les cimetières précaires	171
4.	Les nouvelles nécropoles périphériques.....	174
4.1	Occupation d'un territoire étranger.....	175
	Une invasion difficile à accepter.....	175
	Un choc d'échelle.....	176
4.2	La grille améliorée	176

Une composition monotone et hiérarchisée	176
Des dispositifs sensibles	180
L'autocritique d'Halley	182
4.3 Un espace individuel respecté.....	183
Vers la fosse individuelle	183
Des nouveaux types de concessions	184

IV - LES NECROPOLES INTERCOMMUNALES : ULTIME EVOLUTION DES NECROPOLES SUBURBAINES, FOCUS SUR LE TRAVAIL DE ROBERT AUZELLE 187

1. La nécropole intercommunale, une réponse à la croissance urbaine.....	187
1.1 Prise en compte de l'évolution urbaine.....	187
Le département de la Seine, une répartition inégale des espaces funéraires	187
Les cimetières intercommunaux portés par la Préfecture de la Seine.....	188
Les cimetières intercommunaux, seule solution pérenne	189
1.2 Une intégration des enseignements du XIXe siècle	191
Une superficie justement dosée.....	191
Plus d'autonomie	192
Pas d'inégalité géographique.....	193
Implantation des commerces funéraires.....	193
Envisager les extensions	194
2. Les réalisations suburbaines d'Auzelle	195
2.1 L'expérience de Clamart, conception d'un espace public de la ville	195
Un grand ensemble remarquable	195
La nécropole, une composante du quartier.....	196
2.2 Deux autres nécropoles intercommunales	198
Des contextes économiques et urbains moins favorables.....	198
Une recherche urbaine malgré tout.....	202
3. Une démonstration de l'intervention indispensable de l'architecte.....	204
3.1 Une carrière consacrée à l'architecture funéraire	204
Un regard tourné vers l'étranger, une œuvre parisienne.....	206
Contre le lieu de stockage des morts	207
Un espace végétalisé mais pas un jardin	208
Au service de l'égalité devant la mort.....	208
3.2 La nécropole moderne selon Auzelle, une synthèse des modèles traditionnels.....	209
Le cimetière parc.....	209
L'influence des cimetières forestiers allemands	210
Le cimetière architectural	211
Le modèle paysager, idéal du cimetière.....	211
Le végétal, un élément structurant la composition	212
3.3 Un travail sur des thèmes sensibles.....	219
La notion d'intimité et le traitement de la limite	219
Vers un espace sacré détaché de la religion	220
Un vocabulaire architectural sacré mais neutre	226
Des typologies de sépultures variées.....	229
Des typologies au service d'un cimetière perpétuel	232

CONCLUSION 237

ANNEXES.....241

• Tableau repère – Chronologie des cimetières projetés.....	242
• Tableau repère – Chronologie des cimetières réalisés.....	248
• Tableau repère – Cadre juridique de l’espace funéraire.....	251
• Arrêt du Parlement de Paris du 12 Mars 1763.....	258
• Arrêt du Parlement de Paris du 21 Mai 1765.....	265
• Arrêt du Parlement de Paris du 3 Septembre 1765.....	277
• Déclaration Royale du 10 Mars 1776.....	280
• Arrêt du Parlement de Paris de 1782.....	284
• Loi du 15 Mai 1791.....	290
• Arrêté du Préfet du Département de la Seine du 21 Ventôse IX	294
• Décret impérial du 23 Prairial an XII.....	305
• Ordonnance royale du 6 Décembre 1843.....	310
• Circulaire ministérielle 30 Décembre 1843.....	312
• Arrêté du Préfet du Département de la Seine du 30 Décembre 1886.....	323
• Délivrance de concessions trentenaires.....	349
• Règlement d’administration publique du 27 Avril 1889.....	351

BIBLIOGRAPHIE.....356**REMERCIEMENTS.....366**

INTRODUCTION

Ce travail de thèse s'intéresse à la formation et la transformation de la nécropole moderne dans la capitale française depuis la fin du Moyen Age jusqu'à nos jours. Il s'agit plus particulièrement d'une étude du cas parisien, entendu la ville de Paris et sa proche banlieue, comme révélateur de problématiques urbaines. D'une part parce que Paris concentre sur la période étudiée le maximum de densité, en terme de bâti, de population et d'activité. D'autre part, car c'est le point névralgique des prises de décisions qui auront une répercussion nationale voir continentale. Ainsi, le choix géographique permet de faire ressortir l'ensemble des problématiques liées au sujet et de mettre en lumière les solutions qui y sont apportées. La période choisie, permet quant à elle d'ancrer la naissance de la nécropole urbaine dans un contexte historique précis, la fin de l'Ancien Régime, qui constitue un point de départ à cette recherche, et de suivre son évolution sur l'intégralité de la période moderne.

Le but de ce travail est de retracer l'histoire d'une forme urbaine, en identifiant les causes et les conséquences de chacune de ses mutations. Il s'agit de faire ressortir les traductions spatiales et le développement de cette forme dans ce qu'ils ont de propre à ce sujet. On établira ainsi des évolutions dans la manière d'envisager le devenir des nécropoles, qui touchent les dimensions urbaine et architecturale. La méthode utilisée vise à replacer de manière précise chaque projet de nécropole inclus dans la période et le cadre géographique définis, dans son contexte historique, social et philosophique afin d'en permettre une lecture complète. Les éléments du corpus, projets réalisés ou non, révèlent alors l'influence qu'ils ont subie et l'influence qu'ils génèrent à leur tour. L'analyse chronologique renforce l'identification des liens entre les projets étudiés et permet de déterminer les étapes remarquables de cette mutation profonde, lente et complexe, dans laquelle chaque questionnement s'appuie sur ceux qui le précèdent. Mais le rattachement au contexte politique, culturel et social sert davantage à expliquer la volonté ou non de projet qu'à expliquer à lui seul la résolution spatiale. En effet, la question de la forme tente aussi de montrer ce qui dépasse le contexte immédiat, pour recouvrir une valeur plus universelle qui traverse les périodes étudiées et marque une continuité dans les recherches formelles.

Le développement de cette thèse vise ainsi à mettre en lumière les éléments déterminants dans la formation de cet espace. Un des aspects mis en évidence est le cadre juridique et son influence dans la réflexion sur le fonctionnement, la conception et l'image des nécropoles. Ce travail analyse donc les grandes étapes juridiques qui accompagnent la modification du paysage funéraire français moderne. Nous proposons une étude des principaux textes réglementaires qui ont un impact sur la qualification de l'espace, mais également sur leur préalable et leurs conséquences. La démarche est encore une fois de resituer un contexte qui explique les décisions prises. Cette analyse nous éclaire aussi sur les principaux décisionnaires et leurs oppositions, ainsi que les enjeux qui les animent. Nous nous attacherons donc parallèlement à identifier les acteurs et leur rôle dans la transformation de l'espace funéraire.

Enfin, nous posons comme hypothèse que le rôle de l'architecte dans la conception d'espace funéraire est spécifique à cet espace. En effet, ce fut un espace sans concepteur, ou du moins sans architecte jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Ensuite, la naissance puis le développement de la forme font ressortir une prédominance de la pensée architecturale sur le contexte politique et social. Nous tenterons donc de comprendre pourquoi, et ce qui a pu faire évoluer l'intervention de l'architecte dans la mutation de cet espace et plus particulièrement dans la recherche de qualité. Il sera ainsi mis en évidence des attitudes et des prises de positions divergentes des architectes, dans le cadre de la théorie, de l'enseignement ou de la pratique du projet. Ce regard permet de mettre en lumière la valeur du travail des architectes dans cette évolution. D'une part autour des

questionnements qu'ils soulèvent, et d'autre part face aux obstacles qui les amènent à repenser la forme.

Enfin, la lecture proposée s'attache à la particularité de cet espace, dont on ne peut dissocier le rôle dans l'approche de la forme. L'importance de l'affect, qui amène le développement du culte des morts fait de la nécropole un lieu qui se veut certes, fonctionnel et ordonné, mais avant tout un lieu de mémoire. Précisons que l'étude se limite aux espaces qui ont vocation de lieu de sépulture pour l'ensemble des citoyens. Elle exclut donc tous les espaces qui seraient voués à une représentation symbolique de la mort ou réservés à certaines personnes, comme les cénotaphes ou les nécropoles royales.

Cette thèse fait suite à un diplôme d'architecture portant sur le traitement d'un espace funéraire en site urbain. À la réflexion projectuelle, nous avons voulu donner un développement théorique et proposer une analyse complémentaire aux travaux déjà réalisés sur le sujet. Ainsi, comme préalable à ce travail nous nous sommes d'abord intéressés aux ouvrages de synthèse sur l'espace de la mort en France. Nous avons donc pris connaissance des travaux des historiens des mentalités comme Philippe Ariès, Michel Vovelle et Régis Bertrand. Nous avons également étudié la recherche de l'historienne de la période contemporaine, Madeleine Lasserre et de la juriste Jacqueline Thibaut-Payen. Parallèlement, l'approche anthropologique de Jean-Didier Urbain a complété notre point de vue ainsi que celle de Louis-Vincent Thomas, créateur de la thanatologie. Ces réflexions nous ont permis d'avoir une appréhension générale du sujet, au travers de domaines complémentaires, et une sensibilité pour certaines thématiques, bien que parfois éloignées de notre cadre géographique. C'est aussi grâce à elles que nous avons saisi l'intérêt de cibler sur le cas parisien, riche et peu étudié dans sa globalité historique et géographique.

Nous nous sommes ensuite plus particulièrement appuyés sur les travaux de Richard Etlin et de Frédéric Bertrand qui traitent tous deux du cas parisien. En effet, l'auteur américain Etlin retrace une évolution du cimetière parisien principalement attachée aux XVII^e et XVIII^e siècles. Nous nous situons ainsi dans la continuité chronologique de ces travaux, qui nous ont servi d'appui documentaire. Etlin développe les résultats de l'histoire des mentalités, établis par Ariès et Vovelle, dans le champ de l'histoire de l'art et de l'architecture. Cependant son travail axe la lecture d'une évolution, sur la mutation de l'affect et l'influence de l'art des jardins. Cette approche lui permet de mettre en lumière une nouvelle représentation de l'espace des morts par la thématique de figures opposées constituées par le cimetière monumental et le cimetière jardin. La recherche de l'architecte et enseignant Frédéric Bertrand, a également contribué à enrichir notre travail, notamment par sa thèse très documentée qui présente un corpus similaire. Son approche est cependant différente. Le regard qu'il porte est davantage orienté vers les travaux de Robert Auzelle alors que le notre est centré sur la question de la forme. Frédéric Bertrand développe une culture des formes en exploitant également les grands acquis de l'histoire des mentalités. Son travail permet ainsi de rendre compte de la simultanéité de développement formel plus que d'un rapport de causalité. Il propose également de replacer la réflexion sur les cimetières dans la pensée urbaine et la construction de la métropole. Il précise ainsi la nature et les enjeux des réformes qui touchent le cimetière dans l'histoire de la ville. Notre cadre historique est proche mais notre corpus est beaucoup circonscrit géographiquement pour mieux mettre en lumière l'évolution de la forme dans un contexte précis.

Nous avons déjà un intérêt certain pour le travail Robert Auzelle, architecte français qui a voué sa carrière à l'espace funéraire et nous livre à la fois un manuel de conception de la nécropole moderne en même temps que des réalisations de grandes qualités. Nous avons donc poursuivi l'étude de son apport par l'analyse de documents d'archives de son agence.

Parmi les sources indirectes plus anciennes, dont nous avons tiré de nombreuses informations, citons principalement le travail du Dr Gannal (fin XIXe siècle), qui consacre un ouvrage retraçant l'histoire et la législation des cimetières français depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la fin du XIXe siècle. Sa recherche, qui s'appuie sur une analyse précisément retranscrite de documents consultés aux Archives Nationales, à la Préfecture de la Seine et dans les mairies parisiennes, nous permet de connaître des pièces aujourd'hui inaccessibles car détruites. Son apport documentaire est donc essentiel à notre travail.

Ces travaux constituent un point de départ, qui nous a ensuite orienté vers l'étude directe des sources citées par ces auteurs, consultées dans les divers fonds des bibliothèques spécialisées parisiennes : Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, Bibliothèque Administrative de la Ville de Paris, Anciens Manuscrits Occidentaux de la Bibliothèque Nationale de France, Musée Carnavalet, Archives de la Cité de l'Architecture. Cette recherche a permis de compléter le fonds documentaire connu par un ensemble d'éléments présents dans ces archives dont certains n'ont à priori pas fait l'objet de publication.

I - LE CIMETIERE D'ANCIEN REGIME SOUS L'EMPRISE DE LA RELIGION

1. Le cimetière des Innocents, un cimetière chrétien

La période d'Ancien Régime, également appelée Temps Moderne ou Epoque Moderne par les historiens, succède au Moyen Age et précède à la Révolution française. Elle est analysée ici au regard de la période suivante, nous permettant d'expliquer les bouleversements qui s'initient à la fin de l'Ancien Régime et se poursuivent au XIXe siècle. Cette analyse sélective s'oriente vers les aspects du cimetière qui tendent à être remis en cause par les Lumières, vu avec le regard critique des contemporains. Comme l'analyse Antoine Picon, architecte et ingénieur, auteur d'*Architectes et ingénieurs au siècle des Lumières*, cette période charnière, entre rupture et tradition, présente une analyse complexe qui ne peut se faire qu'en prenant parti. C'est-à-dire dans la perspective du XVII ou du XIXe siècle. La lecture qui est faite ici privilégie donc davantage les bouleversements à venir que l'héritage du passé.

Nous nous appuyerons sur l'exemple emblématique du cimetière des Saints-Innocents pour illustrer le cimetière urbain de l'Ancien Régime. Le cas de ce cimetière, qui fut durant huit siècles le plus grand espace d'inhumation de la capitale, met en lumière toutes les problématiques liées à l'accroissement démographique et au contexte de densité urbaine. Ainsi, il nous renseigne de façon précise sur les éléments qui caractérisent le cimetière de cette période car sa popularité lui vaut de nombreux témoignages écrits et graphiques. De plus, il nous éclaire sur les évolutions subies par l'espace funéraire au cours des Temps modernes.

Tout d'abord, l'organisation du cimetière des Innocents, nous permet d'illustrer la forme de l'espace funéraire d'Ancien Régime, héritée du Moyen Age et façonnée par l'Eglise. Bien que n'ayant pas de géométrie définie et révélant une relative désorganisation, ses caractéristiques physiques sont marquées par une opposition forte entre la périphérie et le centre, ainsi que des typologies ouvertement au service du stockage des corps. Aussi, dans son fonctionnement et sa perception par les citadins, nous verrons que c'est un lieu très populaire bien que les inégalités et l'insalubrité y soient manifestes. Enfin, nous développerons la présence de l'art, contribuant au décor et à la mise en scène macabre.

Nous nous baserons pour partie sur une étude de documents provenant du Fonds Joly de Fleury. Cette collection, constituée de documents accumulés par les procureurs généraux au Parlement de la famille Joly De Fleury au cours du XVIIIe siècle, entre à la bibliothèque nationale en 1836. Les membres de cette famille, originaires de Bourgogne, remplissant les plus hautes fonctions dans les cours de Justice et jouant un rôle important à Paris pendant près de 150 ans, ont pu conserver des documents d'un grand intérêt historique. Les différentes pièces écrites, et parfois graphiques, composant ce fonds sont de diverses natures : lois et projet de lois ou règlements, plaintes, procès sur l'emplacement et l'usage des cimetières, contestations sur la translation des cimetières, projets de cimetière, etc..... Ce qui nous permet de les croiser et d'avoir une vision des enjeux du cimetière d'Ancien Régime vu par ceux qui le pratiquaient. Nous nous appuyerons également sur l'ouvrage collectif dirigé par Fleury et Leproux qui nous offre une étude complète d'archéologues, archivistes et historiens d'art sur le cimetière des Saints-Innocents¹.

¹ FLEURY Michel, LEPROUX Guy-Michel. *Les Saints-Innocents*. Paris : délégation à l'action artistique de la Ville, 1994. 200 pages.

1.1 Le cimetière urbain d'Ancien Régime : lieu de mixité et de paradoxes

La ville de Paris ne possède pas moins de deux cents cimetières à la fin de l'Ancien Régime, tous rattachés à la paroisse dont ils dépendent.² Cette multiplicité des lieux d'inhumation, associée à la quantité importante de paroisses dans la capitale, génère des espaces de petites dimensions car suffisamment nombreux. C'est pour cette raison que nous ne parlerons pas de nécropole mais bien de cimetières concernant les espaces funéraires parisiens de cette période. Cette qualification est ainsi essentiellement liée à un critère de superficie.

Le paysage funéraire chrétien : au plus proche de la maison de Dieu

Michel Lauwers, professeur d'histoire médiévale, dans son ouvrage consacré à la naissance du cimetière rappelle que le monde gallo-romain avait établi une frontière franche entre l'espace des vivants et celui des morts, qui fut ensuite abolie par les Chrétiens.³ En effet, la loi des douze tables, première législation écrite romaine, gravée sur des tables de bronze vers 450 av. J.C, place clairement l'espace des morts à l'extérieur de la ville. Ainsi, la table X, consacrée aux règles funéraires, établit que le mort ne sera jamais enseveli ou brûlé dans l'enceinte de la cité : « Hominem mortuum in urbe ne sepelito, neve urito »⁴. Elle est par la suite confortée et précisée par d'autres lois impériales romaines. Elle est ainsi intégrée dans le code théodosien, qui rassemble des constitutions de 312 à 437 : « que tous les corps enfermés dans des urnes ou des sarcophages, sur le sol, soient enlevés et déposés hors de la ville »⁵. Cette disposition semble avoir été inspirée des villes grecques qui pratiquaient de la sorte. Ce qui fait par ailleurs apparaître la liberté accordée quant aux modes de sépulture possibles. L'espace des morts des riches particuliers se constitue ainsi généralement par alignement de somptueux tombeaux en bordure des voiries principales qui mènent à la ville. La Via Appia à Rome en est une célèbre illustration. Les plus modestes et les esclaves sont eux inhumés dans les « Columbaria » hors de la ville. Ce sont des espaces funéraires souterrains dont les murs sont constitués de petites niches contenant les restes incinérés.

C'est le christianisme qui initie une rupture dans ces pratiques, en instaurant une nouvelle répartition spatiale qui vise à effacer la limite entre les vivants et les morts, ainsi qu'en imposant un mode de sépulture unique. Une des notions essentielles qui explique ces changements importants est la place prédominante que prend la religion dans la société. Alors que les Romains étaient relativement permissifs quant à la pratique de différents cultes, l'espace funéraire n'était pas directement lié au culte. Lorsque la religion chrétienne s'impose aux autres, elle prend une place prédominante dans la société. C'est elle qui va dicter les règles sociales et imposer sa pratique des rites funéraires. À partir de ce moment, la vision de la mort, ainsi que ses traductions spatiales ou fonctionnelles, sont sous contrôle de l'Eglise. Dans la conception chrétienne, les fidèles doivent être proches de Dieu, ce qui, par extension, place l'église au centre de la ville. De la même manière, l'espace des morts vient s'accoler au lieu de culte pour se garantir la protection de Dieu. Le cimetière et l'Eglise deviennent donc indissociables. De plus, alors que les Romains pratiquaient l'incinération, les Chrétiens la proscrivent, ce qui bouleverse davantage le paysage funéraire. En effet, la croyance grecque en l'immortalité de l'âme, à laquelle adhéraient certains Romains, induit

² HILLAIRET, Jacques. *Les 200 cimetières du Vieux Paris*. Paris : Les éditions de Minuit, 1958. 431 pages.

³ LAUWERS, Michel. *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'occident médiéval*. Paris : Département Aubier chez Flammarion, 2005.

⁴ « N'inhumez et ne brûlez dans la ville aucun mort »

CASATI DE CASATIS, C.Charles. *Jus antiquum*. Paris : Firmin-Didot, 1894. *Lex XII Tabularum*, Tabula Decima (De jure sacro), I, p.35

⁵ PRIEUR, Jean. *La mort dans l'Antiquité romaine*. Rennes : Ouest-France , 1986. p.50-51

la crémation, alors que la croyance chrétienne en la résurrection impose une conservation du corps et donc l'inhumation.

L'espace des morts, devenu « cimetière », est un bien de l'Eglise, administré et géré par celle-ci. Comme l'indique Lauwers, la consécration du cimetière par l'Eglise le soumet de fait à la discipline religieuse. En effet, en droit canon, tout lieu de culte, même propriété d'un laïc, échappe à son pouvoir et à son usage dès lors qu'il est consacré : « La ferme dissociation entre le fondateur ou constructeur (souvent laïc) et le consécrateur (toujours ecclésiastique) autorisait l'Eglise à considérer comme siens des lieux qui pouvaient avoir été fondés de diverses manières et à des moments différents. »⁶

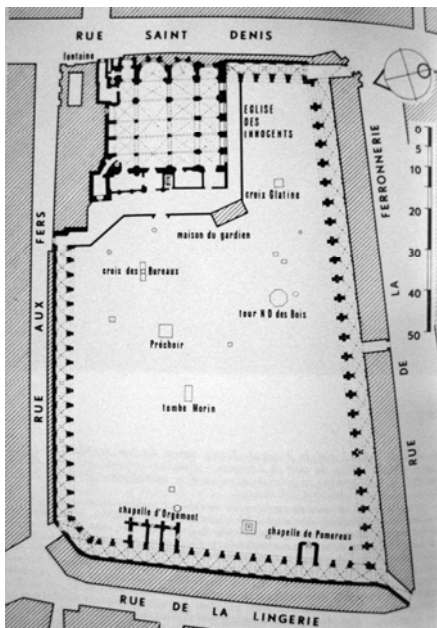
L'utilisation du mot cimetière est donc ici essentielle. Elle caractérise trois aspects fondamentaux de cet espace : sa relation étroite avec le lieu de culte, son mode de sépulture unique et sa morphologie, la plus souvent close. En effet, le mot cimetière⁷ va désigner tout terrain, généralement clos et béni, destiné à enterrer les morts.

Ainsi, celui des Saints-Innocents fut conçu vers le Xe siècle, pour enterrer le corps des paroissiens de l'Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, propriétaire du terrain. Géré par l'Eglise, il fut accolé à l'édifice religieux de la paroisse sur le modèle du cimetière chrétien. À sa création, il était pourtant situé à l'extérieur de la ville de Paris, dans le respect de la tradition ancestrale. Plus précisément le long d'un axe majeur de la ville, menant en direction des provinces du Nord. C'est lorsque que Philippe Auguste construisit l'enceinte autour de Paris, en 1190, que le cimetière se retrouve dans la ville. C'est également à la même période qu'on le clos pour raisons de sécurité et d'hygiène.

⁶ LAUWERS, Michel. *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'occident médiéval*. Paris : Département Aubier chez Flammarion, 2005. p.83

⁷ Définition du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, site internet www.cnrtl.fr, rubrique « lexicographie ».

Le cimetière populaire : une réponse quantitative mais pas qualitative



Le cimetière des Innocents, 1780.
Dans Auzelle – Dernières demeures.



Le cimetière des Innocents au milieu du XVIe siècle.
Hoffbauer – Paris à travers les âges.

À la fin de l'Ancien Régime, le cimetière populaire urbain doit répondre à des besoins quantitatifs qui dépassent ceux permis par sa superficie. Cet état de fait induit des réponses spatiales dont la seule qualité est le stockage massif.

Dans la partie centrale du cimetière des Innocents, se trouvent les fosses communes, qui constituent la forme principale et initiale du cimetière. Les inhumations y sont gratuites, destinées à la plus grande partie de la population, qui ne peut supporter les frais d'enterrement. Dans le cas des Innocents, trois fosses communes sont ouvertes et utilisées successivement au cours d'une année, auxquelles s'ajoutent les fosses provisoirement fermées avant renouvellement. L'ouverture de chaque fosse mesure un peu plus de 4,80 mètres de large par 5,80 mètres de long, sur une profondeur d'environ 6,50 mètres. Les corps y sont simplement déposés dans des linceuls ou des bières entre deux couches de terre. Dans un Procès-verbal d'Avril 1763, un fossoyeur du cimetière des Innocents décrit précisément l'utilisation des fosses : « Une fosse commune (...) ouverte dans le courant de Janvier dernier, d'environ quinze sur dix huit pieds et sur vingt en profondeur, couverte non exactement de différentes planches pouvant contenir six à sept cents corps, en laquelle il y en avait dès à présent environ cinq cents. (...) dans le courant du mois de Mai prochain, il en sera ouvert une autre, sans pouvoir indiquer le lieu précisément, ni ayant aucune notion conservée de l'ordre de ces ouvertures, ce qui occasionne quelquefois que lors des fouilles remontent des corps non consommés. »⁸ Cette description illustre à la fois un manque d'organisation manifeste, mais surtout des conditions d'entassement extrême des corps les uns sur les autres. Un rapide calcul sur la base des dimensionnements donnés par ce fossoyeur permet d'établir que l'espace attribué à chaque corps était d'environ 2,00 m de long sur 40 cm de large et moins de 30 cm de haut. Cela induit approximativement 30 corps par couche de tranchée. En

⁸ Commissaire VIAL DE MACHURIN, Pierre. *Procès-verbal du 27 Avril 1763, cimetière des Saints-Innocents*. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetière de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°90.

d'autre terme, cet espace ne suffisait pas à l'encombrement d'un corps, il eut donc fallu qu'ils soient écrasés, ou plus exactement que les couches supérieures compressent les couches inférieures pour maintenir une telle densité.

Cette pratique, est pourtant proscrite. La loi salique, code législatif élaboré pour les Francs ou « saliens » aux alentours du Ve siècle se prononce déjà sur le sujet. En effet, dans le titre LVIII consacré à la violation des sépultures, le principe de superposition des corps est classé au rang des délits répréhensibles : « Quiconque aura placé un cadavre dans un cercueil de bois ou de pierre, qui déjà renfermerait la dépouille d'un autre homme, sera condamné à payer 1400 deniers, ou 35 sous d'or ».⁹ On note la précision concernant le cercueil car à l'époque la pratique de superposition dans un même cercueil était courante. Dans le même esprit, mais de manière plus générale cette fois-ci, Childéric III, Roi des Francs de 742 à 755, fait passer une loi en 744 qui interdit de superposer deux corps : « Fideles pro defunctis amicis jejunia et oblationes triginta diebus adimpleri faciant, et mortuum super mortuum non ponant, nec ossa defunctorum super terram dimittant. Quod si fecerint, canonicae sententiae subiacebunt »¹⁰. Le principe des fosses, qui suppose des inhumations en tranchées superposées, est donc illégal mais il est le seul à pouvoir répondre à la quantité d'inhumations nécessaires.

En périphérie, les plus argentés ont la possibilité de payer des fosses particulières adossées à l'enceinte. Enfin, dans la même zone, quelques privilégiés bénéficient de chapelles privées. Il s'agit de monuments bâtis, isolés de toute autre construction, et remarquables par leur qualité architecturale. Dans le cas des Innocents, on n'en compte que trois. Ce type de construction est occasionnellement admis pour des personnalités importantes mais reste limité car il a le désavantage de faire perdre beaucoup de place pour n'accueillir qu'une quantité de corps infime comparée au reste du cimetière.

L'usage des fosses et leur délai minimal de renouvellement confrontés à l'accroissement de la population et aux périodes d'épidémie ne permettent de répondre qu'un temps aux besoins quantitatifs, voire massifs, d'inhumations dans les grandes villes comme Paris. Quant à la question qualitative, elle ne semble même pas avoir été prise en compte dans le choix de cette typologie. Cette situation mène donc à la création d'une seconde typologie : le charnier ou pourrissoir. Ainsi, pour pallier au manque de place dans les fosses communes, on imagine les renouveler plus rapidement et placer les restes exhumés, plus ou moins décharnés, dans ce nouvel espace. La mise en place des charniers profite de constructions préalablement érigées sur les fosses particulières, qui constituent progressivement une sorte de cloître. En effet, le long de l'enceinte, se trouvent les emplacements destinés aux fosses individuelles, réservés aux nobles et aux bourgeois. Afin d'agrémenter ces espaces privatifs, certains propriétaires commencent à y faire bâtir des arcades. À partir de 1325, les différents tronçons d'arcades gothiques ainsi érigés, finissent par se rejoindre et doubler l'enceinte du cimetière. La partie couverte, sous arcade, ménage des galeries appelées « promenoirs » dont le sol est constitué des fosses individuelles. L'espace du charnier à proprement parler, vient se placer entre ces arcades et la toiture de tuiles, soutenues par des poteaux en bois, dans une sorte de grenier nommé « galetas ». La pente du toit est agrémentée de lucarnes non vitrées et la toiture ponctuellement dépourvue de tuiles pour générer des courants d'air qui dessèchent les restes et réduisent les os en poudre. Outre la ventilation nécessaire à la décomposition, les trous dans la toiture témoignent d'une volonté d'offrir au regard l'accumulation de restes en décomposition. Nous verrons par la suite que cette « mise

⁹ PEYRE, J.P.A. *La loi des Francs contenant la Loi salique et la Loi ripuaire*. Titre LVII, *De la violation des sépultures*, Article IV. Paris : Firmin-Didot, 1828. p.195

¹⁰ *De trigesimis mortuorum*. Article II, cité par Dr GANNAL Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.46 des pièces justificatives

en scène », qui exhibe la réalité physique de la mort, est typique du paysage funéraire médiéval et d'Ancien Régime.

Pour conclure sur la forme du cimetière d'Ancien Régime, on peut dire qu'elle traduit les principes de la conception chrétienne de la mort. La proximité avec le lieu de culte, la clôture de la périphérie et la mise en terre du corps caractérisent cet espace. Aussi, l'utilisation exclusive de l'inhumation induit un besoin d'espace plus important que d'autres modes de sépulture. Or, le cimetière est aussi par définition, lié à la paroisse, et donc de petite taille. On voit bien que ces deux idées ne peuvent se concilier en site urbain. C'est pourquoi le cimetière urbain, malgré l'usage de typologies qui cumulent rapidité et quantité d'inhumation, ne peut permettre une décomposition acceptable des corps. La terre en contient plus qu'elle ne le peut. Le corps devient alors un objet sans valeur, à stocker.

Un espace sans composition et sans concepteur

Comme nous le décrivent Fleury et Leproux, le cimetière des Innocents est constitué de deux entités inégales:

- Le "parterre" sur lequel s'élèvent trois caveaux surmontés d'un oratoire. Cette bande compte aussi les fosses communes non bénites et les fosses de l'Hôtel Dieu.
- Le "cimetière" à proprement parler, composé de grandes fosses communes et de quelques monuments (le préchoir, l'obélisque et plusieurs croix).

Pour autant, le charnier vient constituer un cloître qui unifie par la périphérie ces deux parties, difficiles à distinguer réellement. Cette configuration – charnier en périphérie et fosses en partie centrale – est typique du cimetière d'Ancien Régime.

Si la composition d'ensemble semble peu organisée c'est qu'elle n'a pas été dessinée, ni même projetée. L'implantation d'un élément ou d'un autre se fait de façon arbitraire, face à l'évolution des besoins, sans imaginer aucune cohérence globale. Sans doute cela est-il révélateur de ce que cet espace est né sans concepteur. En effet, comme le soulignent Fleury et Deproux c'est le seul espace de la capitale, crée par les Parisiens, qui ne fut pas ordonné par les édiles contrairement aux prestigieuses places, aux palais et aux parcs.

Un autre trait frappant du cimetière des Saints-Innocents, est l'absence totale de plantation, à l'instar des autres cimetières. Le manque de connaissance en matière d'hygiène laisse imaginer que les arbres pourraient faire écran à la libre circulation de l'air. C'est pourquoi l'Eglise s'oppose à la présence de toutes sortes de végétaux. Les cimetières de cette période ont donc l'aspect de terrains vagues nus.

Le lieu de culte, un cimetière pour privilégiés

Le cimetière, accolé à l'église, est quantitativement le premier lieu d'inhumation. Mais le lieu de culte devient rapidement un prolongement du cimetière, voir un second lieu d'inhumation.

En 337, l'Empereur Constantin se fait inhumé, selon ses vœux, sous le porche d'une église de Byzance. Ses successeurs en firent autant, puis les religieux et les fidèles de les imiter. Cette situation se propageant rapidement dans l'Europe chrétienne, les autorités civiles et religieuses doivent intervenir pour contenir la pratique. Ainsi, Charlemagne limite le privilège d'inhumation dans les édifices religieux aux seuls évêques, abbés et prêtres distingués : « Ut mortui non

sepelientur in ecclesia, nisi episcopi, vel abbates, vel fideles et boni presbyteri »¹¹ Mais de nombreux conciles y ajoutent les bienfaiteurs de l'Eglise, sous autorisation spéciale de l'Evêque. Bien que les Saints Canons interdisant les inhumations dans les lieux saints, le privilège de la famille royale est pour finir étendu à tout donateur au profit de l'église. Comme le détaille Madeleine Lasserre : « à la fin du XVIIIe siècle, le lieu habituel d'inhumation est l'église paroissiale (ou le couvent) pour les plus riches, le cimetière paroissial pour les gens ordinaires, celui des hôpitaux pour les plus démunis et les morts ont leur place reconnue au milieu des vivants dans le giron de l'Eglises ». ¹² Michel Vovelle confirme qu'à cette période, la demande de sépulture concerne majoritairement les églises paroissiales. Pour exemple, à Marseille en 1740, 80% des sépultures sont réalisées dans l'enceinte de l'église. ¹³

Maret, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, dénonce la qualification de donateur, qui permet volontairement à un trop grand nombre de personnes de prétendre à cette qualité : « je ne peux m'empêcher d'entrer dans quelques discussions sur ce qui concerne la qualité de bienfaiteur. Pour être bienfaiteur de l'église, dit M. Armand Bazin de Bezons, Archevêque de Rouen, dans un de ses mandements, il faut donner à l'église au moins 50 livres pour chaque corps qui sera enterré dans le chœur et 30 livres pour ceux qui seront inhumés dans la nef ou dans un autre endroit de l'église ; dans les paroisses de campagne on donnera au moins 20 livres pour être enterré dans l'église. (...) Il faudrait bien peu connaître les hommes pour imaginer qu'un titre aussi facile à acquérir, ne deviendrait pas commun à presque tous les fidèles. »¹⁴ Le Docteur Maret, est un des hommes de science qui travaillent sur les questions de salubrité liées aux inhumations précipitées et aux inhumations dans les églises. À travers des ouvrages spécialisés, les scientifiques dont il fait partie dénoncent certaines dérives des pratiques funéraires.

Le Père jésuite Porée, frère de l'Abbé, nous confirme les abus de cette situation, en total désaccord avec les règles de l'Eglise : « Les inhumations dans les églises, accordées à tous ceux qui contribuent à leur décoration, ou à l'augmentation de leurs revenus, vinrent à un point que plusieurs conciles défendirent d'enterrer dans les églises d'autres personnes que les fondateurs et les patrons. Ces défenses étaient bien sages ; mais les canons des conciles provinciaux ne faisaient que suspendre pour quelques temps les abus qui régnaient dans les lieux où s'étendait leur juridiction. Les provinces voisines ne se croyaient pas liées par des censures locales. La coutume, plus forte que la raison, reprenait bientôt le dessus. »¹⁵ Comme l'indique l'auteur un peu plus loin, la transgression des fidèles est guidée par une foi aveugle. Chacun espère une place au plus près de Dieu pour le salut de son âme. « Ainsi les peuples s'imaginèrent que leurs âmes auraient plus de part aux prières et aux sacrifices, lorsque leurs corps seraient plus près des autels et des prêtres. De là leur empressement à être mis dans les églises jusque dans le sanctuaire, persuadés que les suffrages agissaient sur eux avec plus d'efficacité, et en raison des distances. »¹⁶ On comprend donc bien la motivation des fidèles, mais l'attitude de l'Eglise qui dénonce officiellement ce qu'elle tolère officieusement n'est pas claire.

¹¹ BORETIUS, Alfred. KRAUSE, Victor. *Capitularia regum Francorum*. Collection Monumenta Germaniae historica. Tome I, Livre IV, *Karoli Magni capitularia*, Capitulaire XX an 813. Hannovre : Hahn, 1883-1897.

¹² LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours. Le territoire des morts*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.19.

¹³ VOVELLE, Michel. *La mort et l'occident de 1300 à nos jours*. Paris : Gallimard, 1985.

¹⁴ MARET. *Mémoire sur l'usage où l'on est d'enterrer les morts dans les églises ou dans l'enceinte des villes*. Dijon : 1775. Cité par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.42

¹⁵ Père POREE. *Lettres*. Caen : 1745. Cité par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.34

¹⁶ Ibidem. p.37

La transgression acceptée par l'Eglise est en effet beaucoup plus complexe car elle va à l'encontre des valeurs véhiculées par la religion. Au-delà de la morale, il y a la réalité financière. Les droits d'inhumation dans les lieux de culte représentent, avec les sépultures au cimetière, une source de revenu considérable pour l'Eglise. Sans cela, la seule recette perçue pour les morts vient du droit du fossoyeur et des droits spéciaux pour le service des funérailles. Mais entendons bien que la majorité des citoyens est inhumée sans grande pompe et en fosse commune. Les recettes liées aux inhumations payantes représentent donc un complément intéressant.

Mais encore, les lieux de culte deviennent symboles de l'inégalité devant la mort, comme nous le décrit Maxime Ducamp. Auteur et photographe Français, Ducamp dépeint avec beaucoup de précision la vie quotidienne dans la capitale au travers des six volumes de son ouvrage *Paris, ses organes, ses fonctions, sa vie*. Les sujets qu'il y traite sont multiples. Ainsi, il nous apporte de précieux témoignages sur les cimetières et les inhumations : "On enterrait partout : dans les églises d'abord, lieu d'honneur où l'on accordait sépulture en échange de quelque rente perpétuelle; le donataire qui avait fait construire ou orner une chapelle à ses frais avait droit à s'y faire inhumer et parfois même d'y admettre quelques amis(...) Il n'y avait guère que les gros personnages de la noblesse, du clergé, de la robe, de la finance, qui fussent assez riches pour atteindre à ces grandeurs posthumes ; le menu fretin des trois ordres et toute la population s'en allaient simplement en terre , comme des petites gens qu'ils étaient"¹⁷. En effet, les inhumations dans les églises matérialisent une inégalité sociale. Madeleine Lasserre indique que pour certains fidèles, il s'agit justement de ne pas se mélanger avec les pauvres et surtout d'être vus. La connotation du cimetière populaire étant essentiellement associée à la misère des fosses communes, il est de meilleur goût d'avoir sa place dans l'église.¹⁸

Celle des Saints-Innocents est une bonne illustration de la transformation progressive des églises en lieu de sépulture, en cela qu'elle témoigne d'agrandissements successifs liés aux inhumations, décrits par Fleury et Leproux. Au lieu de culte fut ajoutée une crypte pour les religieux, puis un espace de sépulture destiné aux plus riches qui souhaitaient être près de Dieu. Par manque de place dans l'église même, les bourgeois décident de financer des cimetières improvisés aux abords immédiats de l'église. Le toit même de l'église finit par être aménagé en ossuaire. L'usage des inhumations dans les lieux de culte achève de transformer complètement ces espaces et de les détourner de leur vocation première.

Une cohabitation ingérable

Le cimetière des Temps Modernes est bien évidemment à l'image de sa ville, dont les principaux aspects sont hérités de la période médiévale, c'est-à-dire grouillante d'activité, insalubre et bruyante.

L'organisation des Innocents, à l'origine totalement ouverte, lui confère le rôle d'espace public du quartier, où les enfants viennent jouer et les gens se rencontrer. Au fil du temps, différentes autres activités s'y invitent. On y étend son linge, on y joue aux quilles, on bat le blé, on vend des chevaux. Ainsi, toutes les activités rendues impossibles dans les rues étroites et sombres de la ville s'y concentrent. C'est ainsi qu'en 1135 Louis VI Le Gros fait transférer un marché à proximité, agrandi en 1141 par Louis le Jeune. Cette accumulation d'activités ne fait qu'accroître le désordre ambiant. Ainsi, Fleury et Leproux attribuent clairement cette confusion à la prolifération de l'activité commerciale : « Les champeaux, point de ralliement exigé, sont le centre du meilleur comme du

¹⁷ DUCAMP, Maxime. *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXe siècle*. Tome Sixième. Paris : Hachette, 1879. p.119

¹⁸ LASSERRE, Madeleine. Op.cit.

pire, y inclus de la canaille et des voleurs, des filles de joie et leurs souteneurs. Dès la fin du XII^e siècle, l'engorgement est tel que les marchands, pour discuter, se retranchent dans ce dernier havre de silence que garde ce Paris surpeuplé : le cimetière des Saints-Innocents devient leur refuge (...) Cet amalgame de la vie et de la mort n'a pas pour seule cause l'exiguïté des surfaces que l'urbanisme médiéval affecte au commerce. Il découle plutôt de la philosophie du temps. Une société catholique où la morale méprise le gain, ne peut avoir de temple des affaires ».¹⁹ L'activité religieuse continue néanmoins de se développer parallèlement puisque Louis Le Gros fait remplacer l'oratoire par une église baptisée des Saints Innocents. En 1218, le cimetière, affecté à plusieurs paroisses, est agrandi.

Pour mettre un peu d'ordre aux Innocents, Philippe Auguste décide de clore le cimetière en 1186. À cette fin, il fait ériger un mur de trois mètres de haut. Ce mur, qui a vocation de bannir des activités impropres au lieu de sépulture, va pourtant devenir le support d'un nouvel espace qui génère davantage de troubles dans le cimetière. En effet, les promenoirs qui se constituent contre l'enceinte, deviennent rapidement des lieux propices à toutes sortes d'échanges et de commerces. Malgré les Ordonnances de Police, ces galeries accueillent de nombreuses activités : vendeurs de lingerie, de toilettes, de bonneterie, marchands de tableaux, d'images, ainsi que des écrivains publics : « Il faut qu'ils vivent tout comme les théologiens : plus utiles qu'eux, ils sont les dépositaires des tendres secrets des servantes ; c'est là qu'elles font écrire leurs déclarations ou leurs réponses amoureuses ; elles parlent à l'oreille du secrétaire public, comme à un confesseur ; et la boîte où est l'écrivain discret, ressemble à un confessionnal tronqué. (...) Sans la secrète correspondance des cœurs, qui n'est pas sujette aux vicissitudes, ils iraient augmenter le nombre déjà prodigieux des squelettes qui sont entassés au-dessus de leurs têtes, dans des greniers surchargés de leur poids. Quand je dis surchargés, ce n'est pas une figure de rhétorique. Ces ossements accumulés frappent les regards et c'est au milieu des débris vermoulus de trente générations, qui n'offrent plus que des os en poudre ; c'est au milieu de l'odeur fétide et cadavéreuse, qui vient offenser l'odorat, qu'on voit celles-ci acheter des modes, des rubans, et celles-là dicter des lettres amoureuses. Le Régent avait, pour ainsi dire, composé son sérail des marchandes de modes et des filles lingères, dont les boutiques environnent et ceignent, dans sa forme quarrée, ce cimetière vaste et hideux. »²⁰ L'auteur Louis-Sébastien Mercier, écrivain et dramaturge français, explique lui-même en préface de son ouvrage qu'il s'attache à décrire les mœurs de Paris, ses habitudes, sa vie et ses lieux dans tout ce qu'ils ont de particulier y incluant tous les aspects négatifs. Son témoignage nous apporte donc un certain nombre de détails très réalistes sur les coutumes funéraires des Parisiens.

Le cimetière des Saints-Innocents, l'un des plus grands de Paris, est le lieu de tous les paradoxes. Car malgré ces aspects surprenants, horrifiants et choquants, Fleury et Leproux relatent qu'il occupe tout de même une place particulière dans le cœur des Parisiens. Ainsi, une grande fierté est d'avoir quelques ancêtres qui y furent inhumés. Mais comme en témoigne également Maxime Ducamp, il est avant tout cher aux citadins pour ce qu'il anime la ville et constitue un espace de vie : " Le peuple de Paris aimait son cimetière: on lui donnait là le spectacle de belles processions, avec encens et psalmodies, à certains jours de fêtes carillonnées ; il y venait volontiers, non pour évoquer les âmes des aïeux mais pour faire sa prière en l'église des Saints-Innocents, populaire entre toutes, pour admirer les monuments funéraires, les chapelles d'Orgemont, de Villeroy, de Pommereux, la tombe Morin, le squelette d'albâtre, qu'il attribuait faussement à Germain Pilon, l'ancien prêcheur, où pendant la Ligue il se fit de belles harangues, la croix des Bureaux, la croix Glatine, la statue du Christ, que l'on nommait le Dieu de la Cité et la tour de Notre-Dame des bois,

¹⁹ FLEURY Michel, LEPROUX Guy-Michel. *Les Saints-Innocents*. Paris : délégation à l'action artistique de la Ville, 1994. p.19

²⁰ MERCIER, Louis-Sébastien. *Tableau de Paris, critiqué par un solitaire du pied des Alpes*. Tome premier. Chap. LXXXIV, *Les écrivains des charniers-Innocents*. Nyon : Imprimerie de Natthey et Compagnie, 1783. p.182-183.

où chaque soir on allumait une veilleuse qui servait de fanal à ce champ des morts."²¹ L'auteur montre bien combien cette composition décousue en fait sa particularité. Le cimetière des Saints Innocents est une sorte de scène de la vie publique, un théâtre de la société moyenâgeuse puis de l'Epoque Moderne.

Le cimetière d'Ancien Régime n'est donc pas un lieu réservé à la fonction funéraire, mais au contraire autant utilisé pour des activités de la vie quotidienne que pour les morts. C'est un espace qui tient un rôle social fort dans la ville. Les vivants et les morts partagent un même espace, dans lequel les fonctions liées aux uns et aux autres se mêlent dans une sorte d'indifférence. Cette banalisation de la mort est radicalement opposée à la perception actuelle d'une mort cachée, taboue et cloisonnée dans des espaces bien définis, de sorte que nous n'y sommes que rarement confrontés. Au Moyen Age et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la mort fait partie intégrante de la vie quotidienne.

Alors que l'ouvrage de Fleury et Deproux suggère un tel élan religieux et une telle cohésion sociale autour de ce lieu que le voisinage ne se serait que peu plaint de l'odeur, de très nombreuses plaintes à ce sujet sont répertoriées dans le Fond Joly de Fleury.²²

Dans le même temps, cette proximité fortement marquée ne relève pas d'une volonté urbaine. C'est une conséquence de l'accroissement de la ville. Ainsi, on peut dire que cet espace ne présente pas de qualité particulière. Il n'est en réalité approprié à aucune des activités qui s'y déroulent. En effet, cette société urbaine n'a pas cherché, ni même produit, les qualités d'une telle situation. Par manque de place, elle s'est retrouvée à vivre au milieu de ses morts, subissant les conséquences du développement urbain. Ce ne sont pas les vivants qui ont accueilli les morts, mais bien les vivants qui se sont approprié l'espace des morts.

1.2 Le Memento Mori : une mise en scène de la mort

Aux antipodes de la société contemporaine, la société d'Ancien Régime vit avec l'idée de la mort au quotidien ainsi qu'avec la présence physique de la mort au sein même de la ville. Tout d'abord, une mortalité importante place la mort sous le regard de chacun, partout et tous les jours. D'autre part, la mise en scène macabre des cimetières vient renforcer cette perception particulière. Cela se traduit par le « Memento Mori », dont la volonté est clairement de faire peur, avec une fascination certaine pour l'aspect physique de la décomposition des corps.

La Mort dans la morale chrétienne

Le Memento Mori (« Souviens-toi que tu mourras »), est une sorte de courant artistique et philosophique qui vise à rappeler quotidiennement à l'homme ce qu'il est condamné à devenir. Cette conception trouve ses fondements dans la religion catholique, qui offre une vision pour le moins moralisatrice de la vie. Ainsi, le Memento Mori est une pensée essentiellement développée par le christianisme et ses textes fondateurs : « C'est Dieu même qui, le premier, prononça cette parole, lorsqu'il dit à Adam, après sa chute : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front, jusqu'à ce que tu retournes à la terre, dont tu es sorti ; car tu es poussière, et tu retourneras en poussière. » Et l'Ecclésiastique dit, dans le même sens : « Souviens-toi que le mort ne tardera

²¹ DUCAMP, Maxime. *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXe siècle*. op. cit. p.126-127

²² Fonds Joly De Fleury 1317 - Assemblées de Police . Délibérations. Cimetières

Fonds Joly de Fleury 1182 - Cimetières de Province, affaires diverses datant principalement des années 1770 à 1789, règlements, contestations, procès, translations de cimetières, etc...par ordre alphabétique de nom de lieux

pas... » L'Ancien et le Nouveau Testament sont remplis d'avertissements de ce genre ».²³ En effet, les notions de paradis et d'enfer, omniprésentes, placent la mort au premier plan de cette religion. La tradition du Memento Mori tend à signifier à l'homme sa condition de simple mortel en lui renvoyant des images choquantes de la réalité de la mort. Cette perspective a pour but d'écarter le fidèle des perversions liées aux plaisirs terrestres et de le rendre moins vaniteux, pour le ramener sur le chemin de la foi. Mais au fond, le Memento Mori révèle une véritable obsession pour la mort. C'est pourquoi ce courant se caractérise par des œuvres brutales, voire effrayantes.

Le Memento Mori entre dans l'espace public au cours du XIV^e siècle, alors que les fidèles contribuent à l'embellissement du cimetière. Ainsi, au cimetière des Saints-Innocents, la célèbre fresque de la *Danse macabre* et la *statue de la Mort aux Saints Innocents* sont des témoignages de cette mise en scène, offerts par des particuliers. Ces œuvres viennent renforcer la vision déjà sordide initiée par les typologies même du cimetière, à savoir les fosses et les charniers.

L'art au service de cette mise en scène

L'Abbé Valentin Dufour, auteur de nombreuses publications sur l'histoire de Paris, consacre un ouvrage au cimetière des Innocents dans lequel il nous livre une analyse des éléments de décor qui le constituent²⁴. Son étude dessine un tableau complet de ce lieu dans lequel il fait référence à de nombreux témoignages écrits. Ainsi, il nous renvoie à l'ouvrage de Charles Lenient, *La satire en France au Moyen Age*, qui nous relate bien le rapport particulier qu'entretient cette société avec la mort : « Mort ! Ce mot, qui se dresse comme un spectre à la fin de la strophe, exprime bien l'espèce de fascination qu'exerçait cette sombre pensée de la mort sur l'esprit des contemporains. Comme Villon, toute la société d'alors va chercher là ses émotions. Le cimetière devient à la fois un musée, un prêche, une salle de bal et de spectacle ; c'est là que la Mort organise dans la *Danse Macabre* le dernier branle qui doit terminer la tragi-comédie du moyen âge. »²⁵ Dans ce passage, l'auteur traite d'un poème de François Villon, auteur obsédé par la mort. Il s'agit de *Neiges d'Antan*, dont le décor et le sujet sont incarnés par le charnier des Saints-Innocents. Ce que veut nous démontrer Lenient, c'est que tous les arts se rejoignent pour partager et exprimer cette fascination funèbre. Il nous explique ensuite plus particulièrement comment cette perception se traduit au cimetière : « Le moyen âge, avec son instinct d'imitation universelle, traduit la même idée sous toutes les formes, par le geste, la parole et le pinceau. Le tableau de la Danse Macabre, comme celui du jugement dernier, devint un véritable sermon, une grande leçon d'égalité offerte à tous, une longue ironie jetée à la puissance, à la force, à la science, à la beauté, à tout ce que le monde honore, craint et flatte. »²⁶ Comme l'indiquent Dufour et Lenient, la Danse macabre, fresque peinte entre 1424 et 1432 sous les dix premières arcades du charnier des Lingères, constitue une illustration parfaite du principe d'égalité de chacun devant la mort. Elle véhicule donc une morale typiquement chrétienne. Cette fresque, particulièrement célèbre, devient un modèle, voire le point de départ d'une tradition des Danses macabres qui gagne l'Europe. Celle des Saints-Innocents, malgré sa disparition, est parvenue dans l'imagerie populaire jusqu'à nos jours. Ceci traduit le rôle précurseur des cimetières parisiens à travers une grande partie de l'Europe. Ainsi, les Danses macabres sont très populaires au XV^e siècle. Elles viennent décorer les murs des charniers, cloîtres et églises. Bien que le nombre de tableaux ou de personnages qui composent ces fresques varie sensiblement, elles suivent le même principe que la fresque initiale.

²³ Dr WETZER. *Dictionnaire encyclopédique de la théologie catholique. Art. Memento Mori*. Paris : Duprey et Jaume, 1862. p.504

²⁴ Abbé DUFOUR, Valentin. *La Danse Macabre des Saints-Innocents de Paris, d'après l'édition de 1484, Précédé d'une étude sur le cimetière, le charnier et la Fresque peinte en 1425*. Paris : Daffis et Willem, 1874.

²⁵ LENIENT, Charles. *La satire en France au Moyen age*. Paris : Hachette, 1869. p.418

²⁶ Ibidem. p.420



Une des 17 gravures sur bois de la Danse Macabre.
Guyot, Marchant et Verard.

La Danse macabre des Saints-Innocents est composée de quinze tableaux, auxquels s'ajoutent une introduction et une conclusion. Cette fresque représente une sorte de procession des morts. La Mort, figurée par un squelette grimaçant, entraîne dans sa danse folle un personnage différent à chaque tableau. Ainsi, tous les âges de la vie y sont représentés, de même que les diverses conditions physiques et sociales. Chaque tableau est accompagné de quatre strophes de huit vers se terminant par des sentences dont certaines nous sont parvenues sous formes de proverbe (« Qui trop embrasse mal étreint » par exemple). Lenient note à juste titre l'habile usage du personnage de la Mort dans la satire : « A titre de personnage comique, la Mort offrait moins de ressources que ses devanciers, Renart et le Diable. Ce long spectre, si longtemps immobile, à l'air maussade et renfrogné, semblait d'un emploi difficile dans la satire. Pourtant, il a su s'y faire place ; il marche, saute, gambade comme le vivant le plus dispos. L'artiste a épuisé pour lui toutes les combinaisons de la science chorégraphique ; il a su lui donner une variété de physionomie qui rappelle celle du pierrot de la pantomime sous sa face enfarinée. »²⁷ Il ressort donc de façon claire que l'expression graphique du Memento Mori se traduit par une personification satirique de la mort. Enfin, bien que la conception exprimée par cette fresque soit l'égalité devant la mort, elle ne reflète pas la réalité de la condition des défunts au cimetière, puisque la ségrégation sociale est très clairement marquée par les différents espaces d'inhumation. La belle morale reste donc un principe, pas une pratique. Même devant la mort, les hommes ne sont pas égaux. L'ouvrage de Fleury et Leproux ajoute tout de même à cette vision un aspect salvateur de la Danse Macabre, comme un élan universel qui entraîne vers le Créateur, origine et aboutissement de tout.²⁸

²⁷ Ibidem. p.420-421

²⁸ FLEURY Michel, LEPROUX Guy-Michel. *Les Saints-Innocents*. Paris : délégation à l'action artistique de la Ville, 1994. p.16



La mort Saint-Innocent.
Artiste anonyme. Albâtre 55x120x27cm. Musée du Louvre.

La statue de la *Mort aux Saint-Innocents* est une autre illustration très parlante du Memento Mori. Il s'agit d'un squelette d'albâtre d'environ un mètre de haut tenant d'une main son linceul et de l'autre un cartouche où l'on pouvait lire : « Il n'est vivant, tant soit plein d'art, Ni de force pour résistance, Que je ne frappe de mon dard, Pour bailler aux vers leur pitance ». Cette allégorie de la Mort, présente un visage grimaçant et un corps en décomposition, partiellement décharné, typique de l'art macabre du Memento Mori. Conservé dans les galeries du charnier, il était présenté à la population lors d'une unique procession annuelle, à la Toussaint. Cette statue et sa mise en scène morbide viennent compléter le folklore du cimetière, véritable théâtre de la mort.

Le tableau est à présent complet. En arrière plan, se trouve la multitude des charniers débordants de restes non consommés par la terre, tandis qu'en partie centrale se trouvent les fosses béantes qui donnent à voir l'accumulation des corps enveloppés et des cercueils sur des hauteurs impressionnantes. À cette réalité physique terrifiante vient s'ajouter la morale symbolisée par des objets d'art qui achèvent de transmettre un message au passant : n'oublie pas ce que tu deviendras. Pourtant, cette perception angoissante ne semble pas perturber le joyeux bazar des commerces et des activités auxquels s'adonnent les vivants dans ce sinistre décor.

2. Une mutation urbaine et sociale

La transformation des cimetières est liée à un mouvement beaucoup plus large qui agite d'abord la société puis la ville, insufflé par l'esprit des Lumières. C'est donc dans un contexte de bouleversement général que des transformations urbaines profondes voient le jour. Ainsi, Antoine Picon propose de resituer la fin de théorie architecturale classique dans une évolution plus globale marquée par le passage de l'approximatif à la précision, avec l'importance grandissante de la science. Pour lui, le débat théorique reflète les enjeux de l'époque, mais n'a pas de caractère explicatif.

La société pose un regard nouveau sur la ville dans lequel la cité est critiquée pour mieux imaginer la ville moderne. Picon établit que cette période de transition se caractérise tant par ce qui disparaît, que par les raisons de cette disparition et les nouvelles configurations qui émergent. Dans cette lecture, il identifie que l'innovation est plus explicite dans la théorie que dans la pratique, les deux étant complémentaires à la compréhension de cette transition. C'est pourquoi nous nous attacherons à traiter ces différents aspects. Nous verrons ainsi comment la théorie architecturale s'empare de cette question, puis quels types d'interventions dans la ville traduisent cette pensée.

Enfin, concernant plus particulièrement l'espace funéraire, nous observerons que l'intégration des nouvelles valeurs véhiculées par la science a une incidence sur le paysage funéraire. La mise à distance de l'Eglise et les nouvelles préoccupations hygiénistes amènent à dénoncer et rejeter les pratiques des lieux d'inhumations d'Ancien Régime.

2.1 De la ville classique désordonnée à la ville moderne harmonieuse

L'intérêt des penseurs pour la ville dans son ensemble apparaît comme une vraie nouveauté. Cependant, Picon nuance l'aspect novateur de ce sujet : « Dans les traités des architectes et des ingénieurs classiques la ville apparaît rarement en tant que telle. Il ne faudrait pas pourtant en conclure à l'indifférence des hommes de l'art à l'égard des problèmes urbains. En fait, la ville reste toujours présente à côté du vocabulaire des ordres et de l'analyse des techniques de mise en œuvre. Elle constitue plus précisément une sorte d'horizon de la théorie architecturale, même si cette théorie feint de l'ignorer au profit de l'exposition des principes de la décoration, de la distribution et de la construction».²⁹

Picon explique d'autre part l'importance du renouvellement théorique des Lumières par la nouvelle division de travail qui s'instaure entre les architectes et les ingénieurs. En effet, ces derniers jouent un rôle grandissant dans la production de l'espace durant cette période. La théorie architecturale traduit ainsi la volonté des architectes de faire face aux ingénieurs, qui s'appuient pour leur part sur un réseau d'institutions nouvelles, codifient leurs savoirs et leur pratique.

Nous allons étudier de quelle manière la ville apparaît et comment elle se traduit dans les traités. La réflexion sur la ville idéale se construit sur les critiques faites à la ville existante, principalement basées sur le désordre et le manque d'hygiène. Mais dans la pratique, le bouleversement est moins évident que dans la théorie.

²⁹ PICON, Antoine. *Architectes et ingénieurs au siècle des lumières*. Marseille : Parenthèses, 1988. P.169

La ville comme nouveau sujet théorique

Avec les Lumières, les problématiques urbaines commencent à prendre une place nouvelle dans la pensée architecturale. Jusqu'alors, les traités d'architecture abordaient les aspects décoratifs ou encore techniques de la construction, sans jamais présenter la ville dans sa globalité. La question urbaine était donc absente des représentations théoriques.

Les écrits de Laugier, Patte et Blondel marquent une rupture avec cette tradition. Ils présentent enfin la ville comme un sujet de théorie architecturale. La ville classique est considérée et analysée dans son ensemble. La ville projetée l'est aussi. Une notion centrale apparaît dans leurs traités, il s'agit de la distribution des villes.

Rappelons qu'en 1691, D'Aviler définit l'architecture comme la complémentarité de trois domaines : la décoration, la construction et la distribution. La plupart des théoriciens des Lumières se réfèrent à ce découpage.³⁰ Nous savons que les deux premières notions sont largement étudiées par les traités d'architecture postérieurs à D'Aviler. Le développement de la troisième, nous intéresse donc particulièrement. C'est par la question de la distribution que la ville prend une place à part entière dans la réflexion théorique. Mais elle sera également traitée au travers de l'Embellissement, problématique ciblée sur la transformation de la ville existante que nous développerons plus loin.

C'est Laugier le premier, dans son *Essai sur l'architecture*, qui traite le thème de la distribution extérieure et intérieure des bâtiments. Dans un chapitre consacré à la situation et la distribution de l'unité bâtie³¹, il y établit des relations entre le bâtiment et la rue, qui viennent s'inscrire dans un ensemble constitué par la ville. En effet, la première thématique traitée, dans laquelle la ville est explicitement présente, en opposition à la campagne, est la situation du bâtiment: « Dans les Villes on ne peut pas choisir toujours une situation qui ait les avantages, dont je viens de parler. On est gêné pour l'emplacement qui ne peut jamais être d'une grande étendue et d'une parfaite régularité. Tout ce qu'on a de libre, c'est le choix du quartier et de la rue. Dans cette contrainte, il faut du moins se fixer au quartier le plus aéré et le plus propre, à la rue la plus large et la mieux alignée ; parce que l'abord en est plus facile, et que l'air s'y renouvelle plus aisément. »³² Il identifie ainsi des problématiques précisément liées à la ville. Dans un deuxième temps, il aborde les liens qui se tissent entre le bâti et son environnement : « Après les avantages de la situation, rien ne contribue tant à la commodité d'un bâtiment que la distribution tant extérieure qu'intérieure. La distribution extérieure a pour objet l'arrangement des entrées, des cours et des jardins. »³³ En liant le bâtiment à la ville dans le processus de conception, il place la ville parmi les sujets théoriques de premier plan. Laugier est un des théoriciens les plus influents de son époque. Avec son traité, il pose les bases d'un nouveau schéma de pensée, dans lequel la conception architecturale découle d'une réflexion et d'une observation rationnelle. Son ambition est ainsi de penser une architecture conforme à la raison sans pour autant établir de règles formelles rigides.

Dans son *Cours d'architecture*,³⁴ Blondel aborde les jardins, les appartements et la relation des bâtiments à la ville dans un même volume consacré à la distribution. Il s'agit de trois sujets de

³⁰ D'AVILER, Augustin-Charles. *Cours d'architecture* (1691). Montpellier : Réed. Editions de l'Espérou, 2002. Coll. Publications de l'université de Montpellier 3

³¹ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Chap. III, Art. II, *De la commodité des bâtiments*. Paris : Duchesne, 1753. p.156-176

³² Ibidem. p.159

³³ Ibidem. p.161-162

³⁴ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture, ou traité De la décoration, distribution et construction des bâtiments ; contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes, par J.-F. Blondel*. Paris : La veuve Desaint, 1773. Tome quatrième. Livre Second, première partie. *Traité de la distribution extérieure et intérieure des bâtiments*.

nature et d'échelles différentes, proposés sous un même angle d'analyse. Mais la question de la distribution de la ville, est abordée de manière indirecte. En effet, le chapitre II « De la distribution des bâtiments en général » traite de l'insertion des bâtiments dans le tissu environnant. Le sujet principal n'étant pas la ville, mais le bâtiment enseigné à de futurs Architectes. La réflexion sur la ville y est donc principalement axée sur l'unité bâtie, son implantation, son orientation, sa perception : « Enfin, dans les grandes Capitales, il est aussi très bon d'observer de tourner du côté du septentrion les boucheries, les tueries, les magasins et les ateliers des taneurs, des corroyeurs, etc. et même, autant que le service public peut le permettre, de les placer hors de l'enceinte de la Ville : en un mot, il faut faire en sorte que ces divers Bâtimens, dans quelque endroit qu'on les placent, soient entourés d'eau courante et en assez grande abondance, pour emporter avec elles les immondices, et par conséquent les exhalaisons qui en font la suite. »³⁵ Dans son *Cours*, on observe de manière évidente qu'il suit le découpage proposé par D'Aviler. Et bien que davantage concerné par la décoration, Blondel, influencé par Laugier, perçoit la nécessité de concevoir une ville rationnelle.

Patte, théoricien et concepteur, invite davantage à penser la ville comme un tout. Dans *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV*,³⁶ il publie des propositions pour Paris, parmi lesquelles, ces grandes percées à travers la ville qui préfigurent les travaux d'Hausmann. Patte consacre aussi le premier chapitre de ses *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*³⁷, à la question de la distribution, dans lequel il critique la ville classique et esquisse la ville moderne idéale : « Malgré la multitude de Villes qui ont été bâties jusqu'ici dans toutes les parties du monde, il n'en a pas encore existé que l'on puisse véritablement citer pour modèles. Le hasard n'a pas moins présidé à leur distribution générale qu'à leur emplacement. Pour s'en convaincre, il ne faut que jeter les yeux sur leur ensemble, »³⁸. Dans cet ouvrage, il pose clairement le principe qu'une ville doit être considérée dans son intégralité. *Mémoires* est un ouvrage beaucoup plus théorique, qui propose des normes de conception de la ville nouvelle, alors que *Monumens* constitue la publication de projets. Notons que Patte aborde la ville elle-même et non à travers le bâtiment. En cela, le point de vue de Patte apporte une échelle et un regard encore plus novateurs.

Ainsi, la ville est traitée comme un objet théorique en soi, dans lequel la distribution est centrale car elle permet d'établir des relations entre les différents éléments qui la composent. Le cimetière, en tant que composante de cet espace urbain, fait partie des sujets abordés par les traités théoriques.

Les théoriciens dénoncent le désordre de la ville classique

Le cimetière d'Ancien Régime, désorganisé, sans composition ni cohérence, n'est pas une exception dans la ville. Il reflète en réalité l'organisation générale de la cité dénoncée par les théoriciens. Ainsi, les publications de l'Abbé Laugier et de l'architecte Pierre Patte frappent par la vision qu'elles donnent de Paris. C'est une ville totalement désorganisée qu'ils dépeignent. Les deux auteurs pointent du doigt la configuration générale de la ville et de ses infrastructures, responsables de l'insalubrité, avec une préoccupation centrale pour la circulation et la qualité de

³⁵ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture*. Op. cit. p.117

³⁶ PATTE, Pierre. *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV, précédés d'un tableau du Progrès des Arts et des Sciences sous ce règne et suivis d'un choix des principaux projets qui ont été proposés pour placer la statue du Roi dans les différents quartiers de Paris*. Paris : Desaint-Saillant, 1765.

³⁷ PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Paris : Rozet, 1769. Chap. I. p.1-70

³⁸ PATTE, Pierre. Ibidem. p.5

l'air. De manière générale, le désordre de la ville est désigné comme responsable du manque d'hygiène.

Laugier décrit Paris comme le cas concentrant toutes les affres de la ville classique. Avec le plus grand nombre d'habitants et de richesse, c'est aussi pour lui la ville qui offre le moins de commodité et de propreté : « Nulle part ce désordre n'est plus sensible et plus choquant qu'à Paris. Le centre de cette capitale n'a presque point changé depuis trois cents ans : on y voit toujours le même nombre de petites rues étroites, tortueuses, qui ne respirent que la mal-propreté et l'ordure »³⁹. Il ironise également sur l'image qu'offre Paris depuis les alentours, sur le peu de traitement des abords dans une ville aussi célèbre : « L'entrée d'une grande ville doit être décorée, et avoir un air de magnificence et de grandeur. Rien de plus chétif et de plus pauvre que ces barrières qui font aujourd'hui les vraies portes de Paris. De quelque côté qu'on arrive en cette Capitale, le premier objet qui se présente, ce sont quelques méchantes palissades élevées tant bien que mal sur des traversiers de bois, roulant sur deux vieux gonds, et flanquées de deux ou trois tas de fumier. C'est ce que l'on qualifie du titre pompeux de portes de Paris. »⁴⁰ Dans *Observations sur l'architecture*, Laugier remet en cause l'aspect étroit hérité de la ville médiévale qui s'oppose à la bonne circulation de l'air. Il y dénonce également l'implantation peu pertinente des équipements publics. Pour lui, les grands équipements peuvent être sources d'épidémie, particulièrement les hôpitaux et les cimetières. Selon Laugier, « Les Hôpitaux ne sont convenablement placés qu'à l'extrémité des Villes, et à une assez grande distance pour que la libre circulation de l'air dissipe les vapeurs malignes qui s'en exhalent et les empêche d'infecter les Citoyens. L'Hôtel-Dieu placé dans le centre de Paris, est dans la position la plus incommode pour le service des malades, et pour l'air empoisonné qu'il entretient au milieu de nous. Il y a long-temps qu'on désire et qu'on demande que cet Hôpital soit transporté ailleurs.(...) On ne verrait plus la maladie et la mort siéger habituellement au centre de cette Capitale »⁴¹.

Pierre Patte critique plus largement la distribution de toutes les capitales. Il consacre d'ailleurs un chapitre dans *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture* à la distribution « vicieuse » des villes. Pour lui, la ville classique est un exemple à éviter : « Elles ne sont toutes qu'un amas de maisons distribuées sans ordre, sans entente d'un plan total convenablement raisonné.(...) En examinant attentivement une grande Ville, ce qui frappe d'abord, c'est de voir de toutes parts couler les immondices à découvert dans les ruisseaux avant de se rendre dans les égouts, et exhaler dans leur passage toutes sortes d'odeurs mal-faisantes : ensuite c'est le sang des boucheries ruisselant au milieu des rues, et offrant à chaque pas des spectacles horribles et révoltants. Ici, c'est un quartier empesté par les vidanges des latrines : là c'est une quantité de tombereaux crottés qui s'emparent journellement des rues pour en enlever les ordures, lesquels, indépendamment de leurs vues sales et dégoûtantes, occasionnent toutes sortes d'embarras : plus loin on observe au centre des lieux les plus fréquentés les Hôpitaux et les Cimetières perpétuant les épidémies, exhaling dans les maisons le germe des maladies et de la mort. Ailleurs vous remarquerez que les rivières qui traversent les Villes, et dont les eaux servent de boisson aux habitants, sont continuellement le réceptacle de tous les cloaques et immondices »⁴². Patte et Laugier montrent ainsi la même préoccupation pour l'emplacement inapproprié des hôpitaux et des cimetières.

Pour autant, la ville d'Ancien Régime est aussi une ville largement contrôlée, comme en témoigne le très complet *Traité de Police* de De La Mare. En effet, le livre VI intitulé « De la voirie » est intégralement consacré aux questions qui touchent l'espace urbain. En préambule, l'auteur

³⁹ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Op. cit. p.243

⁴⁰ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Op. cit. p.249-250

⁴¹ LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. La Haye, Paris : Desaint, 1765. p.172

⁴² PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Op.cit.. p.5-6

annonce et explique les éléments qui font l'objet de norme : « la beauté, selon le sentiment des plus habiles architectes, doit consister en ces trois points. 1° La largeur et l'alignement des rues. 2° La belle Architecture des édifices ; il faut qu'ils soient fixés à une certaine hauteur, qu'ils n'anticipent point sur les voyes publiques, et qu'ils soient toujours entretenus en bon état. 3° Le pavé, la propreté, la commodité des rues, des places publiques et des grands chemins. »⁴³ Le but avoué des règles qui codifient la ville est l'aspect esthétique. La question fonctionnelle est secondaire mais elle est tout de même représentée, notamment du point de vue de l'hygiène. On trouve d'ailleurs des problématiques sur lesquelles Patte interviendra directement, comme les incendies dans la ville ou le pavage des rues.

Les accusations de Patte et de Laugier sont sans doute exagérées et ne peuvent résumer un point de vue objectif et complet sur la ville puisqu'elles peuvent en outre être contrebalancées par des publications qui présentent positivement la ville. En effet, la ville classique est pleine de contraste. C'est pourquoi elle suscite des points de vue paradoxaux. Ainsi, pour Voltaire ou Thiery, Paris est le lieu privilégié des plaisirs urbains, où se mêlent luxe et loisirs.⁴⁴ Cette ambivalence témoigne de la dualité de la capitale mais aussi de la nécessité d'y trouver un peu d'harmonie.

Bien penser la ville moderne

Dans le même temps que les traités théoriques font un état des lieux critique de la ville classique, ils pensent à la ville à venir. Ainsi, Laugier ne se limite pas à la critique, il fait des propositions pour la ville moderne. Dès 1753, il donne les clefs d'une ville bien conçue dans *Essai sur l'architecture* : « La beauté et la magnificence d'une Ville dépend principalement de trois choses, de ses entrées, de ses rues et de ses bâtimens »⁴⁵. Ceci fait directement référence aux critiques qu'il adressait à Paris, dont nous avons précédemment parlé. Pour Laugier, le nouvel urbanisme se caractérise par un plan de ville régulier, des entrées de ville aménagées et marquées de manière significative afin de ménager des accès répartis régulièrement dans l'enceinte de la ville, des avenues dégagées, des rues droites et élargies. Dans *Observations sur l'architecture*, il envisage la conception d'une ville comme celle d'un jardin avec un juste équilibre entre l'ordre et le vernaculaire : "Quiconque sait bien dessiner un parc, tracera sans peine le plan en conformité duquel une ville doit être bâtie relativement à son étendue et à sa situation. Il faut des places, des carrefours, des rues. Il faut de la bizarrerie, des rapports et des oppositions, des accidents qui varient le tableau, un grand ordre dans les détails, de la confusion, du fracas, du tumulte dans l'ensemble."⁴⁶ Ce qu'établi Laugier au travers de ce parallèle est ni plus ni moins qu'un principe de distribution, également cher à Blondel. Laugier développe ainsi la nécessité de modération et d'équilibre dans la composition : « Sur toutes choses évitons les excès de régularité et de symétrie. Quand on appuie trop longtemps sur le même sentiment, on l'émousse. »⁴⁷. L'exemple de la place illustre une nouvelle conception de la ville, dont il se fait le défenseur, dans laquelle les espaces dilatés sont synonymes de qualité de vie. « Les places sont nécessaires dans les Villes, ne fut-ce que pour les aérer, pour leur donner du jour, pour dissiper aisément l'humidité des rues et leurs mauvaises odeurs. Plus la Ville est grande, plus il faut multiplier les places (...) Nous n'avons pas assez de places dans Paris où l'immensité de la Ville en exigerait un très-grand nombre »⁴⁸.

⁴³ DE LA MARE, Nicolas. *Traité de Police*. Paris : J.-F. Hérissant, 1738. Livre VI, Chap.IV, p.8

⁴⁴ PICON, Antoine. *Architectes et ingénieurs au siècle des lumières*. Marseille : Parenthèses, 1988. p.171

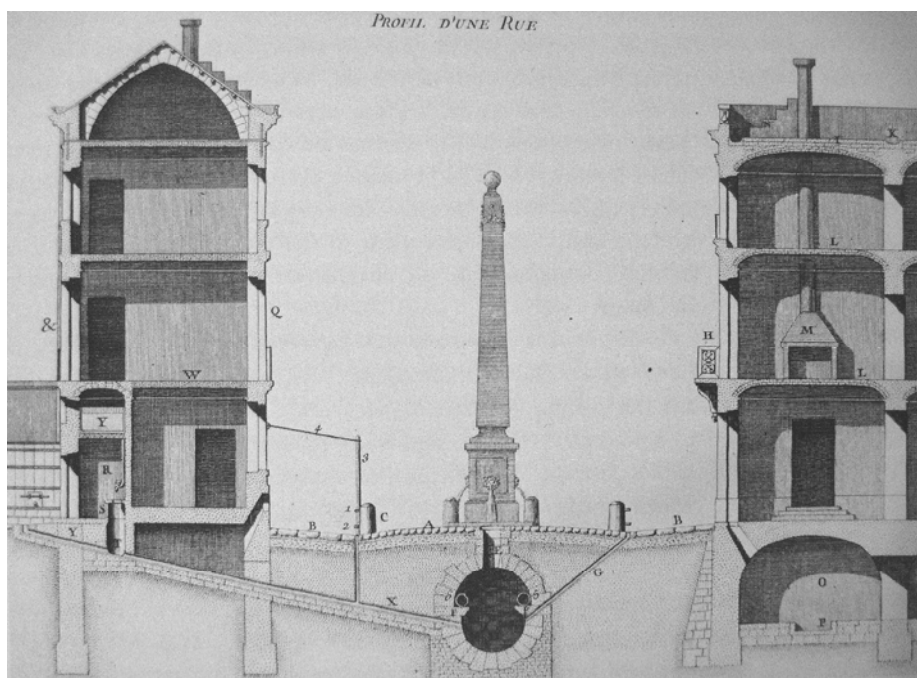
⁴⁵ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Op.cit. p.244-245

⁴⁶ LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. Op. cit. p.312-313

⁴⁷ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Op.cit. p.262

⁴⁸ LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. Op.cit.. p.168

La particularité des propositions de Patte tient quant à elles dans la réflexion technique qui en permet la réalisation. Ainsi, l'exemple de sa coupe sur une rue⁴⁹, une des premières coupes techniques urbaines, permet d'illustrer les principales préconisations de l'architecte. En effet, cet élément graphique illustre un principe d'implantation des bâtiments, qui permet de conserver l'ensoleillement, de décomposer l'espace de la rue en trois parties pour séparer les flux, de protéger les circulations piétonnes contre les façades par une bâche de protection en cas de pluie. Ce principe propose également la création d'une toiture terrasse et l'usage de la brique pour éviter les incendies, ainsi que la fusion des réseaux de distribution et d'évacuation d'eau sous la chaussée. Parmi les mesures préconisées par Patte, le redéveloppement de la Seine (destruction des maisons présentes sur les quais, aménagement des berges etc. ...) permet un renouvellement de l'air efficace grâce au courant de la rivière et redonne un visage digne à la Capitale. Mais les inventions de Patte ont un caractère quelque peu anecdotique comparé à la représentation de la ville annoncée dans sa théorie.



Profil d'une rue.

Patte, *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*.

Ainsi Laugier, le penseur, et Patte, le praticien et concepteur, s'accordent sur le fait qu'une mutation profonde de la ville est indispensable. Alors que Laugier esquisse les grands principes de conception d'une ville moderne, Patte de son côté essaie de les mettre en application au travers de propositions. Ces deux hommes portent bien le mouvement général qui agite la ville. Pour preuve, les nombreux projets de restructuration urbaine qui se multiplient et les sujets de concours de l'Académie Royale d'Architecture. La préoccupation est au remodelage de la ville, à la mutation vers une ville moderne.

⁴⁹ PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Op. cit. PL.II Profil sur rue

L'Embellissement ou l'inertie de la transformation

Entre la ville classique critiquée et la ville moderne idéale, la transformation urbaine qui s'opère, appelée « embellissement », est complexe. Pour certains, elle reflète davantage le morcellement et l'imbrication des pouvoirs d'Ancien Régime⁵⁰, qui ne favorise pas le mouvement général et cohérent espéré par la théorie. Ainsi, l'historien et urbaniste Pierre Lavedan⁵¹ désigne les municipalités comme frein à ces bouleversements. Mais Harouel, spécialiste du droit urbain, établit que cela ne peut être généralisé, en rappelant les diversités réglementaires d'une ville à l'autre.⁵² Il confirme la part importante de la réglementation dans la question de l'Embellissement. En partant de la voirie, qui règle la formation de l'espace public et l'alignement des constructions, il explique comment l'embellissement sort de la rue pour investir le bâtiment. Ainsi, le système des autorisations et des servitudes administratives visent à imposer aux propriétaires une esthétique de la ville. Il présente le rôle important des intendants dans ce déplacement de l'Embellissement vers la propriété privée, ainsi que celui des gouvernants. Mais comme l'analyse Picon, en architecture les évolutions sont difficiles à mesurer. La production bâtie, proche de l'ordre classique avec des géométries et des contrastes de volumes très affirmés, évolue peu.

La volonté de prise en compte globale de la ville exprimée dans les traités se retrouve donc difficilement dans la réalité, au regard de la multiplicité des acteurs concernés. L'Embellissement se traduit donc parfois par des interventions restreintes et hésitantes qui ne modifient pas la structure existante de la ville.

Dans *Essai sur l'architecture*, Laugier consacre un chapitre à ce sujet, dans lequel il critique le manque d'intervention sur l'ensemble de la ville : « Le goût des embellissements est devenu général (...) Mais ce goût ne doit point se borner aux maisons des particuliers, il doit s'étendre aux Villes entières. La plupart de nos Villes sont restées dans l'état de négligence de confusion et de désordre, où les avait mis l'ignorance et la rusticité de nos anciens. On bâtit de nouvelles maisons : mais on ne change ni la mauvaise distribution des rues, ni l'inégalité difforme des décorations faites au hasard et selon le caprice de chacun ».⁵³ Pour Laugier, l'Embellissement doit intervenir sur des éléments importants et structurants de la Ville, que sont principalement les réseaux d'accès et de circulations.

Patte amorce également cette idée dans *Monumens*⁵⁴ en proposant « l'Embellissement total » de Paris et poursuit sa réflexion dans *Mémoires* où il trace les traits de la ville idéale. En défendant l'idée de « l'Embellissement total », Patte traduit parfaitement le désir de rationalisation des Lumières concernant la ville. Il propose d'intégrer dans un projet d'ensemble pour Paris, les différentes préconisations d'embellissement faites par divers architectes à l'occasion du concours pour la place Louis XV. La restructuration de la ville qu'il imagine s'appuie sur une requalification des pleins et des vides, grâce à une architecture monumentale. Les espaces vides sont mis en relation les uns avec les autres afin de dédensifier la ville classique. Il pousse cette démarche plus loin en réfléchissant jusqu'à la faisabilité de ce projet et de son financement.

Ce sujet n'est pas traité que par les théoriciens. De La Mare, magistrat et auteur du premier Traité de police qui fut publié, nous donne également son point de vue sur la formation de Paris et le rôle de l'Embellissement : « Nous n'avons pas eu moins de soin de l'embellissement, et de commodité

⁵⁰ BABEAU, A.. *La ville sous l'ancien régime*. Paris, 1800.

⁵¹ LAVEDAN, Pierre, HUGUENEY, JEanne, HENRAT, Philippe. *L'urbanisme à l'époque moderne : XVI-XVIIIe siècles*. Paris : Arts et métiers graphiques, 1982. 310 pages.

⁵² HAROUEL, Jean-Louis. *L'embellissement des villes, l'urbanisme français au XVIIIe siècle*. Paris : Picard, 1993. 336 pages.

⁵³ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Op.cit. p.242

⁵⁴ PATTE, Pierre. *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV*. Paris, 1765.

de nos Villes (...) l'on vit corriger la difformité des édifices, et l'irrégularité des rues (..) Paris, le modèle des autres Villes, et qui les surpasse toutes en grandeur, en beauté et en magnificence, n'est parvenue à son état de perfection que par degrés ; c'est l'ouvrage de plusieurs siècles. »⁵⁵ Il traduit ainsi un remodelage effectif par étape et de manière localisée, qui selon lui, contribue toutefois à un résultat exemplaire, concernant Paris.

Une société obsédée par la bonne circulation des fluides

Bruno Fortier, architecte et urbaniste français, dans son analyse des politiques de l'espace urbain des Lumières, met en évidence que le développement de la ville concerne avant tout les édiles et les savants. Cependant, bien que l'harmonie de la ville soit l'affaire des théoriciens, des techniciens et des dirigeants⁵⁶, la société s'intéresse aussi à cette question mais sous un angle spécifique. Nous avons vu que les théoriciens considèrent principalement la question de la distribution comme élément déterminant de la cohérence d'une ville. La société, pour sa part, se focalise sur un des aspects de la distribution, qu'est la gestion des fluides. Sont concernés l'eau et l'air au premier plan, mais plus largement l'électricité et tous les fluides du corps humain. En effet, comme le souligne Picon, l'inconscient collectif de la période des Lumières est marqué par l'influence potentielle de toutes sortes de fluides, qui agiraient positivement ou négativement sur l'individu et son environnement. En témoigne l'importance de la publication de Mesmer, médecin autrichien fondateur de la théorie du magnétisme animal. Selon son auteur, cette théorie véhicule l'idée que le corps humain, ainsi que tous l'univers, sont constitués de fluides appelés magnétisme. Leur mauvaise circulation serait à l'origine de désordres, comme la maladie.⁵⁷

Les bouleversements de la ville et du cimetière ne peuvent être indifférents de cette préoccupation nouvelle. Ainsi, l'alignement et le percement des rues visent à favoriser la circulation des véhicules et des piétons⁵⁸. La création d'égouts organise l'évacuation des eaux souillées. La construction de ponts, le dégagement des quais favorisent la circulation de l'air et de l'eau dans la ville. Bruno Fortier établit que le mouvement des fluides devient synonyme de bonne santé et porteur de cette nouvelle notion d'hygiène. La pureté de l'eau et de l'air est attribuée à la bonne circulation.⁵⁹

Les progrès et les recherches de la science ont à présent davantage d'influence sur la société que la religion. Auparavant, les points de vue de la population étaient essentiellement guidés par les idées religieuses. Poursuivant les intérêts scientifiques modernes, la société montre une sorte d'obsession pour la circulation des fluides. En témoignent les nombreuses plaintes adressées au Procureur général au Parlement de Paris par des citoyens inquiets de l'état sanitaire de leur ville, consultables dans le fonds Joly de Fleury. La population base sa perception du danger pour la santé sur des constats liés à la mauvaise ventilation de lieux publics, aux odeurs désagréables, au mauvais ensoleillement ou à la stagnation d'eau.

Ainsi, s'agissant plus particulièrement du cimetière, Etlin démontre qu'il y a une redéfinition du sale et du propre. D'une part, il s'agit de la question de la circulation de l'air qui pourrait être gênée par les bâtiments avoisinants et interdit la présence de végétaux. D'autre part, sont mises en cause les exhalaisons liées aux inhumations.⁶⁰ Cette évolution dans la perception de l'odorat va avoir une influence sur la réflexion de la forme. C'est ce que nous verrons plus loin.

⁵⁵ DE LA MARE, Nicolas. *Traité de Police*. Op.cit.. Livre VI, Chap.IV, p.10

⁵⁶ FORTIER, Bruno. *La politique de l'espace urbain à la fin de l'Ancien Régime*. Rapport de recherche CORDA. Paris : 1975.

⁵⁷ DARTON, R. *La fin des Lumières, le mesmerisme et la Révolution*. Paris : Perrin, 1984.

⁵⁸ HAROUEL, J.L.. « L'alignement des rues ». *Dix-huitième siècle*. n°9. Paris : 1977. p.123-124

⁵⁹ FORTIER, Bruno. *La politique de l'espace urbain à la fin de l'Ancien Régime*. op. cit. p.57-58.

⁶⁰ ETLIN, Richard. « L'air dans l'urbanisme des Lumières ». *Dix-huitième siècle*. n°9. Paris : 1977. p.123-124.

Pour conclure sur le passage de la ville classique à la ville moderne, c'est toute une société qui se transforme. La réflexion sur l'espace funéraire doit donc être comprise dans une démarche globale de remise en cause de la ville, de sa conception, de son fonctionnement et de son développement face au problème de l'hygiène, enjeu majeur du début XIXe siècle. Ainsi, toutes les infrastructures de la ville ainsi que les institutions sont concernées et repensées sous l'angle de l'hygiène et plus particulièrement de la qualité de l'air. Tous les équipements identifiés comme polluants ou facteurs de miasmes doivent être portés à l'extérieur de la ville. Ainsi, le cimetière, l'hôpital, les tueries (abattoirs) et les fonderies sont maintenant envisagés hors de la ville.⁶¹

2.2 Vers un paysage funéraire moderne, détaché de la religion

Les penseurs des Lumières et les architectes dénoncent de façon unanime le manque de respect des morts. Les réflexions des Lumières ne remettent donc pas uniquement en cause l'aspect hygiéniste mais également l'aspect moral et philosophique du cimetière. C'est une approche plus sensible qui voit le jour dans laquelle de nouvelles notions sont prises en compte dans le traitement de l'espace de la mort et des morts en général. Ainsi, on commence à se préoccuper davantage de la condition des défunts, du travail de deuil des familles ainsi que de la notion de qualité dans l'espace funéraire.

Un espace des morts approprié à sa fonction

La situation du cimetière en cœur de ville est la première mise en cause. En dehors des considérations hygiénistes, elle est jugée indigne, tant pour les morts que pour les vivants. Les morts doivent avoir un espace qui leur est dédié, à l'écart des activités quotidiennes des vivants. Les vivants, de leur côté, doivent pouvoir évoluer dans un espace dont les visions horribles des cadavres sont absentes. Une nouvelle pensée se développe alors, dans laquelle les morts et les vivants ont un espace séparé, adapté à chaque usage ; une ville pour chacun en somme. L'espace jusqu'alors partagé est dénoncé comme étant impur et indigne. Le nouvel espace des morts, loin de la ville effervescente, devra permettre de créer un contexte de paisibilité et de sérénité propre au recueillement et au respect des morts. Cette approche plus sensible mène à rejeter la solution d'Ancien Régime : « Il est contre toutes les règles de police, de les laisser (les cimetières) subsister au milieu de Paris. Pourquoi ne les place-t-on pas tous hors de la Ville et en plein air ? Pourquoi souffre-t-on que les morts aient leur sépulture au milieu des vivants, et qu'un corps dans la fosse à demi-couvert de terre, attende habituellement d'autres corps jusqu'à ce que la fosse se trouve remplie ? Pourquoi ne soustrait-on pas aux yeux des Citoyens cet horrible spectacle ? Pourquoi ne les sauve-t-on du péril qui en résulte pour leur santé ? Comment permet-on que l'on enterre dans les Eglises et que la pourriture des cadavres dégoûte les fidèles du Culte de la Divinité ? »⁶². Tous les témoignages révèlent le même sentiment de rejet et le même désir d'en finir avec cette situation.

Charles-Gabriel Porée, auteur des *Lettres sur les sépultures dans les églises* et premier concepteur identifié d'espace funéraire, propose de considérer un quatrième type d'architecture, qui vient s'ajouter à l'architecture civile, navale et militaire, l'architecture funéraire. Cette notion marque la

⁶¹ LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours. Le territoire des morts*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.29

⁶² LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Chap.III, Art.II, *De la commodité des bâtimens*. Op.cit. p.173

prise en compte d'une réalité urbaine et architecturale. L'Abbé Porée traduit sa pensée au travers du premier projet de cimetière connu. Il imagine un « Cimetière de l'Avenir » inspiré du Campo Santo italien, dans lequel les morts trouveraient un repos éternel dans un espace totalement séparés des vivants : « les morts dorment à perpétuité, séparés des vivants...(...)où les morts de peur de nuire aux vivants feraient non seulement la quarantaine, mais observeraient un interdit qui ne serait levé qu'à la consommation des siècles ». ⁶³ Il exprime ici un principe de projet dont les valeurs fondamentales sont l'éloignement de la ville et la séparation absolue des vivants et des morts. Les *Lettres* de l'Abbé Porée illustrent tout à fait la pensée des Lumières en matière d'espace funéraire. En cela, elles sont considérées comme une publication référence.

Pour expliquer cette mutation, Frédéric Bertrand met en relation l'apparition de deux principes. ⁶⁴ D'un côté, l'émergence d'une société disciplinaire, dans laquelle chaque chose et chacun ont une place réglementée. Il se réfère à la règle des *emplacements fonctionnels* problématisée par Foucault. ⁶⁵ Cette redistribution de la ville s'oppose aux lieux multifonctionnels et propose d'éloigner du centre certaines activités. De l'autre, une manière nouvelle d'appréhender le programme d'un équipement, telle qu'identifiée par Bruno Fortier. Le cimetière, au même titre que les autres équipements de la ville, est un lieu de service qui doit donc répondre à des notions de rendement et d'efficacité. ⁶⁶

Pour la dignité du mort, contre l'anonymat

L'emplacement du cimetière est la principale cause d'indignation car c'est aussi la plus évidente. Mais la réflexion qui touche l'espace funéraire concerne également des aspects beaucoup plus sensibles.

Philippe Ariès pense que la grande révolution de l'affectivité qui intervient à cette période se construit sur « le vide laissé par la décadence des viles et des formes de sociabilité » ⁶⁷. Cette révolution induit un développement du culte des morts impossible dans le cimetière d'Ancien Régime ⁶⁸. Les principales typologies du cimetière, à savoir la fosse commune et le charnier n'offrent aucune solution acceptable pour les familles qui doivent y avoir recours. En effet, les populations concernées sont celles dont les moyens ne laissent d'autre choix que de bénéficier des inhumations gratuites. Or, la gratuité ne doit pas induire un service si peu respectueux de la peine des familles et du corps des défunts. Ce qui est mis en cause, c'est essentiellement l'accumulation sordide de corps dans un espace réduit. Dans ce système, le mort disparaît totalement dans la masse de la fosse. Sans marquage spatial, sans nom ou autre identifiant, le mort perd son identité.

Ariès souligne un élément essentiel de la mutation de l'espace funéraire, qui permet le développement du culte des morts. Il s'agit de la construction physique et philosophique du citoyen mort. Sa mémoire, son souvenir deviennent utiles à la société et à sa famille et doivent donc être matérialisés. Le lien affectif entre le mort et sa famille tend à être maintenu et développé par ce biais. Le principe d'une plus grande égalité de chacun devant la mort commence à voir le jour.

⁶³ Abbé POREE, Charles-Gabriel. *Lettres sur les sépultures dans les églises*. Caen : 1743. cité par VOVELLE, Michel. *La mort et l'occident de 1300 à nos jours*. Paris : Gallimard, 1983. p.462

⁶⁴ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003. P.9

⁶⁵ FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard, 1975.

⁶⁶ FORTIER, Bruno. *Logiques de l'équipement. Note pour une histoire du projet*. AMC 1978. p.80-85

⁶⁷ ARIES, Philippe. *Essais de mémoire, 1943-1983*. Paris : Seuil, 1993. 372 pages

⁶⁸ ARIES, Philippe. *Essais sur l'histoire de la mort en Occident : du Moyen Age à nos jours*. Paris : Seuil, 1975.

Etlin relie pour sa part pleinement la mutation de l'espace à l'affect, avant l'impact de la société disciplinaire, de la règle des emplacements fonctionnels et de la construction du citoyen mort.⁶⁹ Il semble cependant difficile d'isoler le contexte général de bouleversement pour expliquer la forme. Certes l'aspect affectif est primordial à la compréhension du sujet. En effet, la nécropole moderne devient un lieu dédié à la mémoire. Mais l'aspect fonctionnel, ordonné et construit découle aussi d'une politique urbaine et sociale.

Séparation du culte des morts et du lieu de culte

L'utilisation du lieu de culte pour les inhumations et plus généralement le principe de mixité des activités est à présent proscrit. Nous avons vu qu'il s'agit dans un premier temps de séparer spatialement les vivants des morts. Dans un second temps, il s'agit d'établir une distinction entre l'espace de culte et l'espace des morts. "Il est à désirer que la même loi qui doit défendre que nos Eglises soient transformées en des lieux de sépultures, en bannisse les mausolées; et qu'en cessant d'y respirer une odeur de mort, on n'y perçoive plus aucune représentation qui en rappelle l'image. L'un est une conséquence de l'autre."⁷⁰ Il est intéressant de noter que le souhait d'une législation en la matière s'attaque à la salubrité mais également à la perception du lieu de culte. C'est la notion d'image et de respect de l'espace religieux qui est mise en avant. L'église ne doit plus être associée à la mort physique. La volonté est de remettre en valeur sa vocation première en supprimant toutes les activités qui n'ont pas à y avoir cours. Blondel est encore plus radical que Laugier sur ce sujet : « Qu'on y réfléchisse, il ne suffit pas d'être bon Architecte, il faut, dans ces sortes d'occasions, être épris de l'amour de notre religion sainte, et se rappeler que dans nos Eglises rien ne doit avoir trait avec l'homme ; que tout doit y porter une empreinte sacrée»⁷¹. En effet, il est évident que tant la célébration du culte que le culte des morts ont pâti de ce mélange des genres. Aussi, les réflexions des Lumières visent à clarifier les usages en séparant les fonctions.

Plus que l'image, il y a un autre fait dénoncé. Il s'agit, là plus qu'ailleurs, des inégalités frappantes qui se matérialisent au travers des inhumations dans les églises. La mise en scène de la vanité humaine dans un lieu qui symbolise les valeurs du christianisme peu présenter un contraste choquant. « La bienséance ne souffre dans le lieu Saint que des objets de culte. (...) Voir le tombeau d'un faible mortel extraordinairement décoré, vis-à-vis d'un Autel pauvre et sans ornemens, c'est un amas d'indécences qui révoltent. Purgeons nos Eglises de ces indignités choquantes. Ne souffrons pas qu'un mélange de sacré et de profane altère dans leur enceinte la pureté du Culte religieux.»⁷²

Les propositions des architectes révèlent des préoccupations similaires. Ainsi, en 1785 dans son projet d'église paroissiale travaille sur un principe de gestion des activités liées aux morts et aux vivants au sein du lieu de culte sans jamais générer de parcours qui se croisent. Les cérémonies liées aux vivants (mariage, baptême) se déroulent selon un axe ascendant, alors que les cérémonies liées aux morts se déroulent selon un axe descendant. Le traitement lumineux et les volumes des deux espaces participent également à marquer la différence des fonctions auxquelles ils sont attribués. Ce projet d'église pour la ville de Chaux offre une organisation qui permet de conjuguer dans un même édifice, espace de cérémonie et espace de sépulture. En y associant une vaste nécropole souterraine à l'extérieur de la ville, il traduit tout à fait le désir de rationalisation

⁶⁹ ETLIN, Richard A.. *The architecture of death. The transformation of the cemetery in eighteenth-century*. Paris, Cambrigde : the MIT Press, 1984.

⁷⁰ LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Chap.IV, *De la manière de bâtir les Eglises*. Op. cit.. p.237

⁷¹ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture*. Op.cit. Tome second. p. 315

⁷² LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Chap.IV *De la manière de bâtir les Eglises*. Op.cit. p.236-237

insufflé par les Lumières. De la même manière, Blondel pense : « (...) qu'il serait mieux de les (tombeaux) reléguer dans des lieux séparés, mais limitrophes de nos Eglises, dans le dessein d'offrir avec plus de décence ces ouvrages d'art à la curiosité des connaisseurs parce que les sépultures nuisent nécessairement à la salubrité qu'il importe de procurer à nos Temples. Ce sont en général autant d'objets qui ne devraient jamais être confondus, et qui demandent autant de lieux relatifs à leur destination particulière. (...) la confusion, moins le recueillement (...)»⁷³. C'est ce qu'il illustre dans son projet d'église paroissiale en 1766. Il y place l'espace des morts à l'extérieur de la ville, excepté celui des religieux. Blondel et Ledoux dénoncent le désordre et la confusion des précédentes réalisations, attribués à la mixité des activités. Il y a aussi chez eux une volonté d'instaurer un ordre spatial à la fois fonctionnel et symbolique dans lequel chaque stade de la vie peut trouver sa place.

Déchristianisation de la perception de la Mort

Cette dénonciation par les architectes va dans le sens d'une déchristianisation de l'espace funéraire. La distance que prend la société avec l'Eglise lui permet aussi de prendre ses distances physiques avec l'espace des morts. Le cimetière n'a plus besoin d'être protégé par la maison de Dieu, comme ce fut le cas auparavant.

Si la place physique des morts est en train de changer, c'est que la perception de la Mort dans la société évolue aussi. En effet, la conception du Memento Mori s'efface au profit d'une vision beaucoup plus influencée par les progrès de la science. La place et le pouvoir de l'Eglise perdent de leur importance. C'est pourquoi l'image d'une mort mystérieuse et punitive laisse place à une mort plus rationnelle, cadrée par la réalité de la science. Le corps du défunt n'est aussi plus perçu de la même manière. La fascination pour la décomposition laisse place à l'analyse médicale du corps humain. C'est donc l'image d'une mort moins effrayante qui accompagne les propositions de cette nouvelle pensée.

Cette modification de la perception de la Mort va avoir une très forte influence sur le paysage funéraire. Car si le cimetière est le même dans tout le monde chrétien, des perspectives différentes peuvent s'ouvrir avec un éloignement de la religion. En effet, le cimetière d'Ancien Régime parisien, comme l'ensemble des cimetières chrétiens, est administré, organisé et régit par l'église catholique. En échange de cette charge, celle-ci retire tous les bénéfices de son usage et façonne cet espace à son image. On peut donc conclure que le paysage funéraire chrétien de cette période suit un unique modèle, celui instauré par l'Eglise.

2.3 Les espaces d'inhumation de l'Ancien Régime provoquent l'indignation

Avec les Lumières, les valeurs anciennement véhiculées par l'Eglise cèdent la place à une forte influence de l'hygiénisme qui va être le moteur de nombreux bouleversements. Ainsi, malgré la difficulté du haut clergé à appliquer les mesures dictées par le grand combat hygiéniste des médecins du XVIIIe siècle, les mentalités croient en l'utilité de transformer les espaces d'inhumations.

Paris étant désignée comme une ville insalubre, ses cimetières n'échappent pas à cette perception. Alors que cette situation a perduré et s'est même largement aggravée au cours des Temps Modernes, le contexte d'un réel changement est maintenant en place. On reconnaît le cimetière comme source de dangers pour le voisinage immédiat et la ville en général, ainsi que pour les

⁷³ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture*. Op.cit. Tome second. p.345

visiteurs et les gens qui y travaillent. Cependant on cherche encore à identifier ces dangers et leurs causes plus précisément. Parmi les causes, on désigne principalement les inhumations massives dans les églises et les fosses communes.

La puanteur signe d'infection

Comme en témoigne Mercier, la perception des odeurs dans lieux de culte est si fortement négative et inconfortable, qu'elle en devient difficilement supportable par les usagers : « L'odeur cadavéreuse se fait sentir dans presque toutes les églises ; de là l'éloignement de beaucoup de personnes qui ne veulent plus y mettre le pied. Le voeu des citoyens, les arrêts du Parlement, les réclamations, tout a été inutile : les exhalaisons sépulcrales continuent à empoisonner les fidèles. On prétend néanmoins que l'on prend une odeur de moisi ou de cave qui règne dans ces amas énormes de pierres, pour une odeur de mort. L'on m'a certifié que les cadavres sont transportés dans les cimetières la nuit qui suit les funérailles, et qu'il n'en reste pas un seul dans les caveaux des églises, à moins qu'ils ne soient murés ; distinction rarement accordée. Mais enfin, ces vingt mille cadavres ne sortent pas de la capitale ; et quand on songe que dans le cimetière des innocents on enterre des morts depuis mille ans, que l'on n'attend pas que la terre ait achevé de consumer ces déplorables restes ; l'imagination révoltée repousse les tableaux qui viennent l'assaillir. »⁷⁴ L'auteur rapporte ainsi les tentatives de justifications des autorités pour de ne pas intervenir. Pourtant les fidèles répugnent bel et bien à se rendre au culte, les églises étant de plus en plus infestées.

Monseigneur Loménie de Brienne, Archevêque de Toulouse se révolte contre cette pratique car à l'air irrespirable s'ajoutent les transformations récurrentes qui mutilent l'aspect et la solidité physique du lieu : « Les églises, sont devenues de véritables cimetières, il suffit d'entrer dans les temples pour être frappé de l'infection qu'ils exhalent ; et dans quelques églises, à cause de la fréquence des inhumations, le sol pavé n'a même plus la consistance des chemins publics. »⁷⁵ La tolérance de cette pratique a donc fini par rendre les lieux de culte impropres à leur usage.

Les cimetières perçus comme insalubres

Les causes d'insalubrité des cimetières sont effectivement liées aux typologies en usage dans le cimetière d'Ancien Régime mais les connaissances de la science ne permettent pas de l'affirmer. Les autres facteurs qui viennent évidemment aggraver cette situation sont le taux de mortalité important et les épidémies chroniques.

La première et plus importante source d'insalubrité identifiée au cimetière est donc l'état des fosses communes. Tout d'abord, la trop grande quantité de dépouilles contenues dans les fosses est source de nuisance olfactive. D'autre part, l'usage de laisser les fosses ouvertes ne fait qu'ajouter un spectacle morbide aux problèmes de décomposition posés par cette typologie. En effet, comme l'indique les témoignages de fossoyeur en exercice aux Innocents⁷⁶, les tranchées superposées contiennent tant de corps que seules les couches superficielles permettent une véritable décomposition des corps. Ainsi, il a été constaté que les corps des couches supérieures

⁷⁴ MERCIER, Louis-Sébastien. *Tableau de Paris, Nouvelle édition, corrigée et augmentée* Tome premier. Chap.LXIII, *L'air vicié*. Amsterdam : 1788.

⁷⁵ Monséigneur LOMENIE DE BRIENNE . *Procès verbaux de l'Assemblée générale du clergé de France du 29 Juillet 1775*. cité par LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France, De l'Ancien Régime à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.31

⁷⁶ Fonds Joly de Fleury 1207 - Les cimetières de Paris. Déclarations de 1763 à 1765. Mémoires concernant le cimetière des Saint-Innocents.

sont rendus à l'état de squelette alors que les corps des couches inférieures sont parfois presque intacts. Dans ces conditions, ce sont des restes non réduits qui sont placés dans les charniers.

Mais l'insalubrité constatée concerne surtout la qualité de l'air. Les gaz méphitiques qui se dégagent des fosses en activité, restées ouvertes, véhiculent des odeurs aussi nauséabondes que dangereuses pour la santé. De surcroît, lors des épidémies, on observe que les germes non contenus contribuent à la propagation des maladies. Ainsi, les cimetières en cœur de ville sont désignés comme étant une cause importante de développement des maladies, et donc responsables d'une surmortalité. . Rapportons ainsi un fait qui se passe dans une ville de Province pour illustrer le danger constaté que posent les fosses. Le Docteur Gannal, dont les ouvrages rassemblent une documentation intéressante sur la question funéraire, nous rapporte cet accident épouvantable, publié dans la Gazette de France du 25 Juin 1773 : « Le 20 avril 1773, on inhuma dans l'église de Saulieu, petite ville de Bourgogne, une femme morte d'une fièvre maligne ; la fosse avait été creusée près d'une autre où le 4 mars précédent, on avait inhumé un homme très corpulent. Pendant l'ouverture de la fosse, le curé faisait le catéchisme à 117 enfants, et, dans la même journée on fit deux mariages auxquels assistèrent 27 personnes. Si à ces nombres on ajoute 20 personnes présentes à la messe, le vicaire, deux chantres et deux fossoyeurs, on voit qu'il y eut 170 personnes exposées à respirer les miasmes qui s'exhalèrent ce jour-là dans l'église. Or, sur ce nombre, il y eut 140 qui devinrent malades et vingt-cinq qui moururent, dont le curé et le vicaire. »⁷⁷ Il ne s'agit pas d'un fait isolé puisque dans les cimetières parisiens on relève également des décès de fossoyeurs lors d'ouverture de fosses. Quelques fois, on compte parmi les victimes des personnes qui ne sont pas au contact direct. Le cas de Saulieu est symptomatique par la gravité du nombre de victimes lié à un seul corps mais n'est pas isolé.

Une proximité dangereuse avec les logements

La croissance urbaine et la forte demande en logement génèrent la construction de maisons hautes sur les abords directs du cimetière, c'est-à-dire en limite même du terrain. La difficulté de cette implantation oblige le Parlement à se prononcer sur les modalités de cette proximité, notamment sur les ouvertures de ces logements au-dessus du cimetière. Ainsi, le Parlement établit que des fenêtres peuvent donner sur les façades côté cimetière pourvu qu'elles soient pourvues de grilles ou qu'elles soient fixes.⁷⁸ Mais ces dispositions ne sont pas respectées et les habitants des logements concernés en profitent pour se débarrasser de leurs déchets par ses ouvertures. D'autre part, le gabarit même de telles constructions si près du cimetière, est critiqué comme nuisant à son bon éclaircissement et à la libre circulation de l'air. En effet, selon le plan de Paris de Turgot, les maisons bordant le cimetière des Innocents au XVIII^e siècle ne comptent pas moins de 4 étages et un niveau de combles de manière continue, sur trois côtés du cimetière.

Selon les plaintes rassemblées dans le Fonds Joly De Fleury,⁷⁹ le voisinage a son lot de désagréments puisqu'ils sont largement gênés par les émanations du cimetière et inquiets lors des épidémies car les premiers au contact des miasmes.

⁷⁷Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.41

⁷⁸ Fonds Joly de Fleury 1207 - Les cimetières de Paris. Déclarations de 1763 à 1765. Paroisse des Saints Innocents

⁷⁹ ETLIN, Richard A.. *The architecture of death*. Op.cit. p. 13

La science vient confirmer les soupçons

Ce n'est que le 9 Juillet 1737 qu'un Arrêt du Parlement ordonne l'établissement d'un rapport sur l'état sanitaire des Saints-Innocents.⁸⁰ Lemery, Hunault et Geoffroy, médecins et pharmacien, membres de l'Académie de sciences, sont délégués sur place pour inspecter le cimetière après plus d'un siècle de plaintes et de pétitions des riverains. Suite à de longues observations et expériences sur le site, à diverses heures et en différentes saisons, ils ne concluent pas à la fermeture du cimetière mais à la nécessité de prendre des mesures pour diminuer les causes d'infection, dont la principale et la plus dangereuse est désignée comme étant les maisons voisines. En effet, les occupants de la maison donnant directement sur le cimetière des Saints Innocents déversent allègrement leurs déchets et matières fécales directement dans le cimetière. La seconde source d'infection, causée par la décomposition des corps, ne peut selon eux exercer d'influence sur la santé. Cet avis est bien plus influencé par le désagrément olfactif que par la réalité médicale. Les principales mesures préconisées par le rapport sont résumées par le Dr Gannal : « Empêcher les locataires des maisons voisines de jeter des immondices dans le cimetière, ce qui se fait journellement (...). Aplanir le terrain et le diviser en carrés dont le sol devra être fouillé que tous les dix ans. Obliger le fossoyeur à retirer les os qu'il trouvera en faisant des fouilles. Ces os devront être brûlés ou transportés aux Porcherons. Ouvrir une seule fosse, au lieu de trois, comme on en a l'habitude. Doubler la grandeur des fosses. Couvrir les corps de 8 pouces à un pied de terre. Tenir la superficie des fosses exactement fermée tant qu'elles seront ouvertes, et les recouvrir de trois pieds de terre battue quand elles seront remplies, etc »⁸¹. Les mesures concernant l'aspect et l'organisation du terrain visent à proposer un principe ordonné d'implantation des fosses. Ce afin de pouvoir les repérer facilement et ne pas rouvrir par erreur des fosses trop tôt.

Mais ces observations et préconisations n'entraînent aucune décision rapide, ce dont témoigne Maxime Ducamp ; " Le typhus régnait en permanence dans les maisons voisines appuyées contre les murs mêmes du cimetière (...). Dès 1554 on s'émue de ce danger permanent. Deux très-savants médecins de l'époque, Fernel et Houillier, furent chargés d'étudier la question et d'en faire un rapport. Ils conclurent à la suppression immédiate et ne furent point écoutés. Le temps passe, le péril augmente, les habitants voisins poussent des cris de détresse; l'Académie des sciences délègue en 1737 trois de ses membres, Lemery, Geoffroy, Hunault; leurs conclusions sont conformes à celles de Fernel et ont le même sort".⁸² Aucune mesure n'est prise pour améliorer le fonctionnement du cimetière. L'auteur nous apprend que des conclusions scientifiques similaires avaient été apportées quasiment deux siècles auparavant. Mais contrairement à ce que rapporte Ducamp, le rapport de 1737 a des conclusions moins radicales que le précédent, voir « timides » telles que les qualifient Madeleine Lasserre.

Les années 1770 voient un grand progrès biologique axé sur la santé urbaine. L'évolution technologique œuvre en ce sens. Grâce à l'eudiomètre, inventé par Felice Fontana en 1775, il devient possible de mesurer la qualité de l'air. L'idée est de déterminer le caractère dangereux de l'air respiré dans certains lieux afin d'en mesurer le degré d'insalubrité et donc d'envisager les modifications qui s'imposent. Cet appareil fait le tour des capitales européennes, accompagné de son inventeur, rejoint à Paris par Antoine Cadet de Vaux, inspecteur général des objets de salubrité. Ils analysent ensemble l'air des latrines et du cimetière des Innocents. Cadet présente alors à la Société royale de médecine un mémoire sur ces expériences qui vient conforter les

⁸⁰ LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours*. op. cit. p.26

⁸¹ *Rapport de MM. Lemery et Hunault, médecins de l'hôtel-Dieu, et Geoffroy, pharmacien.* cité par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.56

⁸² DUCAMP, Maxime. *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXe siècle*. Op.cit. P. 126

conclusions émises en 1737.⁸³ Lenoir, Lieutenant général de police, présent lors de cette expérience, empêche la publication du résultat afin de ne pas alarmer le public. Les conclusions de cette expérience viennent confirmer ce que tout le monde suppose : les lieux d'inhumation parisiens sont corrompus et présentent un danger pour la santé des citoyens.

Le 2 Septembre 1777, le secrétaire de la Société royale de médecine, Vicq d'Azyr fait lecture de son rapport⁸⁴ sur le danger des inhumations dans les villes et dans les églises. Il évoque alors le rapport de Cadet pour souligner que le cimetière des Saints Innocents n'est pas le seul dans Paris à être cause d'infection. Il désigne nombre d'autres cimetières parisiens comme devant faire l'objet d'études et de prises de décisions.

Les soupçons de la population, basés sur aucune étude épidémiologique, mais seulement sur des observations hasardeuses dans les maisons avoisinant les cimetières : décomposition de la nourriture, apparition de moisissures sur les linges, etc. ... se trouvent confortées par la science.

3. La fermeture des cimetières médiévaux

La fin des charniers et la création de nouveaux cimetières placent l'autorité civile et l'autorité religieuse en désaccord. La nouvelle appréhension de la salubrité, essentielle pour l'un, implique des bouleversements physiques des lieux mais aussi des pratiques, compliqués à gérer pour l'autre. La transition se fait donc par une période de conflit, dans laquelle l'Administration fait passer des textes que l'Eglise n'applique pas. Symbole de cette passation de pouvoir à l'origine de cette mutation spatiale, ces écrits nous éclairent sur les intérêts et les manœuvres de ces deux entités.

3.1 Le Parlement à l'origine des prémisses du changement

La fermeture des charniers est unanimement attendue. C'est pourquoi le Parlement de Paris décide d'intervenir dans la question. En effet, devant l'inquiétude sanitaire soulevée par les lieux d'inhumation, le Parlement émet trois Arrêts en 1763 et 1765 dont la finalité vise à interrompre l'usage des cimetières d'Ancien Régime, interdire les inhumations dans les lieux de culte et porter les terrains des cimetières à l'extérieur de la ville. En 1769, le Conseil du roi se prononce aussi en faveur de la translation des cimetières. Ces textes révèlent une volonté politique d'agir et marquent ainsi les prémisses d'un éloignement de l'espace funéraire : première étape dans le processus de changement. Il est donc indispensable d'étudier leur contenu afin d'identifier les instigateurs du changement, les différents intervenants dans ce débat ainsi que les idées de chaque partie.

Comme l'établit Jacqueline Thibaut Payen dans sa thèse intitulée *Les morts, l'Eglise et l'Etat*, c'est bien l'Etat qui mène l'action. Un grand dépouillement du très fourni Fonds Joly de Fleury, lui a permis de constater le rôle primordial du procureur général du Parlement, Guillaume François Louis Joly de Fleury, dans l'action publique. Ainsi, J. Thibaut Payen démontre que l'organisation de ses services et la rigueur qu'il impose à ses subordonnés permettent la tenue ferme des diverses juridictions. Selon ces conclusions, le rôle du clergé est secondaire. Le clergé assiste aux fermetures des anciens cimetières, dont ils prononcent l'interdiction et le retour à la catégorie des terres profanes, et continuent parallèlement de bénir les cimetières nouvellement créés. Mais

⁸³ CADET DE VAUX. *Mémoire historique et physique sur le cimetière des Innocents. Lu à l'Académie royale des sciences en 1781.* In Journal de physique, 1783, p. 409.

⁸⁴ Dr VICQ D'AZYR. *Essai sur les lieux et les dangers des sépultures.* Paris : Didot, 1778.

l'effacement dont il fait preuve annonce la mutation du mode d'administration de l'espace funéraire.⁸⁵

L'Arrêt du 12 Mars 1763 : pour un état des lieux

Alerté par les plaintes du voisinage, des usagers des cimetières ainsi que des ecclésiastiques, le Parlement de Paris s'implique dans la question des cimetières au travers de l'Arrêt du 12 Mars 1763. En préambule de ce texte, le Parlement rappelle que la situation des cimetières en centre ville est due à la croissance urbaine. Il ne s'agit donc pas d'une volonté mais bien d'une situation subie. Le Parlement exprime ensuite toute son attention aux exigences des uns et des autres, en précisant ne pouvoir se prononcer sans preuve tangible. C'est pourquoi il ordonne une enquête complète sur l'état des cimetières parisiens : « La justice ne se détermine point sur des bruits publics, sur des plaintes vagues ; elle ne prononce qu'après avoir rassemblé toutes les connaissances qui peuvent préparer et fixer sa décision ».⁸⁶ Ainsi, le Parlement impose deux mesures complémentaires afin d'appuyer son jugement. Tout d'abord, il ordonne aux commissaires de quartier de dresser des Procès-verbaux concernant tous les cimetières compris dans l'enceinte de la ville de Paris. Cet état des lieux consiste en des relevés sur site d'un certain nombre d'informations : surface, implantation par rapport aux habitations, date d'ouverture, nombre d'inhumations, ainsi que tous les éléments qui justifient une situation de commodité ou d'incommodité. Dans le même temps, il commande aux Fabriques des paroisses et aux Corps et Communautés, c'est-à-dire à l'Eglise, en charge des cimetières, d'établir des mémoires comportant les mêmes renseignements, afin de mettre en lumière les avantages et les inconvénients de la situation présente. Le Parlement suggère aussi à l'Eglise de faire des propositions pour remédier aux causes des troubles concernées. Cette demande à deux autorités différentes que sont l'administration publique et le clergé illustre le double statut du cimetière : à la fois géré par l'Eglise, mais dont les enjeux touchent aussi à la ville en général et relèvent donc de l'administration. On sent d'ailleurs dans la rédaction des textes la volonté de respecter les deux entités en accordant une implication égale à chacune.

Le texte fait également état d'une précédente enquête en la matière, très probablement celle de 1737 : « il y a déjà des exemples des visites de cette espèce, ordonnées par la Cour : on y a quelquefois associé des Médecins et des Chirurgiens à des Officiers de Police, mais c'était pour des objets particuliers, et non pour des opérations générales ».⁸⁷ Le Parlement confirme par là même avoir déjà été informé de la situation et justifie la non intervention du pouvoir public en supposant qu'il s'agissait d'un cas isolé. En effet, l'enquête de 1737 ne concernait que le cimetière des Innocents. Or, nous savons que les plaintes qui font réagir le Parlement touchent la grande majorité des cimetières parisiens, le cimetière des Innocents étant bien sûr le plus corrompu car également le plus étendu.

⁸⁵ THIBAUT PAYEN, Jacqueline. *Les morts, l'Eglise et l'Etat. Recherches d'histoires administrative sur la sépulture et les cimetières dans le ressort du parlement de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris : F.Lanore, 1977. 457 pages.

⁸⁶ *Arrêt de la cour du Parlement, du 12 Mars 1763*. p.6. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°2-5.

⁸⁷ *Arrêt de la cour du Parlement, Extrait des registres du Parlement. Du 12 Mars 1763*. p.6. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°2-5.

L'état des lieux confirme l'urgence à intervenir

En exécution de cet Arrêt, l'ensemble des Procès-verbaux est dressé dans les deux mois qui suivent. Celui du cimetière des Innocents, pour poursuivre cet exemple, est établi suite à une visite du 27 Avril 1763 en présence du Commissaire au Châtelet et du quartier des Halles, M. Vial De Machurin, ainsi que d'un Conseiller du Roi, M. Hugueil. Celui-ci nous informe sur l'étendue et la forme de dudit cimetière ainsi que sur les modalités de son utilisation. Il constate par ailleurs avec précision l'exhaussement du sol lié à la surabondance des inhumations opérées sur ce terrain : « Avons remarqué que le terrain du cimetière est élevé en différents endroits d'environ six à sept pieds au-dessus du rez-de-chaussée du charnier, laquelle élévation de terrain est sans doute formée successivement par la multitude des corps qui y ont été inhumés depuis les temps les plus reculés (...) la terre n'absorbant plus que difficilement les corps déposés dans le cimetière, usée quelle est en plusieurs endroits, ou ne contenant pas les qualités nécessaires à la décomposition. Ce que nous avons appris avoir été constaté de la manière la plus authentique⁸⁸. L'accumulation de ces restes compressés rend la terre impropre à la consommation des corps et occasionne une modification du nivellement de terrain. La preuve formelle en est établie dans ce rapport, chiffre à l'appui.

Passé les constats sur la configuration et l'usage des lieux, ce qui est plus surprenant ce sont les références faites dans ce procès-verbal à d'autres publications de l'époque concernant l'aspect historique. Ces dernières sont présentées comme des sources d'informations de valeur qui s'ajoutent au constat fait sur site. Par exemple, le *Traité de Police* est cité concernant la propriété du terrain. Le *Livre des curiosités de Paris* et les *Essais historiques sur Paris* renseignent sur la datation de l'église ou encore sur le mur de clôture. Pour conclure sur l'ensemble de ces données, le texte revient sur la préoccupation centrale de cette période, celle de l'implantation des cimetières dans la ville, pour nous remémorer une fois de plus que le cas des Innocents est typique des cimetières de grandes villes : « que le cimetière en question est de la plus grande antiquité, qu'il était hors de la ville ».⁸⁹

Les mémoires adressés par les Fabriques appellent les mêmes conclusions. Ils contiennent, outre les informations déjà citées, des propositions pour améliorer la situation, comme suggéré par l'Arrêt. Il s'agit de préconisations détaillées rassemblées dans une proposition de texte. Ces dispositions sont sensiblement reprises par l'arrêt du 21 Mai 1765. On peut donc établir que l'Eglise est à l'origine des grandes lignes du premier Arrêt sur la translation des cimetières hors la ville et hors le lieu de culte. Arrêtons-nous à présent sur les points de divergences avec le texte définitif. Ceux-ci nous permettent de révéler les aspects qui opposent les deux instances. Les Fabriques proposent l'établissement de seulement six cimetières à l'extérieur de la ville alors que le texte final en propose un à deux de plus. Les cimetières créés sont clairement désignés par les Fabriques comme « cimetières publics » alors qu'il est préconisé dans le même texte : « Qu'on aura recours à l'autorité de l'Eglise pour bénir ces six nouveaux cimetières ».⁹⁰ C'est là deux aspects intéressants qui ne figurent pas dans le texte définitif. On peut supposer que bien que l'Eglise soit consciente que le cimetière est avant tout un « équipement public », elle aura alors voulu imposer son rôle prédominant dans la question des cimetières. L'attitude de l'administration visant à limiter l'engagement de l'Eglise dans les cimetières, va maintenir son implication financière pendant une période transitoire et opérer dans le même temps une mise à distance des rites de funérailles

⁸⁸ Commissaire VIAL DE MACHURIN. *Procès-Verbal du 27 Avril 1763 concernant les Saints Innocents*. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°291-293.

⁸⁹ Ibidem. F°291-293.

⁹⁰ Auteur inconnu. Sans titre, comportant les propositions des Fabriques à la cour en réponse à l'arrêt du 12 Mars 1763, date supposée 1763. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°33-36.

religieux. En effet, les cérémonies tendent à se dérouler exclusivement dans les lieux de culte alors que le cimetière va devenir un espace fonctionnel sans rite. L'Eglise a pu vouloir garder sa mainmise au travers de ce texte, mais sans succès. L'administration, pour sa part, qui attend de manière imminente la création de nouveaux lieux d'inhumation, a tout intérêt à ne pas s'en attribuer la charge financière. Il est d'autre part révélateur d'observer qu'en matière d'inhumation dans les églises, la proposition des Fabriques est encore plus restrictive que celle adoptée par le texte. La seule exception qu'elle tolère est l'inhumation dans les chapelles privées pour les fondateurs de ces chapelles. Si le nombre d'inhumation doit être réduit, il faut augmenter le prix de revient de celles qui subsistent, d'où la solution des chapelles privées qui peuvent constituer une source de revenu. L'Arrêt y ajoutera tout de même le droit aux curés d'être inhumés dans l'église de leur paroisse. La position de l'Eglise, ou du moins des Fabriques, sur ce sujet semble en effet être plus radicale que celle du reste de la population.

L'Arrêt du 21 Mai 1765 : pour la translation des cimetières

D'après l'état des lieux alarmant remis à M. Le Procureur général en réponse à l'Arrêt du mois de Mars, le Parlement statue le 21 Mai 1765 en faveur de la translation des cimetières hors de la ville de Paris. Le but avoué de ce nouvel Arrêt est de mettre fin aux maux qui touchent les cimetières ainsi que leur proche voisinage. La coupable désignée est avant tout la ville tentaculaire, qui finit par engloutir en son centre les cimetières. Mais un fait est plus particulièrement mis en avant, l'élévation excessive des maisons qui bordent les lieux d'inhumations. Le cas des Innocents est loin d'être isolé, puisque l'accroissement de la population parisienne va de pair avec la croissance des constructions dans tous les quartiers. Devant ce constat étayé de preuves, le roi, par la voix du Parlement, décide de faire fermer tous les cimetières de la ville de Paris et d'en établir de nouveaux à l'extérieur. Tous les cimetières de la ville ne sont pas concernés par les problèmes sanitaires, mais la loi se veut générale.

L'Arrêt stipule donc que les inhumations dans l'enceinte des villes sont interdites à compter de Janvier 1766, de même que celles dans les églises, sauf de rares exceptions (religieux dans leur paroisse, fondateurs de chapelles). Les cimetières actuels sont laissés au repos pour une durée minimale de cinq ans avant qu'il soit envisagé quoi que ce soit d'autre les concernant. Il sera proposé un choix de terrains en vue d'établir sept à huit nouveaux cimetières à l'extérieur de la ville. La dépense liée à l'acquisition des terrains sera supportée par chaque paroisse. Il est d'ailleurs exposé en préambule, comment l'Eglise se place à l'origine de cette initiative : « plusieurs Fabriques, sensibles aux plaintes réitérées des paroissiens, s'étaient déjà déterminées à supprimer leurs cimetières actuels, et que dès avant son premier arrêt, elles avaient entr'elles pris des arrangements pour acquérir en commun hors la ville, un terrain propre à cet usage, et assez étendu pour le besoin de ces paroisses, eu égard au nombre de leurs habitants ».⁹¹ Le roi décide donc d'aller dans le sens de cette idée. La volonté de regrouper les paroisses pour limiter le nombre de cimetières et offrir des étendues plus vastes par rapport aux anciens cimetières a aussi l'avantage de limiter les coûts et de rendre les terrains plus faciles à trouver.

Les nouveaux cimetières devront respecter des règles sommaires de conception, à savoir être clos par un mur, comporter une chapelle de dévotion et un logement pour le concierge. Les autres constructions ou signes distinctifs, comme les épitaphes, ne sont pas tolérés. Aucun arbre ou arbrisseau ne pourra être planté par qui que ce soit. Cette interdiction apparaît encore plus précisément dans la proposition de texte qui précède l'arrêt : « Il est à propos de défendre de planter aucun arbre sur les cimetières afin que les exhalaisons et le mauvais air puissent plus

⁹¹ *Arrêt de la cour de Parlement, Extrait des Registres du Parlement. Du 21 Mai 1765.* BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765.* F°55-60.

aisément être balayés par les vents que ne rencontreront aucun obstacle. »⁹² Les connaissances limitées de la science ne permettent pas encore de contredire cette idée, c'est pourquoi elle continue de marquer fortement l'espace des cimetières.

Cet Arrêt vise également à régir le déroulement des funérailles. En la matière, on voit l'apparition d'un nouveau lieu qui se veut l'intermédiaire entre le lieu de cérémonie et le lieu d'inhumation. Il s'agit d'une sorte d'espace tampon, appelé dépôt, qui pourrait correspondre à notre morgue actuelle. Ainsi, après les derniers hommages rendus exclusivement à l'Eglise, le corps doit être accompagné par un religieux au dépôt. La levée du corps, depuis le dépôt, a lieu aux aurores, en vue du transport jusqu'au cimetière. Le dépôt est un lieu indépendant, entouré de murailles et protégé d'une voûte. Il est conçu de manière à ne pas apporter de nuisances en terme d'hygiène mais également à protéger les corps pendant le laps de temps qui précède le départ au cimetière. Cette proposition diffère quelque peu de celle des Fabriques qui préconisaient de laisser les corps « en dépôt » dans les caves des Paroisses. La présente disposition marque donc une rupture spatiale nette entre l'espace de culte et l'espace d'inhumation. Chacun retrouve ainsi ses fonctions sans mélange des activités. Mais la question du dépôt n'est pas bien accueillie par la population : « Une seule chose semblait gêner le sentiment du public : c'était le dépôt. Cette étape entre l'église et le cimetière, ce lieu de rassemblement de cadavres lui paraissait malsain et indécent. »⁹³, ni même par l'Eglise qui y voit une perte de son monopole et une mise à distance.

L'Arrêt du 3 Septembre 1765 : un complément au précédent Arrêt

Un second Arrêt, établi la même année vient compléter le précédent. En effet, l'Arrêt du 3 Septembre 1765 vient apporter des précisions à celui de Mai. Ce dernier avait omis le dénombrement d'un certain nombre de paroisses dont on ne savait de quel cimetière et de quel dépôt elles allaient dépendre.

Dans un deuxième temps, cet Arrêt répond à une problématique laissée en suspend. Concernant l'implantation urbaine et la relation à la ville, nous savons qu'à présent que le cimetière sera conçu à l'extérieur de la ville. Mais nous savons également par l'expérience passée, qui occasionne d'ailleurs la réflexion de cette période, que la ville rattrape le cimetière. Il est donc nécessaire de statuer sur les constructions, actuelles et futures, autour de l'espace d'inhumation. C'est pourquoi ce texte s'attaque à la question du voisinage direct des cimetières en imposant que les terrains adjacents ne puissent être construits qu'en respectant une distance minimale de 20 toises, soit environ 40 mètres. C'est la première fois qu'apparaît la notion d'éloignement de façon aussi précise. Les deux Arrêts de 1765, répondent ainsi à tous les problèmes soulevés par l'état des lieux dressé par l'administration et l'Eglise en qualifiant la notion d'éloignement et marquant les prémisses d'un espace uniquement dédié à la mort.

3.2 La longue bataille administrative de l'Eglise et de l'Etat

Dans cette métamorphose urbaine, les relations entre l'Eglise et l'Etat sont tendues, particulièrement concernant les cimetières. Sous administration de l'Eglise, le paysage funéraire ne peut évoluer sans l'intervention de l'autorité civile. La réforme implique une perte de contrôle et un amoindrissement des gains liés au cimetière pour l'Eglise, en même qu'elle nécessite un

⁹² Auteur inconnu. *Cimetières de Paris*. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F.°28-31.

⁹³ LEMOINE, H.. *Les cimetières de Paris, de 1760 à 1825*. Paris : Société de l'histoire de Paris, 1925. p. 11

investissement conséquent. Elle induit par ailleurs une remise en cause des funérailles, objet de vifs débats. C'est pourquoi les textes émis par le Parlement ne sont suivis d'aucun changement effectif ; l'Eglise ne les applique pas. Une lente bataille s'engage entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux pour contrôler et façonner le nouvel espace des morts.

La Déclaration Royale du 10 Mars 1776 : une proposition en demi-teinte

L'étude exhaustive de Jacqueline Thibaut Payen sur la préparation et l'application de ce texte, qui selon elle préfigure le Décret de Prairial, nous montre comment les manœuvres du procureur général ont permis de venir à bout de multiples obstacles, pour que ce texte voit le jour. Il permet également de voir avec quelle habileté les difficultés que posent ce texte sont traitées. Elle nous révèle ainsi tout le pouvoir du Parlement à la fin de l'Ancien Régime pour mener une telle réforme.

Un Mémoire postérieur à la Déclaration, nous apprend pourtant que c'est l'Eglise qui relance le processus de translation : « En 1775, l'Assemblée générale du clergé dit au Roi des remontrances sur la nécessité de deffendre les sépultures dans les églises et de transporter les cimetières hors les barrières de la ville. En conséquence, il rendit une déclaration le 10 Mars 1776 (...) par laquelle il ordonne de ne pas inhumer dans les églises et dans l'intérieur des villes. Par la même déclaration, le Roi s'est réservé le droit de statuer sur ce qui concerne les cimetières de Paris d'après le Mémoire qu'il voulait lui être incessamment présenté, tant par la cour de Parlement que par Monsieur L'archevêque même, par MM. Les curés. »⁹⁴ Tout d'abord, cela confirme l'insistance et l'empressement de l'Eglise à mettre un terme à cette situation, c'est-à-dire à créer des cimetières à l'extérieur de la ville, bien que sous son contrôle. Il n'est toujours pas fait état de changement éventuel de statut. Les Arrêts de 1763 et 1765, qui avaient pour unique sujet de régler la situation parisienne, n'ont pas été suivis d'effets puisque l'Eglise sollicite l'intervention du Roi sur la même question.

Dans un deuxième temps, il apparaît que la Déclaration qui s'ensuit ne résout en rien le cas parisien, puisque le Roi décide de différer sa décision, dans l'attente d'une nouvelle étude sur les cimetières parisiens. En effet, la Déclaration royale du 10 Mars 1776 contient des dispositions analogues à celles de l'Arrêt du Parlement du 21 Mai 1765, qui s'appliquent à tout le pays excepté Paris. Toujours selon le même Mémoire, le décalage entre Paris et le reste de la France ne fait que s'accroître. « L'arrêt de la cour et la Déclaration du Roi portent certainement l'empreinte de la bien faisance, les provinces les ont exécutés en reconnaissant l'utilité, la Capitale seule reste sans en ressentir les effets sanitaires. »⁹⁵ Aucune décision n'ayant été prise à Paris concernant l'établissement de nouveaux cimetières, les anciens ne peuvent être fermés. L'auteur nous apprend par ailleurs, ce que suscite la demande du Roi : « Cette sage décision va exciter la cupidité des spéculateurs, ils ont remis ce mémoire à toutes les puissances, ils ont fait agir leurs protecteurs et ont grand soin de taire la vérité. Mais espéraient-ils la cacher à un gouvernement sage et éclairé et au premier tribunal du royaume ? ». ⁹⁶

L'exception parisienne a aussi des conséquences sur la Province, puisque certaines villes, comme Lille, la prennent comme justification à leur propre résistance au texte.⁹⁷ L'exemple de ce qui est

⁹⁴ Auteur inconnu. *Mémoire pour les cimetières*. Date présumée 1781. Fonds Joly de Fleury 1208. *Cimetières de Paris, II, Déclarations de 1763 à 1765*. F°54-55.

⁹⁵ Ibidem. F°54-55.

⁹⁶ Ibidem. F°54-55.

⁹⁷ Auteur inconnu. *Mémoire sur les inconvénients de la suppression du cimetière de l'hôpital général de la ville de Lille, et de l'inhumation de ses morts dans le cimetière commun*. cité par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.51

toléré à Paris, sert de prétexte pour ne pas appliquer la réglementation. Pour finir, il ne s'agit que de contestations passagères puisque le texte sera effectif en Province.

Bien que cette Déclaration ne touche pas directement Paris, il est intéressant d'en noter les principaux aspects. Ainsi, le magistrat souhaite une loi « capable de concilier avec la salubrité de l'air, et ce que les règles ecclésiastiques peuvent permettre ». Ce texte a donc pour vocation de générer des changements en douceur, avec un caractère incitatif plus que prescriptif. On comprend également qu'il est guidé par les souhaits de l'Eglise.

Le contexte et les raisons de cette loi sont expliqués en préambule. Ainsi, la Déclaration se présente comme une réponse aux nombreuses plaintes émanant de la population sur le sujet des « inconvénients des inhumations fréquentes dans les églises ». Le premier sujet traité est celui des inhumations dans les églises, sujet épineux dont les conséquences sur l'hygiène demandent une solution rapide. Les inhumations dans les lieux de culte seront restreintes aux « archevêques, évêques, curés, patrons des églises et hauts-justiciers et fondateurs des chapelles ». Cette disposition, qui reprend celle de l'Arrêt de 1765, avec une restriction supplémentaire concernant le lieu clos, permettra de réduire de façon évidente le nombre d'inhumation sans pour autant présenter un caractère trop radical par rapport aux usages. Les lieux visés sont « tous lieux clos et fermés où les fidèles se réunissent pour la prière ». En cela, la Déclaration ramène à un état antérieur où les premières inhumations dans les lieux de culte étaient très restrictives.

Les religieux qui pourront continuer à jouir de ce privilège, ne le pourront que dans le lieu où ils exerçaient leur fonction, et à condition d'y faire un caveau qui respecte les dispositions techniques mentionnées dans la déclaration. Ce point vise à maintenir des conditions optimales d'inhumation concernant les exceptions tolérées afin de ne plus faire subir aux fidèles les inconvénients liés à cet usage. On pense aux gênes olfactives occasionnées par la décomposition des corps et aux émanations de gaz méphitiques.

Pour mettre un terme aux abus qui se sont perpétués pendant des siècles, la loi indique que ce privilège ne pourra être cédé. Il pourra cependant être utilisé par les membres de la famille du possesseur pour autant que le caveau soit assez grand et qu'il respecte les dispositions en vigueur.

Concernant les inhumations précédemment pratiquées dans les lieux de culte, ces dernières seront déplacées dans le cloître attenant, non clos et non couvert, si l'en est un, après création d'un caveau. En précisant que cela ne s'applique encore une fois qu'aux personnes qui ont droit au privilège d'être inhumé dans les lieux de culte. Pour les privilégiés qui sont inhumés dans un lieu où il n'y a pas de cloître, ils pourront bénéficier d'une place à part, dans le cimetière, sur laquelle ils pourront ériger un monument. Ce droit reste limité pour destiner un maximum de place aux sépultures des fidèles.

Autrement dit, toute inhumation dans les lieux de cultes clos et couverts sera interdite. Seules les inhumations dans les parties extérieures de ces lieux de cultes seront accordées, dans des caveaux dont la taille dépendra de la capacité. Les inhumations actuelles devant être déplacées, la Déclaration préconise parallèlement l'agrandissement des cimetières actuels « pour contenir les fidèles », ainsi que le déplacement hors de l'enceinte. Mais là encore, elle ne fixe aucune obligation, laissant l'autorité religieuse juge de la nécessité d'agrandir ou de traduire, selon des critères de salubrité de l'air et d'espace nécessaire aux inhumations : « ceux qui placés dans l'enceinte des habitations, pourraient nuire à la salubrité de l'air, seront portés, autant que les circonstances le permettront, hors de ladite enceinte, en vertu des ordonnances des archevêques et évêques diocésains ».

Afin de faciliter l'acquisition de nouveaux terrains, les droits d'indemnité ou d'amortissement ne seront pas appliqués aux communes qui souhaitent créer un cimetière sur ledit terrain. Cette mesure met en évidence le caractère incitatif de cette loi par la mise en place d'avantages fiscaux. Notons là un fait qui est bien mal pris par l'Eglise. Rappelons que le précédent Arrêt laissait les paroisses supporter l'acquisition des terrains et que certaines d'entre elles s'étaient déjà organisées pour en acheter en commun. Alors que les cimetières sont encore des biens ecclésiastiques, et que de surcroît l'Eglise est appelée par l'administration à se prononcer sur la nécessité de translation de ces biens, le texte autorise dans le même temps l'administration à en faire des biens communaux. Il y a là une sorte de double discours qui vise à ne pas froisser l'Eglise tout en prenant des dispositions pour rendre le cimetière communal.

Cette Déclaration royale satisfait pour partie le clergé, qui a été impliqué dans sa rédaction, mais pas pleinement l'opinion publique qui y trouve un manque d'engagement. En effet, bien que l'Eglise voit ses bénéfices réduit par la limitation des inhumations dans les lieux de culte, le texte confirme son autorité puisque les archevêques et évêques restent juges de l'opportunité des réformes. L'Eglise, soutenue par le pouvoir royal, triomphe ainsi provisoirement du Parlement.

L'immobilisme de l'autorité civile

Depuis 1765, l'autorité civile est contrecarrée par l'autorité religieuse dans son désir de faire évoluer le paysage funéraire. À chaque texte, des objections, mais surtout un manque d'application des propositions législatives. Nous avons vu qu'aux Arrêts du Parlement succède une Ordonnance plus favorable à l'Eglise, mais ce dernier texte n'est pas plus suivi que les autres. Développons donc davantage les motivations de l'Eglise à retarder ce changement.

L'Arrêt de 1765 génère aussitôt une forte agitation. Première législation générale et complète sur les cimetières de la capitale, elle répond pourtant aux préoccupations de salubrité publique attendues. Ainsi : « ces huit nécropoles extra-muros, contenant environ 25 000 mètres carrés, étaient suffisantes (étant donné que les ecclésiastiques étaient enterrés dans les églises et les laïcs dans les fosses communes) pour servir aux inhumations pendant de longues années, et si le projet avait été mis à l'exécution, il est probable que l'affaire des cimetières n'aurait pas eu de suite. »⁹⁸. Si la plus grande partie de la population, ainsi qu'un petit nombre de curés se rangent derrière l'action du Parlement, les responsables religieux et les Fabriques s'y opposent. L'Archevêque décide donc provisoirement de ne pas se prononcer officiellement sur la question. C'est le début d'un enlisement de la situation.

On note alors une grande prudence à dénoncer directement les responsables de cet immobilisme. Ces derniers ne sont pas nommés, aucune critique ne leur est clairement formulée. Derrière des termes d'une grande généralité se cachent pourtant les raisons et les instigateurs d'un frein à la bonne application des textes. Un mémoire, probablement écrit en 1766, nous éclaire sur les raisons de cet immobilisme : « mais l'on me dira, ces arrêts n'ont point été exécutés, 1° pour la difficulté de suppléer au défaut de cimetière, 2° pour le cérémonial et la formalité, 3° pour les frais de transport et la nécessité d'un dépôt qui ont pû arrêter et suspendre l'exécution des arrêts de la cour ».⁹⁹ Ce à quoi l'auteur objecte que les paroisses peuvent sans difficulté acquérir des terrains hors la ville, d'autant plus qu'il est dans leur intérêt de le faire. Que la question du cérémonial et des formalités n'ayant soulevé aucune opposition de l'Evêque de Paris ne peut justifier le retard à appliquer les textes. Que les frais de transport peuvent être réévalués si nécessaire, et que l'on

⁹⁸ LEMOINE, H.. *Les cimetières de Paris, de 1760 à 1825*. Op.cit. p. 11

⁹⁹ Auteur inconnu. *Mémoire concernant le cimetière des Saints Innocents*. Date présumée 1766. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°117-118.

pourrait se passer du dépôt puisqu'il n'est pas systématiquement utilisé. Que toutes ces mesures allant dans le sens du bien public ne peuvent être raisonnablement suspendues pour les raisons précitées. Ce texte ne nous dit pas si les oppositions aux Arrêts émanent directement des curés ou sont de simples suppositions de l'administration, mais il jette la faute du côté de l'Eglise. En réalité, la principale raison qui incite le haut clergé de Paris à retarder l'application de la loi est essentiellement constituée par les « dépôts ». La création de ces lieux transitoires gérés par l'autorité civile dégagerait des profits auxquels l'Eglise voudrait être associée. Rappelons que la fin des inhumations dans les lieux de culte présente une perte de bénéfice pour le diocèse et que l'acquisition de nouveaux terrains ajoute une nouvelle dépense. C'est une donnée économique qui pousse les agissements de l'autorité religieuse. Notons par ailleurs, que les Fabriques perçoivent pour partie les bénéfices des pompes funèbres puisqu'elles participent à leur administration. De ce fait, elles ne pourraient que se satisfaire de l'éloignement des cimetières qui augmenterait la nécessité et la distance de service des transports funéraires.

Selon l'arrêt de 1765, en 1766 les inhumations ne devaient plus se pratiquer dans les cimetières inclus dans l'enceinte de Paris. Or, les propositions des six cimetières envisagés par les Fabriques ou des huit voulus par le roi ne sont toujours pas connues. C'est dans ce contexte que d'autres propositions faites par des architectes ou de groupements de professionnels émergent : « une Société de Citoyens s'est occupée de la recherche d'un lieu propre à recevoir les funérailles, sans que les habitants de cette ville puissent en être incommodés (...) Elle se propose de transférer tous les cimetières au débord de la ville, et d'en former quatre, aux extrémités des faubourgs »¹⁰⁰. En réaction à l'incapacité du Parlement à faire évoluer la situation, des propositions parallèles voient le jour. Ainsi, dans le mémoire qui accompagne la proposition de plans de l'architecte Pérard de Montreuil pour les nouveaux cimetières de Paris en 1777, l'auteur s'insurge contre l'immobilisme des autorités françaises suite aux Arrêts du Parlement de Paris : « Un règlement si précieux, si sage est demeuré infructueux. De petites considérations en ont retardé l'effet. Par quelle fatalité résistons nous à la force d'une vérité si bien connue, si bien sentie, pourquoi faut-il que ce soient les cours étrangères qui nous donnent l'exemple, lorsque c'est nous qui leur avons donné le précepte. Le 12 Juillet dernier, le Prince de Modène a rendu un Edit qui porte qu'à l'avenir on n'entertera dans les églises que les Princes et Princesses de la Maison Souveraine, ainsi que l'Evêque de Modène, qu'on assignera aux ecclésiastiques et aux nobles des sépultures particulières qu'ils pourront faire décorer, que le cimetière public sera hors de la ville, et à une certaine distance ».¹⁰¹ L'auteur soulève en effet un point important : la situation étrangère atteste de la possibilité de mise en oeuvre des modifications initiées par les textes.

L'inertie française dénoncée

L'inertie française n'est donc pas une généralité sur le continent européen. En effet, les archives juridiques de la période prérévolutionnaire, au travers de divers mémoires, lettres ou propositions de texte font état de la situation à l'étranger et démontrent que les autres pays européens sont prompts à mettre en place de nouvelles mesures.¹⁰²

Une proposition de texte pour l'Arrêt du 21 Mai 1765, sur les cimetières de Paris prend pour exemple les initiatives étrangères. S'agissant de l'utilisation de la chaux sur les corps des victimes d'épidémies et de ses propriétés d'assèchement des corps, l'auteur s'interroge : « Ne

¹⁰⁰ Auteur inconnu. *Mémoire*. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°7-12. D'après le Dr Gannal, il s'agit du Mémoire qui accompagne le *Plan des nouveaux cimetières* par Pérard de Montreuil, en 1777.

¹⁰¹ Ibidem. F°7-12.

¹⁰² Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*.

serait-il pas de l'utilité publique d'engager les curés d'écrire sur leurs registres mortuaires de quelle mort chaque particulier est décédé ? Cet usage se pratique à Londres et à Berlin et est de la plus grande utilité pour la médecine. ».¹⁰³ De manière plus générale, le groupe de promoteur associé autour du projet de Delafosse en 1766, qui manifeste une répugnance pour la dérive des usages funéraires médiévaux, nous rapportant avec une sorte de résignation la difficulté à solutionner la situation française : « jamais les Grecs ni les Romains n'ont enterré leurs morts dans l'enceinte de leurs murailles.(...) Une loi si sage pouvait être oubliée quelque tems, mais jamais anéantie. La Suède, le Danemark, la Russie l'ont remise en vigueur depuis plusieurs années et le frère de notre Auguste Reine vient de promulguer tout récemment dans ses Etats, qu'on lise la Gazette du 30 Octobre 1781. La France n'a pas moins été alarmée du danger des sépultures dans les villes ni moins empressée de les bannir ; le Parlement de Paris a rendu le 21 Mai 1765 un arrêt qui ordonne que les cimetières seraient transférés hors de Paris, une déclaration du Roi du 10 Mars 1776 enjoint de les agrandir ou de les porter hors des murs, si ni l'un ni l'autre ont eu l'effet qu'on en attendait, il faut l'imputer aux circonstances. »¹⁰⁴ Ces auteurs nous confirment d'une part que les autres pays d'Europe font face aux mêmes problématiques en termes de pratiques funéraires mais également concernant la question de l'hygiène ; les deux étant liés. On apprend dans un deuxième temps, que ces autres pays réagissent plus efficacement que ne le fait la France pour résoudre une telle situation. Selon ces auteurs, il n'y a pas de décalage de point de vue mais seulement d'actes. En effet, les textes qui illustrent la volonté de l'autorité civile mettent en lumière les mêmes idées et les mêmes applications.

L'accident fatal qui impose l'application des textes

C'est un accident survenu au cimetière des Innocents qui accélère les choses : « Au mois de juin 1780, un habitant de la rue de la Lingerie, ouvrant sa cave, fut repoussé par une odeur tellement insupportable qu'il se sauva et alla chercher ses voisins. On revint en nombre, on s'enhardit, on se mit sous le nez des mouchoirs imbibés de vinaigre, et l'on se trouva en présence d'un spectacle horrible. La terre, gonflée par des pluies récentes, avait fait ce que l'on nomme une poussée contre les murs mitoyens; elle y avait ouvert une large brèche par où s'était effondré un éboulement de cadavres. La police essaya de tenir l'aventure cachée, il fut interdit aux journaux d'en parler ; mais garder un secret dans le quartier des halles n'est point chose facile, et tout Paris sut bientôt à quoi s'en tenir sur l'état de son cimetière favori »¹⁰⁵. La fosse commune concernée avait été ouverte en 1779 mais toutes les autres exerçaient également des contraintes importantes sur les murs de soutènement, qui menaçaient régulièrement de céder. Cet événement souleva une telle émotion au sein du quartier que le Parlement dû faire fermer le cimetière. Dans le même temps, cet événement ravive les tensions entre l'administration et l'Eglise.

Lors d'un Conseil secret du Parlement, le 4 Septembre 1780, il est établi que le sol du cimetière des Saints-Innocents ne peut plus consommer les corps de ceux qui y sont inhumés. Le Parlement prend alors officiellement la décision de fermer rapidement le cimetière et émet un Arrêt ordonnant la fin des inhumations pour le 1^{er} Novembre 1780. Devant une telle précipitation dans l'exécution de l'Arrêt, l'Archevêque de Paris adresse deux lettres consécutives au Lieutenant général de police Lenoir, chargé de l'application de ce texte, datées du 10 et du 18 Octobre 1780. Rappelons que c'est ce même Lieutenant de police qui avait étouffé les rapports alarmants sur l'état des Saints-

¹⁰³ Auteur inconnu. *Cimetières de Paris*. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°28-31.

¹⁰⁴ REGNAULT DE CLOSMOREL. VATINE DE VILLAGRAN. KREENFELT DE FLORECK. LE CAUX DE LA TOMBELLE. *Mémoire tendant à l'établissement d'un cimetière général hors de Paris*. 1776. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.184-195 des pièces justificatives.

¹⁰⁵ DUCAMP, Maxime. Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Op.cit. p.129

Innocents en 1775. Dans la première lettre, l'Archevêque sollicite un délai supplémentaire de 2 ou 3 mois car les paroisses n'ont pu acquérir pour l'heure les terrains nécessaires à la création de nouveaux cimetières : « J'ai exigé que les paroisses ou communautés qui étaient en possession de faire les sépultures au cimetière des Saints-Innocents fussent pourvues de nouveaux emplacements, fermés de murs et bénis, où elles pussent inhumer les corps des fidèles. Mais ce préalable était absolument nécessaire. Pouvais-je interdire le lieu où tant de paroisses et communautés étaient en possession de faire leurs sépultures, avant qu'elles en eussent d'autres duement préparés pour le même usage ? (...) Il est absolument impossible que les nouveaux cimetières soient prêts pour le 1^{er} Novembre, et si la disposition de l'arrêt du Parlement (...) venait à être exécutée, il en résulterait infailliblement un trouble dans l'ordre public, religieux et civil, par l'impossibilité où seraient les curés de donner la sépulture aux corps des fidèles qui viendraient à décéder. »¹⁰⁶ L'Archevêque fait également valoir dans son courrier, que l'empressement lié à l'Arrêt risque de faire monter les prix des terrains et d'aggraver la difficulté des paroisses à faire ces acquisitions. Dans sa seconde lettre, il relaie la demande des curés, portées à six mois et sollicite le soutien de Lenoir. Mais Lenoir, bien plus pressé à suivre la volonté de l'administration qu'à favoriser l'Eglise, n'apporte aucun soutien à ces demandes.

Le Parlement de Paris, la Garde des sceaux et le Procureur général, auxquels l'Archevêque s'était par ailleurs adresser pour la même question, firent une réponse commune. Le délai sollicité n'est pas envisageable, pas plus que justifiable. Pour l'administration, il y a nécessité à appliquer l'Arrêt dans les dates imparties. De plus, elle ne reconnaît aucune difficulté dans l'acquisition de terrains. Comme le souligne Lenoir en s'adressant à Amelot, Ministre de la maison du Roi et de Paris : « il serait fort aisé d'avoir des terrains convenables à cet effet, mais qu'on ne peut les trouver qu'à distance éloignée du centre de Paris, ce qui entraînerait la nécessité de se servir de carioles, ou de corbillards pour le transport des corps, méthode que M. l'archevêque croit devoir ne pas permettre ».¹⁰⁷ En Janvier 1781, il relate comment l'Eglise fait marche arrière concernant le problème des Saints Innocents : « M. l'archevêque doit proposer d'entendre et de signer un mémoire, dont l'objet tend à repousser tout projet d'éloigner les cimetières de l'enceinte de cette ville, et de demander le rétablissement du cimetière des Innocents, fermé par arrêt de la Cour ».¹⁰⁸ Un mémoire, qui peut être celui dont par Lenoir, et de toute évidence dicté par l'influence de l'Archevêque, oppose un argumentaire surprenant à la translation des cimetières: « On occasionnerait donc, par le transport des cimetières hors de Paris, les maux les plus réels et les plus multiples pour prévenir un mal imaginaire. On ne s'est jamais aperçu que les cimetières aient répandu dans Paris un air contagieux. C'est même une vérité de fait et d'expérience que les environs des cimetières sont les lieux de la capitale où l'on trouve les personnes les plus âgées. »¹⁰⁹ Ce texte révèle la mauvaise foi manifeste des hauts fonctionnaires de l'Eglise concernant les cimetières médiévaux et l'impossibilité de solutionner la situation en satisfaisant les deux parties. L'Eglise cherche de nouveaux terrains dans l'enceinte de Paris alors que la réglementation impose des terrains hors de la ville. Cependant une grande majorité des curés est favorable à la translation des cimetières hors la ville. C'est essentiellement l'intervention et la prise de position de l'évêché qui retarde la solution de cette situation. Il faut donc distinguer deux camps au sein même de l'Eglise dont un seul s'oppose à l'Etat.

¹⁰⁶ Archevêque de Paris. *Lettre à M. Lenoir, lieutenant général de Police*. Conflans : 10 Octobre 1780. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.98-100 des pièces justificatives.

¹⁰⁷ Lieutenant LENOIR. *Lettre à M. Amelot*. Paris : 13 Décembre 1780. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.104 des pièces justificatives.

¹⁰⁸ Ibidem. p.105 des pièces justificatives.

¹⁰⁹ Auteur inconnu. *Observations sur le projet de transporter les cimetières hors de la ville et des faubourgs de Paris*. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.106-108 des pièces justificatives.

Au terme d'un long processus administratif, la fermeture des charniers est néanmoins effective. Comme prévu, le cimetière des Innocents ferme le 1er Décembre 1780, soit six mois après l'accident. Il aura servi à quarante générations de parisiens et absorbé 2 millions de cadavres. C'est pourquoi le sol du cimetière est 2,50 m plus haut qu'à sa création.

Alors que l'Eglise manifeste son désaccord envers les propositions de l'Etat par une négation des règles imposées, le Parlement prend à cœur d'agir contre cette résistance. Ainsi, il multiplie les actions pour montrer sa fermeté. Le 10 Mars 1781, un curé parisien fut condamné par Arrêt pour avoir fait procéder à une inhumation au sein de son église allant à l'encontre de la Déclaration royale de 1776. Or, ce même texte faisant une exception du cas de Paris fait alors paraître cette décision pour le moins sévère. Le curé avança d'ailleurs pour sa défense que les autres paroisses de Paris perpétuaient également cette pratique.

L'Arrêt de 1782 : pour les nouveaux cimetières parisiens

Suite au mémoire réclamé par le Roi en 1776 pour statuer sur le cas parisien, le Parlement émet un Arrêt durant l'été 1782. Ce texte se présente comme une nouvelle version de l'Arrêt du 21 Mai 1765 et comme un complément à la Déclaration royale du 10 Mars 1776 concernant Paris. Il rappelle donc la nécessité de créer des cimetières hors la ville, quatre terrains de 68 toises carrées précisément, mais s'attache aussi davantage que les textes précédents à donner des indications sur la forme du nouveau cimetière. Un projet de réquisitoire qui précède l'Arrêt nous précise les raisons qui motivent cette modification des textes. Il nous explique que l'intention des précédents règlements : « paraît être parfaitement rempli par les propositions de la Compagnie qui s'est chargée de la construction des carrières hors de l'enceinte de Paris, mais les moyens employés par cette compagnie ayant donné lieu à des facilités qui n'existaient pas lors du règlement que nous avons proposé à la Cour, nous avons la satisfaction de mettre sous ses yeux des modifications à quelques articles de ce règlement, qui sans en altérer l'esprit offrent des améliorations dans la forme et dans l'étendue des constructions, et conservent l'ordre usité qui différencie les inhumations, en même temps qu'elles apportent une diminution très considérable dans les droits qui avaient été établis par l'arrêt des règlements pour les sépultures qui se feront dans les nouveaux cimetières. »¹¹⁰ Un des aspects essentiels traité par ce texte est en effet la nécessité de préserver les distinctions sociales, soutenue par les architectes comme nous le verrons plus loin, au travers de dispositifs spatiaux spécifiques. Ainsi, l'aménagement d'une galerie périphérique est autorisé pour placer les sépultures privées et précisé par l'article 4 : « Que chacun desdits cimetières sera clos d'une galerie de trente pieds d'élévation, le comble compris, et de dix huit pieds de largeur, aussi les murs compris ; que dans chacun d'eux il y aura une chapelle de dévotion, des caveaux communs et particuliers, des logements pour les ecclésiastiques attachés auxdits cimetières et pour les fossoyeurs, des remises pour les chars ou corbillards et une écurie pour les chevaux, sans que l'on y puisse construire d'autres bâtiments, ni même dans l'intérieur aucune épitaphe, si ce n'est sur les murs tant intérieurs qu'extérieurs de ladite galerie donnant sur le cimetière et non sur aucune sépulture. »¹¹¹. Rappelons que les réglementations précédentes ne permettaient l'édification d'aucune construction à l'exception du logement du concierge et de la chapelle de dévotion. Aucun dispositif construit, ni même d'épitaphe n'était toléré en dehors des épitaphes contre le mur de clôture. Cette disposition impliquait donc un espace d'inhumation commun. Cela excluait également l'aménagement d'une galerie, comme celle des charniers, pourtant utilisée depuis des siècles.

¹¹⁰ *Projet de réquisitoire d'après ceux du 21 Mai et du 5 Septembre 1769 qu'on a fondu ensemble.* BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1182. F°49-50.

¹¹¹ Ibidem. F°51

3.3 Espaces funéraires de transition

Alors que les charniers sont progressivement fermés à partir de 1780, la question des futurs cimetières est loin d'être réglée. Les Arrêts établissent un délai de cinq ans afin de laisser les terres des anciens cimetières se reposer avant d'y intervenir. Ce délai correspond au renouvellement minimum des dernières fosses qui auraient accueilli des inhumations. Cinq années, pendant lesquelles il faut subvenir aux inhumations courantes et envisager une solution pour l'ensemble des anciens cimetières paroissiaux, afin de les évacuer.

Les cimetières provisoires

En remplacement des cimetières fermés, les paroisses, privées de lieux d'inhumations, doivent utiliser les cimetières d'autres paroisses qui en possèdent de suffisamment étendus en rapport à leurs besoins et donc de moins insalubres. Cette disposition permet de répondre aux préoccupations hygiénistes, ainsi qu'à l'urgence des inhumations journalières.

Pour assurer le service quotidien des inhumations, certains cimetières bénéficient donc d'un sursis. Quatre cimetières sont ainsi provisoirement maintenus, trois à l'intérieur de l'enceinte des fermiers généraux (le cimetière Ste Catherine, celui de Ste Marguerite et l'ancien cimetière Montmartre, dit de la Barrière Blanche) ainsi qu'un à l'extérieur (Vaugirard). Ste Catherine et Vaugirard accueillent les inhumations de la rive gauche, alors que les deux autres celles de la rive droite.

Deux de ces cimetières sont d'anciens cimetières médiévaux. Ainsi, le cimetière de Sainte Marguerite fut ouvert derrière l'église du même nom en 1637. Pendant la Révolution, ce cimetière reçoit les corps des guillotins sur la place de la Bastille ou la place de la Nation. Pour sa part, le premier cimetière de Montmartre est à l'origine implanté sur d'anciennes carrières abandonnées pendant la Révolution. C'est ce qui lui vaut l'appellation de cimetière de la Barrière Blanche ou des Grandes Carrières. Par sa topographie particulière, ce premier cimetière de Montmartre, est exploité de façon sordide. Il sert de lieu d'inhumation en fosse commune suite à la fermeture des cimetières paroissiaux. Mal clos, il connaît des vols de cadavres répétés. C'est pour des questions d'hygiène qu'il doit fermer à son tour en 1798.

Les deux autres cimetières dont nous parlons, sont créés pendant la période de conflit qui oppose l'Eglise et l'Etat sur le devenir des cimetières médiévaux. Il s'agit de Sainte-Catherine et de Vaugirard. Le cimetière Sainte-Catherine succède au cimetière de Clamart avec lequel il est souvent confondu : « L'hôpital Sainte-Catherine avait, le 31 mai 1783, acheté trois jardins contigus à Clamart, dont ils n'étaient séparés que par un mur, pour y créer un cimetière (...) Lorsque Clamart fut fermé, Sainte-Catherine continua à rester ouvert. Le peuple n'y regarda pas de si près, le nom auquel on était habitué se substitua naturellement à un nom plus nouveau »¹¹². Pour autant le vrai cimetière de Clamart, situé à côté de l'ancien hôtel de Clamart, est fermé en 1793 car il est trop encombré. Ste Catherine possède de nombreuses fosses, disposées de manière très ordonnée, à l'inverse des Saints-Innocents. Quelques tombeaux remarquables y sont également érigés. Vers 1820, alors que les fosses commencent à être pleines, le reste de l'espace est encombré de sépultures individuelles. Le cimetière est donc supprimé. C'est le dernier cimetière intra-muros à fermer ses portes, puisque Vaugirard est hors des barrières à cette période. Le cimetière de Vaugirard, créé en 1782, succède au petit cimetière paroissial du même nom, accolé à l'église primitive de Vaugirard. Ce lieu d'inhumation communal reste en activité jusqu'à l'ouverture de la nécropole moderne qui le remplace, en 1824.

¹¹² DUCAMP, Maxime. *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXe siècle*. Op.cit. p.136

Le devenir des cimetières fermés

Le cimetière des Saints-Innocents, pour reprendre ce cas typique, étant situé non loin des Halles, présente ainsi une superficie qui peut bénéficier au commerce. C'est ainsi qu'en Octobre 1785, la Société royale de médecine nomme une commission, à la demande du Lieutenant de police De Crosne, pour se prononcer sur les modalités de transformation du lieu. Composée entre autres de Vicq d'Azyr et de Fourcroy, et dont Thouret est le rapporteur, la commission rend son rapport le mois suivant. Le parti qu'elle soumet est approuvé et le Conseil du roi ordonne par Arrêt du 9 Novembre 1785 de procéder à la transformation de l'ancien cimetière en place de marché. En conséquence, cette même équipe est désignée pour diriger les travaux.

Suite à cette décision, le Lieutenant de police De Crosne informe l'Archevêque de Paris des conclusions principales de la commission concernant la transformation du cimetière afin d'obtenir son soutien dans le déroulement des travaux. Il lui indique que la période de chantier préconisée est l'hiver et que d'après ce rapport, il ne sera pas nécessaire de faire d'exhumations. Mais le Lieutenant ne semble pas convaincu par cette dernière assertion puisqu'il envisage dans le même temps un cas de figure différent : « Je vous prie cependant, dans le cas où il se trouverait quelques cadavres qui ne soient encore consumés, de bien vouloir m'autoriser à les transférer dans les caveaux qui sont établis dans le cimetière des Saints Innocents ».¹¹³ Et pour cause, les conclusions de la commission manquent de crédibilité, car le rapporteur lui-même indique que la commission ne s'est basée que sur des propos rapportés, par écrit ou par oral, autrement dit des preuves indirectes. Comme le rapporte Thouret : « En s'autorisant de l'opinion des auteurs les plus célèbres, que 3 ou 4 ans d'après les uns, 5 ou 6 d'après d'autres, suffisent pour l'entière décomposition des cadavres, et que d'après le rapport même du chef des fossoyeurs du cimetière des Saints Innocents, homme très expérimenté et très intelligent, la destruction des corps paraît être en général très prompte dans ce terrain, et qu'ayant été plus particulièrement questionné par les commissaires sur cet objet, il n'a paru faire aucun doute que l'on ne trouvât, même dans les dernières fosses ou sépultures, les cadavres absolument détruits. »¹¹⁴ De même, dans la lettre d'accompagnement du Docteur Vic d'Azur, Secrétaire général de la Société royale de médecine, jointe au rapport, ce dernier reprend à peu de choses près les mêmes conclusions. Il préconise toutefois des exhumations superficielles pour les derniers corps, des dernières fosses en usages. Cependant aucun des deux hommes ne s'appuie sur des preuves tangibles pour étayer ses conclusions. Comme le précise bien Thouret, leurs idées s'appuient sur les dires d'« auteurs célèbres ». En réalité, la commission reconnaît n'avoir réalisé aucune expérience, de type sondage ou fouille sur site avant de remettre son rapport.

L'Archevêque de Paris, également inquiet par le diocèse sur la question, croit plus sage de quérir l'avis du Docteur Desmareseaux, médecin de la Faculté, afin d'avoir un point de vue plus informé. Ce médecin n'a que 24 heures pour établir et rédiger son rapport, mais la qualité de celui-ci conforte malheureusement certaines inquiétudes. Dans son mémoire daté du 14 Décembre 1783, Desmareseaux fait apparaître les incohérences du rapport de Thouret. Tout d'abord, bien que la commission ait bénéficié d'un délai suffisant pour établir son rapport, elle n'a pas jugé nécessaire de faire appel à la science. Ensuite, Desmareseaux, qui s'est rendu sur place pour faire lui-même un état des lieux conforté par le témoignage expérimenté du fossoyeur Poutain, établit que la

¹¹³ Lieutenant de Police DE CROSNE. *Lettre à Monsieur l'Archevêque de Paris*. Paris : 9 Décembre 1785. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.117-118 des pièces justificatives.

¹¹⁴ THOURET, Michel-Augustin. *Extrait du rapport fait à la Société royale de médecine dans sa séance du 12 Novembre, relativement au cimetière des Saints-Innocents*. Paris : 1785. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.118-121 des pièces justificatives.

plupart des données chiffrées contenues dans le rapport ne correspondent pas à la réalité. Il conclut enfin avec sévérité sur le choix qui a été fait préalablement à la transformation : « Je suis persuadé qu'il appartient encore plus à la nature d'agir sur la nature : au feu ou à l'eau, ou à la végétation d'agir sur toutes espèces de gas, qu'aux chimistes et aux académies. » Selon lui, il aurait été plus utile de planter des espèces végétales aux racines profondes afin qu'elles contribuent à la décomposition des gaz contenus dans le sol et qu'elles achèvent de purifier le terrain au lieu de le laisser à l'abandon cinq années.

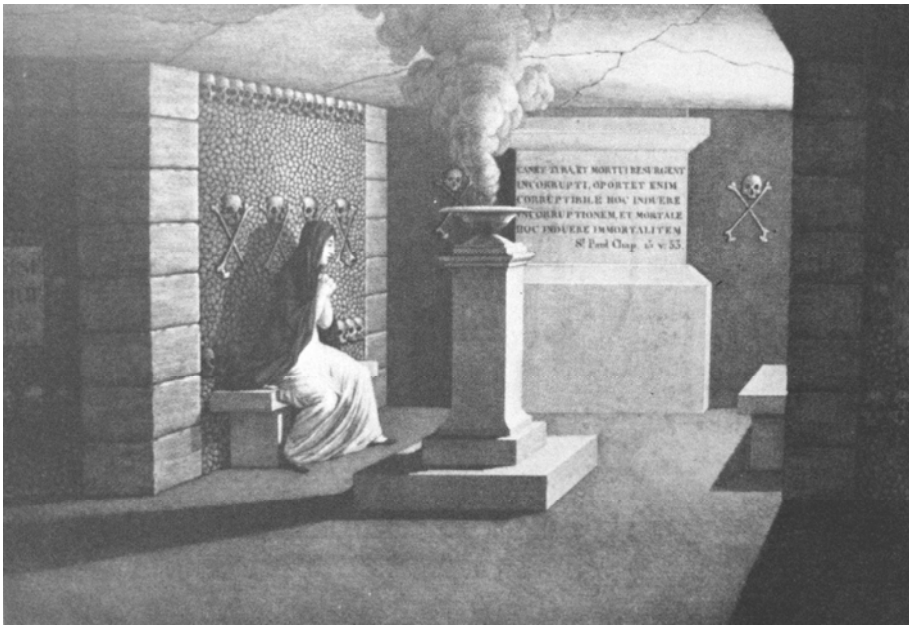
La commission finit par reconnaître son erreur de ne pas avoir fait de fouilles. Elle en ordonne donc trois mois plus tard. Ces dernières confirment que la commission avait totalement tort. Finalement, la commission de la Société royale de médecine donne des instructions lors des travaux pour exhumer les restes sur une profondeur de 4 pieds sur l'ensemble de la superficie du cimetière, avec un certain embarras à faire exécuter des travaux contraires à ce qu'elle avait préalablement prescrit, et à reconnaître son incompetence. Les fouilles mettent en évidence que la profondeur qui doit être traitée est encore plus importante que ce que l'on avait imaginé. Ainsi, la quantité des ossements exhumés pose rapidement un problème de stockage. Mais là encore les principaux membres de la commission en charge de la direction des travaux, que sont Thouret, Vic d'Azyr et Fourcroy publient des mémoires incohérents sur le résultat du chantier. Les deux premiers sont rédigés avec la même légèreté que le premier rapport. Seules les conclusions de Fourcroy montrent un véritable sérieux qui met en lumière les contradictions des deux autres savants, persistants dans leur mauvaise foi. On peut alors douter de la présence de Thouret et Vic D'Azyr sur le chantier, pendant les travaux. Le nombre d'exhumation dont fait état Thouret pourrait se justifier par l'état quasi intact de bières de plus de quarante ans, comme le rapporte Fourcroy. Mais ce fait est contradictoire avec les affaissements de fosses anciennes, dus à la décomposition des corps qu'ils relatent dans le même temps.

Le Lieutenant de police et Conseiller du roi Thiroux De Crosne nomme les architectes Legrand et Molinos en charge des travaux. Ces derniers obtiennent dans un premier temps de faire acheminer les restes vers « les Porcherons », lieu de dépôt habituel des ossements des Saints Innocents, situé à Montmartre. Mais il faut rapidement trouver un autre lieu, car le premier ne peut accueillir une telle quantité de restes. C'est dans ces circonstances que le choix des catacombes est avancé.

Les nouvelles Catacombes de Paris

Dès 1780, le Préfet de police Lenoir, envisage le déménagement des ossements des Innocents dans les anciennes carrières de la Tombe Issoire, sous la plaine de Montrouge. Son successeur, le Lieutenant De Crosne, poursuit cette idée et charge l'Inspecteur général des carrières, Charles Axel Guillaumot, des aménagements du site et des consolidations nécessaires. En 1785, avec la suppression officielle et l'évacuation du cimetière des Innocents, les cimetières de Paris et les carrières de Paris trouvent un destin commun. En effet, il ne s'agit pas uniquement du cas du cimetière des Innocents, bien que le plus urgent, mais bien de tous les cimetières parisiens. □□

En référence aux Catacombes de Rome, les vastes carrières de la Tombe-Issoire, qui doivent recevoir les ossements des Saints-Innocents, puis ceux de tous les cimetières médiévaux parisiens, sont aussi baptisés « Catacombes ». Pour autant, ce lieu n'a jamais servi de lieu de sépulture directe. Cet ossuaire souterrain est consacré par le clergé le 7 Avril 1786.



Catacombes de Paris.
Héricart de Thury, *Description des Catacombes de Paris*.

L'aménagement de l'ossuaire est confié au vicomte Héricart de Thury, Inspecteur général des carrières de 1808 à 1831. Il imagine un décor sobre et mélancolique pour assurer un digne repos aux dépouilles déplacées. Des galeries sont aménagées par la technique des hagues et bourrages d'ossements. Cette technique, importée d'Italie au XVIII^e siècle, consiste à remblayer les vides occasionnés par l'exploitation des carrières à l'aide de terres ou de déchets maintenus en place par de petits murs de pierres imbriquées les unes dans les autres appelées « hagues ». La méthode permet d'augmenter le rendement de l'exploitation. Des plaques commémoratives doivent rappeler la provenance des ossements ainsi que la date de leur dépôt. Les symboles religieux sont rares, seules quelques croix, dont certaines faites de crânes alignés, ponctuent l'ossuaire. La majorité des symboles évoquent le deuil et le souvenir. Ceci est révélateur d'une nouvelle conception de la Mort. Le religieux est moins présent, le respect du mort est davantage pris en compte. Des symboles maçonniques sont également représentés, tels des obélisques noirs et blancs qui complètent la décoration.

La grande translation des restes

Une fois le site choisi et aménagé, il faut organiser le déplacement des restes des anciens cimetières afin de libérer les terrains. Pour ce faire, la commission de la Société royale de médecine préconise trois périodes de travail concentrées sur les hivers de 1785 à 1787, ainsi qu'à l'automne 1787.

Le grand déménagement des restes exhumés peut alors avoir lieu. Le transfert des ossements commence en 1786, après consécration des catacombes. À la tombée de la nuit, des chars funéraires recouverts de draps mortuaires déplacent les restes exhumés vers leur nouveau lieu de repos. Des prêtres chantant l'office des morts accompagnent ces convois à la lueur des flambeaux.

Ils partent des Halles vers la fin du jour et arrivent aux Catacombes à la tombée de la nuit. Thouret nous rapporte les conditions réservées aux restes transportés : « L'aspect de ce lieu souterrain, ses voûtes épaisses qui semblent le séparer du séjour des vivants, le recueillement des assistants, la sombre clarté du lieu, son silence profond, l'épouvantable fracas des ossements précipités et roulants avec un bruit que répétaient au loin les voûtes, tout retraçait dans ce moment l'image de la mort et semblait offrir aux yeux l'emblème de la destruction." Ainsi, on déversait les ossements comme du sable, sans plus de considération. Tout d'abord, on les versait dans des puits, avant de les charrier à la pelle pour les transporter sur des chariots de bois. Ils sont pour finir entassés et classés par genre puis empilés et rangés.

Il faut environ 12 mois pour venir à bout du « chantier » des Saints-Innocents. Thouret, nous rapporte dans un mémoire les chiffres suivants : 20 000 exhumations de bières provenant de 40 à 50 fosses communes, 10 pieds de terre souillée retirés.¹¹⁵ Ces informations sont extraites du rapport que Thouret remet à la Société royale de médecine à l'achèvement des travaux, dont la commission devait diriger l'exécution. Mais ce rapport avance des chiffres aussi hasardeux que les précédents.

Les processions se répètent ensuite jusqu'en 1814 afin d'évacuer les autres cimetières parisiens. Par la suite, chaque réaménagement de quartier met à jour d'autres ossements profondément enfouis qui sont alors acheminés vers les Catacombes.

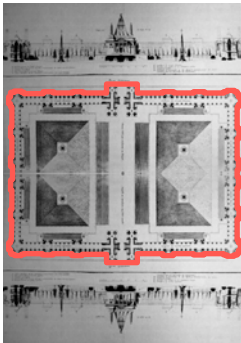
En conclusion, le cimetière d'Ancien Régime désorganisé et sordide va suivre la transformation qui s'opère dans la ville avec l'esprit des Lumières. Mais bien que le cimetière parisien soit porteur d'un mouvement général, il reste à part. Le cas de Paris, qui paradoxalement révèle une situation nationale, centralise aussi toutes les transgressions. Ainsi, il reste à la fois exemple et exception, montrant sa difficulté à appliquer des règles voulues générales. Cette particularité du cas parisien va se perpétuer dans les périodes suivantes.

Enfin, durant cette période ce sont essentiellement les scientifiques puis les administratifs qui sont acteurs du changement, pas les architectes. Le cimetière, plus que tout autre sujet, induit un rôle déterminant de la science, depuis le choix du terrain jusqu'aux méthodes de conservation et d'inhumation des corps. L'expérience d'Ancien Régime fait apparaître que la conception et la gestion du cimetière suppose la maîtrise de facteurs techniques complexes. Elle démontre également que les décisions politiques et juridiques posent les bases de la formation de cet espace.

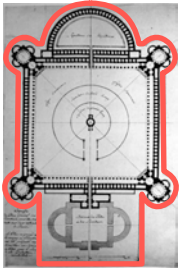
¹¹⁵ THOURET, Michel-Augustin. *Rapport sur les exhumations du cimetière et de l'église des Saints-Innocents, lu dans la séance de la Société Royale de Médecine tenue au Louvre le 3 mars 1789*. Paris : Denys-Pierres Ph., 1789.



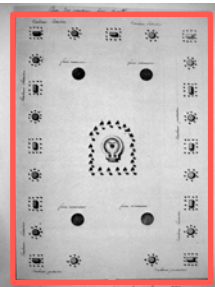
ARRET PARLEMENT 1765



1766- Desprez



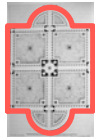
1776- Delafosse



1777- Pérard de Montreuil



1778- Neufforge



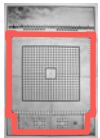
1799- Molinos

LE CIMETIERE MODESTE



1800- Patte

CONCOURS POUR LES FUNERAILLES



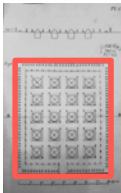
1800- De Pommereul



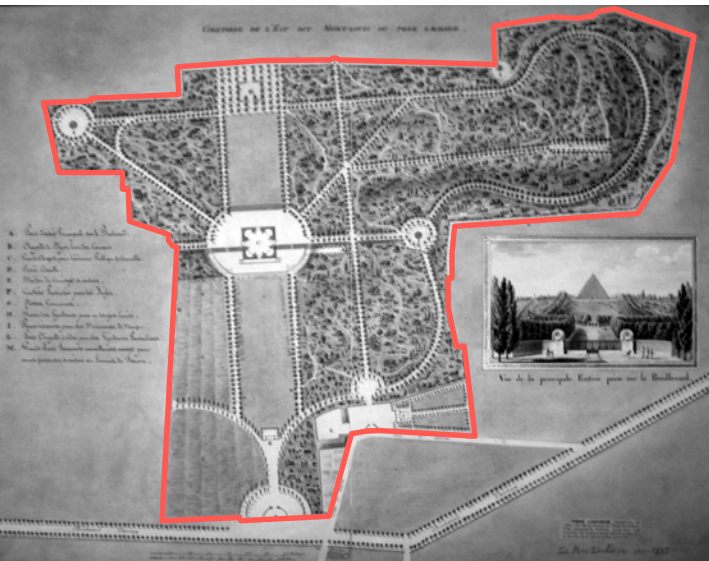
1800- Coupé



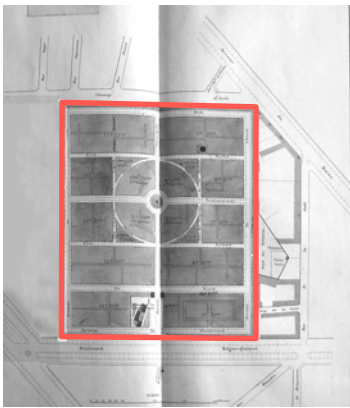
1800- Godineau



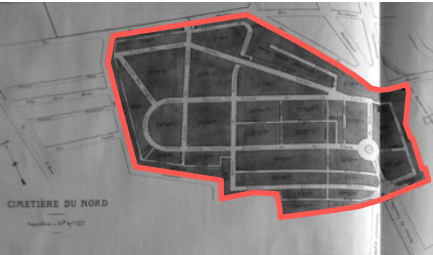
1800- Détournelle



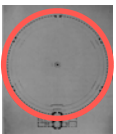
1804- Brongniart



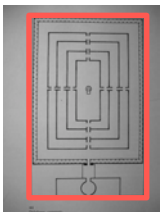
1824- Godde



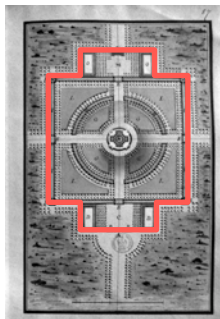
1825- Godde



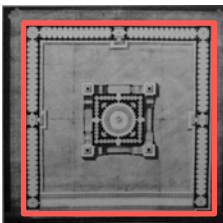
1782- Capron



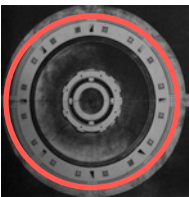
1782- Delafosse



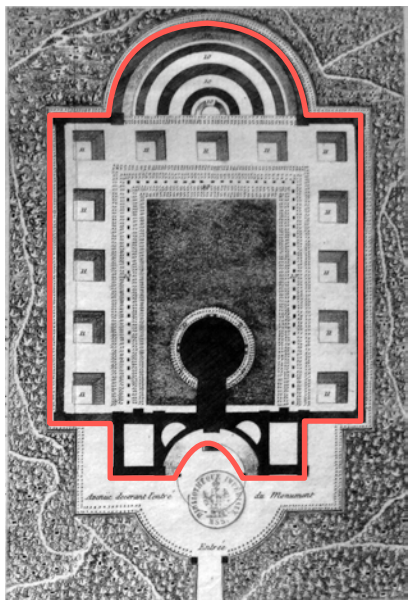
1782- A1782- Antoine



1785- Moreau



1785- Fontaine



1787- Labrière

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE II - ECH : 1/12000°

Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE II - ECH : 1/12000°

Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE II - ECH : 1/12000°

Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

II - NAISSANCE DE LA NECROPOLE MODERNE :

Réflexions et réalisations Parisiennes à l'aube du XIXe siècle

1. Premières réflexions architecturales sur la nécropole moderne (1766-1800) : forme et composition

Les architectes et les intellectuels préoccupés par l'architecture, prennent part à la réflexion qui agite la société sur le sort de l'espace funéraire. Avant les Lumières, le cimetière n'est pas un sujet sur lequel s'étaient prononcés les architectes. Il devient un sujet de premier plan au début du XIXe siècle.

La place du cimetière dans la ville est à présent légiférée d'une manière claire, qui offre satisfaction à la majorité. En effet, les architectes, autant que les politiques et la population, s'accordent à dire que le cimetière doit être conçu à l'extérieur de la ville. Mais il en va autrement de la question de la forme, de l'image et du fonctionnement du nouveau cimetière, sur lesquels la législation laisse un vide. La question de la conception envisagée par la théorie, la pratique et l'enseignement de l'architecture, présentent des réflexions qui ne remettent pas véritablement en cause les formes précédentes mais font progresser le débat. Il faut alors comprendre pourquoi certaines configurations perdurent malgré tout et analyser les éléments d'évolutions contenues dans ces réflexions.

1.1 La nécropole chez Laugier, Patte et Blondel

Pour la première fois, l'espace funéraire fait l'objet d'une réflexion sur son mode de conception et de composition. L'intérêt de la théorie architecturale pour ce sujet indique combien l'image de la nouvelle nécropole peut être importante dans ce contexte de bouleversement urbain. Au travers des auteurs dont nous avons précédemment parlé concernant la ville – Laugier, Blondel et Patte - nous allons énoncer les grandes lignes des réflexions portées par certains traités d'architecture qui annoncent les questionnements développés par les projets dont nous parlerons après. Ainsi, Antoine Laugier l'essayiste, Jacques-François Blondel l'architecte et enseignant, et Pierre Patte l'architecte proche de la technique, énoncent tous les trois une théorie architecturale qui aborde la question de la nécropole. Les autres traités de cette période ignorant la question, nous ne les aborderons pas ici.

Un nouvel espace de composition

Ces traités d'architecture sont empreints d'une volonté évidente de concevoir un espace ordonné, en opposition à l'anarchie et à la non-composition du cimetière d'Ancien Régime. Ainsi, le principe de composition soutenu par les théoriciens reprend et renforce le seul principe d'organisation hérité du cimetière d'Ancien Régime, c'est-à-dire, l'opposition entre la construction de l'enceinte et un repérage peu marqué d'une centralité, où est traditionnellement implantée une croix ou la lanterne des morts. Dans le cimetière d'Ancien Régime, le centre n'est pas véritablement affirmé, il est repéré. L'espace central n'est en fait que la résultante de ce que délimite la périphérie. À l'opposé, le cimetière moderne qui propose un principe de composition dans lequel la périphérie et la notion de centre entrent en résonance pour composer l'espace. Le traitement de l'enceinte est repris du modèle d'Ancien Régime alors que le centre est davantage mis en valeur et surtout construit. La plupart des propositions y placent un lieu nouveau dans le cimetière : une chapelle.

Blondel, qui envisage le cimetière comme un grand espace protégé, précise son usage: « Au milieu du préau serait élevée une grande pyramide (...) contiendrait une chapelle sépulcrale, où continuellement on célébrerait l'Office des morts ». ¹¹⁶ De même, Patte indique qu' : « Au milieu de chaque Cimetière, il y aurait une Chapelle où l'on dirait tous les jours la Messe, et qui serait assez spacieuse, pour que la suite d'un convoi pût s'y placer. » ¹¹⁷ Cet élément bâti vient structurer de façon nette la composition en établissant une répartition simple des espaces mais surtout en donnant une consistance et une réalité physique au centre. La chapelle, visuellement et symboliquement, anime le cœur de ce lieu. Elle fait la transition entre lieu de culte et le lieu de sépulture. En effet, l'éloignement de ces deux espaces induits une réorganisation du déroulement même des obsèques depuis le moment du décès jusqu'à l'inhumation. Le lieu de cérémonie, le dépôt du corps, le convoi, les rituels d'inhumation, tout cela est remis en cause et nécessite des usages qui vont avec ce nouvel espace.

Il reste ensuite un espace à aménager entre la périphérie et le centre qui pourrait rappeler le terrain vague d'Ancien Régime. Blondel y voit un lieu protégé « le préau » dont la vocation n'est pas explicitée. On peut supposer qu'il abrite l'espace des fosses gratuites, qui sont généralement dans cette partie, ou simplement l'accès à la zone de célébration, pour protéger les convois. Patte et Laugier ne précise pas non plus ce qu'ils y envisagent. C'est probablement l'espace sur lequel les théoriciens se prononcent le moins.

Une composition au service de l'ordre social

Le désir d'ordre et d'organisation manifesté par les traités est guidé par le sens pratique et les questions d'hygiène mais également par le nouveau mode de financement du cimetière. N'oublions pas que ce sont les plus fortunés qui vont soutenir financièrement la nécropole, qui tend à devenir communale. Les théoriciens ont donc compris qu'il convenait de leur réserver des conditions qui puissent les séduire, afin de veiller à la bonne administration du lieu. Sans le concours des riches, la nécropole moderne ne peut voir le jour.

Le principe de composition énoncé par les traités sert donc la traduction spatiale d'un certain ordre social. C'est la distinction entre l'espace vertical formé par l'enceinte et l'espace horizontal qui est ainsi délimité, ponctué par la chapelle centrale, qui va permettre de répartir les différentes classes sociales. Les tombeaux des riches sont uniquement implantés sur la périphérie : « Autour des murailles de ces Cimetières, on permettrait à ceux qui le demanderaient, de construire à leurs dépens, des portiques ou galeries élevées de quelques marches, avec des caveaux au-dessous pour la sépulture particulière des familles. » ¹¹⁸ Le commun de la population utilisera l'espace des fosses, organisé autour du lieu de cérémonie. Nous verrons plus loin comment cette répartition dans le cimetière peut être liée au simple mérite ou à une appartenance sociale, selon les projets d'architectes. À l'opposé du cimetière d'Ancien Régime, la nécropole moderne, se doit d'être un lieu organisé. Les règles préétablies visent à éviter les privilèges qui pourraient progressivement défigurer le paysage instauré. Les différentes typologies ou emplacements de sépultures ont vocation à déterminer précisément l'emplacement de chaque fonction et de chacun.

¹¹⁶ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture, ou traité De la décoration, distribution et construction des bâtiments ; contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes*, par J.-F. Blondel. Tome second. Paris : Desaint, 1771. p.341

¹¹⁷ PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Paris : Rozet, 1769. p.46

¹¹⁸ Ibidem. p.45

Une remise en cause frileuse des modèles

Les traditions, bien que contraires aux nouveaux principes d'hygiène sont difficiles à remettre en cause brutalement. La théorie architecturale de la période des Lumières exprime ainsi tant sa fidélité au passé que l'urgence du renouvellement. C'est sans doute ce qui oriente les réflexions vers un modèle proche de l'original, qui permet de préserver les distinctions sociales, garantes d'un bon fonctionnement. Ainsi, la périphérie dont parle les théoriciens s'inspire largement du modèle d'Ancien Régime.

Au travers de leurs propositions, on ne perçoit pas de réelle remise en cause des typologies constitutives du cimetière d'Ancien Régime. Marc-Antoine Laugier avec *Observations sur l'architecture* en 1765, se prononce le premier sur le sujet : « On veut des mausolées, où les placera-t-on ? dans les galeries extérieures et contiguës à l'Eglise, dans ce qu'on nomme les Cloîtres et les Charniers. Là l'orgueil pourra se satisfaire sans indécence. Ces monuments que les familles ont tant à coeur de construire, pourront être placés avec ordre, et fournir aux curieux un spectacle dont on jouira sans qu'il résulte rien de contraire au respect qu'exige le Sanctuaire de la Divinité. »¹¹⁹ On remarque dans cette réflexion la persistance du motif de la galerie qui apparaît comme un élément de composition primordial. L'auteur pressent également que les tombeaux vont contribuer à créer un espace davantage architecturé, qui selon lui, formera le décor de la nécropole. De même, Jacques-François Blondel, s'opposant aux inhumations dans les églises, fait une réflexion similaire : « Pourquoi ne relèguerait-on pas les fastes mortuaires sous des portiques qui feraient circuler les fidèles autour de l'enceinte de nos Temples, et jamais dans leur intérieur ? »¹²⁰ La galerie conserve sa vocation d'espace de promenade abritée, dans la lignée du promenoir d'Ancien Régime mais sans ses multiples activités. Dans le même ouvrage, Jacques-François Blondel, nous décrit très précisément sa vision de la nécropole moderne, qui confirme le parallèle entre le charnier et le motif de la galerie : « (...) on choisit à cet effet un lieu vaste, au milieu duquel on pratiquerait un préau d'environ cents toises de diamètre, entouré de charniers, couverts et percés intérieurement par des arcades surbaissées (...) Sur les murs de clôture, dans le fond des charniers, seraient peintes de pareilles arcades, dans l'enfoncement desquelles seraient contenus les cénotaphes des familles qui auraient rendu quelque service à la ville, et au-dessous seraient construites des catacombes particulières destinées à leur sépulture. Au-dessus de ces charniers s'élèveraient des galeries propres à contenir indistinctement les ossements des fidèles qui auraient anciennement été inhumés dans le Cimetière proprement dit ; ces galeries seraient terminées par des toitures assez élevées et couvertes d'ardoises »¹²¹. La coupe que nous décrit Blondel est presque identique à celle des arcades des Saints-Innocents : inhumation en partie basse, promenade au niveau du sol, ossements dans la partie supérieure qui sert de couverture. Notons toutefois que Blondel parle de deux galeries superposées, dont la plus basse est nommée charnier. Il est probable qu'il nomme également « galerie » l'espace sous toiture afin de le considérer différemment de l'espace résiduel employé pendant l'Ancien Régime. Il pense ainsi un espace conçu spécifiquement pour abriter les ossements, avec sans doute une toiture surélevée. Comme le rappelle Antoine Picon, bien que la théorie de Blondel exprime des intuitions novatrices, elle propose également une architecture très hiérarchisée non sans rappeler les conditions sociales d'Ancien Régime et un certain idéal classique de rigueur. De même Patte, le plus classique des théoriciens selon Picon, se rapproche de Blondel sur la question de la distribution en général et plus particulièrement de la galerie concernant le cimetière. On observe ainsi que l'espace de la galerie est celui sur lequel les architectes s'appuient en premier pour structurer et hiérarchiser le nouveau cimetière.

¹¹⁹ LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. La Haye, Paris : Desaint, 1765. p.237

¹²⁰ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture, ou traité De la décoration, distribution et construction des bâtiments ; contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes, par J.-F. Blondel*. Tome second. Paris : Desaint, 1771. p.315

¹²¹ Ibidem. p.340

Il est vrai que les réflexions de Laugier et Blondel font apparaître un rapport de proximité avec le lieu de culte puisque la loi qui impose les cimetières à l'extérieur de la ville n'est pas encore appliquée. Mais le motif de galerie subsiste dans la réflexion sur le cimetière extra-muros. On peut ainsi penser que c'est une typologie héritée de l'architecture religieuse plus précisément du cloître, qui a été transposée au cimetière communal. Il n'y a donc là aucune nouveauté dans le traitement proposé pour la périphérie du cimetière. Les réflexions sur la forme du cimetière manifestent des traditions fortement ancrées. En effet, la vraie remise en cause concerne l'exclusion des espaces funéraires des villes et l'isolement de la fonction funéraire de toute autre fonction.

Une architecture symbolique

La prise de conscience de la nature spécifique de ce lieu, comme un lieu du souvenir et non de stockage amène les architectes et les penseurs à réfléchir sur le type d'architecture adapté à cet espace. Ainsi, Charles Gabriel Porée, en 1743, propose d'envisager un quatrième type d'architecture qui s'ajouterait à l'architecture civile, navale et militaire pour englober l'architecture funéraire. L'énoncé de cette notion est essentielle dans le débat qui suit car il permet d'expliquer les recherches formelles et leur volonté de qualifier un nouvel espace.

Tout au long de sa description, Blondel évoque la même notion : celle d'une architecture qui génère des émotions propres à cet espace. Ainsi, en parlant de la toiture de la galerie, il précise : « dont la teinte sombre ne contribuerait pas peu à donner à tout cet ensemble un air lugubre, capable d'annoncer au premier coup d'œil ce séjour de ténèbres. »¹²² Puis plus loin, s'agissant du traitement du préau, il envisage un jeu de nivellement : « On prendrait soin de tenir le sol du préau de deux ou trois pieds au-dessous de celui des charniers (...) cette inégalité de sol contribuerait, en quelque sorte, à donner à ces monuments un caractère distinctif, capable de retracer aux vivants l'image du séjour terrible, mais inévitable. »¹²³ Blondel donne une description très détaillée du cimetière modèle. Il fait des prescriptions de colorimétrie, de volumétrie et de traitement du terrain qui ont une même vocation : suggérer une émotion en adéquation avec le lieu. Plus que la composition, c'est l'architecture du lieu qui caractérise sa fonction.

Cette réflexion sur le vocabulaire architectural funéraire est également développée par Boullée, poursuivant l'enseignement de Blondel, bien que projetant pour des monuments funéraires et non des cimetières. En effet, Boullée propose une architecture qu'il qualifie d'ensevelie, une architecture des ombres. Cependant son regard est tourné vers la redéfinition du rapport des grands hommes avec la mort. Avec l'éloignement des cimetières du centre des villes et la fin des inhumations dans les lieux de cultes, c'est la notion de sacré qui est en cause mais également la place du souvenir des personnages illustres. Cependant, le travail de Boullée sur les cénotaphes exploite également la thématique de l'enceinte et de la centralité. Toutefois, l'usage de ces volumes propose davantage une lecture des formes géométriques autonomes et uniques, liée à la spécificité du programme. Notre sujet étant la forme des espaces d'inhumation communs et publics, nous ne nous attacherons qu'à retenir le vocabulaire funéraire proposé par Boullée, qui va avoir une influence sur ces successeurs, notamment sur son élève Brongniart.

¹²² BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture, ou traité De la décoration, distribution et construction des bâtiments ; contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes*, par J.-F. Blondel. Tome second. Paris : Desaint, 1771. p.341

¹²³ Ibidem. p.342

Le tombeau, une composante du décor

Pérouse de Montclos dans son ouvrage sur Boullée pose l'architecture funéraire comme un sujet largement traité par la réflexion architecturale. Mais précisons que ce sont surtout les questions de la localisation et de l'expression des tombeaux de grands hommes, à présent exclus des lieux de culte, qui ont été considérées. En effet, un des grands sujets de cette période est le tombeau individuel ou le cénotaphe. Le travail de Boullée, suffisamment développé sur ce point par Pérouse de Montclos, de même que les sujets proposés à l'Académie d'architecture, témoigne de cette préoccupation. L'exploration de cette thématique, qui constitue pour nous une composante du nouveau décor de la mort, reste périphérique à notre travail. Sa prise en compte renforce tout de même l'idée que la construction du citoyen mort se développe parallèlement aux réflexions sur le nouveau cimetière.

Patte et Blondel s'accordent également à dire que le tombeau est une composante essentielle du décor du cimetière. Laugier l'avait également pressenti parlant du spectacle des tombeaux. Pour Patte, implantés les tombeaux en périphérie permet de créer un arrière-plan avec un ornement de qualité : « il ne serait pas impossible que ces endroits ne devissent un des plus curieux des Villes, par l'importance des monumens qu'ils receleraient, et par les chefs-d'œuvre de sculpture, qui pourraient s'y trouver rassemblés. »¹²⁴ Blondel considère le tombeau comme un sujet d'architecture et appui le rôle de l'architecte : « nous avons aussi désiré que l'Architecte donnât les dessins de ces monuments funéraires : nous le répétons ici, parce que nous sommes persuadés qu'il est du ressort de l'Architecture d'en affiner les formes, les proportions et les relations, avec l'ensemble des lieux où ils s'élèvent, et que la Sculpture ensuite doit déployer toutes les ressources, pour que, réunie avec l'Architecture, l'un et l'autre concourent à produire un véritable chef-d'œuvre. »¹²⁵ Le cimetière ainsi que toutes ses composantes sont traités par la théorie. L'architecte y est présenté comme le concepteur de cet espace. De l'ensemble au particulier, tout dans l'espace funéraire concerne l'architecture.

C'est la première fois que l'image de l'espace des morts fait l'objet d'une telle réflexion. Avec l'esprit des Lumières, la théorie propose de poser un regard sur ce sujet et de l'inclure dans les projets qui doivent être traités par l'architecte.

1.2 L'Académie d'Architecture en marge des réflexions

L'architecture funéraire fait partie des sujets abordés à l'Académie Royale d'architecture mais comme le montre l'ouvrage de Pérouse de Montclos sur les prix de Rome,¹²⁶ il reste de second ordre. Aussi, l'approche des étudiants n'apporte pas non plus de remise en question. Il est ainsi évident de resituer l'approche de Pérouse de Montclos qualifiant l'attitude de l'Académie entre tradition et innovation, dans une période où l'ensemble de la proposition architecturale est analysée comme ambiguë par Picon. Les réflexions de l'Académie révèlent donc les préoccupations de son temps, véhiculées par les professeurs. Ainsi, Blondel est considéré comme un des professeurs qui eut le plus d'influence sur cette école. A sa mort, ce n'est autre que Pierre Patte,

¹²⁴ PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Op.cit. p.46

¹²⁵ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture*. Op. cit. p.343

¹²⁶ PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII^e siècle*. Paris : Berger-Levrault, 1984.

qui fut son assistant, qui est chargé de finir son cours et de le publier. Il n'est donc pas vraiment surprenant que leurs théories s'accordent sur de nombreux points.

Un sujet peu traité

À la création de l'Académie en 1671, succède la mise en place des grands prix d'architecture en 1701. À partir de 1763, aux concours annuels primés par le « Grand Prix » s'ajoutent les concours mensuels pour obtenir le « Prix d'émulation », qui ponctuent l'année des élèves en leur offrant un entraînement. Pour motivation supplémentaire, ces concours permettent aux élèves de prétendre à une récompense, qui peut se cumuler avec un séjour à l'Académie de France à Rome.

Les Grands Prix et les Prix d'Emulation qui traitent d'architecture funéraire sont peu nombreux. Pourtant, le sujet religieux – puisque le cimetière dont nous parlons dépend encore de l'Eglise – y est largement représenté, mais uniquement sous l'angle de l'édifice religieux. En effet, le traitement d'une chapelle sépulcrale, d'une église paroissiale, d'un autel ou encore d'un chœur, reviennent de façon régulière. Concernant l'architecture funéraire, celle-ci est davantage traitée par des motifs individuels, comme le tombeau ou le cénotaphe, que comme un tout. Cela reprend une des préoccupations des théoriciens, à savoir le tombeau. Ainsi, le cénotaphe, comme témoin du mérite et de l'honneur, est un sujet que l'on voit réapparaître six fois dans les Concours d'Emulation. Le cénotaphe pour Henri IV, par exemple, est soumis aux élèves à trois reprises (juillet 1765, août 1778, mars 1787).

Pérouse de Montclos établit par ailleurs que l'Académie a à cœur de traiter des sujets d'actualité et qu'elle emprunte parfois des sujets aux grands chantiers de la Ville, d'où les rendus qui oscillent entre réalisme et idéalisme. Pour autant, le cimetière, bien que sujet d'actualité, n'est l'objet que d'un seul Grand Prix et d'un unique Concours d'émulation. Pour cause, les modalités de composition et de constitution des typologies de cet espace sont en pleine mutation. Il va sans dire qu'il aurait été trop complexe de demander à des élèves de se prononcer à la fois sur le fond et sur la forme d'un même sujet. D'autant plus, que l'exigence quant à la qualité et la quantité d'éléments constituant le rendu est particulièrement élevé pour des étudiants. Pérouse de Montclos conclut aussi que ce travail scolaire n'est pas le lieu d'innovation. C'est pourquoi les monuments de commémoration, moins controversés, sont donc plus prisés par l'Académie d'architecture.

Des énoncés orientés

Après la question du sujet, intéressons-nous à la question de l'énoncé. En effet, afin de mieux analyser les réponses des élèves, il convient de bien situer le contexte de production des projets. Les énoncés des programmes d'une grande précision contiennent un degré de détail très important qui n'est pas sans conséquence sur les propositions. Ainsi, Pérouse de Montclos observe que l'énoncé du programme contient souvent les grandes lignes de la composition, laissant peu de place à la conception. Ce constat permet d'une part de comprendre pourquoi les projets d'élèves peuvent être si ressemblants. Ceci explique également pourquoi certains projets rendus présentent de telles ressemblances avec les projets de Boullée, ancien élève de Blondel et auteur de nombreux énoncés à partir de 1778, bien que n'enseignant pas au sein de l'Académie. Les programmes ne sont donc pas anodins, ils guident la production des élèves au travers des références qu'ils portent. Il est donc plus révélateur de s'intéresser, au programme dans un premier temps, aux projets dans un deuxième. On note que les sujets d'architecture funéraire donnent plus l'occasion d'exprimer une vision idéaliste que les autres sujets, qui manifestent un plus grand réalisme.

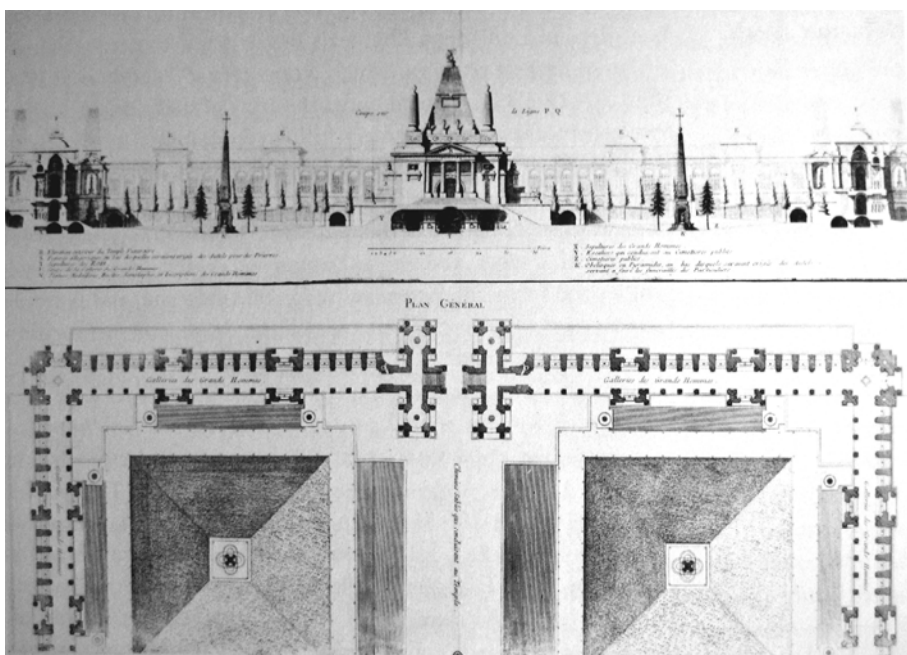
Au vu de ces éléments, portons un regard sur les deux seuls projets de cimetières traités à l'Académie d'Architecture. Le Prix d'émulation de Juin 1766 propose : « ... Le plan, l'élévation et la coupe du projet d'un cimetière destiné à la sépulture des paroissiens d'une de nos principales églises paroissiales, lequel pourrait être érigé à l'extrémité d'un fauxbourg de cette capitale. »¹²⁷ Ce premier énoncé est clair et concis, il contient peu de détails. Toutefois, il suffit à annoncer un parti pris qui reprend les préoccupations du moment, à savoir transférer les cimetières paroissiaux à l'extérieur de la ville. Il s'inscrit donc tout à fait dans l'actualité. Le Grand Prix de 1785 traite d'« Un monument sépulcral pour les souverains d'un grand empire, placé dans une enceinte dans laquelle on disposera des sépultures particulières pour les grands hommes de la nation. Le monument principal aura, dans sa plus grande dimension extérieure, quarante toises ; la plus grande dimension extérieure de l'enceinte sera de cent cinquante toises. Les élèves feront, pour les esquisses, un plan général et une coupe générale qui représentera la façade du monument principal, avec la décoration intérieure de l'enceinte. Ils feront encore une coupe particulière du monument principal, le tout sur une échelle de deux lignes pour toise ; il est permis aux élèves de ne faire pour l'esquisse que la moitié du plan général. L'échelle des desseins au net, pour le plan général, sera de quatre lignes pour toise ; tous les autres desseins seront sur une échelle de huit lignes pour toise ». ¹²⁸ Le programme est cette fois celui d'une nécropole royale, il n'y a pas d'espace public envisagé pour les civils dans ce projet. La précision de la description contraste avec le précédent énoncé. Le principe de composition et les dimensionnements sont déjà établis. On y retrouve l'enclos périphérique ainsi qu'un monument funéraire central qui occupe presque un tiers de la surface globale. C'est dire son importance dans la composition. On comprend que ce complexe est une sorte de cimetière pour privilégié qui doit également accueillir quelques illustres personnages. Notons que le terme utilisé est « monument » et non cimetière, contrairement au précédent énoncé. Pourtant, il est bien question de sépultures. Enfin, après cet énoncé dirigiste, il reste à l'étudiant un choix d'ordre esthétique.

La voie du maître derrière les élèves

Concernant les propositions des élèves, Pérouse de Montclos rappelle la grande part d'influence de leurs maîtres respectifs ainsi qu'une forte volonté de leur part de répondre aux attentes du jury. Le résultat est sans doute donc bien plus révélateur de l'esprit de ce que l'on enseignait à l'école que de la personnalité originale de chaque étudiant. Cela est donc particulièrement intéressant sachant que Blondel ne concevra pas de projet de cimetière. Les travaux d'étudiant pourront nous servir à illustrer sa théorie. Pérouse de Montclos observe de plus que les années au cours desquelles il enseigne (1762-1774) marquent fortement les concours. Dans le rendu de l'élève, on sent toujours l'influence du maître. Cela se traduit de multiples manières : par l'ajout de citations du maître, ou par une référence visuelle aux projets de son maître, et peut aller jusqu'à l'illustration des propos même du maître dans la conception.

¹²⁷ *Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture*. t.VII. Paris : H.Lemonnier, 1911-1929. p.265. cité par PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIIIe siècle*. Paris : Berger-Levrault, 1984. p.83.

¹²⁸ *Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture*. t.IX. Paris : H.Lemonnier, 1911-1929. p.155. cité par PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIIIe siècle*. Paris : Berger-Levrault, 1984. p.193.

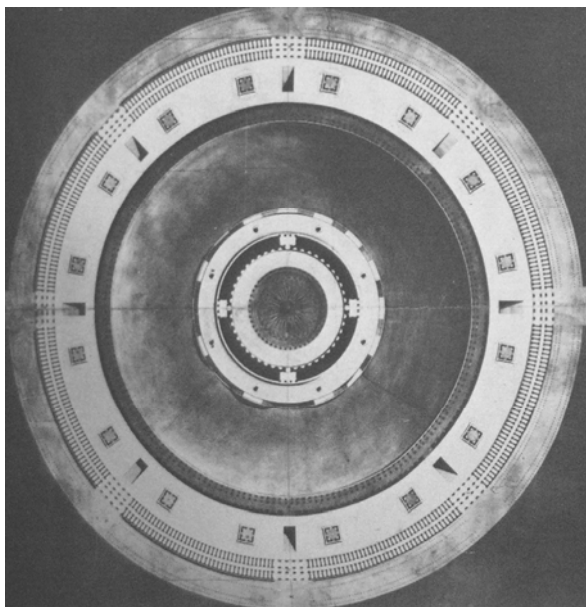


Desprez, Prix d'émulation, 1766, Cimetière paroissial de la capitale.
 Dans Etlin, *The architecture of death*.

Le projet de Desprez pour le prix d'émulation de 1766, dépasse l'énoncé de départ allant jusqu'à préfigurer celui de 1785 pour une nécropole royale. En effet, sur l'élévation principale, il intitule son projet « Projet d'un temple funéraire Destiné à honorer les Cendres de Rois et des Grands Hommes ». Il propose ainsi un ensemble bien plus conséquent que celui attendu, dans lequel le cimetière public devient un prétexte. Il propose une composition très géométrique, inspirée des jardins clos italiens, dans une large enceinte composée de sépultures « pour des grands hommes ». Le centre est marqué par un temple funéraire qui abrite les sépultures de la famille royale. On retrouve donc de façon évidente le traitement de l'enceinte et du centre, tel qu'abordés par les traités d'architecture. Entre ce temple et la galerie, l'espace intermédiaire est constitué par le cimetière public. Il est divisé en quatre sortes de parterres. Chacun possède son propre espace pour les rites de funérailles, matérialisé par un obélisque, dernière étape de la procession funéraire. Desprez met en scène un parcours séquentiel qui fait progresser le visiteur vers les profondeurs du cimetière, grâce à un jeu de nivellement. L'ensemble est caractérisé par la régularité et la symétrie. On y retrouve des principes de traitement de « l'architecture funéraire » conseillés par Blondel, et proches de ceux suggérés par l'Abbé Porée. En effet, dans son *Cours*, Blondel indique enseigner le principe d'une architecture funéraire « capable de retracer aux vivants l'image du séjour terrible, mais inévitable, que nous devons habiter après la mort. »¹²⁹ Il poursuit en indiquant que le projet de Desprez, inspiré de cette idée, est fort intéressant. En l'absence d'élément sur le cimetière précité par Blondel, nous pouvons donc avoir une idée de ce que le maître en retenait, en regardant le projet de Desprez. Ce projet propose une image de la mort qui fait à la fois écho à l'idéal chrétien et à l'idéal humaniste. En effet, la décoration et le statuaire font plutôt référence à la conception chrétienne de la Mort. La répartition des espaces

¹²⁹ BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture*. Op.cit. p. 342

d'inhumation, quant à elle, manifeste une conception humaniste de l'espace funéraire. Ainsi, les différents niveaux de sol marquent une distinction des espaces d'inhumation, attribués au mérite. Notons que l'aspect réglementaire est intégré, excepté concernant les végétaux puisque Desprez prend la liberté d'implanter des arbres pour marquer le pourtour du cimetière public et de l'espace de funérailles, alors que la loi ne le tolère pas encore. Pérouse de Montclos souligne par ailleurs que jusqu'en 1775, les projets doivent être dessinés en géométral, sans référence au site et ne comporter des arbres que si le programme l'exige.¹³⁰ La présence du végétal marque donc une association du motif végétal avec le programme proposé.



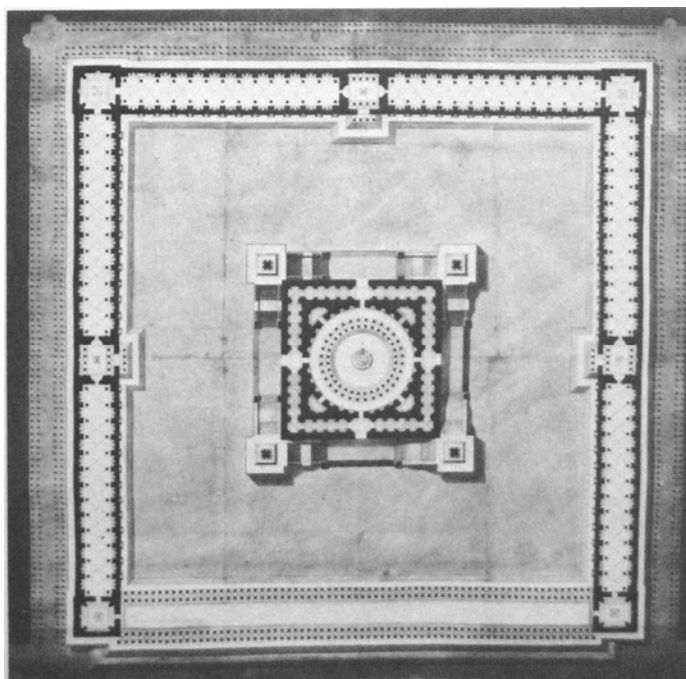
Fontaine, Grand Prix de Rome, 1785, Nécropole royale.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

Le second Prix de 1785, remporté par Fontaine, nous présente une composition qui correspond aussi à la description de Blondel. L'expression dramatique, poussée jusqu'à l'expression graphique du rendu de projet, fait quant à elle plus spécifiquement référence à Boullée. La façade assombrie par l'orage et la coupe éclatante de lumière, rappellent les vues de jour et de nuit des projets de Boullée.¹³¹ L'espace funéraire proposé est à la frontière du paysage et de l'architecture. Les volumes, hors d'échelle humaine inspirent humilité, crainte et effroi. Nous sommes bien loin du paysage funéraire d'Ancien Régime. L'échelle et la forme y sont opposées. Le rapport à la ville en est absent, tout comme le rapport à la vie. Le seul élément qui rappelle la forme du cimetière d'Ancien Régime est le modèle de la galerie, qui y est réutilisé. Ce projet est particulièrement marqué par la notion de sublime, concept prédominant à partir des années 1780. L'architecture funéraire se montre d'ailleurs très propice à l'expression de ce concept. Le projet de Fontaine, est lui aussi composé autour d'une géométrie simple et régulière, constituée d'une pyramide conique tronquée au-dessous de laquelle sont placés les corps. Cependant, l'organisation du plan sur une

¹³⁰ PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome*. Op.cit. p.28

¹³¹ Projet de cénotaphe pour Turenne, coupe et élévation du projet de cénotaphe à Newton en 1784

base circulaire le démarque des autres. Pour autant, le motif de la galerie en périphérie et du monument remarquable au centre, suivent un principe dicté par les traités. Mise en scène, la pyramide s'intègre avec harmonie dans la composition, en même tant qu'elle impressionne par le mystère et la puissance qu'elle dégage. En enterrant la base de ce monument, Fontaine adhère encore aux principes de Blondel, qu'il renforce par un jeu de nivellement, qui se développe au fil du parcours. Le cheminement séquentiel propose un traitement de l'espace intermédiaire entre la périphérie et le centre fortement marqués. Il s'agit d'un espace déambulatoire. L'architecture et la nature montrent une réelle fusion au travers de ce projet. C'est peut-être pour cette vision novatrice que Fontaine sera destitué du premier prix au profit de Moreau. Halévy, professeur à l'Académie, nous rapporte que l'unique voie qui aurait fait la différence entre les deux premiers concurrents a soulevé l'indignation des élèves contre ce jugement¹³². Le projet de Fontaine étant d'une qualité et d'une expression bien supérieure au projet proposé par Moreau. Retenons essentiellement de ce projet, que l'image de la Mort a changé. L'espace funéraire peut générer des propositions fortes qui reflètent toute la charge émotionnelle qui y est attachée. L'architecture civile prend ainsi le relais pour exprimer une vision de la Mort, détachée de la religion.



Moreau, Grand Prix de Rome, 1785, Nécropole royale.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

Le projet de Moreau pour le Grand Prix de 1785, est de conception plus classique, pour un principe de composition identique, à savoir chapelle au centre et galerie en périphérie. On note là encore que les projets des élèves sont guidés par l'enseignement qu'ils reçoivent, et donc plus particulièrement par la théorie de Blondel. Alors que le projet de Fontaine s'organise avec un jeu

¹³² F.F. HALEVY. *Fontaine*. 1854. p.15. cité par PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIIIe siècle*. Paris : Berger-Levrault, 1984. p.194

de courbes, celui de Moreau est dessiné sur une série de plans carrés imbriqués. Il présente une mise en scène moins dramatique de la mort.

Ces deux projets traduisent un héritage de la tradition classique, au travers de la composition de plans symétriques et de l'utilisation de formes d'inspiration antique, comme la pyramide ou l'obélisque. L'autre point commun à ces travaux est constitué par les proportions qui se détachent de l'échelle humaine, qui peut là encore avoir été induit par les dimensionnements proposés dans l'énoncé.

On peut conclure sur la production académique en disant qu'elle exprime une vision de la mort plutôt humaniste qui met en valeur la notion d'honneur et de mérite, avec une place importante laissée à la commémoration. La composition présente un style inspiré de l'architecture antique, qui emprunte aussi beaucoup à l'art des jardins italiens. Elle reflète également parfaitement l'esprit des Lumières qui, comme le disait Laugier, aime mettre en scène l'entrée de la ville. On retrouve d'ailleurs là l'influence de Rome avec la Via Appia. Rappelons cependant que la vocation de l'Académie est de perpétuer une tradition de l'architecture française ; le classicisme. Elle le fait au travers de son enseignement seulement, puisqu'elle ne produit aucune publication.

Comme l'établi Pérouse de Montclos, il y a une distance entre le monde de la pratique et les idées véhiculées par l'Académie. Selon l'auteur, derrière le principal argument de condamnation de l'Académie, à savoir l'élitisme, existe un sujet d'accusation secondaire : avoir écarté l'aspect technique du métier d'architecte et davantage perpétué un apprentissage basé sur le dessin. Mais comme le replace Quatremère de Quincy, cette remarque est liée à un contexte plus général : « Les modernes architectes semblent avoir fait un art particulier de dessiner l'architecture. Je crois que cet art s'est accru ou perfectionné en raison inverse du nombre de travaux et d'édifices qui s'exécutent... Depuis l'art s'est divisé...en invention et en exécution : depuis qu'il s'est trouvé des hommes qui inventent ou composent sans savoir construire et d'autres qui ne savent qu'inventer, il a bien fallu des dessins plus rendus, plus précieux et plus finis ». ¹³³ Notons enfin, que la nature même des concours favorise les talents de dessinateurs. Ceci explique que parmi les noms primés ne figurent pas forcément de grandes carrières. Boulée n'a jamais été primé. Le seul architecte cité ici dont nous retrouverons le nom, qui plus est concernant un projet de cimetière, est Fontaine.

La production de l'Académie d'architecture reste donc en marge du mouvement de réflexion sur l'image de la nécropole. Elle exclut pour le moins les questions techniques et hygiénistes pour ne s'attacher qu'à l'image, ou plutôt à l'expression de cette image. Ce qu'elle fait ressortir est l'amorce d'une réflexion entre paysage et monumentalité.

1.3 Propositions spontanées en réaction à la codification réglementaire

La non application des Arrêts soulève l'indignation générale. En réaction à cet immobilisme, un certain nombre de projets sont proposés, par des architectes, des promoteurs, ainsi que des religieux. Ils dénoncent les failles de la législation. Ces projets sont autant de revendications et de remise en cause qui viennent compléter les réflexions théoriques. D'une part, on observe que leurs réflexions se focalisent sur la possibilité et la manière d'établir des distinctions sociales. D'autre part, on voit se dessiner la question sous-jacente et non moins essentielle du nombre de cimetière.

¹³³ *Encyclopédie méthodique*. T.II. Article « Dessiner ». QUATREMERE DE QUINCY. An IX. cité par PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIIIe siècle*. Paris : Berger-Levrault, 1984. p.29

Contre le stockage provisoire des corps

La création du dépôt imposée par les textes est une des oppositions principales de l'Eglise. Grâce à un projet soumis par un membre de la communauté religieuse, nous pouvons comprendre les enjeux projectuels de cette thématique, au-delà de l'aspect financier précédemment développé.

Un projet de 1768, exposé sous le titre satyrique *Etrennes aux vivants et aux morts, ou Projet utile partout où l'on est mortel* fait ressortir les principales critiques faites à l'Arrêt de 1765 afin d'appuyer une proposition novatrice. L'auteur de cet ouvrage, présumé être l'Abbé Coyer¹³⁴, définit l'intérêt de sa proposition de la sorte : « C'est pour suppléer au silence de ces projecteurs faméliques, qu'un Parisien désintéressé ose élever la voix pour proposer très-humblement son avis ; déclarant n'avoir en vue que la plus grande satisfaction des Vivants et la parfaite tranquillité de ceux qui le ne sont plus »¹³⁵ L'abbé Gabriel-François Coyer, homme de lettres aux publications controversées, est connu pour défendre des points de vue propres aux réflexions des Lumières avec un style pour le moins ironique. Pour lui, aucun des grands écrivains ou penseurs de l'époque n'ont été à même de proposer une solution digne de ce nom aux magistrats. Après une étude détaillée des différentes places que tient l'espace funéraire dans de nombreuses autres cultures, il établit que la place des morts est communément admise comme étant hors de l'espace des vivants : « Rien n'est donc plus naturel et plus conforme au sens commun que de choisir pour les Morts une place où ils ne puissent pas nuire aux Vivants ». Partant de ce constat, il dénonce la situation trop longtemps admise en France et les aspects de l'Arrêt de 1765 qui ne feront que reproduire ce système.

Ainsi, une de ses principales attaques concerne la question du dépôt. L'Abbé Coyer remet totalement en cause l'idée d'implanter dans la ville un lieu de stockage des cadavres, qui ne peut faire que générer les mêmes inconvénients au cœur des habitations que le cimetière. La réunion des morts de plusieurs paroisses dans un même espace urbain constituerait, selon lui, un foyer d'infection impensable. Dans un second temps, ce principe mène à s'interroger sur la manière de transporter ces corps jusqu'au cimetière. Là encore, l'auteur pense que le nombre très important des décès rend obligatoire un mode de transport collectif, voir massif. Ceci ne sera pas accepté par les plus riches, qui ne voudront se mélanger dans des convois, au reste de la population. La quantité et la distance des transports - pour atteindre des cimetières éloignés - paraît également compromettre cet usage.

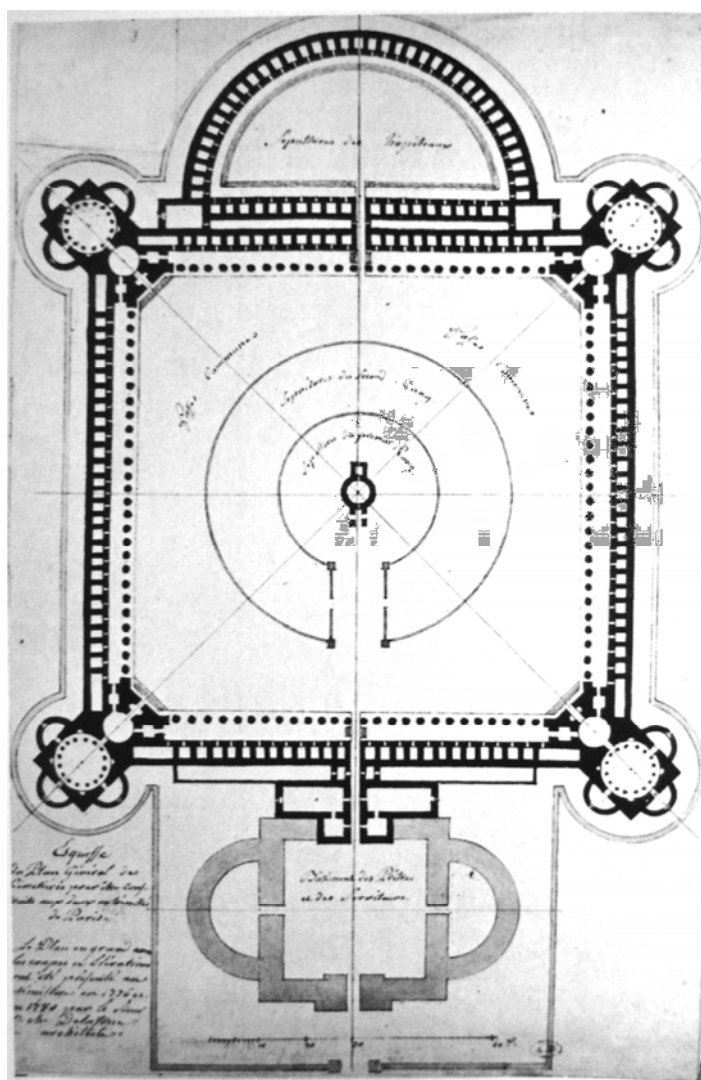
Pour faire suite à cette dénonciation, l'auteur propose une hypothèse relativement surprenante. Il imagine une sorte de bâtiment funéraire naviguant sur la Seine, qui jouerait à la fois le rôle d'espace transitoire et de mode de transport pour se rendre au cimetière. Cet entrepôt flottant rassemblerait et centraliserait les dépouilles de toutes les paroisses avant de faire un voyage commun vers le cimetière. Les paroisses éloignées du cours de la rivière y mèneraient leurs défunts par voitures spécialement aménagées pour les transports de corps multiples. Les plus fortunés pourraient bénéficier de barques particulières pour accéder directement au cimetière, ce qui leur offrirait la possibilité de se distinguer. La proposition faite dans cet ouvrage est pour le moins innovante et l'on verra qu'elle trouve des échos dans les projets futurs. Elle vise à provoquer les instances décisionnaires afin de susciter une évolution de la situation.

¹³⁴ De nombreux auteurs attribuent cette publication à l'Abbé Coyer. Voir THIBAUT PAYEN, Jacqueline. *Les morts, l'Eglise et l'Etat*. Recherches d'histoire administrative sur la sépulture et les cimetières dans le ressort du parlement de Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles. Paris : F.Lanore, 1977. p.218 et Dr Gannal, op.cit.p.39. L'exemplaire de la bibliothèque historique de Paris porte une mention manuscrite « Par l'Abbé Coyer ».

¹³⁵ Abbé COYER. *Etrennes aux morts et aux vivants, ou projet utile partout où l'on est mortel*. A la vallée de Josaphat : 1768. p.2

Pour une hiérarchie sociale respectée

Nous avons vu que la nouvelle manière de penser l'espace funéraire sert l'organisation d'un ordre social indispensable au fonctionnement du cimetière. De la même manière, elle manifeste la volonté de répondre à un déroulement des funérailles bouleversé. Cependant l'Arrêt de Mai 1765 proscriit les constructions autres que la chapelle et le logement du concierge, dans l'enceinte du cimetière. Ce qui exclut la galerie. Or, les projets des architectes traduisent bien la nécessité de manifester les distinctions sociales par des dispositifs architecturés. Leurs projets militent donc en faveur de la création d'espace bâti et plus particulièrement du maintien de la galerie.



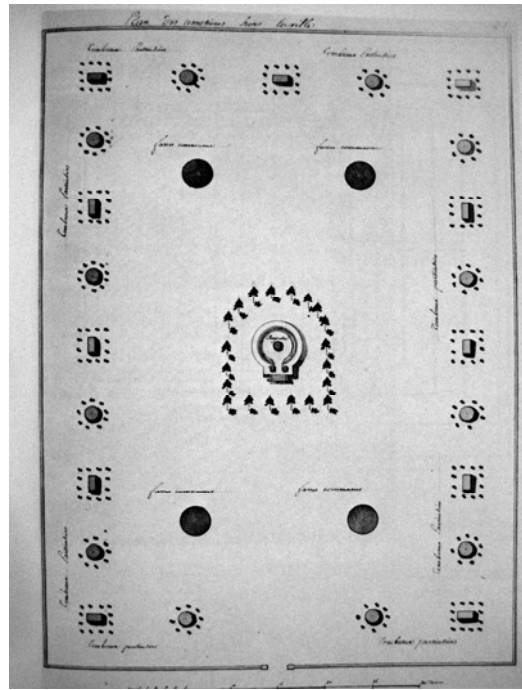
Delafosse, Projet de cimetière, 1776.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

Delafosse, architecte et dessinateur en chef du Roi en Corse, fait sa première proposition de cimetière pour Paris en 1776¹³⁶, après la Déclaration royale de la même année. Rappelons que cette Déclaration ne statue pas plus sur le cas parisien que sur la forme du cimetière. La composition d'ensemble de Delafosse s'organise dans un carré principal constitué par la galerie, dans laquelle et autour de laquelle, s'articulent divers espaces. La galerie a donc un rôle structurant dans cette composition. L'entrée de la nécropole se fait par un corps de bâtiment, destiné aux prêtres et serviteurs, qui ménage une cour. Cette cour, premier espace du cimetière, fait la transition avec l'extérieur en offrant au visiteur ne pas être directement en confrontation avec l'espace funéraire. Cette dilatation de l'espace, permet d'aménager une vraie transition entre la ville et la nécropole. Car si les nouveaux projets proposent des formes isolées, il n'en reste pas moins que se pose de façon évidente la question de traiter le passage d'un monde à l'autre. Comment rentre-t-on dans cet espace ? Comment identifie-t-on cet espace ? Ceci ramène à la notion d'image, dans le sens identification. A cette problématique, Delafosse propose une entrée unique dont la conception organise un parcours progressif depuis l'espace des vivants jusqu'à l'espace des morts. L'entrée du cimetière et celle de l'espace d'inhumation sont ainsi dissociées.

Nous pénétrons ensuite dans l'espace principal, dédié aux inhumations. Delafosse prend soin de caractériser différemment la zone réservée à chaque classe sociale. Ainsi, l'espace privilégié de la galerie est dédié aux riches sépultures avec un degré de standing supplémentaire pour les chapelles privatives érigées dans les angles. L'espace intermédiaire entre la galerie et la chapelle centrale, bien que plus modeste, contient également des nuances. Des zones circulaires concentriques, qui délimitent les divers espaces d'inhumation, y sont organisées autour de la chapelle : fosses communes, sépultures de second rang, sépultures de premier rang. Plus celles-ci se trouvent proches de la chapelle située au centre, plus elles sont privilégiées. Enfin, à l'extrémité opposée de l'entrée sont reléguées les sépultures des hôpitaux, dans une zone semi-circulaire greffée contre l'enceinte. L'ensemble est clos par un mur d'enceinte dissocié de la galerie. Il ne suit donc pas directement le tracé de celle-ci mais ménage dans l'enceinte de la nécropole des petits espaces de dilatation, notamment au niveau de l'entrée. La galerie trouve dans ce premier projet de Delafosse, comme dans le deuxième qu'il proposera en 1782, une forme d'indépendance. Elle ne sert que de dispositif d'inhumation. La chapelle centrale, quant à elle, est conçue spécifiquement pour sa fonction funéraire avec un vaste vestibule couvert, qui permet aux convois d'y pénétrer tout en étant protégés des intempéries. Frédéric Bertrand voit dans la composition et la répartition des différents espaces de ce projet (isolement des hôpitaux, chapelle et église, maison du gardien) une refonte du cimetière des Saints-Innocents avec une rigueur géométrique nouvelle mais dont les fonctions ne sont pas repensées.¹³⁷ Il est vrai que c'est davantage le rapport entre les fonctions et leur réorganisation qui apportent une grande qualité à cette proposition.

¹³⁶ DELAFOSSE. *Plan de cimetière*. 1776. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.72

¹³⁷ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003. p.33



Pêrard de Montreuil, Projet de cimetière, 1777.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

En opposition, la démarche de Pêrard, illustre les conséquences du respect de la règle. Pêrard de Montreuil, architecte du comte d'Artois, propose au Gouvernement, en 1777, un « Plan de nouveaux cimetières » assorti d'une proposition de dépositaires. Dans le mémoire qui accompagne son projet, il expose sa volonté de créer quatre nouveaux cimetières de 3600 toises chacun. L'architecte propose ainsi une solution pour répondre à l'urgence de la situation parisienne. « Une société d'honnêtes citoyens s'est préoccupée de la recherche de différents lieux propres à recevoir les funérailles, sans que les habitants de cette ville puissent en être incommodés. Pleins de respect pour les dispositions des arrêts du Parlement, elle s'y est assujettie autant qu'il luy a été possible. »¹³⁸ En effet, Pêrard présente un projet qui reste dans les prescriptions légales. Tout d'abord, il tient compte de la création imposée des lieux de dépôt et en précise les emplacements. Le plan, sobre et simple, est rectangulaire. Le principe de répartition des espaces est classique : les riches tombeaux en périphérie, proches du mur de clôture, la chapelle en position centrale, et dans l'espace intermédiaire, les fosses communes. Il présente ensuite un des rares projets qui respectent l'interdiction de la galerie au profit d'espaces d'inhumation individuels séparés, constitués par des tombeaux particuliers. Sa proposition illustre ainsi les limites de la réglementation puisque la continuité architecturale n'est pas marquée dans ce projet. L'espace est plutôt ponctué de figures autonomes et variées, se développant en périphérie, qui traduisent davantage la singularité de chaque sépulture. L'emplacement des fosses y est précisé, matérialisé par un rond qui ne peut pas avoir valeur de réalité physique. Paradoxalement, afin de renforcer le marquage spatial des emplacements, il propose l'usage de végétaux, pourtant proscrits. C'est ainsi le premier projet à faire usage de la végétation. On observe ainsi que l'aspect juridique encadre la

¹³⁸ PERARD DE MONTREUIL. *Mémoire*. Fonds Joly de Fleury 1207. *Cimetières de Paris, I, Déclarations de 1763 à 1765*. F°7-12.

Il s'agit de la version originale manuscrite dont la version corrigée est présentée à l'administration en 1777. *Mémoire* reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.173-182 des pièces justificatives

pratique mais n'empêche pas la réflexion. Les architectes transgressant l'interdiction d'espace architecturé comme ceux qui transgressent l'interdiction des végétaux, traduisent l'importance de ces deux éléments dans la conception, prouvant que ce ne sont pas les textes qui font la forme.

Pérard rédige une première version manuscrite de son mémoire en 1765. Par la suite, il complète cet écrit, sans en changer les propositions. Ainsi, il y intègre des références aux Arrêts pris par le Parlement après 1765 ainsi qu'à l'Ordonnance de Loménie de Brienne en 1775 contre les inhumations dans les églises. Concernant sa proposition d'aménagement des textes, la deuxième version, plus précise, se montre aussi plus sévère en matière d'inhumation dans les églises et de transfert loin de la ville. Ce mémoire arrangé est présenté à l'administration en 1777, par le biais du Lieutenant Lenoir.¹³⁹ Il semble cependant avoir été finalisé avant l'Arrêt de 1776 dont il ne parle pas. La réflexion sur ce projet ayant donc débuté avant les premiers textes peut expliquer le parti frileux et l'absence de galerie.

Dans ces deux versions de mémoire, Pérard insère des sujétions d'ajouts ou de modifications des précédents Arrêts. Sa proposition de plan jointe au mémoire montre une conscience de la nécessité de préserver les différences sociales. Il envisage ainsi des espaces particuliers réservés aux ecclésiastiques, aux nobles ainsi qu'à tous ceux qui peuvent se le permettre. Pourtant son plan ne montre pas en quoi il permet de répondre à cette nécessité. Le nombre de sépultures qu'il y fait apparaître et la taille des fosses sont improbables. Bien moins structuré que le plan de Delafosse, il apparaît plutôt comme un principe d'implantation des sépultures, dont aucun dispositif ne permet la gestion véritable. L'intervention de l'architecte n'est que peu perceptible dans ce projet. On sent donc bien en comparaison avec la proposition de Delafosse que l'absence du motif de la galerie ou de tout autre dispositif bâti ne permet pas d'organiser l'espace.

Les possibilités architecturales libérées par l'Arrêt de 1782

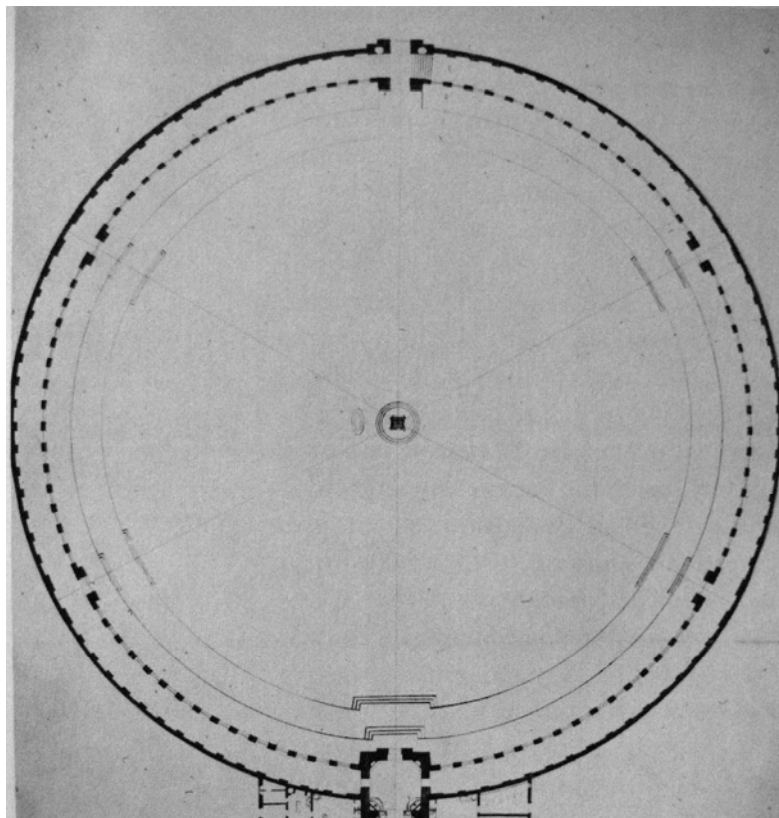
L'Arrêt du Parlement de 1782, vient abroger l'interdiction de bâtir instaurée par l'Arrêt du 21 Mai 1765 et compléter la Déclaration royale de 1776. En effet, il permet l'aménagement d'une galerie périphérique constituée d'arcade destinée aux sépultures privées. De plus, il tolère l'implantation de tombes individuelles près de la galerie. La loi prend donc en compte les propositions et réflexions des architectes sur le sujet en autorisant l'organisation spatiale de distinctions sociales. Ainsi, les projets qui suivent font apparaître clairement la tripartition d'Ancien Régime.

Capron, associé à un groupe d'entrepreneur, présente en Décembre 1782 une proposition qui retient les faveurs du Parlement¹⁴⁰. Son projet offre une parfaite illustration de l'Arrêt du Parlement. Son plan est composé sur la base de quatre cercles concentriques, formant trois anneaux, qui marquent autant de séparatifs aux espaces attribués à chaque classe sociale. L'anneau extérieur est constitué par la galerie destinée aux sépultures en caveau. Les deux autres sont attribués aux sépultures individuelles construites. Enfin, l'espace central, divisé en quatre, est consacré aux fosses communes. Un jeu de niveaux permet de distinguer ces trois zones et de renforcer leur différence. Le centre est marqué par un obélisque dont la fondation accueille un oratoire entouré de huit caveaux d'exception. En opposition au projet de Fontaine, la proposition de Capron fait de l'espace intermédiaire entre la galerie et le centre, un espace d'inhumation, un

¹³⁹ Lieutenant LENOIR. Lettre à M.Amelot, Ministre de la maison du Roi et de Paris. Paris, 19 Juillet 1777. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.183 des pièces justificatives

¹⁴⁰ CAPRON. Plan de cimetière. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.89

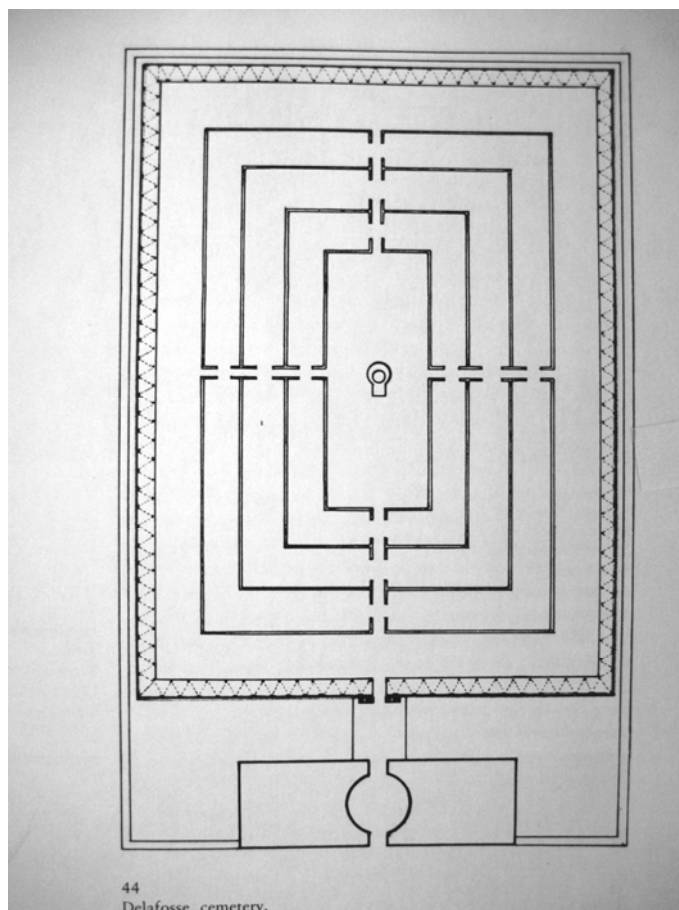
espace statique donc. Le choix de la forme circulaire, parti pris classique,¹⁴¹ n'est pas anodin puisqu'il répond à une des préoccupations centrales de cette période, à savoir l'hygiène. Ainsi, ce type de projets s'inscrit dans la recherche des architectes et des médecins sur les formes les plus adaptées et les plus économes.¹⁴² Notons la forte ressemblance avec le plan proposé par Fontaine en 1785 pour le Grand Prix de Rome. Toutefois, le plan de Capron propose une hiérarchie avec une entrée principale et une secondaire. Ainsi, aucun coin ne peut s'interposer à la bonne circulation de l'air et à l'évacuation des airs pollués. Dans le texte d'accompagnement du plan, l'équipe de Capron désigne l'ensemble du concept proposé sous le terme « Catacombes ». Ceci est pour le moins surprenant car si les inhumations se font évidemment au-dessous du niveau du sol, le reste du projet n'est pas du tout enterré. On peut donc considérer cette dénomination comme une référence aux catacombes romaines et donc une volonté de symboliser une sorte de prestige du lieu d'inhumation. Pour le reste, la présentation du dispositif se base essentiellement sur un calcul de la superficie et du nombre de sépultures. La conclusion de ce rapport est la suivante : « Si cette partie forme à peu près le nombre des morts pour une année commune dans la capitale, on se verra donc obligé de rouvrir la terre pour faire de nouvelles fosses qu'au bout de 20 ans, et tous les corps seront alors absolument consommés puisque d'après plusieurs expériences, dix années suffisent



Capron, Projet de catacombes, 1782.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

¹⁴¹ DURAND, Jean-Nicolas-Louis. *Recueil et parallèle des édifices de tout genre, anciens et modernes, remarquables par leur beauté, par leur grandeur ou par leur singularité, et dessinés sur une même échelle*. Paris : 1801.

¹⁴² BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003.p.35
Vagues de projets (1772-1788) présentés à la suite de l'incendie de l'Hotel Dieu.



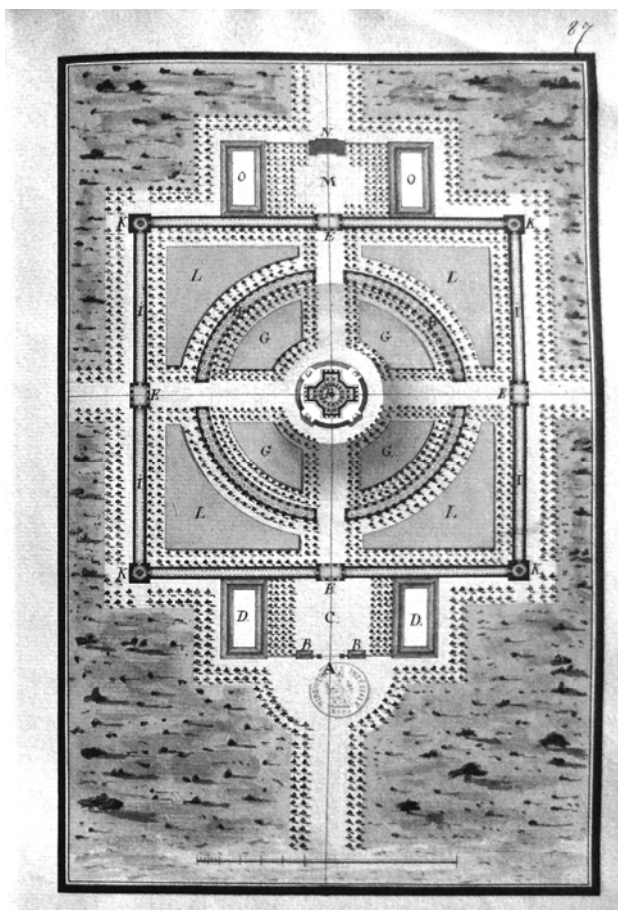
Delafosse, Projet de cimetière général, 1782.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

À cette occasion, Delafosse fait une proposition plus subtile, mais qui ne sera pas retenue¹⁴³. Associé lui aussi à un groupe d'entrepreneurs, il fait sa seconde proposition de cimetière, qui apparaît comme une amélioration de la précédente proposition datant de 1776. Dans le texte qui accompagne ce nouveau projet¹⁴⁴, l'auteur explique comment ce cimetière unique, avec une superficie de 16 arpents, permet de porter le délai de renouvellement des fosses à plus de 25 ans. La composition générale suit le même principe que le premier projet mais gagne en clarté et en simplicité. Delafosse organise une hiérarchie entre les espaces grâce à la démultiplication des enceintes. Ce sont les espaces d'inhumation qui sont délimités, pas les parcours. Les différents espaces d'inhumation attribués à chaque classe sociale sont davantage marqués, en même temps qu'ils présentent des déclinaisons supplémentaires. En effet, la composition s'organise sur la base d'une imbrication d'enceintes rectangulaires concentriques, dont la plus grande est constituée par l'enceinte extérieure. La place centrale est occupée par une chapelle. Autour de celle-ci sont inhumés les membres du clergé. Les deux espaces suivants sont attribués aux grandes sépultures,

¹⁴³ DELAFOSSE. Plan. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.85

¹⁴⁴ REGNAULT DE CLOSMOREL. VATINE DE VILLAGRON. KREENFELT DE FLORECK. LE CAUX DE LA TOMBELLE. *Mémoire tendant à l'établissement d'un cimetière général hors Paris*. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.184-195 des pièces justificatives

avec une distinction selon le degré de décoration des convois. Le quatrième espace est consacré aux hôpitaux et à la Charité. On observe que cet espace n'est pas accolé à l'enceinte, comme dans le premier projet de Delafosse, mais intégré aux autres espaces d'inhumation. L'espace contre la galerie est destiné aux fosses particulières, et enfin la galerie elle-même aux sépultures avec dispositif de commémoration. Ce dernier espace aura vocation de se substituer aux inhumations dans les églises. Afin d'assumer les frais liés à la création de ce nouveau cimetière, ce groupement propose d'utiliser une vieille coutume, appliquée à Metz depuis 1222 pour financer la construction des ponts de cette ville. Elle consiste à vendre les plus beaux vêtements du mort. Les quelques bénéfices tirés de cette vente allaient d'ordinaire à des œuvres pieuses. Dans le cas présent, ils permettront d'assumer les dépenses d'acquisition des nouveaux terrains et d'aménagement du cimetière. Ce groupement défend une conception du cimetière et de son architecture pleine de simplicité.



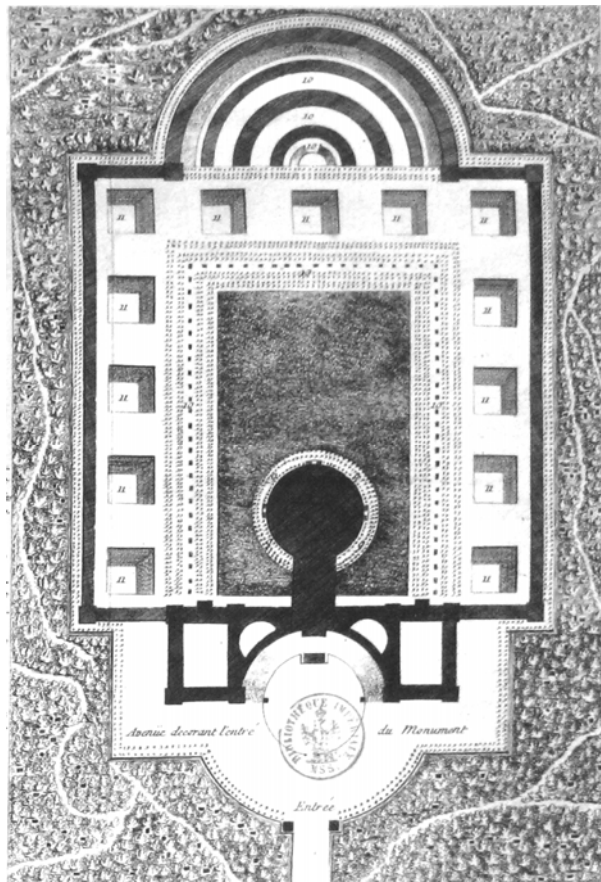
Antoine, Projet de catacombes, 1782.
Fonds Joly de Fleury 1209.

En 1782, Jacques-Denis Antoine associé au promoteur Renou, propose un projet ¹⁴⁵ dont la composition spatiale est très marquée par les nouvelles possibilités réglementaires en matière de distinction sociale des espaces funéraires. Sa conception montre aussi une préoccupation pour le motif végétal, disparu depuis longtemps des cimetières : « Un grand nombre de plantations analogues au caractère du lieu mettra l'ensemble dans l'ordonnance du tout, en même temps que ces arbres rendront l'air plus salubre. »¹⁴⁶ Il utilise de surcroît un principe de composition qui s'inspire largement de l'art des jardins. Avec la réintroduction de la végétation, les projets trouvent une dimension dans laquelle le paysage prend pleinement sa place. Antoine inscrit dans une enceinte carrée, constituée par la galerie, des allées et tracés de parterre qui forment des cercles concentriques. On retrouve, au centre, l'espace de dévotion. Les arbres, d'essences typiquement funéraires, servent à souligner le parcours du visiteur, qui eux-mêmes marquent les limites de chaque espace d'inhumation. L'utilisation des arbres d'alignement rappelle donc directement la composition des jardins anglais du XVII^e siècle. La place de chacun, précisément repérée en plan, manifeste une grande régularité. On peut dire qu'Antoine donne à la galerie périphérique toute sa noblesse en établissant une progression de la périphérie vers le centre, espace le plus pauvre. Cependant, il utilise le cercle inclut dans le carré pour créer une sorte de cimetière dans le cimetière. Ainsi, le cercle possède sa propre galerie et donc son propre espace central. Le cimetière extérieur est consacré aux plus humbles : il est composé de la galerie pour « les citoyens d'un ordre inférieur » et de l'espace central avec des « grands emplacements pour les pauvres ». Le cimetière intérieur, protégé par des portiques fermés consacrés « aux sépultures des grands », accueille en partie centrale des « sépultures des prêtres, religieux et religieuses ». L'ensemble de la composition est désigné là encore par « Catacombe » : « Les catacombes rappelleraient l'ancienne vénération pour les morts, tant par la pompe décente des transports que par le caractère imposant des lieux où la terre va recevoir également dans son sein, mais avec la distinction qu'exige le rang et la célébrité, la dépouille mortelle des citoyens de toutes les classes. »¹⁴⁷ Ce qui est en fait nommé ainsi est constitué par les dispositifs des diverses galeries. En cette période de réflexion sur la forme du cimetière, on constate parallèlement que les auteurs de projets cherchent à trouver un vocabulaire nouveau qui qualifierait l'usage de dispositifs innovants, tout en écartant l'image des charniers d'Ancien Régime.

¹⁴⁵ ANTOINE, Jacques-Denis. *Justification d'un plan d'une catacombe*. Date de publication présumée 1782. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1209. *Cimetières de Paris, III, Déclarations de 1765 à 1787*. F°87.

¹⁴⁶ RENOU Frères. *Mémoire sur la suppression des cimetières de Paris et l'établissement des 4 lieux de sépulture hors de cette capitale et à une certaine distance de ses faubourgs, sans porter aucune atteinte aux droits de l'Eglise et sans jeter le gouvernement dans aucune dépense à cet égard. Projet de cimetières, par M. Renou*. Reproduit par Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours*. Paris : Muzard et fils, 1884. p.197 des pièces justificatives

¹⁴⁷ RENOU Frères. *Mémoire*. Op. cit. p.204 des pièces justificatives



Labrière, Projet de cimetière monumental, 1787.
Fonds Joly de Fleury 1209.

Labrière va plus loin encore dans la gradation des espaces puisqu'il ajoute aux déclinaisons sociales, les distinctions d'usage. Il crée ainsi un espace emprunt d'une nouvelle sensibilité. Cependant, cela est bien plus lisible dans les pièces graphiques¹⁴⁸ que dans la présentation écrite¹⁴⁹ qu'en fait le concepteur. En effet, le mémoire qui accompagne les plans s'attache davantage, au travers d'une description sommaire et pragmatique, à faire ressortir la volonté de composer un Monument unique réunissant toute la population ainsi qu'à d'établir un principe de financement qui épargne toute charge supplémentaire à la ville. Le mémoire traduit donc son but principal, c'est-à-dire séduire l'administration en apportant des réponses à ses préoccupations. Ainsi, Labrière nous décrit une enceinte qui contient : un Temple pour les rois, une Sépulture pour les Seigneurs, une enceinte pour les Grands Hommes, deux petites églises pour les funérailles, six pyramides et 2000 chapelles pour les sépultures individuelles, un terrain intermédiaire ou « Champs-Élysées » pour les tombeaux atypiques, 13 fosses publiques ainsi que divers bâtiments

¹⁴⁸ LABRIERE. *Plans en masse détaillés, Élévation perspective de l'entrée du Temple, Coupe du Temple*. Non daté. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1209. *Cimetières de Paris, III, Déclarations de 1765 à 1787*. F°92-93.

¹⁴⁹ LABRIERE. *Mémoire sur le Nécessité de mettre les sépultures hors de la ville de Paris*. Non daté. BNF Richelieu, Manuscrits occidentaux. Fonds Joly de Fleury 1209. *Cimetières de Paris, III, Déclarations de 1765 à 1787*. F°88-91.

fonctionnels. Il omet donc dans cet écrit de mettre en valeur les innovations qu'il y apporte. En effet, les plans font apparaître une composition, basée sur un espace principal rectangulaire auquel sont accolés deux demi-cercles, qui comportent des choix atypiques. Tout d'abord, la chapelle royale, bien que située sur l'axe de symétrie, n'est pas au centre mais accolée à l'entrée, de même que les deux chapelles secondaires. Ainsi, les convois ne doivent pas traverser l'espace d'inhumation pour accéder aux différents espaces de funérailles, le lieu de cérémonie est directement accessible depuis l'entrée. Le traitement dilaté de l'entrée, marque et qualifie un espace tampon. Cette zone, qui fait écho au premier projet de Delafosse, permet de gérer l'accueil des visiteurs et de guider leur parcours selon leur usage. Ainsi, les fonctions sont bien organisées et séparées en opposition au cimetière d'Ancien Régime. Pour ce faire, Labrière avance l'élément traditionnellement central dans la composition qu'est la chapelle et organise une véritable façade du cimetière sur la ville. A la fois façade du lieu de cérémonie et du lieu d'inhumation, elle matérialise une entrée et une transition. Son rôle est donc primordial dans la composition. Aussi, on observe que pour arriver à lui donner sa place, Labrière déroge au rapport de périphérie/centralité utilisé par les autres projets.

Notons enfin, que l'espace de cérémonie en première partie du cimetière et l'espace d'inhumation en seconde partie - dans le parcours du visiteur - sont réunies par le mur d'enceinte, qui est lui-même totalement dissocié de la galerie. Cette composition montre une réflexion fine et de nombreux subtilités dans les détails, tous rendus possibles par des dispositifs architecturés. Cette configuration, inhabituelle pour l'époque, est l'illustration d'une volonté de dissocier les espaces liés aux rites de ceux liés à l'inhumation à proprement parlé. Les architectes, dont les possibilités de bâtir ont été avalisées par l'Arrêt de 1782, peuvent travailler sur des questions qui dépassent les distinctions sociales pour développer d'autres problématiques. Ils commencent ainsi à prendre en compte l'accueil des familles, le recueillement et le parcours du visiteur. Dans le projet de Labrière, les derniers adieux au mort ne se font donc pas dans l'enceinte du cimetière.

La chapelle royale, réminiscence du privilège d'inhumer dans les églises, réunit les caveaux des personnages importants, totalement isolés du reste du cimetière : en partie centrale ceux de la famille royale, dans la galerie interne ceux des membres de la cour, dans la galerie externe les sépultures des hommes illustres. Outre les différenciations par classes sociales que l'on trouve dans les autres projets, cette composition propose un choix de différents espaces pour les caveaux individuels. Ainsi, les sépultures particulières, traditionnellement sous la galerie, peuvent également se faire le long d'une triple allée d'arbres, en position plus centrale, ou au contraire plus en retrait, dans la partie semi-circulaire au fond du cimetière où se trouvent de multiples emplacements implantés concentriquement à l'enceinte. L'espace central propose un quatrième emplacement possible pour les sépultures individuelles, qui sont largement privilégiées dans ce projet. Pour ceux qui choisissent la galerie, celle-ci est agrémentée de chapelles pyramidales dans les angles de l'enceinte et de petites chapelles privatives pour les sépultures à perpétuité. Alors que la galerie constitue un lieu architecturé très structuré, l'espace central est plus envisagé comme un jardin où chaque famille plantera librement son tombeau.

Enfin, les fosses communes, dont le nombre et la position sont très clairement représentés, s'alignent le long de la galerie. Leur nombre peu élevé, treize pour être exact, pourrait laisser supposer qu'elles soient très profondes, pour pouvoir assurer toutes les inhumations gratuites de la capitale. D'autant que, rappelons-le elles ne sont pas toutes en service au même moment. Or, Labrière indique une profondeur de 12 à 15 pieds, ce qui est inférieur aux fosses des Saints-Innocents, pour une surface de moitié moins importante que dans ce même cimetière. Ce à quoi il ajoute que cela devrait permettre de ne les rouvrir qu'au bout de 60 ans. Cette assertion semble irréaliste. Si on y ajoute les 2000 emplacements individuels envisagés et sachant qu'on inhumait,

rien qu'aux Saints-Innocents, 2000 corps par an, il apparaît que le projet de Labrière ne pouvait raisonnablement être l'unique lieu de sépulture de Paris.

Notons par ailleurs que le motif végétal est présent à l'intérieur du cimetière, sous la forme des essences funéraires que nous connaissons, le cyprès et le peuplier. Les arbres ne servent pas ici à accompagner la promenade où à délimiter des espaces. Ils qualifient les espaces d'inhumation attribués aux sépultures particulières, en créant une atmosphère spécifique. Ils sont donc plutôt utilisés par contraste d'ambiance. L'enceinte est également doublée d'une barrière végétale destinée à protéger le Monument des regards extérieurs. F.Bertrand y voit un projet charnière, synthétisant les réflexions passées et présupposant celles à venir.¹⁵⁰ En effet, Labrière pose les bases d'une composition à la fois structurée par le bâti et le végétal, intégrant les héritages des propositions qui le précèdent. Comme le souligne F.Bertrand, il suit les grands principes des jardins paysagers « pour dérober à la vue des monuments », former « un tableau d'autant plus riche que les tombeaux jusqu'ici connus pourraient y être rassemblés. » En cela, l'idée de transférer les tombes royales le distingue des autres architectes indépendants.¹⁵¹ Pourtant, alors qu'il a réalisé une partie du parc de Genevilliers pour le Duc d'Orléans, il n'envisage pas un véritable paysage. La végétation reste une sorte de motif parmi d'autres. L'influence de l'art des jardins est sans doute plus lisible dans sa volonté de composer l'espace que dans le plan proposé.

Nécropole unique ou nécropoles multiples : une question entière

Une autre des grandes thématiques qui transparaît dans les projets de cette période, est la question fondamentale de l'échelle des espaces funéraires : nécropole unique ou nécropoles multiples. Rappelons que l'Arrêt du Parlement de 1765 prescrit l'établissement de 8 nécropoles d'une superficie totale de 6685 toises. Mais tout autant que d'autres points établis par l'Arrêt, celui-ci fait l'objet d'une sérieuse remise en question de la part des architectes.

Parmi les projets présentés à l'administration, dont nous venons de parler, les superficies et les typologies proposées sont très variables. Certaines de ces données ne sont parfois pas renseignées par leur auteur. Mais plus que les chiffres, c'est le principe qui est en question. Le choix du cimetière unique implique un changement radical dans le mode d'inhumation pour ne pas engager une surface déraisonnable. Cette posture induit également la fin d'un rapport de proximité entre les quartiers et leurs lieux d'inhumation. À l'inverse, la solution des nécropoles multiples permet de conserver une répartition géographique égalitaire des lieux d'inhumation ainsi que des surfaces à une échelle humaine.

C'est l'Abbé Coyer, en 1768, qui présente le premier projet de nécropole unique qui s'associe à l'usage de la crémation. En effet, un lieu de sépulture unique pour une ville aussi importante que Paris ne peut assumer l'ensemble des inhumations traditionnelles. Aussi, son projet qui cumule une surface de 3000 toises, représente relativement peu. A sa suite, d'autres reprennent cette réflexion, comme Delafosse et Labrière. Ainsi, le second projet de Delafosse présente une nécropole unique de 16 arpents alors que celui de Labrière a une superficie de 90 arpents.

Les partisans des nécropoles multiples comptent Pérard, Antoine, Capron et Patte. En comparaison, Pérard propose 4 espaces funéraires d'une superficie de 3600 toises chacun et 16 dépôts. On note que les projets proposés par ces architectes sont beaucoup plus simples et réalistes que ceux proposés par les défenseurs de la nécropole unique. Il s'agit donc d'un débat

¹⁵⁰ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles*. Op.cit.. p.36

¹⁵¹ Labrière. *Mémoire* cité par BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Op.cit. P.36

entre la nécropole unique exprimant la grandeur d'une société ou d'une capitale et les nécropoles multiples, qui traduisent une approche plus modeste.

On sent également de façon prégnante dans cette réflexion les conflits entre l'Etat et l'Eglise. De nombreux projets associent des solutions de financement des terrains et de fonctionnement des nécropoles très abouties, dont le seul but est d'épargner toute charge à l'un ou à l'autre. Les architectes, qui font des propositions spontanées, savent que dans ce climat de conflit, le point crucial des négociations est en réalité l'aspect économique, et non l'hygiène ou le respect de la tradition. C'est pourquoi certains projets sont complétés par des réflexions d'ordre économique et fonctionnel, qui visent à débloquer la situation. Chaque groupement composé de promoteurs espère par la même retirer les bénéfices de sa proposition.

1.4 La forme, un vide laissé par la loi

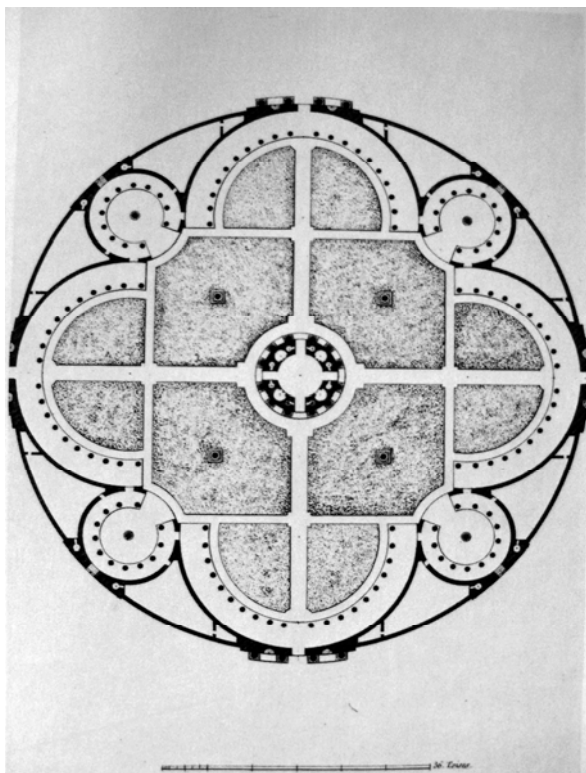
Les projets se prononcent aussi sur des éléments non traités par la loi. Car si les textes ont une forte influence sur les fonctions du cimetière moderne, ils ne disent que peu sur la forme. Voyons au travers des projets proposés, les vides laissés par la législation sur lesquels les architectes souhaitent se prononcer.

Une composition basée sur la symétrie

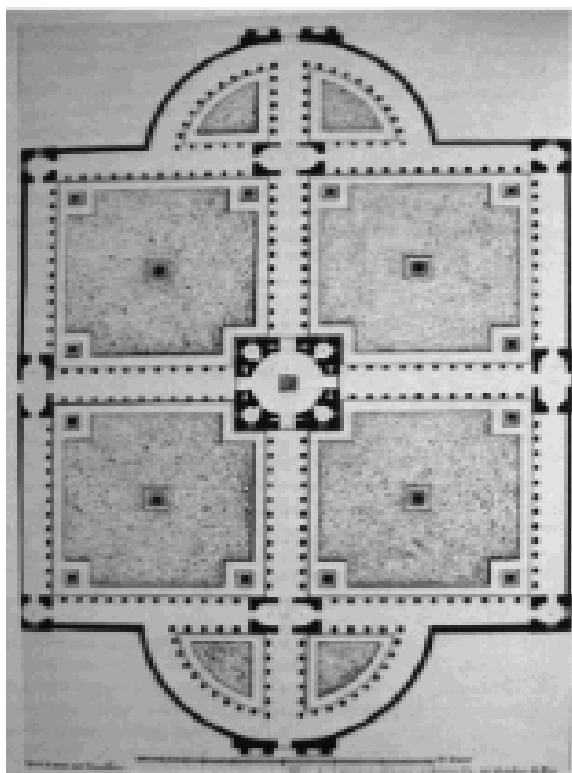
Tous les projets proposés montrent deux points communs. Le premier poursuit une préoccupation énoncée par la théorie, qui montre combien elle est indissociable de la pensée sur le nouveau cimetière. Il s'agit de l'opposition entre la périphérie et le centre. L'autre élément commun se trouve dans le traitement géométrique et symétrique des plans, propre à cette période. Cette idée était perceptible au travers de la description faite par Blondel du cimetière, mais elle n'a pas été clairement énoncée. Or, à l'analyse des projets de cette période, il apparaît évident que c'est une donnée qui marque la composition.

Le travail de Neufforge, uniquement centré sur la composition, nous servira d'exemple pour illustrer les principes utilisés par les autres projets. En effet, tous les projets traités ici établissent une composition basée sur l'utilisation des formes géométriques simples : le rectangle principalement, ainsi que le carré et le cercle. Ces trois forment sont utilisées seules ou combinées.

Dans le supplément de son ouvrage *Recueil élémentaire d'architecture*, Neufforge propose un travail sur la conception d'un plan dans un espace minimum, qui permet de conférer un aspect monumental au cimetière. Le parti pris n'est donc pas celui de la simplicité, dans le sens sobriété. Les deux plans qui illustrent ses réflexions se basent sur des combinaisons de carrés et de cercle. Au travers de divers assemblages de ces deux formes, il expérimente différents principes de composition possibles, dont les principaux éléments structurants sont l'enceinte et la chapelle centrale. Entre l'un et l'autre, Neufforge crée des sortes de parterres dont il n'attribue pas la destination puisque sa préoccupation se limite à la composition pure du plan. Il nous est donc difficile de voir si ces dispositions sont véritablement fonctionnelles. Ce qui est intéressant c'est le traitement de l'espace intermédiaire.



Neufforge, Proposition de composition
pour un cimetière, 1778.
Dans Etlin, *The architecture of death*.



Neufforge, Proposition de composition
pour un cimetière, 1778.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

La configuration à dominante carrée¹⁵², est celle qu'on trouve couramment dans les propositions d'architectes jusqu'alors. Neufforge propose une composition qui vient peu perturber la force du carré. L'élément circulaire se greffe par moitié de part et d'autre du carré. Dans cette solution, il propose donc une base carrée tenue par l'enceinte dans laquelle sont redécoupés des parterres carrés. L'ensemble des espaces de circulation semble couverts, moins par souci de confort que pour souligner la composition des parterres.

La configuration à dominante circulaire¹⁵³ est plus originale. Seul Capron et Fontaine l'utilisent, respectivement en 1782 et 1785. Elle montre un principe complètement différent. Le cercle principal n'est pas constitué par la galerie mais par un mur de clôture. La galerie, quant à elle, suit de multiples courbes concaves et convexes, au gré des cercles inclus dans le mur d'enceinte. Les parterres qui composent l'espace entre la galerie et la chapelle suivent une combinaison des deux formes. Les espaces de circulation centraux sont à découvert. On peut donc dire que cette composition contient plus de subtilité que la précédente, car les espaces d'inhumation présentent une plus grande variété. Elle est aussi beaucoup moins réaliste quant à la mise en œuvre en site urbain, notamment quant à l'utilisation d'un espace minimum et à l'intégration dans la ville.

¹⁵² DE NEUFFORGE, Jean-François. Plan de cimetière. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.78

¹⁵³ DE NEUFFORGE, Jean-François. Plan de cimetière. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.79

Patte et le marquage de l'espace individuel

C'est l'architecte Patte, qui va se préoccuper du marquage de l'espace individuel. Pierre Patte, est un des architectes, dont la pratique sert avant tout le renouveau de la Ville de Paris. Son appréhension des enjeux liés à l'espace funéraire montre également une approche sensible de l'aspect social du sujet. « L'inhumation ayant été considérée de tous les tems comme une chose sacrée, il est important de ne point l'avilir ni de la dégrader : il faudrait plutôt chercher à en augmenter le cérémonial qu'à le diminuer. Tout projet à cet égard qui ne conciliera pas à la fois, le bien public, l'intérêt de l'Eglise, et la vanité du peuple, échouera nécessairement. »¹⁵⁴ De plus, il s'attache à poser en principe l'égalité de tous devant la mort en proscrivant les avantages contre paiement, telles les inhumations dans les églises : « Il serait essentiel de ne faire aucune distinction de personnes, pour être transféré dans le Cimetière commun : sans cela, avec de l'argent, les abus que l'on veut extirper, renaîtront bientôt »¹⁵⁵. L'approche de Patte s'appuie sur une juste prise en compte des coutumes avec une proposition de renouveau qui témoigne d'un respect de ce qui a été.

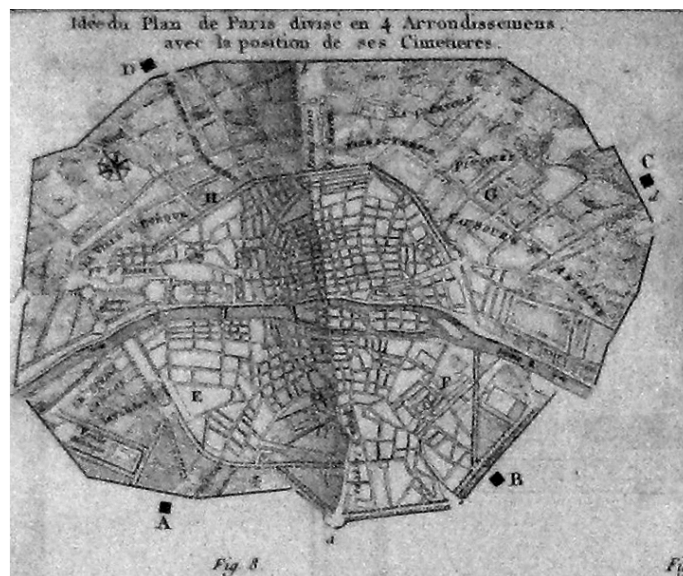
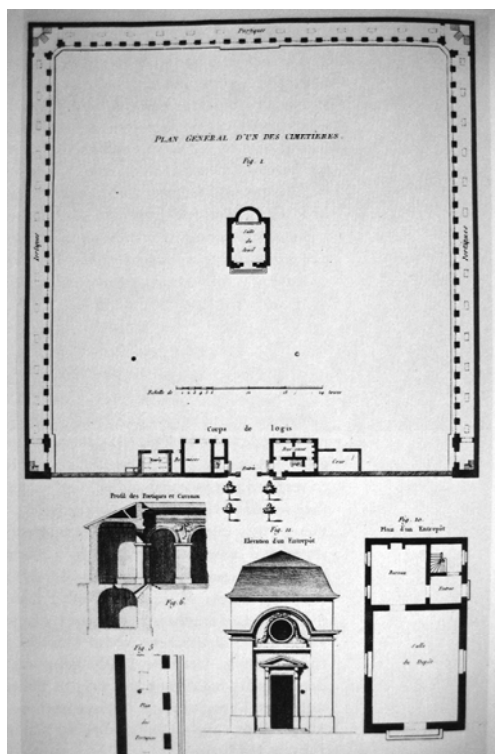
Son projet de cimetières parisiens, parfaitement décrit dans *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture* en 1769, ne sera illustré que dans sa publication suivante, *Mémoires qui intéressent particulièrement Paris* en 1800. Patte propose quatre cimetières au plan simple dont il précise le principe de composition général : « Autour des murailles de ces Cimetières, on permettrait à ceux qui le demanderaient, de construire à leurs dépens, des portiques ou galeries élevées de quelques marches, avec des caveaux au-dessous pour la sépulture particulière de leur famille. À dessein de multiplier les tombeaux, les murs de ces caveaux seraient percés de plusieurs rangs de sépultures, placés au-dessus les uns des autres ».¹⁵⁶ Il ajoute à cette description des indications sur les dimensionnements exacts envisagés. Rien de nouveau dans le traitement de la galerie mais un rôle particulier attribué au tombeau. Pour lui, le caveau doit devenir l'objet du marquage spatial du corps, et avant tout de l'identification individuelle et du souvenir du disparu. « A mesure que chaque sépulture sera remplie, on fermerait hermétiquement son entrée avec une dalle (...) sur laquelle on graverait le nom du mort, ses qualités, son âge, l'année de son décès, et par ce moyen ces caveaux deviendraient successivement des espèces de tables généalogiques extrêmement intéressantes pour les familles »⁷. Sa perception met clairement en valeur une considération nouvelle pour les morts en général. Le traitement de l'espace envisagé par l'architecte vise à redonner du sens au rapport entre les vivants et les morts, à matérialiser un lien qui traverse les générations. Il poursuit dans le principe d'appropriation de l'espace en proposant : « Il serait libre aux familles d'orner ces galeries, d'inscriptions, de médaillons avec des portraits, de bustes, de figures, d'obélisques, ou d'y faire élever des représentations de tombeaux »¹⁵⁷. Patte pressent la potentialité d'une telle proposition. L'engouement pour le tombeau ne se révélera véritablement que dans les premières nécropoles modernes de Paris mais la description qu'il fait là coïncide bien avec l'aspect « musée » que prendront ces lieux au début de XIXe siècle.

¹⁵⁴ PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Paris : Rozet, 1769. Chap.I, Art.V. p.42

¹⁵⁵ Ibidem. p.44

¹⁵⁶ Ibidem. p.45

¹⁵⁷ Ibidem. p.46



Patte, Projet de cimetière, 1769.
Mémoires qui intéressent particulièrement Paris.

Le projet de Patte ne présente pas d'innovation en matière d'image, mais une réponse aux préoccupations hygiénistes. En effet, il propose la généralisation pour les sépultures individuelles sous la galerie, d'un système de ventilation qui permet une aération naturelle et donc une évacuation régulière des airs pollués. La nouveauté tient dans la maçonnerie d'un véritable caveau, sur le modèle des cryptes funéraires. La ventilation naturelle favorisant la décomposition des corps, cette proposition apporte une réponse complète. Mais rappelons que la notion d'hygiène s'attache à l'époque davantage à l'air qu'au sol. Ainsi, l'autre grand intérêt de cette proposition n'est pas pleinement mesuré. En effet, l'étanchéité du caveau par rapport au sol naturel, permet de préserver le sol des pollutions liées aux inhumations.

La proposition de Patte touche aux questions de salubrité, en modifiant le fonctionnement du cimetière mais sans bouleverser la forme. Dans les planches qui illustrent cette proposition, l'architecte compose un plan rectangulaire très simple dont trois côtés sont constitués de galeries, désignées comme « portiques » et au centre duquel est implanté un petit édifice nommé « salle du deuil ». Le marquage, ainsi que l'usage de la périphérie, sont directement hérités du modèle d'Ancien régime. Pour autant, bien que le bouleversement spatial ne soit pas très important, Patte conçoit une opposition ordonnée entre la périphérie, espace de mémoire individuel, et le centre, espace collectif matérialisé par la chapelle. Le premier s'organise ainsi physiquement et symboliquement autour du second. Le projet de Patte, en opposition à celui de Pérard illustre le rôle structurant de la galerie. Alors que la composition est marquée par le rapport entre les deux, le traitement de la zone intermédiaire reste floue. En effet, aucune indication n'est donnée sur le

nombre, l'orientation et la taille des fosses qui vont y être implantées. Ainsi, l'individualisation en elle-même n'induit pas une modification de la forme mais plutôt un changement des logiques fonctionnelles. On observe donc que la forme se met en place sur l'héritage d'Ancien Régime, avec l'accentuation de la façade intérieure constituée par la galerie. Nous constatons également que la façade sur la ville prend toute son importance, véritable interface entre les deux mondes. Elle intègre les bâtiments d'intendance (un logement pour concierge, prêtre ou fossoyeur, des remises pour les chars, une écurie) et propose une interruption de la galerie. On note par également l'absence totale de végétation dans l'enceinte du cimetière, conformément à la réglementation. D'un autre côté, le refus de Patte à respecter l'interdiction de la galerie et des épitaphes démontre l'importance du bâti et de la matérialisation de l'espace du défunt pour les architectes.

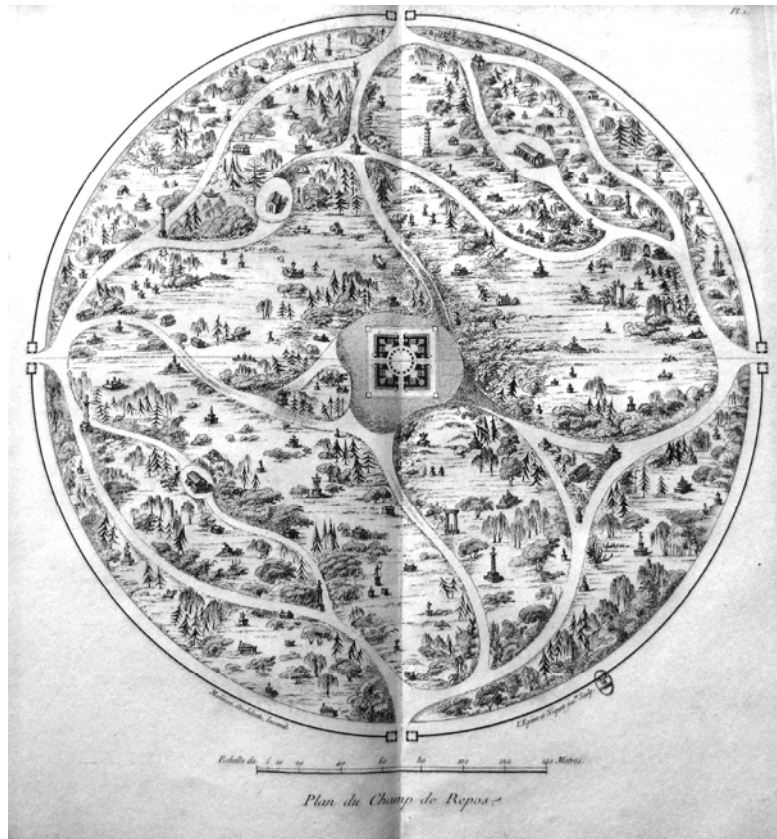
Patte conclut sur sa proposition en arguant qu'elle ne peut susciter aucune opposition, car selon lui, elle satisfait tant les religieux que les personnes de hauts rangs, et que le reste du public. Ceci conforte bien le fait que pour Patte, la réussite du cimetière dépend d'un compromis équilibré entre les divers acteurs de ce lieu ainsi que d'un respect des traditions dont cette société a hérité. On peut donc comprendre pourquoi la forme et la composition qu'il propose bouleverse peu le modèle précédent. Dans le même temps, Patte apporte des réponses à toutes les critiques faites au cimetière d'Ancien Régime.

L'ensemble de ces propositions touchent de nombreux aspects de l'espace funéraire. En effet, elles dépassent bien souvent le plan pour aller jusqu'à prescrire le déroulement des funérailles, l'organisation des convois ou des rituels. On observe ainsi, au travers de ces idées, que bien plus que l'espace funéraire, c'est le traitement du mort et toute l'organisation des funérailles est remis en cause. La translation hors la ville a donc de nombreuses conséquences sur le rapport avec la Mort.

1.5 Premier projet avorté : une nécropole démesurée

L'adoption d'un projet de Champ des morts unique

En 1799, Jacques Cambry, Administrateur du département de la Seine, associé à l'architecte et inspecteur des bâtiments civils du Département de la Seine, Jacques Molinos, qui fut en charge des travaux de réaffectation du cimetière des Saints-Innocents, présente une proposition de Champ des morts unique, pour la ville de Paris. Le projet est présenté à l'Administration centrale du département de la Seine, dans un rapport très complet rassemblant des documents de diverses natures. Tout d'abord, ce dernier expose les réflexions de multiples penseurs et philosophes de différentes périodes, qui visent à asseoir le propos et prouver le bien fondé de cette proposition. Une autre partie de ces notes traite de l'usage et de la symbolique de la végétation, ce qui laisse présager l'importance du sujet dans ce travail. Le reste des citations utilisées aborde les sépultures et les funérailles, ainsi que l'incinération. Le dossier comporte également un rapport fait par Cambry sur l'état des cimetières parisiens. Enfin, le projet lui-même est exposé au travers d'un ensemble d'éléments graphiques (plans, coupes, façades) et d'un projet d'Arrêté encadrant sa création et son fonctionnement. Leur proposition commune, adoptée par Arrêté du Département de la Seine le 14 Floréal an VII, fait immédiatement l'objet d'une publication.



Molinos, Projet de Champ des morts, 1799.
Rapport sur les sépultures.

Le site envisagé pour la réalisation du projet est la butte Montmartre, pour son implantation élevée qui favorise une bonne aération. La construction de ce vaste champ des morts s'associe à celle de quatre dépôts, dans l'esprit de ceux proposés par l'Arrêt du 21 Mai 1765. Ces lieux-relais permettent d'entreposer les corps des personnes défuntes dans différents points de Paris avant d'être menés en convois jusqu'à l'unique nécropole projetée.

Il s'agit d'un jardin irrégulier délimité par une enceinte circulaire au milieu de laquelle se trouve un monument à base carré. Ainsi, un vaste mur d'enceinte circulaire structure ce champ du repos de 10 hectares : « un mur de quatre-vingt-un centimètres d'épaisseur et de trois mètres quatre-vingt-dix centimètres de haut. Dans la construction de ce mur, on pratiquerait des voussures (ou columbaria) dans lesquelles on déposerait les urnes cinéraires. »¹⁵⁸ A l'intérieur, la chapelle, implantée en partie centrale, fait partie des rares éléments, avec les quatre entrées, qui suivent une organisation géométrique. En forme de pyramide, elle a double vocation. Elle assure les incinérations de corps, en même temps qu'elle accueille les sépultures des personnages illustres qui ont donné leur vie pour la Patrie. Les quatre portes symbolisent différentes étapes de la vie : l'Enfance, la Jeunesse, la Virilité et la Vieillesse.

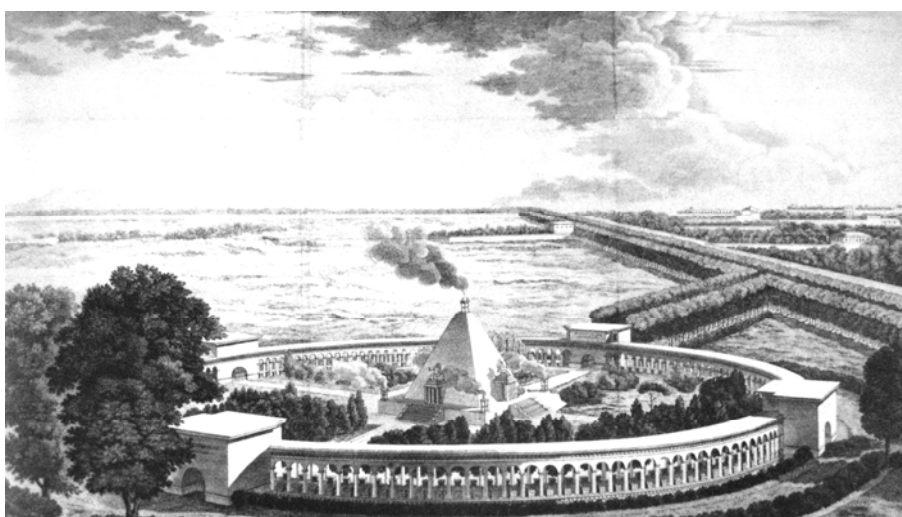
¹⁵⁸ CAMBRY, Jacques. *Rapport sur les sépultures, présenté à l'administration centrale du département de la Seine, par le citoyen Cambry, administrateur du département de la Seine, An VIII.* Paris : Didot l'Aîné, 1799.

Hormis l'enceinte et les dispositifs construits, le traitement de l'espace libre contraste avec les précédentes propositions. En effet, le reste de la composition est basé sur des cheminements aléatoires, sans géométrie, dessinés à la manière des jardins anglais. Ce projet propose une troisième attitude de traitement de l'espace intermédiaire, qui fait suite au parcours séquentiel de Fontaine, et aux espaces d'inhumation annulaires de Capron. Il s'agit d'une promenade dans un jardin. La comparaison est d'autant plus intéressante que ces trois projets travaillent dans une même forme, insulaire par excellence. Ces trois attitudes font apparaître un enjeu important dans cette réflexion sur la nécropole moderne : la qualification de l'espace entre la périphérie et le centre, qui renvoi à la notion de hiérarchie. Il apparaît rapidement la nécessité de scinder l'espace pour mieux l'organiser et le qualifier. Que la hiérarchie serve des différences sociales, religieuses ou de mérites, l'appartenance d'un individu à un groupe contribue à renforcer la composition. La justification de cette hiérarchie devient une sorte de prétexte à la recherche formelle.

Pour renforcer l'aspect de vaste jardin compte de nombreuses espèces végétales et une grande quantité de plantations. Le sol du terrain à Montmartre étant constitué d'anciennes carrières, il est proposé d'y constituer de véritables catacombes pour l'inhumation des plus fortunés. Dans cet ensemble, les tombeaux, peu nombreux et isolés, auraient valeur de folies dans un grand et beau parc. Ainsi, l'influence du projet de Girardin pour le parc d'Ermenonville (1766-1778) est très lisible dans cette proposition. C'est donc bien l'art des jardins qui vient fortement inspirer la conception de cet espace des morts. Une mouvance romantique, guidée par un rapport à la nature prédominant, dicte ce paysage funéraire. Mais en réalité ce tableau idyllique qui vise à rassurer l'homme en lui dépeignant l'espace de la mort comme un lieu de calme et de sérénité, exclu les pauvres gens. En effet, ces derniers sont toujours condamnés à être inhumés dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en fosse commune.

L'Arrêt pris par le Département de la Seine ordonne l'établissement du Champ de repos pour Paris, conformes aux plans et aux prescriptions de Molinos. Le projet est sur le point d'être réalisé lorsque les événements politiques s'y opposent. En effet, le coup d'Etat du 18 Brumaire an VIII, empêche l'exécution du projet validé par la précédente administration.

Un contreprojet de Nécropole-Monument unique



Giraud, Projet de Champ du repos, 1799.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

Le 11 Nivôse an VII, Giraud, l'architecte du Palais de Justice, des prisons et maisons d'arrêt du département, présente un projet de nécropole unique, composé en l'an IV, dont la conception est si proche de celle du projet de Molinos, qu'il est accusé de plagiat. En effet, la forme circulaire de la composition, avec l'implantation d'une pyramide en partie centrale et de quatre entrées aux points cardinaux, rappelle étrangement le plan de Molinos. Mais, à bien y regarder, la comparaison s'arrête là. Dans un mémoire intitulé *Essai sur les sépultures*, l'architecte expose les détails de son projet. En premier lieu, il estime qu'une nécropole extra-muros unique, de 65 mètres de rayon, sise sur la butte Montmartre comme Molinos, suffirait à assumer les besoins du service funéraire de la ville de Paris, tels que Giraud propose de les modifier. Notons que la superficie qu'il propose est presque dix fois inférieure à celle proposée par Molinos. Cette nécropole qualifiée de « Monument » propose de concentrer tous les besoins en un point afin de limiter les coûts de réalisation puis de fonctionnement. L'auteur n'exclut pourtant pas totalement la possibilité d'édifier un autre lieu semblable, pour une répartition géographique plus équilibrée.

L'architecte nous décrit son projet de la façon suivante : « Le monument serait entouré d'un fossé en forme de saut-de-loup, et le talus du côté de la campagne serait planté d'aubépine, d'ifs, etc. taillés suivant la pente du terrain. Au-dessus du mur terminant le fossé, et d'un second mur en dedans du Champ du Repos, à la distance de 4 mètres dans œuvre ou environ, s'élèverait une galerie, décorée sur chaque face de colonnes solitaires et d'arcades à jours, dans le vide desquelles on placerait des tombeaux antiques, et au-dessus des lampes sépulcrales. Les colonnes provisoires seraient de granit noir, les tombeaux de diverses formes (...) On pratiquerait sous les galeries des catacombes éclairées mystérieusement ; on y descendrait par quatre perrons doubles en dedans du cimetière. Quoique je propose de construire un pavillon à chacune des extrémités des deux diamètres correspondants aux quatre points cardinaux, néanmoins le cours des galeries et des catacombes ne serait pas interrompu. »¹⁵⁹ Les pavillons en question auraient vocation de logements pour les divers employés dont le gardien, de laboratoires pour les scientifiques qui étudient l'anatomie et les maladies, de lieu de recueillement et de méditation. En d'autre terme, ces bâtiments regroupent les diverses activités qui peuvent avoir lieu dans le cimetière. La description de Giraud du traitement de l'enceinte est radicalement différente de celle de Molinos. En effet, Giraud propose une galerie périphérique surplombant une enceinte massive mais végétalisée. Ce qui est intéressant dans ce concept, c'est qu'il propose une variante inédite du motif de la galerie. Le pourtour du cimetière est marqué par un véritable soubassement architecturé. Pour autant la galerie imaginée par Giraud est largement ouverte sur l'intérieur et l'extérieur du cimetière. Elle offre ainsi, un point de vue dominant sur l'environnement. C'est le premier projet de cimetière dans lequel l'espace funéraire n'est pas visuellement refermé sur lui-même. Ce qui ne l'empêche pas d'être clos pour satisfaire aux règles de sécurité, et ce qui n'empêche pas non plus de préserver les sépultures des regards extérieurs, puisque placées en hauteur. La galerie devient une sorte promontoire. La différence majeure avec le projet de Molinos se situe dans l'implantation des espaces de sépultures. Nous venons de voir que chez Giraud, celui-ci se concentre en périphérie, la partie centrale reste libre, formée par une sorte de jardin. Chez Molinos, c'est l'inverse. L'espace d'inhumation se constitue uniquement à l'intérieur de l'enceinte, il n'y a pas de sépultures en périphérie.

Au vu de cette répartition, on peut se demander comment Giraud peut réduire autant l'espace des sépultures dans une nécropole, qui plus est unique. L'architecte nous donne un indice dans sa description lorsqu'il parle de « colonnes provisoires ». En effet, la structure du cimetière qu'il imagine est à la fois fonctionnelle, puisqu'elle permet d'utiliser un espace minimum, utopique et fortement symbolique. Toute la force de sa proposition réside dans la constitution de la structure. Un peu plus loin, il nous éclaire sur le rôle du monument central et enfin des catacombes, afin de

¹⁵⁹ GIRAUD, P.. *Essai sur les sépultures*. Paris : Jacquin, 1799, p.5-6

désépaissir le mystère. La pyramide centrale est en fait un incinérateur : « dans lequel on construirait un fourneau, pour y placer autant de chaudières que le besoin l'exigerait, et capables de contenir chacune depuis un jusqu'à quatre cadavres, immergés dans de la lessive caustique, dite des savoniers, et qui, comme on le sait, a la propriété de séparer entièrement des os, les chairs et les graisses, de dissoudre celles-ci et de les convertir en gelée, puis en charbon et en cendre. Le squelette ainsi dépouillé de toutes ses enveloppes, qui n'ont servi jusqu'à présent que de pâtures aux insectes, semble avoir une destination plus fixe et même impérissable, puisqu'il contient en soi une assez grande quantité de matière vitrifiable »¹⁶⁰. Le grand bouleversement qu'amène la réflexion de Giraud n'est effectivement pas visible dans le plan. Il s'agit d'une remise en cause du système d'inhumation classique et de la destination ordinaire des restes humains. La réduction des corps lui permet d'obtenir d'une part une matière vitrifiée qui s'apparente au verre et de laquelle il constitue des bustes représentant le défunt ou une urne, de l'autre une sorte de gelée composée de matières animales qui pourront servir à la constitution d'un piédestal pour le buste. Les citoyens modestes peuvent récupérer les squelettes non transformés en sculpture, moyennant un prix modique. Concernant les corps non réclamés, leurs squelettes sont placés dans les catacombes sous le monument et les matières animales, réduites en cendres, placées dans une des huit fosses de la nécropole. Afin de désengorger les catacombes, le moment venu, les squelettes non réclamés serviront à la constitution de colonne et de tombeaux définitifs, en verre. Le monument prendra donc dans le temps, un aspect unique, et deviendra un témoignage de la grandeur de la ville. Les dispositions proposées par Giraud marquent ainsi la fin des fosses communes, des émanations infectieuses, des pollutions de sol, des encombrements de vastes terrains. Elles marquent aussi le début d'une plus grande dignité pour les populations démunies et donc d'une meilleure équité devant la mort. Dans le même esprit, les dispositions concernant le déroulement des funérailles restent d'une grande simplicité. Les convois partent chaque soir des dépôts répartis dans toute la ville, à la tombée de la nuit, suivis ou non des familles. La pratique d'aucune cérémonie n'est mentionnée. Le dénuement imposé dans les rites liés au convoi et au cimetière vise une fois de plus à effacer les différences qui peuvent être liées à la confession du défunt ou à des questions d'ordre financières. Bien qu'emprunt d'un certain gigantisme, le projet de Giraud défend des principes de modestie et d'équité devant la mort.

Comme le souligne F.Bertrand, le projet de Giraud illustre une idéologie révolutionnaire ; il « conçoit son monument sépulcral comme un prolongement ultime de ces institutions. La vitrification doit être comprise comme un déni officiel de la réalité biologique incarnant la volonté de faire du corps un signe permanent rappelant la mémoire et les vertus des générations passées. L'établissement d'un cimetière pour les criminels, dans lequel les corps sont laissés sans cérémonies, et à la vue de tous à l'horreur des fosses communes renforce le discours moral et idéologique (...) Dans ce complexe funéraire tout rappel que le corps appartient à la société. Elle le protège, le défend mais aussi le juge, le soumet et l'utilise selon sa politique »¹⁶¹

¹⁶⁰ Ibidem. p.7

¹⁶¹ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles*. Op.cit..p.63

1.6 Les qualités des nécropoles modestes, alternative à la nécropole monumentale

Une polémique relancée

Après les projets grandioses de Molinos et Giraud, la nécropole unique est remise en cause. Les projets de nécropoles multiples, plus sobres et plus modestes se présentent comme une alternative qualitative.

Peu avant l'annonce d'un concours lancé par l'Institut National, Andrieux publie lui aussi un projet, en réponse au Champ du repos de Molinos, dans lequel il s'oppose aux propositions de belles tombes et de lieux somptueux qui ne s'adressent qu'aux riches. Pour lui, la plus grande partie du lieu d'inhumation doit s'attacher à redonner de la dignité à ceux qui n'en ont plus, à savoir les plus démunis. Il considère qu'un cimetière doit être très simple. Il imagine 12 nécropoles pour Paris avec chacune quatre fosses pouvant contenir 400 corps chacune. Les sépultures individuelles pourraient y être tolérées, avec modération. Les bâtiments sont limités à la maison du concierge et un petit bâtiment au centre pour les besoins du service funéraire. En effet, les convois composés de plusieurs familles se rassembleraient à la tombée de la nuit pour cheminer ensemble vers le cimetière. Ceci afin de souder les liens sociaux et de favoriser le partage des émotions. Arrivés au cimetière, les proches pourraient dire un dernier au revoir au défunt dans la chapelle centrale mais n'accompagneraient en aucun cas le mort jusqu'au lieu d'inhumation. Pour Andrieux, il est essentiel que la population n'ait plus de contact visuel avec l'horreur des fosses. C'est pourquoi il propose un espace de substitution qu'est la chapelle, pour matérialiser la fin du voyage du cortège et le dernier lieu accessible aux convois, comme l'avait précédemment avancé le projet de Labrière.

Un concours sur la forme du cimetière

Après la publication d'Andrieux, Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, lance un concours pour les nécropoles de Paris. Il s'agit de proposer un règlement pour les cérémonies funéraires et les lieux de sépulture.¹⁶² Il semble que la question de la nécropole unique ait été définitivement écartée puisqu'il s'agit clairement de nécropoles multiples.

Le 7 Octobre 1800, soit le 15 Vendémiaire de l'an IX, l'Institut National prime certains des projets présentés et publie un rapport, qui nous permet de les connaître aujourd'hui. Ce rapport nous précise les deux questions posées aux concurrents : « 1° Quelles sont les cérémonies à faire pour les funérailles ? 2° Quel est le règlement à adopter pour les lieux de sépultures ? »¹⁶³ L'association de ces deux thématiques exprime combien il est difficile de se positionner sur la question de la forme sans avoir préalablement statuer sur l'organisation des funérailles. En effet, depuis la remise en cause de l'ancien système, il est impératif d'établir un nouveau mode de déroulement des funérailles afin de créer des lieux qui y soient adaptés.

L'étude de l'historien Pascal Hintermeyer ¹⁶⁴ sur 40 projets du concours, dont 32 ne furent pas publiés, permet d'avoir une vue complète du sujet. Cependant l'analyse sélective des projets primés et publiés permet aussi d'écarter les projets moins réalistes, et donc peu révélateurs des

¹⁶² ARIES, Philippe. *L'homme devant la mort*. Paris : Seuil, 1977. IV.p.11

¹⁶³ CAMUS. *Rapport fait par les citoyens Hallé, Desessartz, Toulangeon, Reveillère-Lepaux, Leblond et Camus, commissaires chargés par l'Institut National des Sciences et Arts, de l'examen des Mémoires envoyés au concours proposé par le gouvernement, sur les questions relatives aux cérémonies funéraires et aux lieux de sépultures. Jugement porté par l'Institut et proclamation du prix*. Paris : Bailleul, 1800. p.1

¹⁶⁴ HINTERMEYER, Pascal. *Politiques de la mort, tirées du concours de l'Institut. Germinal an VIII-Vendémiaire an IX*. Paris : Payot, 1981. 182 pages

véritables préoccupations du concours. C'est pourquoi nous adopterons, pour notre part, une démarche sélective. Toutefois, son étude démontre clairement que la politique « étant le mode étatique de mise en œuvre des valeurs sociales, la prise en charge de la vie par la politique suppose la délégation à l'Etat de l'organisation du combat pour la vie »¹⁶⁵. Comme le développe Hintermeyer, l'Etat met en place des politiques d'encadrement de la mort, de l'espace des morts et de la maladie. Il s'agit de circonscrire la mort pour réduire son influence sur la société. Cela passe, entre autre, par des règlements qui permettent de limiter la contagion lors des épidémies. Ainsi, il établit que trois politiques sont mises en place. La première consiste en une économie qui réduit le coût de la mort pour les vivants. La deuxième vise à préserver la mémoire du mort comme support d'une idéologie de la vertu. Enfin, la dernière politique a pour but de pacifier le lien avec la mort au travers d'une perception apaisée de l'espace des morts et du rite. Le travail d'Hintermeyer permet donc de resituer le concours dans un contexte politique et social qui met en lumière les réponses apportées.

Le premier prix est décerné à deux concurrents : Amaury-Duval et à l'Abbé Mulot, qui publient chacun leur discours présenté au concours, accompagné de quelques notes postérieures. D'autres comme Coupé, Girard et Pommereul reçoivent une mention honorable et publient également leur projet. Nous ajoutons à la présente analyse, la publication de Détournelle,¹⁶⁶ dont le projet n'a pourtant pas été retenu. Nous allons ainsi pouvoir établir l'influence de la publication d'Andrieux sur les propositions architecturales faites au concours. En effet, les principales réponses apportées par ces projets portent sur la manière de proposer une utilisation des fosses convenables qui permettent aux familles de se recueillir et proposent une interprétation et une utilisation du motif végétal très novatrice, dans le prolongement des réflexions d'Andrieux. La deuxième partie du rapport, qui rassemble les propositions concernant les lieux de sépultures, est celle qui nous intéresse le plus. Elle s'ajoute aux divers mémoires et plans remis par les concurrents qui nous offrent les détails de chaque proposition.

Un espace respectueux du deuil

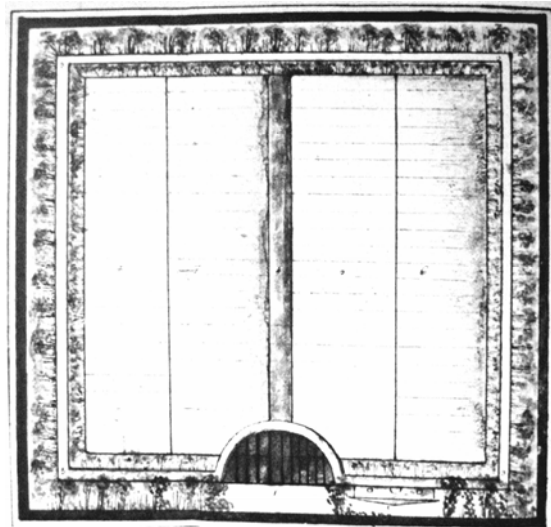
Le rapport du concours contient un résumé des propositions faites quant aux lieux de sépultures. Les principales prescriptions sur l'implantation du lieu abondent dans le sens des préoccupations hygiénistes mais ne présentent pas d'élément nouveau. Sur la forme du cimetière, voici résumées les principales prescriptions des concurrents: « Dans les cimetières des grandes communes, l'entrée formera un portique oblong, de plusieurs mètres de hauteur, fermée d'une grille en dedans, et d'une porte pleine en dehors. (...) À chaque côté, on distribuera des bâtimens destinés aux concierges, aux servans subalternes des inhumations, et aux autres usages que prescriront les circonstances. Dans le milieu, s'élèvera une rotonde, contenant plusieurs estrades isolées, sur lesquelles les corps seront déposés. Les quatre divisions de terrain seront séparées par des allées plantées d'arbres et d'arbustes. Une allée, régnant tout au tour du mur, et plantée d'arbres à hautes tiges, en sera assez éloignée pour donner place aux sépultures particulières que permettra le gouvernement. Sur le mur seront attachées les épitaphes accordées. (...) La fosse commune, creusée dans un carré, ne restera point exposée aux injures de l'air. Elle sera couverte d'une tente (ou d'un pavillon), dont la partie supérieure restera à jour, pour donner passage aux vapeurs. Elle ne sera ouverte que quelques heures avant l'inhumation. Sa construction sera telle, que l'on puisse le transporter facilement, de la fosse qui vient d'être comblée, sur celle qui va servir. Sur chaque fosse comblée, on élèvera un tertre de terre, passé à la chaux, sur lequel on semera telle graine, où l'on plantera telle fleur, tels arbustes que l'on jugera à-propos. Onensemencera de même les

¹⁶⁵ Ibidem. p.9

¹⁶⁶ DETOURNELLE, C.. *Des funérailles. Mémoire qui a concouru pour le prix de l'Institut, en vendémiaire an IX*. Paris : Librairie, 1800.

carrés qui ne seront employés aux inhumations. La surface du cimetière, ainsi cultivée et plantée, sera utile sous plusieurs rapports. »¹⁶⁷

Amaury-Duval, soulève une question importante dans la présentation écrite de son projet¹⁶⁸. En effet, il pense que la commémoration est rendue impossible par l'usage de la fosse commune, qui ne permet aucun marquage de l'emplacement du corps. À son sens, l'identification d'un lieu précis est indispensable au devoir de mémoire. En cela, il s'oppose totalement à des projets comme celui de Molinos, qui ne porte aucune réflexion sur le traitement des fosses. Il laisse cependant la question en suspens, puisqu'il ne propose pas de solution à cela. Mais sa réflexion permet de cibler un des problèmes du cimetière unique, qui est l'impossibilité de proposer un nombre de fosses suffisant. Il réunit par ailleurs les préoccupations de Patte qui travaille sur l'espace individuel, seulement considéré sous l'angle de la sépulture individuelle, et d'Andrieux qui n' imagine pouvoir offrir de dignité sans mise à distance des fosses, mais élude la question de la commémoration. Amaury-Duval pointe justement la problématique évitée par ces deux réflexions : celle du deuil et des rites du souvenir rendus impossibles par l'usage des fosses. Il oriente également ses réflexions vers un autre aspect, mais qui explique aussi la difficulté de trouver des solutions : « On veut des institutions qui ne rappellent aucune religion. Voilà ce qui rendait le problème difficile à résoudre. En effet, il ne faut pas se dissimuler que c'est, en grande partie, la religion qui inspire du respect pour les morts. L'homme qui ne croit pas à l'immortalité de l'âme, ne peut, sans contredire son système, honorer le cadavre. S'il lui donne la sépulture, c'est par nécessité ; c'est pour ôter de devant les yeux un objet qui rappelle des idées tristes, ou plutôt c'est pour ne pas être incommodé. »¹⁶⁹



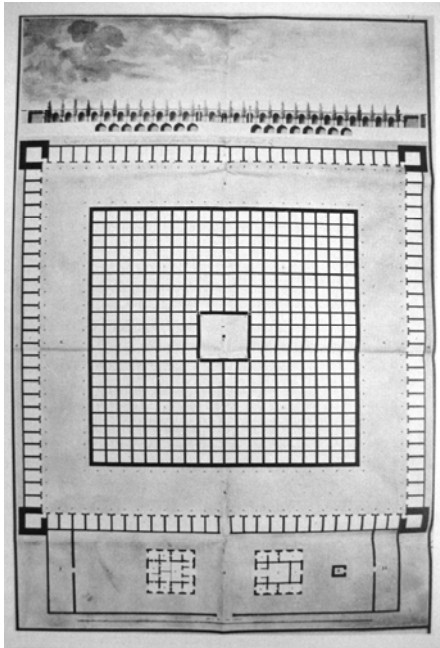
Godineau, Projet de cimetière 1800.
Dans Etlin, *The architecture of death*

¹⁶⁷ CAMUS. *Rapport fait par les citoyens Hallé, Desessartz, Toulangeon, Reveillère-Lepaux, Leblond et Camus, commissaires chargés par l'Institut National des Sciences et Arts, de l'examen des Mémoires envoyés au concours proposé par le gouvernement, sur les questions relatives aux cérémonies funéraires et aux lieux de sépultures. Jugement porté par l'Institut et proclamation du prix.* Op.cit. p.20

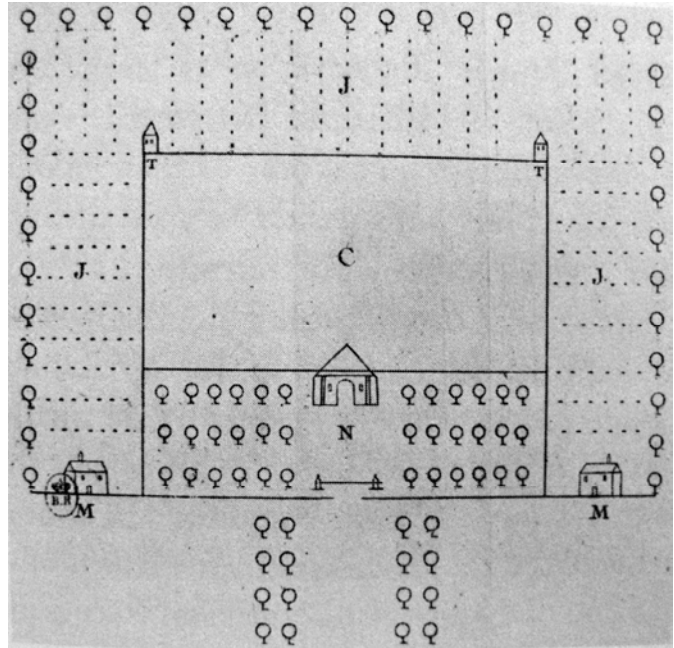
¹⁶⁸ AMAURY-DUVAL. *Des sépultures.* Paris : Panckoucke, 1800.

¹⁶⁹ Ibidem. p. 64

Godineau¹⁷⁰, un des trente-huit concurrents, avec une sorte de pudeur, propose de créer des distinctions entre les fosses. Il imagine ainsi séparer celles destinées aux femmes et celles destinées aux hommes. Les corps restent anonymes mais ils sont au moins préservés du mélange des sexes, qui paraît sans doute bien choquant à cette époque.



De Pommereul, Projet de cimetière 1800.
Dans Etlin, *The architecture of death*.



Coupé, Projet de cimetière 1800.
Dans Etlin, *The architecture of death*.

De Pommereul présente un dessin dont la composition rappelle celle du fameux Campo Santo.¹⁷¹ Afin d'éviter l'inconfort des fins de funérailles au pied de la fosse commune, De Pommereul et Coupé, dans la lignée d'Andrieux, placent la chapelle en dehors de l'espace d'inhumation. Cette disposition, qui montre un réel souci de la douleur des familles se présente comme la proposition la plus efficace pour mettre à distance l'horreur de la réalité de la mort.

Les réponses aux concours montrent une réelle prise en compte du deuil et des convictions des familles, qui dépasse la problématique de la fosse commune. En effet, Mulot, favorable à la crémation, nous explique qu'il soutient un principe de liberté concernant le devenir du corps : « En donnant cette espèce de préférence à l'inhumation, je n'ai pas eu l'intention d'en déduire la proscription des bûchers.(...) Conservons l'usage de l'inhumation qui se trouve généralement établie parmi nous, sans cependant en faire une loi. »¹⁷² De la même manière, il s'interroge sur la liberté d'expression de culte qu'il conviendrait de laisser. En effet, le cimetière devient certes communal mais la définition de la neutralité religieuse n'a pas encore été établie avec précision. C'est pourquoi Mulot propose d'organiser de petits espaces confessionnels, pour les citoyens qui le souhaite : « Pourquoi ne tolérerait-on pas également des champs consacrés par les diverses

¹⁷⁰ GODINEAU. Plan de cimetière. 1800. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.292

¹⁷¹ DE POMMEREUL, François-René-Jean. *Plan de cimetière*. 1800. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.293

¹⁷² MULOT, François-Valentin. *Discours sur les funérailles*. Paris : Librairie, 1800. p.39

religions, pour les cérémonies et le lieu des sépultures?(...) Que les sectaires de toute espèce achètent donc des terrains pour y déposer leurs morts ! Qu'ils y suivent tous leurs rites ! Pourvu qu'ils aient rempli d'avance les formalités prescrites par la loi civile, ils doivent en être les maîtres, et la justice, comme la politique, doivent être d'accord pour les y autoriser. »¹⁷³ Puis il ajoute une petite note : « Il y aurait peut-être plus de grandeur d'âme, de noblesse, et surtout de philosophie, à laisser tous les cultes dans l'intérieur du même champ de repos ». L'auteur prend ainsi en compte le droit à chacun d'appartenir à une communauté religieuse qui impose des spécificités funéraires. Enfin, le dernier point marquant du discours de Mulot est sans doute sa posture radicale contre la fosse commune : « Que des fosses individuelles, pratiquées méthodiquement, et dans un ordre qui puisse correspondre à des registres, soient ouvertes pour chacun ; et si nous craignons que ce mode n'emploie trop de superficie, diminuons la durée des corps par les moyens que l'art nous indique pour en accélérer la dissolution. »¹⁷⁴ La proposition de Mulot est particulièrement intéressante en cela qu'elle comporte des propositions très détaillées et qu'elle annonce par les réflexions que nous venons de citer, les lignes majeures qui constitueront le Décret fondateur de Prairial en 1804. En effet, la liberté du mode de sépulture, les enclos confessionnels et la suppression de la fosse commune sont des données centrales du texte à venir. Il contient également des points mineurs repris par le Décret comme le conseil d'implanter les cimetières au Nord, la possibilité de planter des végétaux pour purifier l'air et apporter de l'ombrage, ainsi que l'implantation possible des concessions bâties uniquement en périphérie dans les grandes villes afin de ne pas dénaturer le paysage par toutes sortes de monuments. Si l'auteur a fait part de ces réflexions sur autant de sujet précis, il indique lui-même avoir répondu à des questionnements de d'administration. Pour conclure, on ne peut pas nier que la richesse de sa réponse a séduit le Jury, et a été véritablement prise en compte puisque reprise dans les textes codificateurs de l'espace funéraire moderne.

Une nouvelle sensibilité végétale

Dans l'esprit d'Andrieux, dont le projet est planté d'arbres fruitiers, l'ensemble des propositions pour le concours montre une préoccupation pour l'intégration des végétaux dans le cimetière. Les formes et la fonction qui lui sont attribués sont divers mais montrent toujours une certaine finesse.

Pour Girard¹⁷⁵, les pyramides et les catacombes, en référence probablement à Molinos, peuvent satisfaire les yeux mais pas le cœur. Selon lui, le cimetière ne peut être qu'un espace dominé par la nature et dépeint ainsi sa proposition idéale : « Ce champ de repos sera fermé par des murs ou par des fossés, qui le mettront à l'abri de toute insulte. Son enceinte sera cachée par des haies, des arbrisseaux rampans qui la déroberont aux regards ! On y ménagera des sentiers où la mélancolie ira promener ses rêveries : ils seront ombragés par des cyprès, des peupliers au feuillage tremblant, par des saules pleureurs dont la traînante chevelure nous peint l'abandon et le désordre de la douleur. Des ruisseaux murmureront sous cet ombrage sacré(...) Des plantes, des arbres, des eaux, de la verdure rendront l'aspect de ce champ de repos bien plus touchant que des pyramides, que des catacombes, dont les masses peuvent frapper les regards, mais ne parlent jamais au cœur, et qui semblent, orgueilleuses barrières, insulter à la nature en voulant les séparer.¹⁷⁶ » Il y a là deux camps qui se créent, avec d'un côté les architectes partisans d'un cimetière conçu essentiellement pour ceux qui vont le financer, et de l'autre ceux partisans d'un cimetière modeste davantage soucieux de la dignité de tous face à la mort. Aussi, la description de

¹⁷³ Ibidem. p.46-47

¹⁷⁴ MULOT, François-Valentin. *Discours sur les funérailles*. Paris : Librairie, 1800. p.79

¹⁷⁵ GIRARD, Joseph. *Des tombeaux ou de l'influence des institutions funèbres sur les mœurs*. Paris : F.Buisson, 1801.

¹⁷⁶ Ibidem. p.111-112

Girard fait apparaître les principaux traits de ce paysage funéraire sobre dans lequel la place de la nature est essentielle.

L'opposition aux projets de Molinos et Giraud, ainsi que la filiation avec Andrieux perceptible chez l'ensemble des concurrents, est clairement exposée par l'un des lauréats, Amaury-Duval : « L'auteur (le C. Andrieux) commence par se moquer, avec autant d'esprit que de raison, de tous ces faiseurs de projets qui, au lieu de demander des Cimetières, veulent des Elysées, ornés de pyramides, de colonnes, d'urnes funéraires, etc. – il conseille ensuite, comme je l'ai fait après lui, d'établir pour Paris douze cimetières dans les environs, de quatre arpens chacun, entourés de fossés et de haies vives, plantés d'arbres. Point d'autres édifices dans ce lieu que la petite maison du concierge, et un pavillon où les bières seraient placées, en attendant qu'on les descendit dans la fosse qui leur serait destinée, etc. etc.- Ce plan est de tous ceux que j'ai examinés avant d'écrire, celui qui m'a paru le mieux conçu, le plus exécutable. Je n'ai pu m'empêcher d'y puiser quelques idées. »¹⁷⁷

Godineau développe la question du traitement de l'enceinte en proposant un principe plein de poésie. En effet, il imagine de la constituer en végétaux odorants et fleurissants comme le lilas, le jasmin ou le myrte. Ce traitement aurait la vertu de parfumer la promenade et de l'agrémenter du chant des oiseaux, attirés par les végétaux. Il introduit ainsi une grande sensibilité dans la prise en compte des sens, avec l'intégration de la dimension olfactive et de la dimension acoustique. Dans le même esprit, Coupé environne son cimetière d'arbres fruitiers et agrmente la périphérie intérieure de vignes et divers arbustes.¹⁷⁸ Opposées aux projets démonstratifs, ces propositions s'appuient sur des dispositifs simples demandant une mise en œuvre minimum, plus proche du paysage que de l'architecture, mais qui pourtant est du plus grand effet. La magie de la nature suffit à apporter une beauté particulière au projet.

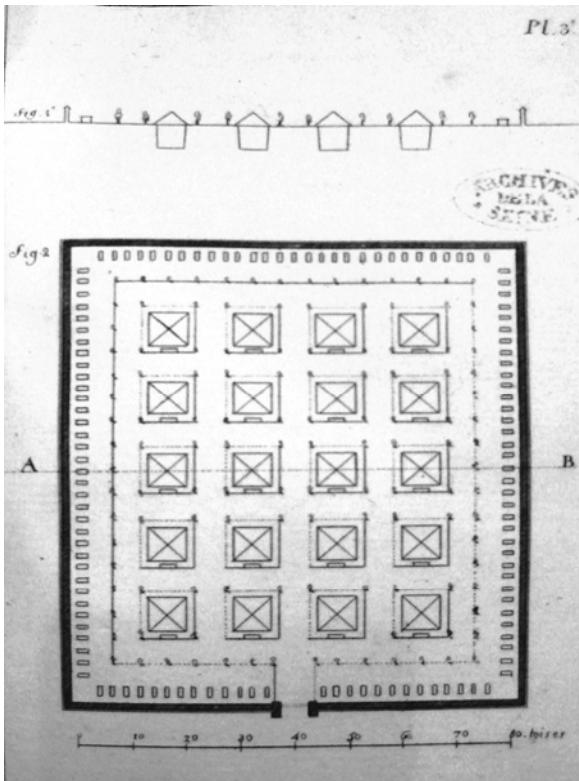
Détournelle propose un plan carré, très simple, qui s'inscrit dans une enceinte épaisse sans galerie. Le long de cette enceinte sont disposées des sépultures individuelles, non adossées. Le reste du rectangle est constitué de 20 fosses communes réparties régulièrement de manière géométrique. L'ensemble, très rationnel, ne propose aucune fantaisie. L'intérêt de sa proposition tient dans l'usage des fosses. En effet, Détournelle imagine de mettre en culture les espaces du cimetière, une fois pleins. Ainsi, dans le mémoire qui accompagne la présentation de son projet, il propose une utilisation originale des monceaux de terres déplacés par l'ouverture des fosses : « Pyramide de gazon ; la terre se trouve fournie aux dépens de la fosse destinée à servir de tombeau public, d'où elle sera extraite, et ensuite remise ainsi qu'on le voit. Lorsque le lieu sera rempli (...) il sera planté un peuplier ou un arbre fruitier, n'importe l'espèce ; devant la pyramide on posera une pierre sépulcrale sur laquelle sera scellée une plaque de cuivre contenant les noms de ceux qu'enclôt la pyramide. »¹⁷⁹ Si l'on dit souvent que les grandes villes sont bâties sur les restes de leurs habitants, la vision de Détournelle est plus bucolique. Le cimetière qu'il propose veut devenir le terreau d'un futur espace cultivé. Il n'envisage donc pas la nécropole comme un espace architecturé mais plutôt comme un paysage qui pourrait changer au gré des saisons. Cette idée de l'espace des morts proche de la nature, symbolise clairement une des nouvelles visions de l'espace funéraire dans lequel nature rime avec quiétude. L'autre idée sensible développée par l'architecte répond au problème de la vue des fosses pendant toute la période où elles sont en usage. Pour éviter cette perspective horrifiante, il invente un système simple mais efficace : « Tant que la fosse ne sera pas remplie, il restera dessus un échafaud ainsi construit. (...) Sur cet échafaud sera placée une tente bleue ; au-dessus de l'ouverture pratiquée dans le plancher, il y aura un

¹⁷⁷ AMAURY-DUVAL. *Des sépultures*. Paris : Panckoucke, 1800. p.74

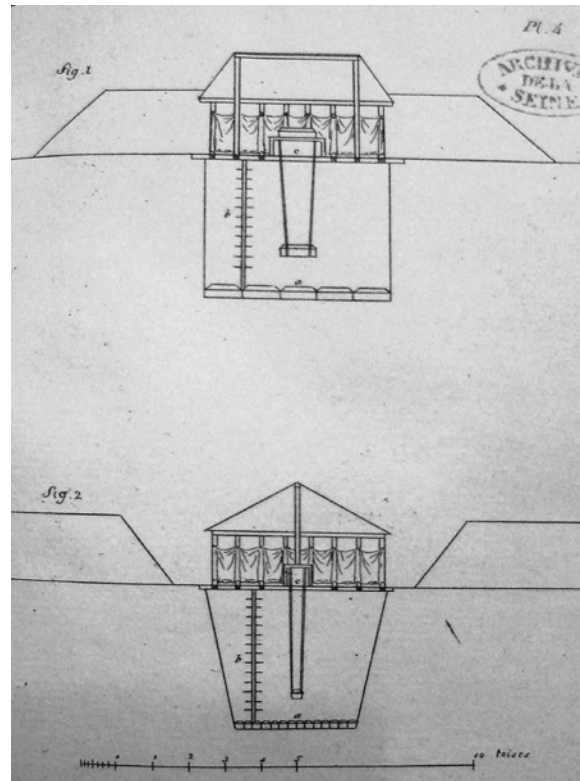
¹⁷⁸ COUPE, Jean-Michel. Plan de cimetière. 1800. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.293

¹⁷⁹ DETOURNELLE, C.. *Des funérailles, Mémoire qui a concouru pour le prix de l'Institut, en vendémiaire an IX*. Paris : Librairie, 1881. p.57, *Explication de la deuxième planche*

sarcophage où seront déposés les corps à leur arrivée ; et, lorsque les assistants seront partis, alors les employés à l'administration s'occuperont de placer les bières, et de les inhumer. »¹⁸⁰ Il y a dans la proposition de Giraud un souci réel du public et plus particulièrement des indigents.



Détournelle, Projet de cimetière, 1800.
Des funérailles.



Détournelle, Projet de cimetière, 1800.
Des funérailles.

¹⁸⁰ Ibidem. p.23, *Proposition de règlement*, titre IV *Champ du repos*, art.II

Une vision de la mort réaliste et égalitaire

Quelques années avant le concours, Coupé publie un ouvrage sur le rapport qu'entretient la société avec la sépulture individuelle. Cette publication, mise en relation avec la proposition de l'auteur pour le concours, indique que ses réflexions sont le fruit d'un parcours de pensée et non d'un opportunisme. Coupé fait partie des personnalités réellement investies dans cette question. Son ouvrage traduit la philosophie de la mort portée par les projets dont nous venons de parler. En effet, le cimetière modeste reflète une vision du devenir de l'homme qui est tout aussi humble. Ainsi, Coupé résume clairement sa vision de l'espace des morts : « les prétentions de l'homme sont remplies d'orgueil, et trop souvent absurdes : il se perpétue au-delà de la mort même, et il se bâtit encore, sur ses propres débris, un fantôme de gloire et de renommée : on a voulu le ramener à ce qu'il est, et réduire sa mort à une simple décomposition physique. »¹⁸¹ Il dénonce l'attitude d'une partie de la population dont la volonté de paraître dénature le paysage funéraire. L'auteur poursuit par un constat sur la façon dont devrait être envisagées les sépultures : « La sépulture n'est rien pour les morts, elle est toute pour les vivans : c'est là où repose une personne qui leur fut chère, où ils conservent sa cendre encore, où enfin ils peuvent lire du moins son nom pendant le temps qu'ils lui survivent. Je sais les édifices que la vanité a élevés ; je sais aussi tout ce que fait la tendresse et la piété sur une humble tombe de terre. »¹⁸² Le regard de Coupé est intéressé par les démonstrations de sentiments simples dont son projet de cimetière modeste se veut le support. C'est pourquoi, la proposition qu'il porte est davantage celle d'une mémoire collective que d'une mémoire individuelle : « Cependant, si on y fait attention, on préférera les sépultures communes. L'homme vain et opulent voudra se donner un mausolée à la manière des héros ou des personnages de romans : l'homme immoral voudra s'ensevelir dans un lieu secret. Non : il est bon que chacun compare au moins à la mort sous les yeux de ses concitoyens, et qu'il soit rendu à la condition commune. »¹⁸³

Pour conclure, Coupé met en lumière la difficulté d'un cimetière moderne communal qui doit tolérer différentes pratiques tout en établissant des règles qui garantiront son fonctionnement et le respect de sa neutralité : « Une législation qui a adopté pour principe la liberté entière des consciences, et qui, par respect pour ce droit naturel, s'est abstenue de reconnaître aucune préférence de culte religieux, ne peut pas entrer davantage dans les opinions sur les sépultures. Elle a fait tout ce qui convient, à l'action légale, en constatant le décès. Elle doit laisser à chacun d'honorer ses morts à sa manière et selon sa persuasion ; il suffit qu'elle assure un respect inviolable aux sépultures, et tous les égards aux dépouilles des mortels. »¹⁸⁴

En conclusion, dans la lignée des propositions de Patte pour un cimetière que l'on peut dire modeste, ce concours et les réflexions qu'il porte remettent sur le devant de la scène une conception du cimetière simple. Cette idée va de pair avec les nécropoles multiples dans lesquels sont principalement pris en compte le respect des plus humbles et non la mise en scène des plus riches. De plus, on constate qu'après avoir étudié la nécessité d'utiliser des espaces architecturés pour manquer des distinctions sociales, les architectes se préoccupent de la place du végétal dans la notion de promenade mais aussi de sa symbolique.

¹⁸¹ COUPÉ, J.-M. *Des sépultures en politique et en morale*. Paris, Imprimerie Nationale, 1796. p.4

¹⁸² Ibidem. p.6

¹⁸³ Ibidem. p.7

¹⁸⁴ Ibidem. p.9

Entre monument et paysage

Comme l'établit Richard Etlin¹⁸⁵ à la suite de Philippe Ariès, le grand débat posé par la forme des nécropoles modernes est celui du monument et du paysage. Mais ce « classement » ne peut permettre une lecture de tous les projets. Certains n'entrent pas catégoriquement dans un type ou dans l'autre. Ce qui se dessine véritablement, c'est une volonté de concevoir le cimetière comme un monument, ou comme un paysage. Mais le cimetière-monument n'exclut pas forcément l'usage de végétaux, pas plus que le cimetière-jardin n'exclut les dispositifs architecturés. Comme l'indique Etlin, on peut observer dans cette période une tendance de passage d'une dominante à l'autre, c'est-à-dire du monument vers le paysage. Il explique cette évolution par les idées naissantes dans un contexte de bouleversement culturel. Le cimetière n'est donc pas seulement le miroir du rapport de la société à la mort, il est aussi moteur de réflexions. Ainsi, les propositions de projets monumentaux ou de paysages jouent un rôle dans l'émergence de nouveaux principes. La lecture que propose Etlin de cette transformation peut se décomposer en trois phases. La première phase est caractérisée par des projets proches du cimetière traditionnel chrétien, avec le maintien de la galerie périphérique et l'usage de formes simples. Ces projets montrent parallèlement une préoccupation hygiéniste qui classe le cimetière dans les équipements à bannir de la ville. Dans la seconde phase, la vision chrétienne cède la place à une vision humaniste de la société, qui s'exprime au travers d'une célébration de la nature. Il situe ainsi dans cette période les propositions visionnaires et engagées de Boullée. La troisième étape est celle qui mène à concevoir le cimetière comme un véritable jardin des morts. Dans le prolongement de la vision humaniste, cette perception du paysage idéal pour le repos des morts est associée à une imagerie romantique d'un Elysée. Aussi, Etlin analyse la position constante maintenue par les projets de l'Académie comme une forme d'engagement dans la réforme. Comme nous l'avons vu, il est possible de lire les théories des grands maîtres aux travers des projets d'étudiants, mais les intérêts de l'Académie pour cette question ne sont pas directs. Ces projets restent donc malgré tout en marge, même si certains illustrent parfaitement la vision humaniste dont parle Etlin. C'est sans doute, cette effervescence qui explique la difficulté à classer les projets. L'analyse d'Etlin ne peut donc constituer une grille de lecture complète et systématique concernant la forme.

Etlin, tout comme F.Bertrand identifie le parc d'Ermenonville, aménagé entre 1766 et 1778, comme le projet charnière qui marque l'orientation vers des projets de paysages plus que de monuments. Ultime transformation qui annonce la réalisation du Père Lachaise, première nécropole moderne réalisée et aboutissement d'une longue évolution conflictuelle selon Etlin¹⁸⁶.

À partir de l'ouvrage de René-Louis Girardin, qui théorise l'expérience d'Ermenonville dans son ouvrage sur la composition des paysages,¹⁸⁷ Frédéric Bertrand fait apparaître des déplacements de forme.¹⁸⁸ Ainsi, la naissance du jardin romantique et du culte des tombeaux puise ses racines dans les arts (peinture, littérature, art des jardins anglais). Ermenonville illustre comment la synthèse de ces sources annonce la mutation et les réflexions à venir. Girardin, comme Laugier et Patte, exprime la nécessité de concevoir des aménagements urbains dont l'organisation est guidée par une morale de la vie quotidienne. En cela il est inspiré par l'œuvre de Rousseau. Mais dans la pensée de ce dernier, les tombeaux doivent être placés hors la ville. Cette morale ne peut donc s'épanouir que dans un retour à la nature. L'espace paysagé créé devient ainsi un asile, un cadre harmonieux dans lequel peuvent se construire la vertu et l'éthique. Notons que les formes des

¹⁸⁵ ETLIN, Richard A.. *The architecture of death. The transformation of the cemetery in eighteenth-century*. Paris, Cambrigde : the MIT Press, 1984. 441 pages

¹⁸⁶ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles*. Op.cit.p.10

¹⁸⁷ GIRARDIN, René-Louis. *De la composition des paysages* (1777). Paris : Ed. du Champ Urbain, 1979.

¹⁸⁸ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles*. Op.cit. p.45-49

projets proposés, dans leur majorité, attestent d'une conception décontextualisée qui n'est pas vouée à s'intégrer mais à rester insulaire.

Girardin propose un paysage organisé autour d'une succession de tableaux qu'il conçoit à la manière d'un peintre ou d'un poète, plus que d'un architecte ou jardinier. L'usage de la végétation, de l'eau et la construction des fabriques servent les formes et les couleurs de chaque tableau. De même, les ruines, moulins, ermitages, cabanes, petits temples, monuments commémoratifs ont un rôle pédagogique dans l'art de composer un paysage. Frédéric Bertrand établit que cette succession de tableaux dans la promenade, illustre la situation « pittoresque » qui par enchantement du regard met en place la situation « poétique ». Mais en dehors d'un rejet du jardin anglo-chinois, la proposition réutilise les modèles existants. La notion qu'il introduit est celle du romantisme, qui s'ajoute à la situation pittoresque et poétique générée par la nature. Cette mise en scène est renforcée par la mort de Rousseau puis l'implantation de son tombeau sur l'île des peupliers en 1778. Comme l'indique F. Bertrand, ce lieu devient un but de promenade dans laquelle certains points de vue et des moments de la journée sont conseillés au visiteur. Ainsi, « le romantisme ne s'exprime pleinement que dans la solitude et le deuil de la nuit. Loin de la gaîté pittoresque du jour, la vérité des sentiments, dans une parfaite harmonie avec la nature, peut dès lors s'exalter dans la contemplation d'une vraie tombe. »¹⁸⁹ F. Bertrand nous démontre que Girardin met en place plus qu'un simple jardin à Ermenonville. Il organise les conditions d'un domaine prospère qui célèbre les valeurs et la moralité villageoises. La tombe, en symbolisant la volonté de souvenir, est un élément important de cet ensemble. Le tombeau de Rousseau devient ainsi un archétype de la sépulture isolée, qui influence le développement de la nécropole jardin.

2. Création de la nécropole idéale après la Révolution

Après la Révolution, la première réalisation de nécropole parisienne vient conclure le riche débat amorcé par les Lumières sur la forme, le nombre et l'emplacement des cimetières. Très inspirée des propositions qui l'ont précédé, elle se présente à la fois comme une synthèse des réflexions passées et une base pour les projets à venir. C'est pourquoi à la réalisation s'associe l'élaboration d'un texte fondateur de la nécropole moderne.

2.1 La nécropole devient communale

Le Parlement, dans sa volonté de mettre un terme au cimetière d'Ancien Régime, se trouve bloqué par l'inertie du clergé qui rend l'application des textes impossible. C'est pour débloquer cette situation que le cimetière devient progressivement un bien communal. Pour finir, la fin du cimetière d'Ancien Régime rime aussi avec la fin du cimetière paroissial. Nous avons vu que dans l'esprit des précédents textes législatifs, cette notion avait déjà été amorcée. Avec la Révolution, la propriété, l'administration et l'exploitation du cimetière passe définitivement sous l'autorité civile.

1791 : Lois pour la sécularisation de l'espace funéraire

Avant la loi du 15 mai 1791, les cimetières sont des biens de l'Eglise consacrés comme terres saintes. Les Fabriques en sont généralement propriétaires et procèdent à leur administration.

La loi de 1791 impose la vente des biens et des meubles des paroisses supprimées. Il s'agit encore d'un texte en demi-teinte puisqu'il ordonne au clergé de vendre les cimetières qui lui appartiennent

¹⁸⁹ Ibidem

au même titre que les autres bien cités. Pour autant, rien n'est établi de façon claire quant à l'acquisition des nouveaux cimetières. Est-ce que l'autorité civile va pouvoir s'en charger ? Le texte ne le dit pas. Pourtant à partir de cette date le cimetière paroissial disparaît officiellement. Le cimetière communal lui, n'est pas encore mis en place. Cette situation traduit bien une évolution progressive et lente, qui passe par plusieurs phases. Ce n'est qu'en 1804, avec le texte de Prairial que l'acquisition et l'aménagement des nouveaux cimetières seront clairement confiés à la charge de la commune et que tous les anciens cimetières deviennent la propriété de l'Etat.

La loi du 16-24 Août 1791 charge l'autorité civile de la police des cimetières. L'exploitation des cimetières et plus particulièrement les inhumations et les sépultures sont à présent gérées par la municipalité. La translation puis la sécularisation achève de déposséder l'Eglise de son emprise sur les cimetières.

Arrêt du 21 Ventôse An IX : pour la création des nouvelles nécropoles

La sécularisation de la nécropole moderne ne devient effective qu'avec les premiers projets réalisés. Ainsi, en 1794, la municipalité préconise la création de quatre grandes nécropoles, hors de la capitale, mais l'instabilité politique de la période révolutionnaire retarde l'application de ce projet. Nous savons que sous le Directoire, l'Administration faisant fi des précédentes décisions, impose en 1799 le projet de nécropole unique dessiné par Molinos. Après le coup d'Etat du 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte, le Consulat s'attachera à reprendre les initiatives de la Révolution.

Finalement, il n'y aura que trois nécropoles. En effet, l'Arrêt préfectoral du 21 Ventôse an IX (12 mars 1801) prescrit l'établissement de trois nécropoles hors de l'enceinte des fermiers généraux, qui marquent le début de l'organisation moderne des espaces funéraires parisiens. Il est intéressant de noter que le texte qualifie ces trois espaces « d'enclos de sépulture ». Ce terme n'était jusqu'à présent pas apparu dans les textes. Il renvoie avant tout à la notion d'isolement. On peut également penser que le changement de terme vise à marquer plus fortement la rupture avec le cimetière d'Ancien Régime. Nous emploierons néanmoins le mot nécropole, qui apparaît souvent dans des rapports sur le sujet, caractérisant un espace funéraire de grande échelle. En effet, la ville de Paris passe de plusieurs centaines de cimetières à la fin de l'Ancien Régime à trois nécropoles au début de la période moderne, pour un nombre d'inhumations pourtant croissant. Il est donc important de qualifier ce changement d'échelle et de quantité par des termes bien distincts.

L'Arrêt de l'an IX précise l'emplacement de ces trois nécropoles : au nord, à l'est et au sud, ainsi que les arrondissements qui leur sont affectés. Ce texte prescrit une surface de 15 hectares pour chacun de ces espaces, avec la création d'un lieu de deuil en partie centrale. Plus largement, il établit un règlement des cimetières dont les principales dispositions seront reprises par le Décret du 23 Prairial an XII, texte fondateur de la nécropole moderne. Ainsi, y sont définis les convois, l'organisation des dépôts, le mode d'inhumation, l'organisation des funérailles et la gestion de la nécropole.

L'article 24 prévoit la désignation d'un entrepreneur général chargé du service des inhumations. M. Bobée, ainsi nommé au titre de Directeur des inhumations, se charge de faire un état des lieux des quatre cimetières provisoires encore en activité, dont nous avons parlé précédemment. Il conclut cette étude de la façon suivante : Sainte-Marguerite est saturé mais peut être agrandi, Sainte-Catherine ferme dans les deux mois, Vaugirard doit être conservé et le cimetière sous Montmartre est indigne. Il est donc urgent de créer les nouvelles nécropoles.

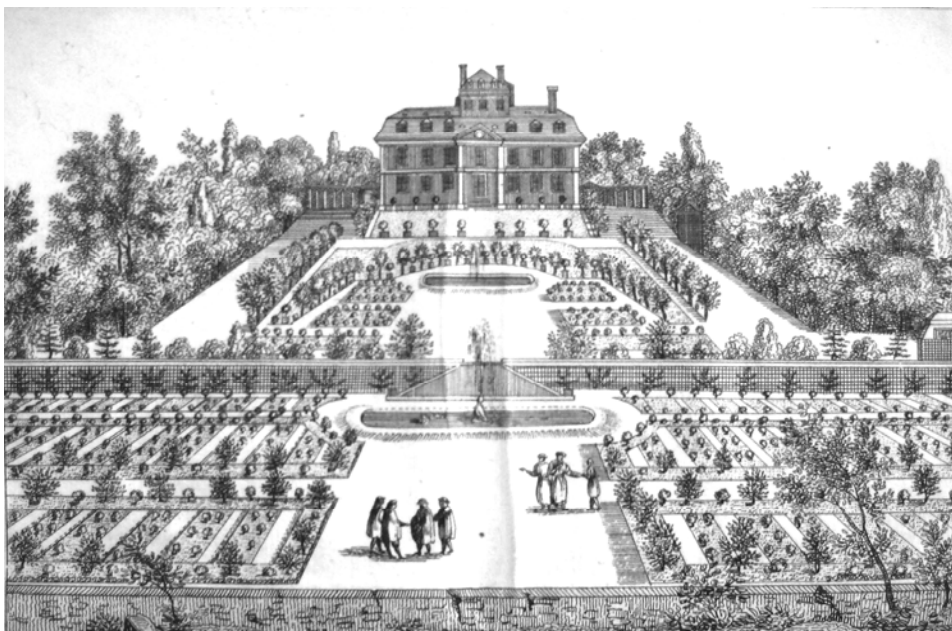
2.2 Le Père Lachaise ou la nécropole modèle

La nécropole de l'Est, dite du Père Lachaise est la première réalisation de nécropole parisienne moderne. Selon les dires du Préfet de la Seine Frochot en charge de cette opération, elle se doit d'être un exemple pour toutes les autres. Elle est particulière en cela qu'elle cristallise les idéaux d'une société au travers du pouvoir civil.

Le prestige du site

Conformément à la réglementation, le choix du site fait par le Préfet se tourne vers un lieu situé à l'extérieur de Paris. Ce qui est plus surprenant, c'est que son choix se porte sur un terrain qui n'est ni vierge de construction, ni vierge de culture, et encore moins sur un lieu anonyme. Au contraire, il choisit un domaine déjà chargé d'histoire, composé d'une belle demeure trônant au milieu d'un magnifique jardin. Ainsi, la particularité de ce projet tient dans la réutilisation d'un espace dont la vocation première n'a aucun lien avec la fonction funéraire. En quelque sorte, c'est la démarche opposée à celle qui a vu la constitution du cimetière des Saints-Innocents. Plus encore, le Préfet va s'appuyer sur le prestige de ce site pour assurer le succès de son projet. Le terrain choisi pour la création du cimetière de l'Est est bien connu des Parisiens. Son passé, attaché à des personnages illustres, en fait un lieu de prestige. Le choix de ce terrain pour la création de la première des nécropoles parisiennes modernes n'est donc pas anodin. Dans la campagne parisienne, il incarne également parfaitement l'idéal du paradis perdu.

À l'origine, le Champ l'Evêque est la propriété de l'Evêque de Paris. Sans culture, ce terrain situé sur un coteau, bénéficie d'une vue remarquable, dégagée sur la capitale et sa campagne environnante. En 1547, un riche épicier nommé Regnault en fait l'acquisition et l'étend de quelques terrains adjacents. À l'image des seigneurs de son époque, ce négociant y fait ériger une bâtisse de plaisance dominant un grand jardin de 6 arpents. La Folie Regnault, comme elle fut nommée, est acquise par les Jésuites à la mort de son propriétaire. À partir de 1615, le site rebaptisé « maison des champs », devient la maison de campagne des religieux, installés rue Saint-Antoine dans Paris. Ces derniers viennent profiter du calme de ce coin de nature pour effectuer des retraites. L'un d'eux, le fameux Père François Lachaise, n'est pas moins que le confesseur personnel du roi Louis XIV. On raconte ainsi que le jeune Roi assiste aux combats de la fronde dans le faubourg Saint-Antoine depuis les hauteurs de ce domaine, dès lors renommé Mont-Louis, en son hommage. Mais bien que ce lieu soit connu de multiples noms, lié à ses propriétaires successifs, l'histoire n'en retient encore aujourd'hui qu'un seul. En effet, le site reste attaché à la mémoire du personnage le plus marquant qui a imprégné ce lieu, il s'agit du Père Lachaise. En 1676, le Père jésuite obtient, à la faveur du Roi, la propriété du Mont-Louis sur lequel il reconstruit la grande maison pour en faire une demeure richement décorée de deux étages. Cette construction, bien que remaniée au fil du temps, conserve son implantation culminante offrant une vue imprenable sur les environs. À la mort du Père Lachaise, en 1709, la propriété revient aux Jésuites. Ces derniers chassés de France, le Mont-Louis connu divers propriétaires avant d'être acheté par la Ville de Paris.



Montlouis

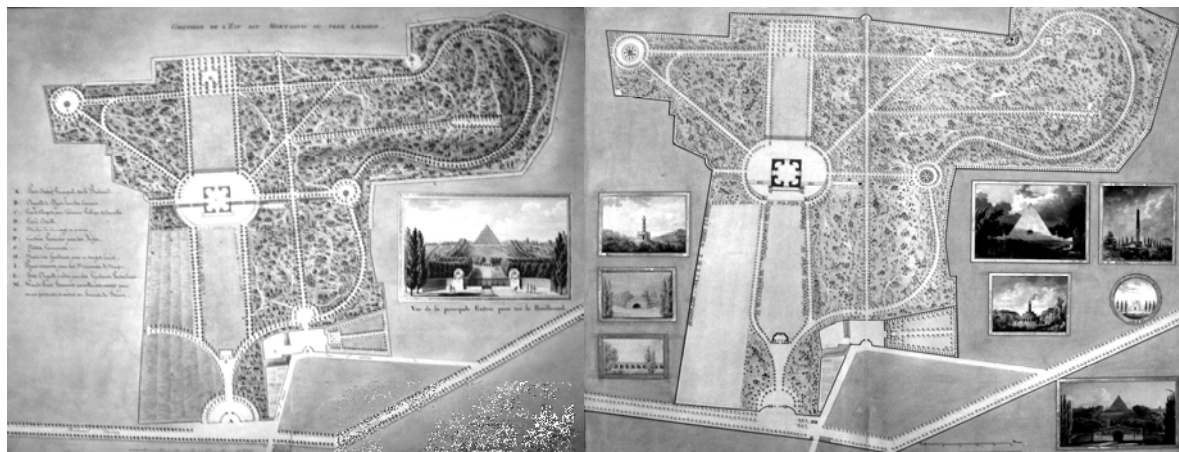
Dans Roger, *Le champ du repos ou le cimetière Mont-Louis, dit du Père Lachaise*.

L'intervention minimale de l'architecte

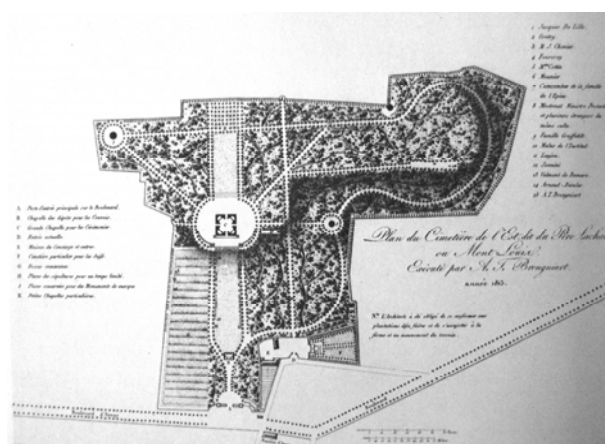
En 1804, le Préfet de la Seine Frochot fait l'acquisition de ce terrain en vue d'y réaliser une des trois grandes nécropoles parisiennes. Il charge Brongniart de l'aménager, en tant qu'Inspecteur général en chef de la Deuxième section des Travaux publics du Département de la Seine et de la Ville de Paris. L'architecte Alexandre-Théodore Brongniart excelle dans l'aménagement de parcs et jardins paysagers, comme à Maupertuis où il poursuit les embellissements de Ledoux. Spéculeur sur la transformation de Paris, il est plus particulièrement connu à cette période pour la conception d'hôtels particuliers.

L'architecte obtient le délai très court de deux mois pour dessiner son projet. Le site ayant déjà un caractère fortement marqué, sa proposition consiste en une intervention minimale qui met en valeur les points forts du lieu. Ainsi, il trace les principaux traits d'un jardin à l'anglaise sur la base du magnifique jardin vallonné existant. De plus, lorsque Brongniart intervient, le cimetière est déjà ouvert et compte un petit nombre de sépultures, que l'on voit d'ailleurs figurer sur les dessins de l'architecte, au même titre que l'emplacement précis des fosses communes déjà en usage. La composition d'ensemble, au travers des représentations graphiques qui en sont données, exprime ainsi une sorte d'idéal du paradis champêtre. Il choisit d'organiser sa composition autour du point culminant, destiné à recevoir une chapelle pyramidale. Il prévoit également la construction d'un dépôt près de l'entrée et le dessin de la porte principale. En cela, sa conception rappelle le Champ des morts de Giraud et Molinos, dans laquelle l'entrée et les bâtiments sont les seuls éléments géométriques. Les avenues principales qui traversent le domaine de part en part, axent les points de vue vers cette chapelle, qui remplacera l'ancienne bâtisse surplombant le jardin. L'architecte imagine quelques points remarquables réservés aux sépultures des grands hommes pour décorer des ronds-points. Les tracés sinueux qu'il propose sont des invitations à la promenade et à la flânerie, ce qui est totalement nouveau dans un lieu de sépulture. L'irrégularité du terrain impose à

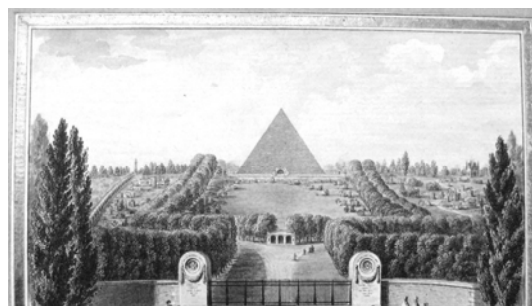
Brongniart d'adapter son dessin aux plantations existantes et au relief du site. L'ensemble se présente comme une composition hybride qui fait ressortir de manière évidente l'histoire du site. Ainsi, l'axialité induite par le jardin à la française d'origine et mise en valeur par Brongniart, se superpose aux parcours sinueux du jardin à l'anglaise nouvellement créé. Bien que l'esprit dominant soit celui du jardin à l'anglaise, les tracés datant du Père Lachaise sont très lisibles dans le nouveau plan.



Brongniart, Plans du cimetière de l'Est, 1812.
Cabinet d'Estampes, Musée Carnavalet.



Brongniart, Plan du cimetière de l'Est, 1813.
Dans Etlin, *The architecture of death*.



Zooms, Plans du cimetière de l'Est, 1812.

Brongniart dessine de multiples versions du projet – au moins trois - qui sont sensiblement identiques. En effet, elles s'appuient sur la même base. Le dessin des circulations, de la galerie, ainsi que l'implantation des équipements et sépultures y sont identiques. Prenons la première

version, dont la date estimée est 1812, comme base de comparaison¹⁹⁰. Elle propose un dépôt dont le plan est rectangulaire et une entrée monumentale, très ouverte visuellement sur l'extérieur, grâce à une large grille. La seconde version,¹⁹¹ de la même année, présente un dessin différent du dépôt, avec un plan semi-sphérique. Le plateau sur lequel s'implante la pyramide centrale est beaucoup plus rond, moins ovale que le précédent. Les deux dernières proposent une variante du traitement de l'entrée, plus rude et plus massif qui ne laisse rien paraître du paysage intérieur. Le dépôt est revenu à son état initial. Par contre, la place de la pyramide conserve l'implantation plus ramassée apportée par la deuxième version. Cependant ces déclinaisons se présentent comme vraiment anecdotiques dans le plan. Elles ne signifient pas de prise de positions différentes mais plutôt de petits ajustements. La dernière version, qui est globalement un mélange des deux autres, présente toutefois une organisation de l'entrée moins dilatée que dans les précédentes.¹⁹²

Outre l'aménagement paysager, Brongniart conçoit l'architecture du cimetière, à savoir le traitement de l'enceinte et de l'entrée ainsi que la chapelle centrale. C'est dans l'écriture architecturale de ces éléments que l'on retrouve la filiation des propositions de Brongniart avec les réflexions des théoriciens de l'architecture sur l'image du cimetière. En effet, les dessins de Brongniart, qui fut l'élève de Boullée, suivent parfaitement le principe de l'architecture ensevelie et de l'architecture des ombres hérités de son maître¹⁹³. Il propose également des projets de monuments remarquables à implanter sur les ronds-points, dont les dessins font également directement référence à Boullée.¹⁹⁴ Le motif de la galerie figure dans le projet comme proposition de traitement de l'enceinte. Cette idée ne vient pas de Brongniart, pas plus que de Frochot. Elle a été défendue par Quatremère de Quincy qui y voit une manière d'organiser un bel espace architecturé, à l'image du Campo Santo, aux frais de la population. En effet, son idée de financement s'apparente à la constitution sauvage de la galerie des Innocents. Il imagine donner des portions de terrain pour les concessions perpétuelles de première classe, adossées contre l'enceinte. En échange de ce privilège, il entend imposer aux familles l'édification d'une portion de galerie. La galerie est une proposition commune à toutes les versions. Elle ne fait pas l'intégralité du contour du cimetière mais suit une grande partie de l'enceinte. Ainsi, elle évite la zone de l'entrée et des fosses communes. Le motif de la galerie, réinterprétation d'un modèle d'Ancien Régime, est hérité lui aussi des réflexions des Lumières.

Brongniart ne verra jamais son œuvre réalisée, puisqu'il décède le 6 juin 1813 et est inhumé dans cette nécropole. Il laisse donc une œuvre inachevée. En effet, le portail de l'entrée principale et la chapelle pyramidale ne sont pas encore réalisés. C'est l'architecte Hyppolite Etienne Godde, qui prend la succession de Brongniart dans cette tâche, en tant qu'architecte de la ville. Les monuments funéraires ainsi que le dépôt que son prédécesseur avait imaginé ne seront pas érigés.

¹⁹⁰ BRONGNIART, Alexandre-Théodore. *Cimetière de l'Est dit Mont-Louis ou Père Lachaise, Projet d'aménagement*. Plume et aquarelle. Date présumée 1812 .n° D6697. Cabinet d'Estampes. Musée Carnavalet

¹⁹¹ Ibidem .n° D6701. Cabinet d'Estampes. Musée Carnavalet

¹⁹² BRONGNIART, Alexandre-Théodore. *Plan du cimetière de l'Est dit du Père Lachaise ou Mont Louis*. 1813. Reproduit par ETLIN, Richard. *The architecture of death. The Transformation of the Cemetery in Eighteenth-Century Paris*. London : MIT Press, 1984. p.324

¹⁹³ Concernant le dessin de l'entrée principale du cimetière, cf BOULLEE, Etienne-Louis. *Monument funéraire caractérisant le genre de l'architecture des ombres : élévation géométrale*. 1781-1793. BNF

BOULLEE, Etienne-Louis. *Entrée d'un cimetière : élévation perspective*. 1781-1793. BNF

Concernant la chapelle pyramidale, cf BOULLEE, Etienne-Louis. *Cénotaphe dans le genre égyptien*. 1781-1793. BNF

¹⁹⁴ BOULLEE, Etienne-Louis. *Fanal : dessin*. 1781-1793. BNF

BOULLEE, Etienne-Louis. *Cénotaphe : dessin*. 1781-1793. BNF

Individualisation des espaces de sépulture et culte des morts

Le cimetière du Père Lachaise ouvre ses portes le 1er Prairial An XII (1804) quelques jours seulement avant le Décret du 23 Prairial An XII, qui réglemente la conception du cimetière moderne. À la fois expérimental et modèle, cet espace funéraire est remarquable car il symbolise l'idéal de la mort dans une société en mutation. Il est donc intéressant d'étudier les solutions architecturales et typologiques nouvelles qu'il propose.

L'architecte Brongniart doit composer son projet avec un site et un budget précis, mais également avec un programme. Celui-ci est défini en Conseil Municipal en présence de Frochot et de Quatremère de Quincy. Le cimetière du Père Lachaise applique les quatre natures de concessions voulues par la municipalité. Les tranchées communes sont attribuées aux pauvres, les moins modestes peuvent prétendre à des concessions temporaires et enfin les plus riches peuvent s'offrir des concessions perpétuelles, réparties en deux classes. Dans un Arrêté préfectoral du 15 Ventôse an XIII, Frochot fait préciser les modalités de ces concessions et indique leur placement dans le cimetière.

Le système de la concession entraîne un développement de l'espace individuel de sépulture, proposé à différents prix et avec différentes modalités. C'est une des innovations importantes de la nécropole moderne, qui va contribuer à bouleverser le paysage funéraire. Jusqu'à l'ouverture des deux autres nécropoles, le Père Lachaise est le seul à offrir des concessions perpétuelles.

Comme l'analyse Philippe Ariès, la grande révolution de l'affectivité qui voit la naissance de la nécropole moderne est liée au développement du culte des morts. Le corps et la tombe doivent à présent coïncider pour permettre le souvenir du mort. Cette idée s'oppose donc aux corps entassés dans les fosses ainsi qu'aux corps morcelés dans les charniers (crânes d'un côté, os longs d'un autre,...).¹⁹⁵ Mais ce bouleversement intervient progressivement. Ainsi, Ariès indique que pour ne pas perturber trop les modes d'inhumation, des solutions intermédiaires comme les « boîtes à crânes » précèdent au développement de véritables monuments individuels. Les boîtes à crâne sont des sortes de charniers individualisés, qui proposent avant tout d'éviter l'anonymat. Le crâne est placé dans une case en pierre, dont la façade partiellement ouverte permet d'apercevoir le contenu et de graver une sorte d'épithaphe. Ce que permet ce dispositif est donc avant tout lié à l'identification. Mais Ariès rappelle que dès la fin du XVIIe siècle, les maîtres-artisans et les bourgeois revendiquent déjà leur identité au travers de tombeaux individuels qui stipulent leurs noms et qualités, dans les galeries et cloîtres. La transformation de l'espace funéraire se met donc en place sur l'héritage d'un ensemble de pratiques. En effet, le principe d'individualisation et de marquage d'un espace de souvenir préexistant, avec les cimetières à croix, le cimetière à stèles rectangulaires ou arrondies, les cimetières à galeries¹⁹⁶. Cependant, de manière générale, soit ces dispositifs ne sont pas associés à la totalité des restes, soit ils ne matérialisent pas la totalité de l'espace d'inhumation puisque que cet espace reste public. La concession organise l'association et la privatisation de l'emplacement exact et intégral du corps, soit la dalle, qui peut devenir le support d'un monument individuel. De la même manière, J.D.Urbain associe la nouvelle exigence de sépulture d'une société qualifiée par son besoin de conservation des morts, au recouvrement exact du corps : « Le monument change alors de fonction symbolique. Il doit conserver le mort dans sa présence même : dans son « être-là » (...) Le monument devient ainsi avant tout la partie visible d'un réceptacle étanche que motive un projet de rétention physique des morts, une disposition qui devrait permettre aux défunts de perdurer hors même du souvenir... »¹⁹⁷ Il nous

¹⁹⁵ ARIES, Philippe. *Images de l'homme devant la mort*. Paris : Seuil, 1983. p.242

¹⁹⁶ Ibidem p.222

¹⁹⁷ URBAIN, Jean-Didier. *L'archipel des morts. Cimetières et mémoire en occident*. Paris : Payot, 2005. p.187-189

explique plus largement la raison profonde du changement radical de la perception de la mort dans notre société : « Si la mort vécue que l'on observe dans la vie sociale est objectivement une série de gestes et de rites qui va de l'ultime maladie au tombeau et au-delà, elle est surtout le reflet de rêveries ordonnées qui ont suscité la mise en place d'un cadre sécurisant de pratiques funéraires (...) Il s'agit de « domestiquer » (après les plantes, les animaux et la matière) la différence entre morts et vivants : non pas nécessairement de dissiper l'écart qui sépare ces deux mondes, ni même de réduire la distance entre les deux ; mais seulement d'établir, d'abord, leur coexistence ; et de troubler ensuite, en quelque manière, la radicalité de leur séparation. Non pas nier la frontière, mais rendre la limite relative et propice à l'échange. »¹⁹⁸ Au-delà du rite, la sépulture devient la matérialisation de cet espace de dialogue d'une société avec la mort et avec ses morts. L'importance quantitative mais également qualitative de cet espace révèle l'importance de cette modification de l'affectivité.

L'espace privé du mort prend physiquement et symboliquement une place importante dans l'espace public de la nécropole : « Le déplacement des cimetières en même temps que la volonté nouvelle de posséder une tombe individuelle, définitive et coïncidant avec la sépulture, obligèrent les urbanistes à concevoir un modèle de cimetière entièrement nouveau ». ¹⁹⁹Cette nouvelle disposition va engendrer un maillage viaire particulier de la nécropole, tissu d'un lien entre les deux.

2.3 L'appareil législatif de l'an XII à 1843 face à la difficulté du cas parisien

Le Décret du 23 Prairial An XII : codification d'un principe spatial

Le Décret du 23 Prairial An XII impose des changements radicaux dans la façon de concevoir l'espace funéraire mais aussi dans son fonctionnement. Ce texte qui prolonge la législation d'Ancien Régime fait encore référence de nos jours. Il est initié par Napoléon 1^{er}, qui établit par ce biais les fondements des droits et des devoirs d'une société envers ses morts alors qu'il n'est encore que Premier consul. C'est un texte fort qui marque le paysage funéraire comme aucun autre. Devenu Empereur, Bonaparte instaure le droit à chaque citoyen d'être enterré, indifféremment des considérations de race et de religion. Il n'est pas non plus anodin que Chaptal, le Ministre de l'intérieur qui œuvre à l'élaboration des détails du Décret, soit médecin et chimiste. Il est également intéressant de noter, comme le précise Régis Bertrand, que Chaptal cite nommément les deux lauréats du concours de l'an IX dans ses rapports préparatoires au Décret. La filiation des grands traits de ce texte avec les projets des architectes de la fin du XVIII est donc avérée. Ceci explique aussi que Prairial est un acte fondateur qui apporte une conclusion aux préoccupations hygiénistes des Lumières.

Sépultures et lieux d'inhumation

Le titre I donne les orientations majeures concernant « les sépultures et les lieux qui leur sont consacrés ». Les principales prescriptions qui y sont faites s'inscrivent dans la lignée des réflexions amorcées par les Lumières avec la mise en application de notions fortes telles que la séparation des vivants et des morts et l'implantation de la nécropole à l'extérieur de la ville. Toutefois, une amélioration supplémentaire significative y fait son apparition, c'est celle de l'individualisation de l'espace funéraire.

¹⁹⁸ Ibidem p.49

¹⁹⁹ ARIES, Philippe. Op. cit. p.244

La première et la plus forte volonté de ce Décret est d'établir le cimetière comme un espace dont l'unique fonction est liée aux morts. C'est pourquoi il vise à éradiquer toute pratique d'inhumation dans des lieux multiples, et à fortiori des lieux dont ce n'est pas la vocation. Dans un premier temps, l'article 1 marque l'interdiction absolue d'inhumer dans les lieux de culte clos et fermés. Cette règle vient renforcer et affirmer une volonté amorcée par les réglementations antérieures. En effet, c'est la Déclaration royale de 1776 qui entame la restriction des autorisations d'inhumation dans les lieux de culte à certains bénéficiaires qui doivent en outre édifier des caveaux conformes. Il s'agit d'un texte incitatif qui marque les prémises d'une action progressive. Avec le Décret de Prairial, le cimetière devient définitivement l'unique lieu dédié à l'inhumation des morts. En cela, il ne doit accueillir aucune fonction liée à toute autre activité, comme cela a pu être le cas par le passé.

Le titre I, qui traite des sépultures et des lieux qui leurs sont consacrés, instaure également la nouvelle place du cimetière dans la ville. L'article 1 ajoute à l'interdiction d'inhumer dans les lieux de culte, l'interdiction d'inhumation dans l'enceinte des villes. L'article 2 vient préciser la distance minimale d'éloignement de l'enceinte des villes et bourgs entre trente cinq à quarante mètres. Il est à noter que les villages ne pas concernés par ce Décret. Là encore cette notion fut déjà amenée par la Déclaration royale de 1776, qui recommandait l'éloignement des cimetières paroissiaux à l'extérieur des zones urbanisées. L'inhumation dans les lieux privés reste toutefois possible, pourvu que le lieu en question respecte ladite distance d'éloignement.

L'article 3 s'attache à décrire les caractéristiques principales du cimetière. Ainsi, il doit de préférence être situé sur un terrain élevé et exposé au nord, être clos par un mur de deux mètres de haut et planté. La préconisation concernant le terrain s'appuie sur le fait que les terres élevées sont moins sujettes au jaillissement d'eau. D'autre part, les vents du nord sont reconnus comme étant plus vifs et donc plus propices aux dissipations d'émanation. Il est admis que ces dispositions, les plus favorables, ne peuvent être systématiquement appliquées. Les terrains répondant à des conditions différentes ne sont donc pas exclus. Il est précisé que les plantations ne devront pas générer d'obstruction à la circulation de l'air. Cette idée fait référence à une veille croyance véhiculée par l'Eglise et qui avait jusqu'alors justifié qu'aucune plantation n'eût place dans les cimetières. Cette prescription révèle également que la préoccupation pour l'air plus que pour le sol est encore très présente. On peut donc noter que les prescriptions liées aux caractéristiques de l'espace funéraire sont pour le moins sommaires. Le Décret ne laisse aucune indication sur l'aspect que devrait avoir cet espace. La notion d'espace clos n'est pas nouvelle puisque la majorité des cimetières était déjà clos. Les cimetières importants comme le cimetière des Innocents le furent pour des raisons de sécurité (dissuader les rôdeurs, les prostituées, les voyous) mais aussi pour des questions d'hygiène (les animaux venaient déterrer les corps).

Contre la fosse commune, les fosses individuelles

Les articles 4, 5 et 6 traitent des fosses. Une des grandes nouveautés amenées par le Décret est la création de fosse individuelle. En effet, dorénavant « chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée », dont les dimensions sont décrites précisément ainsi que l'espacement minimal entre chacune. Le délai de renouvellement des fosses est lui fixé à cinq ans, ce qui correspond au délai jusqu'alors pratiqué. Cette donnée est importante car c'est elle qui conditionne la superficie à prévoir (cinq fois plus grande que la superficie nécessaire annuellement). Le délai de cinq ans est donc estimé comme étant le délai décent minimum de décomposition d'un corps avant reprise de la sépulture. Nous verrons que ce délai réapparaît un peu plus loin dans le Décret au sujet des cimetières à fermer. Cette disposition est justifiée clairement dans le Décret comme visant à « éviter les dangers qu'entraîne le renouvellement trop rapproché des fosses. »

Le titre I donne donc les lignes directrices du cimetière moderne avec un degré de précision important sur des points secondaires (comme l'espacement entre fosse) et un flou surprenant sur des sujets importants comme l'image du nouveau cimetière et sa composition. La fonction, l'implantation urbaine et le mode de fonctionnement du nouvel espace funéraire sont pour autant établis avec clarté.

Des anciens aux nouveaux cimetières

Le titre II éclaire sur les modalités de passage des anciens aux nouveaux cimetières. Ces prescriptions précisent d'une part ce qu'il doit advenir des cimetières fermés, et apporte d'autre part des précisions sur la gestion des concessions particulières, une des nouveautés apportées par le cimetière moderne.

Comme exposé par l'article 7, les communes possédant déjà un cimetière hors de la ville à la distance minimale prescrite des zones urbanisées, ne sont pas concernées par ces dispositions. Par contre, pour les communes qui doivent créer de nouveaux cimetières et donc fermer les anciens, les prescriptions du Décret s'appliquent. Pour ces dernières, les vieux cimetières devront rester inutilisés pendant le délai de cinq années précédemment mentionnées, avant de pouvoir être donnés ou loués par la ville en vue de plantations uniquement. En effet, les constructions sur ces terrains sont exclues afin de ne pas fouiller les sols. Cette disposition vise une fois de plus le respect des corps et du temps de décomposition.

Apparition de la concession

S'agissant des concessions de terrain faites à des particuliers, il y a là une autre disposition novatrice. Nous avons parlé précédemment de l'apparition des fosses individuelles gratuites. À présent, il s'agit de pouvoir édifier sa sépulture sur un emplacement acheté ou loué à la ville, c'est-à-dire une « concession ». Certains bienfaiteurs et donateurs en faveur des hôpitaux et des pauvres, pourront acheter une de ces concessions. Il est précisé qu'une telle faveur ne pourra être accordée que si la superficie du lieu d'inhumation le permet. L'usage qu'en propose le texte est donc limité. La concession est définie comme « une place distincte et séparée » qui permet d'édifier une sépulture, un caveau, un monument ou un tombeau. Il est probable que cette notion de construction soit envisagée en remplacement du privilège des inhumations dans les lieux de culte ainsi que celui des sépultures dans les galeries sous les charniers. L'individualisation de la sépulture est alors établie et légalisée. De ce fait, elle sort du champ de l'arbitraire pour trouver une forme d'encadrement. Elle peut donc avoir une réalité physique et s'affirmer architecturalement. Les autres espaces d'inhumation peuvent tout de même apposer un signe qui marque l'emplacement de leur sépulture, type pierre sépulcrale, sans pour autant fonder le dispositif. Le marquage de l'espace individuel du souvenir, instauré par l'article 12, est donc démocratisé pour respecter le culte des morts.

Police des espaces funéraires

Le titre IV traite de la question de la police des espaces funéraires. Il précise la place de chaque culte ainsi que les modalités de cohabitation de l'autorité civile avec l'autorité religieuse.

L'article 15, se présente comme une subsistance du cimetière religieux. En effet, il attribue des enclos particuliers à chaque culte pratiqué dans une ville. Ainsi, ces enclos particuliers constituent des regroupements de communauté religieuse qui rappellent le cimetière paroissial, bien qu'appartenant à la ville. Les espaces consacrés aux différents cultes peuvent également être

conçus comme de petits cimetières indépendants. Chaque culte aura un espace qui lui sera réservé soit dans un cimetière propre soit dans une partie d'un unique cimetière dont la séparation physique et visuelle sera bien claire. Chaque espace devra être desservi par une entrée séparée. Elle aura par ailleurs une superficie proportionnelle aux nombres de fidèles dudit culte. La loi du 14 Novembre 1881 fera disparaître cette pratique, qui se présente comme le dernier obstacle à la laïcisation du cimetière.

À cette période, la police des espaces d'inhumation est assurée par l'autorité civile. C'est donc elle qui a en charge de faire respecter la réglementation de ces espaces et aussi qui a la charge de valider les diverses autorisations qui les concernent. D'un autre côté, les Fabriques des églises conservent leur monopole sur l'assistance aux funérailles (confection de fourniture, prêt de véhicule, service aux familles). Il s'agit donc d'une autre étape dans la transformation lente du religieux au laïc.

L'Ordonnance royale de 1843 : pour imposer un paysage national

L'éloignement instigué par le Décret de Prairial ne s'applique qu'aux villes et bourgs. Il faut attendre l'Ordonnance royale de 1843 pour que cette règle s'applique indifféremment à toutes les communes de France. La dimension urbaine du Décret de Prairial vient répondre à une situation d'urgence essentiellement rencontrée sur des sites de grande densité alors que l'Ordonnance de 1843 a pour but de rétablir une égalité de traitement sur le territoire entre les zones urbaines et les zones rurales. Comme le souligne Michel Vovelle : « les contrastes qui se dessinent d'entrée ne semblent pas d'abord privilégier les clivages de nature géographique. On songe en premier lieu à une coupure, ou à une propagation ville-campagne. »²⁰⁰ Le cadre proposé par la réglementation part d'une situation urbaine pour ensuite envisager son application en site rural. La réflexion et la pratique nouvelles se déplacent ainsi de la ville vers la campagne.

Le titre I s'intitule « De la translation des cimetières ». Arrêtons nous un instant sur le terme translation, pour noter qu'il ne fût pas employé par le précédent Décret. Pour rappel, le titre I du Décret de Prairial est « Des sépultures, et des lieux qui leur sont consacrés » alors que le titre II est « De l'établissement des nouveaux cimetières ». Avec cette nouvelle Ordonnance, le mot est lancé, il s'agit bien de mettre en place la dernière étape de la mutation du cimetière moderne, celle qui consiste en la translation de l'ensemble des cimetières à l'extérieur des villes, bourgs et villages. Ainsi, toutes les communes, sans distinction de taille, doivent respecter la distance minimale d'éloignement prescrite par le Décret de Prairial.

La définition des concessions est précisée. Elles seront de trois classes : perpétuelles, trentenaires et temporaires. Les deux dernières classes sont réputées renouvelables et les concessions temporaires délivrées pour quinze ans. Le système de concession étant soumis à compensation financière de la part du particulier, l'Ordonnance de 1843 établit la destination de ces bénéfices. Les sommes versées pour l'obtention d'une concession sont reversées de la façon suivante : 1/3 pour les pauvres ou établissements de bienfaisance et 2/3 pour la commune. On note que l'entière gestion des fonds est détenue par l'autorité civile, l'Eglise n'intervient plus dans l'administration du cimetière.

²⁰⁰ BERTRAND, Régis, VOVELLE Michel. *La ville des morts. Essai sur l'imaginaire urbain contemporain d'après les cimetières provençaux*. Marseille : Editions du centre national de la recherche scientifique, centre régional de publications, 1983. p.13.

Les textes qui légitiment l'exception parisienne

Les dispositions transitoires stipulent qu'il est fait une exception du cas de la ville de Paris. Ainsi, les divisions de concessions établies par ce texte ne seront pas effectives dans les cimetières parisiens. Les autres mesures ayant préalablement été imposées par le Décret de Prairial aux villes auront un impact sur la capitale mais cette spécificité des classes de concessions ne peut être mis en place à Paris pour l'heure. En 1843, les trois grandes nécropoles parisiennes sont ouvertes et offrent de multiples concessions mais le succès fulgurant de ces dernières rend difficile la gestion de différent type de concessions. C'est pourquoi les concessions trentenaires ne sont pas en usage dans les cimetières parisiens.

Ce sont des Arrêts municipaux qui régissent les cimetières parisiens. Les Arrêts du 14 Septembre 1850 et du 18 Novembre 1879 statuent sur le fonctionnement de ces espaces funéraires. Les concessions sont réparties en quatre classes : tranchées gratuites, concessions temporaires, trentenaires et perpétuelles.

Contrairement aux dispositions de Prairial, le règlement du 27 Avril 1889 autorise l'usage des tranchées communes, pour les familles qui n'achètent pas de concession de terrain. Ce texte légalise un usage qui n'a jamais pu cesser dans la capitale. Cependant, les piles de cercueils respectent toutefois un espacement de 20 centimètres imposés, qui permet une meilleure organisation et une implantation précise des corps.

Les concessions temporaires sont attribuées pour une période de cinq années et renouvelables une fois. Individuelles, elles ne permettent pas d'ériger de dispositif funéraire. Seules les concessions accueillant de multiples inhumations donnent droit à établir un caveau ou autre monument. Elles constituent environ 25% des inhumations parisiennes.

Les concessions trentenaires ne seront en usage à Paris qu'après un Arrêt préfectoral du 30 Décembre 1886. Elles sont renouvelables tant que souhaité et autorisent à l'édification d'un caveau.

Les concessions perpétuelles sont par contre effectives dès Prairial. Elles ne peuvent être utilisées que par les proches de l'acquéreur. Les bordures des avenues et chemins sont réservées aux concessions plus imposantes, c'est-à-dire à celle qui font au moins 3 mètres carrés.

3. Une réalité loin du champ des morts idéal

La vision du Champ des morts idéal qui a motivé la création de la première nécropole moderne atteint rapidement ses limites. Tout d'abord, la ville de Paris ne perpétue pas l'idéal de cette nécropole lorsqu'elle crée les deux autres. Ensuite, le bilan hygiéniste et social de ces réalisations n'est pas celui escompté.

3.1 L'envers du décor : deux nécropoles sans prestige

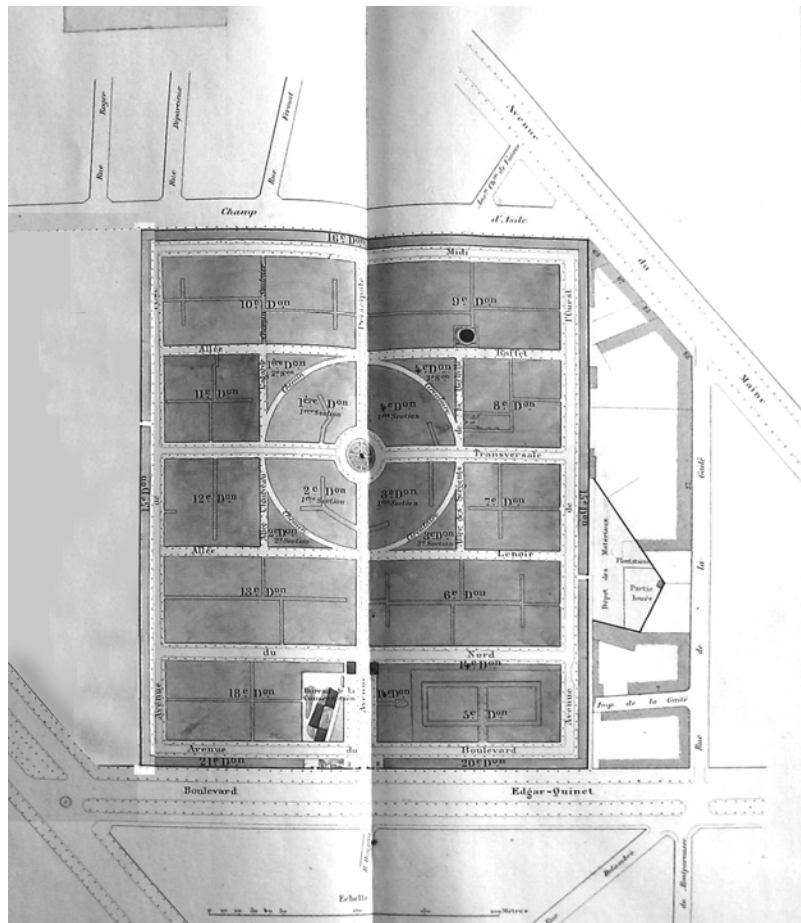
La nécropole de l'Est, dite du Père Lachaise, se doit d'être l'exemple pour toutes les autres. En cela, elle est particulière parce qu'elle symbolise les idéaux d'une société, mais elle marque aussi un contraste avec la réalité car elle restera une expérience isolée. Les deux autres nécropoles parisiennes sont de conception bien différente et aussi bien plus tardive. En effet, une dizaine d'années séparent la conception du Père Lachaise – elle-même intervenue postérieurement à l'ouverture dudit cimetière – de l'ouverture de Montmartre et Montparnasse. Bien qu'établies d'après la même réglementation, elles n'ont pas le même cachet.

La nécropole du Sud bâtie sur un mont de gravats

Le cimetière du Sud, dit de Montparnasse, fut établi sur un ensemble de terrains peu construits, dont une partie située sur une éminence. Ainsi, cette zone est partiellement constituée par un monticule de gravats provenant des proches carrières. Le Mont Parnasse, ainsi nommé en rapport à sa topographie, était un lieu de prédilection des jeunes qui venaient profiter de ce point culminant pour chanter ou déclamer leurs poèmes. On suppose que son nom est associé aux nombreuses guinguettes et espaces de loisirs situés sur cette butte, qui attiraient les étudiants du quartier latin, bien plus qu'à la particularité du relief. Le mont est rasé au début du XVIII^e siècle mais les guinguettes subsistent. Le quartier reste ainsi un lieu de divertissement très prisé des Parisiens. À proximité du Mont Parnasse, se trouvent des terrains appartenant à des religieux qui y possédaient deux fermes ainsi qu'un moulin, dit de la Charité, qui survécut au changement de destination du lieu. Sur une très petite partie du site, les religieux de la Charité avaient établi leur propre enclos funéraire, qui préfigure la destination future du lieu. En 1791, alors que ces terres deviennent bien communales, le cimetière est affecté aux inhumations des hôpitaux.

Cet ensemble de terrains libres fut donc légitimement envisagé pour l'établissement d'une des grandes nécropoles parisiennes. Le 2 ventôse an IX, Frochot décide de l'établissement des trois nécropoles parisiennes, dont une sur ce site. Par la loi du 17 Floréal an XI, l'administration peut procéder à l'acquisition des terrains. Après quelques lenteurs administratives liées à l'achat des terrains, le cimetière peut ouvrir le 25 Juillet 1824. Aussi, le Préfet ne verra pas l'accomplissement de son œuvre puisqu'il est destitué en 1812, suite à la conspiration de Malet.

Ce cimetière est affecté aux inhumations des habitants de la rive gauche en remplacement de Vaugirard et de Sainte-Catherine. Il a la particularité de comporter de nombreux enclos avec des affectations spécifiques : un enclos appartenant à l'assistance publique et destiné aux hôpitaux, un enclos israélite, en respect du Décret de Prairial, un enclos pour les sœurs hospitalières, un pour les Invalides ainsi qu'une tranchée spéciale pour les condamnés à mort.



Plan du cimetière du Sud.
Archives de Paris, *Plans des cimetières de la Ville de Paris*.

C'est l'architecte Godde qui fait les principaux tracés du cimetière. Etienne Hippolyte Godde est né en 1869 dans une famille d'entrepreneurs. Après des études peu brillantes et de nombreux Prix de Rome perdus, il commence sa carrière comme Inspecteur des travaux publics du département de la Seine. À la mort de Brongniart, il devient Architecte de la ville de Paris, de 1813 à 1830. C'est à ce titre qu'il planifie les deux nécropoles parisiennes non réalisées et qu'il achève les dessins de la chapelle et du portail du Père Lachaise. Pour le cimetière du Sud, il organise un plan en croix marqué par deux grandes allées d'ormes. À la croisée de ces deux avenues principales est aménagé un rond-point autour duquel sont organisées les concessions perpétuelles, délimitées par une enceinte circulaire. Enfin, une série d'allées secondaires constitue la trame viaire sur un modèle orthogonal. Une de ces circulations marque la périphérie du cimetière, doublée d'une enceinte.

La nécropole du Nord, un terrain sordide près des carrières

La question du cimetière du Nord, est une des grandes préoccupations du Préfet de la Seine Frochot, car c'est la zone qui nécessite un espace funéraire le plus rapidement. Après la fermeture du cimetière de Montmartre, dit de la Barrière Blanche, il convient de pourvoir rapidement aux inhumations de la rive droite. Le Préfet tente d'abord d'acquérir des terrains dans la Plaine de Clichy, afin de faire face à cette situation. Mais cette initiative se solde par un échec. Le 1^{er} Thermidor an VI, il finit par acquérir des terrains abrupts et difficiles d'accès, sur la pente sud-est de Montmartre, à proximité des carrières. Ce cimetière sera connu sous le nom de « Champ du repos » ou « cimetière sous Montmartre ». De petite taille, il doit vite être remplacé.

Cette zone est alors désignée pour l'établissement d'une des trois grandes nécropoles préconisées par la Préfecture. Mais les premiers terrains proposés par Frochot pour la réalisation de cette nécropole parisienne ne convainquent pas l'administration. C'est pourquoi la Loi du 17 Floréal an XI pour la création des nécropoles parisiennes n'inclut pas l'acquisition des terrains pour le cimetière du Nord, mais seulement ceux de l'Est et du Sud. En deuxième ressort, le Préfet propose l'agrandissement du cimetière sous Montmartre, solution qui n'est pas non plus retenue. En effet, le Préfet propose une extension du cimetière sous Montmartre, que le nouveau directeur des inhumations Bobée révèle être répugnant, dans un rapport de l'an X. En attendant, le petit cimetière, totalement rempli, doit être fermé.

Ce n'est que 13 ans plus tard, que le projet de création de cimetière du Nord reprend. Mais les visions versatiles de l'Empereur retardent l'exécution du projet. Ainsi, le 28 mai 1809, un Décret impérial prescrit l'établissement de 15 hectares dans la plaine de Clichy. Puis en 1811, il décide de se rallier à la proposition de Frochot et autorise l'agrandissement du cimetière existant. Enfin, alors qu'il aperçoit ledit cimetière lors d'un trajet, il se ravise, ayant considéré ce lieu sans grande décence. C'est ainsi que l'année suivante, il commande aux architectes Percier et Fontaine de travailler sur un projet de quatre nécropoles extra-muros. Bausset, prélat et homme de lettre, témoigne dans ses Mémoires de la demande de Napoléon faite à Fontaine : « Je voudrais, dit l'empereur en se levant de table, quatre projets pour autant de grands cimetières que je ferais bâtir aux quatre points cardinaux de Paris, et employer un million à chacun d'eux : ces jours derniers, j'ai été me promener sur les boulevards extérieurs ; je suis entré dans un cimetière qui se trouve au bas de Montmartre, j'y ai trouvé si peu d'ordre et si peu de décence, que ce spectacle m'a affligé autant qu'il m'a blessé ; cela ne peut rester ainsi, il faut y remédier. »²⁰¹ Lorsque les deux architectes présentent leur esquisse qui met en forme le programme de l'Empereur, l'organisation du plan d'ensemble, des divisions et des cérémonies est approuvé par ce dernier.²⁰² Ils proposent le maintien du cimetière Père Lachaise, qui devrait être complété par un monument principal, la chapelle projetée par Brongniart n'étant pas réalisée. Concernant, les créations de nouveaux cimetières, aucun emplacement n'est arrêté. Percier et Fontaine présentent deux aménagements pour des topographies de terrain en terrasse situés sur des éminences, ainsi que deux aménagements destinés à des situations en plaine. Toutes reprennent l'idée du monument principal proposé pour le Père Lachaise, le principe d'une clôture générale, des plantations et la création de logements de service. La distinction des classes d'inhumation s'affranchit de la réglementation en vigueur pour établir « trois sortes de sépultures entièrement différentes, fosses publiques, fosses particulières avec tombes et épitaphes, caveaux séparés pour les familles disposées dans la forme d'un Campo Santo. »²⁰³ Les précisions apportées par la réglementation de

²⁰¹ BAUSSET, Louis-François-Joseph. *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais et sur quelques événements de l'Empire, depuis 1805 jusqu'au 1er mai 1814, pour servir à l'histoire de Napoléon*. Tome 4. Paris : Baudouin frères, 1827-1829. p.238

²⁰² FONTAINE, Pierre-François-Léonard. *Journal 1799-1853*. Paris : ENSBA/IFA, 1987. 326 pages.

²⁰³ Ibidem p.327

l'An XII concernant les dimensionnements et les délais de renouvellement imposés pour les sépultures individuelles, justifient les propositions compensatoires de Percier et Fontaine. En effet, c'est dans un souci de gestion minimale qu'ils optent pour le parti systématique et rationnel d'un quadrillage associé au recours à l'usage de fosses communes. L'ensemble fait apparaître des séquences qui organisent une hiérarchie entre les espaces. Les caveaux contribuent à constituer un dispositif monumental qui forme tantôt l'enceinte en plaine, tantôt le soutènement dans la colline. Ces enceintes délimitent aussi les sous-espaces. Le traitement de l'entrée, à la manière de Labrière, propose une zone transitoire qui filtre les convois et les usages. Cette disposition est rendue possible par l'implantation du temple qui déroge à la centralité mise en place au Père Lachaise. Le temple renforce ainsi la notion de frontière, il fait partie de la séquence d'entrée et participe à marquer l'identité du lieu. L'importance de cet élément est confirmée par l'attribution de la moitié du budget. F.Bertrand souligne par ailleurs la variété des influences que synthétisent l'écriture architecturale de ce monument, en résumant le paradoxe de cette période : « l'économie de la distribution et de la gestion des terrains, comme l'utilité du monument s'accompagnent d'une expression monumentale et fastueuse²⁰⁴. De la même manière, Bausset relate le débat sur les signes religieux suggéré par un projet de cimetière pourtant laïc: « Passant à des observations de détail, il trouva que la façade de l'un des monumens destinés à recevoir les morts avant de les enterrer était trop gaie ; elle figurait l'entrée d'un petit temple dorique etc,... Pourquoi, ajouta-t-il, ne vois-je dans aucun de vos projets l'image de la croix ? Son architecte lui répondit que ces cimetières devant servir à tous les morts de quelque religion qu'ils fussent, il n'avait pas cru nécessaire d'y placer un signe particulier. (...) Il résulta de cette conversation, qu'il fut ordonné au ministre de l'intérieur et au préfet du département de présenter leur rapport sur la construction et l'emplacement des quatre cimetières, qui devaient être placés hors de l'enceinte de la ville. »²⁰⁵ Les études de l'architecte, dont le chiffrage était bien supérieur à ce que pouvait se permettre l'administration, restent sans suite alors que l'Empereur part en Russie. Lorsque ce dernier revient de la guerre, tous les projets sur lesquels aucune décision n'avait été prise et aucun budget adopté, sont abandonnés. Il ressort tout de même de cette histoire que dans la vision de l'empereur, Paris devait se doter de nécropoles monumentales, dont le Père Lachaise n'était sans doute qu'un essai. On comprend également que la conception par Godde des autres nécropoles n'était pas son intention première. En effet, lorsqu'il fait appel à Fontaine, qui a déjà fait une proposition de cimetière monumental dans le cadre d'un Prix de Rome, on imagine que le but est d'associer un certain prestige au lieu.

C'est grâce à une restructuration du quartier, entre 1818 et 1824, que l'acquisition par l'administration de 10 hectares de terrains est rendue possible. S'en suivent des travaux de nivellement et de remblayage importants pour combler les excavations et adoucir les pentes. Le troisième cimetière, au nord, ouvre ainsi ses portes le 1^{er} Janvier 1825, soit 21 ans après la nécropole modèle.

²⁰⁴ Réinterprétation des œuvres antiques, recherches de Peyre sur les chapelles sépulcrales, projets de la période révolutionnaire à connotation cosmologique. BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires*. Op.cit. p.326

²⁰⁵ BAUSSET. Op. cit.. p.238-239

apparaître une combinaison de courbes et de droites majoritairement orthogonales, l'ensemble montre une rigueur géométrique totalement absente de la composition du Père Lachaise.

Certes les terrains de ces deux cimetières n'ont ni la topographie, ni le charme du domaine du Père Lachaise. Cependant, il apparaît clairement que la logique de conception est différente. Il a été précédemment observé avec le cas de Brongniart, que la municipalité laisse peu de liberté à l'architecte, dû au budget et au délai serré, ainsi qu'au programme très spécifique. Imaginons que si Brongniart n'a eu que deux mois pour penser le Père Lachaise, modèle des nécropoles, et un budget si petit qu'il n'a pu être réalisé aucun des monuments projetés, Godde ne peut avoir eu que moins de temps et encore moins d'argent. Ce n'est donc pas la touche du concepteur qu'il faut voir derrière le plan, mais bien une politique urbaine et une politique funéraire. L'architecte n'est que le technicien de cette volonté. Godde compose les plans en 1824, date à laquelle on commence à voir et à pressentir l'évolution des mentalités, notamment concernant l'engouement pour la sépulture individuelle chez des nouvelles classes sociales, désireuses de montrer leur réussite. On peut donc légitimement penser que l'architecte savait que ces cimetières allaient devenir de véritables villes et qu'il les a donc conçus en ce sens. On sent, en effet, une organisation plus rationnelle de l'espace mieux apte à gérer la quantité. Il s'agit effectivement bien plus de quantité que de qualité dans cette conception. Alors que le modèle du Père Lachaise est le paradis champêtre, le modèle de Montmartre et de Montparnasse est la ville dense.

Le cimetière du Nord et du Sud sont également plus pauvres en matière d'équipement. Ainsi, le Père Lachaise reste le seul cimetière pour lequel il a été projeté une chapelle et un dépôt. L'entrée y est aussi plus importante, ménageant une dilation au-devant qui invite à rentrer. Un rond-point secondaire est aménagé dans la partie opposée au rond-point principal. Notons encore que la partie incluse entre les axes dominants est constituée en espace vert. Les autres nécropoles n'ont pas de place perdue. Ce qui n'y est pas purement fonctionnel est dédié à l'inhumation.

Comme le traduit Régis Bertrand, l'organisation d'un découpage spatial privatif a une forte influence sur la composition du plan : « La création d'un tarif de concessions et le lotissement de l'enclos s'accompagnent vite d'une distinction entre l'espace des fosses communes et celui qui est attribué aux tombes perennes ».²⁰⁶ Il induit également un tramage particulier du réseau viaire, qui organise son bon fonctionnement. C'est pourquoi R. Bertrand trouve également au cimetière Saint-Charles de Marseille, datant de la même période, l'application d'un quadrillage monotone rompue par des éléments de voirie structurants. On peut donc noter quelques points de ressemblance dans la composition. Ainsi, c'est bien l'association d'un axe dominant et de la grille qui structure le plan. Un rond-point important marque un nœud dans le réseau viaire et sert de point de repère dans le parcours. L'alignement planté est un trait important qui caractérise toutes les circulations des nécropoles modernes parisiennes, excepté les allées de très petites largeurs qui s'apparentent plus à des chemins. Les arbres sont donc plantés avec rigueur et régularité.

²⁰⁶ BERTRAND, Régis, VOVILLE Michel. *La ville des morts*. Op.cit. p.26

3.2 Les désillusions des premières nécropoles

Derrière les principes imposés par le Décret de Prairial se cache une réalité autre qui matérialise l'impossibilité de mettre en place les textes dans le contexte parisien. Ainsi, alors que le Décret met officiellement fin aux fosses communes, tous les cimetières parisiens continuent de les utiliser. On peut alors se demander comment et pourquoi les fosses communes ont-elles perduré ? Par ailleurs, les solutions adoptées n'apportent pas les bienfaits escomptés en matière d'hygiène, la pollution est toujours un fait.

Un paysage funéraire inchangé pour les indigents

Suite au Décret de Prairial, de nouveaux espaces d'inhumations ont vu le jour, les fosses individuelles et les concessions. Symbole de l'individualisation de l'espace funéraire et d'un plus grand respect des morts, les concessions rencontrent un franc succès dans les classes aisées et moyennes de la population. Mais les plus pauvres ne peuvent toujours prétendre qu'aux espaces d'inhumations gratuits, c'est-à-dire aux fosses individuelles. Or, à la base, le Décret prévoit une démocratisation de l'espace individuel, y compris pour les plus démunis, avec pour seule distinction avec les concessions payantes, la question de la durée. En effet, les « fosses Individuelles » sont concédées gratuitement pour seulement cinq années car leur création requiert une superficie importante au regard de la quantité de population qui ne peut financer une concession. D'un autre côté, à la différence des concessions, les fosses ne participent pas au budget du cimetière. C'est pourquoi la commune de Paris n'envisage même pas de les mettre en œuvre de la manière prescrite par le Décret.

Lors de la création des trois nécropoles parisiennes, on observe de façon évidente que les zones de fosses n'ont pas été conçues pour être individuelles. Ainsi, les plans font état de « fosses communes » ou encore de « tranchées gratuites », clairement localisées et nommées, avec des superficies qui corroborent cet usage. La conception des nécropoles parisiennes atteste donc de l'incapacité à solutionner ce sujet, et de l'illégalité assumée face aux prescriptions du Décret.

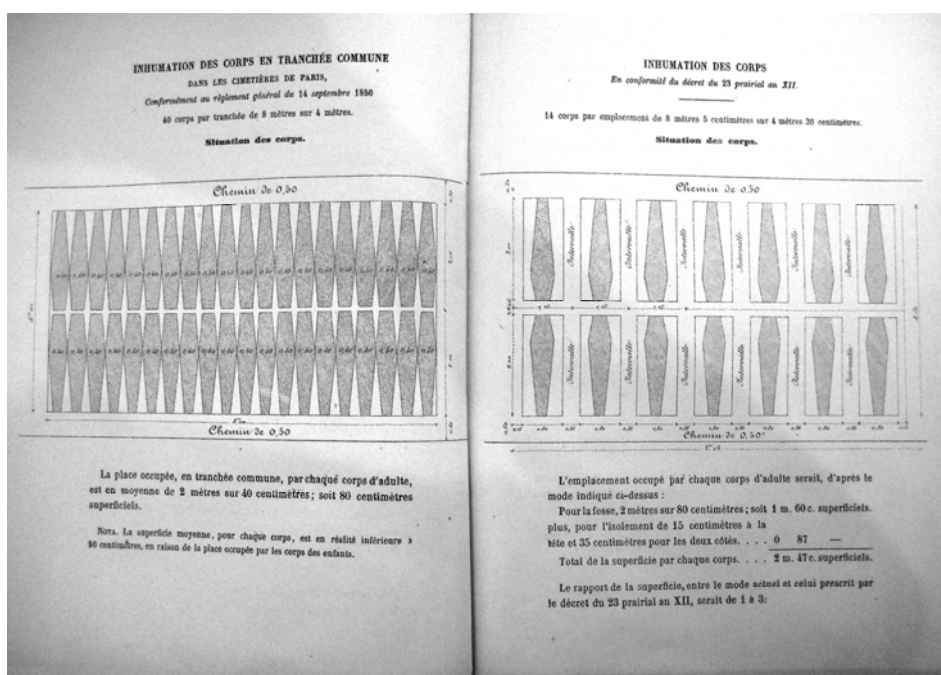
L'intervention de l'Empereur Napoléon III

Hausmann explique dans ses mémoires que lorsqu'il s'attaque au problème du service funéraire parisien, l'Empereur prend radicalement position sur la question des fosses. Le Préfet de Paris appuie sur le fait que l'application stricte de Prairial complexifie le problème de la superficie des cimetières. "En 1853, l'insuffisance d'étendue que faisait déjà prévoir, à brève échéance, l'impossibilité d'agrandir les trois Cimetière du Nord, de l'Est et du Sud, se trouvait notablement aggravée par l'application, encore bien récente, d'une mesure due à l'initiative personnelle de l'Empereur. Emue, comme toujours, d'un sentiment de commisération pour les classes déshéritées de la Fortune, Sa Majesté par une décision spontanée, avait prescrit l'interdiction absolue, qu'un Arrêté Préfectorale du 14 Septembre 1850 rendit officielle, de tout retour ultérieur au système de superposition des cercueils, pratiqué dans la portion de chacun de ces cimetières affectée à l'inhumation gratuite des indigents et nommée « Fosse commune »²⁰⁷. Ainsi, Hausmann indique que les nécropoles parisiennes sont saturées sans même avoir constitué de fosses individuelles gratuites. Autrement dit, si elles l'avaient fait comment auraient-elles pu répondre aux besoins du service funéraire ?

²⁰⁷ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Paris : Guy Durier, 1893. p.416

Hausmann confirme lui-même les raisons qui ont motivé la constance de l'usage des fosses communes. "Ce mode sommaire de sépulture, trop ménager de la superficie du terrain, consistaient à creuser des tranchées profondes, (...) pour y empiler, sept par sept, les cercueils des pauvres, en longues files parallèles, contiguës. » Il ne minimise pas pour autant le sentiment de la population : « Je n'ai pas besoin d'exprimer la répugnance qu'inspiraient la Fosse Commune aux familles hors d'état de payer une concession de terrain, même de la plus courte durée, c'est à dire de cinq ans, pour assumer une sépulture distincte à leurs morts.(...) La pensée du contact immédiat de la bière contenant les restes d'un être aimé, dont le souvenir était cher, avec celles d'inconnus supposés gangrenés des plus hideuses maladies, et l'impossibilité d'aller plus tard, en cas de meilleure fortune, rechercher là ces restes précieux pour les transporter ailleurs, augmentait cruellement, on peut le croire, la douleur des vivants".²⁰⁸

Une réponse partielle à la demande de l'Empereur



Comparaison de l'emprise des fosses communes.

Vafflard, *Notice sur les champs de sépultures anciens et modernes de la Ville de Paris*.

À gauche : en conformité avec le règlement général du 14 Septembre 1850, à droite : en conformité du Décret de Prairial

L'Administration Municipale ne peut appliquer intégralement la demande de l'Empereur. En effet, ce dernier souhaitait qu'on donne à des sépultures gratuites la superficie prévue pour les sépultures payantes, soit 2,50m². Sans aller jusque là, les inhumations de cercueils continuent de se pratiquer dans les anciennes fosses communes mais sans juxtaposition. Ainsi, un cercueil prend la place que prenait précédemment une pile de sept soit 1,20M². Ceci implique déjà une superficie sept fois plus importante que les fosses communes, mais tout de même bien loin de l'égalité devant la mort à laquelle aspirait l'Empereur. Les cercueils continuent de se toucher latéralement afin de prendre moins de place que les concessions payantes. Les familles peuvent néanmoins récupérer les restes si elles le souhaitent.

²⁰⁸ Ibidem. p.416

Comme le précise Haussmann dans ses mémoires, l'Empereur ignorait cette situation et la population se contenta d'une satisfaction partielle. Face à ce problème, le Préfet s'attacha à trouver une solution qui respecte au mieux la volonté de l'Empereur.

D'après les calculs d'Haussmann, il faudrait 14 hectares de terrain pour permettre les inhumations contiguës et pas moins de 21 hectares pour réaliser de véritables fosses individuelles sur une même période de cinq années. Or, les concessions perpétuelles et temporaires en cours et à venir engageant déjà une superficie de 40 hectares. Le cumul des concessions gratuites et des concessions payantes rempli à lui seul la superficie totale des nécropoles parisiennes en cinq ans. En effet, le Père Lachaise, Montmartre et Montparnasse cumulent alors une surface de 81 hectares dont 20 sont dédiés aux cheminements, végétations et bâtiments. Il ne reste donc que les 61 hectares nécessaires au service funéraire. Le constat d'Haussmann est clair. Les nécropoles actuelles ne pouvant être agrandies, il faut en créer de nouvelles dans les meilleurs délais. D'une part, pour résoudre la question des fosses individuelles. D'autre part, pour permettre les inhumations en concessions à venir dans un délai proche.

Les sources de pollution qui persistent

Moins d'un siècle après leur ouverture, les nouvelles nécropoles parisiennes révèlent une situation sanitaire peu réjouissante. Les nappes souterraines recevant les infiltrations de Montparnasse et du Père Lachaise se déversent directement dans la Seine. Les puits des quartiers populeux qui se trouvent sur le trajet de ces eaux sont manifestement infestés. Or, ces puits sont utilisés pour les tâches domestiques ainsi que pour la consommation courante des familles. Ces faits sont constatés et quantifiés par de nombreux scientifiques. Ceci révèle que les connaissances de l'époque permettent cette prise de conscience, en même qu'elles traduisent l'évolution des préoccupations liées à l'air vers celles liées au sous-sol. Ainsi, M. Boussingault, membre de l'Académie des Sciences relève dans un des puits proche du cimetière Montparnasse une très forte concentration en acide azotique²⁰⁹. M. Hervé Mangon, Ingénieur des Carrières constate la même concentration dans les eaux qui ruissellent du plafond des Catacombes : « Il a constaté qu'elles contenaient 1 gramme d'acide azotique par litre, soit 1 kilogramme par mètre cube, résultat qui concorde, on le voit, avec ceux obtenus par M. Boussingault. »²¹⁰ Ce résultat devait se retrouver dans tout lieu d'inhumation dont le sol serait constitué de calcaire ou de marne perméable.

Selon le rapport de l'ingénieur Belgrand²¹¹, chargé par le Préfet de la Seine Duval d'étudier la question des nécropoles parisiennes et plus particulièrement de nouveaux emplacements possibles, les sites choisis au début du XIXe siècle pour l'implantation desdites nécropoles, sont totalement inadaptés à cet usage. Le pire étant sans doute le Père Lachaise : « Le cimetière du Père-Lachaise est dans un état d'insalubrité bien plus grave. Il est établi sur les marnes vertes de Montmartre, terrain absolument imperméable, et les morts sont enterrés dans l'eau. J'ai été chargé du drainage d'une petite partie de ce Cimetière, et voici ce que j'ai vu de mes yeux : la fosse commune, ouverte la veille s'était remplie, pendant la nuit, d'une eau chargée de matières grasses facilement reconnaissables aux irisations qui couvraient toute la surface du liquide. Le sol de la fosse commune est donc encore imprégné de matières organiques, lorsque la Ville en reprend possession. Les nouvelles sépultures accroissent, tous les cinq ans, ces horribles reliques et, après

²⁰⁹ Dr BOUSSINGAULT. Comptes rendus de l'Académie des sciences. Année 1857. t. XLIV. p.108-118. cité par BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières*. Paris : Chaix, 1876. p.11

²¹⁰ BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières*. Paris : Chaix, 1876. p.14

²¹¹ Ibidem

un certain nombre de renouvellements des fosses, le sol arrive à un état d'infection permanent. »²¹² Belgrand attaqué sur la question des égouts, pointés du doigt comme cause de pollution des puits de quartiers, fini par démontrer la totale étanchéité des égouts, et la responsabilité des eaux d'infiltration des nécropoles dans la pollution des nappes souterraines de la Seine, ainsi que de tous les puits situés sur le trajet de ruissellement de ces eaux. Belgrand conclut : « L'Administration municipale s'est donc trompée en plaçant ces trois cimetières si près de Paris, et de plus, quoiqu'ils fussent alors destinés à une population de moins de un million d'habitants, leur surface était de beaucoup trop petite. »²¹³

M.Delesse, Ingénieur en chef, rend compte d'un constat également alarmant : « En contre-bas du Père Lachaise, les eaux des nappes souterraines sont chargées de matières organiques exhalant, au bout de quelques jours, une odeur très prononcée, et marquant un degré hygrométrique élevé. Sur divers points, on a même rencontré de véritables eaux sulfureuses, assez abondantes pour que l'Assistance Publique ait songé à les utiliser pour le traitement des malades de l'Hôpital Saint Louis !!! ». ²¹⁴ Belgrand et Delesse avaient préalablement collaboré dans un travail commandé par le Préfet Haussmann en 1864 sur l'étude et la recherche de terrains pour des cimetières parisiens. Les propos cités ici par Haussmann, sans doute extrait du rapport de 1864, sont également repris par Belgrand dans son rapport de 1876 sur la même question, mais sous la commande d'un autre Préfet.

Dès le début du XIXe siècle, l'Administration se montre très préoccupée par la pollution des sols. C'est pourquoi elle met en œuvre une série de mesures qui visent à combattre cette forme d'insalubrité. Concernant les voiries, elle s'attache à supprimer les rues avec caniveau central au profit de chaussées pavées et bombées dont les caniveaux sont lavés deux fois par jour. Avec la création des égouts, les puits et puisards sont supprimés et la Seine est préservée. En matière d'inhumation, des précautions sont également prises. En effet, une Ordonnance du 24 Septembre 1819 rend les fosses étanches obligatoires. Les fosses perméables se raréfiant ne peuvent plus être considérées comme source de pollution. Mais comme le fait remarquer Belgrand : « L'Administration devait croire que l'ensemble de ces mesures aurait une prompt action sur l'état sanitaire de Paris ; mais le mal était tel que l'assainissement du sol et des eaux souterraines s'effectue avec une extrême lenteur et, aujourd'hui, après tant d'efforts et de sacrifices, l'infection est encore considérable. »²¹⁵

La création des grandes nécropoles parisiennes, qui se voulaient répondre aux problèmes d'insalubrité de la ville moyenâgeuse, finit aussi par montrer leur limite en la matière. La densité et l'accroissement urbains, laisse entrevoir qu'une solution durable ne peut se résumer à éloigner la nécropole de la ville mais doit venir de la prise en compte des données techniques comme la qualité du sol ou le trajet des eaux de pluies. Le temps écoulé aura permis à la science d'accroître ses connaissances et de tirer des enseignements des erreurs commises lors de la conception des trois nécropoles modernes.

²¹² Ibidem. p.14-15

²¹³ Ibidem. p.15

²¹⁴ DELESSE. cité par HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Paris : Guy Durier, 1893. p.445-446

²¹⁵ BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières*. Op.cit. p.10

4. Les nouvelles nécropoles victimes de leur succès dès 1830

Les nécropoles parisiennes envahies par la multiplication des tombeaux ne peuvent répondre à l'engouement de la population pour la sépulture individuelle. Le paysage funéraire projeté n'est pas celui qui se dessine. Deux raisons à cela : la densification des sépultures et les extensions hâtives qui dénaturent le projet initial. Toutefois, dans cette problématique, la nécropole du Père Lachaise reste une exception, la plus touchée par ce phénomène sans doute.

4.1 Les nécropoles noyées par leur succès

Le jardin devenu ville

Le succès du Père Lachaise est un cas à part. Toutefois, son évolution est symptomatique des nécropoles parisiennes et permet d'observer à la loupe le phénomène de constitution d'une véritable ville dans la ville et surtout d'une transformation d'un jardin en ville. Aussi, il est possible de replacer ce phénomène dans une histoire globale des cimetières telle que la propose Michel Vovelle. Après la mise en place des bases des nouvelles nécropoles au tout début XIX^e siècle, une deuxième étape intervient rapidement : « C'est dans la séquence 1830 à 1860-1870 que le lieu se structure, que le paysage de pierres se déploie et se complexifie, se stabilise aussi. »²¹⁶

Dans un premier temps, le cimetière, jugé trop éloigné de la ville, est boudé par les Parisiens. En 1812, il ne compte que 833 sépultures. Pour remédier à cette situation, la ville pense alors à une sorte de propagande publicitaire, inspirée d'une constatation simple ; la sépulture individuelle devient le symbole de la réussite sociale. Au travers des monuments funéraires, se dévoile une société soucieuse de manifester son ascension et de paraître. Les nouvelles élites veulent s'afficher. En 1813, les funérailles de Delille et de Gély déplacent une foule importante qui découvre alors le cimetière. L'année suivante, le nombre de monuments érigés dépasse celui comptabilisé depuis l'ouverture du Père Lachaise. Il apparaît alors clairement que les personnages célèbres renforcent le prestige du lieu et que leur présence suffit à susciter l'intérêt de la population. C'est donc pour faire appel au sentiment de vanité de la population que les restes d'illustres personnalités sont transférés au Père Lachaise. Ainsi, le Préfet de la Seine Frochot et Lenoir organise le déplacement des restes d'Eloïse et Abélard, de Molière et de Lafontaine. En 1817, Alexandre Lenoir, chargé de la préservation des biens nationaux, fait ériger au Père Lachaise un monument néogothique pour le célèbre couple d'amants. Leurs illustres restes trouvent là leur dernier repos après avoir été déplacés de nombreuses fois. Alors que leurs dépouilles furent confiées à Lenoir, lequel porte un intérêt particulier aux tombeaux et aux sculptures, elles avaient premièrement été placées au Musée des monuments français, fondé par ce dernier. À la fermeture du Musée, les restes sont transférés à l'église Saint-Germain-des-Prés. Les dépouilles de Molière et de Lafontaine connaissent le même parcours. C'est donc tout naturellement qu'elles trouvent finalement leur place en 1817 au Père Lachaise, sous l'impulsion de Lenoir. Dans la sensibilité romantique de l'époque, les tombeaux d'amants maudits, ou ceux d'artistes prennent une place importante dans ce nouveau jardin d'Eden.

Le succès ne se fait pas attendre. Avant le transfert de ces restes célèbres, le cimetière ne compte, pour comparaison, que 1877 tombes en 1815. Après la « campagne » de revalorisation du site, il compte 15 000 tombes en 1822, chiffre par la suite doublé en 1830. Le jardin paisible perd aussitôt son aspect de cadre verdoyant pour revêtir celui d'un espace urbain, que l'on peut qualifier de ville.

²¹⁶ BERTRAND, Régis, VOVELLE Michel. *La ville des morts*. Op.cit. p.15.

Jusqu'en 1820, le château implanté à la place de la future chapelle, ainsi que les espaces de culture subsistent. Cette situation a sans doute renforcé un temps la sensation d'être à la campagne, dans un lieu de nature généreuse. Mais lorsque l'architecte Godde établit de nouveaux plans pour la chapelle ainsi que pour la porte d'entrée, réalisées en 1823 et 1825, le Père Lachaise prend définitivement les attributs d'un espace funéraire. Ce qu'il devient est donc bien loin de ce qu'avait projeté Brongniart. Le jardin à l'anglaise s'est transformé en ville dans la ville.

Les deux autres nécropoles n'échappent pas à cette expérience. Le contraste est sans doute moins choquant entre ce qui avait été projeté et ce qui fut. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Tout d'abord, on sait que dès les prémises de projets, les nécropoles du Sud et du Nord ne devaient pas avoir le même éclat que celle du Père Lachaise. Avant même d'en connaître l'emplacement et les tracés, elles avaient déjà vocation à assumer un aspect beaucoup plus fonctionnel. Il est donc évident que leur conception reflète cette image à l'origine du projet. Ensuite, c'est leur fonctionnalité volontaire qui les rend plus souple à s'adapter à la quantité de sépultures. Pour autant, cela n'a pas empêché ces deux nécropoles d'être submergées voir étouffées par leur densification rapide. C'est la conclusion que tire Ariès de la nécropole hors la ville, puisque le modèle du Père Lachaise est rapidement développé par les grandes villes provinciales françaises et plus largement en Europe: « Depuis le XIXe siècle, le modèle n'a pas changé ; toutefois, son esthétique n'a pas pu être maintenue et, dans beaucoup de cas, le cimetière-parc a vu disparaître ses espaces verts. Ils ont été remplis à plein-bord par les tombes, en même temps qu'ils étaient récupérés par les villes en expansion. Les nouveaux cimetières ont été construits comme d'immenses lotissements surpeuplés. C'est ainsi que le tissu urbain du XIXe siècle apparaît d'avion mité par les surfaces de ces immenses nécropoles. »²¹⁷

En contraste, l'historien de l'architecture et architecte James Steven Curl nous décrit l'approche anglo-saxonne qui organise véritablement le cimetière comme un parc ou un jardin d'agrément dans le Londres victorien ²¹⁸. Pour autant, selon lui le Père Lachaise devenu ville symbole de la subdivision spatiale et de la densité, reste un modèle à travers l'Europe et l'Amérique tout au long du XIXe siècle²¹⁹. Comme l'identifie Michel Vovelle, alors que les premiers textes réglementaires font apparaître une rupture ville-campagne, le développement des nécropoles modernes est marqué par une autre frontière, entre : « un monde napoléonien et un monde pour l'essentiel, anglo-saxon : même si le cimetière continental est autant héritier d'une vision des Lumières mise en forme au temps du despotisme éclairé (...) que du code civil dans sa diffusion européenne, qui en a été somme toute le continuateur. Une aire très vaste se dessine où les cimetières, objets d'une législation nationale précoce, et d'une réglementation municipale normalisée, obéissent à toute une série de contraintes qui, sans les uniformiser, en conditionnent les structures. A l'inverse, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, fiefs de la libre entreprise en ce domaine aussi, verront l'état intervenir beaucoup plus tardivement parfois »²²⁰ Vovelle propose ainsi l'institutionnalisation comme origine de la structure symbolique, mais aussi physique, des nécropoles françaises. Il voit ensuite « l'émergence de l'individu à l'apogée de la société bourgeoise » comme facteur de remplissage dense de cette structure. De la même manière, l'urbaniste Ken Worpole, propose une lecture du paysage funéraire à la fois rural et urbain qui traverse l'Europe et les Etats-Unis. Dans cette analyse de paysages divers qui couvre une grande étendue géographique, il nous confirme que le Père Lachaise est une réalisation sans précédent : « Pendant plus d'un siècle le Père Lachaise a été regardé comme le cimetière le plus influant du monde, un pionnier dans la forme paysagère, dans la qualité monumentale de beaucoup de ses

²¹⁷ ARIES, Philippe. Op. cit. p.244

²¹⁸ Exemple de Londres. STEVENS CURL, James. *A celebration of death : An introduction to some of the buildings, monuments, and settings of funerary architecture in the Western European tradition*. London : B.T.Batsford, 1993. p.253

²¹⁹ Ibidem.p.162

²²⁰ BERTRAND, Régis, VOVELLE Michel. *La ville des morts*. Op.cit. p14

tombes et sculptures, et pour ses nombreux défunts célèbres. Il occupe une place unique dans la culture française, et est aussi probablement le premier cimetière à devenir un lieu incontournable de visite ». ²²¹Worpole développe aussi parfaitement la superposition de la forme projetée du jardin avec la forme actuelle de ville dans un sous-chapitre appelé « ville des morts »: « De nombreux visiteurs modernes sont désemparés par le tracé des voies du Père Lachaise, plus particulièrement ceux habitués à la tradition du cimetière-jardin. Il n'y a que des rues pleines de « maisons » familiales, dessinées et construites, avec une finesse architecturale et sculpturale, comme si les propriétaires profitaient d'une bonne adresse pour afficher leur richesse. » ²²² On peut conclure que la forme du père Lachaise ainsi projeté selon une logique davantage anglosaxonne, se trouve transformée par les usages du cimetière napoléonien.

Le géomètre acteur de cette transformation

Les architectes des trois nécropoles parisiennes modernes ne sont intervenus que sur les tracés des voiries et les équipements. On peut alors se demander qui a géré et ordonné les vides laissés par leurs dessins. En effet, devant l'engouement pour la sépulture individuelle, la gestion et l'organisation de l'espace libre deviennent compliquées car elles n'ont pas été planifiées par leurs concepteurs. Des tracés réalisés par les architectes à la réalité d'implantation des sépultures, quelqu'un doit orchestrer la mutation imprévue de ce paysage ; il s'agit du géomètre.



Etude sur l'emplacement des sépultures au cimetière du Nord.

Archives de Paris, *Plan cadastral des concessions perpétuelles dressé par le Service des Cimetières.*



Etude sur l'emplacement des sépultures au cimetière de l'Est.
Archives de Paris, 1326W8.

²²¹ WORPOLE, Ken. *Last landscapes : the architecture of the cemetery in the West*. London : Reaktion Books. p.88

²²² *Ibidem.* p.91.

Prenons le cas du Père Lachaise, dont les tracés sinueux et la topographie torturée rendent le problème plus complexe. Brongniart avait imaginé un jardin, dont il n'avait que sublimé les principaux traits, ponctué de monuments remarquables rares et isolés, implantés dans les ronds-points. Mais la demande du public pour ce genre d'emplacement dépasse largement les emplacements prévus. En dehors des cheminements et de ces monuments spéciaux, Brongniart n'a rien dessiné. Autrement dit, aucun plan ne permet à l'administration de gérer l'espace privatif des concessions. En effet, la question qui est en train de se poser est celle du dessin des divisions. La quantité d'archives de la Ville de Paris concernant la formation de ces espaces permet de nous éclairer sur les divers intervenants dans ce processus.²²³ Il s'agit de documents administratifs, essentiellement constitués de correspondances entre les privés, acquéreurs potentiels de sépultures, et le service de la ville dédié à la gestion des cimetières municipaux. Ces écrits donnent des indications précises sur la manière dont se sont constitués ces espaces. Dans un premier temps, les familles repèrent un emplacement. Elles se tournent ensuite vers le géomètre du service des cimetières pour établir un relevé des caractéristiques de l'emplacement envisagé (tombes avoisinantes, topographies, escaliers, muret, etc. ...) et dessiner la proposition envisagée. Le projet est ainsi soumis à l'accord du géomètre en chef, qui, s'il le juge nécessaire peut y apposer des conditions, ou demander un aménagement différent. Il arrive souvent que la construction d'éléments de consolidation du terrain, rendus nécessaires par la création d'un emplacement, doivent être pris en charge par le demandeur. On retrouve ainsi nombre de dessins établis par le géomètre principal du service des cimetières lui-même, M. Désormeaux ou par un commis géomètre, puis approuvé par Désormeaux ou par Bézode, géomètre en chef de ce même service. Les archives comportent nombres de ces petits plans sur calque, se limitant à une zone réduite, transmis pour approbation définitive à la Direction des affaires communales dont l'inspecteur général est Feydeau. Les documents de la première moitié du XIXe siècle, sur lesquels reviennent les mêmes noms, nous permettent de bien identifier le rôle de chacun. Les divisions se forment donc, au coup par coup, à l'initiative des concessionnaires sous contrôle des services de la Ville, représenté par le géomètre. La conséquence est la grande irrégularité d'organisation perceptible sur les plans cadastraux de concessions. On y observe la difficulté à gérer l'implantation de monuments aux dimensions variables, de s'arranger des tracés prévus par l'architecte et de la topographie naturelle. De plus, chaque particulier exprime des désirs personnels : s'orienter au mieux pour une meilleure visibilité, avoir un point de vue remarquable ou mettre en valeur quelque élément pittoresque.

Une conception à deux échelles

Cette conception à deux échelles est officialisée en 1854 avec la création du Service des Promenades Publiques et des Plantations de la Ville de Paris, qui achève de scinder la répartition des tâches. Ainsi, la Préfecture du département de la Seine adresse une lettre au Service des inhumations pour établir précisément le rôle de chacun : « Un arrêté du 12 Décembre 1854 a créé un service spécial pour les promenades publiques et les plantations de la Ville de Paris. M. Alphand, ingénieur des Ponts et Chaussées a été placé à la tête de ce service. Le service d'architecture, qui jusqu'à présent s'est occupé des plantations des cimetières, y sera étranger pour celle des plantations qui bordent les avenues et chemins généraux. Mais toutes les plantations qui existent dans l'intérieur des divisions et qui servent de décoration ou portent de l'ombrage aux sépultures restent dans le service des inhumations. En effet, ces plantations appartiennent aux familles, et leur entretien comme leur disposition implique des questions qui se rattachent exclusivement à l'application du règlement sur les cimetières. Si toutefois dans l'intérieur des divisions, il se rencontrait exceptionnellement quelques anciens arbres appartenant à la Ville,

²²³Série 1326W. Divers documents du Service des cimetières et des Pompes funèbres (1800-1970). Archives de la Ville de Paris.

leur élagage lorsqu'il serait jugé nécessaire, aurait lieu par le service des plantations, mais il ne serait effectué que sur la réquisition de l'Inspecteur des cimetières. »²²⁴ Il y a donc d'un côté la structure viaire et ses équipements qui relèvent de l'urbanisme général de la Ville et d'un autre côté l'aménagement des divisions qui concerne le Service des cimetières. La nécropole n'est pas considérée et gérée par la ville comme un tout. Dépossédée de ces rues, elle ne semble exister que dans les espaces privés.

Ville dans la ville

À y regarder de près, ces villes des morts ont tout de la ville des vivants. Tout d'abord, la première impression qui s'en dégage ramène directement à la ville. Il suffit d'observer les hauteurs d'une des trois nécropoles, pour sembler être sur les toits de Paris. La densité qui les caractérise rappelle le tissu urbain dense de la capitale. Les façades des tombeaux présentent un alignement bâti dense et régulier en limite directe des zones de circulation. Il n'y a là aucun retrait, que peu de respiration. Il faut occuper un maximum de place. Puis, la structure même, par le réseau viaire qui délimite les îlots de concessions, est calquée sur celle de la ville. De part et d'autre de grandes voies pavées destinées au véhicule, des trottoirs où déambulent les visiteurs, puis en retrait, des cheminements secondaires. Ce mimétisme n'est que peu masqué car des espaces empruntent également le vocabulaire de la ville : avenue, allée, chemin, rond-point... Pour finaliser ce tableau, le mobilier urbain y est également semblable, du banc qui permet le repos du promeneur au réverbère qui balise le chemin à la tombée de la nuit, en passant par les panneaux de repérages et les poubelles.

Le développement du culte des morts, avec ses jours d'affluence spécifiques mais aussi les visites régulières des familles à leurs morts, entraîne un aménagement particulier de l'espace : « L'entrée de plus en plus fréquente des vivants dans le cimetière est sans doute en effet le moteur de cette évolution capitale qui commence à muer dans les premières décennies du siècle, le « champ du repos » des villes françaises en « ville des morts ». »²²⁵ Régis Bertrand identifie ainsi les deux traits principaux de ce nouveau rapport : les cortèges de cerceuil jusqu'à l'emplacement d'inhumation et les visites régulières au tombeau. Tout d'abord, la création de tracés primaires qui balisent les grands axes de circulation, complétés par des cheminements secondaires qui permettent l'accès aux espaces individuels d'inhumation est la conséquence la plus évidente de ce nouveau rapport avec l'espace des morts. Les tracés primaires accessibles aux véhicules et aux piétons sont souvent aménagés de trottoirs, de bancs et d'éclairage pour le confort des usagers, ce qui les rapproche de grandes voiries urbaines. Dans les pratiques liées au développement du culte des morts, le fleurissement des tombes a aussi un impact sur l'aménagement de l'espace, avec la création d'un réseau d'eau pour alimenter des fontaines, l'implantation de poubelles pour les végétaux morts et la mise à disposition d'arrosoirs.

L'espace privé aussi cultive cette ressemblance. L'architecture même des constructions funéraires, plus particulièrement des petits mausolées, fait directement référence à celle des maisons. Il s'agit de véritables petites habitations des morts, de demeures même dans certains cas : « le mausolée est devenu une maison. Cette transformation de l'objet dénote en premier lieu sa laïcisation. (...) leur aspect n'est guère différent de celui des maisons à usage des vivants. L'important n'est pas de savoir ce qu'imaginent en fait le visiteur – c'est une rêverie trouble qui n'appartient qu'à lui – mais de faire comme si. Comme s'il n'y avait pas de mort... »²²⁶ Jean-Didier

²²⁴ HAUSSMANN, Georges-Eugène. *Lettre du 20 Juillet 1855 à M.L'Inspecteur des cimetières..* Série 1326W provenant du Service des cimetières et des Pompes funèbres. Carton n°30, réglementation. Fo62. Archives de la Ville de Paris

²²⁵ BERTRAND, Régis, VOVELLE Michel. *La ville des morts*. Op. cit. p.24

²²⁶ URBAIN, JD. *L'archipel des morts*. Op. cit. P.158-159

Urbain observe que depuis le XIXe siècle l'architecture funéraire s'est détachée du signe religieux et des symboles traditionnels pour revêtir de plus en plus l'apparence de l'habitation, qu'elles soient individuelles ou collectives. L'usage des matériaux et du vocabulaire architectural, ainsi que l'organisation des espaces, avec des aménagements engazonnés qui reproduisent les jardins et des intérieurs feutrés qui s'inspirent des maisons, suit cette évolution qui perpétue une imitation de la ville des vivants. Comme le dit Philippe Ariès lors d'un séminaire en 1979 : « On cherche le garage ! ».

Ainsi, les nécropoles parisiennes sont ni plus ni moins que des villes, conçues pour les morts. Balzac, dans *Ferragus, chef des Dévorants* paru en 1833, décrit très bien cette sensation de pénétrer dans le Père Lachaise comme dans une version inanimée de Paris : « C'est une infâme comédie ! C'est encore tout Paris avec ses rues, ses enseignes, ses industries, ses hôtels : mais vu par le verre dégrossissant de la lorgnette, un Paris microscopique réduit aux petites dimensions des ombres, des larves, des morts, un genre humain qui n'a plus rien de grand que sa vanité. »²²⁷ Dès la création des nécropoles parisiennes, les artistes ne sont pas dupes sur ce que révèle la création de ses lieux. La nécropole est le reflet de la ville à laquelle elle appartient. Elle est créée à son image. Selon J.D Urbain, le mimétisme morphologique est un trait majeur caractérisant l'espace des morts : « Les cimetières se retrouvent travestis en lieux de vie, niés dans leur valeur d'usage en étant à leur tour ensevelis sous les apparences : celles d'un parc ou d'un immeuble. »²²⁸ La reproduction de l'espace des vivants peut donc prendre des apparences diverses. C'est pourquoi Ariès parle de lotissement, faisant directement référence au système de découpage de parcelles privées qui marquent fortement l'espace, alors que J-D. Urbain évoque le parc ou l'immeuble comme autre manière modèle d'occupation et de traitement de l'espace. Mais Jean-Didier Urbain développe aussi un second trait qualifiant fortement le rapport du cimetière à la ville : « Le cimetière est une île, obscène de surcroît. L'île des morts, île de mauvais augure, est ainsi désormais, non seulement un territoire isolé mais encore un espace caché, hors de la vie sociale, hors de la scène publique. Une société a les cimetières qu'elle mérite : la nôtre a les siens. Ils sont invisibles ». ²²⁹ Ce qu'il met en avant est le caractère insulaire de la nécropole contemporaine. Renfermée sur elle-même et enfermée dans la ville, dont elle est le double opposé.

Un musée de sépultures, expression d'un nouvel individualisme

La ville dont nous parlons, bien que muette, est pour autant très expressive. L'engouement de nouvelles classes sociales pour la sépulture a fait entrer l'art dans le cimetière. Non pas qu'il n'y fut jamais, puisque le cimetière des Innocents, par exemple, recelait quelques chefs d'œuvres, mais il s'y démocratise. La sépulture, définie par Julien Guadet, architecte et professeur de théorie à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris, comme composition en elle-même et non *élément* de la composition²³⁰, devient un sujet d'architecture. Nous savons que l'architecte est consulté depuis peu sur la question d'aménagement du cimetière. Il intervient également à plus petite échelle, de manière ponctuelle et indépendante de toute considération d'ensemble. Les architectes investissent donc ce nouveau champ d'exploration, constitué par la sépulture individuelle. Ainsi, au Père Lachaise se trouvent des sépultures dessinées par Guimard, Garnier, Baltard, ou encore Viollet Le Duc. Brongniart lui-même est l'auteur de quelques unes d'entre elles. Les sculpteurs interviennent eux aussi, de façon autonome ou en complément du travail de l'architecte. David d'Angers, prix de Rome en 1811, crée une majeure partie des tombes du

²²⁷ BALZAC, Honoré De. *Ferragus, chef des Dévorants*. Paris : Editions du Boucher, 2002. p.106

²²⁸ URBAIN, JD. *L'archipel des morts*. Op. cit.p.154

²²⁹ URBAIN, JD. *L'archipel des morts*. Op. cit. p.57

²³⁰ GUADET, Julien. *Éléments et théorie de l'architecture. Considérations générales sur l'architecture funéraire*. Paris : Aulanier,1904. p.519

quartier dit « des Maréchaux d'Empire » au cimetière du Père Lachaise. L'espace funéraire qui hier n'avait même pas de concepteur devient un véritable champ d'expression de l'architecture.

Toutefois, les problématiques soulevées par la sépulture restent à part de celles posées par l'espace funéraire lui-même car elles dépendent de la sphère privée et non de la constitution de la ville. En effet, le monument funéraire est un sujet complexe qui manifeste à la fois un choix très personnel des familles, marque l'individualité en même qu'il exprime une appartenance sociale. Selon Laffitte, la tombe est une institution humaine qui marque une forme de fétichisme. Elle se base sur la conservation d'un objet qui symbolise la personne disparue. La tombe superposée à l'emplacement du corps va permettre l'intensification du culte des morts. La sépulture individualisée devient le support essentiel de la dévotion au mort, sorte d'intermédiaire de communication. Pour l'auteur, ce principe dépasse même la notion de famille pour arborer une valeur collective : « la tombe (est) non seulement une institution personnelle ou de famille, mais aussi une institution sociale, par la fondation du cimetière, qui lui donne un caractère collectif. Alors le culte des morts prend un caractère public, ce qui en accroît immensément l'utilité ; car la tombe développe le sentiment de la continuité dans la famille, et le cimetière le sentiment et la notion de la continuité dans la cité et dans l'Humanité. »²³¹ Laffitte nous présente ensuite l'interaction du culte des morts avec la religion comme une cause d'amoindrissement : « On voit ici la grande systématisation catholique, qui consiste à combattre l'égoïsme humain au nom d'un égoïsme surnaturel ; doctrine sans doute passagèrement utile, mais profondément dangereuse, car elle systématise l'égoïsme pour le combattre et finit par devenir dégradante le jour où elle ne se trouve pas en rapport avec une situation sociale déterminée. » Cette conception du culte catholique pour le salut éternel a poussé à l'abandon du culte des morts, la sépulture individuelle étant perçue par l'Eglise comme une démonstration de richesse et non comme un support au culte des morts. La sécularisation de la nécropole moderne est donc un élément essentiel de son succès, car c'est elle qui favorise la démocratisation de l'espace individuel. Ce qui paraît moins évident, c'est la traduction spatiale de valeurs sociales communes laïques ainsi que la naissance d'un vocabulaire architectural propre à la fonction funéraire.

Le paysage funéraire dont nous parlons exprime ainsi davantage les volontés individuelles mais révèle dans le même temps une perte de repère et de cohésion sociale. Ce double constat est relayé par la théorie de l'architecture. Ainsi, l'architecte César Daly replace le rôle à part du monument funéraire dans la conception : « le tombeau est l'œuvre architecturale la plus individuelle qui existe. Envisagé ainsi, on peut même trouver au tombeau quelque analogie avec la statue personnelle en sculpture. » En effet, la sépulture est l'ouvrage de commande privé dont l'importance n'est ni dans la fonctionnalité ni dans la structure mais uniquement dans la représentation. C'est précisément la libération d'un certain nombre de contraintes et donc la part prédominante du style qui suscite l'intérêt de Daly, lui offrant une lecture évidente de l'attente sociale. Comme l'analyse Daly, dans *Architecture funéraire contemporaine*, : « la société contemporaine, loin d'offrir le tableau d'accord général sur les principes fondamentaux de la croyance, etc.. présente, au contraire, l'aspect de la contradiction, du tumulte et de la lutte. La discorde y semble régner et gouverner. Aucune croyance religieuse, politique ou économique n'a la puissance de conquérir l'adhésion générale : aussi n'y a-t-il aucun sentiment esthétique commun à tout le monde, et ne peut y avoir, par conséquent, un style d'architecture donnant satisfaction à tout le monde. (...) À la diversité des goûts du public, les architectes répondent en évoquant, avec une science dont la critique apprécie mal l'étendue, tour à tour tous les styles à peu près qui ont jamais existé dans le monde, tantôt les présentant dans leur pureté historique, tantôt les soumettant à une sorte de fusion électrique, et souvent y introduisant toute la part d'invention personnelle compatible avec les goûts discordants des contemporains. »²³² Le détachement de la

²³¹ LAFFITTE, Pierre. *Considérations générales à propos des cimetières de Paris*. Op.cit. p.32

²³² DALY, César. *Architecture funéraire contemporaine. Spécimens de tombeaux*. Paris : Ducher, 1871. p.6

perception religieuse de la mort est là aussi identifiée comme une cause majeure de désordre, dont Daly explore davantage la dimension architecturale. Ainsi, il présente cet ouvrage comme : « Un recueil de tombeaux et d'édifices funéraires, choisis avec une grande attention, principalement parmi les oeuvres les mieux réalisées et les plus récentes des cimetières de Paris ; et l'analyse de la pensée qui a présidée à sa composition montrera, comment, dans le cas particulier de l'architecture funéraire, il est possible de dégager, du sein de la confusion générale des idées modernes, les vérités qui ressortent de la nature des choses et que l'architecte est tenu de voir avec une parfaite clarté »²³³. Daly reprendra les conclusions de cette analyse dans un article de la *Revue de l'architecture et des travaux publics* l'année suivante. Il y prend l'architecture funéraire comme illustration d'une période de transition sociale dans laquelle l'architecte doit savoir retrouver des bases de conception qui intègre un rapport au contexte, une utilisation de volumes simples et appropriés et un usage adapté de la modénature.²³⁴

Le constat qu'il fait sur l'architecture funéraire est partagé par les réflexions d'un autre théoricien de l'architecture. En effet, l'architecte et ingénieur Léonce Reynaud propose aussi, dans *Traité d'architecture*, une analyse architecturale constituée d'études et de relevés de monuments funéraires, dont la plus grande part sont des référents historiques, afin d'établir un constat argumenté sur l'architecture funéraire.

Dès la fin du XIXe siècle, la trop grande diversité de typologies et de styles des monuments funéraires interpelle de la même manière les deux auteurs qui y voient le révélateur d'un malaise social. Ainsi, le développement important des monuments funéraires des cimetières parisiens permet à Daly et Reynaud d'en dresser un inventaire très fournis et de faire ressortir des familles de monuments dont nous allons énoncer les principales caractéristiques, afin d'en apprécier la diversité.

Les plus modestes sépultures sont les tombes plates ou levées, les stèles et les cippes. La tombe plate est le monument le plus simple et le moins onéreux qui constitue un marquage au sol de la zone d'inhumation. La tombe levée, c'est-à-dire comportant en plus de partie horizontale une partie verticale, correspond à un choix qui permet une décoration funéraire plus fastueuse et donc adoptée par des classes sociales aisées. La stèle, dont le sommet est arrondi, triangulaire ou plat, est agrémentée de différents décors, comme des frontons, des acrotères ou des couronnes. Ce monument sert de support direct aux épitaphes, médaillons, ou diverses formes de glorification du défunt. À l'inverse de la tombe levée, la stèle ne comporte pas de partie horizontale. La cippe, est un monument élevé dont la base rectangulaire peut être posée sur un socle ou soubassement. La partie supérieure peut avoir un fronton encadré d'acrotère. Les plus riches sont constituées par des sarcophages, des obélisques, des pyramides ou des chapelles. La plupart de ces formes sont directement inspirées de l'architecture antique, telle la pyramide, le sarcophage et l'obélisque. Elles constituent des sépultures imposantes qui manifestent un désir d'associer la mort aux prestiges de l'histoire antique. La chapelle enfin subit l'influence de différents styles mais elle se constitue toujours sur le même principe : un volume simple qui accueille un autel et parfois un peu de mobilier, un fronton surmontant l'entrée et indiquant le nom de la famille. La pyramide et le sarcophage sont dès l'origine associés à l'architecture funéraire alors que l'obélisque est un symbole de pouvoir sacré réutilisé par l'architecture funéraire occidentale. Le sarcophage est composé de trois parties : le couvercle à deux ou trois versants, la cuve parallélépipédique et le soubassement. Le sommet de l'obélisque peut se terminer par une croix ou une urne qui renforce cette nouvelle fonction.

²³³ Ibidem. p.8

²³⁴ DALY, César. *Revue de l'architecture et des travaux publics. De la société et de l'architecture, A propos de notre architecture funéraire*. Paris : Ducher, 1872. p. 98 à 108

Outre la variété des typologies dont nous venons de parler, ces analyses mettent en lumière la diversité des styles utilisés. Daly explique ainsi que : « Chaque civilisation a eu son propre style d'architecture. De notre temps, il n'existe pas un goût esthétique commun à la grande majorité de la population (...). Aussi notre architecture emprunte-t-elle beaucoup au passé (...) Ces résurrections, ces renaissances, loin d'être pour l'architecture moderne les preuves d'un grand pouvoir, ne sont au contraire, que des aveux de stérilité et d'impuissance. »²³⁵ Léonce Reynaud rejoint l'analyse de Daly en attribuant également le manque d'unité architecturale des monuments funéraires au reflet d'une société dont « les sentiments de l'époque sont multiples et confus, et ne sont pas régis par un principe dominant d'où se puissent déduire toutes choses. »²³⁶ L'art funéraire de la nécropole moderne connaît en effet des tendances où les styles inspirés du passé sont à l'honneur mais il n'est pas possible d'identifier de périodes.

Le premier style qui s'impose dans les nécropoles modernes est ainsi le néoclassique. Inspiré de l'architecture gréco-romaine, il est très visible jusqu'à la moitié du XIXe siècle. L'influence de l'architecture médiévale gothique puis du baroque commence à se développer également au début du XXe siècle. Ce style se manifeste par des sculptures mouvementées exprime une grande émotion par un jeu d'ombre et de lumières. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, c'est majoritairement le courant réaliste qui s'exprime au travers d'une sculpture tragique et pathétique, loin de l'idéalisation de l'homme. C'est la beauté banale et crue qui est mise en valeur. Le symbolisme succède au réalisme, vers la fin du XIXe siècle. Emprunt de spiritualité et de mystère, ce nouveau style influence l'art nouveau, dans sa stylisation d'éléments de végétation sinueux.

La conclusion à laquelle aboutit Daly, de même que Reynaud est que cette expression de la mort manque de sincérité : « Les tombeaux y ont-ils gagné ? Nous n'oserions l'affirmer. Peut-être après avoir été trop sacrifié, l'homme a-t-il exalté outre mesure ? Peut-être de trop humbles, les monuments sont-ils devenus trop orgueilleux ; de trop exclusivement religieux, trop matérialistes ? Les sculptures sont souvent admirables, la composition est savante, les allégories sont ingénieuses ; mais le spectateur n'est point touché, parce qu'il ne trouve ni le caractère digne, sérieux et monumental qui convient à la mort, ni la pensée touchante qui le saisisait au cœur. »²³⁷

Au XXe siècle, avec la succession des deux guerres mondiales, l'art funéraire gagne une grande sobriété, voir un dénuement. Les tombes sont standardisées et les artistes sont écartés de la question. Le paysage funéraire contemporain a largement exclu l'art. Les questions posées par Daly et Reynaud sont donc propres au XIXe siècle et se présentent comme un état des lieux des premières nécropoles modernes.

²³⁵ DALY, César. *Architecture funéraire contemporaine*. Op.cit.. p.4

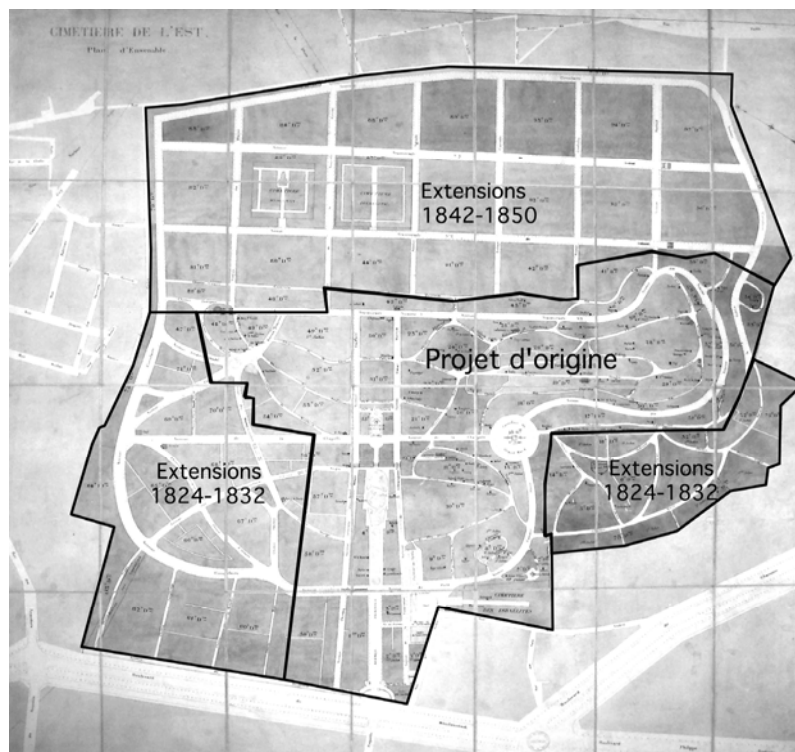
²³⁶ REYNAUD, Léonce. *Traité d'architecture*. Paris : Dalmont et Dunot, 1863. p. 317

²³⁷ Ibidem. p. 316

4.2 L'extension, un aveu d'échec

Des verrues dans le plan général

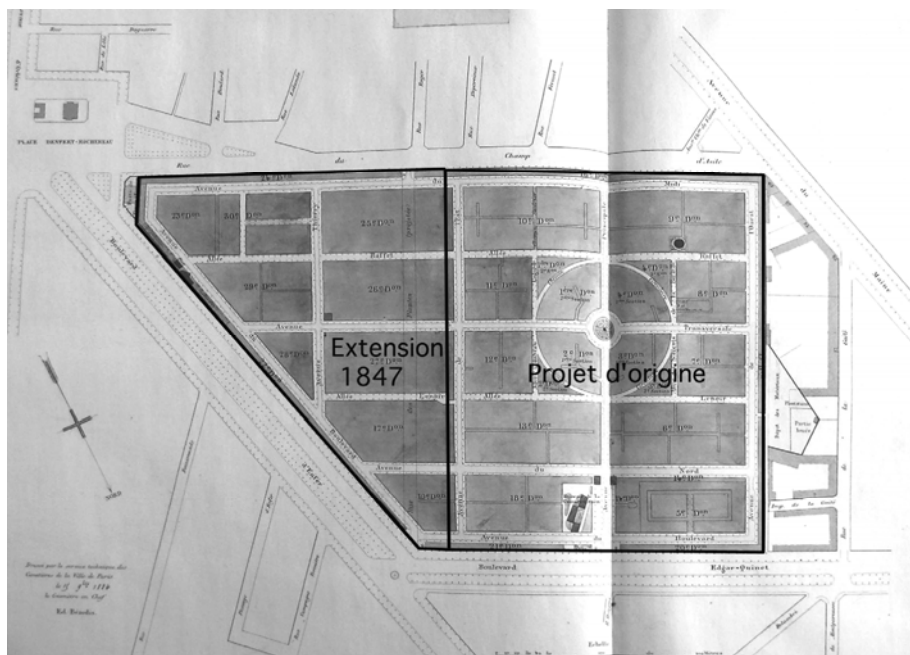
Les trois nécropoles parisiennes, rapidement saturées, doivent être agrandies. Mais comment se gèrent ces extensions et quelles sont leurs conséquences sur le paysage existant ?



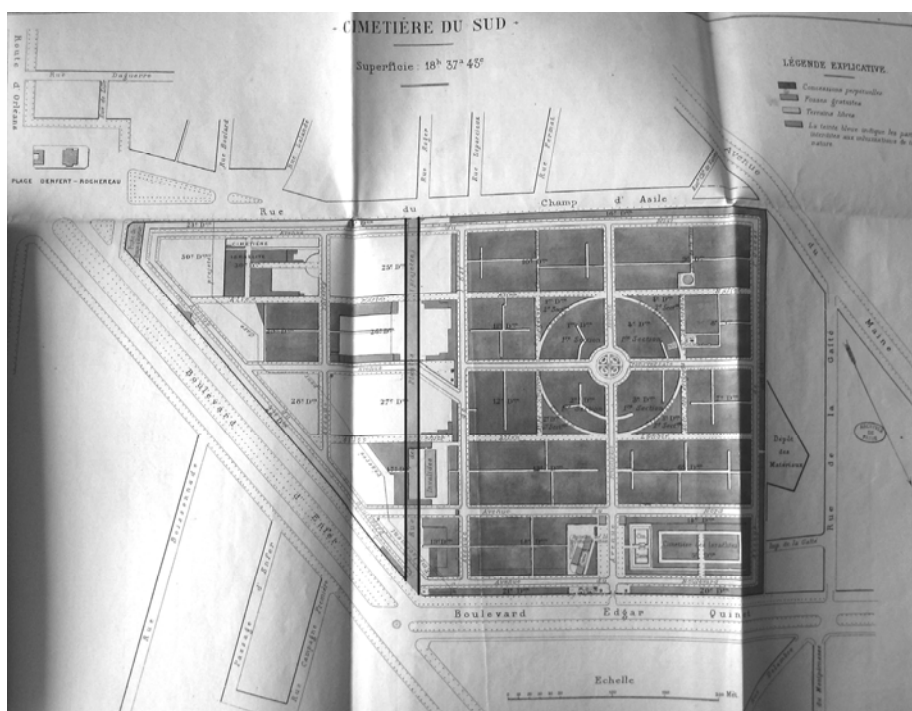
Annotations des extensions sur le plan du cimetière de l'Est.
Archives de Paris, *Plans des cimetières de la Ville de Paris*.

Le cas du Père Lachaise nous amène, une fois encore plus que les autres, à nous interroger sur l'intégration de l'extension. Agrandi à de nombreuses reprises (1824, 1829, 1832, 1842 et 1850), la plus grande extension marque une rupture choquante avec le reste du cimetière. En effet, en 1850 le plus grand et le dernier agrandissement possible du Père Lachaise est réalisé sur un plateau situé au Nord de la nécropole. Alors que les précédentes extensions, œuvres d'Alphand, avaient poursuivi le tracé et l'aspect de jardin anglais originel, les divisions rectilignes de 1850 choquent à côté des courbes romantiques de la partie ancienne. De plus, le tissu de sépultures qui compose cette partie de la nécropole est radicalement différent de celui qui compose le reste. Ainsi, la partie Nord, constituée plus tardivement, compte beaucoup moins de chapelles et se compose globalement d'une architecture funéraire moins riche. Cela contribue à renforcer la perception rude du quadrillage viaire.

Les cas des cimetières du Nord et du Sud reproduisent, de manière plus ou moins évidente, le même constat malheureux : la zone ajoutée est mal intégrée. Les extensions sont semblables à celle du Père Lachaise ; elles suivent un quadrillage monotone dont les caractéristiques ne répondent pas au contexte. Une grille autonome semble avoir été posée là, sans plus de réflexion



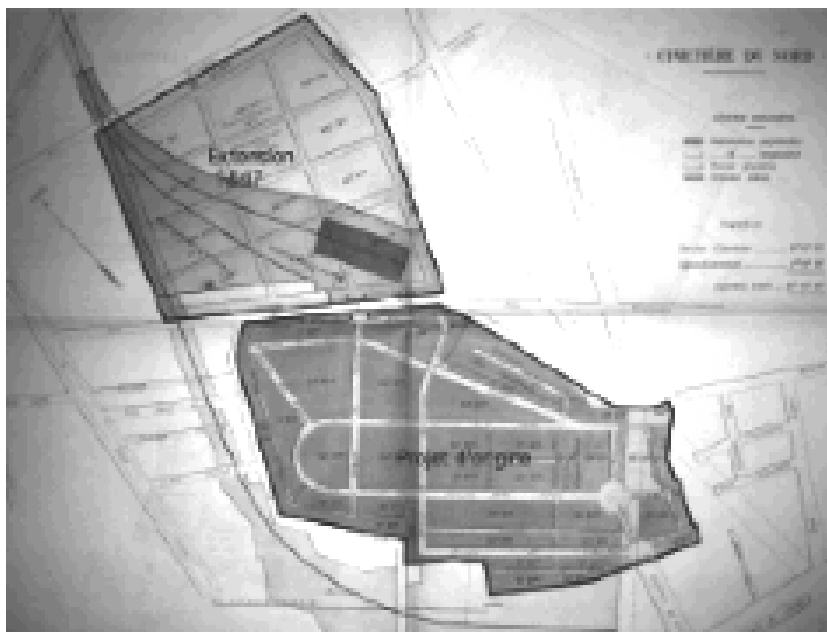
Annotations des extensions sur le plan du cimetière du Sud.
Archives de Paris, *Plans des cimetières de la Ville de Paris*.



Projet de percée d'une rue sur l'emprise du cimetière du Sud.
Archives de Paris, 1326W8.

Le cimetière du Sud double sa superficie en 1847, par un agrandissement rendu inévitable. Cette extension, accolée à la partie existante, n'apparaît pas de manière significative. Les nouvelles

circulations poursuivent simplement les tracés orthogonaux existants. C'est sans doute l'extension la mieux intégrée des trois nécropoles. En 1890, le percement de la rue Emile-Richard sépare la nécropole originelle de son extension. Cette dernière n'est aujourd'hui ouverte au public que certains jours de l'année.



Projet de réaffectations de l'extension du cimetière du Nord. Non réalisé
Archives de Paris, V5S5 Fonds Duponchelle.



Projet de réaffectations de l'extension du cimetière du Nord. Réalisé
Archives de Paris, V5S5 Fonds Duponchelle.

Le cimetière du Nord, ne peut aussi rapidement plus faire face aux besoins du service funéraire de la ville. C'est pourquoi il doit être agrandi. Une extension, indépendante de l'ancien cimetière, y est

ajoutée dès 1847, soit 22 ans après son ouverture. La réalisation d'un tunnel sous la voirie permet de relier les deux parties du cimetière. C'est dire la difficulté d'intégration de la nouvelle partie. La répartition des natures de concessions se fait alors d'une manière très élitiste puisque les concessions temporaires et gratuites sont regroupées dans le nouvel enclos alors que l'ancien enclos est réservé aux concessions perpétuelles. Cette organisation radicale de l'espace contraste tout de même avec la précédente, qui visait à mélanger les divisions de différentes natures dans un même enclos. À présent, il y a une séparation visuelle et physique de ces deux types d'espace, dont on peut qualifier l'un de riche et de pauvre. En 1872, l'extension est à son tour remplie et doit fermer. Un an plus tard, la loi impose d'effectuer les concessions temporaires et gratuites dans les cimetières périphériques. Lorsque les délais de renouvellement des concessions comprises dans l'extension sont atteints, celle-ci n'ayant plus d'utilité, est non seulement fermée mais rendue à un autre usage. Par un Arrêté du 18 Novembre 1879, ces terrains sont définitivement désaffectés du service des inhumations et sont mis à la vente en 1884. Les bénéfices doivent servir à l'acquisition de terrains pour de nouveaux cimetières périphériques. Le cimetière de Montmartre retrouve alors sa forme et sa superficie d'origine.

La perpétuité, une pratique encore impossible

La solution de l'extension n'est qu'un expédient face au mal qui cause la saturation si rapide des nécropoles nouvellement créées ; la perpétuité de certaines concessions. Ce type de concessions, rendu possible par le Décret de Prairial, sous-entend des superficies définitivement annexées à l'usage d'une seule famille, et exclut donc toute possibilité de renouvellement des terrains. Ce principe, bien que très soucieux du sentiment des familles, va à l'encontre de la nécessité d'utiliser un minimum d'espace et de renouveler régulièrement les emplacements. Un avis du Conseil d'Etat, datant du 10 Février 1835, exprime cette situation complexe et problématique. « Ce système doit avoir, à la longue, pour résultat d'envahir les cimetières et de mettre les villes dans l'alternative de ne pouvoir faire aucune espèce de concession, ou d'acquérir indéfiniment de nouveaux terrains pour y placer ou agrandir leurs cimetières. Dans le premier cas, il y aurait préjudice et pour les villes qui auraient, en quelques années, tarit une source souvent féconde de revenus, et pour les particuliers qui seraient privés de la faculté de conserver, pendant un temps convenable, les tombes de leurs parents. Dans le second cas, il pourrait y avoir plusieurs inconvénients à ce que, aux abords des villes, des terrains considérables se trouvassent enlevés à la production et occupés par des cimetières. »²³⁸ Une circulaire ministérielle du 20 Juillet 1841 relate un autre aspect négatif de cette pratique : « outre l'envahissement successif des cimetières, il en résulte, sous le rapport de la police et du bon ordre dans les lieux d'inhumation, quelque chose de fâcheux, lorsque par suite de l'extinction des familles ou pour toute autre cause, les tombes et monuments délaissés se dégradent faute d'entretien, et présentent, au bout de quelques années, un aspect d'abandon et de ruine auquel l'autorité municipale manque de moyens pour remédier »²³⁹. C'est pour l'ensemble de ces raisons que la même circulaire ministérielle propose de supprimer le système des concessions à perpétuité et de le remplacer par une nature de concession renouvelable indéfiniment. Cet usage permet aux familles qui souhaitent conserver leur monument et pourvoir à leur entretien d'avoir l'équivalent d'une concession à perpétuité. Autrement, la ville pourra récupérer l'emplacement non renouvelé et minimiser par la même, les besoins en espace. La proposition ainsi formulée ne s'applique pas aux concessions à perpétuité existante, ce qui ne règle donc pas le cas des trois nécropoles parisiennes, qui en sont déjà pleines.

²³⁸ Avis du Conseil d'Etat du 19 Février 1835. cité par FAY, Emile. *Les cimetières et la police des sépultures, Traité pratique de législation*. Paris : Berger-Levrault, 1890. p.207

²³⁹ Circulaire ministérielle du 20 Juillet 1841. cité par FAY, Emile. *Les cimetières et la police des sépultures, Traité pratique de législation*. Paris : Berger-Levrault, 1890. p.207

La crémation, une solution radicale

La question de la crémation revient au centre des préoccupations dès la conception des nécropoles modernes. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte international, plus particulièrement lié aux grands centres urbains. Elle est proposée comme réponse aux nombreux désagréments que posent les inhumations massives des villes. En cela, la crémation est effectivement la proposition la plus radicale, en même temps que la plus efficace. Mais les motivations profondes de ces propositions sont davantage liées aux préoccupations de la société moderne. La thèse de Jacqueline Lalouette sur la libre pensée permet de resituer cette réflexion dans un moment charnière de l'histoire des relations entre Dieu et l'homme.²⁴⁰ Dans un contexte où la laïcisation de l'espace transforme l'espace des morts, la crémation devient une négation publique de l'immortalité de l'âme.

Le cimetière, devenu séculier, n'est plus tenu de respecter les règles de l'Eglise, mais uniquement celles de l'Etat. Dans un mémoire intitulé *Inhumation et crémation*, le Docteur Gannal nous expose les enjeux soulevés par ce sujet. Il identifie ainsi deux camps radicalement opposés, et l'absence de position médiane. D'un côté, il y a les opposants à la crémation. Ceux-là s'appuient sur la tradition, en affirmant qu'à la fois les lois civiles et religieuses proscrirent cette pratique. Or, comme le précise Gannal : « L'inhumation n'est pas une réforme chrétienne. Le christianisme n'a pas substitué ce mode de sépulture à la pratique païenne de l'incinération, car les lois des Douze Tables (...) attestent que ces deux usages étaient également en vigueur. C'est donc par erreur que certains écrivains religieux ont émis cette assertion. (...). Il est parfaitement démontré par les écrivains du siècle d'Auguste qu'à cette époque l'incinération des cadavres était tombée en désuétude. »²⁴¹. À la question de la crémation ne peuvent être opposées les règles religieuses puisque aucune ne formule clairement l'interdiction de cette pratique. Quant aux lois civiles, elles ne se prononcent pas non plus vraiment sur la question. Après la domination romaine, aucun texte ne prohibe la crémation car elle n'est plus en usage. Il n'y a que sous Charlemagne, qu'un article des Capitulaires défend l'incinération des corps et leur réduction en cendres. Mais après cela, plus aucune mention n'est faite de la crémation. Enfin, le Décret de Prairial traite de l'inhumation sans se prononcer sur l'incinération des corps, ce qui ne veut pas pour autant signifier d'opposition. Ainsi, que le rappelle Gannal « le mot inhumation, ne s'appliquant qu'au dernier acte des obsèques, n'exclut par lui-même aucune des opérations préliminaires auxquelles les corps peuvent être soumis »²⁴². Par ailleurs, il est établi que ce qui n'est pas explicitement défendu par la loi, est de fait autorisé.

De l'autre côté, les fervents défenseurs de la crémation proposent une radicalisation du procédé en obligeant cette pratique. Ils arguent que la pratique de l'inhumation occasionne des occupations de terrains trop importantes, qui se soustraient ainsi à la quantité de terres cultivables. Mais la propagande pro-crémation est trop souvent associée à une démarche anticléricale et se situe donc dans un rapport de rejet de la religion.

Le Docteur Gannal, en observant la grande intolérance qui caractérise les deux opinions, conclut que la seule manière de réintroduire la pratique de la crémation, est de la rendre possible mais facultative. Cela implique une liberté d'opinion et de choix, difficilement admise par les deux parties.

²⁴⁰ LALOUETTE, Jacqueline. *La libre pensée en France, 1848-1940*. Paris : Albin Michel, 1997. 636 pages.

²⁴¹ Dr GANNAL, Félix. *Inhumation et crémation, Mémoire adressé au Conseil Municipal de Paris*. Paris : Muzard et fils, 1876. p.9

²⁴² Ibidem.p.11

Comme le rappelle J.D.Urbain, on peut distinguer « trois catégories de procédés techniques destinés à contrer, détourner ou supprimer le spectacle de la décomposition : détruire, dissimuler ou conserver le cadavre. Ces procédés sont isolables mais peuvent aussi bien, se combiner entre eux ou coexister à l'intérieur d'une même culture. »²⁴³ Ces pratiques sont ainsi multiculturelles et multiformes. La radicalisation du présent débat dépasse donc la question des morts. Elle révèle davantage une prise de position sur la place de la religion. Par ailleurs, J.D. Urbain confirme que la pratique de l'inhumation est antérieure au judaïsme et au christianisme puisqu'elle remonte au néolithique ancien.

La pratique de la crémation en France est réenvisagée à la suite de l'Arrêt de 1765, pour répondre aux problèmes sanitaires de Paris. En 1797, Daubermesnil, dépose un projet de loi en faveur de la liberté de choix de crémation lors d'une séance du Conseil des Cinq-Cents le 21 Brumaire, qui restera sans suite. Lorsque la ville adopte le projet de Champ du repos unique de l'architecte Molinos en 1799, elle reconnaît officiellement l'intérêt de l'incinération. En effet, le projet d'Arrêté présenté par dans le rapport du citoyen Avril, prescrit la crémation pour tous les défunts qui n'acquièrent de sépultures individuelles et ne s'opposent pas à cette pratique. Cette proposition s'appuie sur les avantages de cet usage ancestral, abandonné sous l'effet de la pression religieuse. Le contexte politique agité d'alors empêche l'exécution de ce projet novateur, mais l'idée ne tombe pas dans l'oubli. C'est ainsi qu'elle est de nouveau avancée en 1800, lorsqu'il est question de la création des nécropoles parisiennes. C'est dans cette perspective que se place le Préfet de la Seine Frochot lorsqu'il autorise une première crémation à Paris la même année. En effet, le Préfet se positionne en faveur d'une liberté d'opinion quant au devenir du corps.

Quelques années plus tard, les nouveaux projets de nécropole périphérique pour Paris relancent le débat. Nous verrons plus loin comment le projet de vaste nécropole parisienne à Méry-sur-Oise, fait de la crémation une alternative à la déportation des morts. Des auteurs comme Cadet, ancien pharmacien et membre du Conseil Municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, ne voit dans le projet d'Hausmann qu'un expédient : « Si le cimetière de Méry est accepté, la question de la salubrité ne sera pas résolue, les accidents actuels se reproduiront. Transporter l'infection de Paris à Méry n'est pas un progrès. Ce n'est pas l'effet qu'il faut éloigner, c'est la cause du mal qu'il faut détruire, c'est-à-dire le système de l'inhumation. »²⁴⁴ Pour Cadet, qui est chargé de veiller au bon emploi du budget de la ville, le cimetière de Méry est l'illustration que la crémation est devenue indispensable. Selon lui, les citadins préfèrent conserver leurs cimetières intra-muros, quitte à bouleverser leurs pratiques funéraires, si nécessaires. C'est dans cet esprit que l'Amendement du 8 Août 1874 s'oppose à tous les projets de nouveaux cimetières proposés et commande l'organisation d'un concours portant sur les meilleures techniques possibles pour mettre en place la crémation. La commission qui vote cet Amendement sollicite parallèlement l'intervention des pouvoirs législatifs pour rédiger une loi encadrant la crémation facultative en France. La question de l'incinération remet donc véritablement en cause l'évolution du paysage funéraire parisien.

Par un rapport établi le 25 février 1876, le Conseil de la salubrité de la Seine, reconnaît que la pratique de l'incinération est plus favorable à l'hygiène publique car elle génère moins de pollution que l'inhumation. Cependant, elle indique que la France n'est suffisamment équipée pour permettre une généralisation de cette pratique. Cette même commission conclut aussi que la crémation présente des inconvénients du point de vue de la médecine légale. En effet, une fois le corps incinéré il devient impossible de demander une exhumation judiciaire pour autopsie, dans les cas d'empoisonnements supposés par exemple. La commission demande donc le vote d'une loi qui rende la crémation facultative, avec un encadrement réglementaire spécifique selon les cas. Mais

²⁴³ URBAIN, Jean-didier. Op cit. p.52

²⁴⁴ CADET, A.. *Hygiène, inhumation, crémation ou incinération des corps*. Paris : Germer-Baillière, 1877. p.60

les opposants à la crémation sont encore nombreux, parmi lesquels une petite communauté de scientifiques et le Conseil se ravise en Juillet 1882. Il propose alors au Gouvernement d'autoriser la Ville de Paris à se doter d'un four crématoire dans chacune des trois nécropoles, en limitant leur usage aux périodes d'épidémies. Une lettre de M.Koechlin-Schwartz, président de la Société pour la propagation de la crémation confirme l'intérêt de cette démarche : « Sur terre comme sous terre, l'encombrement des cadavres est la source d'émanations pestilentielles contre lesquelles la crémation peut, seule, protéger la santé publique en temps d'épidémie dans les grandes cités ; de même qu'en temps de guerre, sur les champs de bataille, la crémation s'impose. »²⁴⁵ M.Koechlin-Schwartz participe au congrès international de Turin, en 1880, réunissant des hommes de sciences et des hommes d'Etat, investis dans une réflexion sur les apports de la crémation. À son retour de Turin, il rassemble des hauts fonctionnaires et scientifiques pour constituer la première association crémaliste française, la Société pour la propagation de l'incinération. Faute de pouvoir immédiatement permettre la crémation comme libre choix, les partisans de cette pratique voudraient au moins la voir mettre en place dans les cas de nécessité de santé publique.

La proposition pour le moins frileuse du Conseil de salubrité, ne calme pas pour autant les opposants. Ainsi, le Dr M.P. Brouardel, Professeur de médecine légale à la Faculté de médecine de Paris, contredit l'utilité de cette solution dans le rapport sur la crémation dans les cimetières de Paris pendant les épidémies en 1883, que lui commande le Conseil. Il conclut sur la proposition du Conseil de la façon suivante : « Il ne semble pas que l'hygiène trouve quelque bénéfice à ce qu'en temps d'épidémie cholérique on pratique la crémation des cadavres, car il serait difficile d'être rapidement outillé pour opérer la combustion journalière de plusieurs centaines de corps. Nous voyons bien des complications, des manipulations plus nombreuses, nous n'entrevoyons pas un résultat utile pour l'hygiène. Il n'est pas démontré, en effet, qu'une fois inhumé, un cadavre de cholérique puisse être un agent de propagation de cette maladie. Nous n'avons pas trouvé une seule observation signalant le fait. Que le corps soit détruit par le feu ou lentement par combustion dans le sein de la terre, le résultat définitif semble donc le même ; on ne peut invoquer le danger de l'inhumation des cholériques pour faire adopter la nécessité de crémation de leurs cadavres. »²⁴⁶ Il subsiste ainsi des scientifiques qui discréditent systématiquement l'intérêt d'autoriser la crémation et ne font que retarder l'application de cette pratique.

La Loi du 15 Novembre 1887 autorise enfin la crémation en France, de manière facultative, mais elle n'est pas encore pratiquée faute de structure et de règlement encadrant son exécution. Pourtant, l'Angleterre l'a aussi rendue facultative et permet déjà sa pratique, ainsi que l'Allemagne, puis la Suisse. De nombreux auteurs nous relatent cette mouvance dynamique en Europe. Dès 1874, dans un ouvrage intitulé *Brûlons nos morts*, un auteur inconnu nous rapporte qu' : « En Suisse, en Allemagne, en Italie, il s'est tenu depuis quelque temps, des meetings très-suivis, où la question a été remise sur le tapis et plus sérieusement agitée que par le passé. L'Autriche, pour être venue la dernière, ne se montre pas la moins empressée. »²⁴⁷ L'auteur nous relate que ces rencontres entre spécialistes de diverses parties concernées – chimie, médecine, géologie, religion, politique – ont pour principale préoccupation la mise en œuvre d'une méthode de combustion rapide, efficace et respectueuse. Cette réflexion s'accompagne de proposition sur la réorganisation des cimetières. Le Chevalier nous résume ainsi les travaux d'un certain M Wegmann-Ercolani²⁴⁸, qui contribue activement au développement de la crémation en Europe : « Son travail est accompagné

²⁴⁵ Lettre de M.Koechlin-Schwartz à Monsieur le Préfet de Police. Paris : le 1er Juillet 1883. cité par Dr. BROUARDEL, M.P. *La crémation dans les cimetières de Paris, en temps d'épidémie, Rapport au Conseil d'hygiène publique et de la salubrité et adopté dans la séance du 17 Août 1883.* Paris : Moureau et fils, 1883. p.320

²⁴⁶ Dr. BROUARDEL, M.P. *La crémation dans les cimetières de Paris, en temps d'épidémie, Rapport au Conseil d'hygiène publique et de la salubrité et adopté dans la séance du 17 Août 1883.* Paris : Moureau et fils, 1883. p.324-325

²⁴⁷ Auteur inconnu. *Brûlons nos morts, La crémation.* Paris : Le chevalier, 1874. p.12

²⁴⁸ WEGMANN-ERCOLANI. *La crémation des corps, envisagée comme le procédé le plus rationnel d'inhumation.* Zurich. cité par LE CHEVALIER, L., *Brûlons nos morts, La crémation.* Paris : Le chevalier, 1874. p.13

de dessins représentant les appareils inventés par des savants italiens pour la combustion des corps, avec la forme des cimetières de l'avenir. Ces cimetières seront des espèces de tours, des colombiers (*columbaria*), où la piété des fidèles viendra déposer les urnes renfermant les cendres des morts et remplaçant les tombeaux tels qu'on les construit de nos jours. »²⁴⁹ Johann Jakob Wegmann-Ercolani, zurichois, est un des pionniers de la crémation dans son pays. Il fonde en 1874 la première société suisse de crémation, puis érige le premier four crématoire du pays en 1889. Mais son influence, notamment au travers de ses écrits, dépasse les frontières helvètes. Il est clair au travers des diverses parutions de cette période, que les mentalités sont en train d'évoluer mais que la question la plus difficile à résoudre reste d'ordre technique.

Difficile à mettre en œuvre en France, la crémation trouve son utilité première en période de guerre, avant de se généraliser. C'est ainsi que sont conçus les deux fours crématoires du Père Lachaise, inauguré en 1889, deux ans après l'autorisation légale d'incinérer. Agrémenté d'un Columbarium pour accueillir les dépôts d'urnes cinéraires, l'ensemble du projet incluant le crématorium est confié à l'architecte Formigé en 1883. Jean-Camille Formigé est nommé architecte des promenades et plantations de la Ville de Paris. Comme Brongniart, puis Godde, le troisième architecte qui intervient dans les nécropoles parisiennes fait donc partie des services de la Ville. À ce titre, il supervisera les travaux du crématorium ainsi que la création du Monument aux Morts. Notons que le projet originel de crématorium devait, selon les plans de Brongniart, être érigé sous forme d'une pyramide à la place de l'ancienne demeure du Père Lachaise. Mais cette proposition trop novatrice fut remplacée par la chapelle catholique dessinée par Godde et financée par une donatrice.

Le cercueil de ciment et l'incrustation des corps, des solutions intermédiaires

Face à la pénurie de terrain pour assumer les inhumations des grandes villes et aux conséquences nocives des inhumations sur l'hygiène publique, des propositions alternatives à la crémation voient le jour. Il s'agit de système de sépultures hors sol.

Proche de la pratique en usage dans les nécropoles parisiennes, l'usage des cercueils de ciment apporte une réponse techniquement intéressante. Un article de M. Alphonse Devergie, Médecin des hôpitaux de Paris, paru dans une revue scientifique de 1875 sur les nouveaux modes d'inhumations²⁵⁰, nous rapporte les enjeux d'une solution présentée par un certain M. Graty. Ce dernier a mis au point et présenté au Préfet de la Seine un projet novateur. La solution qu'il envisage consiste en l'utilisation de cercueil en ciment, en remplacement des cercueils de bois, dont la superposition formerait de véritables murs de sépultures. Les avantages de cet usage sont nombreux : plus de dégagement de gaz pendant le transport et dans le cimetière, exhumation plus facile, suppression des fosses communes, gain de place, possibilité de conserver les cimetières parisiens actuels, préservation des nappes d'eau. L'auteur du projet pense ainsi pouvoir donner satisfaction aux considérations hygiénistes en même temps qu'au culte de morts. Mais cette solution, pourtant peu éloignée de la pratique traditionnelle, soulève tout de même de vives réactions. Devergie y voit tout d'abord, une opposition au Décret de Prairial, qui selon son interprétation impose l'inhumation. Or, rappelons-le, Prairial ne fait que préciser les conditions à respecter dans le cadre des inhumations, sans interdire d'autre mode de sépulture. Devergie critique ensuite la pratique du culte des morts qui serait rendu nulle par ce nouvel usage. De plus, face à la question de la décomposition du corps et du renouvellement des concessions, il juge le projet de Graty non adaptable aux concessions temporaires. Dans le cadre d'un renouvellement, la

²⁴⁹ Auteur inconnu *Brûlons nos morts, La crémation*. Paris : Le chevalier, 1874. p.13

²⁵⁰ DEVERGIE, Alphonse. *Nouveau Mode d'inhumation dans les cimetières*. Extrait des annales d'hygiène et de médecine légale. 2^e série, 2^e partie, Tome XLIV. Paris : Martinet, 1875.

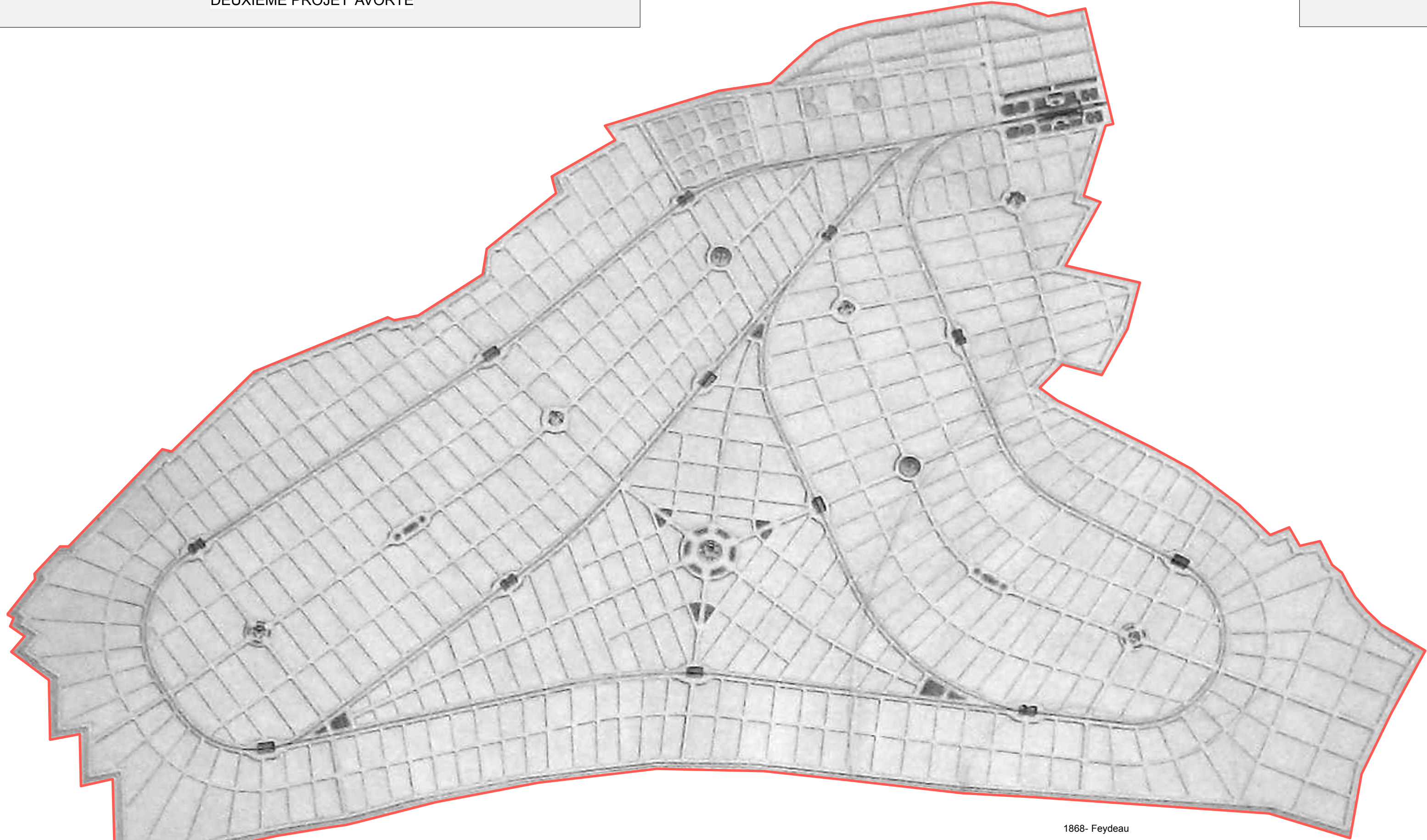
décomposition largement ralentie par le cercueil de ciment, rendrait les renouvellements très compliqués, en nécessitant de nombreuses manipulations pénibles et fastidieuses.



Aspect des galeries mortuaires.
Devergie, *Nouveau mode d'inhumation dans les cimetières.*

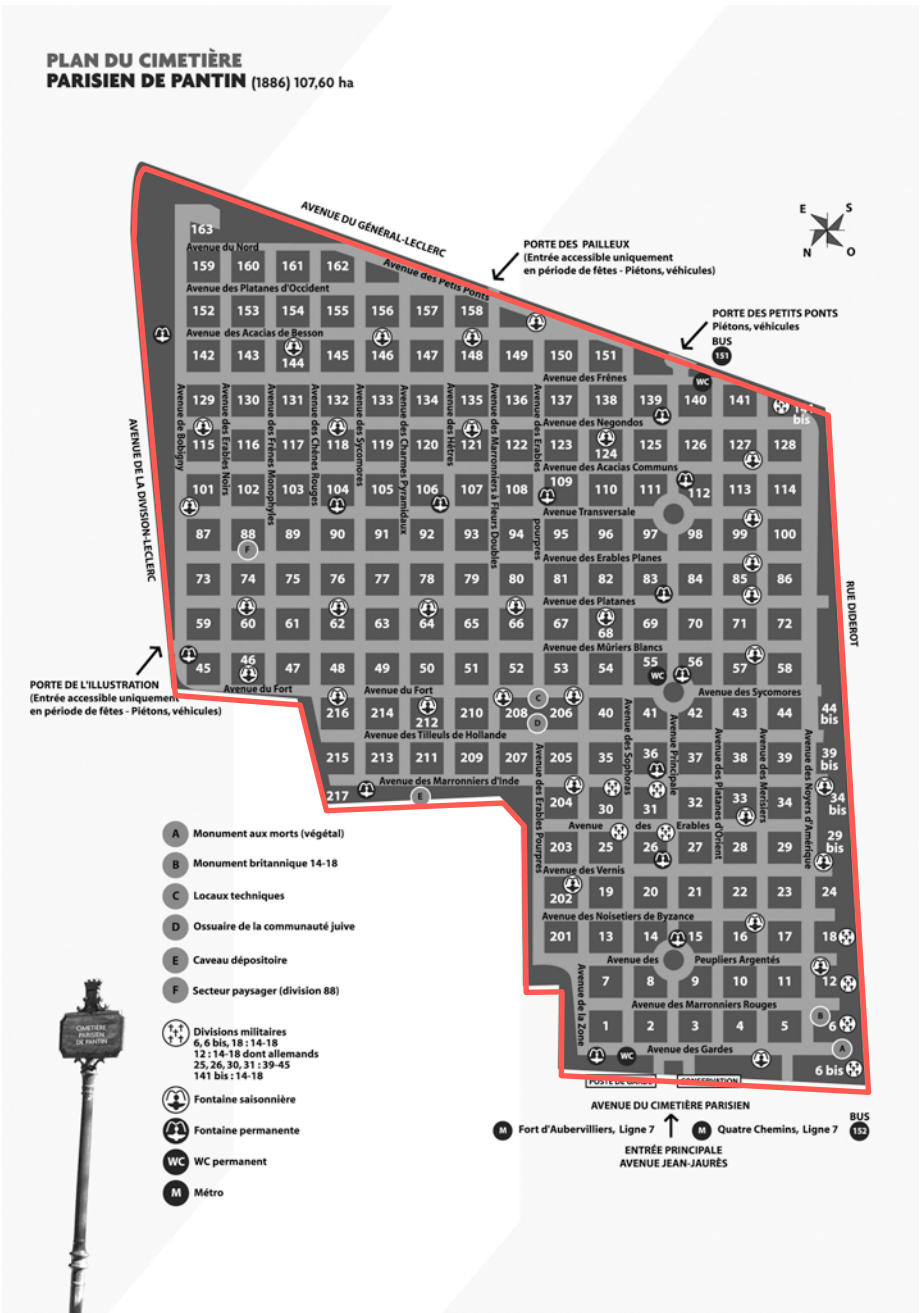
La même année, Louis Cruls, ingénieur brésilien, propose une autre variante de la sépulture hors sol, l'incrustation des corps. Ayant travaillé en Belgique, il connaît la situation de difficulté des cimetières européens des grandes villes et propose une solution aux inconvénients posés par les inhumations. Cruls pense qu'il est indécent de proposer l'anéantissement des restes d'un défunt. C'est pourquoi, s'opposant à la réduction en cendre, il propose d' « incruster les corps dans l'intérieur d'un bloc de pierre artificielle d'une grande solidité et parfaitement imperméable aux gaz. Ces blocs, dont l'intérieur est ainsi occupé par un corps, sont réduits à leurs moindres dimensions, en observant toutefois que l'enveloppe ait une épaisseur de paroi suffisante. Ainsi constituées, ces pierres sont d'une grande résistance à l'écrasement. »²⁵¹ Afin de gagner de la place, les blocs sont empilés sur des hauteurs de 10m. La face apparente de chaque bloc porte une inscription qui permet d'identifier le défunt sur un registre du cimetière. Cette solution, comme la précédente, met en péril le culte des morts. Le gain de place et la préservation du sol y sont toutefois bien supérieurs à ceux de l'inhumation. De même que le principe posé par Gatry, cette réflexion s'attaque aux désagréments hygiéniques et permet de diminuer la surface de terrain nécessaire mais n'offre pas de solution durable comme peut le faire la crémation et ne répond pas mieux aux besoins d'individualisation de l'espace funéraire.

²⁵¹ CRULS, Louis. *Projet d'inhumation par l'incrustation des corps dans des pierres artificielles.* Gand : 1875, C. Annoot-Braeckman. p.5



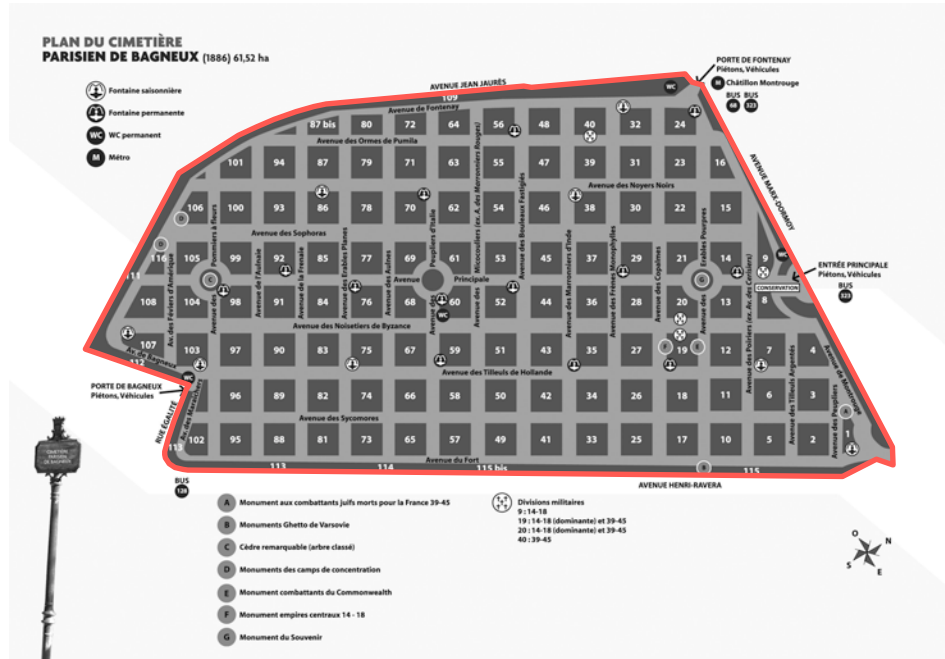
1868- Feydeau

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE III - ECH : 1/12000°
Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

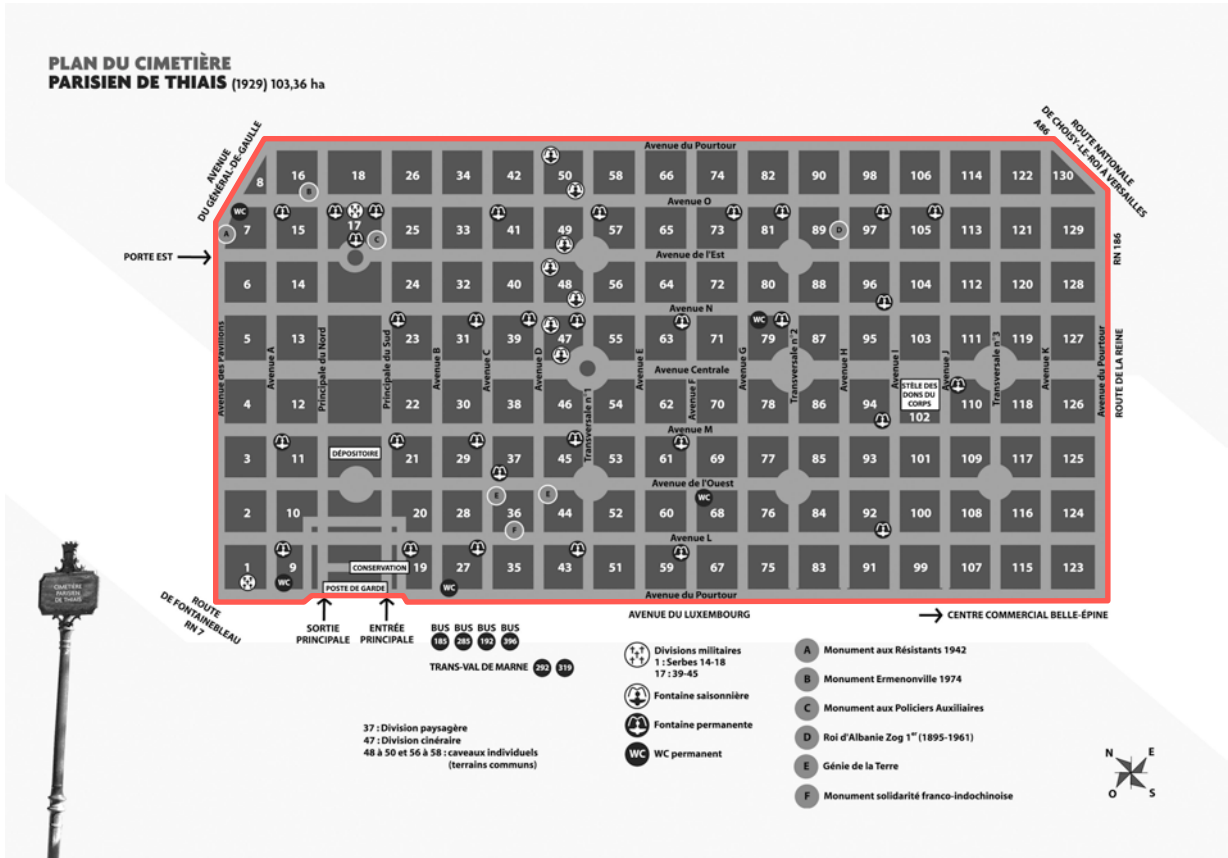


1886- Formigé

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE III - ECH : 1/12000°
Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante



1886- Formigé



1929- Halley

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE III - ECH : 1/12000°
Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux.
Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

III - IMPASSE DE LA NECROPOLE MODERNE : LES NECROPOLES CREES EXTRA-MUROS

1. Les limites du Décret de Prairial

Après l'Ancien Régime, la situation idéale de l'espace des morts est revenue à celle de l'Antiquité, c'est-à-dire à l'extérieur de la ville. L'hygiène, la tranquillité et le respect des morts sont les principaux arguments qui justifient cette conception. Pour autant, c'est une situation impossible à maintenir face à la croissance urbaine. En effet, les nécropoles conçues à l'écart des zones urbaines sont inéluctablement rattrapées par les villes, jusqu'à se retrouver un ou deux siècles plus tard en plein centre. A la difficulté d'appliquer les textes à la lettre, s'ajoute l'annexion des communes périphériques qui aggravent le cas parisien.

1.1 La difficulté de maintenir un écart avec les zones urbanisées

La notion d'enceinte

Rappelons que l'article 2 du Décret du 23 Prairial An XII impose le principe d'éloignement des zones urbanisées de façon claire : « Il y aura hors de chacune de ces villes ou bourgs, à la distance de trente-cinq à quatre mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts ». Ce qui nous interroge de façon directe sur le cas des agglomérations importantes. En effet, considérant le cas extrême de Paris, il est difficile de définir ce qu'est « hors de la ville ». D'une part, parce que les limites de la ville ne sont pas figées dans le temps. D'autre part, parce qu'autour de Paris, il y a d'autres villes, dont les limites sont aussi difficiles à saisir avec précision. Enfin, Paris est entourée de zones urbanisées dépendantes de différentes communes qui doivent elles aussi posséder un cimetière "à l'extérieur de la ville". Ainsi, Paris symbolise le cas typique des situations de densité dans lesquelles le Décret est difficile à appliquer à la lettre, la ville ne possédant plus de zones non urbanisées. C'est sans doute pour cette raison, que le texte utilise le terme « hors de l'enceinte » et non « hors de la ville ».

Arrêtons-nous alors un instant sur la notion d'enceinte pour comprendre la difficulté à appliquer cette règle. En effet, le terme d'enceinte trouve parfaitement son illustration dans le cas d'une ville fortifiée, mais comment l'appliquer de manière générale? Ce terme fait aussi clairement apparaître que le texte fait d'abord référence au cas parisien, sans pourtant pouvoir s'y appliquer. Cette question amène un flou qui ne sera dissipé qu'en 1856. Par un Arrêt du 10 Janvier, le Conseil d'Etat établit que l'enceinte correspond à la périphérie de « masses d'habitations agglomérées ». Ainsi, les constructions isolées à usage de logement ne constituent donc pas d'obstacles à l'établissement d'un cimetière. De nombreux Arrêts²⁵² de 1861 à 1881 s'attachent encore à qualifier avec plus de précision le mode de calcul exact de cette distance. Ce que dicte la règle de Prairial n'est donc qu'un principe, qui ne s'affinera qu'en confrontation à la pratique. Ainsi, il sera précisé que la distance se compte depuis la clôture du cimetière, qui matérialise un tout, et non depuis les plus proches sépultures. D'autre part, pour le côté des habitations, si cette dernière possède un

²⁵² Arrêts des 4 Avril 1861, 12 Mars 1863, 28 mai 1866, 21 janvier 1869, 4 août 1870, 2 Juillet 1875, 6 avril 1880 et 13 avril 1881. cité par FAY, Emile. *Les cimetières et la police des sépultures, Traité pratique de législation*. Paris : Berger-Levrault, 1890.

extérieur clos et de petite dimension, il sera également compris comme une composante de l'habitation. Les grands jardins non délimités ne constituent pas une partie de l'habitation, dans ce calcul de distance.

Mise en place de la zone non aedificandi

La qualification de la notion d'éloignement est davantage renforcée par le Décret du 7 mars 1808 qui instaure une zone non aedificandi autour du cimetière. Le problème posé par l'éloignement qu'impose Prairial est de deux ordres. D'une part, il n'est pas défini clairement et de l'autre il n'agit aucunement sur l'évolution possible du bâti. Avec le Décret de 1808, les habitations en bordure des nouveaux cimetières ne peuvent être édifiées ou faire l'objet d'extension après l'établissement du cimetière, sans accord de la mairie. Ainsi, une zone de 100m doit rester libre autour du cimetière. Ce recul, plus important que l'éloignement prescrit par Prairial, peut permettre d'anticiper les extensions possibles du cimetière. Comme le précise la circulaire ministérielle du 30 Décembre 1843, cette disposition ne s'applique qu'aux terrains non construits lors de l'établissement du cimetière.

Édifier une ville des morts dans une autre ville

Dans des cas comme celui de la capitale, l'application du Décret pose donc de nombreuses questions. Est-il envisageable de concevoir l'espace des morts d'une ville dans une autre ville ? Une ville qui essaie d'éviter les désagréments d'un cimetière à l'intérieur de son enceinte peut-elle légitimement les imposer à une autre ? Que doit faire une ville avec les cimetières qui seront inéluctablement rattrapés par les zones urbanisées ? C'est la situation absurde que nous décrit le Préfet Haussmann, dans laquelle la ville ne peut ni agrandir les cimetières qu'elle possède déjà, ni en créer de nouveaux : « Le peuplement de la Banlieue Suburbaine de Paris, allant du Mur d'Octroi jusqu'à l'Enceinte Fortifiée, qui s'opposait à toute nouvelle extension des trois cimetières existants, ne me permettait d'y découvrir nulle part des espaces assez grands, à la distance légale de toute habitation, pour créer d'autres cimetières dans cette zone relativement étroite. »²⁵³ Après la fermeture des charniers, la création des trois grandes nécropoles parisiennes fut rendu possible par la présence de zones rurales en périphérie de Paris. Mais au milieu du XIXe siècle, cette campagne n'existe que par-delà les villes de banlieue parisienne : « la Ville de Paris, qui ne possède qu'un territoire urbain, ne peut pas perdre de vue qu'elle est obligée d'établir ses cimetières sur le sol d'une autre commune ». ²⁵⁴ De plus, la répétition de cette situation dans une période d'à peine cinquante ans permet d'avoir des inquiétudes sur la durabilité des solutions envisagées dans un contexte d'accroissement urbain exponentiel.

Un bulletin du Ministère de l'intérieur de 1857, remplit le vide juridique laissé par Prairial en statuant sur la question des villes qui ne peuvent se procurer de terrain pour établir un cimetière sur leur territoire, dans le respect de la réglementation en vigueur. Dans ce cas, la législation permet à une commune d'obtenir l'autorisation d'utiliser un terrain implanté sur le territoire d'une autre commune, pour autant qu'elle s'acquitte auprès de cette dernière de frais équivalents à une "location". Ceci implique de toute évidence la possibilité que cette commune puisse ne pas se porter acquéreur du terrain.

²⁵³ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Paris : Guy Durier, 1893. p.420

²⁵⁴ ALPHAND, Adolphe. *Rapport du directeur sur la creation de nouveaux cimetières*. Paris : Chaix.A., 1876. p.4

1.2 L'annexion des communes suburbaines, un obstacle supplémentaire

Une double problématique

De surcroît, le 1^{er} Janvier 1860, la ville de Paris annexe les 11 faubourgs limitrophes situés au-delà de l'Enceinte des fermiers généraux et avant l'Enceinte de Thiers, en même temps qu'elle organise son redécoupage en vingt arrondissements. Cet accroissement significatif du territoire et de la population a des conséquences majeures sur l'espace funéraire.

En effet, la population parisienne, comptabilisant à présent celle des faubourgs annexés, connaît une augmentation aussi soudaine que conséquente. De ce fait, le nombre d'inhumations à gérer par la commune, vient accroître la difficulté à laquelle la ville doit faire face. À partir de 1860, la réflexion sur les espaces funéraires doit inclure l'ensemble des données liées aux communes annexées. Ainsi, la ville de Paris qui avait considérablement réduit le nombre de ces espaces funéraires au début du XIX^e siècle, doit de nouveaux assumer le sort de multiples cimetières de petites tailles. Si les Parisiens ont su accepter les trois nécropoles parisiennes, la population des faubourgs est sans doute encore très attachée à ses cimetières de proximité. Il s'agit donc de remanier ce paysage funéraire pour englober progressivement le fonctionnement des cimetières annexés dans un système général adapté à l'échelle d'une grande ville. En effet, un nombre trop important de cimetières engendre une surcharge financière pour la ville, de même qu'il multiplie les sources de pollutions et la nécessité d'infrastructure. Parmi les cimetières annexés la majorité devient intra-muros, c'est le cas des cimetières de Auteuil, Belleville, Bercy, Charonne, Grenelle, La Villette, Montmartre-Saint-Vincent, Montmartre-Calvaire, Lachapelle-Marcadet, Passy et Vaugirard. D'autre, comme La Chapelle, St Ouen et les Batignolles sont en dehors de l'enceinte. Ainsi, les cimetières des faubourgs à présent situés à l'intérieur de la ville, ne respectent pas les dispositions de Prairial. C'est donc une problématique qui revient de façon cyclique : Que faire d'un cimetière rattrapé par la ville, dont la taille ne permet plus de répondre à la demande ? Comment éviter cette situation récurrente ?

Nous savons qu'avant même l'Annexion, la ville de Paris doit faire face à la saturation prochaine de ces nécropoles. De plus, les trois nécropoles parisiennes (Père Lachaise, Montmartre et Montparnasse) conçues sous l'impulsion du Préfet de la Seine Frochot au début du XIX^e siècle, se retrouvent également dans l'enceinte de la ville, et donc en parfaite opposition avec l'esprit du Décret de Prairial.

Le problème posé par l'Annexion est donc double. D'une part, les nécropoles et les cimetières annexés devenus *intra-muros*, devraient en théorie cesser de fonctionner. D'autre part, il y a nécessité urgente à créer de nouveaux lieux d'inhumation de capacité plus importante puisque ceux existants sont déjà saturés.

Un sursis pour les lieux d'inhumations nouvellement parisiens

Avec la Loi d'Annexion, nombre de lieux de sépultures concernés par les dispositions de Prairial, devraient être fermés. Mais la ville ne s'est pas encore dotée de solution qui permettrait de les remplacer. Pour devancer ce problème, le Préfet Haussmann inclut une dérogation dans le texte de loi relatif à l'Annexion, afin d'épargner les trois nécropoles et les cimetières périphériques. « Je ne manquai pas de faire inscrire dans le texte du projet, qui devint la Loi du 16 Juin 1859, un ajournement de l'application à tous les cimetières de Paris augmenté, compris entre l'ancien Mur

d'Octroi et les Fortifications, des dispositions inquiétantes du Décret-Loi de Prairial ; mais cette tolérance devait forcément rencontrer une limite prochaine ». ²⁵⁵

En 1867, selon un rapport de Léon Vafflard, entrepreneur des pompes funèbres de Paris, huit des treize cimetières de villes annexées sont fermés, les autres sont encore en activité, mais devraient connaître le même sort rapidement. Concernant les trois grandes nécropoles, il donne les informations suivantes « Quant aux cimetières de l'ancien Paris ; Celui de l'Est (Père Lachaise) offre encore une importante superficie disponible. Celui du Nord (Montmartre), sera rempli avant dix-huit mois. Celui du Sud (Montparnasse), sera rempli avant ce temps. »²⁵⁶

2. Nécropole unique contre nécropoles multiples

La situation parisienne impose des prises de décisions rapides. Cependant, le débat réanimé sur la quantité, la taille et l'éloignement des nécropoles ne fait que retarder la création des espaces nécessaires. En effet, les partisans d'une nécropole monumentale unique loin de la ville s'opposent de nouveaux aux défenseurs de nécropoles multiples en périphérie de la capitale. Mais cette fois les désaccords dépassent la théorie pour se baser sur les erreurs des précédentes réalisations. Il est intéressant de noter comment les savoirs techniques prennent à cette période une place prédominante dans la manière de définir la commande puis la forme. Nous allons voir que le rôle des ingénieurs est central dans la définition des bases du projet : à savoir l'implantation, la superficie et le fonctionnement.

2.1 Deux projets face à l'urgence

La réflexion incarnée par cette période est profondément liée aux rapports complexes qui se tissent entre la métropole et ses nécropoles. Une des questions récurrente et majeure de l'architecture funéraire est celle du rapport urbain entre les vivants et les morts. Chaque société instaure des solutions spatiales qui traduisent sa conception de la mort. Celle dont nous parlons a choisi de placer ses morts hors de la ville et d'individualiser l'espace de chaque défunt. Mais les nécropoles des centres urbains se heurtent à la même problématique ; elles ne peuvent se maintenir hors de la ville. Face à cette incapacité à trouver des solutions durables, la Préfecture de la Seine, représentée par le Préfet Haussmann va faire une proposition pour le moins surprenante et originale qui fait renaître un débat non moins intéressant sur le sujet.

Répondre au Décret

Les problèmes rencontrés face à l'application du Décret de Prairial sont à l'origine de la réflexion portée par Haussmann. Le Préfet, confronté à la question des fosses communes en 1853, alerte dès cette date, sur l'incapacité des cimetières parisiens à assumer leurs morts au-delà de cinq ans. En 1860, il se trouve face à une situation d'urgence liée à l'Annexion des communes suburbaines. Le siècle passé a été le théâtre d'une longue bataille administrative pour mettre un terme aux inhumations dans les églises. La préoccupation majeure de ce siècle-ci est de mettre un terme à l'usage des fosses communes. La seule mesure qui soit appliquée mais qui ne puisse être

²⁵⁵ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Op.cit. p.424

²⁵⁶ VAFFLARD, Léon. *Notice sur les champs de sépultures anciens et modernes de la ville de Paris*. Paris : Librairie Internationale, 1867.

maintenue, est celle de l'éloignement des villes. Nous pouvons donc constater que la modification du paysage funéraire se fait très lentement. Les bonnes intentions sont difficiles à mettre en place.

Léon Vafflard, Entrepreneur du Service des inhumations et Pompes funèbres à la Ville de Paris, fait ressortir l'importance de ces deux problématiques dans la recherche de solution faite par Haussmann. Dans son rapport sur l'état des nécropoles parisiennes, il expose le projet du Préfet: « L'emplacement du nouveau Cimetière devra être accessible à la population, et sa vaste étendue permettra de donner, pour chaque corps, la place déterminée par la loi, et de supprimer enfin cette odieuse et barbare coutume de la fosse commune qui n'a pu être établie qu'à l'aide d'une violation flagrante de la loi, et que nos administrations municipales ont eu la faiblesse de tolérer trop longtemps. Pour remplacer nos Cimetières actuels, qui bien que de création moderne, sont déjà presque tous insuffisants.(...)L'autorité préfectorale de la Seine s'est assurée la possession d'un vaste territoire situé commune de Méry, à l'extrémité de la vallée de Montmorency (...) Le périmètre de ce nouveau Cimetière rendra possible l'application immédiate du décret du 23 Prairial an XII, relative à l'emplacement temporaire à donner à chaque corps. »²⁵⁷ Vafflard, de part sa fonction, connaît bien les problématiques liées à cette question. Et bien qu'il trouve des avantages au projet du Préfet, il défend pourtant une proposition opposée à celle d'Haussmann.

C'est dans ce contexte que la direction des affaires municipales de Paris s'attaque à la question des inhumations dans la capitale, et ce dès 1864, afin de trouver une solution à long terme. Deux conceptions s'opposent, celle soutenue par la Préfecture de la Seine et portée par le Préfet Haussmann, et un contre-projet porté par Léon Vafflard.

Le projet de nécropole unique d'Haussmann

La première proposition, étudiée par F.Bertrand dans son mémoire de diplôme²⁵⁸, est celle envisagée par le Baron Haussmann. Plus radicale et aussi plus coûteuse, elle consiste en la création d'une nécropole unique d'environ 850 hectares, implantée à Méry sur Oise, dans la banlieue parisienne éloignée. Rappelons que ce principe d'espace funéraire unique avait déjà été soutenu par Molinos et Giraud, ainsi que par Labrière et Delafosse au siècle précédent. Haussmann vise à « mettre ainsi, définitivement, la Capitale de la France à l'abri des soucis que j'éprouvais, et permettre à mon administration de réaliser l'idée, qui me hantait, de prolonger la durée des inhumations gratuites jusqu'à 30 ans au moins, 50 ans, et plus encore si possible, afin de la rapprocher beaucoup de la perpétuité. (...) J'avais à peine posé les premiers jalons de ce gros projet, que l'urgence d'une mesure plus grosse encore, l'Extension des limites de Paris, se révéla »²⁵⁹. Nous savons effectivement que les nécropoles parisiennes ne pouvaient pas faire face au problème des concessions gratuites avant même que s'y ajoute l'annexion des communes suburbaines. Cette dernière mesure implique alors évidemment la reprise de tous les calculs relatifs au besoin du service funéraire. Une fois toutes les simulations chiffrées mises à jour, il résulte que la superficie nécessaire aux concessions perpétuelles, concessions temporaires et concessions gratuites pour 30 ans est de 850 hectares.

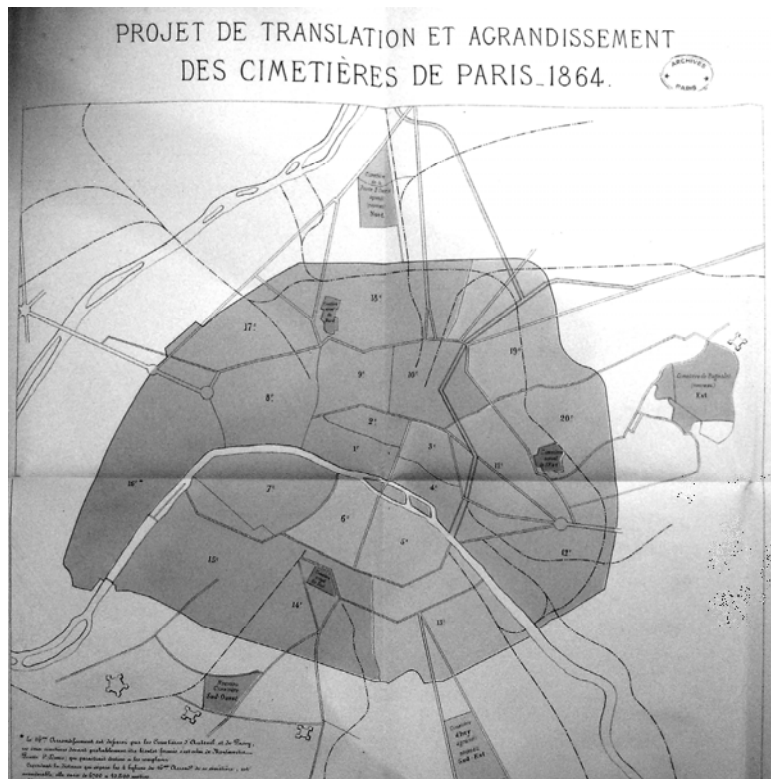
²⁵⁷ Ibidem. p.29-30

²⁵⁸ BERTRAND, Frédéric. *La nécropole de Méry sur Oise*. Mémoire de diplôme de l'Ecole d'architecture de Paris-Belleville, 1991.

²⁵⁹ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Op.cit. p.423

Le contre-projet de Vafflard

L'ingénieur et géologue Belgrand, Inspecteur général des Ponts et Chaussées et Directeur du service des Eaux et Egouts de la Préfecture de la Seine, fait partie des techniciens auxquels Haussmann fait appel dans la conception de son projet. Bien que Belgrand participe à l'élaboration de la nécropole de Méry, il n'écarte pas pour autant l'autre solution. Dans un rapport publié postérieurement au projet d'Haussmann, il revient sur son implication : « Pour renouveler les sépultures que tous les trente ans, il fallait des cimetières de 600 à 1000 hectares. Il n'était pas possible de trouver dans le voisinage de Paris, d'aussi vastes étendues de terrain remplissants, les conditions dont il sera question ci-dessous. Aussi, après un très-sérieux examen des terrains de banlieue, nous n'avions trouvé que trois emplacements convenables : le premier et le meilleur, suivant moi, le cimetière de Méry (...) Mais, dès qu'on change les conditions du problème, dès qu'on se contente de cimetières beaucoup plus restreints, il n'est pas démontré, à priori, qu'il soit impossible de trouver des emplacements convenables dans le voisinage de Paris. »²⁶⁰ Belgrand indique clairement que dans l'hypothèse d'une nécropole unique, la proposition d'Haussmann est la meilleure qui puisse être envisagée. La superficie et l'emplacement sont pertinents. Le doute de Belgrand se porte sur la base du raisonnement d'Haussmann, avec l'idée de la nécropole unique.



Projet de translation et agrandissement des cimetières de Paris, 1864.

Vafflard, *De la translation des cimetières de Paris*.

Cette carte présente les trois nécropoles intras-muros existantes, ainsi que les projets d'agrandissements des cimetières de St Ouen (au Nord), d'Ivry (au Sud) et les projets de création à Bagnolet (Est) et dans la Plaine de Montrouge (Sud-Ouest)

²⁶⁰ BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières*. Paris : Chaix, 1876. p.3

Le contre-projet développé par Vafflard défend l'hypothèse des cimetières multiples en périphérie immédiate de la ville. Vafflard part du principe que les lieux d'inhumations ne doivent être éloignés que de quelques kilomètres, afin de conserver une proximité à la ville nécessaire au culte des morts. Sa proposition détaillée dans un mémoire de 1864, consiste à développer deux cimetières périphériques existants et à en créer deux nouveaux. Ainsi, il estime naturel de penser en premier à l'extension possible des cimetières extra-muros existants. Il désigne alors les cimetières parisiens de Saint-Ouen et d'Ivry comme pouvant répondre de manière favorable à ses critères. Il précise : « à l'aide de l'acquisition de (...) 100 hectares, l'Administration de la ville de Paris pouvait se servir des deux cimetières déjà existants extra-muros qui se trouvent placés dans des conditions exceptionnellement favorables sous tous les rapports, sans être obligée d'avoir recours à aucune mesure fâcheuse de translation et sans rien changer aux habitudes d'une partie notable de la population parisienne »²⁶¹. Afin de régler le sort des zones trop éloignées des cimetières précités et dans le but d'établir une répartition équitable des cimetières, il propose la création d'un cimetière de 140 hectares à Bagnolet et d'un autre de 40 à 50 hectares dans la Plaine de Montrouge, tous deux distants de moins de deux kilomètres de l'enceinte. Il conclut sur cette suggestion « La solution que nous venons d'indiquer paraît simple et naturelle. (...) Cette solution si simple a, nous le savons, le défaut de ne pas frapper l'imagination parce qu'elle ne se prête pas à la fantaisie, comme tous les projets qui ont été conçus depuis qu'il est question de la création de cimetière à une distance de 15 à 20 kilomètres de Paris »²⁶².

En parallèle de l'étude sur la nécropole unique, Belgrand est chargé par Haussmann d'analyser l'hypothèse des cimetières multiples. Il est intéressant d'observer que ses conclusions, douze ans après le projet de Vafflard, appellent les mêmes solutions que ce dernier. Ainsi, il estime que quatre cimetières à proximité des fortifications cumulant une superficie de 150 à 180 hectares permettraient d'apporter une réponse satisfaisante à la situation parisienne. C'est pourquoi, tout comme Vafflard, il propose le maintien de deux cimetières existants : celui d'Ivry et l'agrandissement du cimetière de Saint-Ouen. En complément, il préconise la création de cimetière, dont les emplacements reprennent le projet de Vafflard, à Vanves et à Bagnolet. Toujours selon le rapport de Belgrand, le cimetière d'Ivry, qui repose sur un terrain d'une bonne qualité conserve sa superficie de 22 hectares pour ne pas entraîner de pollution des sols. Le cimetière de Saint-Ouen, relativement récent vient d'être agrandi à 18 hectares et pourrait l'être davantage pour atteindre une superficie de 25 hectares. La création d'un cimetière à Vanves permettrait l'aménagement d'un cimetière de 50 à 80 hectares, ajouté à celui de Bagnolet d'une superficie de 50 hectares.

2.2 Haussmann impose son projet

Haussmann en tant que Préfet de la Seine, opte pour une solution qui marquera son actif d'une réalisation grandiose. Aussi, il impose son projet malgré les oppositions nombreuses et récurrentes.

Recherche du site idéal

Après avoir convaincu l'Empereur du bien fondé de sa solution et surtout de l'impossibilité de proposer une alternative durable aux portes de Paris, Haussmann charge en 1864 une commission de rechercher des emplacements pour le ou les nouveaux cimetières. Cette commission composée de trois ingénieurs, De Hennezel, Belgrand et Delesse, arpente toutes les communes des Départements de la Seine et de la Seine et Oise en vue du site idéal. Leurs analyses, rassemblées

²⁶¹ VAFFLARD, Léon. *De la translation des cimetières de Paris*. Paris : De morgues, 1864. p.14

²⁶² Ibidem. p.19-20

dans un rapport datant du 1^{er} décembre 1864, sur les qualités des sols et des sous-sols, rappelant que les emplacements des cimetières actuels sont mal choisis et deviennent de fait source de pollution. C'est pourquoi la commission élimine d'office tous les terrains « impropres à la consommation des cadavres » par la composition de leurs sols ou leur proximité avec des nappes souterraines se déversant dans la Seine. Trois sites sont alors mis en évidence. Deux dans la même zone au Nord de Paris, l'autre situé au Sud. Un des sites ayant une qualité de sol plus favorable à la décomposition des corps, pour un prix de surcroît moins élevé, se distingue de suite.

Les terrains choisis par Haussmann sont à 22 kilomètres de Paris, dans la petite ville de Méry-sur-Oise. Le sol est constitué d'un sable perméable propre à la combustion des corps, d'un sous-sol calcaire qui pourra drainer efficacement les eaux d'infiltration pour les débarrasser des impuretés avant de se jeter dans l'Oise. Enfin, ce grand plateau de 2000 hectares est exposé au vent du Nord, comme le préconise le Décret de Prairial, en partie constitué d'anciennes carrières.

Une acquisition brutale mais tactique

La réalisation d'un cimetière si loin de Paris doit générer dans son sillage la création d'une ligne de chemin de fer dédiée à son usage, afin que les citadins puissent accéder sans difficulté au nouveau cimetière situé dans la campagne parisienne. Dans la version première du projet, le chemin de fer mortuaire utilise un tracé existant pour le service ordinaire. Ainsi, certaines gares ont une double fonction avec une gestion séparée des flux. Haussmann poursuit alors les études sur le projet afin de valider le bien fondé et la faisabilité de ce double projet. Il commande donc un rapport complémentaire aux trois ingénieurs qu'il avait précédemment mandatés, afin de conforter la proposition d'un cimetière unique accessible grâce à un chemin de fer mortuaire.

Les conclusions du rapport lui assurant la faisabilité ainsi que la nécessité de réaliser Méry, le Préfet décide de ne plus attendre pour concrétiser le projet. En 1866, Haussmann provoque les choses en achetant des terrains sur la commune de Méry, avant tout acte officiel. Cette initiative brutale, bien qu'approuvée par deux délibérations du Conseil Municipal de Paris, lui vaut de s'expliquer devant le Sénat, alerté par deux pétitions d'opposants au projet, le 5 avril 1867. Il reconnaît alors avoir devancé l'accomplissement des formalités ordinaires et précise que le but de ces agissements relève avant tout d'un stratagème financier, orchestré avec la complicité du Maire de Méry-sur-Oise, qui voyait son intérêt dans l'établissement d'un tel projet sur sa petite commune. En effet, ses intentions non dévoilées au grand public lui permettent de négocier un prix avantageux. Ses détracteurs dénoncent un complot organisé par la Préfecture de la Seine.

Dans ce débat, l'argumentaire utilisé fait clairement ressortir des enjeux d'ordre techniques et économiques. Il s'agit de la nature des sous-sols d'une part. Mais également de la superficie nécessaire, de la distance à franchir et du coût de réalisation. Les calculs précis de superficie prennent en compte la notion de temporalité, de même que la distance à la ville prend en compte la durée du déplacement. La question de la forme quant à elle s'efface à cette période derrière celle de la technique qui permet une quantification et une rationalisation de l'espace. Enfin, la réflexion intègre une situation existante qui doit être maintenue.

2.3 Une proposition révolutionnaire

Le projet de Méry-sur-Oise, ambitieux et pour le moins original, propose un bouleversement des mentalités qui soulève de trop nombreuses oppositions pour aboutir. Ainsi, le projet de cimetière et de chemin de fer, déclaré d'utilité publique en 1867 ne sera pas réalisé.²⁶³ L'analyse des enjeux soulevés par les consultations publiques dans les départements de la Seine et de Seine et Oise, nous permet de comprendre la portée du projet d'Hausmann. Comme nous l'avons vu, de même que le débat sur les funérailles, celui sur l'éloignement des cimetières pose des questions qui précèdent à la forme.

Un respect des morts inespéré pour les Parisiens

La commission parisienne est particulièrement sensible à la conception qui intègre la notion de respect des morts et d'égalité pour tous devant la mort, souhaitée par l'Empereur. Le choix d'envisager de nombreuses fosses individuelles répond aux souhaits des familles modestes qui n'ont d'ordinaire pas d'autre choix que d'opter pour la fosse collective, pourtant jugée indigne. En outre, l'étendue de la superficie permet d'allonger le délai de renouvellement des fosses à trente ans. Ce dispositif plus favorable du point de vue sanitaire, puisqu'il permet une période de décomposition des corps plus raisonnable et mieux adaptée à la pratique de l'inhumation. L'aspect social est également favorisé par un délai plus respectueux du travail de deuil et du temps de commémoration. Les Parisiens, particulièrement soucieux du respect des morts, ayant longtemps été confrontés à une situation sordide en la matière, sont d'autant plus sensibles à ces arguments. À cette période, dans certains quartiers, 80% des inhumations se font dans des tranchées collectives renouvelées tous les cinq ans

Les morts prennent le train pour s'expatrier

L'implantation proposée présente un obstacle non négligeable au culte des morts. On se souvient de la frilosité des citadins à se rendre au Père Lachaise lors de sa création, car trop éloigné de la ville. Les avantages certains que pourrait offrir une si vaste étendue dédiée à l'espace des morts peuvent-ils faire accepter le trop grand éloignement ? La vingtaine de kilomètres instaurée par le projet d'Hausmann, constituent une distance très importante pour l'époque. En effet, la proximité est qualifiée dans le contre-projet par une distance de 1 à 2 kilomètres. Cette perception de l'espace est fortement liée au mode et au temps de transport. Le fait de prendre le train contribue à qualifier le trajet de long. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une distance qui sépare deux lieux, mais plutôt de la manière de joindre ces deux lieux.

Le concept de faire voyager les morts par le biais du train est très mal ressenti par la population, qui trouve cette idée scandaleuse. Le système d'accès au futur cimetière rend le projet impensable dans l'esprit et le cœur des Parisiens : « Le culte des morts, la seule religion qui reste à la plus grande partie du peuple parisien ne reçoit pas seulement une atteinte par les conditions d'éloignement du nouveau cimetière ; il ne sera pas moins compromis par le caractère que devront désormais revêtir les funérailles dans le système projeté. L'introduction du chemin de fer et de la vapeur dans les pompes funèbres, les morts numérotés, estampillés, étiquetés, chargés par des treuils, emportés à grande vitesse et à grand fracas, ce je ne sais quoi de mathématique, de sec et

²⁶³CHEVALIER, C. *Etude de l'organisation du service. Sur le chemin de fer de Paris à Méry (cimetière). Au point de vue exclusif des trains mortuaires.* Paris : Michels-Carré, 1868, p.1

de brutal qu'entraîne après soi l'emploi des machines, faisant invasion de toutes parts dans le domaine du recueillement et du deuil ; le mouvement de l'embarcadère, la hâte et le tumulte du départ, les employés qui vont et viennent, les familles qui se croisent, qui s'appellent, qui s'embrouillent, qui se pressent, les coups de cloche et les coups de sifflet, C'est un tableau que l'imagination entrevoit et que la réalité dépassera. Il blesse les esprits les moins délicats. »²⁶⁴ La commission répond habilement à ces critiques en arguant que : « l'emploi des chemins de fer pour le transport des corps n'est pas un fait nouveau, et qui soit de nature à éveiller les susceptibilités. Sans parler des exemples que nous offrent des pays étrangers, il est certain que nos grandes lignes de chemins de fer sont fréquemment parcourues par des corps envoyés loin de Paris dans les sépultures de famille. C'est ce mode de transport, jusqu'ici réservé aux personnes opulentes, que la Ville se propose de généraliser, en l'appliquant aux pauvres comme aux riches. (...) il ne s'agit pas(...) d'entasser des corps dans un même compartiment, comme dans un wagon de bagages. Chaque mort aurait, au contraire, son compartiment distinct »²⁶⁵.

Par ailleurs, le tracé envisagé par Haussmann traverse la vallée de Montmorency, vallée de villégiature verdoyante, dont les communes ne voient pas d'un bon œil le passage du train mortuaire. Mais Paris n'ayant pas de territoires au-delà de ses murs, et ne pouvant bâtir à l'intérieur de ses murs à cause de Prairial, se trouvait dans « l'impossibilité légale » de créer de nouveaux cimetières. Paris n'a donc pas d'autre choix que d'établir son espace des morts sur une autre commune. Voilà l'explication qu'apporta la commission pour justifier cette « servitude d'ordre public ».

Un concept importé d'Angleterre

En réalité, l'idée du Préfet n'est pas novatrice. L'attitude d'Haussmann est plus radicale que visionnaire car il s'est en fait inspiré d'une expérience européenne similaire. En effet, avant d'élaborer sa proposition le Préfet se rend à Londres avec le Directeur des chemins de fer du Nord et des ingénieurs afin d'étudier le système d'inhumation et de chemin de fer mortuaire en activité dans la capitale britannique. Le projet de Mery-sur-Oise est ainsi inspiré de celui de Woking Cemetery datant des années cinquante, installé à presque cinquante kilomètres de Londres.

Vafflard, qui ne fait pourtant pas partie du voyage, fait aussi le rapprochement avec le projet anglais. La publication de son contre-projet comprend une étude très détaillée du système anglais qui vise à prouver que cette solution n'est pas transposable en France. Pour Vafflard, c'est précisément l'origine de cette idée qui la rend inapplicable. L'entrepreneur des pompes funèbres fait apparaître que bien que la loi anglaise en matière d'inhumation et de convoi soit proche de la loi française, la différence de statut de la nécropole change la donne. En effet, la réglementation funéraire, assez tardive en Angleterre, suit des prescriptions proches de celles de Prairial. Il faut attendre les années 1850 pour que les inhumations, interdites dans l'enceinte des villes, se fassent en fosse isolée. Quant à l'exploitation et à l'administration des cimetières, il y a une différence énorme. Les villes anglaises n'ont pas d'obligation d'établir des cimetières pour inhumer leurs habitants. En leur donnant le droit de le faire, la loi leur octroi aussi la possibilité d'en retirer un bénéfice. Ainsi, elles ont un monopole sur les monuments funéraires. Les cimetières anglais sont donc plutôt des entreprises commerciales, qui peuvent le cas échéant être privatisées. À l'inverse, les villes françaises ont le devoir de créer des cimetières et ont l'obligation de proposer un service gratuit à tous les habitants qui le voudraient. Il s'agit d'un service public. Celui qui ne souhaite pas y avoir recours, peut financer une sépulture individuelle. En Angleterre, seules les inhumations des

²⁶⁴ FOURNEL, V.. *Le correspondant*, 25 Avril 1869. cité par LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France, De l'Ancien Régime à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.230

²⁶⁵ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Op.cit. p.459

indigents sont soutenues par les deniers de l'Eglise, les autres familles prennent à leur charge les frais de convois et d'inhumation. La question du financement amène donc une différence de fonctionnement importante. Vafflard précise : « Il y a donc en France deux services : le service de la pompe funèbre, qui reste un impôt facultatif pour les familles, et le service des inhumations, qui reste, comme nous l'avons dit, une obligation pour les communes ».²⁶⁶ Le service des pompes funèbres est le monopole des Fabriques, il est donc indépendant du budget de la nécropole. Cette introduction permet d'expliquer la situation à Londres et le fonctionnement de ses cimetières extra-muros éloignés. Seuls deux d'entre eux, celui de la Cité de Londres et celui de London Necropolis sont situés à une distance qui impose de prendre le train. Or, les familles ont le droit de choisir le cimetière qui leur convient. Cette mise à distance n'est donc pas imposée. Enfin, Vafflard, nous démontre que le sentiment même des britanniques pour les rites funéraires ne s'oppose pas à cet éloignement. C'est pourquoi les habitudes anglaises rendent cette solution possible. Il explique que le service des pompes funèbres est très restreint et dénué de décoration, ne ressemblant en rien au service français. Les convois sont peu suivis et ne semble pas émouvoir l'assistance : « le corps, qu'on nous pardonne l'expression, semble être considéré comme un colis dont on a hâte de se débarrasser, et que la population entière voit passer sans même y prendre garde. »²⁶⁷ Il relate une sorte de détachement des Anglais pour la question des funérailles.

Ce sont par contre les mêmes raisons urbaines qui poussent les Anglais à adopter cette solution radicale. La ville de Londres est, tout comme Paris, infestée par les émanations cadavéreuses provenant de ses 200 cimetières. Le bureau central de la santé britannique produit un rapport dans lequel il décrit les nuisances liées aux cimetières dont souffre la ville et présente dans le même temps le projet d'une compagnie funéraire. Soutenue par le prince Albert, cette dernière achète 2000 acres, soit environ 810 hectares, à Woking en vue de la création d'un cimetière exilé hors de la ville. Le trait d'union avec la ville est réalisé grâce à une voie de chemin de fer spécialement dédiée à cet usage. En effet, le train est utilisé à la fois par les convois funéraires et les visiteurs qui souhaitent se rendre au cimetière.

Ce qu'il est surprenant d'observer, ce sont les étranges similitudes entre les deux projets : la distance à la ville, la superficie, l'organisation du chemin de fer mortuaire. À la différence que le projet de Woking est réalisé et toujours en activité de nos jours. Son chemin de fer, lui, n'est plus en service mais le cimetière reste très fréquenté.

L'échec d'Hausmann

Trois années après la consultation publique, le projet n'est pas réalisé, malgré l'acquisition des terrains. En 1870, Hausmann doit quitter ses fonctions sous la pression des parlementaires et les troubles qui agitent Paris semblent sonner la fin de cette proposition. Pour autant, Belgrand et Alphand, toujours actifs à la Préfecture de la Seine, poursuivent l'œuvre de l'ancien Préfet. On peut alors soupçonner que ce projet n'est mis en sommeil que pour un temps. C'est donc un échec pour le Préfet Hausmann, mais pas forcément pour le projet.

La détermination bien connue d'Hausmann, qui peut mener à bien ce projet aussi audacieux et impopulaire soit-il, explique pour parti cet échec. En effet, le Préfet est perçu comme un homme « qui traite les tombeaux comme des moellons (...) À l'expropriation des vivants succèdent l'expropriation des morts et la déportation des cadavres. »²⁶⁸ Dans sa volonté de façonner la ville,

²⁶⁶ VAFFLARD, Léon. *De la translation des cimetières de Paris*. Op.cit. p.27

²⁶⁷ Ibidem. p.29

²⁶⁸ FOURNEL, V.. « La déportation des morts » dans *Le correspondant*, 10 et 25 Avril 1869. cité par LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France, De l'Ancien Régime à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.229

les morts ne sont pas plus tranquilles que les vivants. Une campagne de presse contre le projet, et contre l'homme qui en est à l'origine, va durer deux années. Ainsi, en 1869, le maire de Franconville rassemble dans une publication des articles de presse, des lettres adressées à l'administration ou à la presse, des pétitions au Sénat et autres documents qui relatent l'opposition constante de la population durant cette période.²⁶⁹ Le journaliste Victor Fournel résume ainsi le sentiment populaire : « comme tous les projets de Monsieur Haussmann, celui-là débutait par soulever l'incrédulité générale avant d'exciter l'effroi des uns et des autres ».²⁷⁰

Mais Haussmann confie dans ses *Mémoires* que l'Empereur ne partageait pas son enthousiasme concernant le projet de Méry. Il attribue donc l'échec du projet à l'opposition de l'Empire et à la résistance des parisiens à la nouveauté. « Je n'avais pas encore l'expérience (...) de la résistance infatigable que rencontre, chez nous, la solution de toute question très importante, et surtout l'adoption de toute idée nouvelle, au sein des grands Corps de l'Etat, presque aussi routiniers que la Population Parisienne, instinctivement opposée à tout ce qui trouble sa quiétude ».²⁷¹

Les raisons sont en fait plus complexes car à la question de politique intérieure et au problème du culte des morts, viennent s'ajouter la question du financement de ce projet faramineux, ainsi que des communes potentiellement traversées par le tracé du chemin de fer, et enfin l'hostilité au modèle anglais. Comme le souligne Frédéric Bertrand : « La notion de cimetière unique et l'éloignement en soi ne justifient donc pas totalement l'échec de cette solution. Il faut aussi mentionner l'absence d'une politique négociée, particulièrement lisible dans le rejet des investisseurs privés et la rencontre frontale avec une sensibilité funéraire qui atteignait alors son point culminant. »²⁷² Nous verrons plus tard, que parmi ces enjeux complexes, la question du chemin de fer est prépondérante.

2.4 Une deuxième tentative pour Méry

Quelques années plus tard, le projet de Méry est remis au goût du jour grâce à de nouvelles solutions pour le chemin de fer. Cette relance voit les premiers plans de cette nécropole analysés par F.Bertrand comme organisant : « Une île parfaite où chaque corps enfin isolé peut-être domestiqué, une colonie que la population parisienne vient lentement habiter. Le cimetière du XIXe siècle confirme la naissance d'un espace autre, dédensifié et hygiénique (...) les projets successifs permettent de suivre la mise en place d'un processus de découpage et l'identification malgré leurs différences, d'une certaine régularité des formes. »²⁷³

²⁶⁹ CHENEL. *Documents divers, pétitions, lettres, notes, articles de journaux sur la question de la translation des cimetières et sur le chemin de fer mortuaire*. Paris : 1869, Renou et Maulde

²⁷⁰ LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France, De l'Ancien Régime à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 1997. p.229

²⁷¹ HAUSSMANN, Grégoires-Eugène. *Mémoires*. Tome 3. Op.cit. p. 420

²⁷² BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003. P.15

²⁷³ Ibidem. p.92

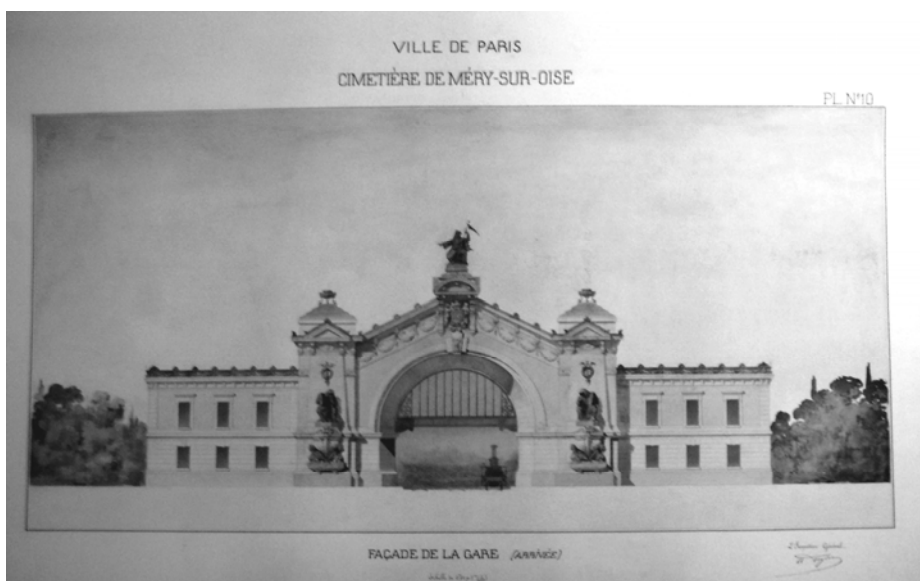
Les premiers plans de nécropole unique



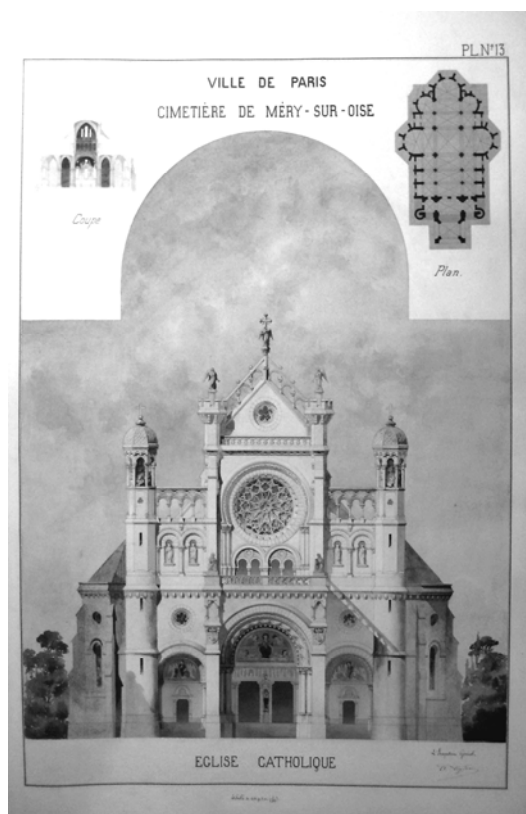
Cimetière de Méry-sur-Oise, Monument funéraire destiné à l'inhumation des hommes illustres, Panthéon, 1872.
Feydeau, Mémoire présenté par l'Inspecteur Général du Service des Cimetières.

En 1872, l'architecte Feydeau, Inspecteur général du service des cimetières, est nommé pour établir les plans du futur cimetière. Il publie un Mémoire de présentation du projet de Méry, accompagné d'un dossier de planches graphiques très détaillé²⁷⁴ dans lequel il présente un projet simple et rationnel qui favorise la capacité d'accès, le déplacement des usagers et le découpage régulier des espaces de concessions. C'est la première étude aussi complète qui paraît sur Méry. Jusque là, le projet s'était résumé à des actes administratifs et techniques : étude de sol, étude de la zone d'implantation, acquisition des terrains, enquêtes publiques. Il s'agit donc là d'un véritable travail projectuel qui comprend des plans d'ensemble, des plans de détails de la gare et ses dépendances, des stations de tramway, des monuments (Panthéon, Eglise catholique) et des détails des wagonnets mortuaires qui empruntent le réseau interne au cimetière.

²⁷⁴FEYDEAU. *Mémoire présenté par l'Inspecteur Général du service des Cimetières*. Paris : 8 Juillet 1872

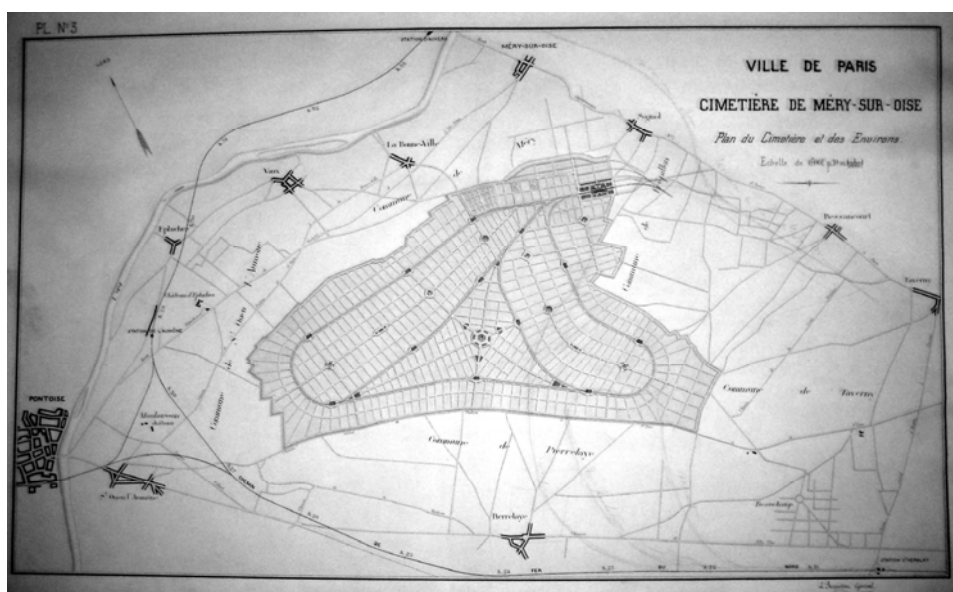


Gare principale du cimetière de Méry-sur-Oise, 1872.
Feydeau, *Mémoire présenté par l'Inspecteur Général du Service des Cimetières.*



Eglise catholique du cimetière de Méry-sur-Oise, 1872.
Feydeau, *Mémoire présenté par l'Inspecteur Général du Service des Cimetières.*

Dans le mémoire, Feydeau rappelle explicitement que la Ville propose les cimetières d'Ivry et de Saint-Ouen pour permettre d'attendre la réalisation de Méry. Il y expose ensuite les améliorations proposées en termes d'inhumations, l'état des surfaces envisagées par type de concession, l'implantation de la gare principale et de ses dépendances, des stations de tramway, ainsi que l'exploitation par tranches successives. Enfin, il conclut par une estimation des dépenses. Ainsi, il projette une gare principale, à l'entrée du cimetière et à proximité des commerces funéraires, destinée au chemin de fer mortuaire. Cette gare ferroviaire est ensuite relayée par le réseau de tramway, composé de 12 stations, qui permet le déplacement des wagonnets funéraires, du public et du personnel dans l'enceinte du cimetière. Le mémoire, illustré par les planches, tend à démontrer « Que le système d'une gare centrale, quelque soit du reste le mode de transport qui serait adopté à l'intérieur, ne pourrait convenir qu'à un cimetière d'une surface restreinte, et qu'il n'est nullement applicable aux terrains de Méry. (...) Que le tramway permettra l'usage de terrains non encore préparés, ou dont le sol ne sera pas suffisamment durci ».²⁷⁵ En effet, afin de contrebalancer sa proposition, Feydeau illustre également la solution d'une gare centrale directement implantée dans le cimetière pour montrer toute la difficulté de rendre accessible l'ensemble du cimetière.



Plan du cimetière de Méry-sur-Oise, 1872.
Feydeau, *Mémoire présenté par l'Inspecteur Général du Service des Cimetières*.

Si les planches graphiques sont traitées avec finesse et détails, la composition, est sans partie pris. Elle suit le tracé du tramway, en prenant soins de desservir également chaque zone et d'organiser à l'intérieur des divisions proportionnées. Le plan est avant tout fonctionnel. Le centre, marqué par le Panthéon, n'est pas véritablement mis en valeur par les tracés. Il s'agit donc d'un découpage parcellaire bien organisé mais on ne sent pas l'esprit qui doit se dégager du lieu. Feydeau connaît bien son métier et profite de l'expérience d'exploitation des cimetières du Père Lachaise, de Montmartre et Montparnasse. Il est donc capable d'établir un plan qui fonctionne avantageusement. Une fois de plus, la conception est traitée d'une manière technique. Feydeau

²⁷⁵ Ibidem. p. 97-98

inscrit sa conception dans la suite des études qu'il a mené sur les cimetières parisiens existants. En effet, de son expérience de terrain, l'architecte sait combien il est compliqué d'organiser efficacement des concessions dans un tracé conçu indépendamment. À l'inverse, il opte donc pour une grande régularité. On voit ainsi comme l'emprise de la technique sur la forme conduit à réfléchir un découpage de terrain à la manière d'un lotissement.

Une question relancée grâce à un réseau de gare repensé

Forte de ce travail documenté, l'administration va présenter le projet modifié devant une seconde commission pour la création du cimetière de Méry, en Avril 1874. Après une longue étude de ce dernier, la majorité confirme le choix de la nécropole unique mais demande des adaptations au projet. Elle retient toutefois les propositions du mémoire de Feydeau sur l'usage amélioré des concessions, dont la suppression des tranchées gratuites au profit de concessions temporaires gratuites pour 10 ans, et la répartition des divisions proposées. Elle s'oppose cependant à l'application du réseau de gare et tramway, et dénonce de manière générale des choix excessivement ambitieux : « une certaine tendance de ce travail vers les superfluités fastueuses. Cette tendance s'accuse au plus haut degré lorsque le Mémoire arrive à proposer la construction d'un Panthéon élevé sur crypte et surmonté d'un dôme, destiné à la sépulture des hommes dont la Ville tiendrait à perpétuer la mémoire. Une conception, peut-être moins heureuse encore, est celle de constructions de formes variées, circulaires ou octogonales, renfermant des squares sur lesquels s'ouvriraient des arcades réservées aux familles qui, moyennant un prix très-élevé, seraient autorisées à y fonder leur sépulture. »²⁷⁶ Notons que l'architecture propose une réinterprétation du motif de la galerie dans son projet. D'autre part, la commission confirme que la question de la desserte et du réseau viaire et ferroviaire apparaît comme centrale pour la faisabilité.

La parution du rapport de commission provoque le mécontentement des conseillers municipaux opposés au projet. Ainsi, Leclerc et Riant, davantage convaincus par la solution des cimetières multiples font une contre-proposition.²⁷⁷ Mais la faisabilité de leur projet est contrée par les rapports des ingénieurs Belgrand et Alphand, commandés par le Préfet de la Seine. Belgrand, en sa qualité de Directeur des Eaux et Egouts, est amené à faire son troisième rapport sur les emplacements possibles pour de nouveaux cimetières²⁷⁸. À sa suite, Alphand, Directeur du service travaux de la Préfecture de la Seine, est appelé à faire un rapport complémentaire²⁷⁹ sur les terrains périphériques et un autre terrain au Sud pour compléter Méry. Leurs conclusions qui touchent à la qualité du sol, de l'eau et à l'aspect financier excluent l'usage de cimetières périphériques proches. Ces deux rapports font taire les dernières objections au projet de Méry et écartent la solution des cimetières multiples. Le débat se développe donc toujours sur un plan très technique. Pour calmer ce conflit d'idées, le 8 Août 1874, le Conseil Municipal de Paris vote un amendement au projet de la deuxième commission²⁸⁰.

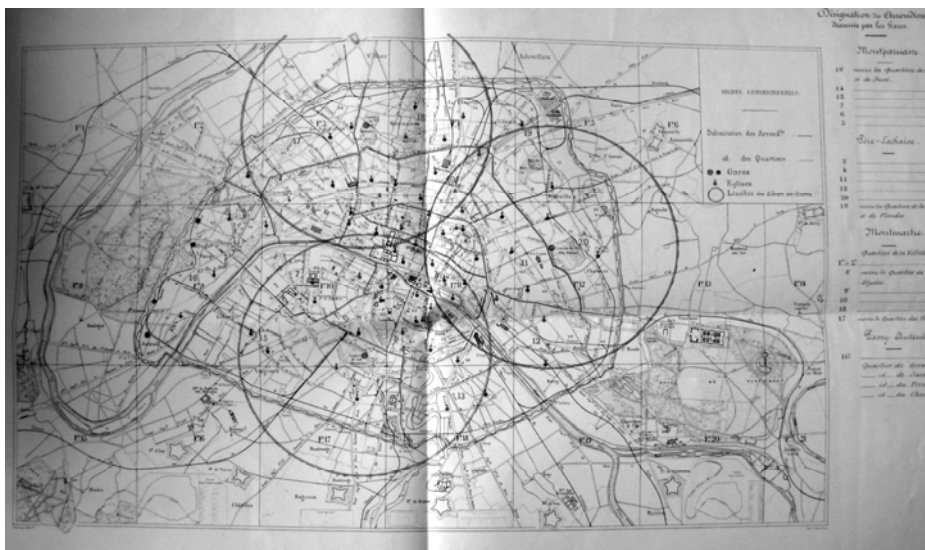
²⁷⁶ HEROLD. *Rapport présenté par M. Hérol, au nom de la 2e commission sur le projet de création d'un cimetière parisien à Méry-sur-Oise. (Annexe au process-verbal de la séance du 11 Avril 1874).* Paris : 1874, De Mourgues. p.53

²⁷⁷ LECLERC. Riant. *Observations et contre-projet présentés au Conseil Municipal de Paris en réponse au rapport de M.Hérol.* Paris : 1874, A.Pougin.

²⁷⁸ BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières.* Paris : Chaix, 1876.

²⁷⁹ ALPHAND, Adolphe. *Rapport du directeur sur la création de nouveaux cimetières.* Paris : Chaix, 1876. p.12

²⁸⁰ *Amendement au projet de la deuxième commission du Conseil municipal de Paris, relatif à la création de nouveaux cimetières.* Séance du 8 Août 1874.



Projet de gares mortuaires.
Archives de Paris, AV VM38 11 – Cimetières périphériques.

Quelques jours plus tard, la relance du projet connaît pourtant une suite. Une décision ministérielle du 18 Septembre 1847 confie une étude du chemin de fer et de la nécropole à l'ingénieur Huet, spécialiste du réseau ferré. À la régularité des formes de Feydeau, renforcé par l'usage d'une grille, Huet propose un principe d'aménagement qui découle d'une analyse du terrain.²⁸¹ Une gare principale à côté de Méry, à la Garenne Maubuisson, puis « un réseau télégraphique très complet relie cette gare à celle de Paris à toutes les stations secondaires de l'intérieur du cimetière. »²⁸² Il poursuit le principe de hiérarchisation des voies initié par Feydeau. Il organise des voies principales de 30m bordées de bandes plantées de 15m, puis des voies secondaires de 12m avec des bandes plantées de 10m et enfin des allées sinueuses de 8m. C'est surtout le tracé des voies principales qui diffère car au tracé systématique, il oppose une conception basée sur le nivellement du terrain. Son dessin est donc plus souple mais aussi plus précis. En effet, il assure un cheminement en continuité topographique avec les aires d'inhumation. Il propose ainsi de dessiner « une ou deux grandes avenues, servants de point de repère et de larges allées circulaires et plantées, donnant à l'ensemble le caractère d'un parc et rompant la monotonie des îlots rectangulaires qui doivent former les dernières divisions d'un terrain destiné aux inhumations ».²⁸³

Un rapport de l'entrepreneur Théry en 1875²⁸⁴, nous confirme que les principales raisons qui ont rendu le projet de Feydeau impossible sont liées aux conditions d'utilisation du réseau ferré projeté. L'auteur ne nous indique ni sa qualité, ni sa fonction mais l'aspect technique de ses écrits, sa grande connaissance des données chiffrées liées aux inhumations et au chemin de fer, ainsi que la précision des cartes qu'il élabore nous laisse penser qu'il s'agit d'un ingénieur. C'est la qualité de son travail et son intervention argumentée dans la question des nécropoles qui nous amène à considérer sa réflexion comme un élément important.

²⁸¹ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires*. Op.Cit. p.92-97

²⁸² HUET, E.. Département de la Seine, Direction des travaux de Paris. *Chemin de fer et cimetière parisien de Méry sur Oise. Rapport de l'ingénieur en chef*. Paris : Chaix A., 1876. p.55

²⁸³ Ibidem. p.47

²⁸⁴ THERY, J.A. *Le cimetière parisien de Méry-Sur-Oise et le chemin de fer central métropolitain de Paris*. Paris : A.de Rivière, 1875. p.1

Théry nous met en présence des deux propositions concernant les points de départ dans Paris. D'un côté, l'ingénieur Brunfaut propose quatre gares périphériques, dont trois implantées aux nécropoles intra-muros, comme dans le premier projet, mais reliées au service ordinaire par une ceinture. De l'autre, Théry, présente trois gares situées sur une ligne directe et droite Paris/Méry. Elle a l'avantage de présenter le tracé le plus court et donc le plus économique. Dans les deux cas, aucune des gares n'a de double usage. Cette réflexion rappelle celle de la fin de la période d'Ancien Régime sur le fait de dédier entièrement un espace aux morts. Cette position est aussi celle soutenue par les services de la Ville puisque Huet, Ingénieur en chef de la Direction des Travaux de Paris, dessine également un projet de gares multiples en 1875, trois exactement²⁸⁵.

La situation va toutefois s'inverser après une analyse du système anglais. Ainsi, en 1876, le Préfet nomme une commission chargée d'étudier le chemin de fer funéraire du cimetière de Woking à Londres, dont Haussmann s'était inspiré. Déjà en activité, son usage doit permettre de renseigner sur les points qui inquiètent encore les Français dans la mise en place d'un tel projet. Le rapport de la commission nous apprenant que la réalisation et l'exploitation du cimetière font face à des lenteurs administratives et complications financières²⁸⁶ Mais les difficultés ne s'arrêtent pas à la réalisation, elles se poursuivent à l'exploitation : « Il faut reconnaître, toutefois que malgré les avantages que présente cette nécropole et malgré, notamment, l'économie qu'elle offre aux familles et que la Compagnie fait ressortir dans ses prospectus, elle ne se développe que fort lentement et n'est encore que très-peu fréquentée. »²⁸⁷ Ce rapport confirme donc la grande difficulté à mettre en œuvre un tel projet. Enfin, par comparaison, le projet londonien ne dispose que d'une unique gare mortuaire dans la capitale, installée à côté du terminus d'une grande ligne. Le cimetière, compte quant à lui plusieurs gares, depuis lesquelles de petits véhicules transportent les cercueils vers le lieu de sépulture. Ainsi, c'est tout l'inverse de ce qui est pour l'heure envisagé à Méry. Aussi, la commission fait état d'une logistique parfaite qui met l'usager à distance des déplacements de cercueils vers ou depuis le train. Elle retient ainsi de ce système une grande convenance et un profond recueillement. Enfin, l'Ingénieur en chef Huet, qui préside la commission résume sa visite de la manière suivante : « les différences profondes qui existent entre la manière dont le culte des morts est compris et pratiqué à Paris et à Londres, et entre les principes qui sont la base du service des inhumations en France et en Angleterre, ne permettaient pas à la Commission de trouver à Londres d'utiles enseignements au point de vue de ce service. (...) Mais, en ce qui concerne la desserte par le chemin de fer d'un cimetière éloigné, elle a trouvé dans l'exploitation du cimetière de Woking, plus d'un détail qui, convenablement modifié, pourra être utilement appliqué dans l'exploitation du cimetière projeté de Méry-sur-Oise. »²⁸⁸ Suite à cette expérience, les projets de gare unique reviennent sur le devant de la scène.

Ainsi, la même année, Vafflard fait une proposition d'exploitation du service ferroviaire funéraire pour Méry. Il préconise une gare de départ unique située boulevard Ornano. Dans la présentation de ce travail, Vafflard, qui dirige à présent la morgue de Paris, confirme l'importance de la question du chemin de fer dans la réalisation du projet de Méry²⁸⁹ De même, l'année suivante l'ingénieur Barrault complète sa proposition présentée en 1874 devant la deuxième commission pour Méry. Il y offre toujours de construire et exploiter le chemin de fer funéraire afin d'éviter cette préoccupation à l'administration. La modification de ce travail a été réalisée en collaboration avec l'Ingénieur en chef Huet et présente à présent un tracé encore plus proche de ceux envisagés par

²⁸⁵ HUET. *Avant-projet du chemin de fer special et des gares mortuaries dans Paris*. Paris, le 30 Juillet 1875.

²⁸⁶ Préfecture du Département de la Seine, Direction des travaux. *Mission à Londres, visite au cimetière de Woking*. Paris : 1877, Chaix. p.3

²⁸⁷ Ibidem. p.3

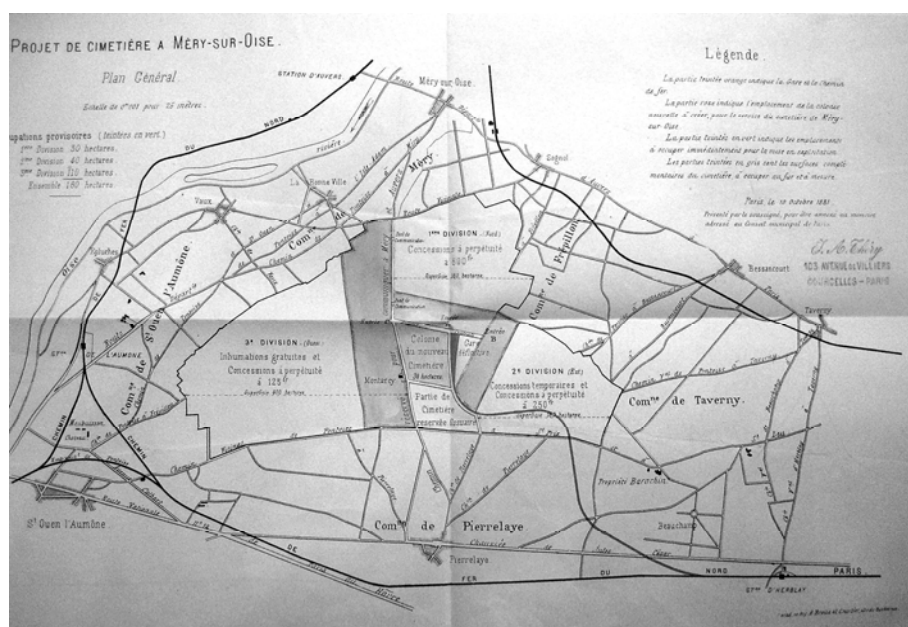
²⁸⁸ Ibidem. p.13

²⁸⁹ VAFFLARD. *Projet de chemin de fer pour Méry*. Paris, 1876.

les services de la Ville. Le projet ne comprend lui aussi toujours qu'une seule gare mortuaire de départ qui pourrait être complétée par une gare voyageur.²⁹⁰

En Mars 1881, le Conseil Municipal de Paris, sur proposition du Préfet de la Seine vote deux budgets pour la réalisation du projet de Méry. Le premier a pour but de financer le maintien d'un système d'inhumation dans Paris en attendant le fonctionnement de Méry. Le deuxième doit permettre la mise en place d'une organisation provisoire du chemin de fer et des gares mortuaires pour l'exploitation de la nécropole unique. L'administration imagine alors conserver pendant une période transitoire, la possibilité d'inhumer en concession perpétuelle et temporaire dans Paris, tant que cela sera possible, et parallèlement d'offrir la possibilité d'aller à Méry. Ceci fait apparaître que sept ans après l'adoption de l'établissement du cimetière de Méry, rien n'est encore mis en place.

Des difficultés de réalisations qui écartent définitivement le projet



Plan général pour le cimetière de Méry-sur-Oise, 1881.

Théry, *Mémoire adressé au Conseil Municipal de Paris sur l'appropriation du cimetière de Méry-sur-Oise*.

En 1881, Théry adresse un mémoire au Conseil Municipal de Paris contenant un certain nombre de protestations aux décisions prises concernant Méry²⁹¹. Cette publication nous éclaire sur les incertitudes qui persistent sur le projet ainsi que sur sa grande difficulté d'exécution. Théry distingue trois aspects dans la mise en place de la solution de Méry : l'appropriation, les moyens d'accès et l'exploitation. Concernant les moyens d'accès, les inquiétudes de Théry portent sur le caractère provisoire du chemin de fer qui ne sera sans doute pas à même d'assumer le service lors

²⁹⁰ BARRAULT.FERRY.GAILLOT.MAYOUX. *Cimetière de Méry-sur-Oise. Chemin de fer et gare mortuaire. Projet Barrault et consorts. Premier trace modifié. Notice à l'appui du projet*. Paris : Chaix, 1877

²⁹¹ THERY, J.A. *Mémoire adressé au Conseil municipal de Paris sur l'appropriation du cimetière de Méry sur Oise*. Paris : Chaix, 1881.

d'évènements particuliers et nécessitera dans tous les cas l'établissement d'un réseau définitif indépendant à posteriori. Concernant l'exploitation du cimetière, l'auteur du mémoire fait valoir, qu'il est indispensable d'établir un plan définitif de Méry, comportant l'implantation des différentes classes de concessions, les circulations, les services et les gares. Ainsi, même si l'intégralité n'est que progressivement établie, chaque élément s'intégrera dans un tout cohérent dès que le cimetière se développera. L'idée du plan directeur dans une zone si grande est essentielle. Ce qui nous amène à la question de l'appropriation des 40 hectares que propose l'administration, dans un premier temps. Le choix de cette zone doit se faire en rapport à l'implantation des réseaux et services, en prenant en compte l'évolution possible du cimetière. Son choix ne peut être provisoire, en attendant une exploitation obligatoire et définitive du lieu. D'autre part, Théry souligne qu'une exploitation provisoire et facultative, rend les statistiques imprévisibles et donc le fonctionnement ingérable. Il ne voit pas l'utilité de perdre du temps et de l'argent à mettre en œuvre une disposition qui devra faire l'objet de travaux ultérieurs. Pour Théry, le caractère définitif de ce qui sera réalisé à Méry peut être seul gage de son succès.

Bien que la relance du projet soit mieux réfléchie, elle fait apparaître de nombreuses sources de complications qui vont de nouveau écarter la réalisation de la nécropole unique. De manière officielle, aucune décision n'est prise. Le temps passe et pour finir c'est la réalité et l'urgence de la situation qui vont imposer la solution des cimetières multiples. La thématique de la nécropole unique, portée de manière récurrente par des architectes, ingénieur ou politiques, trouve la même issue. En effet, les projets de Giraud ou Molinos puis d'Hausmann, bien qu'adoptés ne seront jamais réalisés.

3. Le rôle des cimetières périphériques annexés

Devant l'embarras de l'administration à trouver des solutions définitives et durables pour les cimetières de Paris, les cimetières périphériques des villes annexées vont jouer un rôle majeur. Ainsi, des années 1860 aux années 1880, ils se présentent comme la solution pour assumer les inhumations. Pourtant leur caractère et leur répartition ne les prédisposent pas à cet usage. De cette situation provisoire, qui s'installe dans le temps, naît une grande inégalité entre la vocation de ces lieux, auxquels s'ajoutent la création de cimetières provisoires.

3.1 Une dimension rurale

De nombreux petits cimetières

Les villages annexés ne comptent pas moins de 14 cimetières dont 3 à Montmartre et 2 à Lachapelle. En effet, certaines villes disposent déjà de plusieurs cimetières. Ainsi, la ville de Montmartre qui possède déjà le cimetière du Calvaire, doit y ajouter en 1831, le cimetière Saint-Vincent construit sur des vignes, puis en 1858 le cimetière de Saint-Ouen. De même, La Chapelle possède déjà le cimetière de Marcadet situé à l'intérieur des fortifications quand elle doit créer en 1850 un autre cimetière hors de l'enceinte.

Ces cimetières, que l'on nomme périphériques en opposition aux nécropoles plus centrales, deviennent tous parisiens mais ne sont pas pour autant intégralement situés à l'intérieur des nouvelles limites de la capitale, constituées par l'enceinte militaire de Thiers. Il y a donc des cimetières parisiens périphériques intra-muros et des cimetières parisiens périphériques extra-muros. Sont ainsi compris dans l'enceinte les cimetières de : Auteuil, Belleville, Bercy, Charonne, Grenelle, La Villette, Montmartre-Saint-Vincent, Montmartre-Calvaire, Lachapelle-Marcadet, Passy

et Vaugirard. Pour leur part, les cimetières de Lachapelle, Montmartre-Saint-Ouen et des Batignolles, restent à l'extérieur de l'enceinte. À noter qu'avec l'annexion la majorité des cimetières périphériques devenus parisiens se retrouvent dans l'enceinte de la ville, mais que du même coup des cimetières non parisiens, c'est-à-dire appartenant à des villes non annexées, s'y retrouvent également. Parmi ces cas, on relève les cimetières de Gentilly, Montrouge, Charenton, Saint-Mandé et Valmy qui constituent des enclaves dans la périphérie intérieure de Paris.

Des cimetières de village

Les cimetières des villages annexés présentent des attributs liés aux lieux dont ils dépendent. En effet, ces cimetières ont un caractère très contrastant avec celui des nécropoles intra-muros, relevant davantage du champêtre que de l'urbain. Leur superficie, leur aspect et leur composition sont à l'échelle et à l'image des villages qui les ont créés.

Ainsi, aucun des cimetières périphériques n'a de superficie dépassant 2 hectares. Le plus petit, celui de Montmartre-Calvaire, fait 600 m². Les plus grands, ceux de Belleville, Passy, La Villette et La Chapelle dépassent un hectare. Les autres ne font que quelques ares. Dans ces conditions, il est difficile d'organiser un service d'inhumation à l'échelle d'une ville comme Paris.

De plus, chacun de ces cimetières est marqué par l'histoire particulière de son village. Ainsi, alors que Bercy abrite une communauté importante de marchands de vin, Vaugirard et Grenelle comptent une majorité de bâtisseurs. Enfin, la population de Passy et Auteuil est principalement composée de bourgeois et d'aristocrates. Il va s'en dire que le paysage funéraire est fortement typé par les communautés qui le forment. Les qualités très variées des sites même rajoutent à les différencier. En effet, si certains sont établis sur des terrains plats comme Passy, d'autres sont implantés sur une butte qui leur offre une vue dominante sur les paysages environnants, tels Belleville et La Villette. Il n'y a donc aucune unité dans cet ensemble de petits espaces funéraires dont hérite Paris.

Mais l'aspect trop villageois et hétéroclite de ces petits cimetières amène la ville de Paris à intervenir sur leur aménagement afin d'unifier l'image des cimetières parisiens. C'est pourquoi elle habille les allées importantes d'arbres d'alignement dans l'esprit des grandes nécropoles parisiennes.

3.2 Du provisoire qui s'installe dans la durée

La persistance des anciens cimetières annexés

Bien que petits et morcelés, les cimetières périphériques seront largement profitables à Paris. Dans la situation d'urgence où se trouve la capitale concernant les inhumations après l'Annexion, et se voyant dans l'incapacité de statuer rapidement sur une décision efficace, l'administration va profiter des cimetières périphériques comme solution transitoire. C'est pourquoi la Loi du 16 juin 1859, n'impose pas la fermeture immédiate des cimetières annexés. La veille de la Loi d'Annexion, un Arrêté préfectoral règle les modalités d'affectation provisoire des différents selon les périodes.

Sur le principe, chacun de ces petits cimetières doit fermer lorsqu'il est complet. Cependant, les familles qui y possèdent déjà des caveaux peuvent continuer d'y inhumer leurs défunts. Après quelques années, ces cimetières, dont le renouvellement d'une partie des sépultures est rendu possible, rouvre leurs portes, par nécessité. Il s'opère alors une sorte de roulement désordonné de

ces espaces funéraires dans lequel la population parisienne n'a plus de repère. Le remaniement continu des circonscriptions cause le trouble et le mécontentement dans les familles, qui voient leurs habitudes sans cesse bouleversées. En effet, ces lieux sont réputés fermés pendant le délai minimum de renouvellement des concessions temporaires, rendant impossible les nouvelles inhumations. Pour autant, le cimetière continue de fonctionner pour les sépultures existantes et reste accessible au public. Le terme fermeture est donc uniquement associé aux inhumations gratuites et temporaires, qui sont organisées dans des cimetières différents à chaque période.

En effet, en 1860, les cimetières de Lachapelle, Belleville, Charonne et Bercy doivent être fermés aux inhumations gratuites et temporaires. Puis l'année suivante, il en va de même pour ceux de Vaugirard et de Grenelle. Aussi, les cimetières annexés, trop exiguës et encombrés, n'assument que les concessions perpétuelles et trentenaires de l'ancienne commune. Ceci permet de libérer les terrains des concessions d'autres natures en cours d'utilisation.

En 1866, c'est le cimetière de Passy qui ferme, suivi par les Batignolles, Montmartre-Saint-Ouen, en 1867. En conséquence, le cimetière de Lachapelle est rouvert. En 1870, le cimetière d'Auteuil est plein et ferme ses portes. S'en suit la réouverture des Batignolles et de Montmartre-Saint Ouen.

Création des cimetières dits provisoires

À peine un an après l'Annexion, la ville a recours à la création de cimetières provisoires pour stabiliser la situation. Elle crée dans un premier temps le cimetière parisien d'Ivry, en 1861, qui se présente comme une solution transitoire au problème de place posé par les fosses communes. Son extension est envisagée dès 1864 afin de pourvoir aux inhumations de l'arrondissement le plus peuplé de Paris, anciennement le XII^e, ainsi que des hôpitaux et hospices, qui détiennent près d'un cinquième du cimetière Montparnasse, pour des inhumations majoritairement gratuites. La première acquisition de 9 hectares fut donc complétée par 3 hectares supplémentaires, qui restent insuffisants mais temporisent dans l'attente d'une meilleure solution. L'administration désigne ensuite le cimetière extra-muros annexé de Montmartre-Saint-Ouen comme cimetière " provisoire", destiné à accueillir les inhumations en concessions de courtes durées. Puis, ces deux cimetières sont désignés comme solution de transit pour pallier au retard d'exécution que prend le projet de Méry-sur-Oise. Pour finir, leur usage de régulier devient définitif.

Ainsi, pour des raisons pratiques liées à l'urgence de la situation certains cimetières sont créés ou désignés comme étant des cimetières provisoires. Que cela implique-t-il ? La vocation première des cimetières dit provisoires est de pallier à une insuffisance périodique et temporaire des services d'inhumations de la ville. Il s'agit donc d'envisager leur utilisation sur une très courte durée. Or, cette notion de limitation dans le temps va induire un paysage funéraire particulier. En effet, la vocation éphémère de ces lieux fait que leur sont attribuées des concessions de très courte durée, à savoir les inhumations gratuites et les concessions temporaires payantes, rendues impossibles par la fermeture des autres cimetières périphériques. Ainsi, l'attribution de ce type d'emplacement permet une reprise rapide des concessions et laisse la possibilité de fermer le cimetière dès qu'il n'est plus utile.

Une situation instable

La situation, aggravée par le siège de Paris en Septembre 1870, impose temporairement des mesures spéciales pour assumer le service des inhumations, décrites par Pelletier, Directeur de l'administration générale de la Préfecture de la Seine : « Le 10 Septembre on dut fermer tous les

cimetières extra-muros et rouvrir les cimetières intérieurs de la banlieue annexée. Cette organisation provisoire fut encore modifiée par l'arrêté du 16 juin 1871, qui prononça la fermeture d'un certain nombre de ces cimetières et la modification des circonscriptions des cimetières conservés et situés dans l'intérieur de Paris. »²⁹² En effet, les cimetières extra-muros se retrouvent sous le feu de l'ennemi alors que la surmortalité liée aux combats impose des inhumations massives.

Lorsque le calme et l'ordre reviennent dans la capitale, l'administration acculée met en application un projet d'agrandissement des cimetières d'Ivry et de Montmartre-Saint-Ouen, ou plutôt de création de nouveaux cimetières accolés aux anciens, pensé par le précédent Conseil Municipal. Les cimetières d'Ivry et Saint-Ouen, dont la superficie est bien supérieure à celle des cimetières anciens qu'ils complètent, continuent pour autant à avoir le statut de cimetières provisoires. Ainsi, Ivry passe de 8 à 20 hectares et Saint-Ouen de 3 à 24 hectares. Cette disposition laisse un délai à l'administration pour programmer les futures réalisations. Mais la situation perdure. Ainsi, bien que l'administration ait voté pour la reprise du projet de Méry en 1874, deux années après il n'y a toujours aucune solution effective mise en place. En 1873, les cimetières de Vaugirard et La Villette doivent rouvrir pour assumer les inhumations gratuites et temporaires. Puis, il faut de nouveaux agrandir les cimetières provisoires de Saint-Ouen et d'Ivry, respectivement en 1877 et 1879, dont la superficie n'avait pas été calculée pour assumer les inhumations sur une si longue période. En 1883, le cimetière des Batignolles est lui aussi agrandi car devenu insuffisant. Enfin, les cimetières périphériques intras et extra-muros pallient à l'absence de prise de décision durable par l'Administration. Avec la création et l'agrandissement des cimetières d'Ivry et de Saint-Ouen, la ville de Paris crée pour la première fois des espaces funéraires hors de ces limites. De plus, par leur superficie, ces deux réalisations quittent leur statu de petit cimetière périphérique annexé pour devenir des nécropoles parisiennes, les premières extra-muros. L'établissement d'Ivry et de Saint-Ouen suit en fait l'application du projet de cimetières multiples soutenu par Vafflard en 1864. En effet, ce dernier propose dans un premier temps l'agrandissement de deux cimetières périphériques existants, précisément ces deux là, puis la création de deux autres en complément. La qualité du choix des emplacements maintenus est d'ailleurs confirmée par Belgrand en 1876, après que les nouveaux cimetières d'Ivry et de Saint-Ouen aient été ouverts. Dans les faits, c'est donc la solution de Vafflard qui est appliquée, mais dans l'esprit l'administration n'est pas totalement convaincue, d'où le statut de provisoire.

On peut qualifier cette période de deuxième période transitoire, qui rappelle l'utilisation de cimetières provisoires pour assurer le passage des cimetières médiévaux aux nécropoles modernes. Dans les deux cas, la période de transit est plutôt longue puisqu'elle est supérieure à vingt ans. Bien malgré l'urgence, on ne peut que constater la difficulté de l'administration à trouver des solutions rapides.

3.3 Une carte funéraire inégale

Nous avons bien vu que l'attribution des concessions perpétuelles dans les cimetières périphériques les rend impossibles à fermer totalement puisqu'ils doivent continuer de fonctionner pour les familles qui y possèdent des caveaux. En créant ce statut de cimetières provisoires, l'administration se prémunit contre l'implantation définitive des lieux de sépultures. Mais ce parti a aussi le désavantage de générer une situation largement inégale entre les lieux d'inhumation intra-muros et les lieux d'inhumation annexés.

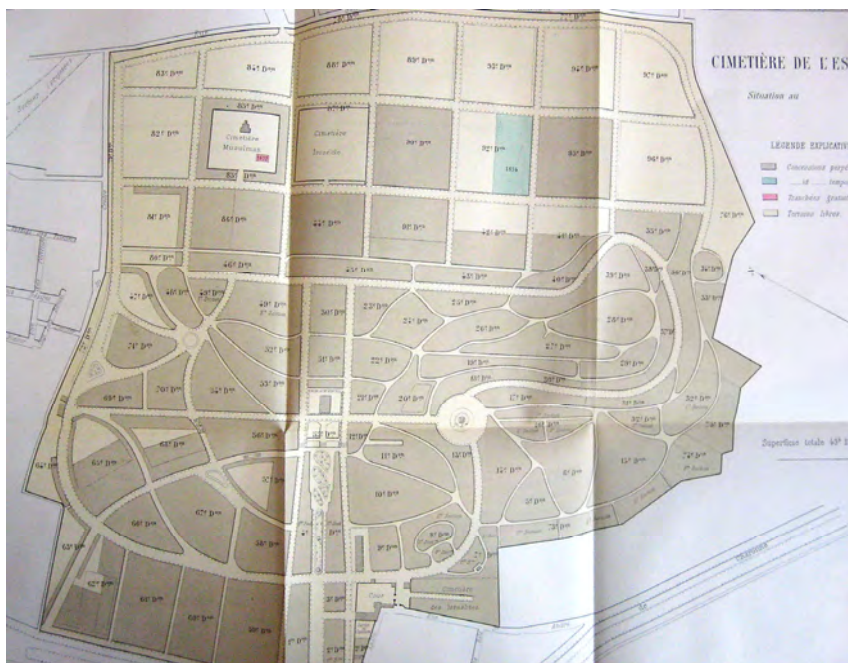
²⁹² PELLETIER, M.. *Notes sur l'administration des services et établissements municipaux compris dans la direction de l'administration générale*. Paris : De Mourgues Frères, 1879. p.28

Les cimetières nobles

Pelletier nous rapporte sans ambiguïté ce partage social des espaces d'inhumation : « le 12 août 1857, un décret qui déclarait d'utilité publique la création d'un nouveau cimetière sur les territoires d'Ivry et Gentilly, lequel serait destiné principalement à l'inhumation des corps provenant des hôpitaux et des hospices de la Ville de Paris, et dont une partie devrait être affectée aux inhumations ordinaires. »²⁹³ Le cimetière d'Ivry, outre les inhumations gratuites et temporaires, se trouve à assumer les inhumations de l'assistance publique ainsi que les celles des Invalides préalablement affectées au cimetière du Sud. Ainsi la ville, va attribuer à certains cimetières des classes d'inhumations spécifiques créant une inégalité entre les cimetières. Pour achever d'accentuer cette répartition, un Arrêt préfectoral du 26 Novembre 1873 stipule que toutes les inhumations gratuites et temporaires se feront dans les cimetières parisiens extra-muros, à partir de 1874. Si l'on se réfère aux cartes incluses dans le rapport de Pelletier, on peut aisément observer la répartition des différentes classes d'inhumation et la qualification bien distincte de chaque cimetière intra-muros. Ainsi, les trois grandes nécropoles parisiennes n'accueillent que des concessions perpétuelles alors que les cimetières périphériques se voient assumer des natures de concessions plus pauvres. Pire, les cimetières dits provisoires, sont exclusivement destinés aux inhumations gratuites et temporaires. Autrement dit, les indigents n'ont droit qu'aux cimetières périphériques provisoires.

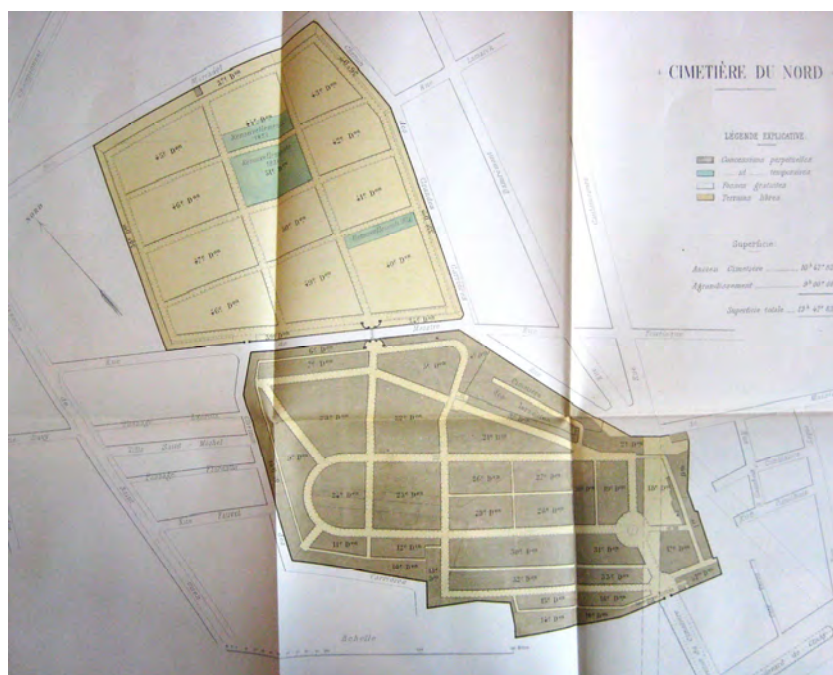
Arrêtons-nous avec plus de précision sur la répartition des zones d'inhumations dans les espaces funéraires Parisiens en s'appuyant sur les relevés de cartes, publiés en 1879 dans le rapport de Pelletier. Nous pouvons ainsi mesurer l'importance de ces disparités. Le cimetière de l'Est, est rempli aux trois quarts de concessions perpétuelles. Le quart restant libre correspond à l'extension de 1850. Il compte une très petite portion de concessions temporaires datant de 1874 et une fosse gratuite de 1877 inclus dans l'enclos musulman. En outre, notons la présence de deux enclos israélites, dont un dans la partie ancienne possédant un accès indépendant et un dans la partie moderne possédant un accès asservi au cimetière. En conclusion, ce cimetière bénéficie encore d'une capacité d'accueil réservée aux concessions perpétuelles. Cela s'explique par le caractère particulier de ce cimetière conçu comme le plus prestigieux. C'est aussi pour cette raison qu'il offre des aménagements spécifiques aux différents cultes.

²⁹³ Ibidem. p.19



Cimetière du Père Lachaise, 1879.

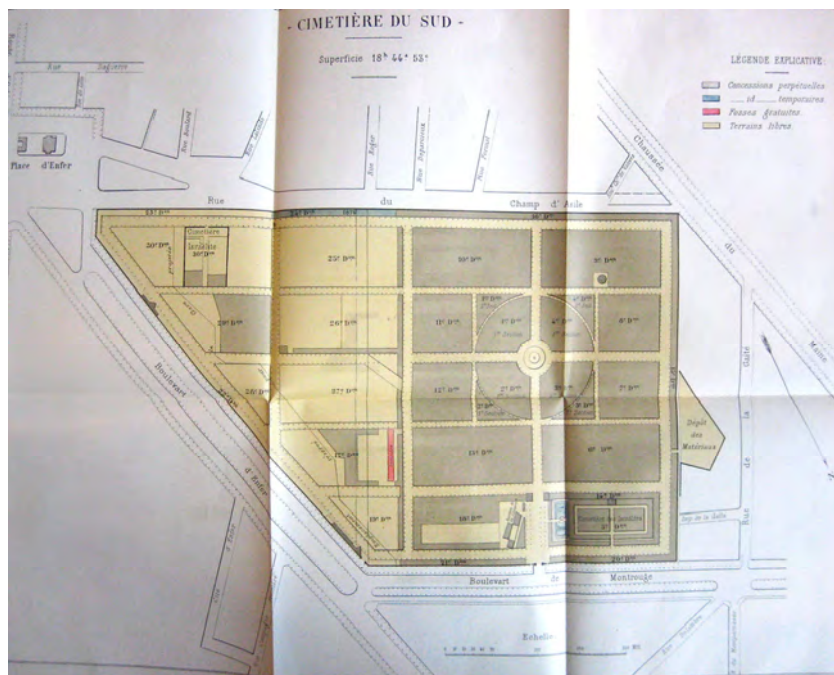
Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux compris dans la Direction de l'Administration Générale.*



Cimetière du Nord, 1879.

Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux*

LEGENDE marron : concessions perpétuelles, vert : concessions temporaires, rose : fosses gratuites, jaune : terrains libres



Cimetière du Sud, 1879.

Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux compris dans la Direction de l'Administration Générale.*

LEGENDE marron : concessions perpétuelles, vert : concessions temporaires, rose : fosses gratuites, jaune : terrains libres

Voyons maintenant le cas des deux autres nécropoles parisiennes. Le cimetière du Nord, n'a également aucun espace d'inhumation gratuite. Sa partie ancienne est constituée exclusivement de concessions perpétuelles. La partie nouvelle, constituée par l'extension dont la superficie est équivalente à celle de la partie ancienne, accueille une zone réduite de concessions temporaires renouvelées en 1873. La grande majorité de cette extension reste donc libre. Ce cimetière possède également un enclos israélite. Quant au cimetière du Sud, aux deux tiers remplis par des concessions perpétuelles, compte une rangée de concessions gratuites pour les Invalides et une rangée de concessions temporaires datant de 1874. Le reste est libre. Ce cimetière possède aussi deux enclos israélites inclus dans l'enceinte, dont un dans la partie ancienne et l'autre dans la partie plus récente.

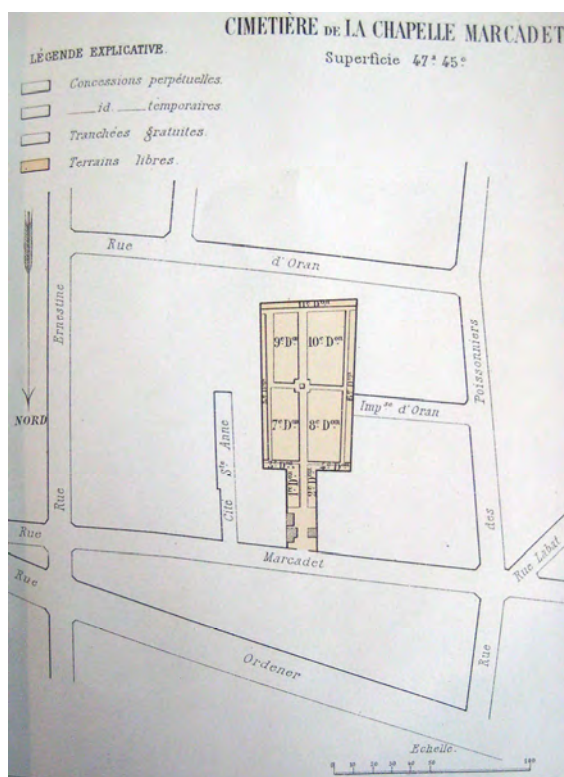
On observe donc clairement la cassure amenée par l'Arrêt de 1873 qui vident les trois grandes nécropoles de leurs concessions gratuites et temporaires. Si quelques poches de concessions temporaires subsistent, c'est que le texte les tolère jusqu'en 1874. Ces cartes illustrent donc une période charnière. En effet, les concessions temporaires qui y figurent, dont le délai de renouvellement est de cinq ans, vont disparaître. Les zones qui apparaissent libres sur ces cartes correspondent ni plus ni moins à celles préalablement attribuées aux concessions gratuites et temporaires dans les extensions de ces cimetières. On peut donc confirmer que ce sont les concessions perpétuelles qui mobilisent la majeure partie du territoire des nécropoles intra-muros et que l'usage des concessions de courte durée a achevé de les submerger.

Quant aux enclos israélites et musulmans, ils résultent d'une application de l'art. 15 de Prairial qui instaure un lieu d'inhumation particulier pour chaque culte. Sur les cartes de Pelletier, ils sont

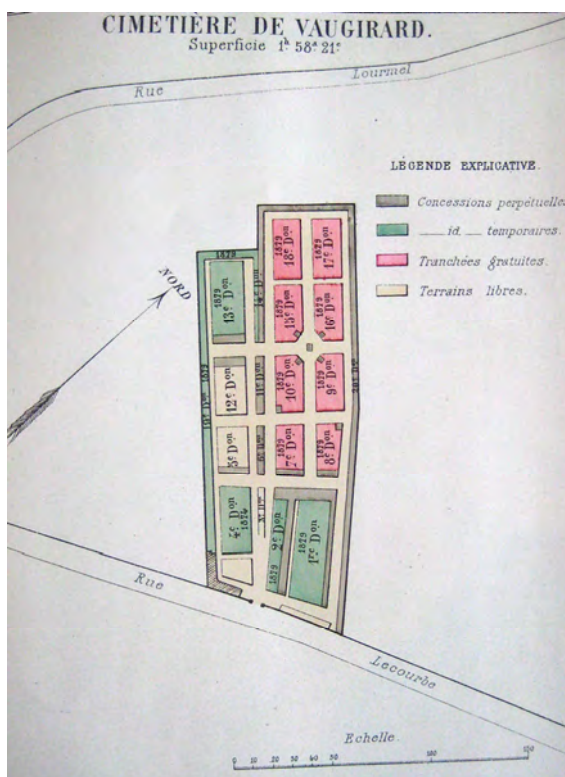
désignés par « cimetière » bien que seul l'ancien enclos israélite du Père Lachaise possède une vraie indépendance. Les autres sont plutôt des enclaves dans le cimetière. Conformément à la loi, ils sont délimités par des séparatifs (murs, haies) et ont une entrée particulière. À compter de 1874, ces enclos confessionnels sont également réservés aux concessions perpétuelles des cultes concernés. Les cimetières annexés n'en possèdent pas car les villes périphériques n'ont pas dû recevoir de demande des différents cultes à cet effet. Peut-être possédaient-ils des cimetières privés par ailleurs.

Les cimetières précaires

Les cartes réalisées par Pelletier, nous permettent de dresser le même état des lieux concernant les cimetières périphériques annexés. Ce qui est d'autant plus intéressant est que ce comparatif peut se faire à une même date.

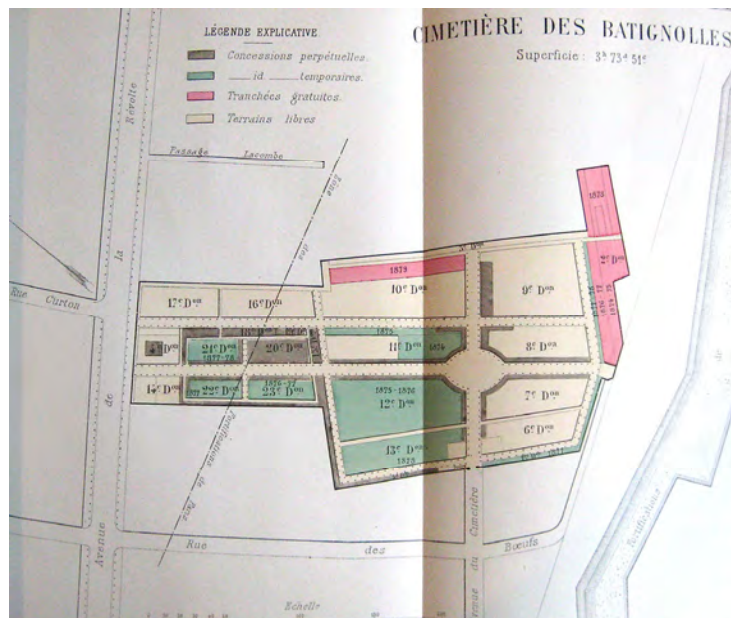


Cimetière de Marcadet, 1879.
Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux compris dans la Direction de l'Administration Générale.*



Cimetière de Vaugirard, 1879.
Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux compris dans la Direction de l'Administration Générale.*

LEGENDE marron : concessions perpétuelles, vert : concessions temporaires, rose : fosses gratuites, jaune : terrains libres



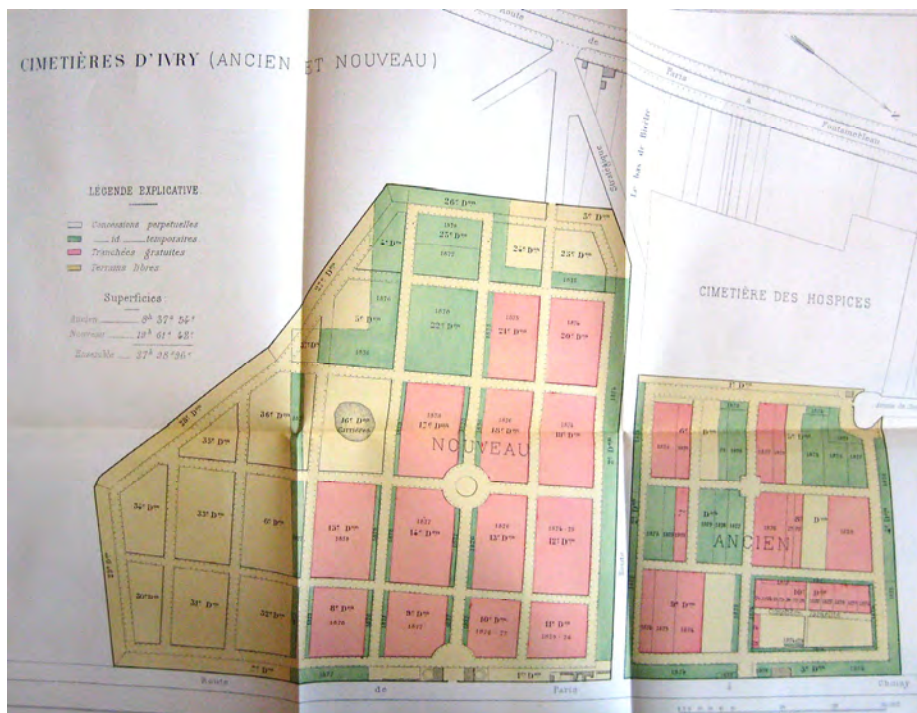
Cimetière des Batignolles, 1879.

Pelletier, *Notes sur l'administration des Services et Etablissements Municipaux compris dans la Direction de l'Administration Générale.*

LEGENDE marron : concessions perpétuelles, vert : concessions temporaires, rose : fosses gratuites, jaune : terrains libres

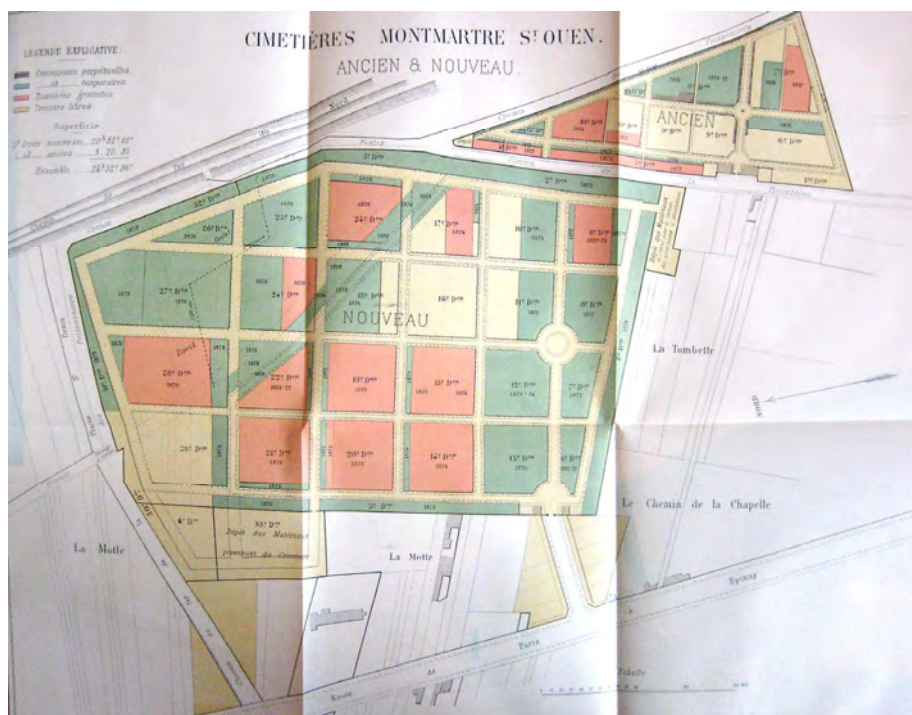
On observe trois cas de figures : les cimetières périphériques annexés qui sont majoritairement libres, parmi lesquels La Chapelle-Marcadet, Montmartre-Saint-Vincent, Belleville, Charonne, Bercy et Grenelle, ceux à moitié pleins qui comptent trois types d'inhumations tels les Batignolles, Passy et La Villette, et enfin ceux qui sont quasiment pleins, composés des trois types de concessions parmi lesquels Vaugirard et La Chapelle. Les cimetières annexés possédant une majorité d'espaces libres comptent dès l'origine peu de concessions perpétuelles. Fermés aux concessions gratuites et temporaires en 1860 et 1861, ils ont ainsi pu préserver de l'espace. Les cimetières annexés ne comportant pas de terrains disponibles correspondant à ceux qui ont été rouverts aux inhumations de courtes durées pour face à l'urgence du service funéraire parisien.

Les deux cimetières provisoires, Ivry et Montmartre-Saint-Ouen sont à part car ils sont constitués de la sorte : un tiers de concessions gratuites, un tiers de concessions temporaires et un tiers de libres. Ces deux cimetières sont formés d'une partie ancienne et d'une partie nouvelle traitée différemment. Notons ainsi que la partie historique peut comporter des particularités. Ainsi, certaines allées de la partie ancienne du cimetière de Montmartre-Saint-Ouen sont bordées de concessions perpétuelles alors que la partie ancienne du cimetière d'Ivry possède un enclos israélite appelé cimetière.



Cimetière d'Ivry, 1879. Pelletier, *Notes sur l'administration des Services*. Op.cit.

LEGENDE marron : concessions perpétuelles, vert : concessions temporaires, rose : fosses gratuites, jaune : terrains libres



Cimetière de Saint-Ouen, 1879. Pelletier, *Notes sur l'administration des Services*. Op.cit.

Nous pouvons conclure de cette étude, que les trois nécropoles parisiennes sont réservées aux inhumations aux plus aisés. Les cimetières périphériques conservent leur mixité d'origine, alors que les cimetières provisoires affichent clairement leur attribution aux plus démunis.

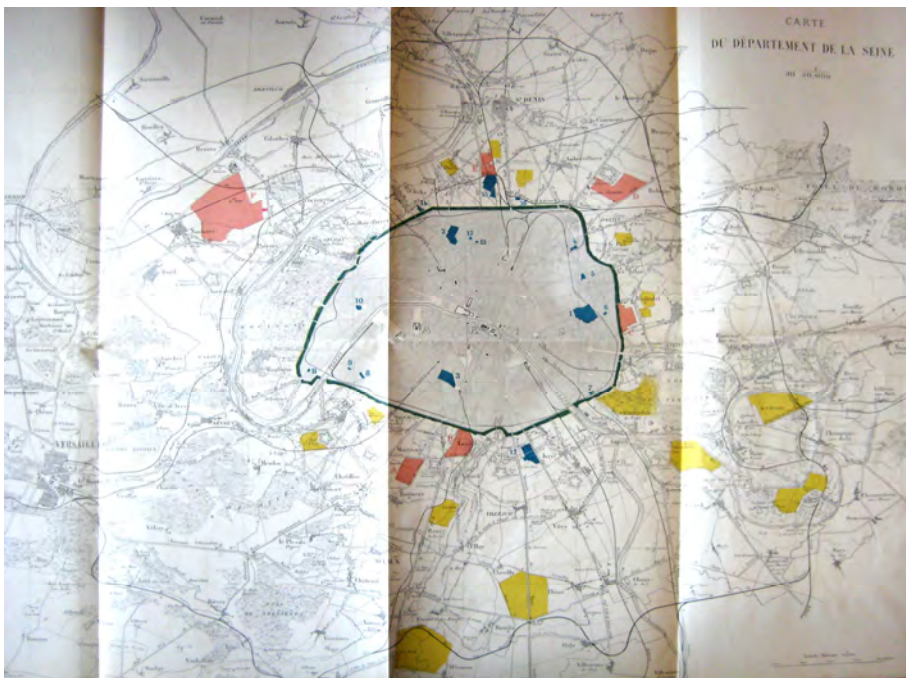
Cette organisation géographique des cimetières rappelle la répartition spatiale des cimetières d'Ancien Régime avec les fortunés dans l'église et les déshérités au cimetière. Dans cette configuration, les riches ont droit aux grandes nécropoles intra-muros et les pauvres aux petits cimetières périphériques. Mais elle reflète également la transformation urbaine de Paris, dans laquelle les riches et les pauvres sont spatialement isolés. Ainsi que nous l'indique Pierre Laffitte, « Au lieu de l'habitude si ancienne et absolument normale qui réunissait dans les habitations urbaines, les pauvres et riches, on construit des maisons et même des quartiers uniquement destinés à ceux-ci ; de manière à supprimer, on peut le dire, ces vieilles relations si essentielles entre les pauvres et les riches, et cela d'une façon aussi nuisible aux uns qu'aux autres. Il en est résulté une immense ville, constituée, au centre surtout, par les riches, et circonscrite essentiellement par les pauvres ; disposition aussi dangereuse politiquement et socialement, qu'elle est véritablement immorale. »²⁹⁴ Dans la réorganisation spatiale et sociale de la ville moderne, la ville des morts suit également le principe de séparation des classes sociales. Ce qui est somme toute assez logique car les cimetières nobles sont situés dans les quartiers chics alors que les cimetières des prolétaires sont implantés dans les quartiers populeux. Ainsi, le schéma de la ville des morts ne fait que refléter l'organisation de la ville des vivants : « Le cimetière, villes des morts, reproduit en décalque, dans le zoning social que la hiérarchie des grands monuments et des concessions perpétuelles puis momentanées dessine jusqu'à la fosse commune, l'image de la ville des vivants. »²⁹⁵

4. Les nouvelles nécropoles périphériques

À la demande de l'administration, un rapport du 16 Décembre 1882 propose des emplacements possibles pour établir de nouvelles nécropoles parisiennes extra-muros, en complément d'Ivry et de Saint-Ouen. La solution des nécropoles multiples est donc officiellement validée. Cette analyse de terrains se base à la fois sur des données scientifiques et des données fonctionnelles. Il ressort de ce rapport six emplacements possibles parmi lesquels furent désignés en conseil du 28 Juin 1883, les sites de Bagneux et de Pantin. Les terrains sont acquis par la Ville de Paris l'année suivante et aménagés rapidement pour permettre une ouverture en 1886. Ces deux projets marquent une seconde étape dans la formation des nécropoles parisiennes extra-muros. Le cimetière de Thiais, ouvert 33 ans après les deux précédents, vient compléter les nécropoles parisiennes hors Paris et constituer la troisième génération extra-muros.

²⁹⁴ LAFFITTE, Pierre. *Considérations générales à propos des cimetières de Paris*. Paris : Rouge, Dunon et Fresné, 1874. p.40-41

²⁹⁵ BERTRAND, Régis, VOVELLE Michel. *La ville des morts*. Op.cit. p.14



Projet de cimetières périphériques, 1882.
Carnot, *Cimetières périphériques, Rapport présenté au nom de la Commission d'Assainissement des Cimetières.*

*Légende : Bleu = cimetières intra-muros existants
Rose = emplacements retenus
Jaune = rejeté par la Commission*

4.1 Occupation d'un territoire étranger

Une invasion difficile à accepter

Après enquête publique, la création des cimetières de Bagneux et de Pantin est déclarée d'utilité publique. Mais la réaction des villes concernées est vive. Prenons le cas de Pantin, comme exemple des problématiques posées car c'est la plus grande des nécropoles projetées jusqu'alors. Cette intrusion pose la question des propres projets envisagés par cette Commune sur l'espace considéré. Ainsi, le développement organisé par la Ville de Pantin est contré par celui de Paris : « Si ce projet devait être mis à exécution, toutes les entreprises industrielles qui se sont créées à grands frais à Pantin, seraient arrêtées dans leur essor ; toutes les améliorations de voirie seraient en pures pertes ; l'Hôtel de Ville édifié au prix de si grand sacrifice et qui devait être au centre de ce riche quartier, n'aurait d'autre voisinage que celui d'un cimetière ; les Ecoles construites à si grands frais dans cette même partie de la ville se trouveraient aussi voisine de cette nécropole, au grand détriment de la population scolaire qui ne porte pas moins de deux mille enfants. »²⁹⁶ L'implantation d'une telle nécropole dans une ville suburbaine pose également la question des réseaux de la ville en question. Cette dernière est obligée de projeter son développement avec une réflexion sur l'accès au public et les flux générés par un tel équipement, sans oublier les

²⁹⁶ Ville de pantin. *Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal. Séance du 16 Avril 1886.* Archives de Paris. Série VM 38. Carton 4

commerces en périphérie immédiate. C'est ainsi, une charge supplémentaire pour cette ville que d'intégrer et de gérer la nécropole dans son tissu urbain. La Ville de Pantin tente donc des procédures administratives et judiciaires pour faire annuler la déclaration d'utilité publique, qu'elle juge être un excès de pouvoir. Mais en vain, ses requêtes sont rejetées.

Les réactions des autres villes concernées par les cimetières extra-muros, Bagneux puis Thiais, ne manquent pas d'être identiques. Cette situation est donc révélatrice du malaise généré par une ville qui plante ses morts dans une autre ville.

Un choc d'échelle

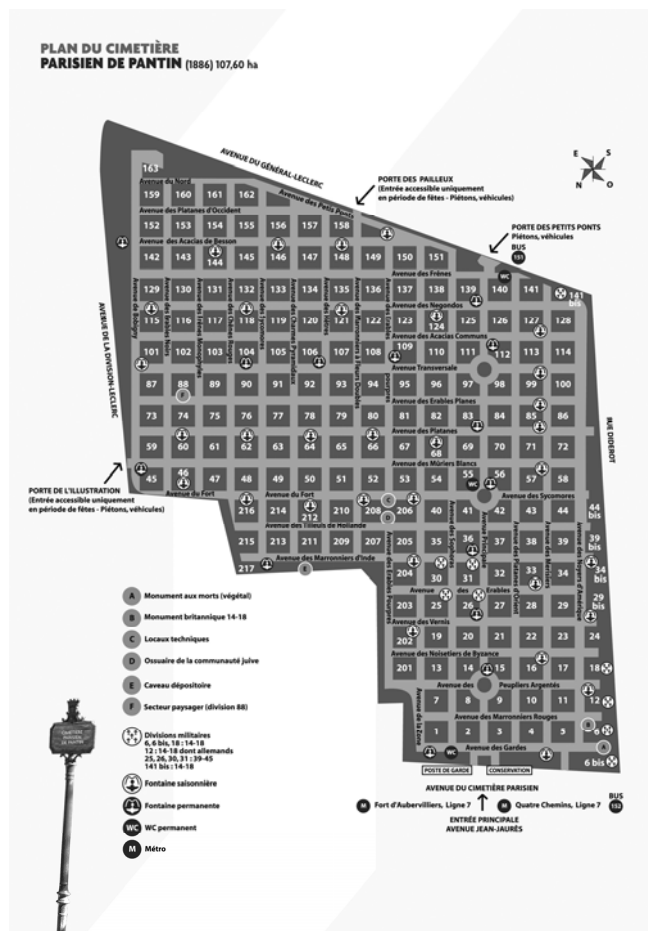
Au-delà de la création d'une enclave parisienne sur le territoire d'une commune suburbaine, cette implantation pose le problème du décalage d'échelle. En effet, Paris envisage une nécropole dont la surface est proportionnée à ses besoins, c'est-à-dire très importante. De plus, le nombre réduit de nécropoles extra-muros projetées en augmente d'autant plus la taille. Ainsi, les superficies dont nous parlons font plus de trois fois celles des nécropoles d'Ivry et de Saint-Ouen, qui avaient déjà elles-mêmes suscité les protestations des villes concernées. D'un autre côté, les communes dont nous parlons sont encore peu développées puisqu'elles sont davantage éloignées de Paris et qu'elles conservent des terrains libres. Une délibération du Conseil Municipal du 16 Avril 1886 nous éclaire sur les oppositions liées à la taille de la nécropole. En effet, dans le cas de Pantin, les 107 hectares prévus représentent une proportion énorme du territoire occupé alors par la ville. Il apparaît clairement qu'il y a un choc d'échelle et que la petite ville de Pantin craint de vivre étouffée par la nécropole de la Capitale. Un sentiment d'injustice ressort ainsi de l'argumentaire de cette commune, dont une partie du territoire est colonisé par une autre : « Il est déjà anormal de voir que la Ville de Paris, qui se réclame en toute occasion de son autonomie, vouloir empiéter sur le territoire d'une commune voisine, et lui enlever un cinquième de son territoire. »²⁹⁷ Ladite proportion est aujourd'hui moins impressionnante puisqu'elle se rapproche d'un vingtième de la superficie de Pantin, qui s'est depuis étendu. Pourtant, lorsqu'on voit la place non négligeable qu'occupe le Père Lachaise avec ses 44 hectares dans une ville comme Paris, une nécropole de plus de 100 hectares, comme Thiais, aurait sans doute généré, même dans la Capitale, des problèmes d'intégration. C'est donc davantage le choix de la superficie, hors d'échelle dans n'importe quel site urbain, qui remis en question par ces contestations.

4.2 La grille améliorée

Une composition monotone et hiérarchisée

En opposition à Saint-Ouen et Ivry qui marquent les prémises de l'utilisation de la grille, le quadrillage des deuxième et troisième générations de nécropoles extra-muros est régulier et orthogonal. La création de ces nouvelles nécropoles extra-muros pose la question de l'aménagement d'un si vaste espace. C'est le principe de la grille qui est retenu pour organiser ces réalisations, par soucis de fonctionnalité et d'économie.

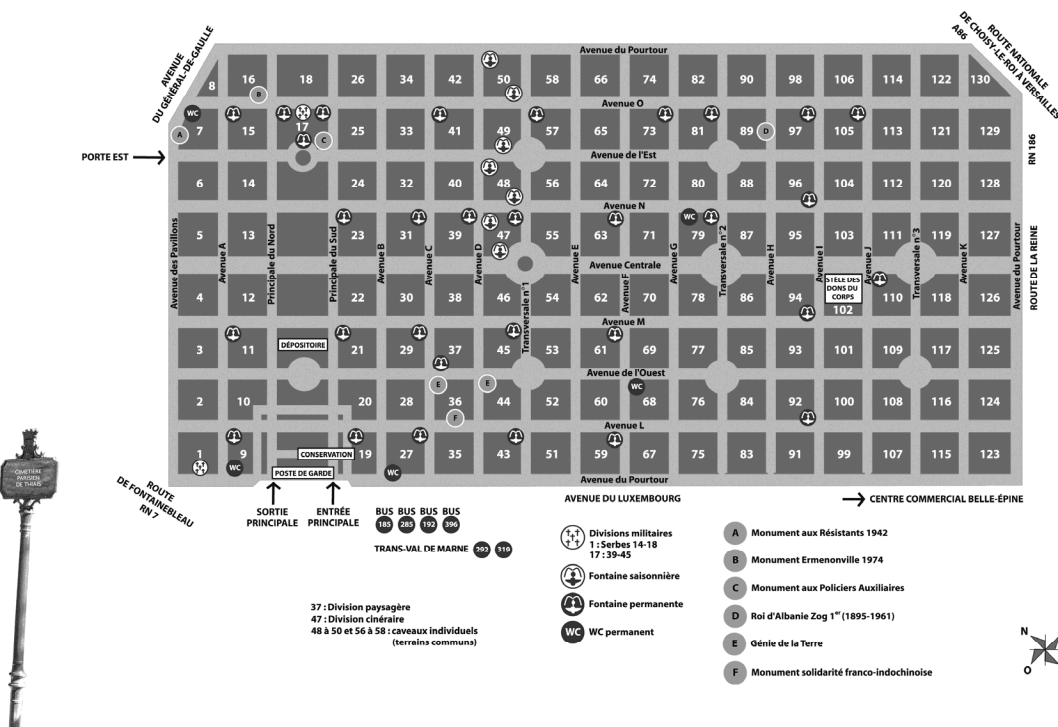
²⁹⁷ Ibidem



Cimetière de Pantin.
Plans des cimetières de la Ville de Paris.

La composition générale de Pantin, avec 180 divisions réparties sur une superficie de 107 hectares, est semblable à Bagneux, régie de part et d'autre d'une avenue principale bordée d'une double rangée d'arbre, qui fait office d'axe. Les caractéristiques de cette avenue de 20 m de large, qui part de l'entrée, sont identiques à celle de Bagneux (chaussée de 8m, trottoirs de 6m). Une avenue perpendiculaire d'importance équivalente croise l'avenue principale et traverse le cimetière dans le sens opposé. Le principe et la constitution des allées sont également identiques. Trois ronds-points décorés de monuments du souvenir marquent les intersections entre les avenues importantes. Si ces deux nécropoles présentent les mêmes principes de composition, c'est qu'elles doivent leur tracé au même architecte, Formigé, alors architecte en chef des Promenades et Plantations sous la direction d'Alphand.

**PLAN DU CIMETIÈRE
PARISIEN DE THIAIS** (1929) 103,36 ha



Cimetière de Thiais.
Plans des cimetières de la Ville de Paris.

Le cimetière de Thiais, presque aussi grand que Pantin avec ses 103 hectares organisés en 130 divisions, montre un plan dans lequel la hiérarchie de la grille est encore plus perceptible que dans les deux autres. En effet, l'Avenue centrale se distingue nettement des autres par sa largeur. Suit une déclinaison d'avenues principales et secondaires, puis d'allées. Pourtant, il est surprenant d'observer qu'à l'opposé de la grille régulière et ordonnée, l'implantation des neuf ronds-points qui ponctuent certains croisements ne respecte ni symétrie, ni hiérarchie. Ils sont par ailleurs bien moins aménagés que dans les deux précédentes réalisations. En comparaison, Pantin et Bagneux, ne comportent que trois ronds-points chacun, tous placés sur l'axe principal partant de l'entrée et tous ornés d'un monument, à l'inverse de Thiais. Notons également que dans les deux autres, l'entrée occupe une position centrale alors qu'à Thiais elle est largement désaxée. En effet, l'accès du cimetière de Thiais se situe dans l'angle du plus petit côté de ce grand rectangle. Du coup l'Avenue principale, n'est pas celle qui conduit à l'entrée mais celle qui scinde le rectangle dans sa longueur. Afin d'équilibrer cette dissymétrie et de donner à l'entrée toute son importance, la conception organise un vaste espace libre et dégagé dans l'axe des portes principales. Cet espace neutre offre une perspective dégagée qui confère à l'entrée un aspect monumental. Ce traitement permet de gérer l'articulation avec la grille viaire de l'ensemble. C'est l'architecte Charles Halley, en tant qu'architecte divisionnaire de la Ville de Paris, qui réalise ce plan en même temps qu'il signe le dessin de la double porte monumentale.

De manière générale, la répartition et l'organisation des divisions dans ces trois nécropoles rappelle, à une autre échelle, les charniers dont les fosses communes, de formes carrées, étaient entourées de cheminement qui en permettait l'accès. Cependant, dans ce système les avenues sont souvent totalement dissociées des espaces d'inhumation.

Des dispositifs sensibles

En effet, l'espace de circulation commune et l'espace funéraire, constitué par la division, sont séparés. C'est une première nuance, qui permet de donner plus d'intimité aux espaces d'inhumation, à l'abri du regard du passant. Le découpage en petit groupe de sépultures appelé division, à l'avantage de servir de repère pour le visiteur et le personnel du cimetière en même temps qu'il rattache un individu à une entité moins impersonnelle. Dans certains cas, cette appartenance peut signifier l'implication ou les convictions personnelles du défunt, comme les divisions confessionnelles ou celles qui sont affectées à des périodes de troubles particuliers dans l'histoire de la ville (secteur militaire par exemple). L'usage de l'orthogonalité dans le dessin des divisions, souvent appelés carrés, est complètement lié à l'utilisation funéraire du lieu. Il n'est en effet pas de façon plus simple et plus économe, pour ranger des cercueils que de les disposer les uns à côté des autres de manière parallèle ou perpendiculaire.

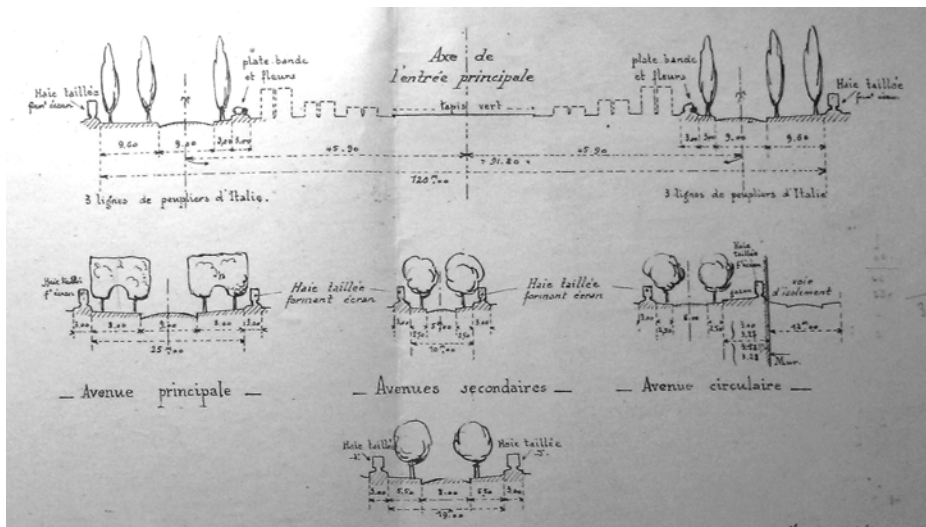
L'extrême application du principe des divisions carrées se justifie par la simplicité d'usage des lieux. En même temps, la rigueur et la monotonie de ces plans tendent à être contrebalancées par une série de dispositifs qui montre une sensibilité dans l'usage des lieux.

À Bagneux, chaque division est constituée par un carré de 62 m de côté, qui contient 4 sous-groupes de sépultures, séparés par des cheminements en croix de 2m de large. Chaque sous-groupe est ceinturé par une allée et bordé de plantations qui isolent les tombes des regards extérieurs. La largeur de cette zone végétale varie de 4 à 6 m, selon qu'elle sépare de l'intérieur de la division ou de l'avenue qui passe en périphérie. Ce principe montre un souci de prendre en compte et de préserver une certaine intimité autour de la sépulture individuelle ou familiale. Bien que rigide, la composition de ce cimetière permet d'apporter un confort minimum à l'usager. Le découpage en petites unités de tombes permet quant à lui de maintenir une échelle dans laquelle l'homme peut se reconnaître, en opposition à la masse des fosses communes synonymes d'anonymat. Une grande attention est donc portée dans ce principe de composition à la hiérarchisation des espaces selon leur usage avec une gradation depuis le très public jusqu'au plus privé. Malheureusement, notons que la répartition des divisions ne montre aucune mixité dans l'implantation des natures de concessions, puisque les concessions trentenaires sont réparties dans les divisions situées à l'entrée du cimetière. De même, à l'origine, les inhumations en concessions temporaires sont implantées à droite de l'avenue principale alors que les tranchées gratuites sont rassemblées à gauche de cette même avenue. Le manque de souplesse dans l'organisation de ce lieu trahit donc aussi une réflexion avant tout fonctionnelle.

À Pantin, l'organisation des divisions ainsi que la composition générale respectent le même schéma qu'à Bagneux. Parmi les rares variantes réalisées, la bande végétale qui isole les zones de sépultures y est plus large. En effet, la zone plantée interne à la division mesure 5 mètres de large alors que la partie en périphérie des avenues va jusqu'à 8 mètres. De même qu'à Bagneux, la répartition géographique des différents types de concessions est très sectorisée. En effet, les concessions trentenaires occupent la zone proche de l'entrée. À droite de l'avenue principale, se trouvent les concessions temporaires et à gauche les tranchées gratuites, tout comme à Bagneux.

Bien que de la même année et répondant au même principe de composition du plan, ces deux cimetières ne présentent pas le même aspect. Bagneux est beaucoup plus champêtre alors que Pantin fait plus urbain. En effet, le traitement particulier de la végétation à Bagneux, avec une variété importante d'essences d'arbres attribués à chaque avenue et des hauts massifs d'arbustes entre divisions, qui masquent totalement les zones de sépultures, suffit à donner au visiteur la sensation de marcher dans un grand parc. Pantin compte aussi une variété importante d'essences d'arbres, qui donnent leur nom aux avenues, mais ils ne sont pas associés à des dispositifs qui

occultent autant les sépultures. L'effet visuel, résultat du travail du Service des Promenades de la Ville de Paris, est donc très différent.



Coupes sur les voiries du cimetière de Thiais.
Archives de Paris, 1326W23 – Cimetière de Thiais.

Le cimetière de Thiais est plus sobrement végétalissime. Les voiries y sont bien sur plantées d'arbres d'alignement sur le modèle des deux autres. Mais les divisions, bien qu'organisées sur le même principe, présentent des dimensions plus importantes. Un an avant l'ouverture de Thiais, son concepteur publie une étude sur les nécropoles dans laquelle il explique ses choix et confirme la volonté de rationalité de cette composition: « Le système des divisions carrées de 60 à 70 mètres environ de côté avec une voie d'accès sur chacun des côtés, paraît se prêter mieux que tout autre à l'exacte utilisation du terrain, il permet d'assurer la surveillance avec un personnel de gardes aussi restreint que possible, et facilite au public la recherche des tombes qu'il vient visiter. Chaque division dans ce système est recoupée par un chemin en croix, une zone plantée entoure la division sur chacun de ses côtés. La dimension de 70 mètres paraît correspondre pour l'accès aux fosses d'inhumation à la limite du chemin que peuvent parcourir des porteurs chargés du cercueil, étant donné que les corbillards s'arrêtent dans la voie la plus proche de la sépulture. (...) Les voies desservant le cimetière doivent être plantées, le décret de prairial le demande, mais en prenant les précautions nécessaires pour assurer la circulation de l'air. Les arbres, les haies, les parties gazonnées, les fleurs, sont l'ornement naturel d'un cimetière. C'est de leur disposition que dépend le caractère de ce lieu, leur présence est nécessaire, elle rend moins laide la vision infiniment triste et parfois misérable de ces pauvres tombes de modèle commercial, sur lesquelles achèvent de s'abîmer quelques couronnes. »²⁹⁸ Halley considère donc le végétal comme une composante essentielle de la nécropole, une composante qui vient habiller la structure. Il rappelle également que c'est lui qui permet de marquer chaque réalisation de manière différente. Cependant, il envisage davantage les plantations pour créer un effet esthétique dans les circulations et masquer la vision des sépultures qu'il juge comme un paysage sans intérêt. Son point de vue semble indifférent de l'intimité des visiteurs mais uniquement tourné sur l'aspect général de la réalisation.

²⁹⁸ Congrès technique international de la Maçonnerie et du béton armé - IX^e section - La construction moderne et l'architecture. Mai 1928. HALLEY, Charles. *Etudes sur les nécropoles*. Paris : 1925, Chambre syndicale des Entrepreneurs de maçonnerie, ciments et béton armé de la Ville de Paris et du département de la Seine. p.4

Le cas de Thiais reste singulier car en plus des carrés de concessions gratuites, il accueille d'autres dispositifs qui lui sont propres. Ainsi, il compte un Monument dédié aux personnes qui ont fait don de leur corps à la science. Les familles peuvent apposer une plaque et déposer des fleurs à la mémoire de leur disparu. Thiais compte également de nombreux carrés atypiques dont un pour les enfants dits « carré des anges », plusieurs carrés musulmans, ainsi qu'associés à d'autres croyances. Ne comptant par ailleurs que peu de sépultures à long terme, il est souvent désigné comme le cimetière des pauvres et des indigents. Rappelons que l'apparition des carrés juifs et musulmans date du Père Lachaise et que leur existence est maintenue aujourd'hui encore. A l'origine, chaque culte avait un enclos avec une entrée séparée. Ce principe d'isolement a été abrogé par la loi du 14 Novembre 1881 mais l'usage de carrés confessionnels s'est perpétué.

L'autocritique d'Halley

La position d'Halley est intéressante car il nous livre dans sa publication une véritable critique des nécropoles modernes à mettre en relation avec sa propre pratique professionnelle. Ainsi, d'un côté il compose la nécropole de Thiais selon le principe du quadrillage planté, et de l'autre côté il exprime les limites de ce type de projet en présentant des propositions de conception différente. Ainsi, il voit dans la crémation une solution pérenne au problème de surface : « Nous n'avons vu jusqu'ici que les conditions d'aménagement d'un cimetière destiné uniquement aux inhumations, mais un cimetière vraiment moderne ne doit-il pas comprendre en plus un crématoire avec son columbarium. »²⁹⁹ En effet, pour Halley l'incinération est une alternative aux nécropoles inhumaines : « si l'incinération était plus répandue, la question des nécropoles aurait fait un grand progrès, en effet, les cimetières, toujours plus grands, seront toujours trop petits et si aujourd'hui ils sont à l'extérieur des villes, demain ils seront devenus des charniers au milieu des habitations par le fait même de l'extension des cités. Il est aussi permis de se demander si les vastes nécropoles de 80 à 100 hectares sont réellement pratiques pour les personnes qui ont à y visiter des sépultures, car s'il est possible d'organiser des transports publics jusqu'à la porte des cimetières, il n'en est pas moins vrai qu'il faudra, quelquefois, aux visiteurs parcourir à pied 2 ou même 3 kilomètres retour compris. C'est là, on en conviendra sans peine, une grosse critique de l'extension continue des surfaces d'inhumation et il semble que l'on ait, dès à présent, atteint la limite possible »³⁰⁰. Halley est un des rares concepteurs de nécropole dont nous connaissons le point de vue sur le sujet. Ainsi, il nous est possible de comprendre qu'en réalisant Thiais il a davantage répondu au désir de l'administration que pu n'appliquer que ce que lui-même préconisait dans cette publication. En effet, une des prescriptions que fait l'architecte concerne le traitement des voiries et le principe de circulation qu'il résume dans sa conclusion : « Il semble qu'il y aurait intérêt à réglementer la circulation des véhicules dans l'intérieur du cimetière et à admettre que des véhicules légers dans les voies desservant les divisions, de façon à ne pas être obligé d'établir pour toutes les chaussées des revêtements très onéreux. »³⁰¹ De même, Halley parle du traitement de la limite et de son évolution rendue possible par la nouvelle réglementation. Au mur de 2m de clôture imposé par Prairial il préfère la solution permise par le Décret du 5 Janvier 1921, qui propose une clôture de 1,50 m doublée d'une haie végétale qui allie économie et esthétique. Il préconise également la construction de bâtiments de service pour le personnel, l'implantation des commerces funéraires en périphérie immédiate et la réduction de la surface des nécropoles grâce à l'usage d'un crématorium intercommunal. Nous verrons que l'ensemble de ces propositions sont reprises par l'architecte Robert Auzelle, dans sa conception de nécropoles intercommunales du département de la Seine. Halley est ainsi sans doute le premier à tracé les

²⁹⁹ Ibidem. p.4-5

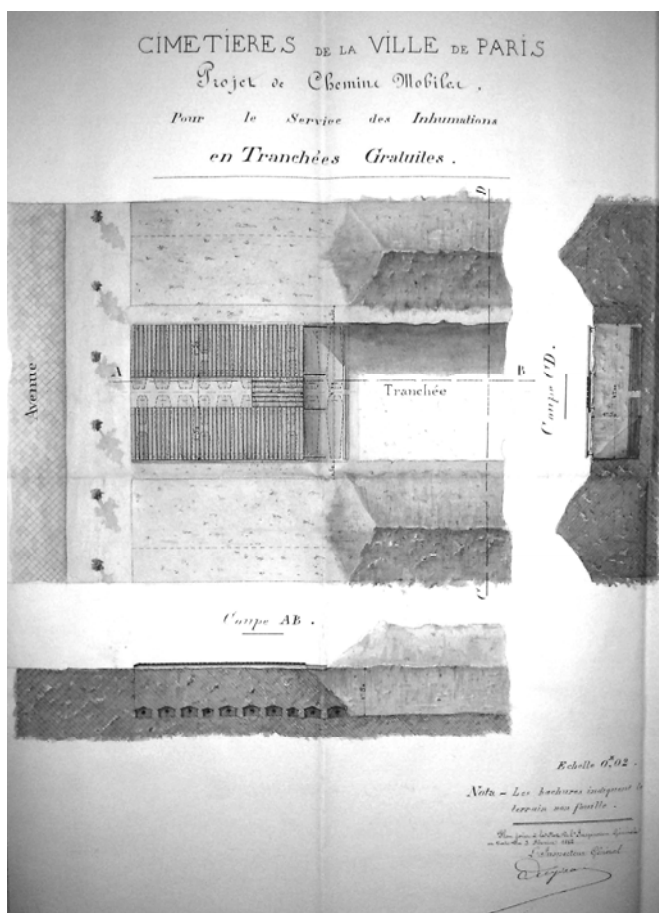
³⁰⁰ Ibidem. p.6

³⁰¹ Ibidem. p.6

principes d'une nécropole moderne viable. Pourtant le projet qu'il dessine est le plus pauvre des réalisations parisiennes.

4.3 Un espace individuel respecté

Vers la fosse individuelle



Projet de chemin mobile pour le Service des inhumations en tranchée gratuite.
Archives de Paris, 1326W2bis – Cimetière de Bagneux.

Ce sont ces nouveaux cimetières parisiens qui apportent des améliorations considérables concernant les modes d'inhumation. Ainsi, les cimetières de Bagneux et de Pantin franchissent une étape intermédiaire entre la tranchée commune pratiquée jusqu'alors, et la fosse individuelle préconisée par Prairial. En effet, ces deux cimetières mettent en place des fosses moitié moins larges que d'ordinaire, afin de ne placer qu'une seule rangée de corps. Ainsi, un espace de 1 m est laissé en pied et en tête de chaque fosse. Ce passage, généré de part et d'autre, permet aux familles de placer des « entourages » afin de faciliter l'accès aux sépultures y compris par mauvais temps. De cette façon, les proches peuvent déposer leurs souvenirs sans attendre. Préalablement, un délai d'environ deux mois était instauré, afin que les terres de la fosse en activité viennent

couvrir la dernière fosse comblée. L'entourage assure donc une zone d'accès immédiate, plus favorable aux rites funéraires et au deuil des familles. Une seconde innovation est apportée aux tranchées communes. Il s'agit d'un système de fermeture provisoire des fosses mis en place par les fossoyeurs, qui permet de clore les tranchées en dehors des inhumations. Les cimetières de Bagneux et de Pantin appliquent également la rangée unique pour les concessions temporaires, qui deviennent accessibles en pied et en tête.

Lorsque le cimetière de Thiais ouvre, les fosses individuelles sont définitivement mises en place et uniquement localisées dans ce cimetière. Ce type de sépulture, désormais appelé concession gratuite, est attribué aux familles qui ne veulent ou ne peuvent pas payer de concession. Il s'agit d'une zone, scindée en plusieurs « secteurs », qui leur est spécialement dédiée. Leur durée est toujours fixée à cinq années. Chaque fosse est maçonnée et recouverte par une dalle maçonnée identique aux autres. Il n'est pas possible d'y faire graver quoi que ce soit, mais il n'est pas exclu d'y déposer toutes sortes de décoration à caractère provisoire, comme des statuettes, des fleurs, des décorations en marbre gravées. Elles sont de nos jours principalement envisagées comme des espaces transitoires, le temps de laisser certaines familles trouver une solution financière face aux frais de concessions. Dans le pire des cas, ces concessions permettent au minimum de rendre un culte décent à chaque mort. L'initiative de Napoléon III trouve donc des échos aujourd'hui encore puisque les « concessions gratuites » répondent à un besoin réel de la société moderne.

Des nouveaux types de concessions

Les concessions trentenaires sont mises en place pour la première fois dans la capitale en 1887, dans les cimetières parisiens de Pantin et Bagneux dès Janvier, puis d'Ivry et Saint-Ouen en Avril. À leur ouverture, les cimetières de Bagneux et de Pantin sont exclusivement destinés aux inhumations gratuites et temporaires. La deuxième année, ils reçoivent en outre les concessions trentenaires, dont on sait que l'application était impossible dans les cimetières parisiens existants.

Le Décret de Prairial, texte majeur de la constitution de l'espace funéraire français, aura donc mis un certain temps à être totalement intégré et appliqué dans la capitale, tant pour des raisons techniques qu'économiques.

En 1992, les nécropoles extra-muros offrent de nouveaux types de concessions. Il s'agit de concessions décennales engazonnées. De type paysager, ces espaces répondent à un besoin de rapport à la mort plus proche de la nature. La végétation franchit un pas supplémentaire dans la conception des espaces funéraires. Elle est utilisée sur des surfaces horizontales afin de rappeler l'esprit du cimetière parc.

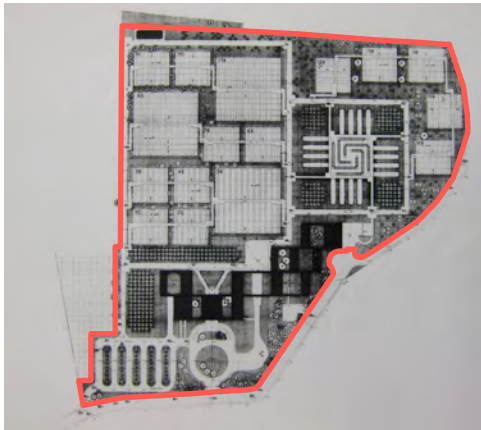
En 1996, avec l'augmentation du nombre de crémation, le cimetière de Thiais se dote des premières divisions cinéraires de Paris. Elles viennent ainsi compléter le columbarium du Père Lachaise.

Toutes ces évolutions visent à améliorer l'usage des espaces funéraires par une prise en compte des besoins et des désirs évoluant de la population.

CIMETIERES INTERCOMMUNAUX



1946- Auzelle



1977- Auzelle



1972- Auzelle

RAPPORT D'ECHELLE PROJETS PARTIE IV - ECH : 1/12000°

Nota: Cette planche présente les différents projets étudiés à une même échelle afin de saisir le rapport de proportion entre eux. Par souci de lisibilité des détails de chaque projet, les plans insérés dans le texte ne sont pas présentés à échelle constante

IV - LES NECROPOLES INTERCOMMUNALES : ULTIME EVOLUTION DES NECROPOLES SUBURBAINES, FOCUS SUR LE TRAVAIL DE ROBERT AUZELLE

1. La nécropole intercommunale, une réponse à la croissance urbaine

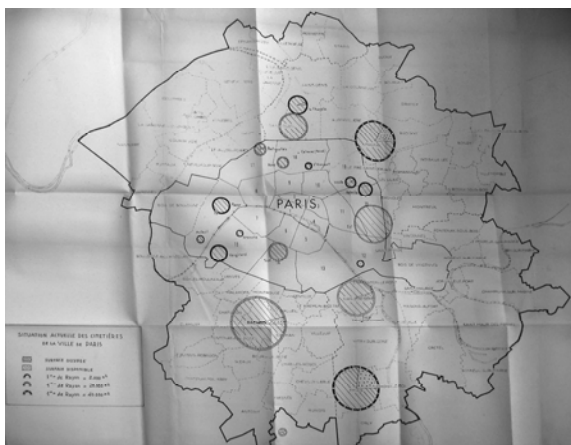
Dans la suite logique de la réflexion sur les cimetières parisiens, la Préfecture de la Seine engage une réflexion sur les espaces funéraires des villes de banlieue. Rappelons que le département de la Seine est un découpage administratif supprimé en 1968, lors de la réorganisation de la région parisienne. Il englobe alors Paris et sa banlieue.

Dans ce contexte de forte croissance urbaine de la banlieue, un nouveau mode de création et de gestion des cimetières voit le jour. Nous allons voir comment les cimetières intercommunaux, nouvellement mis en place, répondent à l'évolution urbaine et comment leur conception intègre les enseignements tirés des erreurs passées.

1.1 Prise en compte de l'évolution urbaine

Nous allons voir que les problèmes qui se posent dans la banlieue de Paris rappellent précisément ceux posés par les espaces funéraires parisiens. Leur spécificité réside cependant dans l'accumulation de petites entités formées par les différentes villes.

Le département de la Seine, une répartition inégale des espaces funéraires



Situation actuelle des cimetières de la Ville de Paris, surface occupée et surface disponible.
Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la Banlieue Seine, 1963.

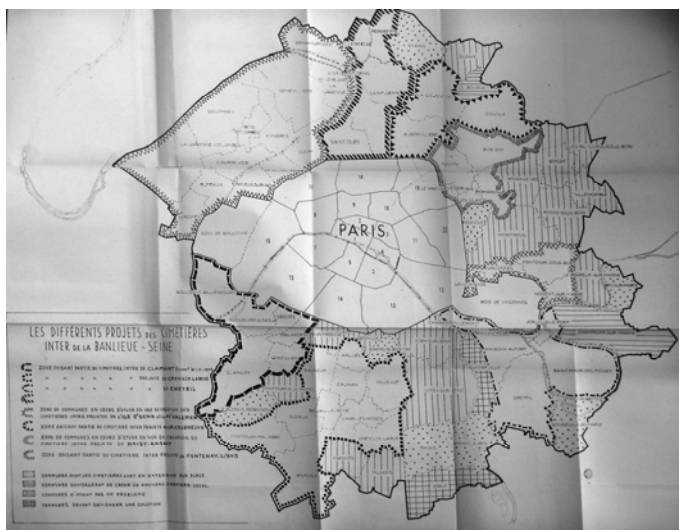


Cimetières de la Banlieue-Seine.
Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la Banlieue Seine, 1963.

Si la situation funéraire d'après guerre à Paris est stabilisée, la banlieue n'est qu'au début de cette réflexion. En effet, un rapport de 1958 nous éclaire sur cette situation à deux vitesses. Après une étude détaillée sur la surface, la capacité d'accueil, le type de concessions et la rotation annuelle des sépultures dans chacun des cimetières parisiens intra et extra-muros, le rapport conclut : « la situation parisienne n'apparaît pas tellement défavorable en raison de quatre facteurs jouant actuellement : une tendance à la stabilité, sinon à la diminution de la population parisienne proprement dite, une stabilisation du taux de mortalité à un niveau inférieur à celui de la moyenne nationale, une coutume qui se perpétue et qui fait que les gens âgés quittent la capitale pour aller passer la fin de leur vie dans le pays natal, la venue à expiration d'un certain nombre de concessions dans ces cimetières, ce qui permet d'exercer un droit de reprise et une rotation de l'espace consacré aux sépultures (...) la simple application d'une politique plus stricte de rotation des concessions doit permettre de faire face aux besoins parisiens. »³⁰² En effet, alors que les nécropoles extra-muros disposent d'une surface libre assez importante, les nécropoles intra-muros qui n'accueillent que des concessions à perpétuité ont une capacité de rotation et une place disponible infimes. C'est donc à ces nécropoles que le rapport fait directement référence. Mais globalement, il apparaît que la création de Thiais, Pantin et Bagneux soit une réponse quantitativement adéquate.

La partie de rapport consacré aux cimetières de la banlieue Seine montre un cas de figure tout autre. Alors que la population des communes de la proche banlieue s'accroît modérément, celle des communes suburbaines connaît une forte et rapide croissance. D'un autre côté, la carte funéraire ne permet pas de répondre pleinement à cette situation. En effet, un tiers de ces communes ne connaît pas encore de difficulté grâce à des disponibilités de terrain, des extensions réalisées de cimetières ou en projet. Un autre tiers doit se préoccuper rapidement de mettre en place des solutions alors que le dernier tiers est dans une situation d'urgence, due à des cimetières existants bientôt ou déjà saturés.

Les cimetières intercommunaux portés par la Préfecture de la Seine



Les différents projets des cimetières inter de la Banlieue-Seine.
Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la Banlieue Seine, 1963.

³⁰² Préfecture de la Seine. *Les cimetières de la Ville de Paris et autres communes du Département de la Seine*. Paris : Préfecture de la Seine, 1963. Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la Banlieue Seine. p.15

L'unique solution pointée du doigt est celle du cimetière intercommunal. Le rapport nous apprend que la Préfecture a 8 projets de cimetières intercommunaux, dont un seul est réalisé en 1958. Il s'agit de la nécropole de Clamart, œuvre de l'architecte Robert Auzelle, dont nous parlerons plus loin. La majeure partie de ces projets sera réalisée d'ici à 1966 : le cimetière intercommunal de Chevilly-Larue (1966), le cimetière intercommunal de Bondy (1966), le cimetière intercommunal de La Courneuve (1966). Le projet de Villetaneuse-Pierrefitte, conçu et réalisé par Auzelle, retardé par des difficultés d'acquisition de terrains privés, n'ouvrira qu'en 1977. Enfin, les projets de cimetière intercommunal de l'Ile-Saint-Denis et de Nanterre-Suresnes, sur lesquels Auzelle a également travaillé, restent sans suite. Concernant l'Ile Saint-Denis, le projet rencontre des difficultés importantes dues à la situation complexe du site envisagé. En effet, d'une part, les propriétés privées qui composent la zone sont occasionnellement inondées, et d'autre part, la surface considérée représente 1/3 de celle de la ville, ce qui bloque le développement de celle-ci. Mais ces deux projets seront sans doute davantage abandonnés car chacun n'intéresse que deux ou trois communes, qui ne sont par ailleurs pas face à une véritable nécessité. Le projet du cimetière intercommunal de Créteil sera pour finir conçu mais dans une autre commune. Les villes intéressées par sa création s'orientent en définitive vers un projet implanté à Valenton, dont Auzelle est également le concepteur. L'ouverture de ce cimetière, prévue en 1965 à Créteil, n'interviendra donc pas avant 1972 à Valenton, avec une superficie réduite de 40 hectares projetés à 32 réalisés. Ainsi, Robert Auzelle est le concepteur de 5 des 8 projets d'origine dont seulement 3 sont réalisés aujourd'hui.

Ceci nous pousse à une double conclusion. Tout d'abord, le cimetière intercommunal naît pour répondre à ce contexte particulier d'accroissement des villes de la proche banlieue parisienne. D'autre part, il paraît évident que Robert Auzelle y joue un rôle majeur. Auzelle est architecte, Urbaniste en chef chargé du Centre d'études de la Direction de l'aménagement du territoire et Professeur de théorie à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Paris. Son approche est donc à la fois théorique et pratique. De plus, son travail montre une véritable implication pour la question des espaces funéraires, tant du point de vue de l'intégration urbaine que de la conception de ces espaces. C'est pourquoi, nous nous intéresserons à son travail pour éclairer cette ultime étape de l'évolution de la nécropole moderne qu'est la nécropole intercommunale. Pour ce faire, nous nous basons sur le travail de thèse de F.Bertrand³⁰³ en limitant notre analyse aux projets d'Auzelle qui s'inscrivent dans la continuité chronologique et géographique de notre étude de la forme. Nous n'aborderons donc pas les projets d'Auzelle qui sortent de notre cadre géographique, et qui ont par ailleurs été traités par F.Bertrand. Cette partie sera focalisée sur le travail de Robert Auzelle, tout comme la première partie se concentrait sur l'exemple emblématique des St Innocents. Son travail permet d'expliquer l'évolution de l'urbanisme et de l'architecture funéraire dans la suite de notre démonstration. Certains aspects de sa réflexion et de ses projets, déjà étudiés par F.Bertrand, feront donc l'objet d'une nouvelle lecture au regard de la forme et de la filiation avec les réflexions dont nous avons précédemment parlé.

Les cimetières intercommunaux, seule solution pérenne

Une des données essentielles qui motivent la création de cimetières intercommunaux est aussi celle qui complique la création de nécropoles en général. Comme nous l'avons vu avec Paris, il s'agit de la disponibilité de terrains adaptés à cet usage. Ensuite, au vu des connaissances à

³⁰³ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003

présent assez étendues en la matière, les contraintes techniques et les contraintes financières pour les communes concourent à réduire fortement la quantité de terrains potentiels. Aussi, l'idée de réunir plusieurs communes permet de réduire le nombre de terrains à trouver ainsi que le budget pour chaque commune.

Robert Auzelle y voit la réponse la plus appropriée aux problèmes posés par l'évolution urbaine : « Dans les grandes agglomérations où les communes périphériques n'ont pas encore fusionné, l'agrandissement des cimetières est un expédient fâcheux et finalement chimérique, mais la création d'un nouveau cimetière ne relève pas moins de la gageure. Ou bien, les espaces font défaut, ou bien la topographie, l'hydrologie ou la géologie sont des raisons scientifiques d'un « non possumus » qui tranche la question. La seule solution est la création de nécropoles intercommunales. Mais – faut-il le dire ? – le peu d'empressement à offrir aux morts l'hospitalité en a différé longtemps la réalisation. »³⁰⁴ Comme le souligne l'architecte, ce qui retarde la mise en place de cette solution est une fois de plus le manque d'intérêt des communes à gérer cette question en dehors de l'urgence. À l'inverse, Auzelle propose une solution pensée et planifiée qui s'organiserait en amont avec un temps de réalisation qui serait aussi gage de qualité. Avec cette idée de la nécropole intercommunale, naît une forme d'opposition à la nécropole de l'urgence pratiquée jusqu'alors pour Paris, une nouvelle conception des espaces funéraires réfléchie et non subie.

C'est d'ailleurs ce que nous confirme le rapport de 1958 : « Mais il ne faut pas raisonner uniquement en termes de situation actuelle. Au cours des prochaines années, le développement démographique continuera en général et il se localisera de manière différente, surtout en fonction des espaces encore vides et des moyens de communication nouveaux ou améliorés. Cela exige une vue d'ensemble du problème et conduit à la nécessité de poser un premier principe fondamental : à aucun prix, ne chercher des solutions partielles ou strictement communal. (...) cette prolifération des cimetières, au sein des agglomérations est en contradiction avec le principe posé par le Comité d'Aménagement de la Région Parisienne.»³⁰⁵ La création du Comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne en 1928, afin d'organiser le développement de ladite région grâce à l'établissement d'un plan d'aménagement, révèle la volonté de planifier l'évolution urbaine de la banlieue parisienne dans un projet global. Le danger de ces communes en pleine expansion serait de ne pas prendre conscience de l'effacement prochain de leurs limites et de leur autonomie de fonction, pour former un tissu urbain continu autour de Paris. En terme de besoin funéraire, bien que certaines communes soient en mesure de trouver des solutions indépendantes qui résoudraient leur problème, la Préfecture préconise donc les démarches communes. Elle vise ainsi des créations de nécropoles mieux intégrées au paysage urbain qui ne limite pas le développement des villes. À ce titre, le rapport oppose l'exemple désastreux de Thiais : « L'attribution des espaces vacants aux nécropoles, empêche d'utiliser les terrains à d'autres usages peut être plus rationnels (regroupement de résidences, aménagement de terrain de sport ou d'équipement à proximité d'autres ensembles déjà bâtis). Le cimetière parisien de Thiais par exemple, ne paralyse-t-il pas l'extension de cette ville vers le Sud ? ».³⁰⁶ Contrairement à ce qui a été prôné jusqu'alors, il est même envisagé une intégration au cœur même de l'activité urbaine, ce qui est une juste prise en compte de l'évolution logique des villes.

³⁰⁴ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Paris : chez l'auteur, 1965. p. 189

³⁰⁵ Préfecture de la Seine. *Les cimetières de la Ville de Paris et autres communes du Département de la Seine*. Paris : Préfecture de la Seine, 1963. Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la Banlieue Seine. p.35

³⁰⁶ Ibidem. p.35

1.2 Une intégration des enseignements du XIXe siècle

L'analyse des thématiques abordées par l'architecte Robert Auzelle nous montre précisément comment la prise en compte d'enjeux contemporains peuvent influencer la forme. La conception de la nécropole moderne traduit jusque là l'emprise de l'Etat et sa conception administrative du lieu. Les propositions d'Auzelle démontrent que tout en restant administré par l'Etat, la forme peut s'attacher à traduire et à matérialiser la particularité émotionnelle de ce lieu : un espace de souvenir.

Robert Auzelle conçoit et réalise trois projets de nécropoles intercommunales en région parisienne : le cimetière du Parc à Clamart, le cimetière des Joncherolles à Villetanneuse et le cimetière de la Fontaine-Saint-Martin à Valenton. Il est parallèlement l'auteur de nombreux projets funéraires, réalisés ou non dans toute la France. Son travail sur les nécropoles intercommunales est l'occasion de mettre en pratique les principes qu'il soutient. Conscient des erreurs du passé, incarnées par les nécropoles intra-muros et extra-muros parisiennes, cet architecte propose des réponses sensibles et réfléchies aux problèmes de fonctionnement et d'intégration des précédentes réalisations. Il met ainsi en cause l'usage de surfaces démesurées, les répartitions géographiques inégales, la gestion trop administrative des cimetières et le manque de planification à long terme. Nous verrons comment l'application des principes qu'il propose abouti à des réalisations cohérentes, maîtrisées et intégrées dont la forme n'apporte pourtant aucune révolution. En effet, sa composition synthétise des typologies ou de principes existants.

Deux sources directes principales nous permettent d'étudier le travail de Robert Auzelle. Il s'agit tout d'abord des archives de son agence, dont Mme Madeleine Auzelle a fait don à la direction des Archives de France de 1997. Inventorié et repéré par Frédéric Bertrand dans l'appartement de l'architecte, l'ensemble de ces documents est transféré à l'IFA. Ce fonds se compose de documents graphiques (plans, coupes, façades, détails, croquis), de correspondances, de documentations sur les cimetières, de photos des réalisations de l'architecte et de dossiers administratifs ou techniques. Ils nous permettent ainsi de retracer l'évolution des projets traités, les intentions de l'architecte ainsi que les difficultés qu'il a pu rencontrer dans l'élaboration et la réalisation des différentes nécropoles sur lesquelles il a travaillé. L'autre source majeure qui nous permet de comprendre l'implication et la réflexion d'Auzelle est sa dernière et plus complète publication sur l'espace funéraire. Il s'agit de son livre *Dernières Demeures*, publié en 1965, dans lequel il poursuit un travail amorcé au début de sa carrière par sa thèse.

Une superficie justement dosée

Depuis le Père Lachaise jusqu'à Thiais, les nécropoles parisiennes ont expérimenté sans succès l'usage de surfaces de plus en plus importantes, allant jusqu'à dépasser les 100 hectares. C'est le constat négatif auquel arrive Halley en 1925. Robert Auzelle aussi remet en cause la création d'espaces surdimensionnés. Pour lui, bien que pratique et fonctionnelle, les superficies excessives sont aussi impersonnelles, monotones et difficiles à gérer.

Parlant du projet de nécropole pour Clamart, Auzelle sa vision de l'échelle adaptée: « Son étendue est de 34 ha et cela correspond à une bonne moyenne. Il est, en effet, souhaitable de ne pas dépasser 40 ou 50 ha pour conserver une unité administrative circonscrite dont la gestion ne soulève pas de difficultés techniques particulières. »³⁰⁷. Dans le cas de Thiais, par exemple, les

³⁰⁷ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.190

carrés les plus éloignés de l'entrée principale sont difficilement exploités. Ce cimetière trop grand et du coup dénué de qualités spatiales, est boudé par la population parisienne. À Clamart, Auzelle s'attache d'une part à conserver une échelle raisonnable et un lien avec le quartier. Ainsi, afin de conserver un équilibre entre la ville des vivants et la ville des morts, le nouveau quartier et l'espace funéraire sont de même taille. Ils se répondent en quelle sorte.

Ainsi, sur des projets comme celui de Méry, Auzelle exprime un désaccord non dissimulé : « C'est sur la ruine du projet d'Hausmann que les conceptions des « cimetières périphériques » puis des cimetières intercommunaux ont pu être établies. C'est le curieux privilège d'Hausmann de demeurer, pour l'urbanisme, soit l'exemple à ne pas suivre, soit comme l'aveu d'impuissance de certaines chimères autocratiques et technocratiques. »³⁰⁸ Auzelle donne deux explications à l'échec d'Hausmann. D'un côté, la volonté de considérer les Parisiens comme un groupe social homogène, qui résulte selon lui d'une méconnaissance des groupements sociaux. De la même manière, son manque de considération pour l'histoire de Paris, l'amène à une radicalité fatale au projet. En effet, pour Auzelle, l'autre raison de cet échec est d'envisager « pour une ville héritière d'une civilisation latino-chrétienne, d'éloigner systématiquement les lieux de sépulture en les concentrant en un même point. Hausmann a taillé, coupé, morcelé Paris. Il a contribué à le diviser en deux parties qui maintenant s'opposent. En agissant ainsi, il a mutilé l'être social. Il l'a violenté en maints endroits sans comprendre qu'il brisait ainsi la vie des groupes qui composaient l'agglomération. »³⁰⁹ En même temps, qu'il se place dans le camp des défenseurs de nécropoles multiples, Auzelle inscrit sa réflexion sur l'échelle et la répartition géographique dans la continuité avec la précédente réflexion des nécropoles extra-muros et le contexte des nécropoles périphériques.

De cette réflexion sur la question de la superficie découle celle sur les phases de réalisation, qui nécessite sur plusieurs hectares la définition de tranches. Ainsi, la composition définitive de la nécropole du Parc est prévue en trois phases dont la succession vise un double objectif. Tout d'abord, comme l'explique Auzelle, il s'agit de suivre le déblocage des crédits alloués à la création de la nécropole. Deuxièmement, il faut permettre une mise en place progressive du système d'exploitation de la nécropole. La première tranche est donc constituée par l'espace central, autour duquel s'organise toute la composition. Indispensable au fonctionnement de la nécropole, cette zone inclut l'esplanade et les parkings, la zone d'entrée et les principaux bâtiments (aire des cérémonies, salles réservées aux familles, logement du gardien, conservation, bureau du jardinier), ainsi que les groupements de sépultures à caractère architectural. La deuxième tranche, à l'Ouest, comprend les zones d'aspect forestier, plus longues à constituer, organisées autour de l'ossuaire-nécrologe. Cette zone servira en premier lieu de pépinière. Enfin, la dernière tranche, à l'Est, comprend le crématorium et son espace cinéraire. Pour des raisons financières, l'ossuaire-nécrologe et le crématorium dessinés par Auzelle ne seront pas réalisés. Destiné à recevoir les restes des concessions reprises au fil des ans, l'ossuaire devait constituer la mémoire du cimetière.

Plus d'autonomie

La solution de la nécropole intercommunale est particulière en cela qu'elle permet de grouper les compétences de plusieurs villes et de centraliser la gestion grâce à la création du syndicat. Auzelle nous explique le statu particulier du syndicat qui gagne son autonomie par rapport à l'administration : « La pierre angulaire est la formation d'un syndicat intercommunal. Cette question est réglementée par les articles 169 et suivant de la loi du 5 avril 1884 (...). C'est l'affaire

³⁰⁸ Ibidem. p.197

³⁰⁹ AUZELLE, Robert. *Hausmann et les cimetières. Le projet de Méry-sur-Oise*. In REAU, Louis. *L'œuvre du baron Hausmann*, Préfet de la Seine (1853-1870). Paris : PUF, 1954. p.130

des Conseils municipaux de décider la création de ce syndicat, de fixer son but, sa durée, son siège social, sa composition (représentation des différentes communes par un certain nombre de délégués titulaires, et suppléants), les conditions de son fonctionnement, etc. Le Préfet, après avis du Conseil Général, autorise l'association. Après quoi s'opère un transfert de compétences, dessaisissant les différents conseils municipaux de leurs pouvoirs au bénéfice du Comité Syndical et de son Président. »³¹⁰ Lorsque le cimetière est réalisé, son fonctionnement est entièrement sous le contrôle du Syndicat. Ainsi, la gestion du personnel administratif et ouvrier, du budget et de l'exploitation est organisée par ce dernier.

Le fait de mettre en place un principe de gestion autonome vise à se défaire de décision prise par les conseillers municipaux, peu intéressés par la question, et à impliquer directement des personnes dans le développement de cet espace funéraire. De plus, le syndicat peut organiser ses dépenses comme il le souhaite. Auzelle a toujours pointé du doigt le fonctionnement administratif comme principal responsable du triste paysage funéraire français.

Pas d'inégalité géographique

Deux problématiques se posent lorsque plusieurs communes se rassemblent pour fonder une nécropole commune. Ce sont les mêmes questions qui se sont posées précédemment lors de la création des nécropoles parisiennes extra-muros. Il s'agit d'une part de l'implantation géographique des terrains et de l'autre de l'organisation de nouvelles inhumations en rapport à celles de cimetières existants. Ces deux questions présentent un point commun : pouvoir créer des situations inégalitaires, comme ce fut le cas par le passé. En effet, il est essentiel de choisir un emplacement de cimetière qui ne lèse aucune des communes concernées, de sorte à ce que chaque famille ne se sente excessivement éloignée de ses morts. Un choix équitable est la clé d'un bon fonctionnement. De même, la répartition des types d'inhumation entre les nouveaux et les anciens cimetières ne doit recréer le déséquilibre généré par la carte funéraire parisienne au début du XIXe siècle. Afin de garantir un fonctionnement optimal et une intégration réussie de la nécropole intercommunale, il ne faut donner le sentiment à la population que des ségrégations peuvent y avoir cours.

La répartition des inhumations dans le cimetière lui-même fait l'objet d'une réflexion. Concernant Clamart, Robert Auzelle nous explique que l'organisation se fait par catégories de concessions. Les communes d'origine ne sont donc pas représentées dans le cimetière.

Implantation des commerces funéraires

La question des commerces funéraires est moins importante mais relative tout de même au bon fonctionnement de l'espace funéraire. En effet, il est bénéfique à la nécropole et aux commerces funéraires, tels que les marbriers ou les fleuristes, de conserver une proximité. Aussi, Auzelle propose d'organiser et d'imposer l'implantation de ces commerces dès la création de la nécropole, pour s'assurer qu'elle soit respectée. Cette démarche dépasse la conception de la nécropole pour agir sur l'échelle urbaine en proposant un niveau d'intégration et de fonctionnement qui intègre la dimension commerciale. La réflexion sur les commerces funéraires n'est donc pas indifférente de la forme puisque nous verrons que sa prise en compte participe à organiser une véritable interface spatiale entre la ville des vivants et la ville des morts.

³¹⁰ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.190

Pour son premier projet de nécropole intercommunale, celui du Parc à Clamart, Auzelle intègre dans le plan du quartier de la Plaine faisant face à la nécropole, des parcelles réservées à cet usage. Cela ne semble pourtant pas avoir été respecté puisqu'il préconise dans *Dernières Demeures* une disposition encore plus dirigiste : « Autre nécessité : l'organisation de commerce funéraire. L'expérience de Clamart, en défaut sur ce point, montre que les terrains ad hoc doivent être acquis en même temps que les surfaces d'inhumation, puis revendus aux marbriers, avec obligation de respecter une architecture imposée. »³¹¹ Cette prise en compte des commerces apparaît ainsi dans ces plans pour les deux autres nécropoles intercommunales, réalisées ultérieurement. Aux Joncherolles, il positionne ainsi des emplacements réservés à l'intérieur du complexe funéraire, mais dans une zone neutre de la nécropole. En effet, les commerces sont situés dans un espace public ouvert, avant l'accès contrôlé aux zones de sépultures, qui marque l'espace privé de la nécropole. Cette zone tampon, incluse entre deux portiques successifs, offre six emplacements de commerces en vis à vis. À la Fontaine-Saint-Martin, seulement trois commerces, avec logement, ont un espace réservé dans le complexe, avant l'entrée principale. Notons, que pour cette dernière réalisation le nombre a été réduit de moitié. Dans la pratique, il reste encore trop important car cette proximité immédiate ne peut permettre à de multiples commerces d'un même type d'être rentable. Ainsi, deux emplacements auraient sans doute suffi : un marbrier et un fleuriste. Des trois emplacements prévus à la Fontaine-Saint-Martin, un seul est aujourd'hui occupé, alors que la totalité fut investie à l'ouverture de la nécropole. Cette difficulté a été renforcée par le fait que cette réalisation est relativement isolée de la ville et encore peu occupée.

Envisager les extensions

Les extensions démontrent souvent un manque de réflexion dû à la fois à l'urgence des situations et à la conception de la nécropole comme un espace administratif. Robert Auzelle propose des superficies raisonnables mais n'en néglige pas moins la possibilité d'extension. Il préconise l'acquisition anticipée de terrains en surface suffisamment importante à cet effet. En attente des extensions potentielles, il propose d'utiliser ces terrains à d'autres vocations qui n'auraient pas de caractère définitif. Ainsi, l'aménagement de promenades ou de terrains de sport à Clamart permet tout à fait de ne pas retenir inutilement de territoire inoccupé. De même, les jardins familiaux aux Joncherolles³¹² et les terrains sportifs de Valenton.

Pourtant, Auzelle porte un regard relativement négatif sur la question des extensions. Dans *Dernières Demeures*, il explique comment elles sont souvent utilisées à tort pour régler des cas d'urgence dus à une augmentation soudaine de population ou un développement important du nombre de concession, comme ce fut le cas à Paris dans la période postrévolutionnaire. Ces extensions non planifiées, rendues parfois impossibles par l'évolution de la ville, ont des conséquences catastrophiques sur la nécropole et sur la ville. D'où la nécessité de les envisager dès la création de l'espace funéraire.

Il ressort de manière générale que la politique urbaine d'Auzelle place la qualité dans la capacité à anticiper les situations. Pour lui, la ville des vivants comme la ville des morts ne peuvent tirer bénéfice de conceptions qui se font dans la hâte. C'est une donc une évidence pour lui que

³¹¹ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p. 193

³¹² APUR. *Situation et devenir des cimetières métropolitains : le cas du cimetière intercommunal des Joncherolles*. Paris, Décembre 2010. P.9

Le cimetière des Joncherolles dispose de réserves foncières en prévision de la gestion de risques ou d'extension (jardins ouvriers de 70 000m² et d'emplacements aménageables (1500m²). Cela permet de compenser l'absence de réserves foncières et d'emplacements aménageables dans les 5 communes adhérentes aux Joncherolles.

d'envisager la réalisation des nécropoles en plusieurs phases réalistes, l'implantation des commerces ainsi que les extensions possibles dès la conception.

2. Les réalisations suburbaines d'Auzelle

À l'instar des premières nécropoles modernes, les trois réalisations de Robert Auzelle en région parisienne, sont conçues dans des contextes très différents. Clamart, qui a valeur de modèle urbain, permet à l'architecte de mettre davantage en application les principes qu'il porte. Pour autant, elles montrent la même qualité de réflexion.

2.1 L'expérience de Clamart, conception d'un espace public de la ville

Un grand ensemble remarquable

C'est dans un contexte particulièrement favorable que s'opère la création du cimetière intercommunal de Clamart. En effet, ce projet de nécropole s'inscrit dans celui plus vaste d'un quartier entier. En pleine période de reconstruction d'après guerre, la création du quartier de la Plaine à Clamart tient une place importante dans l'urbanisme moderne. Il s'agit de la démonstration de principes soutenus par l'architecte Robert Auzelle : une ville avec des logements bien conçus et salubres, des espaces verts de qualité, des flux séparés et bien gérés, le respect d'une échelle humaine. Ce quartier exprime une vision de l'urbanisme, dans laquelle la qualité ne passe pas par de grandes démonstrations mais par des petits dispositifs, majoritairement inspirés de pays nordiques. C'est ainsi dans la mise en place d'un quartier remarquable, qui deviendra exemple urbain, que s'inscrit la création de la nécropole de Clamart.

Lorsque le projet de cimetière naît en 1943, il va être le déclencheur d'une urbanisation dans cette partie de Clamart, englobée dans le haut plateau de la ville et situé sur le lieu-dit la Plaine. C'est la seule réserve foncière dont dispose encore la ville sur le plateau, entourée de quartiers déjà urbanisés mais mal équipés, qui disposent toutefois déjà de services publics indispensables (école, église). La première présentation du projet de cimetière au comité d'aménagement de la région parisienne incite ce dernier à proposer dans le même temps une réflexion sur les parcelles avoisinantes. Puis, les études urbaines démontrent que le développement des logements doit être entendu plus largement et s'éloigner des limites directes du cimetière, pour inclure des terrains qui iraient jusqu'aux zones pavillonnaires du haut plateau. C'est ainsi qu'au projet initial de nécropole s'ajoute celui d'un quartier de logements, la Cité de la Plaine.

La cité de la Plaine, construite entre 1950 et 1965 selon le plan d'Auzelle, est un programme lancé et soutenu par l'OPHLM en vue de répondre à un besoin important de logements. En effet, l'Office Public d'Habitation à Loyer Modéré (OPHLM) de la Ville est créé afin de maîtriser l'opération de logement. Le quartier créé compte 77 petits immeubles (R+2 au R+4), ainsi que de 89 maisons individuelles ou groupées qui totalisent 1993 logements. La ville profite également de cette vaste opération pour compléter les équipements peu présents dans ce secteur: bureau de poste, marché couvert, salles des fêtes, supermarché et bibliothèque, qui favorisent le développement de la vie de quartier. Afin de donner une unité à cet ensemble, un unique matériau est utilisé pour l'ensemble des bâtiments. Ainsi, la brique rouge provenant de la briqueterie du Petit Clamart, contribue à donner une identité particulière au bâti.

L'équipe pluridisciplinaire rassemblée autour de ce projet est aussi une bonne illustration des multiples compétences nécessaires pour mener à bien cette expérience. Il y a tout d'abord l'équipe

d'Auzelle déjà missionnée pour le cimetière, auquel s'ajoute Déchaudat, architecte de la ville de Clamart et Gervaise, architecte en chef de la Reconstruction. Enfin, interviennent également Mahé et Taponnier, en tant qu'architectes de la ville, et l'ingénieur Baudoin. Un grand soin est alors accordé aux études préliminaires au travers d'analyses climatologiques du site ainsi que d'enquêtes sociologiques.

En effet, la réalisation du cimetière de Clamart est toute aussi remarquable que celle du quartier en terme d'urbanisme. Comme le rappelle Auzelle en préambule de la présentation de son projet : « Le présent projet constitue : (...) le premier projet concrétisant les vœux de l'administration préfectorale en ce qui concerne les cimetières intercommunaux. Enfin, pour la Région Parisienne, la première tentative de création d'un cimetière perpétuel. »³¹³ Cette dernière notion, que nous développerons plus loin, est liée à la capacité de renouvellement des concessions, qui permet un usage continu du lieu, sans agrandissement.

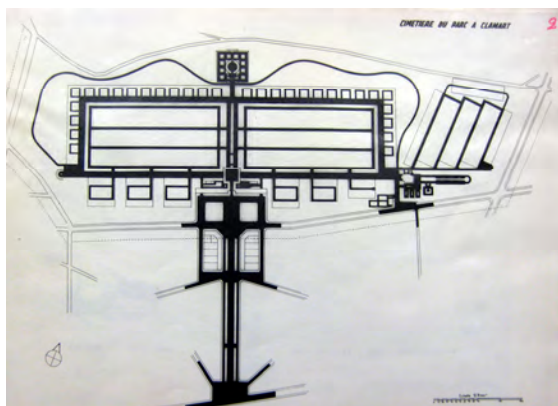
La nécropole, une composante du quartier



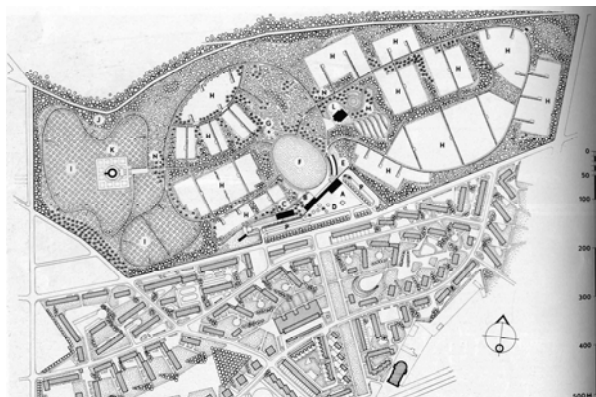
Plan de situation de Clamart. A.Iszatt

Le quartier d'habitations a été pensé avec une place importante pour les espaces verts, qui constituent 1/3 des 34 hectares de la cité de la Plaine. Dans le même souci d'équilibre et de respiration, le cimetière constitue le pendant du quartier avec une surface égale de 34 hectares. Ce dernier est conçu comme un véritable espace vert de la Cité de la Plaine, poursuivant ainsi le principe urbain général. En effet, le quartier offre une déclinaison de multiples espaces verts de trois types : les espaces publics, les espaces communs entourés d'habitation et les espaces privés. Mais le rapport entre la nécropole et les logements ne s'arrête pas à des questions de proportions. La manière dont a été projeté l'espace funéraire montre une volonté de tisser un lien fort entre les deux. Le cimetière n'est donc pas simplement un espace vert mais un espace vert du quartier.

³¹³ AUZELLE, Robert. *Projet du cimetière du Parc à Clamart. Note sur la composition du cimetière*. Paris : 30 Janvier 1947. p.2. Fonds Robert Auzelle. RA7, carton 5.



Première proposition pour le cimetière du Parc à Clamart.
Fonds Robert Auzelle, RA151 carton 78.



Deuxième proposition pour le cimetière du Parc à Clamart.
Dernières Demeures.

La première proposition de projet, présentée en 1947, est totalement refondue avec la nouvelle programmation. Le projet qui comprend à présent tout un quartier d'habitations vient modifier l'esprit du plan du cimetière. La proximité avec les habitations, l'intégration dans un tissu viaire, l'organisation de parcours piéton et de séquences avec des vues dégagées, ainsi que les contraintes de réalisations par tranches amènent une réflexion différente. Le tracé rectiligne de la route qui sépare la cité des morts de la cité des vivants renforce le choix du second projet. Comme le précise Robert Auzelle : « Un tracé paysager peut seul permettre de répondre à ces considérations. Il satisfait également à l'obligation de ne pas accuser un axe qui placerait les habitants du futur quartier sous la dépendance du caractère monumental de l'entrée du cimetière. »³¹⁴ En effet, on voit bien dans la seconde proposition, la prise en compte du quartier. La composition du premier projet est monumentale, axée et orientée. Elle fait du cimetière un élément isolé. La deuxième version présente quant à elle un parc funéraire au tracé beaucoup plus souple. Cette composition, désignée par l'architecte comme de type « paysager », ne présente aucun tracé régulier. La trame et la symétrie en sont exclues. Le réseau viaire propose un tracé sinueux qui peut rappeler celui du Père Lachaise. La conception de l'espace funéraire, isolée des circulations principales fait davantage écho aux principes mis en place à Pantin, Bagneux et Thiais. La nouveauté de cette proposition se révèle dans le traitement des espaces d'inhumation, qui intègrent l'usage de différents modèles.

La conception simultanée du quartier d'habitations et du cimetière permet de créer des liens entre eux dès leur création. Largement ouverts et tournés l'un vers l'autre, ils se regardent et se répondent. Ceci est aussi rendu possible par la typologie particulière de l'espace funéraire d'Auzelle, qui ne laisse à percevoir depuis l'extérieur que des espaces neutres. Les vues sont ainsi permises vers la nécropole, tout en protégeant la fonction funéraire. De même, le parcours des convois évite la traversée du quartier.

Le choix de paysager cette nécropole est aussi un facteur de son intégration. Situé en lisière du bois de Meudon, celui-ci finira par s'y confondre : « Les dispositions adoptées se justifieront pleinement dans quelques années, lorsque les arbres, ayant une certaine maturité, la composition

³¹⁴ AUZELLE, Robert. *Projet de cimetière à Clamart. Note explicative de la nouvelle composition.* Mars 1950. p.2. Fonds Robert Auzelle. RA7, carton 5.

du cimetière semblera une clairière dans le Bois de Meudon ». ³¹⁵ La comparaison entre les deux versions du projet, ainsi que la justification des modifications, démontrent que l'intégration urbaine passe par la réflexion sur la forme.

2.2 Deux autres nécropoles intercommunales

Les deux autres projets réalisés par Auzelle voient le jour dans des contextes moins favorables qu'à Clamart. Tout d'abord, il ne s'agit pas de réflexions urbaines intégrant la conception, la modification ou le développement de l'environnement de la nécropole. Ensuite, l'implantation des sites concernés ne permet pas le même travail d'intégration que celui de la Plaine. En effet, d'un côté le site de Valenton, encore trop peu urbanisé, place la nécropole dans un espace à caractère rural, alors qu'à l'inverse celui de Villetaneuse, dont l'urbanisation est déjà très avancée, laisse un espace vacant étouffé par ce qui l'entoure. Enfin, la complexité du programme et du financement de ces deux opérations, génère une conception que l'on sent plus économe.

Des contextes économiques et urbains moins favorables

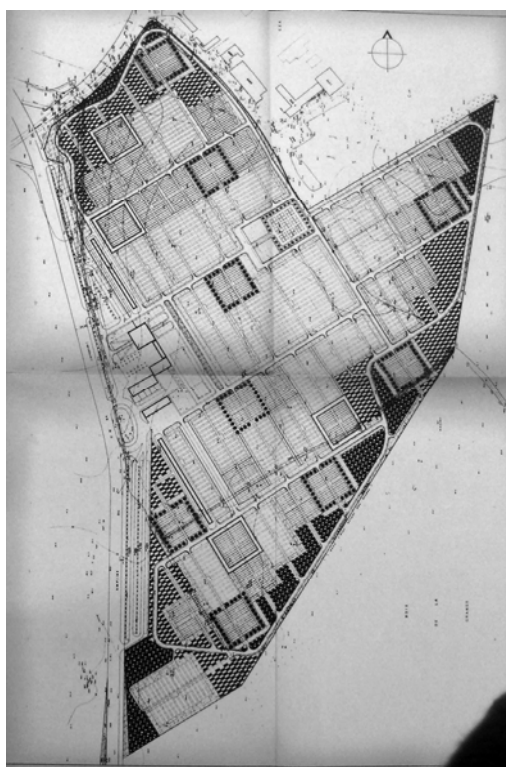


Plan de situation de la Fontaine-Saint-Martin. A.Iszatt

La nécropole de la Fontaine-Saint-Martin est implantée en périphérie de la ville de Valenton, dans une zone encore non urbanisée. Son emprise est délimitée au sud-est par l'échangeur des autoroutes 85 et 5, et à l'ouest par le chemin départemental 94 qui lui servira de desserte. À l'exception du côté nord, le contexte environnant est constitué de terrains à caractère champêtre ou boisé et de petits groupes de jardins familiaux récents. Ces terrains peuvent ainsi constituer une

³¹⁵ AUZELLE, Robert. *Note sur la composition du cimetière du parc à Clamart*. Rennes : 18 Juin 1946. p.1. Fonds Auzelle. RA7, carton 5.

réserve foncière pour de potentielles extensions. Au nord, la nécropole se rattache à la ville par une zone artisanale, amenée à se développer aux abords du projet. Le rapport avec cette zone représente donc son seul lien avec la ville en même temps que la cause majeure de son isolement. En effet, bien que le site soit très proche du centre de Valenton à vol d'oiseau, la topographie très dénivelée de la ville et l'implantation de la nécropole dans une zone d'activité la met à distance de la vie urbaine, en terme d'accès, de visibilité et de proximité avec les quartiers. Le temps n'a pas achevé de résoudre cette problématique. D'une part, l'accès piéton et la desserte des transports en commun représentent toujours un véritable obstacle pour le visiteur. D'autre part, l'accès véhicule par la zone artisanale n'offre pas davantage de visibilité au site. Pire, concevoir une nécropole dans une telle zone donne un sentiment déstabilisant quant à la place des morts. L'implantation maladroite du projet trouve une explication évidente dans le contexte qui voit sa naissance. En effet, à l'origine la nécropole intercommunale de ce syndicat est envisagée sur la ville de Créteil, membre du syndicat, avant d'échouer et de donner lieu à un second projet situé à Valenton, ville extérieure au syndicat. Dans l'impossibilité d'acquérir les terrains nécessaires sur le territoire des communes membres, le syndicat doit en acquérir ailleurs, principalement à Valenton mais également sur Limeil-Brévannes et Villeneuve-Saint-Georges. Ceci a deux conséquences. Tout d'abord, l'impossibilité de gérer l'intégration urbaine sur un territoire étranger. D'autre part, la réduction de la superficie envisagée pour le projet originel.



Plan du cimetière de la Fontaine-Saint-Martin à Valenton.
Fonds Robert Auzelle, RA82 carton 58.

La composition de la nécropole révèle un contexte aussi rude que celui de son intégration urbaine. En effet, la superficie diminuée lors du changement de site impose à Auzelle de renoncer au principe de cimetière paysager qu'il avait utilisé à Clamart, pour développer une stratégie intermédiaire : « Une donnée majeure du programme est de trouver le maximum d'emplacements

de sépulture. Dans ces conditions, il ne peut être imaginé de concevoir un cimetière paysager de type classique. Nous avons admis ce fait, mais avons tenté d'en tirer un parti général de composition assurant, malgré une utilisation intensive du terrain, une ambiance de verdure et de plantations isolant d'une façon systématique les différents espaces d'inhumation. Nous obtenons donc, comme dans un cimetière paysager, une fédération de cimetières ayant chacun leur caractère propre, à la condition d'inscrire les zones d'isolement plantées dans une trame orthogonale. Cette trame est de 7x7m soit 49m². Elle permet de trouver indistinctement dix tombes orientées au sud avec deux voies de 1,1m ou dix tombes orientées est-ouest, accessibles à partir d'une seule voie de 1,65m, les tombes étant face à face et dos-à-dos avec celles des carrés voisins et séparées par une haie. Des bandes de sept mètres de large servent à fractionner les aires d'inhumation. Elles peuvent être traitées de façon très variée, soit avec des levées de terre formant talus planté, soit avec des alternances de tombes et de plantations, soit avec des murs de béton de terre stabilisé le long desquels s'adossent des tombes, soit des enfeus en rangées ou des portiques avec enfeus. Enfin, pour apporter une variété supplémentaire la surface de 49m² peut être utilisée pour cinq tombes seulement, le reste du terrain étant planté, ou pour deux sépultures isolées au milieu des plantations. »³¹⁶ Auzelle explique ensuite comment il relie ces espaces par un réseau viaire composé de trois types de circulations. Le réseau primaire est destiné aux véhicules et organise un parcours général dans la nécropole, à distance des groupements. Le secondaire dessert les groupes de sépultures, en restant à l'écart des tombes. Enfin, le troisième, réservé aux piétons, permet de se tenir devant les sépultures.

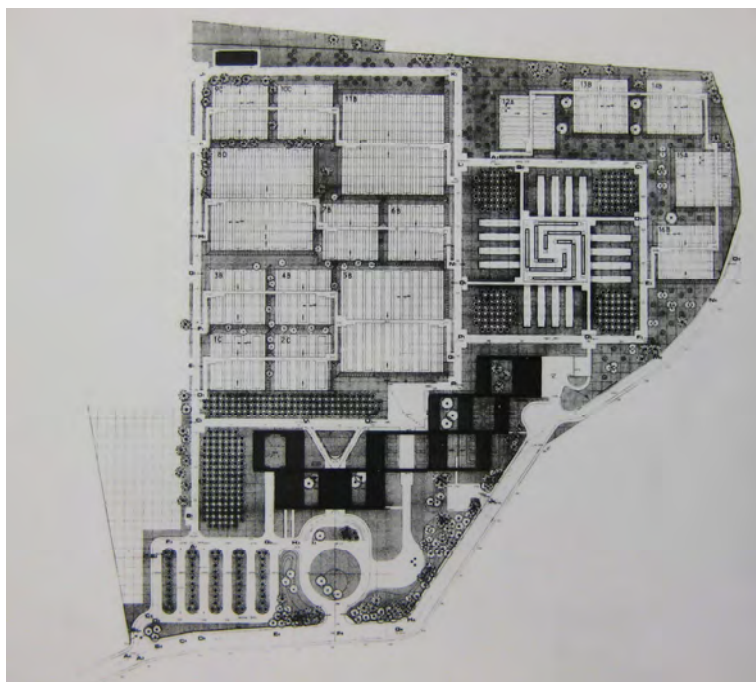


Plan de situation de Villetaneuse. A.Iszatt

La nécropole de Villetaneuse est quant à elle dans une situation urbaine beaucoup plus dense mais présente aussi un cas très défavorable. En effet, elle est implantée en bordure de la voie ferrée qui part de la Gare du nord en direction de Chantilly et qui scinde la ville en deux. Son entrée

³¹⁶ AUZELLE, Robert. *Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin. Note sur la composition du cimetière*. Paris : Avril 1969. p.2. Fonds Robert Auzelle. IFA, RA 82, carton 57.

principale est d'ailleurs orientée vers l'axe longeant la voie ferrée qui constitue sa façade sud-est. À l'ouest, une large zone artisanale borde le cimetière. Au nord-ouest, une poche de jardins familiaux constitue une réserve foncière pour une extension possible du cimetière. Enfin, le seul lien avec les citadins se fait au nord. La nécropole jouxte un quartier d'habitations, majoritairement constitué de collectifs, dont le développe a empiété sur l'emprise initiale du projet. Contrairement à Valenton, la nécropole des Joncherolles est cœur de l'activité de la ville mais son implantation dans la trame viaire l'isole complètement des flux piétons et véhicules. Sa présence est donc davantage visuelle que fonctionnelle. On peut même dire qu'elle tourne le dos aux espaces de vie de la ville.



Plan du cimetière des Joncherolles à Villetanneuse.
Fonds Robert Auzelle, RA153 carton 78.

Les premières études pour la nécropole des Joncherolles démarrent en 1952. Le premier projet se compose autour d'un axe fort bordé d'ossuaires nécrologes, qui relie l'aire des cérémonies aux enfeux. Ce principe est repris des premières études de Clamart³¹⁷. Les terrains réservés depuis 1958 sont difficiles à acquérir car composés de propriétés privées. Les études ne reprennent donc qu'en 1970. Les limites, à de maintes reprises modifiées, voient pour finir la superficie réduite des 36 hectares prévus dans le rapport de 1958 à 25 hectares. La réduction des surfaces du programme initial amène également l'architecte à abandonner le principe de cimetière paysager pour mettre en place un plan plus dense en espaces de sépultures dans un contexte qui reste très végétalisé. Ainsi, la réflexion sur la forme est différente selon l'échelle d'intervention. Cette attitude est proche de celle qu'il a du adopter pour Valenton, avec une part tout de même plus généreuse d'espaces verts. Il y a toutefois bien moins d'espace de respiration libre de sépulture qu'à Clamart et les tracés sont davantage orthogonaux. Par ailleurs, le programme ajoute aux bâtiments de la

³¹⁷ APUR. *Situation et devenir des cimetières métropolitains : le cas du cimetière intercommunal des Joncherolles*. Paris, Décembre 2010. P.12

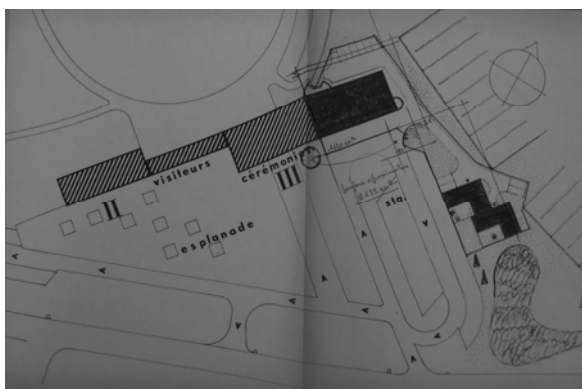
nécropole, un complexe funéraire comprenant un crématorium et un funérarium. Notons que la question du programme, dont la diversité et la complexité sont accrues, influe également fortement sur la conception.

Le retard accumulé par l'acquisition des terrains a fini par placer les communes dans une situation d'urgence. Auzelle doit donc envisager une première tranche qui inclut tous les bâtiments, pour un fonctionnement complet immédiat, et surtout favoriser les techniques de construction préfabriquées pour réduire au maximum le temps de chantier.

Une recherche urbaine malgré tout

Ces deux réalisations démontrent que malgré des contextes urbains et opérationnels moins évidents, les projets de Villetanneuse et Valenton mettent en place des dispositifs garants d'un bon fonctionnement et d'une évolution qualitative de la nécropole dans la ville, similaires à ceux mis en place à Clamart.

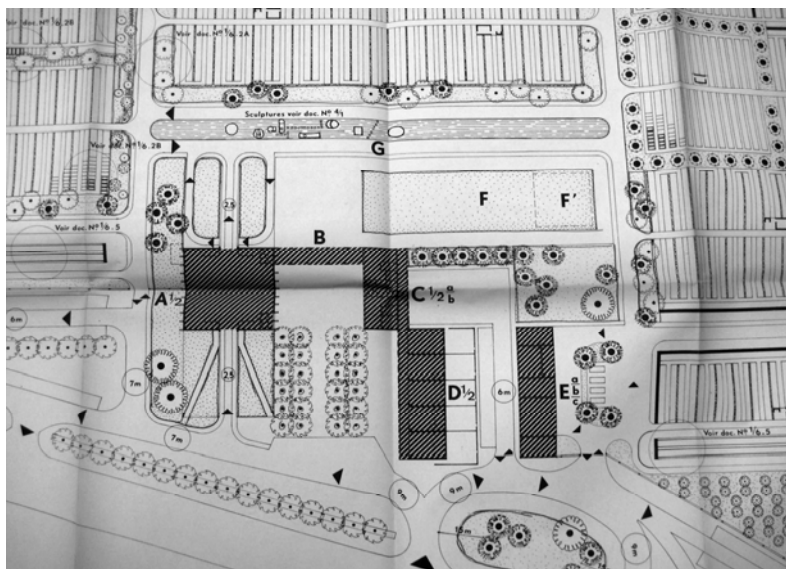
Tout d'abord, on constate que ces projets intègrent tous deux des réserves foncières, qui permettront d'organiser sans difficulté une extension nécessaire. Dans l'attente, ces espaces servent aux quartiers de la ville sous la forme de jardins familiaux, terrains de sport ou autres.



Plan de la zone d'entrée du cimetière du Parc.
Parvis et bâtiments principaux.
Fonds Robert Auzelle, RA151 carton 78.



Plan de la zone d'entrée du cimetière des
Joncherolles. Parvis et bâtiments principaux.
Fonds Robert Auzelle, RA142 carton 77.



Plan de la zone d'entrée du cimetière de la Fontaine-Saint-Martin.
Fonds Robert Auzelle, RA82 carton 58.

Ensuite, l'organisation ingénieuse et sensible de l'entrée vise à favoriser son rapport avec la ville. Grâce à la générosité du traitement que l'architecte propose pour la zone d'entrée, il offre une visibilité optimale à la nécropole, même lorsque la voie est elle-même isolée. Dans le même temps, il travaille sur une gestion parfaitement orchestrée des flux liés à la fonction funéraire. Ainsi, l'organisation très fonctionnelle, de l'accès et du stationnement des visiteurs d'un côté, des convois de l'autre, vise à gêner le moins possible les voiries de la ville. Prenons les cas des Joncherolles, qui compte un crématorium et un funérarium, pour illustrer cette complexité : « Le groupement des bâtiments permet de créer une vaste esplanade pour l'accès des visiteurs qui traversent deux portiques de part et d'autre desquels se trouvent les commerces funéraires : marbriers e fleuristes. Trois boutiques sont implantées sur le territoire de Pierrefitte et trois sur le territoire de Villetaneuse (Bâtiments F et G). (...) Un stationnement important pour les visiteurs est situé à l'est de l'esplanade, à l'ouest, un emplacement est affecté à l'arrêt des cars et des autobus, le long de la voie qui mène directement au bâtiment de l'aire de cérémonies (Bâtiment A). C'est le bâtiment dominant la composition. La salle du crématoire se trouve en sous-sol. Elle est éclairée à l'est et à l'ouest par deux parois en pentes avec bassins recueillant l'ensemble des eaux de bâtiments. À l'ouest, le bâtiment B abrite la conservation et les locaux du syndicat intercommunal. Il se trouve ainsi placé entre les deux entrées principales des visiteurs et des convois. À l'est, les bâtiments C, D et E sont affectés aux Pompes funèbres pour l'aménagement par leurs soins d'un funérarium et de tous les services annexes : chambre froide, salle d'autopsie, cabinet médical, etc... L'accès aux services des pompes funèbres est totalement indépendant des entrées du cimetière et permet une utilisation de jour comme de nuit. Le stationnement et le garage des véhicules occupent une cour entièrement fermée. Face aux bâtiments, dans la partie sud des terrains, sont aménagés des stationnements (...) pour les personnes accompagnant les convois funéraires ou les familles venant dans les salons du funérarium. Plus à l'Ouest, se trouve une entrée secondaire du cimetière facilitant les sorties directes des fourgons mortuaires. Vers l'est, le bâtiment H est affecté aux logements de fonction : l'un pour le conservateur du cimetière, les deux autres pour les employés des pompes funèbres. Par les portiques, ces derniers bénéficient d'accès direct et couvert pour se rendre dans leurs locaux. Plus à l'est, l'entrée de service du cimetière dessert, par une cour de manœuvre, les hangars et ateliers, la chaufferie (bâtiment I) et permet l'évacuation des terres et

des déchets par des camion-benne. Le bâtiment J, réservé aux fossoyeurs, vestiaires, douches, toilettes, cuisine, cantine et infirmerie est plus à l'Est. Il se situe au sud de l'ensemble des deux bâtiments K et L qui groupe les logements des six gérants des commerces funéraires. Ces six logements constituent une petite unité indépendante, hors la clôture du cimetière»³¹⁸ La précision qui caractérise la conception d'espace funéraire d'Auzelle, démontre une parfaite connaissance des besoins et des usages de ces lieux, en même temps qu'une extrême sensibilité. Ce travail pointu sur l'interface entre la ville des vivants et la ville des morts permet à Auzelle de déjouer des contextes urbains défavorables.

3. Une démonstration de l'intervention indispensable de l'architecte

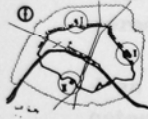
3.1 Une carrière consacrée à l'architecture funéraire

L'architecte Robert Auzelle dont la carrière a démontré un intérêt particulier pour l'espace funéraire, rassemble ses réflexions dans un ouvrage intitulé *Dernières Demeures*. Son étude du sujet funéraire commence en 1942, par sa thèse sur les problèmes de sépulture en urbanisme, et se poursuit tout au long de sa carrière. Lorsqu'Auzelle travaille sur sa thèse, il exerce comme architecte et est déjà impliqué dans la conception d'espaces funéraires. Les réflexions qu'il y présente sont ainsi clairement orientées vers la pratique professionnelle, allant jusqu'à revêtir un caractère prescriptif. Les analyses qu'il fait de la région parisienne, ainsi que les réflexions sur le vocabulaire architectural et la composition des cimetières sont déjà posées. *Dernières Demeures* reprend et complète les études de réalisations qu'il juge remarquables, ainsi que ses préconisations de conception. À la publication de cet ouvrage, il est lui-même auteur d'un certain nombre de ces espaces. Il intègre donc dans cet ouvrage ses principales recherches projectuelles et les conclusions tirées de ses réalisations. À travers ce livre, nous pouvons étudier tout l'intérêt de son travail et son investissement qualitatif pour le sujet. C'est une véritable théorie du cimetière contemporain que nous énonce Auzelle dans *Dernières Demeures*, constituant ainsi un manuel de conception et de gestion du cimetière. Précisons que l'auteur s'intéresse au cimetière en général, toute échelle confondue. Son travail n'est donc pas uniquement lié à la nécropole mais plus globalement à l'espace funéraire moderne.

³¹⁸ AUZELLE, Robert. *Cimetière des Joncherolles. Note sur la composition du cimetière*. Paris : 23 Juin 1970. p.4. Fonds Robert Auzelle. IFA, RA17 carton 52.

LES CIMETIERES DE P A R I S .

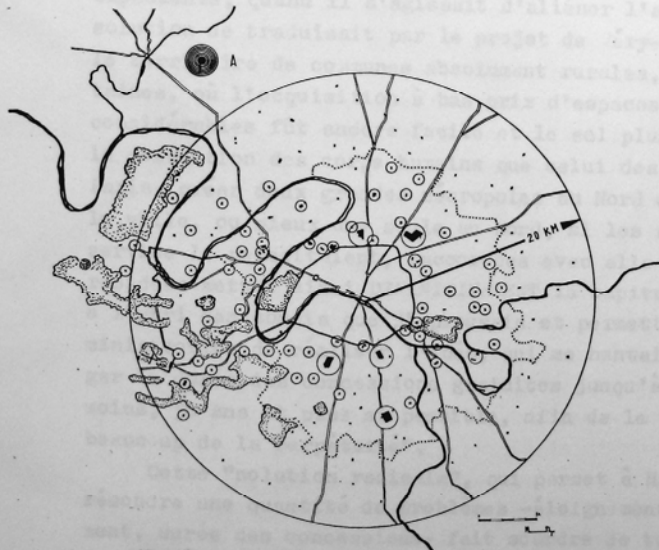
vers 1810.



- I -Cimetière Montmartre (cimetière du Nord).
- II -Père-Lachaise (cimetière de l'Est).
- III-Montparnasse (remplaçant le cimetière du Sud -Sainte Catherine- et celui de l'Ouest -Vaugirard-).

Les trois nécropoles hors de l'enceinte des Fermiers Généraux.

vers 1940.



Les cimetières "périphériques" adoptés par l'Administration
Parisienne en 1883.

Les cimetières intercommunaux 1923-1934.

Fonds Robert Auzelle, Thèse de R.Auzelle

Claude-Henri Rocquet, écrivain qui a collaboré à plusieurs de ces publications, nous résume ainsi l'engagement d'Auzelle pour l'espace funéraire : « voué, toute sa vie, vocation profonde, racine, à l'art de la dernière demeure, au moment de notre disparition, au signe de notre absence. Cela demande une force d'âme peu ordinaire et le courage de résister au malaise qu'on va rencontrer chez ceux qui fuient la pensée de la mort. Cela exige la sérénité d'un philosophe-stoïcien, chrétien... »³¹⁹ Rocquet traduit l'impossibilité pour un architecte de se consacrer à ce sujet comme un à n'importe quel autre. L'espace funéraire, inévitablement associé à des émotions fortes, renvoie chacun à des ressentis très personnels empêchant un certain détachement. L'architecte, à

³¹⁹ IFA. *Actes de Tables rondes, Robert Auzelle. Février et Mars 2000.* Colonnes n°19. Novembre 2002

l'inverse des professionnels de la mort, n'est pas préparé à cette confrontation. L'espace de la mort, avant d'être dédié à la mort en général, renvoi souvent à sa propre mort. Ce que souligne Rocquet, c'est que l'investissement d'Auzelle revêt une dimension humaine et personnelle qui dépasse sans doute sa motivation professionnelle.

Un regard tourné vers l'étranger, une œuvre parisienne

Dans *Dernières Demeures* Auzelle nous fait par des critiques majeures qu'il formule contre le cimetière moderne, notamment quant à l'usage de l'architecture et du végétal. Ainsi, il retrace tout d'abord une histoire de l'évolution du cimetière et plus largement de l'espace funéraire à travers le monde, avant de proposer des méthodes de conception. Le premier thème développé par Auzelle est révélateur des influences de l'architecte. Il marque de façon évidente son intérêt ou désintérêt pour diverses réalisations. Aussi, l'analyse historique sur laquelle s'appuie Auzelle ne traite que très sommairement des grandes réalisations et projets parisiens dont nous avons parlé précédemment. Par exemple, le cimetière des Innocents n'apparaît qu'une fois dans le premier chapitre, consacré à l'histoire du cimetière, ce afin d'illustrer la typologie des charniers. À ce titre, il ne constitue qu'un exemple parmi de nombreux autres qui présentent la même typologie. Ensuite, dans le second chapitre consacré aux pratiques funéraires, l'évocation des réalisations parisiennes se limite à deux vues aériennes de Pantin et de Thiais accompagnées de quelques lignes de notes sur leur découpage monotone, sans plus ample développement. Enfin, le chapitre sur les cimetières contemporains ne vient pas davantage compléter le tableau. La partie de son ouvrage dans laquelle il retrace l'évolution des espaces funéraires est complètement indifférente du cas parisien et plus globalement des réalisations françaises.

À l'inverse, il montre un soin très méticuleux à nous faire découvrir de nombreuses réalisations de pays du Nord de l'Europe, au travers de plans, coupes redessinés par ses soins et de photos personnelles prises au cours de ses voyages. Cet intérêt pour l'étranger est présent dès son travail de thèse. En effet, comme référence de composition, il traite des modèles américains, suisses, allemands et hollandais. Le point de vue d'Auzelle sur nos cimetières français est clair. Emprunt d'une déception immense, il n'y trouve pas de valeur de modèle ou d'éléments à réinterpréter dans la composition. Ont bien plus grâce à ses yeux des réalisations de dimensions modestes, parfois très peu connues, qui présentent des dispositifs sensibles. La démarche d'Auzelle perpétue les réflexions sur la nécropole modeste amorcée par Andrieux et Patte au début du XIXe siècle.

Si Robert Auzelle n'accorde que peu d'importance à exposer les détails de conception des réalisations parisiennes, il s'attache davantage à établir un principe d'évolution de celles-ci dans le tissu urbain. En effet, le quatrième chapitre de son ouvrage, portant sur les études préliminaires à la conception d'un cimetière, présente une étude de l'évolution des emplacements et des surfaces des espaces funéraires face aux modifications de Paris et de ses limites. Pour l'auteur, qui intervient à de multiples reprises en région parisienne, c'est un exemple qui permet d'illustrer les difficultés des contextes de densité urbaine et la nécessité d'y développer les nécropoles intercommunales. Cette étude est reprise de sa thèse dans laquelle il développe et synthétise graphiquement l'évolution des espaces funéraires parisiens depuis l'Ancien Régime jusqu'aux nécropoles intercommunales. Ainsi, le regard d'Auzelle est essentiellement tourné vers l'étranger mais sa pratique l'ancre principalement dans le contexte parisien.

Nous ne proposerons pas d'analyse comparée des projets qu'Auzelle prend pour référence, même si elles offrent un grand intérêt. Ce qui nous intéresse c'est le rapport qu'entretient cet architecte du XXe siècle avec le contexte parisien que nous étudions et dans lequel il produit. Nous posons

comme hypothèse, que la synthèse et la réinterprétation de multiples sources lui permettent d'enrichir son travail pour mieux répondre au contexte.

Contre le lieu de stockage des morts

Auzelle nous propose une lecture résumée de l'évolution du cimetière français qui passe du charnier, dont le caractère principal est l'aspect bâti, pour arriver au cimetière moderne dépourvu d'architecture. Ainsi, Robert Auzelle a une très bonne connaissance des enclos bretons et des cloîtres, puisqu'il consacre une partie de *Dernières Demeures* à leur étude détaillée. Parallèlement, il réalise l'extension du cloître classé Monument Historique de Montfort-L'Amaury (1970-1975)³²⁰ qui atteste de son intérêt certain pour l'héritage des cimetières traditionnels. Il déplore parallèlement principalement le manque de conception architecturale dans les cimetières modernes : « Certes l'architecture n'a pas entièrement disparu du cimetière. On peut citer des entrées de cimetières qui sont de très bon aloi architectural et font honneur à leurs auteurs. Mais l'architecture funéraire s'arrête désormais aux grilles du cimetière – c'est-à-dire en deçà d'une frontière où commencerait son véritable domaine. À moins que l'on fasse compter les bâtiments nécessaires à la conservation et au personnel... Quand aux monuments individuels, leur nombre a considérablement augmenté, cependant que leur qualité diminuait proportionnellement. Mais tandis qu'autrefois le monument funéraire répondait à une fonction de piété, témoignait, au sens le plus religieux du terme, il n'est plus de nos jours que purement ostentatoire : ses acquéreurs, comme de peintures en vogue, doivent sans doute penser que plus le prix est élevé et plus l'art en est sûr ! »³²¹. Ce constat radical pointe le trait principal qui fait défaut aux réalisations contemporaines selon lui et fait écho à l'analyse de Daly et Reynaud sur la conception des sépultures individuelles. Jean-Didier urbain fait un constat semblable : « Cédant le pas à la mélancolie, vous serez vite envahi par une irrépressible envie d'absurdité. Vous ne trouverez dans votre promenade que la répétition d'objets atrophiés, qu'un seul signe reproduit à l'infini une même et pauvre tombe fabriquée industriellement. Cette absence d'imagination statuaire semble procéder de la logique de l'habitude plutôt que d'un travail de célébration ou de commémoration, d'une manie d'accumulation tournant à vide plutôt que d'une coutume vivante et vécue. »³²²

Mais Auzelle ne s'arrête pas là, il met également en cause l'usage trop restreint du végétal : « Si, néanmoins, on peut encore découvrir çà et là en France un plan de cimetière intéressant avec un luxe inhabituel de plantations, voire plus modestement un coin, une allée différente des autres, on peut tenir pour certain que la plupart du temps il ne s'agit pas là d'une création moderne, mais de la continuation, fût-elle partielle, d'un cimetière déjà existant. Faute de quoi, rien de tel ne se présente plus de nos jours. Allons plus loin : plus une agglomération est importante, plus son cimetière est administratif, encombré, désolant. Tout compte fait, c'est presque par un abus de terme que ces étendues reçoivent encore le nom de cimetières ».³²³ Pour Auzelle, le cimetière français moderne urbain ne présente aucune qualité, ce n'est qu'un lieu de stockage. Ainsi, le manque d'architecture et de végétation fait du cimetière un espace sans intérêt. C'est pourquoi il conçoit un espace qui associe architecture et paysage.

³²⁰ BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003. p.428

³²¹ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p. 95

³²² URBAIN, Jean-Didier. *L'archipel des morts. Cimetières et mémoire en occident*. Paris : Payot, 2005. p.184

³²³ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.95

Un espace végétalisé mais pas un jardin

Robert Auzelle considère que la végétation a une place indispensable dans le cimetière. Pour autant, le rôle qu'il lui attribue est à bien différencier de l'usage que l'on en fait dans les espaces verts : « la création d'un cimetière et l'aménagement d'un parc public diffèrent radicalement. Insistons un peu sur ces différences et très exactement sur l'erreur d'optique qui a entraîné pour certains une assimilation hâtive entre les champs des morts et les jardins des vivants. Pour n'être pas une espèce de morgue souterraine, le cimetière doit cependant exprimer une certaine communauté entre les vivants et les morts : telle est sa position sociologique profonde. C'est dire que l'art du jardin n'y est pas toujours exactement adapté. En particulier l'accumulation des ressources riches et variées que cet art s'entend à prodiguer ne serait pas au cimetière du meilleur effet. Un cadre harmonieux, un décor dont la dignité semble invitation à la méditation, voilà les critères qui s'imposent à une composition où les détails doivent concourir à une recherche de noblesse discrète, de gravité délicate. Il y a donc là une formule spécifique, difficile à rejoindre, où la création retrouve son nom grec de poésie. La solution de facilité consiste, par exemple, à plaquer sur un quadrillage de voies une composition d'entrée soignée, excellente même, comme à Thiais. C'est proprement la négation de cette recherche d'âme, de communion spirituelle qui nous paraît le seul objectif souhaitable dans la réalisation du cimetière. L'architecte, à qui incombe la maîtrise de cette tâche, aura donc intérêt à éclairer ses travaux des conseils de spécialistes en plantations. »³²⁴ C'est ainsi dans la deuxième partie de son livre, celle qui pose les bases d'une composition de cimetière, qu'Auzelle s'exprime vraiment sur les exemples parisiens. Ainsi, il se prononce sur la place et le rôle du végétal dans le cimetière, question fondamentale depuis la Révolution. Pour lui, toutes les propositions qui ont été faites jusqu'alors présentent des solutions incohérentes. L'espace funéraire ne peut ni être implanté dans un jardin ni créé comme un jardin tel qu'au Père Lachaise. Il ne peut pas non plus être conçu comme un square de la ville, à la manière dont le service des promenades et des plantations, sous la direction d'Alphand, les ont abordés depuis les alignements plantés de Montmartre et Montparnasse jusqu'à la grille plantée des nécropoles extra-muros. Auzelle s'inscrit ainsi dans la suite mais aussi dans l'opposition avec les réflexions qui ont été émises avant lui. Bien qu'il ne présente que peu d'analyse des réalisations antérieures, sa connaissance de l'évolution du paysage et des rites funéraires montrent une parfaite maîtrise du sujet sur lequel il intervient. Au travers de son ouvrage, il établit un nombre limité, mais très ciblé, de critiques. Il oriente ainsi davantage le lecteur vers des exemples riches et intéressants pour la conception.

Au service de l'égalité devant la mort

Alors que de la majorité des architectes intervenus sur la question du cimetière moderne se sont attachés à préserver les dispositifs sociaux, la logique d'Auzelle est toute autre. Pour lui, les principes de composition du cimetière doivent au contraire servir une unité qui ferait disparaître les disparités. En comparant le cimetière français au modèle anglo-saxon, il nous explique en quoi marquer ces distinctions peut être nuisible au paysage : « Moins favorisé que son homologue américain pour qui le cimetière, entreprise commerciale, n'est qu'une collection de sépultures riches, l'architecte français, pour qui le cimetière est administratif et populaire, doit déployer tout son art et toute son adresse à pallier les ségrégations mortuaires entre riches et pauvres, à estomper les inévitables disparités entre les tombes et à faire prévaloir sur les privilèges de l'argent la plus grande unité morale réalisable. »³²⁵ Tout d'abord, l'auteur établit de façon évidente que la donnée économique influence fortement la conception. Ensuite, il nous rappelle une opposition de fonctionnement qui avait déjà été évoquée par les détracteurs du projet de Méry-sur-Oise

³²⁴ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.211

³²⁵ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.211

concernant le cimetière des pays anglo-saxons. En effet, nous avons vu que dans ces pays, les communes n'ont pas d'obligation légale de pourvoir à l'inhumation de leurs morts. Ceci permet à des entreprises privées d'organiser la création et la gestion des cimetières. Ces derniers sont alors uniquement constitués de sépultures financées par les familles. Or, le cas français est différent. Chacun a droit à une inhumation gratuite, indépendamment de ses revenus. La question de la composition est fortement guidée par celle du financement. Ainsi, les sépultures des cimetières anglo-saxons contribuent davantage à la qualité du paysage. Dans les cimetières français, l'architecte doit de pallier à ce manque.

Il est enfin intéressant de noter que, de manière systématique, Auzelle insiste sur le rôle primordial et la responsabilité de l'architecte dans la conception d'espace funéraire. Il établit clairement que le paysage funéraire français doit son triste aspect à une gestion trop administrative mais il démontre aussi, au travers de sa théorie, que le rôle de l'architecte est de concevoir avec cette contrainte. Sa pratique démontre comment un usage réfléchi et adapté de l'architecture et du végétal peuvent permettre d'obtenir une réalisation de qualité, respectueuse de l'usage du lieu. Mais ce n'est qu'au prix d'un investissement personnel énorme que Robert Auzelle réussit ce tour de force. Avec son intervention, c'est toute la politique des espaces funéraires qui est remise en cause puisque démonstration est faite qu'il pouvait en être autrement. Nous pouvons définitivement conclure que l'intervention d'un architecte est essentielle et impérative dans la conception de cimetière.

3.2 La nécropole moderne selon Auzelle, une synthèse des modèles traditionnels

Le travail proposé par l'architecte Robert Auzelle se base sur l'analyse de modèles existants de cimetières, dont certains sont intégrés dans sa composition. Nous savons par sa thèse qu'il porte un intérêt particulier aux exemples américains, allemands et suisses, dont nous allons à présent comprendre l'influence sur son travail. En effet, les nécropoles réalisées et projetées par l'architecte montre une parfaite connaissance des différents types de cimetières existants. Il considère la variété de ces typologies comme un outil pour contrecarrer la tristesse du cimetière moderne façonné par l'administration. Il ne s'agit pas ici de faire une étude comparée des modèles utilisés par Auzelle mais simplement d'énoncer leurs grandes caractéristiques pour saisir la richesse de la synthèse proposée par l'architecte.

Nous allons donc les détailler séparément avec, comme fils conducteur, l'interprétation qu'en fait Auzelle lui-même dans son ouvrage *Dernières Demeures*. Il y aborde la question de la conception des cimetières sous l'angle de la composition. Le sous-titre, *Conception, composition, réalisation du cimetière contemporain*, traduit cette démarche basée sur deux thématiques : le système végétal et le maillage de la voirie.

Le cimetière parc

Le cimetière parc, d'origine américaine, s'inspire du jardin anglais. Envisageant l'espace funéraire comme un espace de nature domptée, en opposition au cimetière forestier, qui manifeste l'intervention de l'homme. C'est un morceau de paradis mis en scène, grâce des points de vue organisés, des perspectives travaillées, des axes, des nivellements de terrains, etc... L'étude du tracé vise avant tout à mettre en valeur l'espace de chacun, en proposant des emplacements bien situés et bien desservis. Ainsi, Auzelle met en avant l'exemple américain de Graceland Cemetery à Racine dans le Wisconsin, conçu par Hare architectes en 1913.³²⁶ Dans cette réalisation, la

³²⁶ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.215

sensation qui prime est celle de se trouver dans un parc. La vocation funéraire y est visuellement secondaire. D'un autre côté, ce paysage exprime largement la ségrégation sociale opérée par le cimetière privé puisque que selon l'auteur seulement 13% des défunts de la ville sont enterrés dans ce lieu en 1930. Il cite parallèlement le Graceland Cemetery de Chicago, qui possède un paysage encore plus romantique avec la présence d'un lac, mais similaire. En effet, les cimetières-parcs se ressemblent tous. Ils ne dégagent donc pas de perceptions ou d'ambiances différentes, bien que conçus dans des situations singulières.

Aussi, pour Auzelle, les réalisations américaines restent trop proches de leur source d'inspiration pour évoquer la nature spécifique du lieu. Cette attitude reflète une volonté de nier la mort propre à cette société. La douceur, et non le recueillement, qui se dégage de ce paysage est recherchée car elle rassure et fait oublier la vocation funéraire. De plus, ce modèle est traditionnellement trop éloigné de ce qui se pratique en France pour pouvoir y être appliqué sans adaptation. Mais il démontre que cette typologie a tout de même influencé l'Europe puisque l'ancien cimetière de Hambourg-Ohlsdorf par Cordes en 1877³²⁷ en est largement inspiré. On observe cependant dans le plan actuel une superposition avec la grille traditionnelle. En effet, les courbes sont moins omniprésentes que dans le modèle américain. Ceci est renforcé par l'extension de l'architecte Linne, entre 1917-1925, qui voulait s'orienter davantage vers la typologie du cimetière « architectural ». Cette nouvelle partie, qui comporte des plans d'eau est donc moins généreuse en végétation. Ainsi, le plan d'ensemble traduit plus l'usage funéraire que ne le fait son modèle américain. On peut également inclure le Père Lachaise, parmi les réalisations inspirées du jardin anglais. Bien qu'il n'ait pu conserver la part de nature et d'espace libre qui y étaient envisagés, l'aménagement de la promenade y joue toujours son rôle. C'est ainsi qu'il garde une place à part dans le cœur des Parisiens, qui le considèrent comme un véritable poumon vert de la ville.

Outre l'aspect paysager, cette typologie se caractérise par une superficie largement supérieure aux autres. Ainsi, le cimetière d'Ohlsdorff totalise pas moins de 404 hectares (ce qui représente 4 fois Thiais ou Pantin), dont 5 hectares de plan d'eau. Ceci pose de fait des problématiques d'accessibilité et de repérage pour le visiteur. On peut se demander si cette typologie est véritablement adaptée à la fonction funéraire. En effet, les véhicules sont obligés de pénétrer dans le cimetière, ce qui impose un aménagement de voirie et une gestion des flux contradictoires avec l'aspect recherché.

L'influence des cimetières forestiers allemands

Les cimetières forestiers donnent une indication précise sur leur aspect mais plus trompeuse sur leur origine. Il s'agit de lieux de sépultures qui paraissent avoir été conçu dans la forêt même, alors que c'est souvent l'inverse. En effet, la majorité des cimetières forestiers sont implantés dans des forêts créées spécialement à cet usage. Il s'agit d'une typologie développée par les Allemands, qui après avoir appliqué le précédent modèle, se sont orientés vers une version plus nature encore du cimetière. Ceci explique sans doute que les plans illustrant cette typologie rappellent largement ceux des cimetières parcs. Ce type de cimetière se différencie cependant par une plus forte densité d'arbres, dont les essences qui peuvent changer d'une conception à l'autre, sont en général peu variées. Ainsi, il existe des cimetières majoritairement plantés de pins, de bouleaux ou encore de chênes. Ce type de cimetière offre une ambiance vraiment particulière dans laquelle la nature est omniprésente, de par les végétaux mais également par l'ombre et la fraîcheur apportée, ainsi que par la présence d'oiseaux et autres petits animaux. Auzelle situe le premier exemple de cimetière forestier à Munich, réalisé par l'architecte Grâssel en 1907.

³²⁷ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.217

Bien que présentant un charme particulier et une atmosphère de calme propice au recueillement, le choix de cette typologie pose vrai problème de conception, notamment à proximité d'une grande ville. Il est en effet compliqué de trouver une forêt qui puisse être affectée à cet usage ou très long d'en constituer une pour créer un nouveau cimetière. De plus, les Allemands se sont aperçus que ce système était lui aussi peu adapté à la fonction funéraire. Ce qui les amena à évoluer vers une troisième typologie, le cimetière architectural.

Le cimetière architectural

Le cimetière qui se caractérise par une composition basée sur des groupements de tombes est appelé cimetière architectural par Auzelle. D'une part, parce que les dispositifs individuels y sont plus marqués que dans les autres typologies. En effet, la tombe classique marque la totalité de l'emplacement de la concession. D'autre part, parce que l'ensemble du groupement est bien plus minéral, voire uniquement minéral. Ainsi, en dehors des tombes, il reste des cheminements de graviers ou de dalles sans travail esthétique particulier. La particularité de cette typologie est sa densité bien supérieure à celle des deux autres types.

Mais le cimetière dont parle Auzelle n'est pas pour autant la grille régulière et répétitive de Pantin, Thiais ou Bagneux. Même si ces derniers montrent tout de même l'usage de petits dispositifs sensibles, ils restent sans poésie aucune, conçu sans véritable préoccupation pour le public. Le cimetière architectural est lui composé de petites entités, souvent délimitées par des haies ou de petits arbres, qui se distinguent par des variations de niveaux, comme des sortes de terrasses étagées. La composition de cette typologie est donc basée sur un groupe, que la végétation vient marquer et séparer. Ce modèle est donc bien moins monotone que celui de la grille, aucunement évoquée par l'architecte. Une fois encore, dans sa liste des modèles existants, Auzelle ne traite que de ceux qu'il juge dignes d'intérêt. Parmi les exemples qui illustrent cette typologie, il présente une unique réalisation française, celle du cimetière du Nord de Strasbourg, un des plus anciens en France et aussi un des rares exemples français de cimetière architectural. De petites placettes et groupements y sont entourés d'arbres d'alignement. La composition générale, relativement verdoyante, fait clairement apparaître des groupes et des sous-groupes. Les espaces y sont donc facilement identifiables et différenciables les uns des autres.

Selon l'analyse d'Auzelle, c'est le type de cimetière qu'ont adoptés les Allemands après s'être détournés du cimetière forestier. Sa conclusion sur l'expérience allemande est que le modèle forestier, comme celui du parc, qui présentent des qualités certaines, ne doivent pas être appliqués de manière globale dans la conception de cimetière, mais plutôt comme de petites entités, elles-mêmes inspirées par le principe du cimetière architectural. C'est exactement ce qu'il va faire : travailler sur une composition hybride.

Le modèle paysager, idéal du cimetière

La solution qu'adopte l'auteur est nommée cimetière paysager. Il s'agit d'une composition qui intègre et mélange les trois autres typologies (parc, forestière, architecturale) de manière non systématique. Elle consiste à utiliser l'élément végétal pour former les différents paysages qui viennent ponctuer l'ensemble et marquer des séquences dans le parcours. L'alternance des ambiances vise à délimiter les zones d'inhumation propre aux recueils des zones de circulation liées à la promenade. Cette formule, qualifiée d'hybride par Auzelle lui-même, est particulièrement adaptée aux nécropoles intercommunales qui constituent par leur statu particulier

un assemblage de communautés. Par ailleurs, la petite échelle des groupements de tombe, qui rappelle le cimetière paroissial, prend mieux en compte la dimension humaine et communautaire.

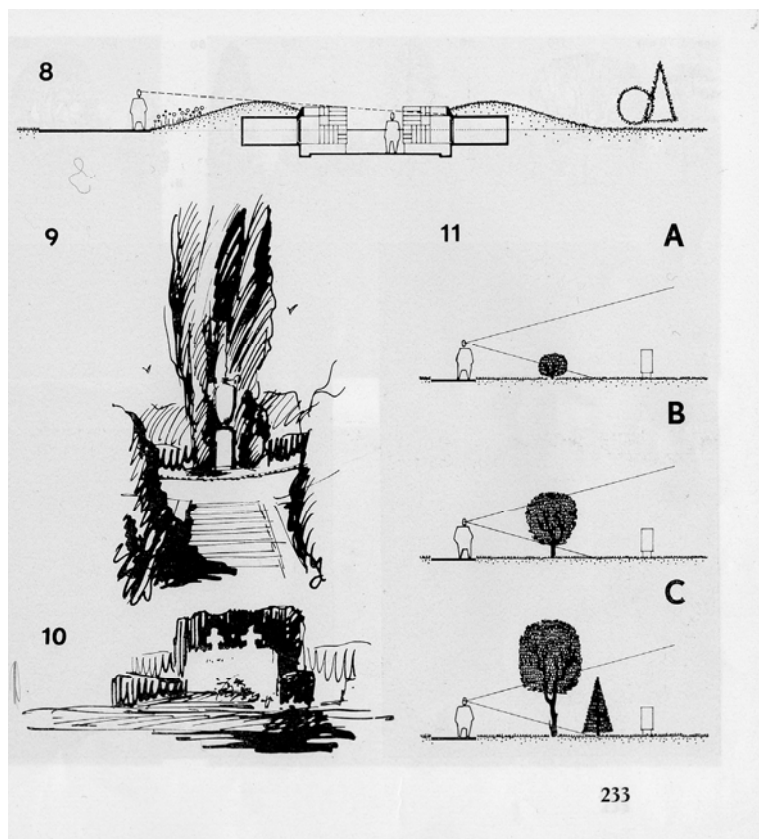
Ainsi, le mode de composition que propose Robert Auzelle est le premier totalement lié à la fonction funéraire. Il n'est ni la reproduction d'un espace de nature – parc ou forêt – ni la reproduction de petites terrasses étagées ou de cimetières paroissiaux. En effet, la formule qu'il défend est véritablement conçue pour le cimetière. Auzelle voit dans cette composition l'idéal de l'espace funéraire : « Alliant la liberté de dessin des parcs, la richesse de décor des forêts et la dignité rationnelle des compositions « architecturales », les cimetières paysagers s'organisent harmonieusement ».³²⁸ Pour lui, le cimetière paysager n'est pas une énième mode dans la chronologie des compositions d'espaces funéraires mais une synthèse, fruit d'une réflexion nourrie sur le sujet. Bien que cette typologie soit véritablement mise en valeur et développée par l'auteur, elle lui a été inspirée par des réalisations étrangères. Ainsi, Auzelle désigne de nombreux cimetières suisses comme réalisations exemplaires illustrant ce principe de composition. Il explique que leur statut fédéral les prédisposent à cette typologie à l'instar des nécropoles intercommunales. La représentation la plus cohérente étant pour lui le cimetière cantonal de Bâle-Hörnli de 1932 qui regroupe 4 anciens cimetières urbains et distingue de petits groupements indétectables dans une composition globalement très végétalisée. Cette réalisation s'associe aux principes de gratuité totale pour les plus démunis, au libre choix du mode de sépulture et de transport ainsi qu'à un règlement qui garantit une homogénéité des sépultures. Cette composition allie ainsi un espace architectural constitué de parterres et de terrasses tramés et un secteur forestier. La conception de ce cimetière, conjointement dû aux deux équipes qui ont gagné le concours du projet, à savoir le paysagiste Klingelfuss et les architectes Burckhardt, Suter, Bräuning et Leu puis Suter et Dürig, est un exemple de travail collectif pluridisciplinaire.

Le végétal, un élément structurant la composition

Il est clair qu'Auzelle place l'élément végétal au premier plan de sa composition. Matière première et structure de sa composition hybride, la végétation caractérise les ambiances, délimite les zones, crée l'atmosphère de recueillement, protège du climat : « Dès que le végétal domine sur le minéral, l'espace de la mort prend un tout autre aspect. La composition d'ensemble devient lisible, que l'on opte, suivant la topographie, pour un grand parc paysager, un arrangement de caractère architectural, une forêt comprenant des aires d'inhumation ou encore, pour une adaptation de ces divers types de composition aux particularités de terrain et différentes contraintes : qualité des sols, climatologie, accès, coût de fonctionnement et d'entretien. »³²⁹ C'est pourquoi l'usage qu'il en fait est aussi travaillé, étudié, analysé. Il ne s'agit pas d'agrémenter le dessin du plan par quelques masses plantées mais bien de composer à partir de cet élément. Cette démarche différencie véritablement sa production d'espace funéraire des autres réalisations françaises.

³²⁸ AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Op.cit. p.223

³²⁹ Monuments historiques. N°124. Décembre 1982. Janvier 1983. *L'architecture et la mort*. Paris : ed. de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. AUZELLE, Robert. *Parcs funéraires*. p.85-90



Principe d'usage des végétaux, perspectives et angle de vue. *Dernières demeures.*

La nécropole du Parc à Clamart, considéré par l'auteur lui-même comme sa réalisation la plus aboutie, propose une composition de type paysager. Premier projet de nécropole intercommunale, c'est aussi celui sur lequel Auzelle passe le plus de temps en études préliminaires. Au travers de Clamart, il met en place sa théorie et fait l'expérience des difficultés auquel est confronté ce type de projet. Les deux autres réalisations qui suivent s'épargnent d'office certaines mises au point et réflexions déjà réalisées. C'est pourquoi les dossiers d'archives de son agence concernant les trois réalisations parisiennes sont constitués très différemment. En effet, les esquisses et la recherche a davantage de place dans le projet de Clamart. Par exemple, grâce à l'expérience de Clamart, et afin de coller au mieux au budget des autres réalisations, il s'oriente directement vers une architecture de béton, plus économique, pour un résultat tout aussi intéressant, avec un certain travail du matériau. Ainsi, les dossiers des Joncherolles et de la Fontaine-Saint-Martin sont beaucoup plus techniques et administratifs, proportionnellement moins prolifs en esquisses.



Plan de circulation de Clamart. A.Iszatt

Le projet de Clamart présente deux esquisses, deux versions radicalement différentes du projet dans une emprise pourtant identique. Le premier présente un dessin monumental axé et symétrique qui ne reflète pas les principes énoncés par Auzelle. Il sera abandonné par contraste avec le dessin de la cité. Le deuxième dessin, quant à lui, met en place une succession de paysages, absents de la première esquisse, davantage hiérarchisés. La réalisation définitive de Clamart intègre des espaces architecturaux et des espaces forestiers articulés par un parcours de promenades. Tous ces circuits partent et se rejoignent sur l'espace central matérialisé par l'oval engazonné. Cet espace neutre, le premier et le dernier du cimetière marque une transition entre la ville et les zones de sépultures. Les espaces forestiers sont quant à eux de différentes natures, la forêt de chêne avec sa mousse au sol s'alterne avec la forêt de bouleaux.



Cimetière du Parc, forêt de chênes.
A. Iszatt

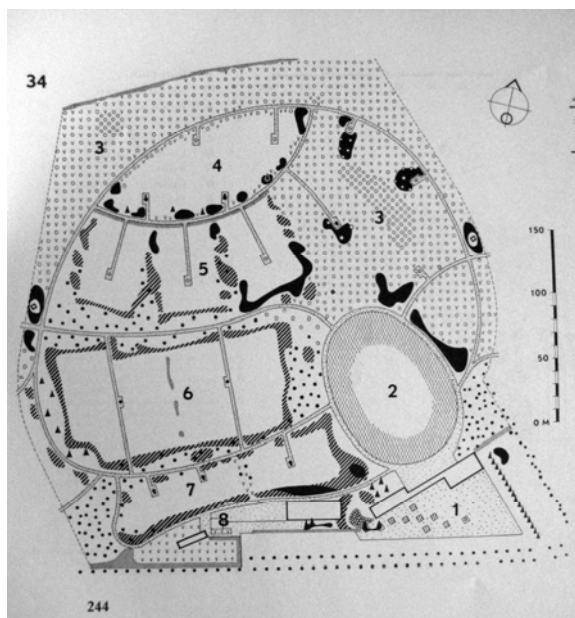


Cimetière du Parc, forêt de bouleaux.
A. Iszatt

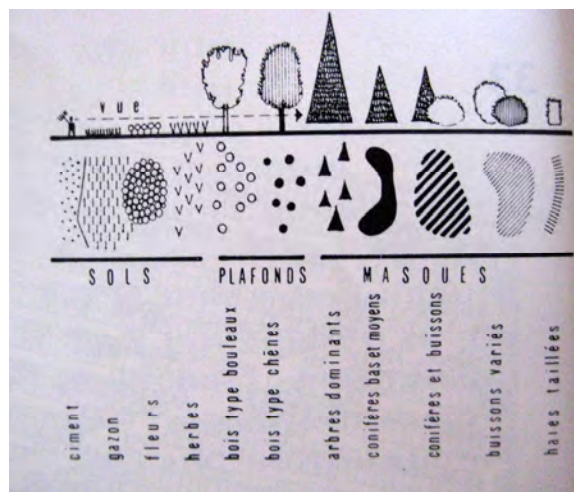


Plan des circulations de Clamart. A.Iszatt

Afin de préserver l'aspect paysager, Auzelle propose d'organiser des circulations à sens unique, dont la largeur et les rayons de braquage seront réduits au maximum. Mais cette disposition induit l'usage de véhicules légers de petite taille, moins polluants. Ceci impose aux services funéraires de changer de véhicule à l'entrée du cimetière. Sous la pression de ces derniers, Auzelle devra adapter sa proposition au passage de véhicules plus gros.



Principe de composition végétale de la tranche 1, cimetière du Parc. *Dernières demeures*.
1 esplanade, 2 oval engazonné, 3 cimetière forestier, 4 5 6 7 cimetière architectural



Principe de composition végétale de la tranche 1, légende.
Dernières demeures.

Dans la composition de son paysage, il fait appel à des spécialistes. En effet, Auzelle veut créer un paysage qui évolue au fil des saisons mais qui conserve un certain équilibre. Ainsi, chaque zone est savamment constituée d'une combinaison de végétaux caducs et à feuilles persistantes, fleurissants ou non, pour ne pas se dénuder totalement l'hiver. De même, la masse et la volumétrie de chaque plantation est envisagée dans l'ensemble qu'elles composent afin d'offrir un tableau plein de diversité mais aussi une sensation d'équilibre. En fait, une étude colorimétrique précise est également menée dans le but de maîtriser au plus près le résultat souhaité. Après le travail de sélection des essences et de leur emplacement, Auzelle met en place un système de codification graphique des végétaux sélectionnés. Cette rigueur permet une bonne reproduction des dossiers et une communication plus aisée avec les différents intervenants dans le cadre de la réalisation. Par ailleurs, la situation particulièrement venteuse du plateau de la Plaine et les écarts de température typiques du site sur lequel a été conçu le cimetière induisent une réflexion sur le bien être du visiteur. Les arbres de grande hauteur, comme les peupliers, ont ainsi vocation à couper le vent et maintenir des températures stables. Auzelle présente donc un travail qui comprend une double préoccupation végétale : la répartition esthétique et la gestion du climat. Ce dernier aspect est totalement nouveau. Aucun autre architecte ne s'était jusqu'alors préoccupé de cette question, pourtant importante. La notion esthétique, voire olfactive avait, elle, préalablement été prise en compte.

Les projets de la Fontaine-Saint-Martin et des Joncherolles montrent des compositions dans lesquelles transparaît également l'alternance des paysages mais où les courbes de cheminements sont beaucoup moins présentes. On ne peut donc pas véritablement dire qu'il s'agisse de compositions paysagères. Les contraintes de programme de ces deux projets étant plus strictes

encore que pour Clamart, Auzelle a rendu des projets où l'architecture et le monumental ont une place prépondérante. Le cimetière du Parc porte donc bien son nom, plus végétal que les autres. Il est surtout plus révélateur de la théorie d'Auzelle. C'est pourquoi nous l'avons davantage mis en avant dans cette partie.



Valenton - zoning. A.Iszatt



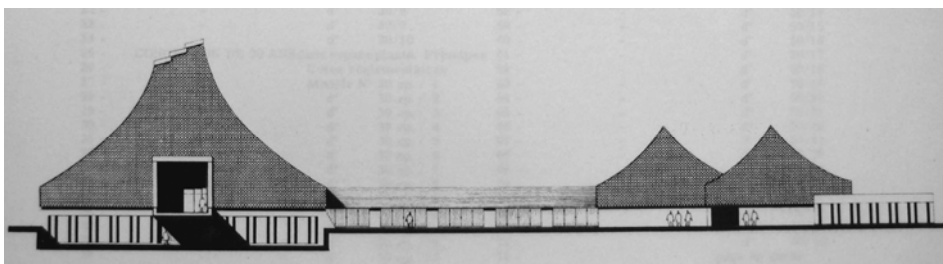
Joncherolles - zoning. A.Iszatt



Vue depuis le parvis du cimetière du Parc. En second plan, éclairée, la sculpture de Maurice Calka.
Site internet du cimetière du Parc.



Accès principal au cimetière des Joncherolles depuis le parvis.
A.Iszatt



Façade des principaux bâtiments du cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, intégrant l'entrée en partie centrale.. Fonds Robert Auzelle, RA82 carton 58.

3.3 Un travail sur des thèmes sensibles

Les nécropoles intercommunales d'Auzelle mettent en lumière un ensemble de réflexions, qui touchent à l'ensemble et au détail, et révèlent des thèmes sensibles propres à l'espace funéraire. Le travail de l'architecte, fruit de longues années de recherches, fait apparaître une finesse qui n'a d'égal que sa sobriété. Le résultat d'une grande cohérence et les détails minutieux offre une preuve que l'espace funéraire français peut être un espace sensible.

La notion d'intimité et le traitement de la limite

Auzelle prend grand soin du traitement de la limite. Tantôt visuellement perméable aux regards à l'entrée, tantôt filtre sur la périphérie, elle s'intègre toujours dans la composition. Ainsi, à Clamart, pas de grille d'entrée qui obstruent la vue vers le cimetière. Des portes vitrées basses permettent l'accès, en marquant tout de même un seuil. Ce que l'on retient alors du dessin de l'entrée c'est le passage sous une grande arche horizontale. On retrouve également aux Joncherolles et la Fontaine-Saint-Martin cette notion de continuité visuelle avec la ville des vivants ainsi que l'horizontalité du traitement de l'entrée principale. La périphérie physique du cimetière montre quant à elle une certaine souplesse. Elle est traitée de manière verdoyante comme le reste de la composition. Ainsi, à Clamart, comme dans ses deux autres réalisations, la clôture est renforcée par une masse végétale dont l'auteur ne cache pas la fonction : « Ce grand développement des pépinières présente d'autre part l'avantage de créer sur le terrain même du Cimetière une large zone d'isolement. »³³⁰ Il n'y a donc ainsi pas de rupture brutale marquée par la périphérie. Comme le souligne Auzelle, cette heureuse disposition est rendue possible par la loi. Alors que le Décret de Prairial prévoyait la création d'un mur de clôture maçonnée de 2m de haut, le Décret du 5 Janvier 1921 permet le traitement de la limite par une clôture grillagée de 1,50m de haut renforcée d'un écran végétal. Mais l'architecte propose dans *Dernières Demeures* de compléter les dispositions autorisées par la loi, avec d'autres traitements plus naturels encore, comme les limites formées par talus engazonnés, canal périphérique ou encore par cours d'eau.



Cimetière du Parc, filtre végétal autour du cimetière « architectural ».
A.Iszatt



Cimetière des Joncherolles, filtre végétal devant les zones de sépultures.
A.Iszatt

³³⁰ AUZELLE, Robert. *Projet du cimetière du Parc à Clamart. Note sur la composition du cimetière*. Paris : 30 Janvier 1947. p.3. Fonds Robert Auzelle. RA7, carton 5.

En dehors de la notion évidente de limite périphérique, d'autre variante de limite sont traitées à l'intérieur du cimetière. Il s'agit des limites entre deux espaces, que l'on peut aussi appeler transition, ou encore des limites qui viennent intimiser les espaces d'inhumations. Par limite, on entend limite physique, qui oriente le visiteur à suivre un certain parcours, mais on entend également limite visuelle. Ainsi, la composition d'Auzelle use de toutes sortes de nuances dans les filtres visuels ou les barrières physiques formées par l'utilisation de la végétation. Les espaces d'inhumation sont protégés et isolés visuellement par un ensemble de masses plutôt basses qui forment des masques. Il s'agit de haies formées par des buissons moyens, taillés ou non. La hauteur de la perspective reste dégagée mais la partie basse est occultée, afin de ne pas observer les visiteurs qui se recueillent. Pour des raisons techniques, les zones architecturales denses en sépultures, sont peu fournies en arbres. Ceci évite les proliférations de racines. Pour séparer deux zones aux ambiances différentes et marquer une transition entre deux paysages, il utilise des masses avec de la hauteur, type conifères bas et moyens, qui coupent véritablement la vue.

La limite dont nous parlons sert à marquer la succession des séquences dans le parcours, elle marque la fin et le début d'autres paysages. La nature et le rôle variés de ces limites les fondent dans l'ensemble. Elles sont ainsi davantage identifiables sur le plan de conception de l'auteur, qui fait apparaître la volumétrie et la nature des différents végétaux utilisés. Le parcours, ainsi créé, a été organisé par Auzelle à hauteur d'homme, chaque vue successivement cadrée pour un effet maîtrisé. Ainsi, le rôle de la végétation est véritablement structurant dans la composition d'Auzelle.

Vers un espace sacré détaché de la religion

A la suite d'Ariès et Thomas, le sociologue Patrick Baudry analyse la société moderne dans son rapport de déni de la mort.³³¹ En effet, l'individualisme grandissant et les progrès techniques permettent à notre société de masquer la mort et ses images. Baudry, élève de Louis-Vincent Thomas, poursuit les démonstrations de ce dernier, en proposant que le regain d'intérêt pour les rites funéraires manifeste paradoxalement une persistance de ce déni. Selon lui, la société doit construire une place aux morts, non pas seulement pour les faire disparaître et les évacuer mais pour entretenir un lien avec eux. Dans le même temps, comme le disait Ariès, à toutes les époques la mort apparaît comme inacceptable. La construction de ce rapport et de la conception de l'espace qui le permet est donc un enjeu de société. La résistance d'une société à la mort passe par lui faire une place et lui assigner des limites. Comme nous l'avons précédemment, le processus de laïcisation de l'espace des morts moderne a laissé un vide de conception. Entre héritage de la tradition et nouvelle sacralité, la question de la place des morts et des limites de cet espace ont été statuées, mais celle de leur expression reste à définir.

Ainsi, bien que le cimetière moderne soit un espace public neutre au regard de la religion, il n'en est pas pour autant véritablement neutre. En effet, il est empreint de valeurs morales fortes, dictées par diverses religions, communautés ou traditions. Le paradoxe de cet espace est qu'il devrait idéalement inspirer un sentiment sacré en se détournant de toute considération religieuse. Or, la notion de sacré peut avoir des expressions diverses. C'est toute la difficulté à laquelle s'attaque un architecte comme Robert Auzelle. À cela, il propose une réponse simple mais pertinente.

Robert Auzelle s'attache comme il le dit lui-même à constituer un « décor de la mort » grâce à la végétation et à la présence d'éléments architecturaux symboliques. C'est par ce biais qu'il redonne à l'espace funéraire une dimension spirituelle perdue depuis l'avènement du cimetière séculier.

³³¹ BAUDRY, Patrick. *La place des morts, Enjeux et rites*. Paris : Ed. A Colin, 1999. 205p.

Auzelle explique également que la notion de collectivité est essentielle pour conférer un sentiment de sacré. Ainsi, il attribue à la sépulture individuelle une place qui doit nécessairement rester secondaire. L'exemple des pays qu'il prend comme référence utilise effectivement des dispositifs bien moins volumineux et qui gagne en sobriété : « Car la plupart des pays voisins et notamment la Suisse, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Angleterre, savent, mieux que nous, exprimer avec simplicité, dignité et discrétion, ce qu'ils ont à dire sur une stèle, de telle façon que le « sacré individuel » et la prolifération des sacrés familiaux ne nuisent pas au sacré communautaire du champ de repos dans son ensemble. Pour que domine le caractère sacré du lieu, il faut fondre la multitude des expressions individuelles dans un cadre qui les dépasse et les magnifie. »³³²

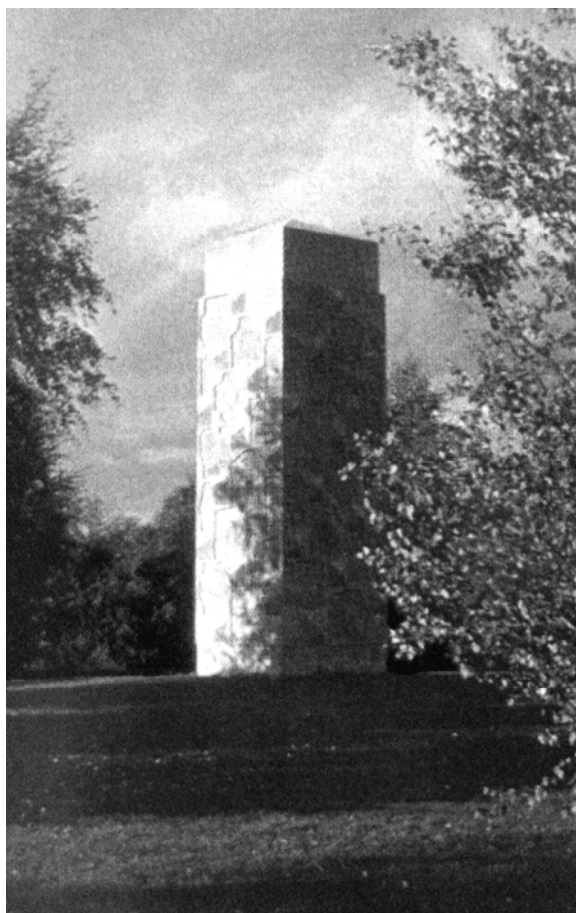
Comme nous l'avons vu, la principale constituante du décor d'Auzelle est la végétation. Il considère en effet le végétal comme propre à pouvoir inspirer le sentiment de recueillement : « Le contact avec la nature a en effet le pouvoir de détacher l'esprit de certaines contingences immédiates et d'inciter à une méditation qui peut revêtir des aspects philosophiques. »³³³ Il s'agit du végétal de manière générale mais plus particulièrement de l'arbre, dont Auzelle ancre le rôle symbolique dans l'histoire collective : « Se dépouillant pour renaître, il représente à la fois la vie, la régénération, tout en marquant le cycle des saisons. Après avoir été symbole de fécondité chez les Sumériens, il enrichit le Jardin d'Eden dans la Bible, décore les catacombes des premiers chrétiens, associé à l'Alpha et à l'Omega, il est l'arbre de Jessé, l'Arbre du Christ, il est encore l'Arbre de vie, planté au Paradis terrestre. Le symbolisme de l'arbre est universel, et n'a pas seulement un caractère religieux. Il figure en littérature : ainsi, dans la belle légende antique de Philémon et Baucis, reprise par Ovide et La Fontaine. Pour récompenser ce couple idéal, qui les a honorés, les dieux lui accordent la longévité vitale, pratiquement illimitée, en les métamorphosant en deux arbres voisins : Baucis devient le Tilleul, Philémon devient le Chêne. De même, dans la légende celtique qui a connu de nombreuses versions au Moyen Age, ce sont les branches entremêlées d'un rosier, réunissant leurs tombes et leurs corps, qui immortalisent l'amour de Tristan et Iseut »³³⁴. En effet, la croissance des végétaux et leur évolution au fil des saisons ne pourrait mieux incarner le cycle de la vie et rappeler les manifestations religieuses qui marquent les saisons. Le symbolisme de l'arbre est particulièrement fort : ses racines enracinées dans la terre, l'eau qui lui est vitale, l'air purifié qu'il génère, et le feu qu'il peut lui-même alimenter. Il rassemble ainsi les quatre éléments fondamentaux. Encore une fois, ce qui ressort de la position d'Auzelle est une justification précise de ses choix. D'autre part, bien qu'inspiré par le sacré religieux sa recherche s'oriente vers une forme de sacré universel. Au lieu de retranscrire des idées lugubres liées à la mort, il propose une vision apaisée et sereine de la dernière étape de la vie, inspirée de la pensée épicurienne : « Ainsi, celui des maux qui fait le plus frémir n'est rien pour nous, puisque tant que nous existons, la mort n'est pas, et que, lorsque la mort est là, nous ne sommes plus. La mort n'a, par conséquent, aucun rapport ni avec les vivants ni avec les morts, étant donné qu'elle n'est rien pour les premiers et que les derniers ne sont plus. »³³⁵

³³² Monuments historiques. N°124. Décembre 1982. Janvier 1983. L'architecture et la mort. AUZELLE, Robert. *Parcs funéraires*. p.86

³³³ Ibidem. p.85-90

³³⁴ Ibidem p. 88-90

³³⁵ Ibidem. p. 90



Cimetière du Parc, le cippe monumental.
A.Iszatt

La seconde constituante du décor sacré d'Auzelle est la sculpture. À chacune de ses réalisations, il associe des sculptures qui ont double fonction esthétique et symbolique, en même temps qu'elles constituent un signal du cimetière. En effet, elles annoncent l'usage du lieu et qu'elles contribuent à placer le visiteur dans une émotion particulière. Ainsi, à Clamart, l'oval engazonné est agrémenté d'un monument collectif qu'il conçoit comme l'âme du cimetière. Il prend d'ailleurs pour exemple le Monument aux morts de Bartholomé au Père Lachaise, en déplorant que ce type de réalisation, généralement cantonnées aux cimetières militaires, soit trop rarement envisagées dans les cimetières français. En effet, la mort civile est rarement représentée de manière collective. Elle ne fédère pas autour d'une morale commune, comme ce peut être le cas des militaires.

Le monument de Clamart est une cippe monumentale en béton moulé, réalisé en 1957-58 par le sculpteur Maurice Calka. Elle représente les signes du zodiaque dans plusieurs civilisations. La technique du coffrage utilisée a été mise au point par ce dernier lors de la construction d'un pilier de l'aire des cérémonies. Cette masse verticale, perceptible depuis l'extérieur du cimetière, vient contraster avec l'étendue de gazon plane et paisible qui succède à l'entrée. L'opposition ainsi créée renforce la mise en valeur de la sculpture et attire davantage le regard vers elle. L'idée d'Auzelle est de donner par ce biais une dimension spirituelle en faisant appel à un symbolisme universel.



Cimetière des Joncherolles, les Trois Parques.
A. Iszatt

Aux Joncherolles, c'est une statue qui annonce l'entrée du cimetière. Il s'agit des trois Parques, personnages féminins inspirés de la mythologie, qui symbolisent la vie, la destinée et la mort. Là où le Monument de Clamart, droit et massif, présentait un côté masculin et brutal, la sculpture des Joncherolles est toute en rondeur. Bien que culminant à 4m, elle présente par ailleurs un volume moins impressionnant, sans doute proportionnel au recul qui permet de la percevoir. Ainsi, les deux sculptures de Calka marquent une verticalité, qui selon Auzelle appelle un élan spirituel. On peut également se demander si ces éléments n'ont pas vocation à remplacer des dispositifs emblématiques du cimetière paroissial comme les croix, clochers ou les lanternes des morts qui annonçaient la vocation du lieu, et que l'auteur a largement étudié dans *Dernières Demeures*.



Cimetière des Joncherolles, le Dodécaèdre.
Photo Isabelle Lassalle

Le cimetière des Joncherolles est également pourvu d'un monument collectif, le Dodécaèdre³³⁶, placé au centre du dispositif de l'ossuaire. Conçu par Auzelle lui-même, cette œuvre d'art qui doit matérialiser « l'apport des générations au fond commun du savoir de l'humanité »³³⁷, est composée de deux volumes polyèdres à 12 faces. Le plus premier, en acier inoxydable, contient le plus petit, son exacte homothétie, constitué de granit noir. Le monument installé sur un socle au centre du patio, peut être contemplé depuis les ossuaires individuels en partie haute, mais il est également accessible en partie basse grâce à des escaliers qui mènent à l'ossuaire collectif.

³³⁶ APUR. *Situation et devenir des cimetières métropolitains : le cas du cimetière intercommunal des Joncherolles*. Paris, Décembre 2010. Cote : AP APU239

³³⁷ AUZELLE, Robert. *A la mesure des hommes*. Paris : Massin, 1980. p.45



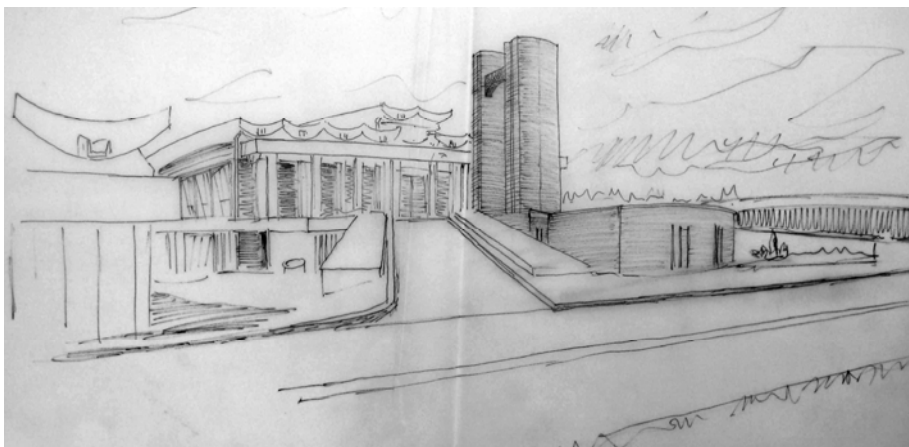
Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, le Jardin de la médiation des âges de la vie.
Fonds Robert Auzelle, RA82 carton 58.

La Fontaine-Saint-Martin possède également sa sculpture symbolique. Dans l'axe de l'esplanade à l'intérieur du cimetière, se trouve l'œuvre réalisée par Pierre Szerkely en granit, appelée « jardin de la médiation des âges de la vie ». Cette dernière est constituée d'une succession de bassins et de jardinières qui accompagnent les premiers pas du visiteur dans le cimetière. L'ensemble est constitué de tableaux multiples : l'Œuf de la conception, le Lac de la naissance, les Dés de l'enfance, la Porte de la connaissance de soi, le Pont de l'âge adulte, le Banc de la collectivité, le Siège de l'individualité, les Marches de la connaissance du monde, la Rencontre, la Conscience de l'âge mûr, et la Fenêtre vers la mort. Hautement symbolique, cette sculpture est davantage verticale et proche de l'échelle humaine.

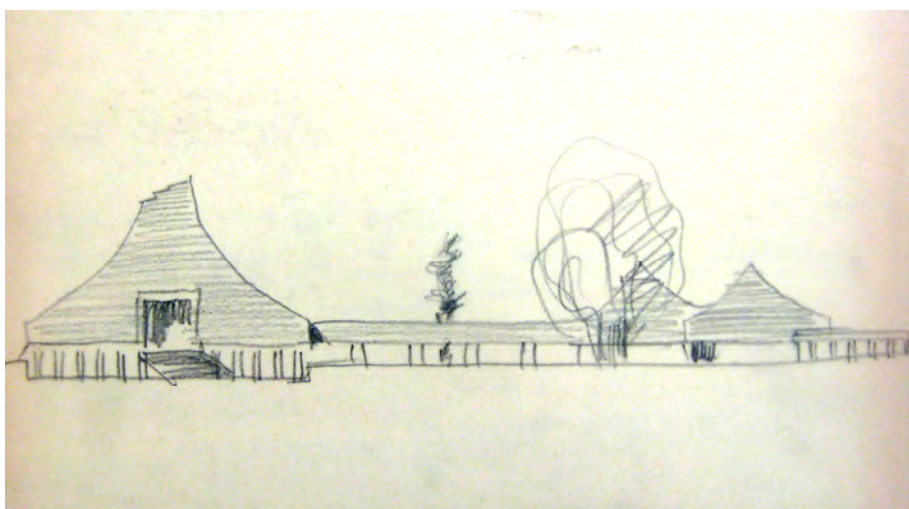
Il s'agit donc de choix très différents opérés par Auzelle, bien que visant le même objectif. Ses trois projets de nécropoles intercommunales sont conçus selon un même principe d'évolution du visiteur dans l'espace. Depuis la ville, le premier espace de la nécropole est un espace neutre, qui assure la transition entre les deux mondes. Afin de marquer l'usage du lieu dans lequel pénètre l'utilisateur et de le placer dans un état émotionnel adapté à l'espace funéraire, l'architecte organise un traitement particulièrement soigné de cet espace intermédiaire, dans lequel l'art a une place prédominante.

Un vocabulaire architectural sacré mais neutre

La neutralité exprimée par la composition d'Auzelle se retrouve dans son architecture. Les divers bâtiments de la nécropole et de sa périphérie doivent tous traduire l'ambiguïté de ce lieu. A savoir qu'ils n'appartiennent ni vraiment à la ville des vivants ni vraiment à la ville des morts. En effet, ils ne peuvent avoir l'aspect de simple bâtiment civil, d'un autre côté ils ne peuvent, comme les dispositifs funéraires de commémoration, exprimer un rapport direct à la mort, puisqu'ils sont principalement à usage des vivants. Ce sont en quelque sorte des constructions intermédiaires dont la juste place est complexe à trouver.



Cimetière des Joncherolles, croquis de l'entrée avec le Crématorium.
Fonds Robert Auzelle, RA153 carton 78.



Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, croquis de l'entrée avec le Funérarium.
Fonds Robert Auzelle, RA82 carton 57.

Chacune des trois réalisations parisiennes d'Auzelle est l'occasion d'expérimenter des formes différentes et donc des rendus propres à chaque projet. Ces trois nécropoles conservent toutefois un point commun, leur architecture est modeste, dans l'esprit du cimetière proposé par Auzelle. Le

matériau, un béton brut, est le premier élément qui concourt à donner cette sensation. La sobriété et la pureté des formes viennent renforcer ce sentiment. Ainsi, à Clamart, les bâtiments de la zone d'entrée marquent une grande horizontale qui sépare la nécropole de la cité de la Plaine. Cette disposition est rendue possible par un recul suffisant qui, depuis l'intérieur comme depuis l'extérieur de la nécropole permet une perception globale de cette ligne d'horizon. En effet, le champ de vision ne vient pas casser l'effet produit. Aux Joncherolles et la Fontaine-Saint-Martin la perspective est plus ramassée et les relations avec la ville beaucoup moins évidente. Mais leurs entrées présentent tout de même des similitudes. Ainsi, la transition depuis l'esplanade vers la nécropole se fait par un passage visuellement ouvert dont la principale caractéristique est l'horizontalité. Le vocabulaire architectural, lui, est différent. Aux Joncherolles, les bâtiments s'achèvent par des toitures courbes, forment des sortes de coupes élevées vers le ciel, dont le dessin confère une dimension spirituelle. Ce choix n'est pas sans ignorer les contraintes économiques et techniques. Comme l'indique Auzelle, dans une note explicative de 1970 sur le projet : « Nous avons sélectionné comme couverture présentant le maximum d'avantage les coques H.P. faisant l'objet d'un brevet d'invention Silberkuh (...) Ces coques permettent de couvrir économiquement de vastes surfaces d'entrepôts, de magasins et d'ateliers et les exemples d'utilisation sont déjà nombreux en France. Notre objectif a été de rechercher, à partir de cette construction industrialisée, un effet monumental grâce à la liaison de tous les bâtiments par des portiques constituant les chaîneaux recueillant les eaux évacuées des coques et assurant la stabilité des murs porteurs. Tous les bâtiments sont couverts avec des coques H.P. de longueur identique, 26,20 mètres. Ainsi d'ailleurs que les enfeus. »³³⁸ A la Fontaine-Saint-Martin, Auzelle utilise une forme presque inverse, également orientée vers le ciel. Ainsi, les toitures à deux pans courbes, réalisées en ardoises, forment des sortes de cheminées qui s'élèvent vers le ciel.



Cimetière du Parc, détails des façades en béton banché.
Site internet du cimetière du Parc.

³³⁸ AUZELLE, Robert. *Cimetière des Joncherolles. Note sur la composition du cimetière*. Paris : 23 Juin 1970. p.2. Fonds Robert Auzelle. IFA

Afin de donner une unité à l'ensemble de la réalisation, Auzelle travaille chaque élément construit avec le même traitement de façade, depuis les bâtiments jusqu'aux fontaines, containers poubelles et WC. Ainsi, à Clamart il s'agit d'un traitement du béton par coffrage qui alternent des marquages de lignes horizontales et verticales avec le relief des pointes de diamant. À la Fontaine-Saint-Martin, il s'agit de l'ardoise. Aux Joncherolles, c'est un traitement du béton également, et plus particulièrement des couvertures, repris dans les plus petits éléments comme le columbarium. Dans la même logique, les bâtiments de l'entrée et l'entrée elle-même sont toujours traités comme un ensemble, dans une parfaite continuité. Cette disposition fait écho à des réflexions similaires portées par des réalisations étrangères. Ainsi, le projet de crématorium de Lebenfels, proche de Baden en Suisse, réalisés par Ruth et Edi Lanners et Res Wahlen, met en place un dispositif qui a les mêmes vertus. Nous pouvons supposer l'influence de cette réalisation sur le travail d'Auzelle grâce aux photos de ce projet présentes dans les archives d'agence de l'architecte et à leur utilisation dans *Dernières Demeures*. Ces clichés pris par Peter Grünert lui furent communiqués par la revue *L'architecture d'Aujourd'hui*. Ils permettent du moins d'identifier les éléments de composition qui ont attiré l'attention d'Auzelle. Le parallèle avec le projet de Lebenfels est encore plus significatif dans le vocabulaire architectural qu'il met en place à la Fontaine-Saint-Martin.



Cimetière de Lebenfels, photo de Peter Grünert

Auzelle nous fait donc la démonstration qu'un vocabulaire architectural peut être sacré sans être religieux, tout en étant différent à chaque réalisation. Ce constat est rendu possible par le nombre de réalisations d'Auzelle, qui permettent de fait des comparaisons.

Des typologies de sépultures variées

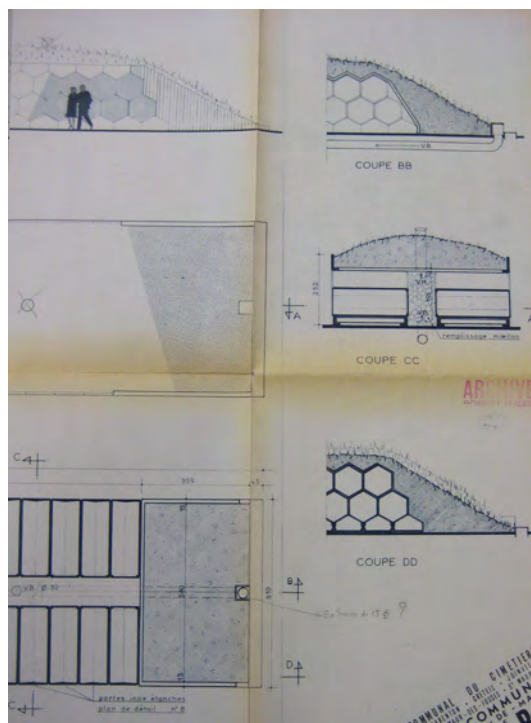
De même qu'il compose avec une variété de paysages inspirés des diverses typologies de cimetière, Auzelle utilise sa connaissance des modes de sépultures pour composer ses réalisations et va jusqu'à en créer de nouveaux.

Tout d'abord, Auzelle reprend les modes de sépultures traditionnels français. Bien sûr toutes ces réalisations proposent des inhumations en caveaux individuels ou familiaux dans des secteurs paysagés ou traditionnels. Il met également en place une solution d'attente, à savoir les caveaux provisoires dans l'attente du caveau définitif.



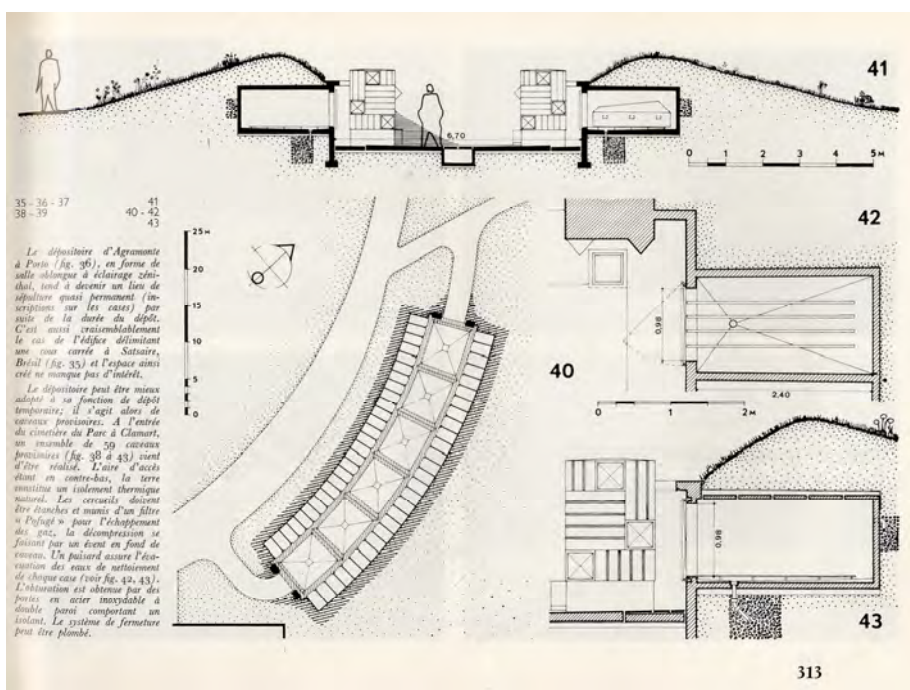
Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, caveaux provisoires étanches en alvéoles.
A.Iszatt.

Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, détails des
enfeus en alvéoles.
Fonds Robert Auzelle, RA97 carton 64.



Ensuite, il propose une utilisation de modes de sépulture plus rares en France, en traitant des caveaux hors sol. Ainsi, aux Joncherolles et à la Fontaine-Saint-Martin, il présente une typologie de sépulture rarement mise en oeuvre en France, les enfeus, variante des caveaux superposés. Les caveaux superposés sont l'inverse exact des caveaux inhumés. Ils sont intégrés dans des dispositifs bâtis hors sol et conservés de manière hermétique. Les enfeus utilisent la même structure mais pas la même technique. Ainsi, ils sont superposés au-dessus du sol de façon à former une sorte de mur épais, dont la façade présente de petites cases. Dans cette typologie, la porosité permet une circulation de l'air qui décompose les corps par assèchement. Robert Auzelle donne aux typologies de caveaux hors sol (enfeus pour les concessions gratuites et caveaux provisoires hermétiques) la forme poétique de petites alvéoles nommées alvéoles mortuaires. Après en avoir affiné la technique, il en dépose le brevet. Les alvéoles constituent ainsi une des deux typologies développées par Auzelle. L'investissement de l'architecte ne s'arrête donc pas à la composition du cimetière mais se poursuit par le traitement des modes de sépulture.

Comme l'explique Auzelle dans sa note sur la composition du cimetière des Joncherolles, la répartition des typologies hors sol offre une réponse aux caractéristiques parfois peu favorables du sol. Ainsi, afin d'éviter les contraintes de drainage des sols, des plus mauvais terrains peuvent accueillir des dispositifs hors sol, qui par ailleurs sont aussi les dispositifs les plus denses. En effet, le choix d'attribuer aux concessions gratuites pour 5 ans ainsi qu'aux caveaux provisoires cette typologie permet une occupation du sol minimale pour une quantité accrue de sépultures. Pourtant, à l'heure actuelle, les trois réalisations de Robert Auzelle sont les seules en Région Parisienne à proposer cette innovation.³³⁹



Cimetière du Parc, détails des caveaux provisoires étanches non superposés.
Dernières demeures.

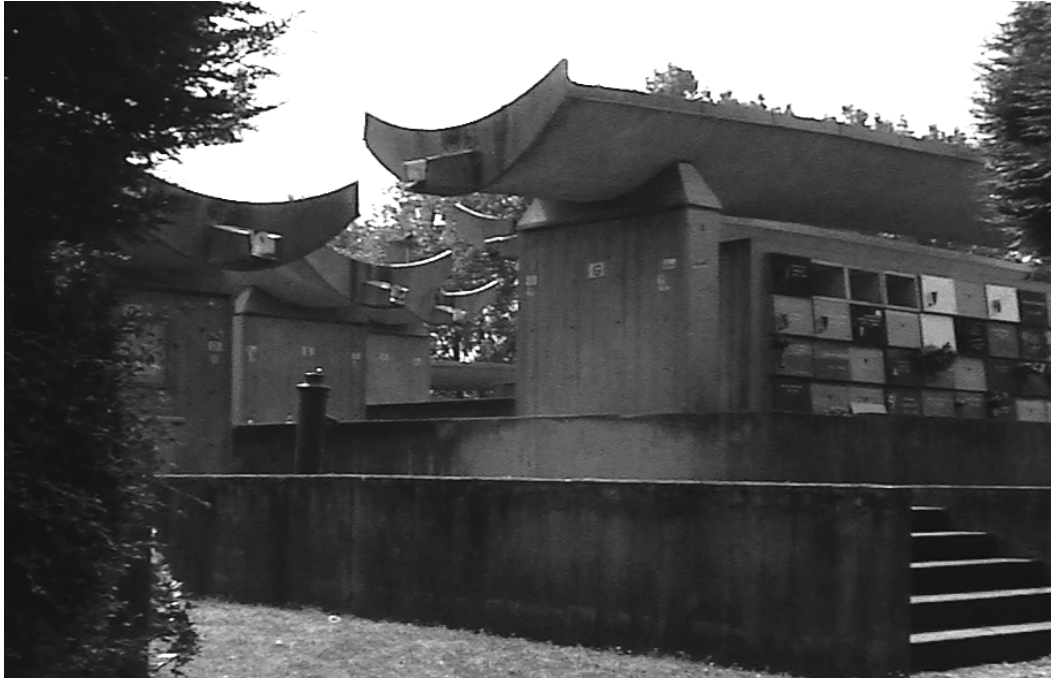
Enfin, il travaille également sur la question des cendres après crémation. Dans les réalisations d'Auzelle, les urnes cinéraires peuvent avoir deux destinations. En effet, le choix de la crémation n'induit pas pour autant un mode de sépulture spécifique. Ainsi, les urnes peuvent être placées dans un caveau classique ou déposées dans un dispositif collectif (columbarium). Les columbaria, dispositif collectif dédié aux urnes cinéraires, sont constitués de multiples cases superposées, tout comme les enfeux. Par dérive, l'usage actuel a multiplié les dispositifs individuels spécifiques pour les urnes,³⁴⁰ avec la création de cavurnes (dispositifs d'inhumation des urnes), de jardin

³³⁹ APUR. *Situation, enjeux urbains et aménagements des cimetières du Sifurep*. Décembre 2010. p.7.

Selon l'analyse commandée par le Sifurep (Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne) sur 107 cimetières étudiés, 3 cimetières seulement disposent d'enfeux, contre 74 qui ont des columbariums et 78 des ossuaires.

³⁴⁰ APUR. *Situation, enjeux urbains et aménagements des cimetières du Sifurep*. Décembre 2010. P.12 Cette dérive est accentuée au cimetière des Joncherolles, qui du fait de son crématorium connaît une demande d'incinération plus importante. Par ailleurs, il est observé que les inhumations d'urnes largement majoritaire (environ 90%) par rapport aux

cinéraire (dédiés aux monuments cinéraires hors sols), et la dispersion dans le jardin du souvenir : « Il est reconnu que la crémation peut conduire à transformer les espaces et les rituels. (...) ceux qui disposent d'espaces cinéraires confirment globalement que la production sérielle sur catalogue s'est redéployée vers les columbariums, cavurnes et même jardins du souvenir. Les mêmes aménagements se retrouvent d'un cimetière à l'autre»³⁴¹ Pourtant, la dispersion n'exige aucune forme d'espace architecturé. C'est sur ce vide qu'Auzelle se penche en proposant diverses formes de traitement spatial.



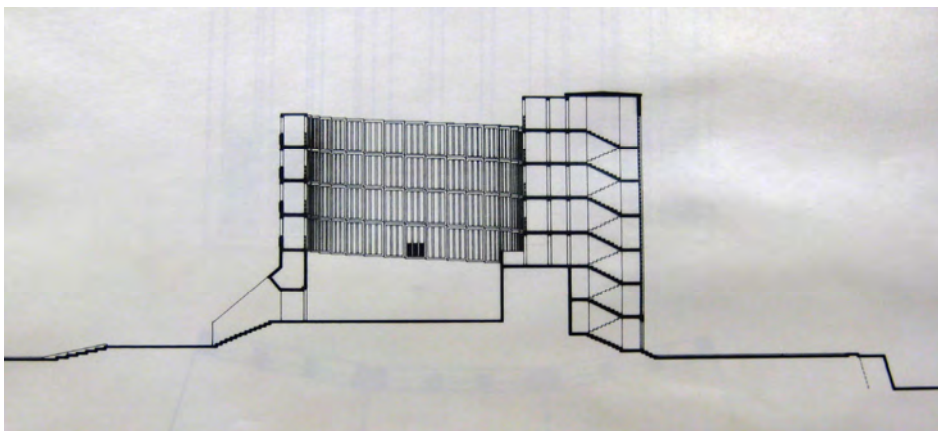
Cimetière des Joncherolles, Columbarium.
A.Iszatt

dispersions. Ce qui engendre le développement de dispositifs individualisés économes comme les cavotins et les cavurnes, spécifiquement dédiés aux urnes.

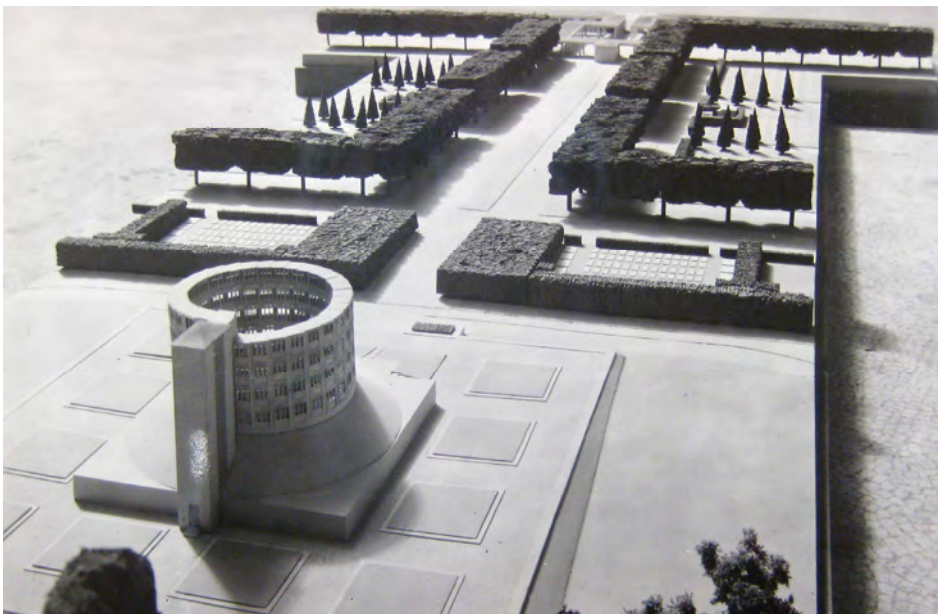
³⁴¹ APUR. *Colloque cimetières de la région parisienne : portrait, évolution et place dans la métropole urbaine*. 19 Octobre 2010. Espace du Centenaire Maison de la RATP, Paris. p.7

Des typologies au service d'un cimetière perpétuel

La notion de cimetière perpétuel induit un fonctionnement et un ensemble de dispositifs qui permettent un renouvellement satisfaisant des concessions. Dans cette problématique, se pose tout d'abord la question de la concession dite perpétuelle. À Clamart, Auzelle propose de la rendre possible sous condition de descendance. C'est-à-dire que les familles qui acquièrent une concession cinquantenaire peuvent la renouveler gratuitement si elles en font la demande à l'échéance. Or, le principal échec de ces concessions est souvent que la descendance ne vient plus entretenir la sépulture. La concession perpétuelle n'est pas interdite mais son usage est limité. Cependant, les familles désireuses d'entretenir un souvenir sur un long terme n'ont pas toutes pu se permettre l'achat d'une telle concession. C'est pour répondre à cette demande, que Robert Auzelle envisage une nouvelle typologie : l'ossuaire-nécrologe.



Cimetière du Parc, coupe de l'ossuaire-nécrologe, projet non réalisé.
Fonds Robert Auzelle, RA9 carton 50.



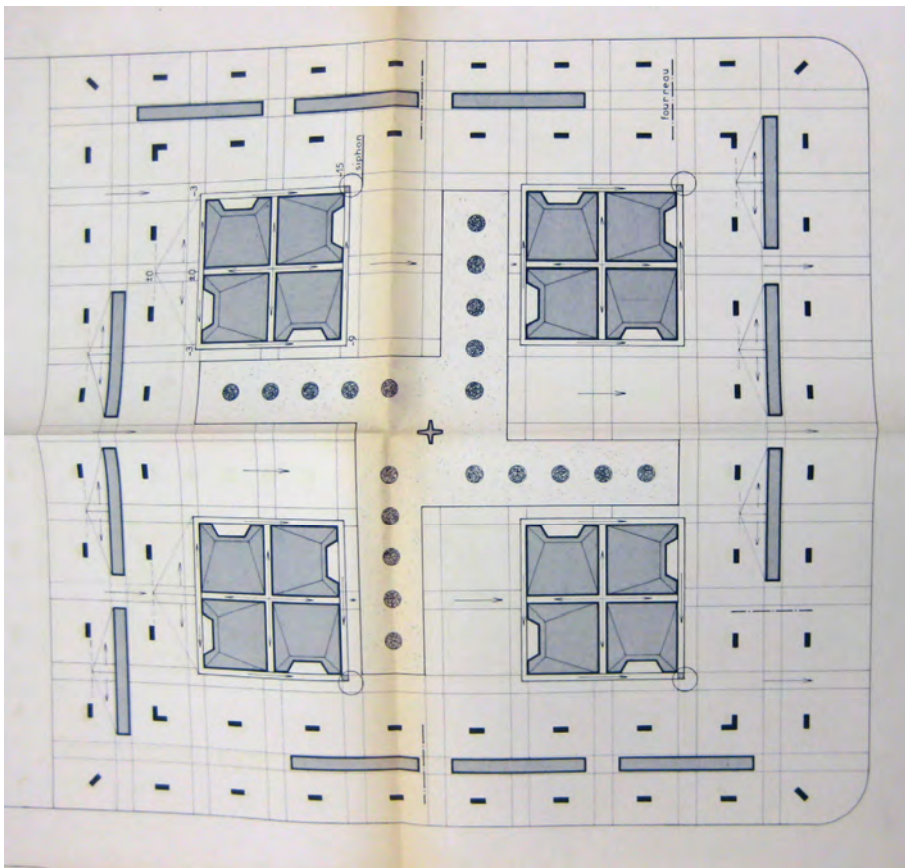
Cimetière du Parc, maquette de l'ossuaire-nécrologe, projet non réalisé.
Fonds Robert Auzelle, RA151 carton 78.

L'ossuaire nécrologe est le second dispositif dont Auzelle est le créateur. Parce qu'il prend en compte une évolution et un renouvellement au sein du cimetière, il sait que la première sépulture ne sera pas définitive. Passé le devoir et la volonté de commémoration des générations qui connaissent le défunt, la sépulture finit par être reprise. Ce que propose Auzelle est une ultime étape pour les restes des sépultures reprises, un monument qui permettrait de garder la mémoire de ces disparus sans sépultures individuelles. Comme alternative à l'oubli et au manque de place dans les cimetières, il met en place la solution de l'ossuaire-nécrologe. Ce dernier est constitué en murs de petites cases, allouées chacune au reste d'un défunt, qui permettent d'apposer une plaque commémorative : c'est le nécrologe. L'anonymat des ossuaires collectifs est alors évité. Auzelle prévoit parallèlement que ce placement des restes au nécrologe puisse être l'occasion d'une nouvelle cérémonie. Si bien sûr les familles ne le souhaitent pas, les restes peuvent être placés dans l'ossuaire collectif traditionnel. Le projet d'ossuaire-nécrologe envisagé pour Clamart est ainsi décrit par Auzelle : « Au centre de l'ossuaire s'érige le nécrologe. Sur une base colossale, des éléments de béton armé préfabriqués de 2m56 de hauteur construisent une colonne hélicoïdale. Chaque élément, évidé, livre passage aux visiteurs et constitue la marche d'un escalier à très faible différence de niveau. Du côté extérieur, on fixera une plaque portant l'inscription de la liste des morts d'une année. 3 éléments sont nécessaires pour une révolution complète. Le projet prévoit la construction immédiate de 4 révolutions. Les visiteurs, après avoir gravi la rampe du nécrologe redescendront vers l'ossuaire, par un escalier à double révolution. Le vide intérieur de la colonne constitue une sorte de salle à ciel ouvert où se tiendront des cérémonies commémoratives soulignant l'importance du contact étroit et nécessaire des vivants et des morts ».³⁴² Ce dispositif a été pensé par l'auteur pour être réalisé rapidement grâce à des éléments en béton préfabriqués mais nécessitait tout de même une mise en œuvre importante pour un dispositif traditionnellement absent des nécropoles.

³⁴² AUZELLE, Robert. *Projet du cimetière du Parc à Clamart. Note sur la composition du cimetière*. Paris : 30 Janvier 1947. p.5. Fonds Robert Auzelle. RA7, carton 5.

Après l'expérience de l'ossuaire-nécrologe de Clamart, non réalisé pour des raisons économiques, Auzelle en envisage à la Fontaine une variante plus modeste. Il s'agit d'un ossuaire individuel construit sur le modèle du columbarium traditionnel mais avec des cases de dimensions supérieures afin d'abriter les os non réduits. L'ossuaire de Valenton est bel et bien réalisé mais il a aujourd'hui l'usage de columbarium avec l'avantage que les familles puissent y placer de multiples urnes dans une même case. Le désir de l'architecte a sans doute sur cet aspect dépassé la volonté de commémoration des familles qui s'arrête avec la première sépulture et dont la reprise marque l'extinction totale. Mais cette démarche traduit assez finement la volonté de marquer chaque fonction et chaque étape par un espace adapté, avec une prédilection pour le traitement du parcours.

Ainsi, une nécropole qui assure un nombre de mode de sépulture adapté aux besoins d'inhumations des habitants et qui permet par ailleurs un bon renouvellement peut prétendre à être perpétuelle. Auzelle estime ainsi que l'extension, qui mérite tout de même être devancée, n'a plus lieu d'être. Son travail vient ainsi apporter une réponse à tous les questionnements et incertitudes générés par la création des nécropoles modernes. Il vient notamment régler la problématique d'espace funéraire pérenne et bien intégré dans la ville, qui faisait défaut aux précédentes réalisations.



Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, ossuaires individuels en périphérie
et ossuaires collectifs en partie centrale.
Fonds Robert Auzelle, RA97 carton 64.



Cimetière de la Fontaine-Saint-Martin, ossuaires collectifs.
A.Iszatt

CONCLUSION

La nécropole française moderne est une forme urbaine qui naît d'une prise de conscience de la place des morts dans la société et dans la ville. Bien que l'évolution de cette forme soit influencée de façon évidente par le contexte politique, urbain et social, sa vraie transformation est liée à sa nature profonde. En effet, sa qualification ne peut se défaire de sa nature : un espace de mémoire. Comme l'identifient Ariès ou Urbain, le cimetière est une frontière entre l'espace des morts et celui des vivants. Au travers de cet espace, notre société projette sa propre image et celle qu'elle voudrait garder de son passé. C'est pour cette raison que les premières recherches sur la nécropole moderne sont marquées par la nécessité de hiérarchiser et d'organiser l'espace, miroir d'une société disciplinaire. La profonde remise en cause insufflée par les Lumières va logiquement avoir une influence directe sur le cimetière. Mais les penseurs et architectes ne dénoncent pas le principe d'organisation général mais plutôt sa traduction spatiale. Ainsi, ils proposent de conserver l'opposition entre la périphérie et l'espace central afin de préserver le marquage des distinctions sociales. En opposition au cimetière et à la ville d'Ancien Régime, l'espace funéraire pensé exprime l'ordre en même temps qu'il répond à la préoccupation hygiéniste. Les propositions de cette période se focalisent donc sur la symétrie et la régularité du plan. L'organisation spatiale qualifie davantage l'image de la société que la nécessité de mémoire.

Par ailleurs, la volonté disciplinaire n'est pas associée à une forme spécifique mais plutôt à une logique de constitution de l'espace. L'insularité en est le trait dominant. En effet, la nécropole moderne est une forme née insulaire. Conçues isolées à l'extérieur de la ville, les premières nécropoles sont pensées comme des formes indépendantes et décontextualisées. Les recherches formelles, qui aboutissent ou non à des projets, montrent des résolutions parfois très proches bien que servant des préoccupations et des buts différents. Ainsi, les projets circulaires de Fontaine, Capron puis Giraud et Molinos n'ont en commun que leur marquage fort de leur insularité et la recherche de hiérarchie. Cette comparaison met également en évidence que la manière de mettre en place le programme et d'envisager la conception évoluent significativement. La forme est donc également indépendante du programme, puisque des programmes radicalement différents s'organisent sur la même base formelle.

À la fin de l'Ancien Empire, la pensée architecturale s'investit pleinement dans la réflexion sur la forme. Les nombreuses propositions de cette période révèlent l'apparition de thématiques fortes dont un axe de lecture peut être l'opposition du monumental et du végétal. Ceci éclaire sur toute la difficulté de qualification d'un tel espace dont le questionnement dépasse cette période, pour recouvrir une valeur universelle. Le cimetière est-il un monument ou est-il un paysage ? On sent alors la volonté rassurante de rattacher la réflexion projectuelle de ce programme à d'autres programmes de la ville. Le cimetière est ainsi défini comme un des équipements qui doit être implanté à hors la cité, pour des raisons d'hygiène et de séparation des activités sociales. En effet, l'établissement de sa place dans la ville ordonnée et socialement régulée se fait très rapidement. Mais la question de le rattacher à un espace de type bâti ou à un aménagement paysager fera l'objet d'un long débat. Le cimetière, qui matérialise l'invisible, peut prendre librement des aspects aussi différents qu'opposés, allant du monument au paysage. Sa forme n'est donc pas plus guidée par sa fonction que par son programme.

La nécropole modèle, conçue comme un jardin, suit finalement le modèle paysager. Mais il faut nuancer la prise de position que l'on pourrait voir derrière ce projet. Cette expérience montre avant tout que la question du budget et du délai de réalisation sont un frein à la conception architecturale. Ainsi, les seuls éléments véritablement dessinés par l'architecte ne seront pas réalisés. En fait, le projet du Père Lachaise ne peut être considéré comme une création d'espace

puisque les grandes qualités de ce paysage préexistaient au projet. De plus, la réutilisation de ce grand jardin se révèle rapidement inadaptée à son usage. La conception se préoccupe davantage de la promenade que de la fonction funéraire, négligeant l'aspect bâti induit par le marquage de l'espace individuel. En complément, la création de nécropoles plus fonctionnelles, comme Montparnasse et Montmartre, annonce les prémisses de l'utilisation de la grille dans le plan. Comme l'analyse Foucault, la clôture et le quadrillage sont les deux premiers principes de l'art disciplinaire.³⁴³ Ainsi au XIXe siècle, la passation de pouvoir de l'Eglise à l'Etat contribue à donner une lecture très administrée, technique et rationnelle de cet espace, dans laquelle le travail de l'architecte s'oriente davantage vers les tombeaux. Cette période met en lumière une manière de concevoir le programme différemment des premières réflexions sur les nécropoles. La conception est davantage liée à des savoirs faire d'ingénieurs, dont l'intervention est directement lisible dans la forme.

En opposition à la nécropole modèle, les réalisations de nécropoles périphériques n'offrent aucune qualité de promenade. Elles mettent en place une conception rationnelle et monotone dans laquelle la grille efface toute poésie. Ainsi, la composition et l'implantation urbaine proposées par ces réalisations sont caractérisées par l'excès, dans la régularité du plan mais également dans la création de surface démesurée sur le territoire d'autres communes. Elles ouvrent cependant la réflexion sur l'intimisation de l'espace individuel par la mise en place de dispositifs végétalisés qui isolent la fonction funéraire de la distribution. Ainsi, cette période est aussi l'occasion de réinterroger l'équilibre entre l'usage du végétal et du bâti au travers de thématiques nouvelles. Elles mettent également fin au débat entre projets multiples et projet unique. Après les réflexions portées par les Lumières et le projet d'Hausmann, les objections au projet unique se font plus fondées. Ce sont donc finalement les nécropoles multiples qui s'imposent comme la solution la plus évidente. Mais la colonisation de territoires hors Paris et l'échelle de ces réalisations démontrent rapidement leurs inconvénients. Depuis les agrandissements successifs des nécropoles intra-muros, les trois générations de nécropoles périphériques n'ont cessé d'interroger les limites de la superficie, à la fois nécessaire mais également gérable et décente. Après avoir dépassé la centaine d'hectares, les conclusions tombent. Mais il faudra l'expérience de ces espaces surdimensionnés pour statuer sur la question.

La nécropole intercommunale apporte quant à elle une forme de stabilité au contexte parisien, en même temps que des réponses qualitatives à l'espace funéraire. Elle propose une échelle adaptée à son contexte et permet un vrai rôle conceptuel de l'architecte. Le travail de Robert Auzelle met plus particulièrement en lumière les enseignements tirés des expériences passées et les enrichissements des projets étrangers, en proposant une synthèse qui apporte une harmonie dans la composition urbaine et architecturale de l'espace funéraire. La traditionnelle opposition entre monument et jardin trouve finalement une évolution dans une conception qui équilibre architecture et paysage. Le végétal y est envisagé avec une fonction et une symbolique propre à l'espace funéraire. Ce n'est ni un parc, ni un jardin d'agrément. De même l'architecture développe un vocabulaire propre, tel que l'avaient imaginé les théoriciens des Lumières. Nous pouvons conclure que les bases de la composition formelle ont été identifiées par les architectes et les théoriciens dès les premières réflexions sur la nécropole moderne. A l'échelle de la nécropole, l'intervention des architectes permet à la mise en place d'un système perpétuel et du plus grand respect pour chacun indifféremment de son mode de sépulture et de ses croyances, dans un espace adapté à sa fonction. A l'échelle de la ville, les travaux d'architectes démontrent que la nécropole implique l'association d'un urbanisme et d'une architecture funéraire. L'expérience emblématique de Clamart confirme que la composition ne peut être indépendante de la réflexion urbaine et qu'elle participe à

³⁴³ FOUCAULT, Michel. Surveiller et punir. Naissance de la prison. Paris : Gallimard, 1975.

son intégration. Mais, il aura fallu deux siècles pour qu'apparaissent véritablement les notions d'urbanisme et d'architecture funéraires et que les architectes s'imposent comme concepteurs de ces espaces. Depuis le cimetière d'Ancien Régime sans composition, ni concepteur, la recherche de la forme et la place de l'architecte ont subi des évolutions successives. Cette recherche nous permet également d'établir que la volonté des décideurs marque davantage l'espace que celle des concepteurs. Ce sont avant tout des critères techniques et financiers qui motivent leurs décisions. Si Robert Auzelle arrive à concevoir des espaces harmonieux et intégrés, c'est au prix d'une lutte constante avec la maîtrise d'ouvrage pour convaincre que temps et qualité vaudront mieux que quantité.

De nos jours, les communes de la banlieue parisienne qui n'avaient pas créé de nécropoles intercommunales sont en train d'en établir. Celles qui en bénéficient déjà voient leurs inhumations parfaitement assumées. Dans le cadre géographique étudié, la solution des nécropoles intercommunales pose les vrais bases de l'espace funéraire français sans constituer pour autant un aboutissement. Cette réflexion nécessite une perpétuelle remise en question pour s'adapter à l'évolution des situations urbaines et sociales. Cette solution s'est également montrée appropriée au cas des villes nouvelles, comme Marne-la-Vallée ou Cergy-Pontoise, qui conservent leurs anciens cimetières communaux parallèlement à la création de nécropole intercommunale. Cependant, la problématique de l'espace funéraire c'est inversée dans la seconde moitié du XXe siècle. Comme l'avait justement analysé Robert Auzelle, une grande partie de la population urbaine vient à la campagne. D'une part, de nombreuses personnes âgées se rapprochent de leurs origines ou viennent simplement retrouver du calme dans des situations plus rurales. D'autre part, beaucoup d'inhumations se pratiquent dans des caveaux familiaux existants, indépendamment du lieu de résidence. Ces déplacements de population ont une conséquence sur l'espace funéraire. En effet, il est difficile à des communes rurales de prévoir la population, parfois disproportionnée, qui vient emplir son cimetière. C'est pourquoi Auzelle envisageait la création de nécropoles régionales qui offriraient à de multiples petites communes de se réunir pour permettre les inhumations des non résidents. Dans les années 1960, l'architecte avait pourtant vivement critiqué le projet démesuré d'Hausmann à Méry. Il finit par développer une hypothèse semblable à la fin de sa carrière, pour répondre à un problème différent. Il s'agit en somme de développer le principe des nécropoles intercommunales en situation plus rurale. Mais après avoir soutenu une conception d'échelle mesurée pour les nécropoles intercommunales, sa réflexion sur les nécropoles régionales se présente comme plus nuancée.

SOMMAIRE DOCUMENTS ANNEXES

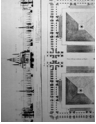
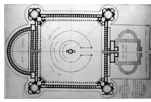
Dans le texte :


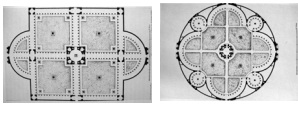
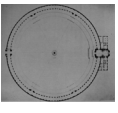
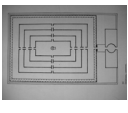
- Rapport d'échelle projets partie II.....59
- Rapport d'échelle projets partie III..... 143
- Rapport d'échelle projets partie IV..... 185


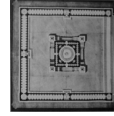
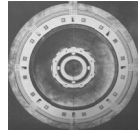
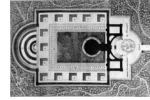
Hors texte :



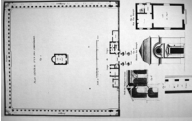
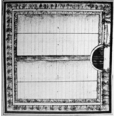
- Tableau repère – Chronologie des cimetières projetés..... . 242
- Tableau repère – Chronologie des cimetières réalisés..... 248
- Tableau repère – Cadre juridique de l'espace funéraire..... 251
- Arrêt du Parlement de Paris du 12 Mars 1763..... 258
- Arrêt du Parlement de Paris du 21 Mai 1765..... 265
- Arrêt du Parlement de Paris du 3 Septembre 1765..... 277
- Déclaration Royale du 10 Mars 1776..... 280
- Arrêt du Parlement de Paris de 1782..... 284
- Loi du 15 Mai 1791 290
- Arrêté du Préfet du Département de la Seine du 21 Ventôse IX 294
- Décret impérial du 23 Prairial an XII..... 305
- Ordonnance royale du 6 Décembre 1843..... 310
- Circulaire ministérielle 30 Décembre 1843..... 312
- Arrêté du Préfet du Département de la Seine du 30 Décembre 1886..... 323
- Délivrance de concessions trentenaires.....349
- Règlement d'administration publique du 27 Avril 1889..... 351

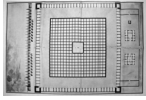
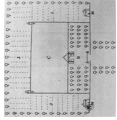
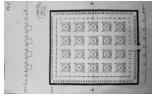

CHRONOLOGIE DES ESPACES FUNERAIRES PARISIENS PROJETES

Date	Auteur	Images	Terme	Nbre/ Paris	Superficie unitaire	Nbre Fosse	Nbre Sépult Indiv.	Délai de reno uv	Doc. P = Plan M = Mémoire	Notes	Source
1765	Arrêt Parlement			8	835 toises (0,35 Ha)				M		
1766	Desprez		Cimetière paroissial de la Capitale						P	1 ^{er} Prix d'émulation de l'Académie d'architecture	Etlin et Pérouse de Montclos
1768	Abbé Coyer		Séjour des morts	1 plaine de Grenelle	3000 toises (11,37 Ha)	10			M	Projet exposé dans son ouvrage <i>Etrennes aux vivants et aux morts</i> , associé à la crémation.	BHVP <i>Etrennes</i>
1769	Patte			Multiples					M	Même projet qu'en 1800, description seulement, pas de plan	<i>Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture</i>
1776	Delafosse			1	8,5 Ha (estimation d'après plan mis à l'échelle)				P +		Etlin

1777	Pérard de Montreuil			4 + 16 dépôts	3600 toises (13,64 Ha)	4	23		P + M		JDF 1207 + 1182
1778	Neufforge				2,10 Ha (estimation d'après plan mis à l'échelle) 1,80 Ha (estimation d'après plan mis à l'échelle)				P		Etilin
1782	Arrêt Parlement	Arrêt Parlement		4	4625 toises				M		
Déc. 1782	Capron		Catacombes	Multiples	6 arpents et 1/2 (2,21 Ha)		206		P + M		JDF 1209 Plan voir Etilin
1782	Delafosse + Promoteurs		Cimetière général	1	16 arpents (5,44 Ha)			25 ans	P + M		Mémoire reproduit par Dr Gannal

1782	Antoine + Renou Cie Promoteur		Catacombes	4	5,45 Ha (estimation d'après plan mis à l'échelle)					P + M	JDF 1209
1785	Moreau		Nécropole royale / Monument sépulcral		9 Ha (estimation d'après dimension proposées au concours)					P	Etlin et Pérouse de Montclos
1785	Fontaine		Nécropole royale / Monument sépulcral		6 Ha (estimation d'après dimension proposées au concours)					P	Etlin et Pérouse de Montclos
1787	Labrière		Cimetière monumental	1 plaine d'Aubervilliers	90 arpents (30 Ha)	13 de 120 pieds carrés	6 pyramides 2000 petites chapelles individuelles	60 ans	P + M	1 temple : tombeaux des Rois, 1 sépulture : princes de sang et grands seigneurs, 1 enceinte : grands hommes, 2 églises : funérailles, 1 terrain intermédiaire (Champs-Elysées) : tombeaux pittoresques	JDF 1209

PREMIER PROJET AVORTE									
1799	Molinos + Cambry		Champ des morts	1 + 4 dépôts	10 Ha				P + M BHP Rapport sur les sépultures
1799	Giraud		Champ du repos	1 + x dépôts	13,26 Ha				Archives VP Essai
LE CIMETIERE MODESTE									
1799	Andrieux			12	4	tolérées			Etlin
1800	Patte			Multiples	2,10 Ha (estimation d'après mise à l'échelle du plan)			Même projet que celui de 1769, agrémenté du plan dans la nouvelle version	Mémoires qui intéressent particulièrement Paris
CONCOURS POUR LES FUNERAILLES 1800									
1800	Amaury-Duval			12					M BHP Des sépultures
1800	Godineau								P Etlin

1800	Girard												M		BHVP <i>Des tombeaux</i>
1800	De Pommereul												P + M		BHVP <i>Rapport</i> Plan voir Etlin
1800	Coupé												P + M		BHVP <i>Rapport</i> Plan voir Etlin
1800	Détournelle		Champ du repos	12	7600 toises approx. (28,80 Ha)	20	132 approx.						P + M		Archives VP <i>Des funérailles</i>
DEUXIEME PROJET AVORTE															
1868	Feydeau + Hausmann		Nécropole unique	1	850 Hectares								P + M	Plans dressés par Feydeau, Inspecteur général du service des cimetières	BAVP

CHRONOLOGIE DES ESPACES FUNERAIRES PARISIENS REALISES

Dates d'ouverture	Agrandissements	Nom de l'espace funéraire	Type	Concepteur	Surf. finale
FIN DU CIMETIERE MEDIEVAL					
1400-1780		Cimetière des Saints Innocents	Intra-muros		
UTILISATION DES CIMETIERES PAROISSIAUX PROVISOIRES					
1^{ère} période transitoire					
1785		Les catacombes	Intra-muros		
Vers 1782-1824		Cimetière Vaugirard (2)	Extra-muros périphérique		
1783-1820		Cimetière Sainte Catherine	Intra-muros		
1637- ?		Cimetière Sainte Marguerite	Intra-muros		
vers 1789-1798		Cimetière de Montmartre, dit de la Barrière Blanche ou des Grandes Carrières	Intra-muros		
CREATION DES NECROPOLES MODERNES					
21 mai 1804	1824, 1850	Cimetière de L'Est dit du Père Lachaise	Nécropole modèle Intra-muros	Brongniart : tracé d'origine (1813) Godde : entrée (1825), chapelle (1823) Alphand : extensions (1824 à 1842) Formigé : crématorium (1886-1908)	44 Ha
25 Juillet 1824	1847	Cimetière du Sud dit de Montparnasse	Intra-muros	Godde : tracé	19 Ha
1798-1806/1808		Cimetière de Montmartre, dit sous Montmartre, dit Champ du repos	Intra-muros	?	?
1 Janvier 1825	1847, 1879	Cimetière du Nord dit de Montmartre	Intra-muros	Godde : tracé	11 Ha
UTILISATION DES CIMETIERES PERIPHERIQUES ANNEXES					
2^{ème} période transitoire					
1798-1861 1870-1872 1879-1879	1816, 1828, 1853	Cimetière de Vaugirard (3), dit de l'Ouest	Intra-muros périphérique		1,5 Ha
1688-1789 1801-1831		Cimetière de Montmartre-Calvaire	Intra-muros périphérique		600m²

1800-1870	1843, 1847	Cimetière d'Auteuil	Intra-muros périphérique		72 a
1808-1871 1883-1885	1828, 1842, 1859	Cimetière de Belleville	Intra-muros périphérique		1,7 Ha
1816-1860	1838, 1847, 1850	Cimetière de Bercy 2 réductions en 1840	Intra-muros périphérique		62 a
1833	1847, 1883	Cimetière des Batignolles	Intra-muros périphérique		10,4 Ha
....-1860	1845, 1859	Cimetière de Charonne	Intra-muros périphérique		41 a
1820-1866 1871-1873 1873	1826, 1833, 1846, 1854	Cimetière de Passy	Intra-muros périphérique		1,7 Ha
1828-1867 1871-1873 1879-1880	1848, 1852	Cimetière de La Villette, agr.1843	Intra-muros périphérique		1,1 Ha
1831-1860	1842, 1844	Cimetière de Montmartre-Saint Vincent	Intra-muros périphérique		59 a
1835-1861	1842, 1847	Cimetière de Grenelle	Intra-muros périphérique		64 a
1804-1878		La Chapelle- Marcadet (3)	Intra-muros périphérique		-
1850-1860 1867-1869 1876-1877 1882-1883		La Chapelle (4)	Extra-muros périphérique		2 Ha
CREATION des CIMETIERES EXTRA-MUROS PROVISOIRES (1^{ère} génération de cimetières Parisiens extra-muros)					
1861-1870 1871-1879 1886 réunions	1864	Cimetière d'Ivry (ancien)	Extra-muros périphérique	Villain (en 64)	8 Ha
1874-1878 1878-1879 1886 réunions	1879	Cimetière d'Ivry (nouveau)	Extra-muros périphérique	Bonnet , Architecte Divisionnaire en Service temporaire	20 Ha
1858-1867 1870-1870 1871-1872 1876-1877 1880-1881 1882-1882 1886-	1859	Cimetière de St Ouen (ancien), dit de Montmartre-Saint Ouen ou de la Pointe Saint Denis	Extra-muros périphérique	Deconchy (en 74), Architecte Divisionnaire en Service temporaire	3 Ha

1872	1877	Cimetière de St Ouen (nouveau)	Extra-muros périphérique	Hénard, Architecte Divisionnaire	24 Ha
CREATION de CIMETIERES EXTRA-MUROS (2ème génération)					
1886		Cimetière de Bagneux Cimetière de Pantin	Extra-muros	Formigé, Architecte en Chef des Promenades Formigé, Architecte en Chef des Promenades	61,5Ha 107 Ha
CREATION de CIMETIERES EXTRA-MUROS (3ème génération)					
1929		Cimetière de Thiais	Extra-muros	Halley, Architecte Divisionnaire de Paris et Architecte des Monuments Historiques	103 Ha
CIMETIERES INTERCOMMUNAUX de la banlieue Parisienne					
1946		Cimetière Intercommunal du Parc à Clamart. Regroupe les Communes de Boulogne-Billancourt, Châtillon, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves, Clamart.	Intercommunal	Auzelle 2007 Crématorium (autre concepteur)	28 Ha 34 Ha projeté s
1972		Cimetière Intercommunal de la Fontaine-Saint-Martin à Valenton Regroupe les Communes de Valenton, Bonneuil-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Créteil, Joinville-le-Pont, Maisons-Alfort, Nogent-sur-Marne, Saint-Maur- des-Fossés, Saint-Maurice.	Intercommunal	Auzelle 1969 Début études (projet à Créteil) 1986 Crématorium (dans le funérarium conçu par Auzelle)	32 Ha
1977	1995	Cimetière Intercommunal des Joncherolles à Villetaneuse. Regroupe les Communes de Epinay/Seine, Peyrefitte/Seine, St Denis, St Ouen, Villetaneuse.	Intercommunal	Auzelle 1952, Début études 1958, Création cimetière inter. 1970, Reprise des études 1978 Crématorium 1981 Funérarium 1997 Salle Polyvalente (autre concepteur)	25 Ha

LE CADRE JURIDIQUE DE L'ESPACE FUNERAIRE DEPUIS LE MOYEN AGE JUSQU'A NOS JOURS

SOURCES	DATE	TITRE	SUJET	RESUME
Fonds Joly de Fleury 1207 - BNF	12 Mars 1763	Arrêt du Parlement de Paris	Etats des lieux des cimetières parisiens	Demande établissements de Procès Verbaux par les commissaires de quartier et de Mémoires par les Fabriques sur tous les cimetières dans Paris.
Fonds Joly de Fleury 1207 - BNF	21 Mai 1765	Arrêt du Parlement de Paris	Translation des cimetières parisiens Dispositions analogues à la déclaration du 10/03/1776	Fin des inhumations en ville à partir de Janv. 1766. Fin des inhumations dans église (sauf exception : prêtre et fondateurs dans leur paroisse). Repos des cimetières pendant 5 ans. Choix de 7 à 8 nouveaux terrains hors la ville (6685 toises au total). Cimetière clos, pas d'autre bât. que chapelle dévotion et logt concierge. Création du dépôt. Pas d'arbre ou arbrisseau.
Fonds Joly de Fleury 1207 - BNF	3 Sept. 1765	Arrêt du Parlement de Paris	Translation des cimetières parisiens Rectifie et complète l'arrêt du 21 Mai 1765	Ajout des paroisses non citées. Aucun bât sur les parcelles adjacentes des cimetières à moins de 20 toises (40m).
Dr Gannal – Les cimetières – Pièces justificatives	24 Février 1769	Arrêt rendu par le conseil d'état du roi	Qui ordonne la translation du cimetière St Louis hors Versailles	

BHVP + Fonds Joly de Fleury 1182 – BNF (version manuscrite)	10 mars 1776	Déclaration royale concernant les inhumations	<p>Concerne la France</p> <p>Restriction des inhumations dans les lieux saints</p> <p>Recommandation d'éloignement des cimetières paroissiaux des lieux d'habitation</p> <p>Dispositions analogues à l'arrêt du 21/05/1765</p>	<p>Plus d'inhumations dans les lieux de culte, lieux clos et fermés. Sauf pour certaines personnalités religieuses ou bienfaitrices, dans leur paroisse en ext. Ce privilège ne peut être cédé. Les privilégiés devront faire réaliser un caveau conforme aux prescriptions dans un esp. ext. de l'édifice. Les cimetières devront être agrandis en fonction et si possible portés à l'ext. des villes pour contenir les restes des fidèles déplacés. Le roi se réserve de statuer ultérieurement pour Paris, en attente d'un mémoire.</p>
Fonds Joly de Fleury 1182 - BNF	1782	Arrêt du Parlement de Paris	<p>Sur la forme du cimetière</p> <p>Nouvelle version de l'Arrêt du 21 Mai 1765 + complément</p> <p>Déclaration Royale 1776</p>	<p>Création de 4 cimetières de 68 toises carrées chacun. Aménagement d'une galerie en arcade en périphérie pour y placer les sépultures privées et préserver les différences des espaces d'inhumation. Tombes individuelles tolérées près de la galerie.</p>
	9 Nov. 1785	Arrêt du Conseil d'Etat	Fermeture du cimetière des Saints Innocents	<p>Suppression officielle du cimetière. Evacuation des restes. Transformation en marché.</p>

BHVP	15 mai 1791	Loi	Relative à la vente des biens des églises paroissiales supprimées en exécution de la loi du 14 Août 1790. Transfère la propriété des cimetières aux seules communes	Lesdits cimetières pourront être vendus selon les mêmes modalités que les biens nationaux après un délai de 10 ans à compter de la dernière inhumation. Fin des cimetières paroissiaux.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	7 germinal an IX mars 1801	Règlement	Concerne les sépultures publiques et particulières	Fixe modalités des convois, des tombeaux, des caveaux, des pompes funèbres. Description du lieu de sépulture : terrain hors la ville, entouré de mur et planté, divisé de manière à séparer les caveaux de différentes religions, temple omniculte en partie centrale.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	21 Ventôse IX 12 mars 1801	Arrêté du Préfet du Département de la Seine	Concernant les inhumations	Création de trois nécropoles, hors de l'enceinte de la capitale.
BHVP	23 Prairial an XII 12 Juin 1804	Décret impérial	Fixe les règles de création et de gestion des cimetières	<ul style="list-style-type: none"> - Création de secteur confessionnel. - Interdiction absolue d'enterrer dans les lieux de culte. - Distance minimale à la ville. - Espace uniquement dédié à la mort. - Apparition des fosses individuelles. - Possibilité de concessions individuelles.
	14 Messidor an XII	Ordonnance de Police	Sur les décès et sépultures	Réglemente les conditions d'exécution du service des inhumations dans les cimetières.
Minute détruite dans incendie de 1871	15 Ventôse an XIII	Arrêté préfectoral	Sur les types de concessions et leur emplacement	

BHVP	4 Thermidor an XIII	Décret	Relatif aux autorisations des officiers de l'état civil pour les inhumations	<ul style="list-style-type: none"> - L'administration organise les prestations sans les réaliser. - Les fabriques ne doivent pas livrer de fourniture. - Les religieux n'organisent pas le transport de corps.
	7 Mars 1808	Décret impérial	Sur une servitude non aedificandi près des cimetières	Une distance de 100m pour les constructions dans le voisinage des cimetières, hors des communes.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	10 Avril 1827	Règlement de la Préfecture de Seine	Règlement général sur les cimetières de Paris	Deux classes de concession : temporaire (jusqu'à 6 ans) perpétuelles. Apparition des concessions temporaires.
	8 Décembre 1829	Règlement de la Préfecture de Seine	Sur les concessions de terrain dans Paris	Concession temporaire limitée à 5 ans non renouvelable.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	5 Mai 1830	Ordonnance royale	Concerne Paris, sur la division des concessions en 3 classes perpétuelles, trentenaires ou temporaires	Adopte le règlement dressé par le Préfet de Seine le 8 Décembre 1829 et approuvé dans la séance du 22 Janvier 1830.
Emile FAY, <i>Les cimetières et la police des sépultures</i>	20 Juillet 1841	Circulaire ministérielle	Sur les concessions perpétuelles	Propose de remplacer les concessions perpétuelles par des concessions renouvelables indéfiniment.
Emile FAY, <i>Les cimetières et la police des sépultures</i>	6 Décembre 1843	Ordonnance royale Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur	De la translation des cimetières Des concessions pour sépultures privées Dispositions transitoires	Etend aux villages, les règles du Décret de Prairial concernant l'éloignement. Ne s'applique pas à Paris. Précisions sur les trois classes de concessions : perpétuelles, trentenaires, temporaires Sommes versées : 2/3 commune, 1/3 pauvre.

Emile FAY, <i>Les cimetières et la police des sépultures</i>	30 Décembre 1843	Circulaire ministérielle	Zone aedificandi	Cette zone de 100 m ne s'applique qu'aux terrains libres lors de la création du cimetière.
Archives de Paris V5S1	15 Septembre 1850	Arrêté	Portant règlement général des cimetières de la ville de Paris	Précision de chaque type de concessions, des chapelles, des dépositaires, affectation de cimetières parisiens.
Emile FAY, <i>Les cimetières et la police des sépultures</i>	1857	Bulletin du ministère de l'intérieur	Cimetières créés sur le territoire d'une autre ville	
	16 juin 1859	Loi d'annexion de la Ville de Paris	Sur les modes de sépultures	Autorise la ville de Paris à ne pas transférer ces cimetières hors la ville.
BHVP	2 Février 1856	Décision ministérielle	Jurisprudence sur l'agrandissement des cimetières	Les cimetières dont la conception est non conforme au décret de Prairial ne pourront plus être agrandis, sauf si aucun autre emplacement n'est possible.
Emile FAY, <i>Les cimetières et la police des sépultures</i>	4 Avril 1861 12 Mars 1863 28 Mai 1866 21 Janvier 1869 4 Aout 1870 2 Juillet 1875 6 Avril 1880 13 Avril 1881	Arrêts	Sur la distance des cimetières à l'enceinte	
	26 Novembre 1873	Arrêt préfectoral	Sur la répartition des concessions dans les cimetières extra-muros	Les concessions perpétuelles se font dans les nécropoles intra-muros. Les concessions temporaires et gratuites se font dans les cimetières extra-muros.
	18 Novembre 1879	Arrêt	Sur les cimetières parisiens	
	1880	Loi créant un périmètre de protection morale autour des cimetières		

	1881	Loi neutralisant les cimetières	(abrogation de l'article 15 de Prairial)	Fin des secteurs confessionnels.
	1884	Loi interdisant toute discrimination pour le lieu d'inhumation		
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	30 Décembre 1886	Arrêté de la Préfecture du Département de la Seine	Sur les concessions trentenaires	Institution de concessions trentenaires dans les cimetières parisiens de Pantin et Bagneux.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	23 Mars 1887	Arrêté de la Préfecture du Département de la Seine	Sur les concessions trentenaires	Institution de concessions trentenaires dans les cimetières parisiens d'Ivry et de Saint Ouen.
E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	15 Novembre 1887	Loi	Sur la liberté des funérailles	La crémation est rendue facultative mais possible. Tout individu majeur peut librement organiser ses funérailles civiles ou religieuses et en confier la bonne exécution à qui il souhaite.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	27 Avril 1889	Règlement d'administration publique	Déterminant les conditions applicables aux divers modes de sépultures	Autorise l'usage des tranchées communes avec un espacement de 20 cm Rappel et encadre la possibilité de crémation.
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	27 Juin 1890	Arrêté	Relatif à l'établissement d'un columbarium au cimetière de l'Est	
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	21 Juin 1892	Règlement	Fixant les conditions des dépôts de corps dans les caveaux municipaux	
E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	1904	Loi	Abrogeant le monopole des fabriques en matière de service ext. des enterrements et créant le monopole communal	Définit le monopole des pompes funèbres communales.

E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	25 Février 1905	Circulaire du Ministère de l'intérieur	Sur la fin du monopole des Fabriques	Service des pompes funèbres attribué aux communes, qui perçoivent des taxes pour les fournitures et travaux liés à ce service.
E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	24 Novembre 1910	Arrêté de la Préfecture de la Seine	Portant règlement général sur les cimetières de la ville de Paris	Réglemente les tranchées gratuites, concessions de 5 ans, concessions perpétuelles, de 30 ans, reprise de concessions, caveaux dépositaires provisoires,...
E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	25 Avril 1924	Loi	Autorisant la reprise des concessions abandonnées	
E.GRAILLE, <i>Guide pratique de législation funéraire</i>	18 Avril 1931	Décret	Modifiant le décret du 25 avril 1924	
	1993	Libéralisation des enterrements Fin du monopole communal		
Fonds Duponchelle V5S1 – Archives de Paris	10 Mars 1955	Arrêté de la Préfecture de la seine	Relatif aux inhumations en tranchée gratuite	Les inhumations en tranchée gratuite seront exclusivement assurées à Thiais (fin à Pantin, Bagneux et Ivry).



2

A R R E S T
D E L A C O U R
D U P A R L E M E N T ,
EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du 12 Mars 1763.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. Au premier Huissier de notre Cour de Parlement, ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce requis, sçavoir faisons : Ou'entre les Curé, Marguilliers en Charge de l'Œuvre & Fabrique de la Paroisse de S. Sulpice de Paris, Demandeurs aux fins des Requête, Ordonnance & Exploits des 15 Juillet, 5 Septembre 1760, 14 Janvier & 10 Février 1761, tendante à ce que main-levée pure & simple leur fût faite des oppositions formées par les Défendeurs ci-après nommés, les 12 Février, 17, 21, 24, 27 Mars, 14 Avril & 19 Juin 1750, 21 Mars, 14 & 18 Avril 1760, es mains de notre Procureur Général, à l'enregistrement des Lettres Patentes à eux accordées par Nous au mois de Fvrier 1760, portant permission auxdits Demandeurs d'accepter la donation entre-vifs, que Simon, Prêtre, étoit dans l'intention de faire à l'Œuvre & Fabrique de la Paroisse de Saint Sulpice, d'une maison située rue Feron, & aboutissant sur celle des Fosfoyeurs, & ses dépendances, à la charge par eux de faire démolir ladite maison le plutôt possible, & d'en employer le terrain qu'elle renferme à l'usage d'un nouveau cimetiere, au lieu de l'ancien dont on s'étoit servi jusqu'à présent auprès de la Communauté des Prêtres de ladite Eglise, & que sans s'arrêter auxdites oppositions,

A

2

il fût procédé en notredite Cour à l'enregistrement defdites Lettres Patentes en la maniere accoutumée, d'une part : Et Louis-Joseph de Bourbon, Prince de Condé, & Grand-Maitre de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour Nous en nos Provinces de Bourgogne & de Bresse, ayant repris, en qualité de majeur, par Aête reçu au Greffe de notredite Cour le 21 Mai 1762, Propriétaire du Palais du Petit-Luxembourg ; Jacques-François de Berulle, Chevalier, Comte de Berulle, Seigneur de Saint-Mandé-lez-Paris, Propriétaire de deux maisons sises à Paris, l'une rue du Ganivet, & l'autre rue des Foffoyeurs, Fauxbourg Saint Germain ; le Comte de Montaigu, Propriétaire d'une maison rue des Foffoyeurs ; Laurent-François Desnèux Ecuyer, Commissaire à la suite, police & conduite du Régiment des Gardes-Françoises, propriétaire d'une maison cul-de-sac Ferou, Fauxbourg Saint Germain ; Charlotte Elisabeth-Combault de Lutenie, veuve de François Mahé de la Bourdonnois, Capitaine de Frégate dans notre Marine, propriétaire d'une maison, susdite rue Ferou ; Pierre-Charles Vilette, Commandeur de l'Ordre Royal & Militaire de Saint Louis, Seigneur du Pleffis Fervusacq & autres lieux, propriétaire du grand & petit Hôtel d'Elbeuf, sis rue de Vaugirard, cul-de-sac Ferou ; Jean Paris de Montmartel, Conseiller d'Etat, Marquis de Brunois, Seigneur du Château-Mezan & autres lieux, propriétaire d'une grande maison, susdite rue du Ganivet ; Pierre-Louis Richard, Architecte ; Dupré l'ainé, Notaire au Châtelet de Paris ; Guy, Avocat en notredite Cour, Copropriétaires d'une maison sise susdite rue des Foffoyeurs ; Marie-Anne & Geneviève Charpentier, propriétaires par indivis d'une maison susdite rue des Foffoyeurs ; Marie-Claude Hemardel de Mery, veuve de Oudart, propriétaire d'une maison sise susdite rue des Foffoyeurs ; Lorimier, Maître de notre Chambre aux Deniers, propriétaire d'une maison sise susdite rue Ferou, faisant l'encoignure de ladite rue du Ganivet ; Joseph-Benoît Coste de Champeron, Conseiller en notredite Cour, propriétaire pour moitié de deux maisons se joignant susd. rue des Foffoyeurs ; de Charbonnier de la Rabolle, & son épouse, propriétaires d'une maison même rue des Foffoyeurs ; Edme le Court de Beru, Seigneur de Beru, & autres lieux, Colonel d'Infanterie, Tuteur des enfans mineurs de Jean-Baptiste de Cokbonne, propriétaire d'une maison sise rue Ferou, & Claire-Françoise-Michelle Cretois, veuve de Charles Vronchen, Procureur en notredite Cour, Propriétaire d'une maison

3

3

susdite rue Ferou ; tous opposans entre les mains de notre Procureur
 Général, par Exploits des 12 Février, 17, 21, 27 Mars, 4 Avril, 19
 1759, 14, 18 Avril, 11 Juillet & 26 Août 1762, & 14 Janvier
 1763, & 21 Mars 1763, Défendeurs d'autre part ; & entre les-
 dits Comte de Berulle ; Comte de Montaigu ; la veuve Mahé de la
 Bourdonnois ; Pierre-Charles de Vilette ; Jean Paris de Montmartel ;
 Richard ; Dupré l'aîné ; Guy Avocat ; lesdites Charpentier ; la veuve
 Oudart ; Lorimier ; Joseph Benoist ; Charbonnier & son épou-
 se ; la veuve Troncher, & autres Demandeurs en Requête du 23
 Février 1763, tendante à ce que lesdits Curé & Marguilliers de S.
 Sulpice fussent déclarés non-recevables dans leurs demandes, où en
 tout cas qu'ils en fussent déboutés, & condamnés aux dépens, d'une
 part ; & lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice, Défendeurs
 d'autre part ; & entre lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice,
 Demandeurs en Requête du 12 Mars 1761, afin d'opposition, & l'Ar-
 rêt par défaut du 25 Février 1761, & signifié le 4 Août suivant ;
 d'une part, & le Comte de Montaigu, & autres Défendeurs, d'au-
 tre part ; & entre Rose Fibille Normandeau, veuve de François-
 Ignace de Liryon de Saint Didier, Chevalier de l'Ordre de Saint-
 Lazare, de Mont-Carmel, Propriétaire d'une Maison rue de Vaugi-
 rard, vis-à-vis le Petit-Calvaire, Demanderesse en Requête du 19
 Juillet 1762, tendante à ce qu'elle fût reçue partie intervenante dans
 la cause & contestation pendante en notredite Cour, entre lesdits
 Curé & Marguilliers de Saint Sulpice, d'une part, & le Comte de
 Berulle, & autres, d'autre ; sur les demandes desdits Curé & Mar-
 guilliers, formées par leur Requête, Ordonnance & Exploit des 15
 Juillet 1760, 14 Janvier, 10 Février 1761, & qu'il lui fût donné
 acte de ce que pour moyens d'intervention elle employoit le contenu
 en sa Requête, & de ce qu'elle adhéroit aux conclusions prises
 par ledit Comte de Berulle & Conforts, dans ladite Cause ; ce fai-
 sant, que lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice fussent décla-
 rés non-recevables dans leurs demandes, où en tous cas déboutés &
 condamnés aux dépens de ladite intervention & demande d'une part ;
 & lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice, Défendeurs d'autre
 part ; & entre Pierre-Charles de Vilette, Commandeur de l'Ordre
 Royal & Militaire de Saint Louis, au nom & comme étant aux
 droits de Laurent Desneux, Ecuyer, Commissaire à la suite, police
 & conduite du Régiment des Gardes Françaises, comme ayant ac-

A ij

4

quis, à titre d'échange dudit Desneux, sa maison sise cul-de-sac Feron, Demandeur en Requête du 3 Février dernier, aussi afin d'intervention dans ladite contestation, en sadite qualité; ce faisant, que les conclusions par lui ci-devant prises lui fussent adjugées, tant en son nom, qu'en sa qualité de représentant ledit Desneux, avec dépens d'une part, & lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice, Défendeurs d'autre part; & entre Louis-Joseph de Bourbon, Prince de Condé, Prince du Sang, Demandeur en Requête du 5 Février aussi dernier, tendante à ce que lesdits Curé & Marguilliers de Saint Sulpice fussent déclarés purement & simplement non-recevables dans leurs demandes, ou en tous cas déboutés & condamnés aux dépens, d'une part, & lesdits Curé & Marguilliers de S. Sulpice, Défendeurs d'autre part; & entre Louis-Joseph de Bourbon, Prince de Condé; le Comte de Montaigu, & autres, Demandeurs en Requêtes des 10 & 11 Mars présent mois, tendante à ce qu'il leur fût donné acte, du désistement donné par les Curé & Marguilliers de S. Sulpice, par acte du 9 dudit présent mois de Mars, de la demande par lui formée en notre dite Cour, en enregistrement desdites Lettres-Patentes, & desdites demandes par eux formées en notredite Cour les 15 Juillet, 5 Septembre & 24 Novembre 1762, & 15 Décembre audit an, 14 Janvier & 10 Février 1761, afin de main-levée des oppositions formées à l'enregistrement desdites Lettres-Patentes; ce faisant, que les conclusions par eux ci-devant prises leur fussent adjugées avec dépens, d'une part, & lesdits Curé & Marguilliers de Saint-Sulpice, Défendeurs d'autre part; sans que les qualités puissent nuire, ni préjudicier aux Parties, après que Jouhannin, Avocat des Curé & Marguilliers de Saint-Sulpice, Briquet, Avocat de Louis-Joseph de Bourbon, Prince de Condé, & autres, & Viel, Avocat de Beru, ont été ouïs, ensemble le Peletier de Saint-Fargeau, pour notre Procureur Général, lequel a dit :

MESSEURS,

La contestation qui divisoit les Parties, se trouve aujourd'hui terminée par le désistement de ceux qui avoient obtenu les Lettres-Patentes, dont ils abandonnent l'effet.

Mais si les intérêts particuliers des opposans sont par-là mis en sûreté; l'intérêt public n'a-t-il rien de plus à désirer ?

L'exemple d'une tentative pour établir un Cimetière nouveau dans un des Quartiers les plus peuplés de cette Ville : les alarmes qu'a causées cette entreprise ; la réclamation qu'elle a excitée , ne doivent-elles pas fixer l'attention des Magistrats sur cette partie de la Police publique ?

Il est des abus qui ne subsistent que par une sorte d'oubli , & qui disparaissent aussi-tôt que quelque occasion attire sur eux les regards de la Justice.

Ne doit-on pas ranger dans cette classe la facilité , peut-être trop grande , qu'on a eu de souffrir les demeures infectes des morts au milieu des habitations des vivans ?

L'odeur fétide que les cadavres exhalent , est une indication de la nature , qui avertit de s'en éloigner.

Les Peuples de l'antiquité les plus célèbres par les réglemens de leur Police , releguoient les Sépultures en des endroits écartés.

Si parmi nous plusieurs des lieux , où l'on dépose les tristes restes de l'humanité , se trouvent maintenant dans le centre de la Ville , c'est que l'agrandissement de la Capitale a enveloppé dans son enceinte des terrains qui étoient au-dehors lorsqu'on les a destinés à servir pour les Sépultures.

Plusieurs Cimetieres , qui , dans l'origine n'avoient point d'inconvéniens , peuvent en avoir à présent de considérables.

Leurs exhalaisons impures se perdoient autrefois dans le vague de l'air ; elles sont aujourd'hui concentrées par des édifices qui empêchent les vents de les dissiper.

Elles s'attachent aux murailles qu'elles imbibent d'un suc infect ; qui fait même si pénétrant dans les habitations circonvoisines avec l'air qu'on y respire , elles n'y portent point des causes inconnues de mort & de contagion.

Le laps de tems d'ailleurs , suffit pour augmenter & pour rendre à la fin intolérables en ce genre , des inconvéniens qui étoient supportables dans leur commencement.

On se plaint que dans plusieurs Cimetieres de cette Ville , la terre rassasiée , pour ainsi dire , de funérailles , ne peut plus consumer les corps qu'on y dépose tous les jours.

Détournons nos regards de ce lugubre & affreux tableau ; mais songeons à ce que la sûreté des Citoyens peut exiger de nos soins & de votre prévoyance.

Vouloir , sans examen , intervertir l'ordre des choses , ce seroit une

démarche précipitée : la Justice ne se détermine point sur des bruits publics, sur des plaintes vagues ; elle ne prononce qu'après avoir rassemblée toutes les connoissances qui peuvent préparer & fixer sa décision : mais elle s'empresse d'acquiescer des éclaircissémens qui importent au bien public.

Nous croyons donc, MESSIEURS, devoir nous borner, quant à présent, à proposer deux moyens de constater les faits, qui, mis en usage avec la circonspection convenable, n'ont rien qui puisse causer de préjudice ou d'inquiétude.

En premier lieu, il nous paroît indispensable de faire visiter tous les Cimetieres de cette Ville, pour s'assurer de leur état ; il y a déjà des exemples de visites de cette espece, ordonnées par la Cour : on y a quelquefois associé des Médecins & des Chirurgiens à des Officiers de Police, mais c'étoit pour des objets particuliers, & non pour des opérations générales : si l'on vouloit procéder, avec le même appareil, à l'examen dont il s'agit actuellement, il seroit à craindre que l'opération ne manquât, par des longueurs nécessaires qui la traverseroient dans l'exécution, quelles que fussent les précautions qu'on eût prises en l'ordonnant.

La forme la plus simple est toujours celle dont l'exécution est la plus prompte, & la moins sujette à difficulté : nous n'en voyons point ici qui puisse entraîner moins d'embarras & moins de longueurs que de faire dresser Procès-verbal de l'état de chaque Cimetiere par le Commissaire du quartier.

Ces Procès-verbaux donneront une premiere notion de l'état des lieux : elle suffira peut-être à l'égard du plus grand nombre pour l'objet qu'on se propose.

Si dans la suite, à l'égard de quelques-uns, il devenoit nécessaire de constater plus particulièrement des points qui feroient difficulté, on fera toujours à portée de l'ordonner sans retarder la marche de l'opération principale.

En second lieu, nous pensons, qu'on pourra se procurer encore des éclaircissémens utiles, en faisant remettre entre nos mains par les Corps & Communautés, dont les Cimetieres dépendent, des Mémoires où ils exposeront leur état actuel, les avantages de leur situation, si elle en a de réels, ou ses inconvéniens, & les moyens d'y remédier.

Dans ces circonstances & par ces considérations,

5

Nous estimons qu'il y a lieu, ⁷ faisant droit sur les conclusions des Parties, leur donner acte du désistement signifié le neuf Mars dernier par les Parties de M^e Jouhannin ; en conséquence débouter lesdites Parties de M^e Jouhannin des demandes par eux précédemment formées en enregistrement des Lettres Patentes dont est question, & en mainlevée des oppositions formées à l'enregistrement d'icelles par les Parties de M^e Briquet & de M^e Viel.

Faisant droit sur nos conclusions, ordonner que dans tel temps qu'il plaira à la Cour fixer, il sera dressé procès-verbal de l'état de chaque Cimetière étant dans l'enceinte des limites de Paris, par les Commissaires de chaque quartier, chacun en droit soi, lesquels Procès-verbaux feront mention de la grandeur de chaque Cimetière, de sa position relativement aux habitations, du temps depuis lequel on y fait des sépultures, & de toutes autres circonstances qui pourroient servir à en faire connoître la commodité ou incommodité ; comme aussi que dans un pareil délai les Fabriques des Paroisses & les Corps & Communautés dont dépendent les Cimetières, feront tenus de fournir des Mémoires sur l'état desdits Cimetières, où il sera fait mention de leur étendue, de leur position relativement aux habitations, du temps depuis lequel on y fait des sépultures, & généralement de toutes les circonstances qui pourroient servir à en faire connoître la commodité ou incommodité ; pourront aussi dans lesdits Mémoires proposer les expédiens qu'ils aviseroient pour remédier aux inconvéniens, si aucuns y a.

Pour, tant lesdits Mémoires que les susdits Procès-verbaux être communiqués au Lieutenant Général de Police & à notre Substitut au Châtelet, à l'effet d'avoir leur avis, & être ensuite le tout à nous remis dans le délai par la Cour fixé, à l'effet d'être par nous requis & par la Cour ordonné ce que de raison. Ordonner que l'Arrêt à intervenir sur nos présentes conclusions, sera imprimé jusqu'à concurrence de tel nombre d'exemplaires qui se trouvera nécessaire, à l'effet d'être par nous envoyé aux Commissaires & aux Fabriques, Corps & Communautés de cette Ville, à ce qu'ils n'en ignorent, & ayent à s'y conformer.

NOTREDITE COUR faisant droit sur les demandes des Parties de Briquet, leur donne acte du désistement signifié le 9 Mars dernier par les Parties de Jouhannin, en conséquence déboute lesdites Parties de Jouhannin des demandes par elles précédemment formées en



ARREST
DE LA COUR
DE PARLEMENT,

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du 21 Mai 1765.



U par la Cour la Requête présentée par le Procureur Général du Roi, contenant qu'en exécution de l'Arrêt de la Cour du 12 Mars 1763, les différentes Paroisses de cette Ville de Paris lui ont envoyé leurs Mémoires concernant les Sépultures, l'évaluation du nombre des Enterremens annuels, la nature du sol, l'étendue & l'ancienneté des Cimetieres, les avis de diverses Fabriques, que les Commissaires aux Châtelet lui ont remis leurs divers Procès-verbaux, qu'enfin les Officiers du Châtelet ont donné leurs avis sur ces mêmes objets; que d'après l'examen de toutes ces Pieces, le Procureur Général du Roi se croit en état de proposer à la Cour ses réflexions, & le moyen de remédier aux inconvéniens de tout genre qui paroissent résulter de l'usage actuel d'enterrer les corps des défunts dans l'intérieur de la Ville: usage qui ne doit son origine qu'à l'aggrandissement de cette Capitale, qui, en s'étendant, a renfermé la plupart des Cimetie-

A

2
res dans l'enceinte de ses limites ; que d'ailleurs le nombre des habitans de chaque Paroisse s'est si fort augmenté par l'élévation des maisons, que les lieux destinés aux inhumations se sont trouvés trop resserrés, & par-là sont devenus fort à charge à tout leur voisinage ; que c'est ce qui est établi par le plus grand nombre des Actes qui seront remis sous les yeux de la Cour, qu'elle y verra que dans la plupart des grandes Paroisses, & sur-tout de celles qui sont au centre de la Ville, les plaintes sont journalières sur l'infection que répandent aux environs les Cimetieres de ces Paroisses, principalement lorsque les chaleurs de l'Été augmentent les exhalaisons, qu'alors la putréfaction est telle que les alimens les plus nécessaires à la vie, ne peuvent se conserver quelques heures dans les maisons voisines sans s'y corrompre, ce qui provient ou de la nature du sol trop engraisé pour pouvoir consommer les corps, ou du peu d'étendue du terrain pour le nombre des Enterremens, auxquels, ce qui nécessite de revenir trop souvent au même endroit, & peut-être aussi du peu d'ordre de ceux qui, préposés au soin d'enterrer les morts, n'ont ni l'attention ni l'exactitude nécessaires pour ne pas rouvrir trop tôt les mêmes sépultures ; que la Cour demeurera d'autant plus pénétrée de ces inconvéniens, qu'elle remarquera avec satisfaction que plusieurs Fabriques, sensibles aux plaintes réitérées des Paroissiens, s'étoient déjà déterminées à supprimer leurs Cimetieres actuels, & que dès avant son premier Arrêt, elles avoient entr'elles pris des arrangemens pour acquérir en commun hors la Ville, un terrain propre à cet usage, & assez étendu pour le besoin de ces Paroisses, eu égard au nombre de leurs habitans ; que dans de telles circonstances le Procureur Général du Roi estime qu'il ne s'agit que d'étendre un plan si naturel & si facile à remplir, qu'il proposera donc à la Cour, d'un côté, de supprimer de l'enceinte de la Ville les Cimetieres, afin que la loi étant générale, devienne d'une exécution plus facile, & de l'autre, de placer au-dehors de la Ville sept ou huit Cimetieres communs à plusieurs Paroisses d'un même arrondissement, afin de diminuer le nombre de ces établissemens, & de trouver plus facilement des terrains qui y soient convenables. C'est sous ce point de vue d'utilité publique qui doit toujours animer son Ministère, que le Procureur Général du Roi va présenter à la Cour quelques Articles du Règlement qu'il a estimé propre à calmer les inquiétudes trop fondées d'un grand nombre d'habitans de cette Ville, & conséquemment à remplir le plan que la Cour, par son premier Arrêt, a paru se proposer. A CES CAUSES requiert le Procureur Général du Roi, qu'il plaise à la Cour ordonner :

ARTICLE PREMIER.

QU'AUCUNES inhumations ne seront plus faites à l'avenir dans les Cimetieres actuellement existans dans cette Ville, sous aucun prétexte que ce puisse être, & sous telle peine qu'il appartiendra, & ce à

3
compter du premier Janvier prochain, sauf néanmoins dans ceux qui
seront exceptés par l'Article XIX ci-après.

II. QUE les Cimetieres actuellement existans demeureront dans
l'état où ils sont, sans que l'on puisse en faire aucun usage avant le tems
& espace de cinq années, à compter dudit jour premier Janvier pro-
chain, après lequel terme il sera procédé à la visite desdits terrains par
les Officiers de Police, & par les Médecins & Chirurgiens du Châtelet,
pour leur avis communiqué aux Curés & Marguilliers de chaque Pa-
roisse; & dans le cas où les Officiers & Médecins estimeroient qu'on
pourroit faire usage desdits Cimetieres, se pourvoir par lesdits Curés
& Marguilliers vers le Supérieur Ecclésiastique, pour obtenir de lui la
permission d'exhumer les corps & ossemens, avant de remettre lesdits
terrains dans le commerce.

III. QU'AUCUNES sépultures ne seront faites à l'avenir ou accordées
dans les Eglises, soit Paroissiales, soit Régulières, si ce n'est de celles
des Curés ou Supérieurs décédés en place, à moins qu'il ne soit payé à
la Fabrique la somme de deux mille livres pour chaque ouverture en
icelles; & que quant aux sépultures dans les Chapelles & Caveaux,
elles ne pourront avoir lieu que pour leurs Fondateurs ou leurs Représen-
tans, & pour ceux des familles qui en sont Propriétaires, ou sont
dans une possession longue & ancienne, d'y avoir leurs sépultures, &
ce à la charge d'y mettre les corps dans des cercueils de plomb & non
autrement.

IV. QU'IL sera fait choix de sept à huit terrains différens, propres
à recevoir & consommer les corps, & situés hors de la Ville au sortir
des Fauxbourgs, aux endroits les plus élevés & assez étendus pour l'u-
sage des Paroisses de chaque arrondissement, ainsi qu'il sera fixé par
l'Article XI ci-après; & à cet effet, ordonner que le Roi fera très-
humblement supplié de vouloir bien déroger à la Déclaration du 31
Janvier 1690, registrée le 6 Février audit an, & à l'Edit du mois
d'Août 1749, concernant les Gens de Main-morte, registré le 2 Sep-
tembre audit an.

V. QUE chacun desdits Cimetieres fera clos de murs de dix pieds
d'élévation dans tout le pourtour, & que dans chacun d'iceux, il y aura
une Chapelle de dévotion & un logement de Concierge, sans que l'on
y puisse construire autres bâtimens, ni même mettre dans l'intérieur
aucune Epitaphe, si ce n'est sur lesdits murs de clôture & non sur au-
cunes sépultures.

VI. QUE les Enterremens se feront comme par le passé; mais qu'a-
près les prières finies dans l'Eglise, les corps soient portés dans le lieu
du Dépôt ou Chapelle mortuaire, tel qu'il sera ci-après indiqué Article
X pour un certain nombre de Paroisses de chaque arrondissement, sans
que, sous aucun prétexte, l'on puisse y accorder de sépulture particu-
lière, non plus que dans le Cimetiere commun.

VII. QUE les bierres ou serpillieres seront marquées d'une lettre
A ij

Alphabétique indicative de la Paroisse, & d'un numéro qui porté également à la marge de l'Extrait mortuaire de chaque Défunt, indiquera quel corps y est renfermé; & les corps seront accompagnés, lors du transport au Dépôt, d'un Ecclesiastique de la Paroisse d'où le transport sera fait, & y demeureront jusqu'au lendemain matin.

VIII. Il restera toujours audit lieu de Dépôt l'un des Ecclesiastiques qui y aura accompagné les corps, jusqu'au moment où l'on viendra les lever pour les transporter au Cimetiere commun de chaque arrondissement, pour prier Dieu pour les Défunts, à l'effet de quoi il sera bâti dans le Dépôt de chaque arrondissement, une ou deux chambres pour ledit Ecclesiastique; & sera ledit Ecclesiastique pris alternativement dans chaque Paroisse de l'arrondissement, & nommé par le Curé de la Paroisse.

IX. *Tous* les jours à deux heures du matin, depuis le premier Avril jusqu'au premier Octobre, & à quatre heures du matin depuis le premier Octobre jusqu'au premier Avril, on ira lever les corps qui auront été portés audit Dépôt, & ils seront transportés dans un ou plusieurs Chars couverts de draps mortuaires, attelés de deux chevaux, allant toujours au pas au Cimetiere commun de l'arrondissement; le Conducteur dudit Chariot se rendra d'abord au premier des Dépôts de l'arrondissement qui sera sur la route, & ira successivement à chacun des Dépôts; & ledit Chariot sera toujours accompagné d'un Ecclesiastique ou de deux au plus, qui seront choisis alternativement dans chaque Paroisse de l'arrondissement, & nommés par les Curés de chaque Paroisse de l'arrondissement. Le Chariot sera précédé d'autant de lanternes qu'il y aura de Dépôts dans l'arrondissement, & les Porteurs d'icelles chargeront le Chariot & aideront en route en cas d'accident; ils seront en même tems les Fossoyeurs du Cimetiere commun.

X. Que chaque Entrepôt où seront déposés les Corps en attendant qu'ils soient portés au Cimetiere commun, sera un lieu fermé à la hauteur de six pieds au moins de murailles, garnies au-dessus de barreaux de fers, de quatre pieds de haut dans tout le pourtour, & terminé par une voute ouverte dans son sommet.

XI. Que les Corps des Paroisses Saint Louis du Louvre, & des Quinze-Vingts, seront portés au dépôt de Saint Roch, & ceux de Saint Philippe du Roule à celui de la Ville-l'Evêque. Que les Corps des Paroisses de Saint Honoré & de Saint Germain-l'Auxerrois seront portés au dépôt de Saint Eustache. Que ceux de Saint Jacques de la Boucherie, Sainte Opportune, Saint Merry & Saint Josse seront portés au dépôt des Saints Innocens, & ceux de Saint Len à Saint Sauveur. Que les Corps de Saint Jean-en-Greve seront portés au dépôt de Saint Gervais. Que ceux de la Charité des hommes & de Saint Simphonien seront portés au dépôt de Saint Sulpice. Qu'au dépôt de Saint Severin seront portés les Corps des Paroisses de la Sainte Chapelle-Basse, Saint Barthelemy, la Madeleine, Saint Landry, Sainte Marine, Saint Denis-du-Pas, Saint

Pierre-aux-Bœufs, Saint Germain-le-Vieux & Saint André. Que les Corps de Saint Côme seront portés au dépôt de Saint Benoît. Que ceux de Saint Hilaire & Saint Jean-de-Latran seront portés à celui de Saint Etienne-du-Mont. Que ceux de Saint Louis-en-l'Isle, Saint Victor & le Cardinal-le-Moine, seront portés au dépôt de Saint Nicolas-du-Chardonnet. Que ceux de Saint Martin & Saint Hypolite seront portés au dépôt de Saint Médard : qu'enfin auront chez elles le dépôt, les Paroisses de Saint Roch & la Magdeleine de la Ville-l'Evêque, Saint Eustache, les Innocens, Saint Sauveur & Saint Nicolas-des-Champs, Saint Gervais & Saint Paul, Saint Sulpice, les Incurables, Saint Severin, Saint Benoît & Saint Jacques du Haut-Pas, Saint Etienne-du-Mont, Saint Nicolas-du-Chardonnet & Saint Medard ; & que les Paroisses de Saint Laurent, Saint Pierre du Gros-Cailloux & Sainte Marguerite, porteront les Corps droit au Cimetiere commun à elles indiqué par l'article suivant.

XII. QUE l'arrondissement du premier des huit nouveaux Cimetieres, sera composé des Paroisses de Saint Philippe du Roule, Saint Roch, les Quinze-Vingt & Saint Louis du Louvre, qui auront leur Cimetiere commun à la Chaussée d'Antin ; en augmentant celui de Saint Roch, il sera de cinq cent toises de superficie au moins. Que l'arrondissement du second sera formé des Paroisses de Saint Eustache, Saint Germain-l'Auxerrois & Saint Honoré, ce Cimetiere sera de mille toises de superficie au moins, vers la Croix Cadet, aux Porcherons. Que le troisieme Cimetiere sera placé pour onze cent vingt-cinq toises au moins, rue des Marais Saint Martin, vis-à-vis la rue des Vinaigriers, & que cet arrondissement sera composé des Paroisses de Saint Jacques de la Boucherie, Sainte Opportune, les Saints Innocens, Saint Merry, Saint Josse, la Trinité, Saint Sauveur, Saint Nicolas-des-Champs, Notre-Dame de Bonne-Nouvelle & Saint Laurent. Que le quatrieme arrondissement aura son Cimetiere situé rue du Chemin Vert, près Pincourt, au-dessous des Annonciades, qu'il sera de onze cent vingt-cinq toises au moins de superficie, & servira aux Paroisses de Saint Gervais, Saint Jean en Greve, Saint Paul, les Enfants Rouges, le Temple & Sainte Marguerite. Que le cinquieme arrondissement sera celui des Paroisses de St. Sulpice, St. Simphorien, St. Pierre du Gros-Cailloux, les Invalides, les Incurables, les Petites-Maisons & la Charité des hommes, & auront leur Cimetiere commun, de mille sept cent cinquante toises au moins de superficie, sis à la Croix sur le chemin de Vaugirard, près le Moulin de la Pointe. Que le sixieme arrondissement aura son Cimetiere sur la grande route d'Orléans, consistant en cinq cent toises de superficie au moins, à main-droite de la demie lune du Boulevard, pour les Paroisses de la Sainte Chapelle-Basse, Saint Barthelomy, Saint Pierre-des-Arcis, Sainte Croix, la Magdeleine, Saint Landry, Sainte Marine, Saint Denis-du-Pas, Saint Pierre aux Bœufs, Saint Germain-le-Vieux, Saint Côme, Saint Benoît, Saint Jacques du Haut-Pas, Saint

André & Saint Severin. Que le septième sera composé des Paroisses de Saint Jean-de-Latran, Saint Hilaire & Saint Etienne-du-Mont, dont le Cimetiere sera placé sur le chemin nouveau du Boulevard, près l'Hôpital de la Santé, & sera de trois cent quinze toises de superficie au moins. Que le huitième & dernier arrondissement sera composé des Paroisses de Saint Louis en l'Isle, Saint Nicolas du Chardonnet, le Cardinal-le-Moine, Saint Victor, Saint Médard, Saint Martin & Saint Hyppolite, & auront leur Cimetiere au-dessus de la demie lune du nouveau Boulevard, allant au chemin de Vitry, lequel aura trois cent soixante-quinze toises de superficie au moins.

XIII. QUE la dépense à faire pour l'acquisition des Terres & Bâtimens qui devront servir aux nouveaux Cimetières, sera supportée par chaque Paroisse du même arrondissement, à proportion du nombre des Sépultures annuelles qu'elles peuvent avoir, & au marc la livre de la somme totale qui aura été employée aux dépenses susdites du Cimetiere de leur arrondissement.

XIV. QUE les Paroisses de chaque arrondissement seront tenues de contribuer dans la même proportion de l'article précédent, à la dépense & entretien, gages & appointemens, soit des Ecclésiastiques & Luminaires, soit du Char, des Chevaux, du Concierge & des Foyeux, soit du Cimetiere commun, soit du lieu du dépôt particulier à aucunes Paroisses de chaque arrondissement, & généralement à toute dépense commune, de quelque nature qu'elle puisse être.

XV. QUE pour supporter lesdites charges, il sera payé par les héritiers, ou les représentans les défunts, à la Fabrique de chaque Paroisse, un supplément de six livres par chaque Enterrement des grands Ornemens, & de trois livres par chacun des autres, sauf ceux de Charité & demie Charité, pour raison desquels il ne sera rien perçu, non plus que pour ceux qui en payant le double des frais ordinaires en tout genre, voudroient faire porter directement les Corps de leurs parens au Cimetiere commun, sans que pour ce, l'on y puisse ouvrir aucune Fosse particuliere, s'il n'est préalablement payé la somme de trois cent livres, qui sera employée aux dépenses communes des Paroisses de l'arrondissement, & qu'il sera réservé à cet effet un Terrain de huit pieds au pourtour intérieur des Murailles de chaque Cimetiere, dans lequel espace ne pourra être ouverte aucune Fosse commune.

XVI. QUE la Fosse commune de chacun des huit Cimetières soit renouvelée au plus tard trois fois dans l'année, & l'ancienne comblée, quand même elle ne seroit pas remplie; sçavoir, une fois depuis Octobre jusqu'en Avril, & deux fois depuis le premier Avril jusqu'au premier Octobre.

XVII. QUE l'ouverture de la Fosse générale soit couverte & fermée par un assemblage de bois, sur lequel soit attachée une grille de fer fermante avec un cademat.

XVIII. QU'IL soit défendu au Concierge, & à tous autres, de

planter aucuns Arbres ou Arbrisseaux dans lesdits Cimetieres.

XIX. Qu'il ne sera rien innové, quant à présent, pour les Sépultures des personnes habitantes dans les Hôpitaux, Maisons ou Communautés Religieuses, tant d'Hommes que de Filles, autres que celles ci-dessus désignées; ordonner que l'Arrêt qui interviendra sera imprimé, jusqu'à la concurrence de tel nombre d'Exemplaires qu'il se trouvera nécessaire, à l'effet d'être par le Procureur Général du Roi envoyés aux Curés & Marguilliers des Paroisses de la Ville de Paris, ensemble aux Hôpitaux & Communautés séculières & régulières de ladite Ville qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en ignorent, & aient à s'y conformer. Ladite Requête signée du Procureur Général du Roi: Oui le rapport de Me Joseph-Marie Terray, Conseiller; tout considéré.

LA COUR ordonne, 1°. qu'aucunes inhumations ne seront plus faites à l'avenir dans les Cimetieres actuellement existans dans cette Ville sous aucun prétexte que ce puisse être, & sous telle peine qu'il appartiendra, & ce à compter du premier Janvier prochain, sauf néanmoins dans ceux qui seront exceptés par l'art. 19 ci-après; 2°. Que les Cimetieres actuellement existans, demeureront dans l'état où ils sont, sans que l'on puisse en faire aucun usage avant le tems & espace de cinq années, à compter dudit jour premier Janvier prochain; après lequel tems il sera procédé à la visite desdits terrains par les Officiers de Police, & par les Medecins & Chirurgiens du Châtelet, pour leur avis communiqué aux Curés & Marguilliers de chaque Paroisse; & dans le cas où les Officiers & Medecins estimeroient qu'on pourroit faire usage desdits Cimetieres, se pourvoir par lesdits Curés & Marguilliers vers le Supérieur Ecclésiastique, pour obtenir de lui la permission d'exhumer les corps & ossemens avant de remettre lesdits terrains dans le commerce. 3°. Qu'aucunes sépultures ne seront faites à l'avenir ou accordées dans les Eglises, soit paroissiales, soit régulières, si ce n'est celles des Curés ou Supérieurs décédés en place, à moins qu'il ne soit payé à la Fabrique la somme de deux mille livres pour chaque ouverture en icelles; & que quant aux sépultures dans les Chapelles & Caveaux, elles ne pourront avoir lieu que pour les Fondateurs ou leurs Représentans, & pour ceux des familles qui en sont Propriétaires, ou sont dans une possession longue & ancienne d'y avoir leurs sépultures, & ce à la charge d'y mettre les corps dans des cercueils de plomb & non autrement. 4°. Qu'il sera fait choix de sept à huit terrains différens, propres à recevoir & consommer les corps, & situés hors de la Ville au fortir des Fauxbourgs, aux endroits les plus élevés & assez étendus pour l'usage des Paroisses de chaque arrondissement, ainsi qu'il sera fixé par l'article XI ci-après; & à cet effet ordonne que le Roi sera très-humblement supplié de vouloir bien déroger à la Déclaration du 31 Janvier 1690, registrée le 6 Février audit an, & à l'Edit du mois d'Août 1749, concernant les Gens de Mainmorte, re-

§
 gistré le 2 Septembre audit an. 5°. Que chacun desdits Cimetieres sera
 clos de murs de dix pieds d'élévation dans tout le pourtour ; & que dans
 chacun d'eux il y aura une Chapelle de dévotion , & un logement de
 Concierge , sans qu'on y puisse construire autres bâtimens , ni même
 mettre dans l'intérieur aucunes sépultures. 6°. Que les enterremens se
 feront , & non sur aucunes épitaphes , si ce n'est sur lesdits murs de
 clôture , & non par le passé , mais qu'après les prières finies dans l'Eglise ,
 les corps seront portés dans le lieu du dépôt , ou Chapelle mortuaire ,
 tel qu'il sera ci-après indiqué article 10 , pour un certain nombre de
 Paroisses de chaque arrondissement , sans que sous aucun prétexte ,
 l'on puisse y accorder de sépulture particulière , non plus que dans le
 Cimetiere commun. 7°. Que les bierres ou serpillieres seront marquées
 d'une lettre alphabétique indicative de la Paroisse , & d'un numero ,
 qui porté également à la marge de l'Extrait mortuaire de chaque dé-
 funt , indiquera que le corps y est renfermé ; & les corps seront accom-
 pagnés lors du transport au dépôt , d'un Ecclésiastique de la Paroisse
 d'où le transport sera fait , & y demeureront jusqu'au lendemain matin.
 8°. Il restera toujours audit lieu de dépôt , l'un des Ecclésiastiques qui
 y aura accompagné les corps , jusqu'au moment où l'on viendra les
 lever pour les transporter au Cimetiere commun de chaque arrondis-
 sement , pour prier Dieu pour les défunts ; à l'effet de quoi il sera bâti
 dans le dépôt de chaque arrondissement une ou deux chambres pour
 ledit Ecclésiastique ; & sera ledit Ecclésiastique pris alternativement
 dans chaque Paroisse de l'arrondissement , & nommé par le Curé de la
 Paroisse. 9°. Tous les jours à deux heures du matin , depuis le premier
 Avril jusqu'au premier Octobre , & à quatre heures du matin , depuis
 le premier Octobre jusqu'au premier Avril , on ira lever les corps qui
 auront été portés audit dépôt , & ils seront transportés dans un ou
 plusieurs chars couverts de draps mortuaires , attelés de deux chevaux ;
 allant toujours au pas au Cimetiere commun de l'arrondissement. Le
 Conduc-teur dudit chariot se rendra d'abord au premier des dépôts de
 l'arrondissement qui sera sur la route , & ira successivement à chacun
 des dépôts , & ledit chariot sera toujours accompagné d'un Ecclésias-
 tique ou deux au plus , qui seront choisis alternativement dans chaque
 Paroisse de l'arrondissement , & nommés par les Curés de chaque Pa-
 roisse de l'arrondissement ; le chariot sera précédé d'autant de lanternes
 qu'il y aura de dépôts dans l'arrondissement ; & les Porteurs d'icelles
 chargeront le chariot , & aideront en route en cas d'accident , ils seront
 en même-tems les Fossoyeurs du Cimetiere commun. 10°. Que chaque
 entrepôt où seront déposés les corps en attendant qu'ils soient portés
 au Cimetiere commun , sera un lieu fermé , à la hauteur de six pieds
 au moins , de murailles garnies au-dessus de barreaux de fer de quatre
 pieds de haut dans tout le pourtour , & terminé par une voûte ouverte
 dans son sommet. 11°. Que les Corps des Paroisses S. Louis-du-Louvre
 & des Quinze-Vingt , seront portés au dépôt de S. Roch , & ceux de
 Saint

9
 Saint Philippe du Roule à celui de la Ville l'Evêque. Que les corps des Paroisses de S. Honoré & S. Germain-l'Auxerrois seront portés au dépôt de S. Eustache. Que ceux de S. Jacques de la Boucherie, Ste. Opportune, S. Merry & S. Joffe seront portés au dépôt des Saints Innocens; & ceux de S. Leu, à S. Sauveur. Que les corps de S. Jean en Grève seront portés au dépôt de S. Gervais. Que ceux de la Charité des hommes & de S. Simphorien seront portés au dépôt de S. Sulpice. Qu'au dépôt de S. Severin seront portés les corps des Paroisses de la Ste. Chapelle basse, S. Barthelemy, la Magdelaine, S. Landry, Ste. Marine, S. Denis du Pas, S. Pierre-aux-Bœufs, S. Germain-le-vieux, & S. André. Que les corps de S. Cosme seront portés au dépôt de S. Benoît. Que ceux de S. Hilaire & de S. Jean de Latran seront portés à celui de S. Etienne-du-Mont. Que ceux de S. Louis en l'Isle, S. Victor & le Cardinal le Moine seront portés au dépôt de S. Nicolas du Chardonnet. Que ceux de S. Martin & S. Hyppolite seront portés au dépôt de S. Médard. Qu'enfin auront chez elles le dépôt, les Paroisses de S. Roch, & la Magdelaine de la Ville l'Evêque, S. Eustache, les Innocens, S. Sauveur & S. Nicolas-des-Champs, S. Gervais & S. Paul, S. Sulpice, les Incurables, S. Severin, S. Benoît, S. Jacques du Haut-Pas, S. Etienne-du-Mont, S. Nicolas-du-Chardonnet & S. Médard; & que les Paroisses de S. Laurent, S. Pierre du Gros-Caillou & Ste. Marguerite porteront les corps droit au Cimetiere commun à elles indiqué par l'article suivant. 12^o. Que l'arrondissement du premier des huit nouveaux Cimetieres sera composé des Paroisses de S. Philippe-du-Roule, S. Roch, les Quinze-Vingt, & S. Louis-du-Louvre, qui auront leur Cimetiere commun à la chaussée d'Antin; en augmentant celui de S. Roch, il sera de cinq cens toises de superficie au moins. Que l'arrondissement du second sera formé des Paroisses S. Eustache, S. Germain-l'Auxerrois & S. Honoré. Ce Cimetiere sera de mille toises de superficie au moins, vers la Croix-Cadet aux Porcherons. Que le troisieme Cimetiere sera placé pour onze cens vingt-cinq toises au moins, rue des Marais S. Martin, vis-à-vis la rue des Vinaigriers; & que cet arrondissement sera composé des Paroisses de S. Jacques de la Boucherie, Sainte Opportune, les Saints Innocens, S. Merry, S. Joffe, la Trinité, S. Sauveur, S. Nicolas-des-Champs, Notre Dame de Bonne-Nouvelle, & S. Laurent. Que le quatrieme arrondissement aura son Cimetiere, situé rue du chemin verd, près Pincourt, au-dessous des Annonciades; qu'il sera de onze cens vingt-cinq toises au moins de superficie, & servira aux Paroisses de S. Gervais, S. Jean en Grève, S. Paul, les Enfants Rouges, le Temple, & Sainte Marguerite. Que le cinquieme arrondissement sera celui des Paroisses de S. Sulpice, S. Simphorien, S. Pierre du Gros-Caillou, les Invalides, les Incurables, les petites Maisons, & la Charité des Hommes, & auront leur Cimetiere commun de dix-sept cens cinquante toises au moins de superficie, sis à la Croix sur le chemin de Vaugirard, près le Moulin de la Pointe. Que le sixieme arrondissement aura son

B

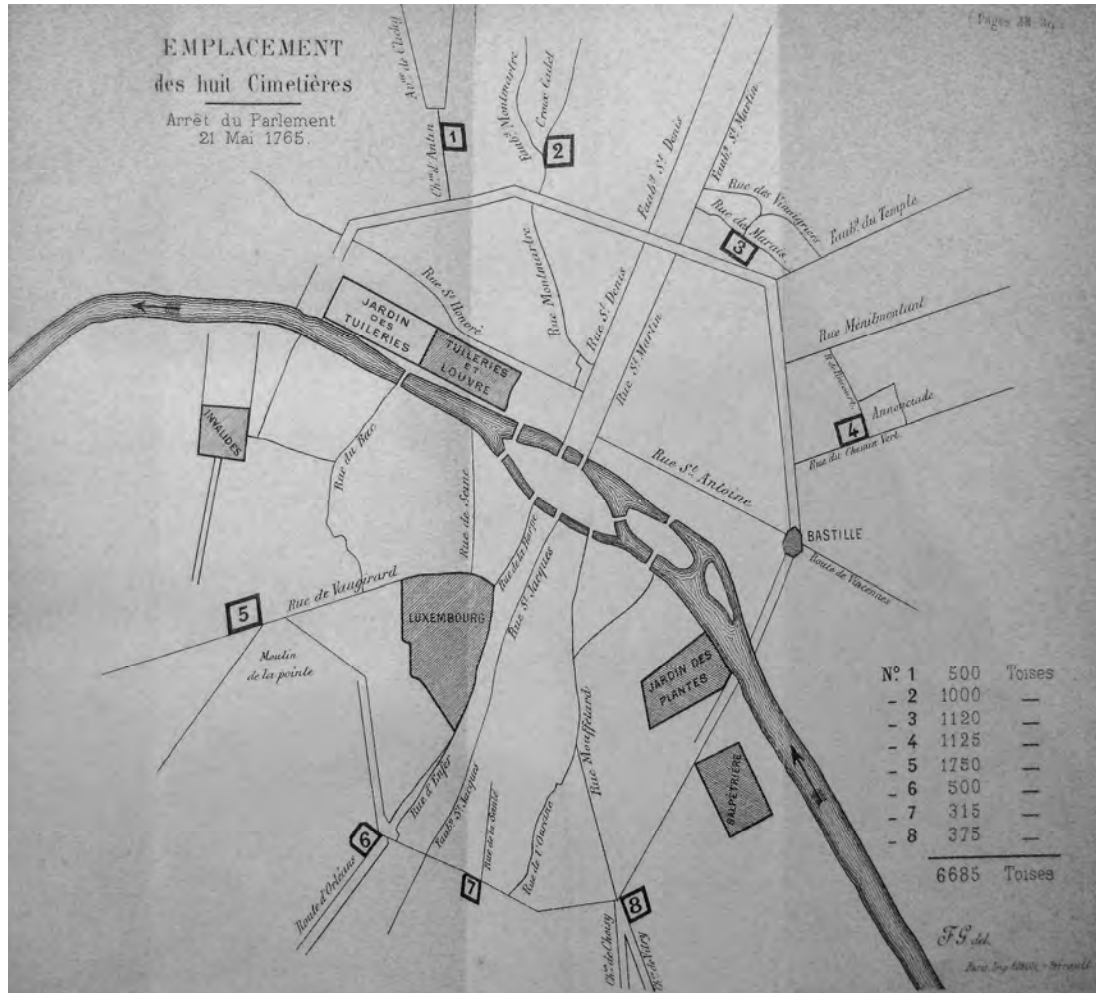
10

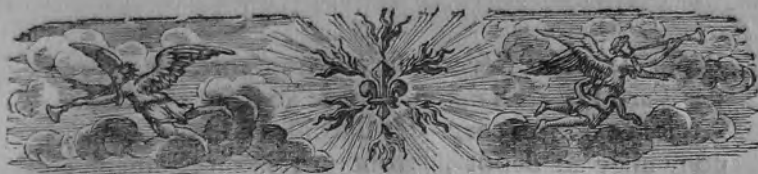
Cimetiere sur la grande route d'Orléans, consistant en cinq cens toises de superficie au moins, à main droite de la demie Lune du Boulevard, pour les Paroisses de la Sainte Chapelle basse, S. Barthelemy, S. Pierre-des-Arcis, Sainte Croix, la Magdelaine, S. Landry, Sainte Marine, S. Denis-du-Pas, S. Pierre-aux-Bœufs, S. Germain-le-viel, S. Côme, S. Benoît, & S. Jacques du Haut-Pas, S. André & S. Severin. Que le septieme sera composé des Paroisses de S. Jean-de-Latran, S. Hilaire, & S. Etienne-du-Mont, dont le Cimetiere sera placé sur le chemin nouveau du Boulevard, près l'Hôpital de la Santé, & sera de trois cens quinze toises de superficie au moins. Que le huitieme & dernier arrondissement sera composé des Paroisses de S. Louis en l'Isle, S. Nicolas-du-Chardonnet, le Cardinal le Moine, S. Victor, S. Medard, S. Martin, & Saint Hyppolite, & auront leur Cimetiere au-dessus de la demie lune du nouveau Boulevard allant au chemin de Vitry, lequel aura trois cens soixante-quinze toises de superficie au moins. 13°. Que la dépense à faire pour l'acquisition des terrains & bâtimens qui devront servir aux nouveaux Cimetieres, sera supportée par chaque Paroisse du même arrondissement, à proportion du nombre des Sépultures annuelles qu'elles peuvent avoir, & au marc la livre de la somme totale qui aura été employée aux dépenses susdites du Cimetiere de leur arrondissement. 14°. Que les Paroisses de chaque arrondissement seront tenues de contribuer dans la même proportion de l'Article précédent, à la dépense & entretien, gages & appointemens, soit des Ecclésiastiques, & luminaires, soit du Char, des chevaux, du Concierge & des Fossoyeurs, soit du Cimetiere commun, soit du lieu du Dépôt particulier à aucune des Paroisses de chaque arrondissement, & généralement à toute dépense commune, de quelque nature qu'elle puisse être. 15°. Que pour supporter lesdites charges, il sera payé par les heritiers ou les representans les défunts, à la Fabrique de chaque Paroisse, un supplément de six livres par chaque Enterrement des grands ornemens, & de trois livres pour chacun des autres, sauf ceux de charité & demie-charité, pour raison desquels il ne sera rien perçu, non plus que pour ceux qui, en payant le double des frais ordinaires en tout genre, voudroient faire porter directement les corps de leurs parens au Cimetiere commun, sans que pour ce l'on y puisse ouvrir aucune fosse particuliere, s'il n'est préalablement payé la somme de trois cens livres qui sera employée aux dépenses communes des Paroisses de l'arrondissement; & qu'il sera réservé à cet effet un terrain de huit pieds au pourtour intérieur des murailles de chaque Cimetiere, dans lequel espace ne pourra être ouverte aucune fosse commune. 16°. Que la fosse commune de chacun des huit Cimetieres sera renouvelée au plûtard trois fois dans l'année, & l'ancienne comblée quand même elle ne seroit pas remplie: sçavoir une fois depuis Octobre jusqu'en Avril, & deux fois depuis le premier Avril jusqu'au premier Octobre. 17°. Que l'ouverture de la fosse générale sera couverte & fermée par un assemblage de bois, sur lequel sera

II
attachée une grille de fer fermant avec un cadenas. 18°. Défend au
Concierge & à tous autres de planter aucuns arbres ou arbrisseaux dans
lesdits Cimétieres. 19°. Ordonne qu'il ne sera rien innové quant à pré-
sents ou Communautés Religieuses, tant d'hommes que de filles, autres
que celles ci-dessus désignées. Ordonne que le présent Arrêt sera im-
primé jusqu'à la concurrence de tel nombre d'exemplaires qu'il se trou-
vera nécessaires, à l'effet d'être par le Procureur Général du Roi en-
voyés aux Curés & Marguilliers des Paroisses de la Ville de Paris, en-
semble aux Hôpitaux & Communautés Séculières & Régulières de ladite
Ville qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en ignorent, & ayent à s'y con-
former. Fait en Parlement le vingt-un Mai mil sept cent soixante-cinq.
Collationné, REGNAULT.

Signé, DUFRANC.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue de la Harpe, à l'Hercule, 1765.





62

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT.

Du trois Septembre 1765.



VU par la Cour, la Requête à elle présentée par le Procureur Général du Roi, contenant, que dans le dénombrement des différentes Paroisses énoncées en l'Ar-rêt de Règlement de la Cour du 21 Mai 1765, il se seroit glissé quelques omissions qu'il croit nécessaire de rétablir; pourquoi requéroit le Procureur Général du Roi qu'il plût à la Cour ordonner, 1°. Que l'Article XI dudit Règlement sera exécuté selon sa forme & teneur, & en y ajoutant, que, au dépôt de Saint Sauveur, seront portés les corps des personnes décédées à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle; qu'il y aura un dépôt aux Incurables, où seront portés ceux des personnes décédées dans l'Hôpital des Petites-Maisons & dépendances; qu'au

dépôt de Saint Séverin seront transportés les corps des Paroisses de Sainte Croix & de Saint Pierre-des-Arcis : & que les corps des Paroisses non dénommées pour aller au dépôt , seront portés directement au Cimetiere commun à elles indiqué. 2^o. Que l'Article XII dudit Arrêt fera pareillement exécuté selon sa forme & teneur , sauf que le Cimetiere dénommé pour être le premier des nouveaux Cimetieres , sera placé à gauche de la Chaussée d'Antin , & que , audit premier Cimetiere , seront portés les corps des personnes décédées sur la Paroisse de la Madeleine de la Ville-l'Evêque ; au second , ceux de S. Joseph, Succursale de S. Eustache ; au troisieme , ceux de l'Hôpital Sainte Catherine , de S. Leu , de Saint Martin-des-Champs , du S. Sépulchre , & de S. Jacques de l'Hôpital ; au quatrieme , ceux de l'Hôpital du Saint-Esprit , des Hospitalieres de S. Gervais , des Hospitalieres de la Place Royale , de l'Hôpital des Enfans-Trouvés du Fauxbourg S. Antoine , & de S. Pierre , Enclos de l'Abbaye Saint-Antoine ; & qu'au huitieme & dernier , seront portés ceux de la Pitié , de l'Hôpital des Cent Filles , & des Hospitalieres du Fauxbourg Saint Marcel ; ordonner au surplus qu'il ne pourra être élevé par la suite aucuns bâtimens sur les terrains adjacens auxdits lieux , esquels les nouveaux Cimetieres seront établis , s'ils ne sont à vingt toises au moins de distance des murs de clôture desdits Cimetieres ; ordonner qu'il sera envoyé aux Curés & Marguilliers des Paroisses de cette Ville de Paris , ensem-

3.

ble aux Hôpitaux & Communautés Sécularies & Régulieres de cette Ville de Paris, dénommés en ladite Requête, un Imprimé de l'Arrêt qui interviendra sur ladite Requête, signée du Procureur Général du Roi. Oui le Rapport de M^e Joseph-Marie Terray, Conseiller : Tout considéré.

LA COUR ordonne, en premier lieu, que l'article XI de l'Arrêt de Règlement du 21 Mai 1765, sera exécuté selon sa forme & teneur, & en y ajoutant, qu'au dépôt de Saint-Sauveur seront portés les corps des personnes décédées à Notre-Dame de Bonne - Nouvelle; qu'il y aura un dépôt aux Incurables où seront portés ceux des personnes décédées dans l'Hôpital des Petites-Maisons & dépendances; qu'au dépôt de Saint Severin, seront portés les corps des Paroisses de Sainte Croix & de Saint Pierre des Arcis, & que les corps des Paroisses non dénommées pour aller aux dépôts, seront portés directement au Cimetiere commun à elles indiqué; en second lieu, que l'article XII dudit Arrêt sera pareillement exécuté selon sa forme & teneur, sauf que le Cimetiere dénommé, pour être le premier des nouveaux Cimetieres, sera placé à gauche de la Chaussée dite la Chaussée d'Antin, & que audit premier Cimetiere seront portés les corps des personnes décédées sur la Paroisse de la Madeleine de la Ville-l'Evêque; au second, ceux de Saint Joseph, Succursale de Saint Eustache; au troisieme, ceux de l'Hôpital Sainte

Versailles, 4 mars 1776. (R. S.)

V. l'art. 58 du projet de Code forestier émis en 1825.

N° 595. — ARRÊT du parlement, concernant les femmes et filles de joie, qui, entre autres dispositions, ordonne qu'elle seront chassées de cette ville, faubourgs et banlieue.

Toulouse, 6 mars 1776. (R. des édits sur l'ord. judic. Toulouse, Dupleix, 1784.)

V. décl. 26 juillet 1713, 18 juillet 1724. Merlin, v° bordel.

N° 596. — DÉCLARATION concernant les inhumations (1).

Versailles, 10 mars 1777. Reg. au parlement de Paris le 21 mai; de Toulouse le 19 août (2); de Lorraine le 28 septembre; de Grenoble le 23 septembre. (R. S. C.)

Louis, etc. Les archevêques, évêques, et autres personnes

(1) L'art. 8 est en vigueur, décret du 23 prairial an 12.

En 1778, l'impératrice-reine, Marie-Thérèse, défendit d'enterrer dans les églises; elle ordonna en outre que les cimetières seroient placés loin des habitations.

Constitution de l'empereur Léon en 820, portant permission d'enterrer dans les églises.

La défense d'enterrer les dissidents dans les cimetières publics levée par décret du 12 frimaire an 2.

Défense absolue d'enterrer dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, etc., décret du 23 prairial an 12. Sur les constructions près des cimetières, V. décret du 7 mars 1808. V. cependant décret du 20 décembre 1809, art. 72.

Un arrêt de règlement du parlement de Paris, du 21 mai 1765, avoit déjà prescrit des dispositions analogues à celles que contient la déclaration ci-dessus.

La plupart des dispositions de ces lettres patentes s'exécutoient dans le diocèse de Toulouse, depuis 1775, en vertu d'une ordonnance de M. l'archevêque, du 23 mars 1775, autorisée par un arrêt du parlement du 31 mars 1775.

V. Merlin, v° cimetière et sépulture. Fleurigeon.

L'usage d'enterrer dans les églises a repris en Hollande, depuis le départ des Français.

(2) Avec cette clause : Sans qu'en vertu de l'art. 7 les évêques et archevêques

ecclésiastiques, assemblées l'année dernière par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous ont représenté que, depuis plusieurs années, il leur auroit été porté, des différentes parties de leurs diocèses respectifs, des plaintes touchant les inconvénients des inhumations fréquentes dans les églises, et même par rapport à la situation actuelle de la plupart des cimetières qui, trop voisins desdites églises, seroient placés plus avantageusement s'ils étoient plus éloignés des enceintes des villes, bourgs ou villages des différentes provinces de notre royaume; nous avons donné à des représentations si justes d'autant plus d'attention, que nous sommes informé que celle des magistrats de notre royaume s'est portée depuis long-temps sur cette partie de la police publique, et leur a fait désirer sur cette matière une loi capable de concilier avec la salubrité de l'air, et ce que les règles ecclésiastiques peuvent permettre, les droits qui appartiennent aux archevêques, évêques, curés, patrons, seigneurs, fondateurs ou autres dans les différentes églises de notre royaume: excité par ces vœux légitimes, nous avons cru ne pas devoir différer d'expliquer nos intentions, et nous sommes persuadé que tous nos sujets recevront avec reconnoissance un règlement dicté par la tendre affection que nous avons et que nous aurons toujours pour leur conservation. A CES CAUSES, etc.

1. Nulle personne ecclésiastique ou laïque, de quelque qualité, état et dignité qu'elle puisse être, à l'exception des archevêques, évêques, curés, patrons des églises et hauts-justiciers et fondateurs des chapelles, ne pourra être enterré dans les églises, même dans les chapelles publiques ou particulières, oratoires, et généralement dans tous les lieux clos et fermés où les fidèles se réunissent pour la prière et célébration des saints mystères; et ce, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit.

2. Les archevêques, évêques ou curés, ainsi que les patrons hauts-justiciers et fondateurs des chapelles exceptés dans le précédent article, ne pourront jouir de ladite exception, c'est à savoir, les archevêques et évêques, que dans les églises de leurs cathédrales, les curés dans les églises de leurs paroisses, les patrons et hauts-justiciers dans l'église dont ils sont patrons, ou sur laquelle la haute-justice leur appartient, et les fondateurs

puissent prétendre d'autres droits que ceux dont ils ont joui légitimement par le passé et jusqu'à ce jour.

des chapelles dans les chapelles par eux fondées et à eux appartenantes ; et ce, à condition par eux, et non autrement, de faire construire dans lesdites églises ou chapelles, si fait n'a été, des caveaux pavés de grandes pierres, tant au fond qu'à la superficie ; lesdits caveaux auront au moins soixante-douze pieds carrés en dedans d'œuvre ; et ne pourra, l'inhumation, y être faite qu'à six pieds en terre au-dessous du sol intérieur, sous quelque prétexte que ce soit.

3. Le droit d'être enterré dans lesdits caveaux, ainsi contruits, ne pourra être cédé à personne, par ceux auxquels lesdits caveaux appartiendront, et ce, à quelque titre que ce soit ; comme aussi ne pourra un semblable droit être concédé par la suite, même à titre de fondation ; et, au cas que les fondateurs des chapelles actuellement existantes soient divisés en plusieurs familles ou branches, qui aient également droit d'être enterrées dans lesdites chapelles, voulons que la dimension desdits caveaux augmente en proportion du nombre desdites familles, celle de soixante-douze pieds requise par l'article précédent ne devant être imputée que pour une seule.

4. Les autres personnes qui ont actuellement droit d'être enterrées dans les églises, dont dépendent les cloîtres, pourront être enterrées dans lesdits cloîtres et chapelles ouvertes y attenantes, si aucune y a, pourvu toutefois que lesdits cloîtres ne soient pas clos et fermés, et à condition pareillement d'y faire construire des caveaux suivant la forme et dimension indiquée par l'art. 2, et que l'inhumation se fera six pieds en terre au-dessous du sol intérieur desdits caveaux ; et ne pourront de pareilles concessions être accordées, à quelque titre que ce soit, qu'à ceux qui ont actuellement droit par titre légitime, et non autrement, d'être enterrés dans les églises dont lesdits cloîtres et chapelles y attenantes sont dépendants.

5. Ceux qui ont droit d'être enterrés dans les églises dont il ne dépend aucun cloître, comme sont les églises des paroisses, pourront choisir dans les cimetières desdites paroisses un lieu séparé pour leur sépulture ; même faire couvrir ledit terrain, y construire un caveau ou monument, pourvu néanmoins que ledit terrain ne soit pas clos et fermé, et ne pourra ladite permission être donnée par la suite qu'à ceux qui ont actuellement droit par titre légitime, et non autrement, d'être enterrés dans lesdites églises, et de manière qu'il reste toujours dans lesdits cimetières le terrain nécessaire pour la sépulture des fidèles.

6. Les religieux et religieuses, exempts ou non exempts, même les chevaliers et religieux de l'ordre de Malte, seront tenus de choisir dans leurs cloîtres, ou dans telle autre partie de l'enceinte de leurs monastères ou maisons un lieu convenable, autre que leurs églises, distinct et séparé pour leur sépulture, à la charge toutefois d'y faire construire les caveaux ci-dessus indiqués et proportionnés au nombre de ceux qui doivent y être enterrés; et les supérieurs des communautés religieuses seront tenus de veiller à l'observation du présent article, et en cas de négligence, d'en avertir les archevêques et évêques diocésains, pour y être par eux pourvu, ainsi qu'il appartiendra.

7. En conséquence des précédentes dispositions, les cimetières qui se trouveront insuffisants pour contenir les corps des fidèles seront agrandis; et ceux qui, placés dans l'enceinte des habitations, pourroient nuire à la salubrité de l'air, seront portés, autant que les circonstances le permettront, hors de ladite enceinte, en vertu des ordonnances des archevêques et évêques diocésains; et seront tenus les juges des lieux, les officiers municipaux et habitants d'y concourir chacun en ce qui les concernera.

8. Permettons aux villes et communautés qui seront tenues de porter ailleurs leurs cimetières, en vertu de l'article précédent, d'acquérir les terrains nécessaires pour lesdits cimetières, dérogeant à cet effet, en tant que de besoin, à l'édit du mois d'août 1749; voulons que lesdites villes et communautés soient dispensées pour lesdites acquisitions de tous droits d'indemnité ou d'amortissement, dont nous leur faisons pareillement remise, à condition toutefois, et non autrement, que les terrains ainsi acquis ne seront employés à aucun autre usage; nous réservant au surplus de pourvoir sur ce qui concerne les cimetières de notre bonne ville de Paris, d'après le mémoire que nous voulons nous être incessamment remis, tant par le sieur archevêque de Paris, que par notre cour de parlement, même par les curés de notredite ville, ou autres personnes intéressées. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de parlement à Paris, etc.

Projet de Requisitoire

D'après une du 21 May 1768
du 27 septembre 1768 qu'on
a fondus ensemble.

En exécution de l'arrêt de la Cour du
12 mars 1763, nous lui avons proposé le
21 may et le 27 septembre 1768, quelques
articles de règlement qui nous avoient
estimés propres à calmer les inquiétudes
des habitants de cette ville, et, conséquem-
ment, à remplir le plan qui la leur avoit
été proposé, par son gardien.
Mais, en supprimant de l'arrêt, de la
ville les cimetières. Quoique la Cour
ait ordonné l'exécution de ce règlement,
il s'est élevé des difficultés contre des
gens aussi sages; cependant la Cour
depuis cette époque a pris différentes
mesures pour parvenir à remplir le
vœu de tous les citoyens, notamment
en faisant fermer le cimetière des
Saints Innocents; mais cette disposition
particulière n'a pas été sans inconvénient,
puis qu'elle a obligé les paroisses, à
qui ce cimetière étoit commun, de porter
les corps dans les cimetières des
autres paroisses, la plupart de jà
trop resserrés. Nous n'avons jamais
vu de vue les occasions de
condemner une entreprise indigne de
toute l'attention de la Cour; le plan
toujours suivi autant que les circonstances
ont pu le permettre paroit être parvenu
à remplir par les propositions de la
Compagnie qui s'en charge de la

construction des Turris. hors de
l'enceinte de la ville; mais les moyens
employés par cette Compagnie, pour
donner lieu à des facilités qui n'existent
pas lors du règlement qui nous a été
proposé à la font, nous avons la
satisfaction de mettre sous des yeux
des modifications à quelques articles
de ce règlement qui sont en même
temps offerts des améliorations dans
la forme et dans l'étendue des constan-
tions, et conservent l'ordre usité qui
différencie les inhumations, en même
temps qu'elles apportent une diminution
très considérable dans les droits qui
avoient été établis par l'arrêt des
Règlements pour les sépultures qui
se feront dans les nouveaux cimetières.
A ces causes, et conformément à la
Déclaration du Roi du
enregistrée le
requerrons qu'il plaise à la Cour
ordonner.

Article Premier.

Aucunes inhumations ne seront
plus faites à l'avenir dans les
Eglises et Chapelles, ni dans les
Cimetières actuellement existants dans
cette ville, sous quelque prétexte
que ce puisse être, et sous telle peine
qu'il appartiendra, et ce à compter du
jour de la confection des nouveaux
Cimetières, sauf néanmoins dans
les lieux exceptés par la Déclaration
du Roi, à la charge toutes fois d'y
mettre les corps dans des cercueils
de plomb, et non autrement.

Art. 2.

Que les sépultures actuellement existantes demeureront dans l'état où ils sont, sous que l'on puisse en faire aucun usage, avant le terme de six ans de cinq années, à compter du jour de la confection des nouvelles sépultures, après lequel terme il sera procédé à la visite desdits terrains par les Officiers de Police, et par les Médecins et Chirurgiens du Châtelet, pour leur avis communiqué aux Curés et Marguilliers de chaque Paroisse; et dans le cas où les Officiers et Médecins estimeroient qu'on pourroit faire usage desdites sépultures, lesdits Curés et Marguilliers vers le Supérieur Ecclésiastique, pour obtenir de lui la permission de exhumer les corps et ossements, avant de remettre lesdits terrains dans le commerce.

Art. 3.

Qu'il sera fait choix de quatre terrains différents de soixante huit toises en quarri sur chaque face, propres à recevoir et consumer les corps, et situés, hors de la ville, au sortir des faubourgs, aux endroits les plus élevés.

Art. 4.

Que chacun desdites sépultures sera clos d'une Gallie de trente pieds d'élévation, le comble compris, et de dix huit pieds de largeur, aussi les murs compris; que dans chacune d'iceux il y aura une chapelle de

Des caveaux communs, et
particuliers; des logements pour les
ecclésiastiques attachés aux dits
caveaux, et pour les fossoyeurs;
Des emises pour les charres ou
cochillards et une écurie pour les
chevaux; Sans que l'on y puisse
constituer autres droits, ni
même mettre dans l'intérieur aucune
Épitaphe, si ce n'est sur les murs
tant intérieurs qu'extérieurs de la
dite Gallerie pourvu que le funéraire
et non sur aucune sépulture.

Art. 5.

Que les Enterremens se feront
comme par le passé; mais qu'après
les prières finies dans l'Eglise, les
corps soient portés dans le lieu du
Dépôt ou Chapelle mortuaire, tel
qu'il sera ci-après indiqué article
10 pour un certain nombre de paroisses
de chaque arrondissement, sans
que, sous aucun prétexte, l'on
puisse y accorder de sépulture
particulière, mais seulement dans le
cimetière commun.

Art. 6.

Que les Bières ou Serpillières
seront marquées d'une lettre
Alphabétique indicative de la
paroisse, et d'un numéro qui portera
également à la marge de l'extraire
mortuaire de chaque Défunt, indiquant
quel corps y est renfermé; et les
corps seront accompagnés, lors du
transport au Dépôt, d'un Ecclésiastique

31

de la Paroisse dont le transport sera
fait, et y demurreront jusqu'au
lendemain matin.

Art. 7.

Il restera toujours audit lieu de
Dépôt l'un des Ecclesiastiques qui
y aura accompagné les corps, jusqu'au
moment où l'on viendra les lever
pour les transporter au cimetière
commun de chaque arrondissement,
pour prier Dieu pour les Difsunts,
à l'effet de quoi il sera bâti dans
le Dépôt de chaque arrondissement,
une ou deux chambres pour l'edit
Ecclesiastique; et sera l'edit
Ecclesiastique pris alternativement
dans chaque Paroisse de l'arrondissement,
et nommé par le curé de la Paroisse.

Art. 8.

Tous les jours à deux heures
du matin, depuis le premier avril
jusqu'au premier Octobre, et à
quatre heures du matin depuis le
premier Octobre jusqu'au premier
avril, on ira lever les corps qui
auront été portés aux Dépôts, et
ils seront transportés dans un
ou plusieurs chars couverts de
Draps mortuaires, attelés de deux
chevaux, allant toujours au
pas au cimetière commun de
l'arrondissement; le prétre dudit
Cimetière seindra d'abord avec
l'edit char, sur le devant duquel
on aura pratiqué une place séparée
pour le contentin, au premier de-

Dépôt de l'arrondissement qui sera
sur la route, et ira successivement
chaque un des dépôts. Le char sera
précédé des passagers du funéraire
communs, portant chacun un
lanterne, et lesdits passagers
chargeront le char et s'écarteront en
route en cas d'accident.

Art. 9.

Que chaque Entrepôt, où seront
déposés les corps, en attendant qu'ils
soient portés au funéraire commun,
sera un lieu fermé à la hauteur de
six pieds au moins de murailles,
garnies au dessus de barreaux de
fer, de quatre pieds de haut, dans
tous le pourtour, et terminée par une
porte ouverte dans son sommet.

Art. 10.

Que les corps de Saint Louis du
Savoy, seront portés au dépôt de
Saint Roch, et ceux de Saint
Philippe du Roule, à celui de la
ville l'Evêque; que les corps des
paroisses de Saint Séverin, et de
Saint Germain l'Auxerrois, seront
portés au dépôt de Saint Eustache;
que ceux de Saint Jacques de la
Boucherie, Saint Opportun, Saint
Merry, et Saint Jolse, seront portés
au dépôt des Saints Innocents;
ceux de notre Dame de Bonne Nouvelle,
et de Saint Jean à Saint Sauveur.
Que les corps de Saint Jean en Grève
seront portés au dépôt de Saint
Gervais; que ceux de la charité de

L O I

N.º 915.

Relative aux Biens-meubles & immeubles, dépendant des Eglises paroissiales ou succursales qui sont ou seront supprimées.

Donnée à Paris, le 15 Mai 1791.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la loi constitutionnelle de l'état, ROI DES FRANÇOIS : A tous présens & à venir; SALUT. L'Assemblée nationale a décrété, & nous voulons & ordonnons ce qui suit :

DÉCRET de l'Assemblée nationale, du 6 Mai 1791.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ouï le rapport de ses comités ecclésiastique & d'aliénation, sur la destination & l'emploi des édifices, emplacements & autres immeubles réels, ainsi que des biens-meubles dépendant des églises paroissiales ou succursales qui sont ou seront supprimées en exécution de la loi du 24 août 1790, décrète :

A R T I C L E P R E M I E R.

LES églises & sacristies, parvis, tours & clochers des paroisses ou succursales supprimées, à l'exception des terrains & édifices qui auront été conservés pour oratoires ou chapelles de secours, par décret de l'assemblée nationale, seront vendus, après le décret de suppression de la paroisse ou succursale, dans la même forme & aux mêmes conditions que les biens nationaux.

I I.

LES sommes qui se trouveront dues par les fabriques

ou communautés de propriétaires ou d'habitans, pour constructions & réparations desdites églises supprimées, de leurs sacristies, parvis, tours & clochers, ainsi que le montant des dépenses qui seront jugées nécessaires par les corps administratifs, sous l'inspection & la surveillance du roi, pour rendre les églises des paroisses & succursales nouvellement circonscrites, propres à leur nouvelle destination, & pour y faire les réparations manquant à l'époque du décret de circonscription, seront acquittées par la caisse de l'extraordinaire, après avoir été liquidées dans la forme prescrite par le titre I.^{er} du décret des 8, 12 & 14 avril dernier.

I I I.

LES cimetières desdites paroisses & succursales supprimées, seront également vendus dans la même forme & aux mêmes conditions que les biens nationaux.

I V.

LES sommes qui se trouveront dues par les fabriques ou communautés de propriétaires ou d'habitans, pour achat ou clôture, soit des cimetières desdites églises supprimées, soit des cimetières jugés nécessaires par les corps administratifs, sous l'inspection & la surveillance du roi, pour les paroisses & succursales nouvellement circonscrites, seront acquittées par la caisse de l'extraordinaire, après avoir été liquidées comme il est dit en l'article II.

V.

LES presbytères & bâtimens qui servoient à loger les personnes employées au service desdites églises supprimées, ou échangées en simples oratoires, sont déclarés biens nationaux, à la charge de l'usufruit réservé par l'article VII de la loi du 23 octobre dernier, à des curés de paroisses supprimées.

V I.

LES sommes qui se trouveront dues par les communautés de propriétaires ou d'habitans, pour achat,

construction ou réparation des bâtimens & presbytères mentionnés en l'article précédent, & celles qui seroient dues pour achat, construction ou grosses réparations de semblables édifices, jugés nécessaires en la forme exprimée aux articles II & IV ci-dessus, à raison des églises nouvellement circonscrites, seront acquittées par la caisse de l'extraordinaire, après avoir été liquidées comme il est dit au même article II.

V I I.

Tous les autres biens - meubles ou immeubles de fabrique desdites églises supprimées, passeront avec leurs charges à l'église paroissiale ou succursale établie ou conservée, & dans l'arrondissement de laquelle se trouvera l'église dont lesdits biens dépendoient avant la suppression.

V I I I.

Il ne sera rien payé au trésor public, à raison des terrains & édifices de même nature que ceux mentionnés en l'article I.^{er} ci-dessus, & provenant des chapitres & communautés ecclésiastiques, séculières ou régulières, supprimées en vertu de la loi du 24 août dernier, qui sont ou seront consacrés au culte par décret de l'assemblée nationale, pour servir de nouvelle église paroissiale ou succursale, ou d'oratoire public ; mais il sera disposé comme de biens nationaux, des terrains & édifices de l'ancienne église, aux charges prescrites par l'article II du présent décret.

I X.

LES ventes prescrites par l'article I.^{er} ci-dessus, ne pourront être effectuées qu'après avoir pris les précautions qu'exige le respect dû aux églises & aux sépultures.

Les cimetières ne pourront être mis dans le commerce qu'après dix années, à compter depuis les dernières inhumations.

MANDONS & ordonnons à tous les tribunaux, corps administratifs & municipalités, que les présentes ils fassent

transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme loi du royaume. En foi de quoi nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'état. A Paris, le quinzième jour du mois de mai, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-onze, & de notre règne le dix-huitième. *Signé* LOUIS.
Et plus bas, M. L. F. DU PORT. Et scellées du sceau de l'état.

P R É F E C T U R E
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

COMMUNE DE PARIS.

A R R Ê T É
DU PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE,
C O N C E R N A N T
L E S I N H U M A T I O N S .



LES institutions funéraires sont un des premiers besoins dans la civilisation ;

Celles dont la révolution a fait perdre l'usage, environnant d'un dernier éclat les funérailles du riche, n'avoient accordé au pauvre que les tristes emblèmes de la misère et de l'abandon ;

Celles qui existent aujourd'hui ont enveloppé le riche et le pauvre dans la même indifférence ; et l'opinion publique, d'accord avec la morale, condamne la nudité des sépultures actuelles ;

Il est digne de la première ville de la République de commander, par son exemple, la décence des inhumations, et sur-tout de consacrer comme un devoir de piété communale le soin de la sépulture du pauvre ;

D'après ces considérations ;

A

(2)

LE PRÉFET du département de la Seine
ARRÊTE ce qui suit :

§. I.^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi, hors de la ville de Paris, trois enclos de sépulture publique. Le premier sera situé au nord, et affecté aux 1.^{er}, 2, 3 et 4.^e arrondissemens.

Le second à l'est, et affecté aux 5, 6, 7 et 8.^e arrondissemens.

Le troisième au sud, et affecté aux 9, 10, 11 et 12.^e arrondissemens.

I I.

Ces enclos auront, chacun, au moins quinze hectares d'étendue, et seront distans d'un mille des murs d'enceinte de la ville de Paris.

I I I.

Au centre de chaque enclos de sépulture, il sera élevé un Luctuaire ou Salie de deuil destiné à recevoir le convoi, et consacré aux cérémonies funèbres qui pourront précéder l'instant de l'inhumation.

I V.

Il sera érigé dans Paris six temples funéraires, pour servir de dépôts avant le transport aux enclos de sépulture.

Chacun de ces temples sera affecté à deux arrondissemens.

V.

Aucun transport funèbre ne sera fait désormais à bras mais avec chars attelés de chevaux.

(3)

V I.

Il sera établi un mode d'inhumation commun à tous.
La commune de Paris en fera les frais pour l'indigence ;
hors le cas d'indigence, ces frais lui seront remboursés.

V I I.

La commune continuera, en conséquence, de percevoir
une taxe d'inhumation.

V I I I.

Le mode ordinaire des obsèques pourra, au gré des
familles, être augmenté de tout ce qu'elles jugeront propre
à le rendre plus solennel, sans contrevenir aux lois.

I X.

Les dépenses extraordinaires faites à cette occasion,
seront à la charge de ~~ceux qui les auront ordonnées~~, et
elles seront par eux réglées et acquittées, indépendam-
ment de la taxe envers la commune.

X.

Il en sera de même pour ce qui concerne les honneurs
funèbres à rendre aux magistrats, aux fonctionnaires pu-
blics et aux militaires, d'après les réglemens que jugeront
convenable d'arrêter les autorités ou les corps auxquels
ces magistrats, ces fonctionnaires publics ou ces militaires
appartiennent.

X I.

Il sera permis de consacrer des souvenirs dans les enclos
de sépulture publique, par des inscriptions, des cénotaphes
et autres monumens funèbres.

A 2

(4)

X I I.

Cette faculté sera concédée moyennant une indemnité envers la commune. Cette indemnité sera réglée en raison du terrain que devra occuper le monument projeté.

X I I I.

Les dispositions de l'arrêté de l'administration centrale du Département de la Seine, en date du 28 Frimaire an 7, concernant les sépultures particulières, sont maintenues.

X I V.

Les Maires des douze Arrondissemens municipaux, continueront d'accorder l'autorisation d'user du droit conservé par cet arrêté, et ils veilleront à l'exécution des formalités ultérieures prescrites par ce même arrêté.

X V.

Le soin d'instituer, d'orner et d'entretenir des lieux de sépulture publique étant une charge commune à tous, le choix de lieux de sépulture particulière ne pourra dispenser de la taxe de sépulture publique.

X V I.

Pour moyen d'exécution des dispositions précédentes, le ministre de l'Intérieur sera prié d'obtenir pour la commune de Paris,

1°. L'autorisation d'acheter le terrain nécessaire pour les trois enclos de sépulture ;

2°. La concession de six édifices non consacrés, en ce moment, au service d'un culte et propres à être érigés en temples funéraires ;

(5)

3°. L'autorisation au conseil général du Département de la Seine, faisant pour Paris les fonctions de conseil municipal, de consentir une nouvelle taxe d'inhumation en remplacement de celle actuellement existante.

X V I I.

La distribution et l'emploi du terrain des enclos de sépulture, la destination et l'usage des temples funéraires, la forme des chars funèbres, le nombre et les fonctions des préposés; enfin le mode ordinaire des inhumations, seront définitivement réglés par des arrêtés particuliers, après l'obtention des autorisations demandées par l'art. précédent.

X V I I I.

Provisoirement, les dispositions de l'art. V, et celles des autres articles du présent arrêté dont le moyen d'exécution n'est pas subordonné à ces autorisations, auront leur effet à dater du 1.^{er} Floréal prochain.

X I X.



En conséquence, à dater de cette époque, le service des inhumations sera fait pour la commune de Paris, conformément au mode établi dans le paragraphe suivant.

§. I I.

DISPOSITIONS PROVISOIRES.

A R T I C L E P R E M I E R.

A compter du 1.^{er} Floréal prochain, l'usage des cercueils bannaux est interdit. Un cercueil particulier et un linceuil seront fournis, gratuitement, par la commune, pour toute personne décédée dans l'indigence.

A 3

(6)

I I.

Le Maire de l'arrondissement statuera à cet égard, après avoir pris les renseignemens nécessaires, tant sur l'état du décédé, que sur celui de ses héritiers.

I I I.

A compter du même jour, 1.^{er} Floréal prochain, les transports funèbres seront faits avec des chars d'une forme convenable à cette destination.

I V.

Chacun de ces chars ne renfermera qu'un seul corps, et sera attelé de deux chevaux.

V.

Pour suppléer provisoirement les six temples funéraires dont la concession est demandée au Gouvernement, il sera fait choix d'emplacemens propres à servir de dépositaires.

V I.

A chaque dépositaire il sera attaché un gardien et un homme de service.

V I I.

Dans chaque arrondissement municipal il sera établi un ordonnateur particulier des convois, et au moins trois porteurs.

V I I I.

Un ordonnateur principal sera chargé de maintenir l'ordre parmi les préposés, la propreté dans les établissemens, et la décence dans les diverses parties du service général des inhumations.

(7)

I X.

Ces préposés porteront dans leur service le costume ci-après réglé :

L'Ordonnateur principal : Habit long, veste et pantalon de drap violet; bottines; manteau court de drap noir; chapeau relevé de trois côtés et garni d'un plumet noir.

L'Ordonnateur particulier : Habit, veste et pantalon de drap noir; bottines; manteau court de drap violet; chapeau relevé par devant et surmonté d'une aigrette violette; la forme du chapeau entourée d'un crêpe noir retombant jusqu'à la ceinture; bâton d'ébène surmonté d'une urne d'ivoire.

Le Gardien du dépôt : Habit, veste et pantalon de drap gris foncé; boutons noirs; chapeau relevé par devant.

Les Porteurs : ~~Veste à manches~~ et pantalon de drap gris foncé; boutons et paremens noirs; bottines; manteau de drap gris descendant jusqu'au genou; collet et agraffe noirs; chapeau rond entouré d'un crêpe.

L'homme de service du dépôt : Veste à manches et pantalon de drap gris, paremens et boutons noirs, bottines.

Les Conducteurs de chars : Habit gris, collet, paremens et boutons noirs; gilet et pantalon noirs; bottines; chapeau rond entouré d'un crêpe.

X.

Le décès étant constaté dans les formes prescrites par l'arrêté du Préfet, en date du 21 Vendémiaire dernier, l'ordonnateur particulier des convois recevra, du maire de l'arrondissement, l'ordre de faire faire l'inhumation.

(8)

X I.

En conséquence de cet ordre, l'ordonnateur particulier, accompagné de deux porteurs, et suivi du char funèbre, se rendra au domicile du décédé, à l'heure convenue avec la famille, pour enlever le corps et le rendre à sa destination.

X I I.

Dans la marche, les deux porteurs précéderont le char; l'ordonnateur particulier le suivra immédiatement, et après lui la famille et tout le cortège.

X I I I.

Le char n'avancera jamais qu'au pas.

X I V.

Le Préfet de police sera invité à régler la police des voitures, de manière à ce que les chars funèbres ne puissent être arrêtés, ni le cortège interrompu ou séparé, dans leur marche.

X V.

Jusqu'à ce que les Dépositaires dont il est parlé dans l'article V du présent paragraphe soient établis, les transports funèbres seront faits directement du domicile du décédé au cimetière de l'arrondissement.

X V I.

Lorsque les Dépositaires seront établis, les transports funèbres seront faits du domicile au Dépositaire désigné pour l'arrondissement.

X V I I.

Les parens ou héritiers du décédé pourront néanmoins

(9)

continuer à ordonner de préférence le transport direct du domicile au cimetière avec ou sans station, soit au dépositaire, soit aux Temples consacrés à l'exercice des cultes.

Ils se concerteront, à cet effet, avec l'entrepreneur du service, conformément aux dispositions des art. XXIII et XXIV du présent paragraphe.

X V I I I.

Les corps transportés au Dépositaire en exécution de l'article XVI, y seront conservés pendant le reste du jour, et seront ensuite transférés au cimetière de l'arrondissement, dans des chars d'une forme particulière.

X I X.

Le mode d'inhumation réglé dans le présent paragraphe, sera le seul dû par la commune à tous ses citoyens.

X X.

Ce mode sera uniforme pour toute personne décédée au-dessus de l'âge de sept ans ; quant aux enfans décédés au-dessous de cet âge, il sera, pour leur transport, suppléé au char funèbre par un brancard recouvert d'une draperie, et porté sur les épaules.

X X I.

En indemnité des frais qui résulteront du mode d'inhumation ci-dessus réglé, la commune continuera de percevoir, de la même manière qu'elle l'a fait jusqu'à ce jour, dans les mêmes cas et sans aucune augmentation nouvelle, la taxe simple établie par l'art. I.^{er} de l'arrêté de l'administration centrale du 28 Thermidor an 4.

(10)

X X I I.

La taxe double établie par l'art. II du même arrêté, continuera aussi d'être perçue dans le cas prévu par ce même article.

X X I I I.

Conformément aux dispositions de l'art. VII du paragraphe I.^{er} du présent arrêté, les parens, héritiers et autres intéressés pour qui le soin de régler particulièrement la forme des obsèques de la personne décédée est à-la-fois un droit et un devoir, pourront ajouter au mode ordinaire ci-dessus établi, tout ce qu'ils jugeront propre à le rendre plus solennel, sans contrevenir aux lois.

X X I V.

Ces détails extraordinaires ne concerneront point la commune ; il en sera traité à part, et de gré à gré, avec l'entrepreneur chargé du service général des inhumations.

X X V.

Il sera statué, par un arrêté particulier, sur le mode d'inhumation des personnes décédées dans les hospices civils et autres établissemens publics de ce genre existans dans la ville de Paris ; provisoirement, les administrations particulières de ces établissemens continueront d'y pourvoir, ainsi qu'il a été fait jusqu'à ce jour.

*Fait à la Préfecture du Département de la Seine, le
21 Ventôse, an 9 de la République française.*

F R O C H O T.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Préfecture,

E T. M E J A N.

du Léman a mal-à-propos élevé le conflit ; le Conseil d'état entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1.^{er} L'arrêté du préfet du département du Léman, du 6 messidor an XI, est annulé.

2. L'appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Genève contre les S.^{rs} *Janin* et *Fournier*, le 21 floréal dernier, reste soumis au tribunal criminel du Léman, pour y être statué ce qu'il appartiendra.

3. Le grand-juge ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Secrétaire d'état, signé H. B. MARET.

(N.° 25.) DÉCRET IMPÉRIAL sur les Sépultures. X

Au palais de Saint-Cloud, le 23 Prairial.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions de la République, EMPEREUR DES FRANÇAIS ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ; le Conseil d'état entendu ,

DÉCRÈTE :

TITRE I.^{er}

Des Sépultures, et des lieux qui leur sont consacrés.

ART. 1.^{er} Aucune inhumation n'aura lieu dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, et généralement dans aucun des édifices clos et fermés où les citoyens se réunissent pour la célébration de leurs cultes, ni dans l'enceinte des villes et bourgs.

E 4

2. Il y aura, hors de chacune de ces villes ou bourgs, à la distance de trente-cinq à quarante mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts.

3. Les terrains les plus élevés et exposés au nord seront choisis de préférence ; ils seront clos de murs de deux mètres au moins d'élévation. On y fera des plantations, en prenant les précautions convenables pour ne point gêner la circulation de l'air.

4. Chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée ; chaque fosse qui sera ouverte, aura un mètre cinq décimètres à deux mètres de profondeur, sur huit décimètres de largeur, et sera ensuite remplie de terre bien foulée.

5. Les fosses seront distantes les unes des autres de trois à quatre décimètres sur les côtés, et de trois à cinq décimètres à la tête et aux pieds.

6. Pour éviter le danger qu'entraîne le renouvellement trop rapproché des fosses, l'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures n'aura lieu que de cinq années en cinq années ; en conséquence, les terrains destinés à former les lieux de sépulture seront cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année.

TITRE II.

De l'Établissement des nouveaux Cimetières.

7. Les communes qui seront obligées, en vertu des articles 1 et 2 du titre I.^{er}, d'abandonner les cimetières actuels et de s'en procurer de nouveaux hors de l'enceinte de leurs habitations, pourront, sans autre autorisation que celle qui leur est accordée par la déclaration du 10 mars 1776, acquérir les terrains qui leur seront nécessaires, en remplissant les formes voulues par l'arrêté du 7 germinal an IX.

8. Aussitôt que les nouveaux emplacements seront disposés à recevoir les inhumations, les cimetières existans seront fermés et resteront dans l'état où ils se trouveront, sans que l'on en puisse faire usage pendant cinq ans.

9. A partir de cette époque, les terrains servant maintenant de cimetières pourront être affermés par les communes auxquelles ils appartiennent ; mais à condition qu'ils ne seront qu'ensemencés ou plantés, sans qu'il puisse y être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiment, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

TITRE III.

Des Concessions de terrains dans les Cimetières.

10. Lorsque l'étendue des lieux consacrés aux inhumations le permettra, il pourra y être fait des concessions de terrains aux personnes qui désireront y posséder une place distincte et séparée pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parens ou successeurs, et y construire des caveaux, monumens ou tombeaux.

11. Les concessions ne seront néanmoins accordées qu'à ceux qui offriront de faire des fondations ou donations en faveur des pauvres et des hôpitaux, indépendamment d'une somme qui sera donnée à la commune, et lorsque ces fondations ou donations auront été autorisées par le Gouvernement dans les formes accoutumées, sur l'avis des conseils municipaux et la proposition des préfets.

12. Il n'est point dérogé, par les deux articles précédens, aux droits qu'à chaque particulier, sans besoin d'autorisation, de faire placer sur la fosse de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture, ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

13. Les maires pourront également, sur l'avis des administrations des hôpitaux, permettre que l'on construise dans l'enceinte de ces hôpitaux, des monumens pour les fondateurs.

et bienfaiteurs de ces établissemens , lorsqu'ils en auront déposé le desir dans leurs actes de donation , de fondation ou de dernière volonté.

14. Toute personne pourra être enterrée sur sa propriété , pourvu que ladite propriété soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs.

TITRE IV.

De la Police des lieux de Sépulture.

15. Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes , chaque culte doit avoir un lieu d'inhumation particulier ; et dans les cas où il n'y aurait qu'un seul cimetière , on le partagera par des murs , haïes ou fossés , en autant de parties qu'il y a de cultes différens , avec une entrée particulière pour chacune , et en proportionnant cet espace au nombre d'habitans de chaque culte.

16. Les lieux de sépulture , soit qu'ils appartiennent aux communes , soit qu'ils appartiennent aux particuliers , seront soumis à l'autorité , police et surveillance des administrations municipales.

17. Les autorités locales sont spécialement chargées de maintenir l'exécution des lois et réglemens qui prohibent les exhumations non autorisées , et d'empêcher qu'il ne se commette dans les lieux de sépulture aucun désordre , ou qu'on s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts.

TITRE V.

Des Pompes funèbres.

18. Les cérémonies précédemment usitées pour les convois , suivant les différens cultes , seront rétablies , et il sera libre aux familles d'en régler la dépense selon leurs moyens et facultés : mais hors de l'enceinte des églises et des lieux de sépulture , les cérémonies religieuses ne seront

permisses que dans les communes où l'on ne professe qu'un seul culte; conformément à l'article 45 de la loi du 18 germinal an X.

19. Lorsque le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, se permettra de refuser son ministère pour l'inhumation d'un corps, l'autorité civile, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettra un autre ministre du même culte pour remplir ces fonctions; dans tous les cas, l'autorité civile est chargée de faire porter, présenter, déposer et inhumer les corps.

20. Les frais et rétributions à payer aux ministres des cultes et autres individus attachés aux églises et temples, tant pour leur assistance aux convois que pour les services requis par les familles, seront réglés par le Gouvernement, sur l'avis des évêques, des consistoires et des préfets, et sur la proposition du conseiller d'état chargé des affaires concernant les cultes. Il ne sera rien alloué pour leur assistance à l'inhumation des individus inscrits aux rôles des indigens.

21. Le mode le plus convenable pour le transport des corps sera réglé suivant les localités, par les maires, sauf l'approbation des préfets.

22. Les fabriques des églises et les consistoires jouiront seuls du droit de fournir les voitures, tentures, ornemens, et de faire généralement toutes les fournitures quelconques nécessaires pour les enterremens, et pour la décence ou la pompe des funérailles.

Les fabriques et consistoires pourront faire exercer ou affermer ce droit, d'après l'approbation des autorités civiles sous la surveillance desquelles ils sont placés.

23. L'emploi des sommes provenant de l'exercice ou de l'affermage de ce droit, sera consacré à l'entretien des églises, des lieux d'inhumation, et au paiement des desservans; cet emploi sera réglé et réparti sur la proposition du

conseiller d'état chargé des affaires concernant les cultes ,
et d'après l'avis des évêques et des préfets.

24. Il est expressément défendu à toutes autres personnes, quelles que soient leurs fonctions, d'exercer le droit susmentionné, sous telle peine qu'il appartiendra, sans préjudice des droits résultant des marchés existans et qui ont été passés entre quelques entrepreneurs et les préfets ou autres autorités civiles, relativement aux convois et pompes funèbres.

25. Les frais à payer par les successions des personnes décédées, pour les billets d'enterrement, le prix des tentures, les bières et le transport des corps, seront fixés par un tarif proposé par les administrations municipales, et arrêté par les préfets.

26. Dans les villages et autres lieux où le droit précité ne pourra être exercé par les fabriques, les autorités locales y pourvoiront, sauf l'approbation des préfets.

27. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET.

(N.º 26.) *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe et réduit, pour l'an XII, les dépenses des communes de Carignan et d'Alais. (Saint-Cloud, 23 Prairial.)*

(N.º 27.) *DÉCRET IMPÉRIAL qui confirme l'acceptation et le recouvrement du Legs fait aux pauvres de Remoiville, département des Forêts, par M. Duliège, curé de cette paroisse. (Saint-Cloud, 23 Prairial.)*

ORDONNANCE DU ROI relative aux Cimetières.

Au palais de Saint-Cloud, le 6 Décembre 1843.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'Intérieur Vu les lois des 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791 ; Vu le décret du 23 prairial an XII , Vu l'article 30, n° 17, de la loi du 18 Juillet 1837 sur l'administration municipale, Notre Conseil d'état entendu, NOUS AVONS ORDONNE et ORDONNONS ce qui Suit

TITRE I^{er} . DE LA TRANSLATION DES CIMETIÈRES.

ART. 1^{er}. Les dispositions des titres I^{er} et II du décret du 23 prairial an XII, qui prescrivent la translation des cimetières hors des villes et bourgs, pourront être appliquées à toutes les communes du royaume. 2. La, translation du cimetière, lorsqu'elle deviendra nécessaire, sera ordonnée par un arrêté du préfet, le conseil municipal de la commune entendu. Le préfet déterminera également le nouvel emplacement du cimetière, sur l'avis du conseil municipal et après enquête *de commodo et incommodo*.

TITRE II. DES CONCESSIONS DE TERRAIN DANS LES CIMETIÈRES POUR FONDATION DE SÉPULTURES PRIVÉES.

3. Les concessions de terrains dans les cimetières communaux, pour fondation de sépultures privées, seront, à l'avenir, divisées, en trois classes, 1. Concessions perpétuelles ; 2. Concessions trentenaires ; 3. Concessions temporaires ; Aucune concession ne peut avoir lieu qu'au moyen du versement d'un capital, dont deux tiers au profit de la commune, et un tiers au profit des pauvres ou des établissements de bienfaisance. Les concessions trentenaires seront renouvelables indéfiniment à l'expiration de chaque période de trente ans, moyennant une nouvelle redevance qui ne pourra dépasser le taux de la première. A défaut du paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fera retour à la commune, mais il ne pourra cependant être repris part elle que deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle il avait été concédé, et, dans l'intervalle de ces deux années, les concessionnaires ou leurs ayants cause pourront user de leur droit de renouvellement. Les concessions temporaires seront faites pour quinze ans au plus, et ne pourront être renouvelées. 4. Le terrain nécessaire aux séparations et passages établis autour ces concessions devra être fourni par la commune. 5. En cas de translation d'un cimetière, les concessionnaires ont droit d'obtenir, dans le nouveau cimetière, un emplacement égal en superficie au terrain qui leur avait été concédé, et les restes qui y avaient été inhumés seront transportés aux frais de la commune.

TITRE III. DE LA POLICE DES CIMETIÈRES.□□

6. Aucune inscription ne pourra être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funèbres, sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.□□□

TITRE IV. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.□□

7. Des tarifs présentant des prix gradués pour les trois classes de concession énoncées en l'article 3 seront proposés par les conseils municipaux des communes et approuvés par arrêtés des préfets.□ Les tarifs proposés pour les communes dont les revenus dépassent cent mille francs seront soumis à notre approbation.□□8 . Les dispositions du présent règlement ne sont pas applicables aux cimetières de la ville de Paris.□□9 . Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.□□□

Signé□□LOUIS-PHILIPPE□□□*Par le Roi, le Ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur,*□□*Signé*□□T. DUCHATEL□

CIRCULAIRE DU 30 DÉCEMBRE 1843

Monsieur le Préfet, ainsi que vous le faisait pressentir ma circulaire du 20 juillet 1841, les diverses questions que soulève l'application de la législation sur les cimetières, et sur lesquelles j'avais cru devoir consulter préalablement les conseils généraux, ont été, de la part de mon administration, l'objet d'un examen approfondi. Élaboré dans le sein d'une commission composée de hauts fonctionnaires, de savants et d'administrateurs éclairés, un projet de règlement d'administration publique destiné à compléter les dispositions en vigueur sur cette matière, a été soumis ensuite à une mûre discussion tant au comité de l'intérieur qu'au Conseil d'État en assemblée générale, et enfin sanctionné par le roi, à la date du 6 décembre présent mois.

Je vous transmets copie de cette ordonnance, à l'envoi de laquelle il m'a paru nécessaire de joindre quelques explications touchant l'exécution de ces dispositions nouvelles.

Translation des cimetières. — Par l'article 1^{er}, qui étend à toutes les communes indistinctement les prescriptions du décret du 23 prairial an XII, en ce qui concerne la translation des cimetières hors des enceintes habitées, disparaît une cause d'embarras, ou tout au moins d'incertitude, depuis longtemps signalée relativement à l'application de cette mesure aux communes qui ne peuvent être qualifiées *villes* ou *bourgs*, suivant les expressions du décret de l'an XII.

Ce point une fois réglé, il fallait déterminer dans quelle forme l'autorité préfectorale doit procéder toutes les fois que la translation d'un cimetière est devenue nécessaire, et c'est ce qui fait l'objet de l'article 2 de l'ordonnance.

Formes à suivre. — Et d'abord, Monsieur le Préfet, la nécessité de la translation, si elle est contestée par l'administration locale, doit être préalablement établie par un rapport circonstancié d'hommes de l'art que vous chargerez de constater les dangers ou les inconvénients résultant soit de la situation topographique, soit de l'insuffisance d'étendue, soit de la nature du sol du cimetière ou de toute autre cause.

C'est sur ce rapport, et après que le conseil municipal en aura délibéré, que vous prendrez un arrêté pour déclarer qu'il y a lieu à la suppression de l'ancien cimetière.

Mais, avant de déterminer le nouvel emplacement, une formalité préliminaire est obligatoire. Je veux parler de l'enquête *de commodo et incommodo* qui doit porter uniquement sur le choix du terrain.

Cette enquête est d'autant plus rigoureusement exigible que l'établissement des nouveaux cimetières a pour effet de grever les propriétés avoisinantes de servitudes assez onéreuses, et qu'il importe, dès lors, que les propriétaires intéressés soient mis en état de faire valoir leurs motifs d'opposition que le conseil municipal sera ensuite appelé à examiner.

Ces formalités accomplies, vous aurez à prendre un nouvel arrêté, le conseil municipal également entendu, pour déterminer l'emplacement sur lequel le nouveau cimetière sera transféré.

Relativement au choix de l'emplacement, je vous rappellerai, Monsieur le Préfet, les dispositions de l'article 3 du décret de prairial an XII, suivant lesquelles les terrains élevés et exposés au nord doivent avoir la préférence ; ce qui ne veut pas dire, toutefois, qu'en cas d'obstacles provenant de la disposition des localités, on ne puisse, à défaut d'autre, choisir un emplacement situé dans des conditions différentes.

Quant aux formes de l'enquête, ce sont celles qu'indique la circulaire du 20 août 1825 (*Rec. des circulaires du ministre de l'intérieur*, t. V, p. 412) ; mais il faut prévoir le cas où le propriétaire du terrain désigné refuserait de le céder à l'amiable et où il devrait être procédé suivant des règles qui vous sont déjà connues.

Cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. — Nul doute que l'établissement des cimetières ne puisse donner lieu à l'application de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Néanmoins, on ne doit recourir à cette mesure extrême qu'avec la plus grande réserve et qu'autant qu'il serait absolument impossible de trouver à acheter amiablement dans la commune aucun autre terrain propre aux inhumations ; car, comme l'a fait observer judicieusement le comité de l'intérieur dans plusieurs avis, la convenance ou l'avantage

que trouverait la commune à prendre tel ou tel terrain ne serait pas un motif suffisant pour en exproprier le propriétaire.

Lors donc qu'il s'agit de procéder par voie d'expropriation, il devient indispensable de produire, à l'appui du procès-verbal d'enquête, dressé dans les formes prescrites par l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835, un certificat du maire et du commissaire enquêteur, attestant qu'il n'existe, en effet, sur le territoire de la commune, aucun autre emplacement également convenable pour servir de cimetière, et que le propriétaire consentirait à céder à l'amiable.

Compétence des préfets. — Déjà, Monsieur le Préfet, la loi du 18 juillet 1837, en classant parmi les dépenses obligatoires des communes (art. 30, n° 17) celles qu'exige la translation des cimetières, vous avait donné, à cet égard, une plus grande liberté d'action, surtout pour le cas où cette mesure, réclamée par les intérêts généraux de la salubrité publique, rencontre des résistances de la part des administrations locales. Le titre I^{er} de la nouvelle ordonnance a pour objet, comme vous le reconnaissez, de régulariser, en la généralisant, l'application de ce principe.

Désormais vous n'aurez à recourir à mon intervention, en cette matière, que dans le cas où il serait indispensable de procéder par voie d'expropriation forcée, ou bien lorsque la dépense de l'acquisition du terrain destiné au nouveau cimetière excèdera 3,000 fr. pour les communes dont le revenu est inférieur à 100,000 fr., et 20,000 fr. dans les autres (art. 46 de la loi du 18 juillet 1837).

. Je passe au titre II de l'ordonnance qui s'applique aux concessions.

Concessions de terrains pour sépultures privées. — Ma circulaire du 20 juillet 1841 avait, entre autres questions, posé celle de la suppression, pour l'avenir, du système des concessions perpétuelles. Bien que des considérations puissantes, qui ont été appréciées par un grand nombre de conseils généraux, paraissent justifier cette mesure au point de vue de l'intérêt purement administratif, des raisons d'un autre ordre, mais non moins graves, et dont je n'ai pu me dissimuler la valeur, ont porté le Conseil d'État à proposer le maintien du principe de la perpétuité; j'ai dû me ranger à son avis. Quelle que soit l'idée

qu'on se fasse du caractère de la perpétuité par rapport aux choses d'institution humaine, il faut reconnaître que, dans une matière aussi délicate, les habitudes et les sentiments ont leur empire auquel l'administration ne saurait se soustraire; or, on ne pouvait admettre l'innovation proposée sans contrarier un usage consacré par la piété des familles et sanctionné par le temps, et sans porter atteinte, sinon à des droits acquis, du moins à un sentiment public digne de respect.

Concessions perpétuelles. — L'ordonnance du 6 décembre (art. 3) conserve donc les concessions perpétuelles dans les trois classes qu'elle établit; mais dans la pensée qui a dicté cette disposition, et pour éviter un trop prompt envahissement des cimetières, les terrains ainsi concédés ne pouvant plus faire retour à la commune, ces sortes de concessions ne devront être désormais accordées qu'à des prix très élevés. Il y a d'autant moins de raisons de craindre de les taxer trop haut, d'abord, qu'elles constituent un véritable privilège au profit des classes riches, et en second lieu, qu'il est désirable, vu les inconvénients inhérents aux concessions perpétuelles, que la préférence des familles se porte sur les deux autres classes de concessions.

Celles-ci sont trentenaires ou simplement temporaires.

Concessions trentenaires. — Les concessions trentenaires ont, comme vous le remarquerez, Monsieur le Préfet, une grande analogie avec les concessions perpétuelles, puisque la faculté de les renouveler indéfiniment tend effectivement à en perpétuer la jouissance; elles ont toutefois sur les premières l'avantage de ne pas engager absolument l'avenir, le défaut de paiement de la redevance fixée, à l'expiration de chaque période de renouvellement, donnant à la commune le droit de remettre le terrain en service. Il importe donc d'établir une différence notable dans le prix de ces concessions par rapport à celui qui sera réglé pour les concessions perpétuelles proprement dites, afin, comme je viens de le dire, de déterminer la préférence des familles en faveur d'un mode qui leur présente, à moins de frais, des résultats à peu près équivalents.

Le même article exige que les terrains concédés par périodes trentenaires ne soient repris par la commune que deux années révolues après l'expiration du terme de renouvellement.

Abandon fait aux communes des matériaux non réclamés provenant des tombes et monuments, à l'expiration des concessions. — Il en sera de même à l'égard des matériaux provenant des tombes et monuments élevés sur ces terrains. Aux termes de l'article 3 de la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, et des articles 539 et 713 du Code civil, ces objets devant revenir au domaine de l'État comme biens vacants et sans maître, j'ai prié M. le ministre des finances de consentir à ce que, vu le peu d'importance de leur valeur en général, ils fussent abandonnés aux communes, pour être employés à l'entretien des cimetières. Mon collègue vient de m'annoncer qu'il a pris, à la date du 18 décembre, une décision conforme à ma demande.

L'exécution de cette décision entraîne deux obligations essentielles que les administrations municipales devront observer soigneusement; la première, c'est de mettre les familles en demeure, par tous les moyens ordinaires de publicité, d'enlever dans un délai fixé les constructions existantes sur les terrains dont la concession est expirée, et de n'en prendre possession qu'après avis itératif et une année révolue à compter du jour du premier avertissement.

Emploi de ces matériaux. — La seconde condition, c'est de ne faire emploi des matériaux provenant des tombes abandonnées que pour l'entretien et l'amélioration des cimetières. Des raisons de convenances sur lesquelles je n'ai pas besoin d'insister ne permettraient pas qu'ils fussent vendus au profit de la commune pour être employés à un autre usage.

Concessions temporaires. — Je n'ai rien de particulier à prescrire relativement aux concessions purement temporaires.

Division des cimetières suivant la nouvelle classification. — Mais l'ensemble des dispositions de l'article 3 du nouveau règlement m'amène à vous faire remarquer, Monsieur le Préfet, qu'il importe d'assigner dorénavant, dans chaque cimetière où ces dispositions pourraient être appliquées, une portion de terrain affectée à chacune des trois classes de concessions qu'elles déterminent.

Cette subdivision sera opérée en raison combinée du chiffre de la population, de l'étendue du cimetière et du nombre des concessions de chaque classe supputé selon les besoins présumés.

Les anciennes concessions sont maintenues. — Enfin, Monsieur le Préfet, ces dispositions ne statuant que pour l'avenir, il demeure entendu qu'elles n'affectent en rien les concessions anciennes qui, bien que faites à des conditions différentes, n'en doivent pas moins être scrupuleusement respectées.

Affectation du produit. — Quant à la répartition du produit des concessions entre la commune et les pauvres ou les hospices, il n'est pas inutile d'ajouter que la fixation du tiers, au profit de ces derniers, ne peut être considérée que comme un *minimum*, que le concessionnaire demeure parfaitement libre de dépasser, pourvu toutefois que la commune reçoive au moins la somme qui lui est due aux termes du tarif. A cet égard, il est virtuellement dérogé par le nouveau règlement, en ce qui touche les donations de cette nature, aux dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 2 avril 1817. Vous pourrez donc en autoriser l'acceptation, à quelque somme qu'elles s'élèvent. Seulement, il conviendra de prescrire, en pareil cas, et comme règle générale, l'emploi en achat de rentes sur l'État, au nom de l'établissement charitable, du montant de ces libéralités.

Espaces à ménager autour des terrains concédés. — L'article 4, qui statue que le terrain nécessaire aux passages établis autour des concessions devra être fourni par la commune, a pour but de rendre applicables aux emplacements concédés les dispositions de l'article 5 du décret du 23 prairial an XII, relatif à l'espacement des fosses. Cet espacement étant, dans l'un comme dans l'autre cas, prescrit comme mesure d'ordre public, c'était à la commune que devait nécessairement incomber la charge d'y pourvoir.

Remplacement des terrains concédés en cas de translation de cimetière. — Vous remarquerez, Monsieur le Préfet, que, par l'article 5, en décidant que, dans le cas de translation d'un cimetière, les concessionnaires n'ont droit qu'au remplacement du terrain qui leur avait été concédé par un autre terrain d'une égale superficie dans le cimetière nouveau, l'ordonnance consacre le principe établi dans ma circulaire du 20 juillet 1841, à savoir, que les concessions faites à titre perpétuel ne constituent point des actes de vente, et n'emportent pas un droit réel de propriété en faveur du concessionnaire, mais simplement un

droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

En conséquence de ce principe, qui régit le passé comme l'avenir, les concessions anciennement faites ne peuvent être un obstacle à ce que les cimetières existants, dont la translation serait reconnue nécessaire, soient interdits, et, plus tard, aliénés au profit des communes, dans les délais prescrits par le décret de prairial an XII, sous la seule réserve du remplacement dont parle l'article 5 du nouveau règlement. Mais il en résulte un autre droit pour l'administration : c'est celui de s'opposer à ce que les terrains concédés qui, dépourvus du caractère de la propriété, sont conséquemment inaliénables de leur nature, soient l'objet de ventes ou de transactions particulières, comme on en a vu trop souvent des exemples. J'appelle, Monsieur le Préfet, votre attention vigilante sur un point qui touche aussi directement aux intérêts de la morale et de la décence publique.

Cas d'exhumation et de réinhumation dans un cimetière nouveau. — Quant à la prescription qui termine l'article 5, et en vertu de laquelle les restes inhumés dans les terrains concédés doivent être transportés, aux frais de la commune, dans le cimetière nouvellement établi, vous aurez soin de recommander aux administrations locales, d'abord de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les familles soient averties, afin que les exhumations et réinhumations soient opérées, s'il est possible, par leurs soins ou avec leur concours; en second lieu, de veiller à ce que, dans tous les cas, il soit procédé à ces opérations avec tout le respect en même temps qu'avec toutes les précautions de salubrité qu'elles exigent.

A l'égard des frais que les communes auront à supporter dans ce cas, il ne peut être question que des frais matériels, tels que creusement des fosses et transport des restes et, au besoin, des matériaux des tombes érigées sur les terrains abandonnés, toute dépense accessoire de pompe funèbre ou autre devant rester à la charge des familles.

Police des cimetières. — Inscriptions soumises à l'examen préalable du maire. — L'article 6, titre III, veut qu'aucune inscription ne soit placée sur les tombes et monuments funèbres sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

C'est l'application généralisée d'une règle de jurisprudence établie par une ordonnance rendue au contentieux à la date du 7 janvier 1842 (Alban-Deshéberts, commune de Betteville). Déjà, et en vertu de l'article 16 du décret du 23 prairial an XII, l'autorité municipale était investie d'un droit absolu de police et de surveillance sur les cimetières qui emportait implicitement celui de *prévenir* les atteintes à la morale publique ou religieuse, à l'ordre et aux lois, qui pourraient résulter des inscriptions de cette nature.

Il faut reconnaître, avec le Conseil d'État, qu'en pareille matière la plus grande latitude doit être laissée au pouvoir municipal. Une inscription même inoffensive, par cela seul qu'elle pourrait servir de prétexte à des désordres et devenir une occasion de scandale et de trouble, doit pouvoir être interdite : c'est au maire qu'il appartient de juger s'il doit la permettre ou la défendre ; ce qu'il importe de considérer avant tout, ce sont les conséquences qui pourraient résulter de l'autorisation réclamée, et si, abstraction faite de toute intention, les paroles gravées sur une tombe ne seraient pas de nature à provoquer des manifestations contraires au bon ordre et au respect dû aux lieux de sépulture ; conséquences que l'autorité municipale est seule en état d'apprécier.

Établissement des tarifs de concessions remis à l'approbation des préfets. — Il me reste à vous entretenir, Monsieur le Préfet, de l'importante innovation introduite par l'article 7, titre IV, du nouveau règlement, dans l'instruction et l'homologation des demandes en autorisation d'établir des tarifs de concessions.

Jusqu'à présent, et en conformité de la circulaire ministérielle du 18 août 1837, chacune de ces demandes devait être soumise à la sanction royale. Il en était de même de toute demande de concession individuelle, lorsqu'il n'existait pas de tarif approuvé. Or, cette marche présentait des inconvénients assez graves, tant à cause des retards qui en résultaient pour l'obtention des autorisations réclamées, qu'en raison du surcroît de travail qu'occasionnait pour mes bureaux et pour le comité de l'intérieur lui-même, l'obligation de préparer et d'examiner des ordonnances spéciales à chaque affaire de ce genre et la plupart du temps exigées pour des concessions d'un prix fort

minime. La nouvelle disposition arrêtée a pour but de décentraliser l'action administrative dans ces sortes d'affaires, et de remettre à l'autorité préfectorale le pouvoir d'homologation réservé jusqu'alors à l'autorité souveraine.

Vous aurez donc, Monsieur le Préfet, pour vous conformer à cette disposition, à mettre les conseils municipaux en demeure de vous proposer des tarifs de concessions établis suivant les prescriptions de l'article 3 de l'ordonnance. Ces tarifs seront approuvés par vous pour les communes dont vous réglez les budgets; vous ne m'adresserez, pour être homologués par le roi, que ceux des villes dont le revenu excède 100,000 fr.

Il est toutefois entendu que vous n'avez rien à prescrire en ceci d'une manière impérative aux administrations municipales, la loi du 18 juillet 1837 (art. 19, n° 1) laissant aux conseils municipaux l'initiative de la création des recettes communales de toute nature; mais vous ne négligerez pas de leur représenter qu'il est de leur intérêt bien entendu d'adopter un tarif général qui permette au maire de délivrer dorénavant, sans autre formalité, les concessions qui lui seraient demandées, et dont le produit peut, dans tous les cas, offrir une ressource précieuse aux communes.

En attendant l'approbation de ces tarifs, vous pourrez autoriser, sans recourir à mon intervention, les concessions pour lesquelles des demandes régulières vous seraient soumises.

Les anciens tarifs sont maintenus. — J'ajoute enfin que les tarifs, anciennement approuvés par ordonnances royales, continueront d'être exécutoires, à moins que les conseils municipaux n'en votent la modification dans le sens du nouveau règlement.

Fixation du rayon de servitude aux abords des cimetières. — Vous aurez sans doute remarqué, Monsieur le Préfet, que la nouvelle ordonnance garde le silence sur un point important que ma circulaire du 20 juillet 1844 avait signalé à l'attention des conseils généraux, et qui a donné lieu, de leur part, à des propositions très diverses : je veux parler de la distance à observer, pour la construction des habitations et le creusement des puits, aux abords des cimetières transférés, distance portée à 100 mètres par un décret du 7 mars 1808, tandis que celui du 23 prairial an XII exige seulement que les nouveaux cime-

tières soient éloignés de 35 ou 40 mètres des enceintes habitées.

Il ressort de la discussion que cette question a soulevée, tant dans le sein de la commission qu'au Conseil d'État, deux solutions également dignes de remarque : la première, c'est que, suivant ce que constatent les observations de la science, la distance de 35 ou 40 mètres satisfait pleinement aux intérêts de salubrité, en vue desquels statue l'article 2 du décret de prairial an XII, relatif à l'éloignement des cimetières des lieux habités; la seconde, c'est qu'un décret réglant une matière d'ordre public et ayant force de loi (et celui du 7 mars 1808 a ce double caractère) ne peut être valablement abrogé ni modifié que par une disposition législative, encore bien qu'il ne s'agisse, comme dans le cas présent, que d'en restreindre l'application au profit des intérêts privés.

Il faut donc considérer les dispositions des deux décrets sur le point dont il s'agit comme toujours subsistantes, malgré l'espèce de contradiction qu'elle semble présenter, et conséquemment comme s'étendant à toutes les communes sans distinction, en vertu de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 6 décembre.

Mais, dans la pratique, il y a une distinction essentielle à observer. Ainsi, pour la plupart des cas, et à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles, qu'on ne saurait prévoir, lorsqu'une commune a satisfait à l'obligation que lui impose le décret de l'an XII, et qu'elle a transporté son cimetière à 35 ou 40 mètres de ses murs, il ne serait ni juste ni d'ailleurs vraiment utile d'étendre les prohibitions prononcées par le décret du 7 mars 1808 sur un rayon de 100 mètres, du côté des habitations que la translation du cimetière à la distance légale a dû avoir pour effet d'exonérer de toute servitude; c'est donc seulement du côté des terrains non bâtis que doivent porter les prohibitions qui ont pour objet non seulement de garantir la salubrité publique, mais de ménager, autour des cimetières transférés, une zone de terrains libres qui en facilite l'agrandissement, s'il était, plus tard, reconnu nécessaire.

Je vous rappelle, au surplus, Monsieur le Préfet, que, dans tous les cas, aux termes du décret du 7 mars 1808, ces prohibitions ne sont pas absolues et qu'elles se bornent à la défense

d'élever des habitations ou de creuser des puits sans une autorisation préalable, dont il vous appartiendra toujours d'apprécier l'opportunité.

Veillez, je vous prie, donner toute votre attention aux prescriptions contenues dans la présente circulaire, et me tenir informé des mesures que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

DÉCRET DU 25 MARS 1852

Les préfets statueront désormais sur :

.....
n° 46 du tableau A : les tarifs de pompes funèbres.

DÉCRET DU 13 AVRIL 1861

.....
Art. 6. — Les sous-préfets statueront désormais sur les affaires dont la nomenclature suit :

.....
9° Homologation des tarifs de concessions dans les cimetières, quand ils sont établis d'après les conditions fixées par arrêté préfectoral.

LOI DU 5 AVRIL 1884

.....
Art. 68. — Ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'autorité supérieure les délibérations portant sur les objets suivants :

.....
7° Les tarifs des droits divers à percevoir au profit des communes en vertu de l'article 133 de la présente loi.

.....
CIMETIÈRES.

IX

Arrêté portant règlement général des cimetières de la ville de Paris (1).

NOUS, REPRÉSENTANT DU PEUPLE, PRÉFET DE LA SEINE,

Vu le décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804),

Arrêtons comme il suit le règlement général concernant les cimetières de la ville de Paris :

1. Le présent *arrêté* est inséré au *Recueil des Actes administratifs de la Préfecture*, année 1850, n° 7, page 261.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS FONDAMENTALES.

Article premier. — Quatre cimetières sont affectés à l'inhumation des individus décédés dans l'étendue de la ville de Paris (1) :

- Le cimetière du Nord ou de Montmartre ;*
- Le cimetière de l'Est ou du Père-Lachaise ;*
- Le cimetière du Sud ou du Montparnasse ;*
- Le cimetière dit des Hospices.*

Art. 2. — Le cimetière du Nord reçoit les corps provenant des 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e arrondissements municipaux (2).

Le cimetière de l'Est est affecté aux 6^e, 7^e, 8^e et 9^e arrondissements (3).

Les décédés des 10^e, 11^e et 12^e arrondissements sont portés au cimetière du Sud (4).

Le cimetière dit des Hospices reçoit les corps des individus décédés dans les établissements hospitaliers, et dont les restes mortels n'ont pas été réclamés par les familles.

Art. 3. — Ne seront inhumés dans les cimetières susdésignés que les individus décédés à Paris et les habitants de cette ville décédés à l'extérieur.

Toutefois, les corps des personnes étrangères à la ville de Paris et décédés hors de ses murs pourront également être inhumés dans ces cimetières, mais seulement dans les terrains concédés à titre perpétuel (5).

(1) Modifié.

(2) Modifié.

(3) Modifié.

(4) Modifié.

(5) Modifié. — Voir page 63, art. 7.

Art. 4 (1). — Un enclos est réservé dans chacun des cimetières de l'Est et du Nord aux décédés du culte israélite.

L'enclos du cimetière du Nord est affecté aux divers modes de sépultures qui vont être déterminés par l'art. 5.

Celui du cimetière de l'Est ne reçoit que les corps qui doivent être inhumés dans des sépultures concédées à perpétuité.

Art. 5. — Les inhumations sont faites, soit en tranchée, soit dans des fosses ou sépultures particulières, concédées comme il sera dit ci-après.

Dans tous les cas, les fosses doivent être ouvertes sur 1 mètre 50 centimètres de profondeur, 80 centimètres de largeur et 2 mètres de longueur, sauf les dispositions relatives aux sépultures d'enfants et qui font l'objet de l'art. 22 ci-après.

Art. 6. — L'inhumation des individus décédés dans les hospices et hôpitaux, lorsqu'elle n'a pas lieu dans l'un des trois cimetières généraux de la Ville, est opérée selon des règles qui feront l'objet d'un règlement particulier.

Art. 7. — Tout particulier peut faire poser sur la fosse de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture, sauf par lui à se conformer aux dispositions qui font l'objet du titre X, art. 58, 60, 63 et suivants.

TITRE II.

DU PERSONNEL DES CIMETIÈRES.

Art. 8. — Le personnel des cimetières se compose : 1° d'un inspecteur, et, sous ses ordres, de conservateurs, de commis, de gardes, de portiers et de fossoyeurs; 2° de l'un des architectes de la Ville; 3° d'un géomètre (2).

Un règlement particulier détermine les attributions et les devoirs de ces agents,

(1) Supprimé (loi du 14 novembre 1881, rapportant l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII).

(2) Modifié.

TITRE III.

DES INHUMATIONS EN TRANCHÉE.

Art. 9. — Il y a dans chacun des trois cimetières une fosse ou tranchée affectée à l'inhumation des décédés pour lesquels il n'a point été demandé de concession de terrain.

Cette fosse doit avoir la profondeur indiquée à l'art. 5 du présent règlement.

Les cercueils y sont placés l'un contre l'autre, mais sans jamais être superposés (1).

Les tranchées seront séparées entre elles par un passage de 50 centimètres de largeur.

Art. 10. — Les emplacements dans lesquels auront lieu des inhumations en tranchée ne seront repris qu'après la cinquième année, à compter du jour de la dernière inhumation.

Les reprises seront effectuées d'après les besoins du service, en commençant toujours par la tranchée la plus ancienne.

Art. 11. — Les personnes qui désireront placer des signes funéraires sur les tombes de leurs parents ou amis, inhumés suivant le mode qui fait l'objet du présent titre, se conformeront à ce qui est prescrit plus loin, art. 28 et suivants.

TITRE IV.

DES INHUMATIONS DANS LES TERRAINS CONCÉDÉS.

Art. 12. — Des terrains pourront être concédés, dans les cimetières de Paris, pour sépultures particulières.

Ces concessions seront faites conformément au règlement spécial en vigueur.

Art. 13. — Il ne sera accordé de concessions de terrain qu'à ceux qui justifieront avoir acquitté ou être en état d'acquitter la taxe d'inhumation et le prix de la bière.

(1) Modifié. — Un espace de 0 m. 20 cent. est réservé entre les cercueils.

Art. 14.— Les concessions de terrain dans les cimetières ne pouvant être obtenues dans un but commercial, à raison de leur destination particulière, ne sont susceptibles d'être transmises que par voie de succession et partage, ou de donation entre parents.

Toute cession qui en serait faite, en tout ou en partie, à des personnes étrangères à la famille, est déclarée nulle et de nul effet.

§ 1^{er}.— *Des concessions de terrain faites pour cinq ans, dites concessions temporaires.*

Art. 15.— La superficie du terrain affecté à chaque fosse particulière, concédée pour cinq ans, est de deux mètres.

Le prix de cette concession demeure fixé à cinquante francs. Il sera versé à la mairie de l'arrondissement du décédé.

Nous nous réservons de délivrer directement, s'il y a lieu : 1^o les concessions de cinq ans qui seraient demandées au jour de l'inhumation pour un cimetière autre que celui de la circonscription à laquelle le décédé appartiendrait ; 2^o et les concessions de fosses de même nature dont les familles voudraient opérer le renouvellement à l'époque de la reprise, conformément à l'art. 20 ci-après.

Art. 16.— Les concessions pour cinq ans ne seront, en aucun cas, accordées à l'avance, c'est-à-dire avant le jour du décès ou de l'inhumation des individus dont les restes devront y être déposés.

Art. 17.— On ne pourra inhumer, dans les terrains ainsi concédés, qu'un seul corps. Toutefois, sur notre autorisation, deux enfants appartenant à la même famille pourront y être inhumés sans augmentation du prix de concession, s'ils sont décédés tous les deux âgés de moins de sept ans, et si la seconde inhumation peut être faite dans le cours de la même année.

Les ossements provenant de sépultures en reprise pourront également, sur notre autorisation, être déposés dans les terrains concédés temporairement, lorsqu'ils pourront être placés à une profondeur convenable.

Art. 18.— Les sépultures concédées pour cinq ans seront

disposées de manière qu'elles aient uniformément 2 mètres de longueur sur 1 mètre de largeur.

Elles seront délivrées dans l'ordre de leur ouverture.

Elles ne jouiront d'aucun isolement à la tête et sur les côtés; mais chaque fosse sera rendue accessible au pied, au moyen d'un passage de 1 mètre ménagé entre les lignes.

Art. 19. — Aucun monument ou caveau ne pourra être construit sur les terrains concédés pour cinq ans.

Il n'y sera placé que des pierres sépulcrales, croix, entourages et autres signes dont l'enlèvement puisse être facilement opéré lors des reprises.

Art. 20. — Les concessions de cinq années peuvent être renouvelées moyennant le prix fixé au § 2 de l'art. 15.

Ce renouvellement ne peut avoir lieu sans exhumation que lorsque les terrains où ont eu lieu les concessions continuent d'être affectés, dans les mêmes dispositions, aux concessions de même espèce, et lorsque lesdits terrains sont remis immédiatement en service.

Dans tous les cas, le renouvellement ne sera accordé qu'après que la reprise de la première concession aura été prescrite : il donnera droit à une nouvelle occupation de cinq années, à partir du jour de la délivrance du nouveau titre (1).

§ 2. — *Des concessions de terrain à perpétuité.*

Art. 21. — Les concessions de terrain à titre perpétuel seront faites par nous directement, d'après les soumissions souscrites par les demandeurs ou leurs fondés de pouvoirs.

Art. 22. — La superficie du terrain affecté à chaque concession perpétuelle ne peut être moindre de 1 mètre pour la sépulture d'un enfant décédé âgé de moins de sept ans, et de 2 mètres pour toute autre sépulture (2).

Une décision spéciale sera nécessaire pour autoriser toute concession excédant 16 mètres (3).

(1) Modifié. — Le délai part de l'expiration de la première concession.

(2) Complété. — Voir page 90.

(3) Modifié. — Voir page 63.

Art. 23. — Les terrains dont la concession aura été faite seront livrés aux concessionnaires par le conservateur de chaque cimetière, sur la représentation d'une autorisation du Préfet, laquelle restera entre les mains du conservateur.

La livraison du terrain à occuper ne sera définitive que lorsque le géomètre en aura déterminé sur place les limites, dont les points de repère seront immédiatement reportés sur le registre du cimetière.

Art 24. — Les concessions de terrain seront occupées à la suite et sans interruption, dans les emplacements désignés comme il sera dit ci-après.

Il ne pourra être dérogé à cette règle que dans les cas suivants :

1° En ce qui concerne les concessions de 2 mètres et plus, lorsque l'état des travaux entrepris sur un terrain concédé ne permettra pas l'occupation immédiate du terrain contigu, ou lorsqu'à raison de circonstances particulières nous aurons accordé une autorisation motivée;

2° Pour les concessions de 1 mètre, lorsque les diverses parties du cimetière offriront des emplacements restés disponibles, et qui ne pourraient être utilisés pour des concessions d'une plus grande superficie ;

3° Et dans les cas prévus par les art. 60, 61 et 62 ci-après.

Dans tous les cas, les concessionnaires devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents de l'Administration.

Pour assurer l'exécution de ces dispositions, chaque mois, et plus souvent s'il est nécessaire, l'architecte, l'inspecteur et le géomètre des cimetières se réuniront pour déterminer les zones de terrains en état d'être concédées, et les emplacements qui ne pourraient être livrés que pour une superficie déterminée.

Cette opération devra avoir lieu de manière à concentrer autant que possible les inhumations de chaque espèce, et à empêcher la dissémination des sépultures sur les divers points des cimetières.

Les indications de terrain, faites comme il vient d'être dit,

seront reportées sur un registre spécial, sous forme de procès-verbaux qui recevront la signature des trois agents.

Les terrains dont la concession est expirée et qui devraient être repris prochainement seront désignés dans la même forme.

Le résultat de ces opérations sera porté immédiatement à notre connaissance.

Art. 25. — Il y aura entre chaque concession un isolement de 30 à 40 centimètres à la tête et sur les côtés, et de 1 mètre au pied.

Art. 26. — Les concessions de 2 mètres superficiels seront faites uniformément sur 2 mètres de longueur et 1 mètre de largeur; celles de 1 mètre devront avoir 1 mètre 43 centimètres de long et 70 centimètres de large.

En général, et toutes les fois que l'emplacement le permettra, les terrains concédés seront livrés dans la forme d'un quadrilatère rectangulaire; et cette livraison sera définitive, quel que soit le mode ultérieur d'occupation adopté par les concessionnaires.

Les concessionnaires ne pourront, dans aucun cas, établir leurs constructions, clôtures et plantations, au-delà des limites du terrain livré; les parties de ce terrain restées inoccupées ne donneront lieu à aucune restitution sur le prix de la concession.

Art. 27. — Les terrains concédés qui ne seraient pas occupés immédiatement après leur livraison devront être marqués d'une borne en pierre, comportant 20 centimètres de côté et énonçant sur sa face principale la superficie, la date et le numéro de la concession.

Ces signes devront être entretenus en bon état par les familles, sous la sanction portée en l'art. 71 ci-après.

Art. 28. — Les concessionnaires peuvent faire élever des monuments, placer des signes funéraires, bâtir des caveaux sur les terrains dont ils ont été mis en possession, à la charge par eux de se conformer aux dispositions de l'art. 57 et suivants.

La construction de caveaux au-dessus du sol est formellement interdite. Il ne pourra être fait d'inhumation dans les caveaux de cette espèce actuellement existants, qu'autant que chaque corps serait renfermé dans un cercueil de plomb.

Tout entrepreneur ou jardinier chargé de l'entretien d'une tombe sera tenu d'apposer, dans un endroit peu apparent du monument ou sur l'entourage, un signe convenu et distinct qui le fasse suffisamment connaître de l'Administration. Il devra s'abstenir d'inscrire son nom autrement que par des initiales.

Art. 29. — Aucune fosse concédée pour cinq années ne sera convertie, sur place et sans exhumation, en concession perpétuelle, que dans le cas où l'emplacement occupé par des concessions de la première espèce serait désigné par l'Administration pour recevoir des sépultures concédées à titre perpétuel, et lorsque la disposition de la fosse à convertir pourra être maintenue sans aucune perte pour l'Administration, et sans gêner aucunement la distribution régulière des autres emplacements.

Art. 30. — Aucune nouvelle inhumation ne pourra avoir lieu, dans une même sépulture, qu'avec notre autorisation, et en se conformant à toutes les prescriptions du décret du 23 prairial an XII.

Cette disposition, toutefois, n'est point applicable aux caveaux construits selon les conditions prescrites par l'Administration et dans lesquels il se trouverait des cases disponibles.

TITRE V.

DES CHAPELLES.

Art. 31. — Des chapelles pourront être ouvertes au service religieux dans les cimetières de Paris.

La chapelle qui existe dans le cimetière de l'Est, comme celles qui seraient établies dans les autres cimetières, est exclusivement destinée aux personnes qui désirent y venir prier pour les morts.

Les familles seront, toutefois, admises à y faire dire des messes commémoratives ; mais les services solennels, la présentation et le dépôt des corps, les processions et les quêtes, et, en général, les cérémonies qui appartiennent au service paroissial n'y pourront avoir lieu.

TITRE VI.

DES DÉPOSITOIRES.

Art. 32. — En attendant la construction de dépositaires publics dans les cimetières, les caveaux appartenant à des entrepreneurs de monuments funéraires, et qui servent au dépôt provisoire des corps, seront tolérés, sans toutefois qu'il en puisse être construit de nouveaux pour cet usage, sous quelque prétexte que ce soit (1).

La faculté de déposer des corps dans lesdits caveaux ne pourra s'exercer qu'autant qu'on représenterait aux agents des cimetières un titre de concession définitive ou conditionnelle applicable au décédé, ou que la famille justifierait, par la représentation de son titre et le consentement écrit du concessionnaire, que le corps à déposer pourra être placé dans une sépulture perpétuelle non encore disposée à cet effet. Toutefois, la faculté de dépôt ne sera accordée, dans ce dernier cas, qu'autant que la tombe où devrait être déposé le corps serait en état de le recevoir sans travaux, au besoin en le recouvrant de terre à la profondeur voulue, si l'Administration était dans la nécessité de l'y faire inhumer d'office.

(1) Modifié :

Décision du 6 juin 1867.

« M. l'Inspecteur des cimetières est autorisé à permettre aux marbriers de construire et d'utiliser des caveaux provisoires dans les divers cimetières ouverts de la Ville de Paris. »

Décision du 14 juillet 1877.

Sans restreindre la tolérance résultant de la décision du 6 juin 1867, il y a lieu de subordonner l'exploitation de caveaux provisoires aux conditions suivantes :

Les caveaux disposés à tiroirs seront seuls autorisés pour le dépôt de plusieurs corps ; les caveaux ne présentant pas cette disposition ne pourront recevoir qu'un seul corps en dépôt.

Les caveaux appartenant aux marbriers ne pourront recevoir indistinctement les corps des membres de leur famille et des corps déposés à titre provisoire par les familles étrangères. En conséquence, chaque entrepreneur titulaire de concession devra déclarer à la Conservation du cimetière si le monument à lui appartenant constitue une sépulture de famille ou un caveau provisoire destiné à ses clients.

M. L'Inspecteur général est invité à veiller à l'exécution des disposi-

TITRE VII.

DU SERVICE DES INHUMATIONS DANS L'INTÉRIEUR DES CIMETIÈRES.

Art. 33.— Les convois seront introduits dans les cimetières par les portes principales.

L'ordonnateur précèdera le corps ; il sera suivi immédiatement des porteurs.

Art. 34.— A son entrée dans le cimetière, l'ordonnateur exhibera au conservateur l'ordre d'inhumation délivré par le Maire, ainsi que le bon de fosse, si l'inhumation doit avoir lieu dans un terrain concédé ; il communiquera l'ordre d'inhumation au garde chargé du service de la fosse, et remettra ensuite le tout, avant la sortie du cimetière, au conservateur, qui lui délivrera récépissé du corps.

Art. 35.— Lorsque le convoi sera parvenu au lieu de la sépulture ou de l'endroit le plus voisin où le char puisse pénétrer, le cercueil sera, sur l'ordre de l'ordonnateur, descendu avec respect par les porteurs, et porté à pas lents sur le bord de la fosse ou du caveau.

tions qui précèdent et à donner des instructions, en ce sens, aux agents du service des cimetières.

Il devra également leur rappeler que les entrepreneurs ne peuvent, *sous aucun prétexte*, s'opposer à l'exhumation des corps déposés dans leurs caveaux provisoires, lorsqu'elle est requise par les familles munies des autorisations nécessaires.

Décision du 14 février 1870.

Il y a lieu d'autoriser les marbriers à acquérir des concessions de trois mètres superficiels au maximum pour y établir des caveaux provisoires.

Cette faculté étant essentiellement temporaire, et nécessitée uniquement par les besoins du service, il y aura lieu de n'admettre les pétitionnaires à en profiter qu'après une enquête spéciale et rigoureuse.

On devra également rappeler aux marbriers que l'exploitation de ces caveaux provisoires est simplement tolérée par l'Administration qui se réserve toujours la faculté de l'interdire absolument, même en l'absence de dépositaires publics établis dans les cimetières, et qui ne cesse d'exercer une surveillance toute particulière sur l'usage de ces caveaux provisoires et l'exécution rigoureuse des règlements auxquels ils sont soumis.

Lorsque le char et les voitures de deuil ne pourront être conduits sans inconvénients jusqu'au lieu de l'inhumation, l'ordonnateur les fera arrêter aux points qui lui seront indiqués par les agents du cimetière.

Le char qui aura transporté le corps sera conduit immédiatement hors du cimetière, sans attendre la fin de la cérémonie de l'inhumation.

Art. 36.— L'ordonnateur remettra le corps aux fossoyeurs, et les requerra de procéder, sans délai, à l'inhumation.

Il ne se retirera que lorsque l'inhumation sera consommée.

Art. 37.— L'ordonnateur veillera, de concert avec les agents du service des cimetières, à ce que les porteurs, fossoyeurs, cochers et autres agents employés, soit par l'Administration, soit par l'entreprise des Pompes funèbres, ne sollicitent ou ne reçoivent des familles aucune rémunération quelconque, à raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition sera constatée par des rapports qui seront adressés par ces agents à leurs chefs respectifs, et que ces derniers nous transmettront sans aucun délai.

Art. 38.— Les convois de nuit sont expressément interdits.

On ne pourra, dans les convois qui ont lieu aux heures autorisées, introduire dans les cimetières des torches résineuses ou formées d'autres matières analogues.

TITRE VIII.

DU CONTRÔLE DES CONCESSIONS

Art. 39. — Après l'achèvement des travaux faits par les familles sur les terrains concédés, le géomètre des cimetières s'assurera, par une nouvelle vérification sur place, si les concessionnaires se sont renfermés dans les limites qui leur auront été indiquées, conformément à l'article 26.

Art. 40. — A cet effet, tous les quinze jours, l'état des concessions accordées dans la quinzaine précédente continuera d'être dressé par nos soins et transmis successivement à l'inspecteur ou au géomètre des cimetières.

L'inspecteur vérifiera si les énonciations de l'état sont en

parfaite conformité avec les autorisations ou bons de fosse remis par les familles aux conservateurs.

Le géomètre constatera l'occupation, eu égard au titre.

Art. 41. — Lorsque le géomètre aura reconnu une intraction aux dispositions de nos arrêtés de concession, il nous enverra rapport pour être ordonné par nous ce que de droit. Ces rapports seront communiqués à l'inspecteur pour avoir son avis, lorsqu'ils toucheront à des questions intéressant le service général des inhumations.

Néanmoins, si le concessionnaire consent à se restreindre sur-le-champ dans les limites qui lui ont été assignées, le géomètre se bornera à en faire l'observation sur l'état de quinzaine dont il vient d'être parlé.

Dans le cas prévu au premier paragraphe du présent article, la contravention sera toujours constatée par un procès-verbal de l'un des gardes, indépendamment du rapport dont elle aura été l'objet.

TITRE IX.

DE LA REPRISE DES TERRAINS AFFECTÉS AUX CONCESSIONS

Art. 42. — Lorsque nous aurons prescrit la reprise des concessions dont le terme sera expiré, cette opération sera annoncée aux intéressés, trois mois à l'avance, par la voie des affiches et des journaux.

Art. 43. — Pendant ce délai de trois mois, les familles pourront, en vertu de nos autorisations, reprendre les signes funéraires et autres objets qu'elles auraient placés sur les sépultures.

Art. 44. — A défaut par les familles de réclamer les objets qui leur appartiennent, dans le délai ci-dessus déterminé, l'Administration fera opérer à ses frais l'arrachage des arbustes, la démolition ou le déplacement des monuments et signes funéraires et reprendra immédiatement possession des terrains concédés.

Art. 45. — Les pierres, entourages en fer et autres signes durables qui n'auraient pas été enlevés par les familles resteront à leur disposition pendant UN AN et UN JOUR.

Durant ce délai, les familles pourront être autorisées à enlever les objets existant dans les magasins et leur appartenant, à la charge par elles de les prendre dans l'état où ils se trouveraient et de verser à la Caisse municipale la somme nécessaire pour indemniser la Ville de Paris des frais de démolition, déplacement, transport et conservation desdits objets : cette somme sera de 6 francs pour les sépultures de cinq années ; elle sera fixée suivant les cas pour les sépultures conditionnelles.

La recherche de ces objets sera faite en présence des agents de l'Administration, aux frais et par les soins des familles.

Quant aux bois provenant des reprises de terrains concédés, ils seront brisés avant leur sortie du cimetière, et livrés immédiatement à l'Administration de l'Assistance publique.

TITRE X.

DES MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR ET DE LA SURVEILLANCE

§ 1^{er}. — *Des mesures d'ordre et de surveillance générale.*

Art. 46 ⁽¹⁾. — Les portes des cimetières pourront être ouvertes au public, savoir :

Du 1^{er} février au 15 mars, de sept heures du matin à cinq heures du soir ;

Du 16 mars au 30 avril, de six heures du matin à six heures du soir ;

Du 1^{er} mai au 31 août, de six heures du matin à sept heures du soir ;

Du 1^{er} septembre au 15 octobre, de six heures du matin à six heures du soir ;

Du 16 octobre au 30 novembre, de sept heures du matin à cinq heures du soir.

Du 1^{er} décembre au 31 janvier, de sept heures et demie du matin à quatre heures et demie du soir.

Art. 47. — L'ouverture des portes principales n'aura lieu

(1) Modifié. — Voir page 86.

que pour le passage des convois, des voitures de deuil et des autres véhicules susceptibles d'être admis dans le cimetière.

Les personnes marchant isolément entreront et sortiront par l'une des portes latérales, là où il en existe.

L'introduction et la sortie des matériaux de construction, signes et objets funéraires, outils aratoires et autres ustensiles servant aux travaux dans l'intérieur du cimetière de l'Est, s'effectueront exclusivement par l'ancienne porte de cet établissement.

Art. 48. — L'entrée des cimetières sera interdite aux gens ivres, aux fumeurs, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux pensionnats en promenade, aux individus qui seraient suivis par un chien ou autres animaux domestiques ; enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront, à l'égard de leurs enfants, pupilles, ouvriers et élèves, la responsabilité prévue par l'article 1384 du Code civil.

Les individus admis dans les cimetières et qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect convenable, ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du présent règlement, seront expulsés par les gardes, sans préjudice des poursuites de droit.

Art. 49. — Il est expressément défendu :

1° D'escalader les murs de clôture des cimetières, les grilles ou treillages des sépultures, de traverser les pelouses, de monter sur les arbres et sur les monuments, de s'asseoir ou se coucher sur les gazons, de rien écrire sur les monuments et pierres tumulaires, de couper ou arracher les fleurs plantées sur les tombes, enfin, d'endommager d'une manière quelconque les sépultures :

2° De déposer des ordures dans quelque partie que ce soit des cimetières ;

3° D'errer dans les chemins de séparation des sépultures et de s'y arrêter sans nécessité.

Toute infraction à ces dispositions sera constatée par les gardes.

Art. 50. — L'Administration ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles ; celles-ci devront éviter de rien déposer sur les tombes qui puisse tenter la cupidité.

Art. 51. — Toute personne soupçonnée d'emporter, sans autorisation régulière, un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture, ou des outils appartenant aux ateliers existant dans le cimetière, sera invitée à entrer au bureau du conservateur, qui vérifiera les faits. Le délinquant sera immédiatement conduit devant l'autorité compétente.

Art. 52. — Nul ne pourra faire, dans l'intérieur des cimetières aux visiteurs ou aux personnes suivant les convois, aucune offre de service ou remise de cartes ou adresses, ni stationner soit aux portes de ces établissements, soit aux abords des sépultures ou dans les chemins de circulation ou d'isolement.

Ceux qui contreviendraient à cette disposition seront immédiatement expulsés, et leur contravention sera constatée dans la forme voulue.

§ 2. — *Des mesures d'ordre et de la surveillance concernant les chemins.*

Art. 53. — Les chemins de circulation intérieure seront constamment maintenus libres.

Les voitures ou chariots admis dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois.

Ils ne pourront stationner dans les chemins sans nécessité.

Art. 54. — Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres plantés sur le bord des chemins, d'y appuyer des instruments ou des échafaudages, de déposer à leur pied des matériaux de construction, et, généralement, de leur causer aucune détérioration.

Art. 55. — Le transport des matériaux de construction et des terres provenant des fouilles ne pourra être effectué dans les cimetières qu'au moyen de voitures à roues dont les jantes auront au moins 15 centimètres de largeur. Il est

accordé un délai d'un an, à partir de la mise en vigueur du présent règlement, pour l'exécution de cette mesure.

La circulation de ces voitures sera interdite dans les temps de dégel.

Art. 56. — Lorsque les concessionnaires ou constructeurs auront dégradé les chemins ou les trottoirs, brisé ou endommagé les arbres en déchargeant des matériaux, ou autrement, le dommage sera constaté de telle sorte que l'Administration puisse en poursuivre, au besoin, la réparation, et faire prononcer la peine encourue par le contrevenant.

§ 3. — *Des mesures d'ordre et de surveillance concernant les constructions, plantations, signes funéraires, inscriptions, etc.*

Art. 57. — Toute personne qui possède, dans l'un des cimetières de Paris, un terrain concédé à titre perpétuel, peut y élever un monument ou y construire un caveau de famille. Cette construction doit porter, d'une manière visible, la date et le numéro de la concession.

Lorsqu'il y aura construction de caveau avec cases, la dalle de fond de la case supérieure devra être placée à 1 mètre 50 centimètres au moins en contre-bas du niveau du sol, conformément à ce qui est prescrit ci-dessus, art. 5, pour la profondeur des fosses.

L'entrée des caveaux doit se fermer et s'ouvrir dans les limites mêmes de la concession, sans que l'on puisse, sous aucun prétexte, établir cette entrée par voie d'anticipation sur les chemins ou espacements.

Art. 58. — L'Administration surveillera les travaux de construction de manière à prévenir les anticipations, les dangers qui pourraient résulter d'une mauvaise construction, enfin tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines.

A cet effet, tout concessionnaire qui sera dans l'intention de construire un monument ou un caveau devra en faire la déclaration au bureau du conservateur du cimetière.

Cette déclaration sera consignée dans un registre à ce destiné.

Afin de rendre la surveillance plus facile et plus exacte, il

sera remis au déclarant, par le conservateur, un permis de fouille indiquant la situation du terrain et la quantité acquise, le nom du concessionnaire et la nature des travaux à exécuter.

Ce permis devra être présenté à toute réquisition des agents de l'Administration.

Dans le cas où les limites d'une concession seraient dépassées dans l'exécution, et où il y aurait usurpation, soit au-dessus, soit au-dessous du sol, le conservateur ou le géomètre, sur le refus du constructeur de se restreindre dans la superficie concédée, fera immédiatement suspendre les travaux, et il requerra, à cet effet, s'il en est besoin, l'emploi de la force publique.

Les travaux ne pourront être continués que lorsque la portion de terrain usurpée aura été concédée régulièrement par addition ; et lorsque cette concession additionnelle ne pourra avoir lieu, la démolition des travaux sera requise par les voies de droit.

Tout caveau construit sur 2 mètres de terrain devra offrir, tant en ce qui concerne les cases que les portes de chapelle, un minimum d'ouverture fixé à 65 centimètres. Dans le cas où ces mêmes caveaux se termineraient à la surface du sol par un sarcophage, l'ouverture, indépendamment des 65 centimètres de largeur, devra présenter 80 centimètres de hauteur, afin de faciliter la descente des corps.

Art. 59. — L'approche des fouilles ouvertes pour l'établissement des sépultures ou des caveaux en construction devra être défendue au moyen d'obstacles visibles, tels que couvercle, entourage, et autres signes analogues, par les soins des concessionnaires ou constructeurs, afin que les personnes qui fréquentent les cimetières ne puissent tomber dans lesdites ouvertures.

Ceux qui contreviendraient à cette disposition seront poursuivis, sans préjudice de la responsabilité civile qui pourrait être invoquée contre eux.

Art. 60. — Lorsqu'il s'agira d'établir des sépultures dans l'épaisseur des talus, la construction devant être soumise, dans ce cas, à des dispositions particulières, ne pourra être

entreprise que sur l'autorisation préalable et spéciale du Préfet, qui en réglera les conditions.

Art. 61. — Lorsque des terrains en déclivité auront été désignés pour recevoir des sépultures concédées à perpétuité, les concessionnaires devront pourvoir à leurs frais à la construction des murs de soutènement que l'Administration jugerait nécessaires, pour prévenir les éboulements et assurer la régulière distribution des sépultures. Quand l'Administration aura reconnu nécessaire de procéder à l'avance et par elle-même à la construction desdits murs, la dépense lui en sera remboursée par les concessionnaires, chacun pour ce qui le concerne. Les familles seront prévenues, avant la livraison des terrains, des obligations qui pourront leur incomber à ce sujet.

Art. 62. — Afin de donner à l'allée principale du cimetière de l'Est, depuis la porte d'entrée jusqu'au terre-plein de la chapelle, la régularité désirable, l'Administration se réserve d'autoriser spécialement, d'après les plans qui lui seront soumis, la construction des monuments que les familles désireraient élever de chaque côté de ladite allée et sur la première ligne.

Il en sera de même dans l'allée principale de chacun des cimetières du Nord et du Sud.

Art. 63. — Les saillies formant anticipation, soit au-dessus, soit au-dessous du sol, sont prohibées.

Toutefois, on tolérera des emmarchements au-devant des sépultures, lorsqu'ils auront été reconnus nécessaires, soit à cause de l'état antérieur du sol, soit par suite des modifications qu'il aurait subies.

Ces tolérances ne pourront être accordées que sur notre autorisation spéciale.

L'Administration permettra un empiètement souterrain de 20 centimètres autour et en dehors du terrain concédé à titre perpétuel.

Cet empiètement, qui ne sera toléré que pour la fondation d'un monument à élever, pourra être amené jusqu'à l'affleurement du sol.

Lorsque les fondations des monuments ou caveaux auront été faites en meulières ou en moellons, elles devront être couronnées par un fort dallage en granit, ou toute autre pierre dure, taillée en forme de caniveau, lequel pourra être engagé sous le monument, mais qui, en toute circonstance, devra suivre l'inflexion du sol.

L'Administration tolérera les corniches ou entablements en saillie, pourvu que ces saillies n'excèdent pas 15 centimètres au moins à partir du sol.

Des patères ou des porte-couronnes pourront être tolérés, mais seulement au-devant des monuments, et à une hauteur qui ne pourra jamais être moindre de 2 mètres, et la saillie ne pourra excéder 15 centimètres.

A l'égard des caniveaux et des patères, les concessionnaires devront, au préalable, faire déclaration de leur intention au bureau de la conservation ; et, sur l'avis de cette déclaration, le géomètre de l'Administration donnera les cotes nécessaires à l'établissement des constructions.

Les concessionnaires seront, d'ailleurs, tenus de se conformer en tout temps aux dispositions qui pourraient leur être prescrites postérieurement même à l'établissement desdites constructions.

Les gouttières en plomb ou en zinc, ainsi que tous autres détails d'architecture formant saillie sur les entablements ou les corniches, sont prohibés.

Art. 64. — Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

En conséquence, les portiers ne laisseront entrer que les matériaux déjà travaillés et prêts à être mis en place. Ils ne permettront l'introduction d'aucun outil propre au sciage des pierres, et les autres agents veilleront de leur côté à ce qu'il n'en puisse être fait usage.

De même aussi, la chaux devra être introduite éteinte et prête à être employée.

Art. 65. — Les matériaux nécessaires pour les constructions et les terres provenant des fouilles seront déposés

provisoirement dans les emplacements qui auront été désignés par le conservateur, lorsqu'ils ne pourront l'être sur le terrain concédé.

Le dépôt provisoire des terres ne pourra avoir une durée de plus de trois jours, le tout sans préjudice des prescriptions contenues en l'art. 68 ci-après.

Art. 66. — Tout échafaudage nécessaire pour les travaux de construction devra être dressé de manière à ne point nuire aux constructions voisines, ni aux plantations existant sur les sépultures.

Aucun dépôt, même momentané, de terres, matériaux, outils, vêtements ou autres objets quelconques, ne pourra être effectué sur les tombes riveraines.

On ne pourra, non plus, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, déplacer ou enlever les signes funéraires existants aux abords de la construction, sans l'autorisation des familles intéressées et l'agrément de l'Administration.

Art. 67. — Les concessionnaires ou constructeurs seront tenus, d'ailleurs, de se conformer aux dispositions qui seront prescrites, tant par le conservateur que par le géomètre, pour l'exécution des fouilles, pour les précautions à prendre, enfin pour tout ce qui peut tendre à assurer la conservation des sépultures, la liberté de la circulation, et en général l'exécution du présent règlement.

Art. 68. — Les concessionnaires ou constructeurs feront enlever et conduire sans délai, soit à l'intérieur du cimetière dans les endroits qui leur seraient indiqués, soit aux décharges publiques, hors du cimetière, les terres provenant des fouilles et qui ne devraient pas y être rejetées. Dans le dernier cas, les terres ne pourront être admises à sortir du cimetière qu'après que les agents se seront assurés qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Il en sera de même des gravois, pierres, débris, etc., existant sur place après l'exécution des travaux. Ils devront toujours être recueillis et enlevés avec soin, de telle sorte que les abords du monument soient libres et nets comme avant la construction.

Art. 69. — Lorsqu'il sera résulté des travaux exécutés par les concessionnaires ou constructeurs une dégradation quelconque pour les sépultures voisines, copie du procès-verbal qui l'aura constatée sera adressée au concessionnaire intéressé, afin que celui-ci puisse, s'il le juge convenable, exercer telle action que de droit contre les auteurs du dommage.

Art. 70. — Les ouvriers travaillant dans les cimetières n'y déposeront aucune ordure.

Tout ouvrier qui ne se conformerait pas aux dispositions qui font l'objet du présent règlement, sera expulsé du cimetière, sans préjudice, d'ailleurs, de toutes poursuites de droit.

Art. 71. — A défaut de conservation, par les familles, des signes indiquant les lieux et les limites de leurs sépultures, l'Administration n'est pas responsable des erreurs ou anticipations qui pourraient en résulter.

Si un monument vient à s'écrouler et que, dans sa chute, il endommage quelque sépulture voisine, procès-verbal sera dressé pour constater le fait; copie de ce procès-verbal sera laissée à la disposition des intéressés.

Art. 72. — Aucun travail de construction, de terrassement ou de plantation n'aura lieu, dans les cimetières, les jours de dimanches et fêtes, que dans les cas d'urgence et sur notre autorisation, ou à défaut, sur celle de l'inspecteur.

Art. 73. — Les plantations seront faites, sans aucune exception, dans la zone affectée à chaque sépulture, et de telle sorte qu'en aucun cas elles ne puissent produire anticipation par suite de la croissance des arbres, arbustes ou autrement. Elles devront toujours être disposées de manière à ne point gêner la surveillance et le passage; celles qui seraient reconnues nuisibles devront être élaguées ou abattues, si besoin est, à la première réquisition de l'Administration.

Dans le cas où il ne serait pas obtempéré aux injonctions qui seraient faites à cet effet, le refus sera constaté par un procès-verbal auquel il sera donné telle suite que de droit.

Art. 74. — Les entourages qui seront placés sur les sépultures en tranchée ne pourront excéder 1 mètre 50 cent. de longueur sur 65 cent. de largeur.

Art. 75. — Aucune inscription ou épitaphe ne sera inscrite sur une croix, pierre tumulaire ou monument, soit à l'extérieur, soit dans l'intérieur desdits monuments, et ne sera admise dans l'un des cimetières de Paris, si elle n'a reçu préalablement notre visa ou celui de l'inspecteur délégué à cet effet. Il en sera de même des inscriptions qui seraient renouvelées ou auxquelles il serait fait des changements ou additions.

En conséquence, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, lesdites inscriptions ou épitaphes seront déposées aux bureaux des conservateurs desdits cimetières dans une boîte fermant à clef.

Cette mesure étant prise pour faciliter le travail d'administration et le classement des inscriptions admises, le papier nécessaire sera mis gratuitement à la disposition des personnes qui en auront besoin, sur un récépissé qu'elles en donneront.

L'inspecteur des cimetières se rendra chaque semaine, un jour fixé à l'avance, dans chacun des cimetières de Paris, et y procédera à l'examen et au visa, s'il y a lieu, des inscriptions et épitaphes qui auront été déposées dans les boîtes avant son arrivée ou pendant sa présence au cimetière.

Il différera de viser et nous transmettra les inscriptions dont l'appréciation lui paraîtrait présenter des difficultés.

Art. 76. — Les fleurs, arbustes, croix, grilles, entourages, et les signes funéraires de toute sorte ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière, sans une autorisation expresse des familles et du conservateur.

L'autorisation de l'Administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

Art. 77. — Il est interdit d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces aux murs et portes des cimetières.

Toute contravention à cette prohibition sera poursuivie conformément à la loi.

Art. 78. — Il ne pourra être formé, soit dans l'intérieur des cimetières soit dans les avenues intérieures ou extérieures en dépendant, aucun dépôt de croix, grilles, entourages et autres objets funéraires.

Tous ces objets ne seront admis dans les cimetières que revêtus des inscriptions qu'ils sont susceptibles de recevoir.

Chaque objet sera inscrit sur un registre spécial portant la date de l'entrée et l'indication de la sépulture à laquelle il est destiné.

TITRE XI.

DES EXHUMATIONS ET DES TRANSPORTS

Art. 79.— Aucune exhumation ne pourra avoir lieu sans qu'au préalable on ait représenté une autorisation de M. le Préfet de police.

Les fossoyeurs, dans l'exécution des fouilles nécessaires pour opérer ces exhumations, auront soin de ne point mettre à découvert les corps voisins.

Art. 80.— Les exhumations seront opérées à des jours fixés à l'avance pour chaque cimetière.

Il devra y être procédé de grand matin, en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister.

Art. 81.— Les dispositions des deux articles précédents ne sont point applicables aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

Art. 82.— Sous aucun prétexte, il ne sera accordé de permission de réinhumer en fosse commune ou dans une fosse temporaire un corps inhumé précédemment dans un terrain concédé à perpétuité.

Art. 83.— Les frais de chaque exhumation sont à la charge des familles : le tarif en est fixé à la somme de 10 francs (1) qui sera répartie entre les agents et les fossoyeurs pour leurs vacations et salaires, dans les proportions qui sont fixées par un arrêté spécial.

Les familles supporteront en outre, la dépense résultant du renouvellement du cercueil.

Il ne sera payé que ladite somme de 10 fr. (2) pour toute

(1) Modifié. — Voir page 99.

(2) Modifié. — Voir page 99.

fosse ouverte, lors même qu'elle contiendrait les restes de plusieurs corps, si ces mêmes restes sont à l'instant réinhumés dans une même fosse ou un même caveau.

Art. 84. — Il sera payé pour salaire du fossoyage une somme de 3 fr. (1) par chaque inhumation faite dans les circonstances prévues au § 2 de l'art. 3.

Art. 85. — Les corps des israélites décédés dans l'étendue du consistoire de la circonscription de Paris, et qu'on est dans l'usage de transporter dans les cimetières de cette ville à défaut de cimetière spécial dans le lieu de décès, continueront provisoirement d'être admis dans les enclos affectés au culte israélite (2).

TITRE XII.

CONCESSIONS CONDITIONNELLES (3).

Art. 86. — Les concessions de terrains faites à titre conditionnel en vertu du règlement du 8 décembre 1829, approuvé par ordonnance royale du 5 mai 1830, continueront d'être reprises, ainsi qu'il est stipulé, tant par ledit règlement que par les actes de concession, lorsque, dans le délai fixé, la condition n'aura pas été remplie.

Art. 87. — Les concessions de cette espèce continueront de n'être réputées sépultures de famille que lorsqu'elles seront devenues perpétuelles à titre définitif, par l'effet du versement de la totalité du prix déterminé. En conséquence, il demeure interdit d'inhumer un second corps dans les sépultures dont il s'agit, tant que la condition résultant de l'acte de concession n'a pas été exécutée.

Toutefois, aux époques de la reprise par l'Administration des terrains ayant servi à des inhumations, les ossements que les familles auraient obtenu la permission d'exhumer pour-

(1) Voir page 99.

(2) Supprimé.

(3) Modifié. — Voir page 95.

ront, comme par le passé, être enfouis ou déposés dans lesdites sépultures, en vertu de nos autorisations.

De même, dans le cas où une concession conditionnelle ne renfermerait encore que des ossements, les familles pourront être admises à y déposer un corps, tant que la première période de quatre ans ne sera pas écoulée, s'il s'agit d'inhumation en terre. Ce délai sera limité à trois années, si l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau. Le tout sur notre autorisation et sous la condition que le corps ainsi ajouté pourra être descendu à la profondeur voulue par la loi.

TITRE XIII.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 88.— Sont rapportées les dispositions contenues dans les arrêtés et règlements antérieurs, en ce qu'elles seraient contraires à celles qui font l'objet du présent règlement.

Paris, le 14 septembre 1850.

Signé : BERGER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

CIMETIÈRES PARISIENS

DÉLIVRANCE

DE

CONCESSIONS TRENTENAIRES

CIMETIÈRES D'IVRY ET DE SAINT-OUEN

LE PRÉFET DE LA SEINE,

Vu le décret du 23 prairial an XII ;

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1843 ;

Vu la loi du 24 juillet 1867 ;

Vu les arrêtés réglementaires des 15 septembre 1850, 18 novembre 1879, 29 décembre 1882 et 9 novembre 1886 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 6 août 1886 relative à l'établissement de concessions trentenaires dans les nouveaux cimetières parisiens de Bagneux et de Pantin ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1886 approubatif de ladite délibération ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Paris en date du 21 décembre 1886, décidant que des concessions trentenaires seront également accordées dans les cimetières parisiens d'Ivry et de Saint-Ouen, aux mêmes conditions que dans ceux de Pantin et de Bagneux, aux familles qui en feront la demande ;

N° 10

Vu la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale;
Vu le décret du 25 mars 1852;
Ensemble, la loi du 24 juillet 1867 qui a rendu applicables à la ville de Paris les dispositions des lois et décrets précités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La délibération ci-dessus visée du 21 décembre 1886 est approuvée :

En conséquence, à partir du 1^{er} avril 1887, il sera délivré, dans les cimetières parisiens d'Ivry et de Saint-Ouen, aux personnes qui en feront la demande, des concessions trentenaires indéfiniment renouvelables, aux mêmes conditions que dans les cimetières de Pantin et de Bagneux.

ART. 2. — Le Directeur des Affaires municipales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Recueil des actes administratifs*, publié et affiché partout où besoin sera.

Ampliation en sera adressée :

1^o A la Direction des Affaires municipales en triple expédition;
2^o à la Direction des Finances en triple expédition; 3^o au Secrétariat général (1^{re} division, 1^{er} bureau) en double expédition; 4^o au Géomètre en chef et au Contrôleur du service des cimetières; 5^o aux Conservateurs des cimetières d'Ivry et de Saint-Ouen.

Fait à Paris, le 23 mars 1887.

Le Préfet de la Seine,

Signé : E. POUBELLE.

XXX

Règlement d'administration publique déterminant les conditions applicables aux divers modes de sépultures.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur ;

Vu la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles, notamment les articles 3 et 5 ainsi conçus :

« Art. 3. — Tout majeur ou mineur émancipé, en état de tester, peut régler les conditions de ses funérailles, notamment en ce qui concerne le caractère civil et religieux à leur donner et le mode de sa sépulture... »

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions applicables aux divers modes de sépulture. Toute contravention aux dispositions de ce règlement sera punie des peines édictées par l'article 5 de la présente loi.

« Art. 5. — Sera punie des peines portées aux articles 199 et 200 du code pénal, sauf application de l'article 463 dudit code, toute personne qui aura donné aux funérailles un caractère contraire à la volonté du défunt ou à la décision judiciaire, lorsque l'acte constatant la volonté du défunt ou la décision du juge lui aura été dûment notifié ; »

Vu le décret du 23 prairial an XII ;

Vu le décret du 18 mai 1806 ;

Vu la loi du 5 avril 1884 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — L'officier de l'état civil peut, s'il y a urgence, notamment en cas de décès survenu à la suite d'une maladie contagieuse ou épidémique, ou en cas de décompo-

sition rapide, prescrire, sur l'avis du médecin commis par lui, la mise en bière immédiate, après la constatation officielle du décès, sans préjudice du droit d'ordonner la sépulture avant l'expiration du délai fixé par l'article 77 du code civil.

Art. 2. — Si le décès paraît résulter d'une maladie suspecte, dont la protection de la santé publique exige la vérification, le Préfet peut, sur l'avis conforme écrit et motivé de deux docteurs en médecine, prescrire toutes les constatations nécessaires et même l'autopsie.

Art. 3. — Il ne peut être procédé aux opérations tendant à la conservation des cadavres par l'embaumement ou par tout autre moyen, sans une autorisation du Préfet de Police dans le ressort de la préfecture, et du maire partout ailleurs.

Pour obtenir cette autorisation, il y a lieu de produire ;

1° Une déclaration indiquant le mode et les substances que l'on se propose d'employer ainsi que le lieu et l'heure de l'opération ;

2° Un certificat du médecin traitant affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle.

La décision est prise sur le rapport d'un médecin assermenté commis pour vérifier le décès, et établi dans les formes prescrites par l'article 17.

Art. 4. — Sauf la translation à la chambre funéraire prévue à l'article suivant, le déplacement d'un cadavre ne peut s'effectuer s'il n'a été autorisé par le maire ou par le sous-préfet, selon que ce déplacement a lieu dans les limites de la commune ou de l'arrondissement ; dans les autres cas, il doit être autorisé par le préfet du département où a eu lieu le décès.

L'introduction des corps en France, leur transport au lieu de sépulture sont autorisés par le ministre de l'intérieur.

Art. 5. — Il peut être établi des chambres funéraires destinées à recevoir, avant la sépulture, les corps de personnes dont le décès n'a pas été causé par une maladie contagieuse. Ces chambres funéraires sont créées, sur la demande du conseil municipal, par arrêté du préfet, qui

ne peut statuer qu'après enquête « de comodo et incommodo » et avis du Conseil d'hygiène.

Si une chambre funéraire présente des inconvénients graves, le préfet peut en ordonner la suppression, le conseil municipal entendu.

Art. 6. — L'admission des corps à la chambre funéraire ne peut avoir lieu que sur la production :

1^o D'une demande écrite du chef de famille ou de toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Cette demande énoncera les nom, prénoms, âge, profession et domicile du décédé ;

2^o D'un certificat de décès, dans lequel le médecin traitant doit constater que le décès n'a pas été causé par une maladie contagieuse. A défaut du médecin traitant, l'admission à la chambre funéraire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation du maire ou du commissaire de police. Dans les cas prévus par l'article 81 du Code civil, cette admission doit être autorisée par le procureur de la République.

Art. 7. — Le commissaire de police peut requérir l'admission à la chambre funéraire des corps de personnes étrangères à la commune qui décèdent sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public.

Art. 8. — Les corps sont transportés à la chambre funéraire dans des voitures spéciales ou des civières fermées.

Ils doivent avoir le visage découvert et les mains libres.

Art. 9. — La constatation officielle du décès peut être faite à la chambre funéraire.

Art. 10. — La sépulture dans le cimetière d'une commune est due : 1^o aux personnes décédées sur son territoire, quel que soit leur domicile ; 2^o aux personnes domiciliées sur son territoire, alors même qu'elles seraient mortes dans une autre commune ; 3^o aux personnes non domiciliées dans la commune, mais y ayant droit à une sépulture de famille.

Art. 11. — A défaut de la famille, la commune est tenue de pourvoir à la sépulture des personnes décédées sur son

territoire, sauf à réclamer contre qui de droit le remboursement de la dépense.

TITRE II

DES INHUMATIONS

Art. 12. — Les cercueils doivent être déposés dans les fosses et tranchées à une profondeur d'un mètre cinquante centimètres au moins.

Art. 13. — Chaque fosse particulière doit avoir, au minimum, une largeur de quatre-vingts centimètres sur une longueur de deux mètres. Pour l'inhumation des enfants en bas âge, les fosses peuvent être réduites à un mètre superficiel.

Les fosses doivent être distantes entre elles de trente centimètres au moins.

Art. 14. — Les concessions, dans les cas où il n'y a point de caveau de famille, ne peuvent recevoir plusieurs corps que si cinq années au moins séparent chaque inhumation ou si les corps ont été placés de manière que la profondeur réglementaire soit observée dans la dernière inhumation.

Art. 15. — Dans les inhumations en tranchée, les cercueils doivent être distants les uns des autres d'au moins vingt centimètres.

TITRE III

DE L'INCINÉRATION

Art. 16. — Aucun appareil crématoire ne peut être mis en usage sans une autorisation du préfet accordée après avis du Conseil d'hygiène.

Art. 17. — Toute incinération est faite sous la surveillance de l'autorité municipale. Elle doit être préalablement autorisée par l'officier de l'état civil du lieu du décès, qui ne peut donner cette autorisation que sur le vu des pièces suivantes :

1^{re} Une demande écrite du membre de la famille ou de

toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles; cette demande indique le lieu où doit s'effectuer l'incinération;

2° Un certificat du médecin traitant affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle;

3° Le rapport d'un médecin assermenté, commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès. A défaut de certificat d'un médecin traitant, le médecin assermenté doit procéder à une enquête sommaire dont il consignera les résultats dans son rapport. Dans aucun cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le médecin assermenté certifie que la mort est due à une cause naturelle.

Art. 18. — Si l'incinération doit être faite dans une autre commune que celle où le décès a eu lieu, il doit en outre être justifié de l'autorisation de transporter le corps conformément à l'article 4.

Art. 19. — La réception du corps et son incinération sont constatées par un procès-verbal qui est transmis à l'autorité municipale.

Art. 20. — Les cendres ne peuvent être déposées, même à titre provisoire, que dans des lieux de sépulture régulièrement établis.

Toutefois les dispositions des articles 12 à 15 ne sont pas applicables à ces dépôts.

Art. 21. — Les cendres ne peuvent être déplacées qu'en vertu d'une permission de l'autorité municipale.

Art. 22. — Toute contravention aux dispositions réglant les conditions des sépultures, et contenues dans les articles 3, 4, 8 § 2, 16, 17, 18, 20 et 21, est passible des peines prévues aux articles 3 et 5 de la loi du 15 novembre 1887.

Art. 23. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Paris, le 27 avril 1889.

CARNOT.

Par le Président de la République,

Le Ministre de l'Intérieur,

CONSTANS.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie proposée ici n'est pas exhaustive. Pour permettre un usage plus pratique et surtout constituer un lien direct avec le déroulement de la thèse, elle est établie par partie, et reprend les références du texte. Aussi, certains ouvrages peuvent être cités à plusieurs reprises. D'autre part, il est fait une distinction entre les sources documentaires, ou sources directes, et les ouvrages de synthèse, constitués par des travaux académiques ou des ouvrages d'historiens.

I – LE CIMETIERE MOYENAGEUX SOUS L'EMPRISE DE LA RELIGION

Sources directes – partie I

BNF – ANCIENS MANUSCRITS OCCIDENTAUX

Fonds Joly de Fleury 1207 - Les cimetières de Paris. Déclarations de 1763 à 1765. Mémoires et projets pour différentes paroisses pour les hôpitaux, etc...

Fonds Joly de Fleury 1209 - Les cimetières de Paris. Projets de translation des cimetières hors et l'enceinte et des faubourgs (1765-1787). Dossiers sur différentes paroisses par ordre alphabétique. Mémoire et plans.

Fonds Joly De Fleury 1317 - Assemblées de Police . Délibérations. Cimetières

Fonds Joly de Fleury 1208 - Les cimetières de Paris. Déclarations de 1763 à 1765. Mémoires et projets pour différentes paroisses pour les hôpitaux, etc...

Fonds Joly de Fleury 1182 - Cimetières de Province, affaires diverses datant principalement des années 1770 à 1789, règlements, contestations, procès, translations de cimetières, etc...par ordre alphabétique de nom de lieux

BERTHOLON, Pierre Abbé. *De la Salubrité de l'air des villes et en particulier des moyens de la procurer*. Montpellier : Imprimerie de Jean Martel Aîné, 1786. 102 pages.

BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture ou Traité de la décoration, distribution et construction des bâtiments contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes / par J.-F. Blondel (et continué par Patte)*. Paris : Desaint, 1777.

D'AVILER, Augustin-Charles. *Cours d'architecture (1691)*. Montpellier : Réed. Editions de l'Espérour, 2002. Coll. Publications de l'université de Montpellier 3.

DE LA MARE, Nicolas. *Traité de Police*. Paris : J.-F. Hérisant, 1738. 794 pages.

Dr VICQ D'AZIR. *Essai sur les lieux et les dangers des sépultures*. Paris : Didot, 1778. 142 pages.

Dr VICQ d'AZYR. Secrétaire perpétuel de la société royale de médecine. *Note du 23 Juin 1780*.

Fonds Joly De Fleury. 1780

LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. La Haye, Paris : Desaint, 1765. 326 pages.

LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Paris : Duchesne, 1753.

MARET. *Mémoire sur l'usage où l'on est d'enterrer les morts dans les églises ou dans l'enceinte des villes*. Dijon : 1775.

PATTE, Pierre. *Mémoires qui intéressent particulièrement Paris*. Paris : Artus Bertrand, 1800. 27 pages.

PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Paris : Rozet, 1769. 375 pages

PATTE, Pierre. *Monumens érigés en France à la gloire de Louis XV*. Paris, 1765.

THOURET, Michel-Augustin. *Rapport sur les exhumations du cimetière et de l'église des Saints-Innocents*. Paris : Imprimerie Denys-Pierres Ph., 1789. 51 pages.

Archives de l'administration de l'assistance publique. *Cimetière Saint-Innocent mémoire de l'étendue et place de terre du dict cymetière appartenant à l'Hostel-Dieu 1587.* Paris : Chamerot, 1886. 7 pages.

ARIES, Philippe. *Essais sur l'histoire de la mort en Occident : du Moyen Age à nos jours.* Paris : Seuil, 1975.

ARIES, Philippe. *Essais de mémoire, 1943-1983.* Paris : Seuil, 1993. 372 pages

BABEAU, A.. *La ville sous l'ancien régime.* Paris, 1800.

BONNARDOT, Alfred. *Le Cimetière des Innocents vers 1570.* Paris : Iconographie du vieux Paris, 1856. 13 pages.

DARNTON, R. *La fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution.* Paris : Perrin, 1984.

Dr GANNAL, Félix. *Inhumation et crémation, mémoire adressé au Conseil municipal de Paris.* Paris : Muzard et fils, 1876. 31 pages.

Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours, histoire et législation.* Paris : Muzard et fils, 1884. 308 pages.

DUCAMP, Maxime. Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIXe siècle. Paris : Hachette, 1879.

DUFOUR, Valentin Abbé. *La Dance macabre des SS. Innocents de Paris, d'après l'édition de 1484 précédée d'une Etude sur le cimetière, le charnier et la fresque peinte en 1425.* Paris : Willem et Daffis, 1874. 116 pages.

ETLIN, Richard A.. *The architecture of death. The transformation of the cemetery in eighteenth-century.* Paris, Cambridge : the MIT Press, 1984. 441 pages.

ETLIN, Richard. « L'air dans l'urbanisme des Lumières ». *Dix-huitième siècle.* n°9. Paris : 1977. p.123-124.

FLEURY Michel, **LEPROUX** Guy-Michel. *Les Saints-Innocents.* Paris : délégation à l'action artistique de la Ville, 1994. 200 pages.

FORTIER, Bruno. *La politique de l'espace parisien à la fin de l'Ancien Régime.* Rapport de recherche CORDA. Paris : 1975.

FORTIER, Bruno. Logiques de l'équipement . Note pour une histoire du projet. AMC 1978. p.80-85

FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison.* Paris : Gallimard, 1975.

FOUCAULT, Michel. *Les hétérotopies, Le corps utopique.* Paris : Edition lignes, 2009.

HAROUËL, Jean-Louis. « L'alignement des rues ». *Dix-huitième siècle.* n°9. Paris : 1977. p.123-124

HAROUËL, Jean-Louis. *L'embellissement des villes, l'urbanisme français au XVIIIe siècle.* Paris : Picard, 1993. 336 pages.

HILLAIRET, Jacques. *Les 200 cimetières du Vieux Paris.* Paris : Les éditions de Minuit, 1958. 431 pages.

HOFFBAUER, Fédor. *Paris à travers les âges. Aspects successifs des monuments et quartiers historiques de Paris depuis le XIIIe siècle jusqu'à nos jours fidèlement restitués d'après les documents authentiques.* Paris : Firmin-Didot, 1882.

LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours. Le territoire des morts.* Paris : L'Harmattan, 1997. 411 pages.

LAUWERS, Michel. *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'occident médiéval.* Paris : Département Aubier chez Flammarion, 2005. 393 pages.

LAVEDAN, Pierre, **HUGUENEY**, JEanne, **HENRAT**, Philippe. *L'urbanisme à l'époque moderne : XVI-XVIIIe siècles.* Paris : Arts et métiers graphiques, 1982. 310 pages.

LEMOINE, H.. *Les cimetières de Paris de 1760 à 1825.* Paris : Société de l'histoire de Paris, 1925. 35 pages.

LENIENT, Charles. *La satire en France au Moyen Age.* Paris : Hachette, 1869.

MERCIER, Louis-Sébastien. *Tableau de Paris. Nouvelle édition corrigée et augmentée.* Amsterdam : 1783. 228 pages.

PICON, Antoine. *Architectes et ingénieurs au siècle des lumières*. Marseille : Parenthèses, 1988. 317 pages.
VOVELLE, Michel. *La mort et l'occident de 1300 à nos jours*. Paris : Gallimard, 1985.

II– NAISSANCE DE LE NECROPOLE MODERNE

Sources directes – partie II

ARCHIVES DE LA VILLE DE PARIS

Direction chargée des espaces verts - 2793W 1 à 9 - Dossiers d'aménagements et de travaux dans les parcs et jardins et dans les cimetières
Fonds Yves Duponchelle - V5S1 - Documents de recherche de Duponchelle
Fonds Yves Duponchelle - V5S5 - Cimetières de Montmartre, Pantin
Fonds Yves Duponchelle - V5S8 - Cimetière de Thiais, Montparnasse
Fonds privés conservés aux archives de Paris - D2Z 27 et 28 - Cimetières au 19^e
Fonds privés conservés aux archives de Paris - D2Z 6 - Père Lachaise
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 19 - Cimetière du Nord
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 10, 11, 12, 13, 14 et 15 - Cimetière du Père Lachaise
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 20 - Cimetière de Montparnasse
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 37 - Divers documents sur les cimetières parisiens
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 47 - Règlement sur les cimetières
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 9 - Cimetière du Père Lachaise
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 8 - Cimetière du Père Lachaise
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 31 - Réglementation
Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 30 - Réglementation
Service architecture, Ville de Paris - VM38 1 – Décrets, notes, travaux divers
Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 41 - Plan de cimetières
Ville de Paris - VM38 5 - Cimetière du Sud

BNF – ANCIENS MANUSCRITS OCCIDENTAUX

Fonds Joly de Fleury 1207 - Les cimetières de Paris. Déclarations de 1763 à 1765. Mémoires et projets pour différentes paroisses pour les hôpitaux, etc...
Fonds Joly de Fleury 1209 - Les cimetières de Paris. Projets de translation des cimetières hors et l'enceinte et des faubourgs (1765-1787). Dossiers sur différentes paroisses par ordre alphabétique. Mémoire et plans.

MUSEE CARNAVALET

Musée Carnavalet. Moeurs - La mort, cimetières, morgue, décès.
Musée Carnavalet. *De Belleville à Charonne : promenade historique à travers le XXe arrondissement : collections du Musée Carnavalet*. Mairie annexe du XXe arrondissement 2 mars-1er Avril.
Musée Carnavalet. 10 Avril-27 mai 1979: exposition organisée avec le concours de la Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris. Paris : Délégation à l'action artistique, 1979. 37 pages.

AMAURY-DUVAL. *Des sépultures*. Paris : Panckoucke, 1800.

AVRIL, citoyen. *Rapport de l'administration des travaux publics sur les cimetières lu au Conseil général par le citoyen Avril*. 28 pages.

BAUSSET, Louis-François-Joseph. *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais et sur quelques évènements de l'Empire, depuis 1805 jusqu'au 1^{er} mai 1814, pour servir à l'histoire de Napoléon.* Tome 4. Paris : Baudouin frères, 1827-1829.

BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières. Troisième rapport de l'Inspecteur général des Ponts et Chaussées, directeur des Eaux et égouts à M. le Préfet de la Seine.* Paris : Chaix, 1876. 40 pages.

BELGRAND, Eugène. *Emplacements des nouveaux cimetières. Troisième rapport de l'inspecteur général Directeur des Eaux et Egouts à M. le Prefet de la Seine.* 1874.

BLONDEL, Jacques-François. *Cours d'architecture ou Traité de la décoration, distribution et construction des bâtiments contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes / par J.-F. Blondel (et continué par Patte).* Paris : Desaint, 1777.

BRONGNIART, Alexandre-Théodore. *Cimetière de l'Est dit Mont Louis ou Père Lachaise, Projet d'aménagement.* Plume et aquarelle. Date présumée 1812. N°D6697. Cabinet d'Estampes. Musée Carnavalet.

BROUARDEL Dr. *La Crémation dans les cimetières de Paris en temps d'épidémie.* St Quentin : Impr. Moureau et fils, 1883. 12 pages.

CADET, A. *Hygiène, inhumation, crémation ou incinération des corps.* Paris : Germer-Baillière, 1877. 230 pages.

CAMBRY, Citoyen. *Rapport sur les sépultures présenté à l'administration centrale du département de la Seine. Par le C. Cambry.* Paris : Imprimerie Pierre DIDOT l'aîné, 1799. 72 pages.

CAMUS. *Rapport fait par les citoyens Hallé, Desessartz, Toulangeon, Reveillère-Lepaux, Leblond et Camus, commissaires chargés par l'Institut national des sciences et arts de l'examen des mémoires envoyés au concours proposé par le gouvernement sur les questions relatives aux cérémonies funéraires et aux lieux de sépultures.* Paris : Bailleul. 24 pages.

COUPE, J.-M. *Des sépultures en politique et en morale.* Paris : Imprimerie Nationale, 1800. 15 pages.

COYER, Gabriel-François (Abbé). *Etrennes aux morts et aux vivants ou projet utile partout où l'on est mortel.* A la vallée de Josaphat, 1768. 69 pages.

CRULS, Louis. *Projet d'inhumation par l'incrustation des corps dans des pierres artificielles.* C. Annoot-Braeckman, 1875. 15 pages.

DALY, César. *Architecture funéraire contemporaine : spécimens de tombaux, chapelles funéraires, mausolées, sarcophages, stèles, pierres tombales, croix, etc. choisis principalement dans les cimetières de Paris et exprimant les trois idées radicales de l'architecture funéraire : la mort, l'hommage rendu au mort, l'invocation religieuse à propos du mort .* Paris : Librairie générale de l'architecture et des travaux publics, 1871. 63 pages.

DETOURNELLE, C.. *Des funérailles, Mémoire qui a concouru pour le prix de l'Institut en Vendémaire an IX.* Paris : Librairie, an IX. 59 pages.

DEVERGIE, Alphonse. *Nouveau mode d'inhumation dans les cimetières.* Paris : Impr. E. Martinet, 1875. 11 pages.

DURAND, Jean-Nicolas-Louis. *Précis des leçons d'architecture données à l'Ecole Royale Polytechnique. Leçons d'architecture. Partie graphique des cours d'architecture.* Paris : Firmin Didot, 1821.

DURAND, Jean-Nicolas-Louis. *Recueil et parallèle des édifices de tout genre, anciens et modernes, remarquables par leur beauté, par leur grandeur ou par leur singularité, et dessinés sur une même échelle.* Paris : 1801.

FONTAINE, Pierre-François-Léonard. *Journal 1799-1853.* Paris : ENSBA/IFA, 1987. 326 pages.

GIRARDIN, René-Louis. *De la composition des paysages (1777).* Paris : Ed. du Champ Urbain, 1979.

GIRARD, Joseph. *Des tombeaux ou de l'influence des institutions funèbres sur les mœurs.* Paris : F. Buisson, 1801.

GIRAUD, P.. *Essai sur les sépultures.* Paris : R. Jacquin, 1799. 19 pages.

GUADET, Julien. *Eléments et théorie de l'architecture.* Paris: Aulanier, 1904.

HAUSSMANN, Grégoire-Heugène. *Mémoires. Tome 3*. Paris : Guy Durier, 1893.

LAUGIER, Marc-Antoine. *Observations sur l'architecture*. La Haye, Paris : Desaint, 1765. 326 pages.

LAUGIER, Marc-Antoine. *Essai sur l'architecture*. Paris : Duchesne, 1753.

MULOT, François Valentin. *Discours sur les funérailles. Discours qui a partagé le prix proposé par l'Institut national de France au nom du Gouvernement et décerné le 15 vendémiaire an IX de la république française sur cette question : Quelles sont les cérémonies à faire pour les funérailles et le règlement à adopter pour le lieu de la sépulture?* Paris : 1800. 90 pages.

PATTE, Pierre. *Mémoires qui intéressent particulièrement Paris*. Paris : Artus Bertrand, 1800. 27 pages.

PATTE, Pierre. *Mémoires sur les objets les plus importants de l'architecture*. Paris : Rozet, 1769. 375 pages.

REYNAUD, Léonce. *Traité d'architecture*. Paris : Dalmont et Dunod, 1863.

VAFFLARD, Léon. *Notice sur les champs de sépultures anciens et modernes de Ville de Paris*. Paris : Librairie Internationale, 1867. 84 pages.

Ouvrages de synthèse – partie II

ARIES, Philippe. *Images de l'homme devant la mort*. Paris : Seuil, 1983. 276 pages.

ARIES, Philippe. *L'homme devant la mort*. Paris : Seuil, 1977.

ARNAUD, C.-P. *Guide du voyageur sentimental au cimetière de Mont-Louis dit du Père La-Chaise ou Description de cette maison et de ses jardins ornée du plan général qui conduit le voyageur aux tombeaux les plus marquants enrichie des épitaphes et inscriptions de quelques uns des tombeaux les plus remarquables*. Paris : Arnaud/ou G.Marthiot, 1816. 36 pages.

ASTRIE. *Les cimetières de Paris*. Paris : A. Faure librairie-éditeur, 1865.

BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'oeuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003

BERTRAND, Régis, **VOVELLE** Michel. *La ville des morts. Essai sur l'imaginaire urbain contemporain d'après les cimetières provençaux*. Marseille : Editions du centre national de la recherche scientifique, centre régional de publications, 1983. 209 pages.

BROUARDEL, DU MESNIL, OGIER. *Rapport présenté à la commission d'assainissement des cimetières. Destruction des cadavres dans le sol*. Paris : Henon, 1892. 11 pages.

DANSEL, Michel. *Le cimetière Montparnasse: son histoire, ses promenades, ses secrets*. Paris : DANSEL Michel, 1983. 286 pages.

DANSEL, Michel. *Les cimetières de Paris : promenade insolite, pittoresque et capricieuse*. Paris : Denoël, 1987. 217 pages.

Dr GANNAL, Félix. *Inhumation et crémation, mémoire adressé au Conseil municipal de Paris*. Paris : Muzard et fils, 1876. 31 pages.

Dr GANNAL, Félix. *Les cimetières depuis la fondation de la monarchie française jusqu'à nos jours, histoire et législation*. Paris : Muzard et fils, 1884. 308 pages.

ETLIN, Richard A.. *The architecture of death. The transformation of the cemetery in eighteenth-century*. Paris, Cambridge : the MIT Press, 1984. 441 pages.

FAY, Emile. *Les cimetières et la police des sépultures*. Paris : Berger-Levrault, 1890. 235 pages.

HEALEY, Catherine, **BOWIE**, Karen, **BOS**, Agnès. *Le Père Lachaise*. Paris: Action artistique de la ville, 1998. 219 pages.

HINTERMEYER, Pascal. *Politiques de la mort, tirées du concours de l'Institut*. Paris : Payot, 1981. 182 pages

LAFFITE, Pierre. *Considérations générales à propos des cimetières de Paris*. Paris : Rouge, Dunon et Fresné, 1874. 51 pages.

LALOUETTE, Jacqueline. *La libre pensée en France, 1848-1940.* Paris : Albin Michel, 1997. 636 pages.

LE CHEVALIER, L. *Brûlons nos morts. La crémation.* Paris : Le Chevalier, 1874. 33 pages.

MARCHANT DE BEAUMONT, François-Marie. *L'observateur au cimetière du Père Lachaise. IIe édition du conducteur.* Paris : Marchant de Beaumont, 1821. 564 pages.

MARCHANT DE BEAUMONT, François-Marie. *Manuel et itinéraire du curieux dans le cimetière du Père-Lachaise.* Paris : Emler Frères, 1828.

Musée Carnavalet. *Alexandre-Théodore Brongniart (1739-1813), Architecture et décor.* Catalogue de l'exposition 22 Avril-13 Juillet 1986. 313 pages.

PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les prix de Rome. Concours de l'Académie d'architecture au XVIIIe siècle. Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.* Paris : Berger-Levrault, 1984. 260 pages.

RICHER, Xavier, CHARLET, Christian. *Cimetières parisiens pluriels et singuliers.* Saint Rémy de Provence : Equinoxe, 2005. 159 pages.

ROGER, Père et fils. *Le champ du repos ou le cimetière Mont-Louis, dit du Père Lachaise.* Paris : Roger Père, 1816. 437 pages.

THIBAUT PAYEN, Jacqueline. *Les morts, l'Eglise et l'Etat. Recherches d'histoires administrative sur la sépulture et les cimetières dans le ressort du parlement de Paris aux XVIIe et XVIIIe siècles.* Paris : F.Lanore, 1977. 457 pages.

URBAIN, Jean-Didier. *L'archipel des morts. Cimetières et mémoire en occident.* Paris : Payot, 2005. 411 pages

STEVENS CURL, James. *A celebration of death : An introduction to some of the buildings, monumnts, end settings of funerary architecture in the Western European tradition.* London : B.T.Batsford, 1993. 408 pages

WORPOLE, Ken. *Last landscapes : the architecture of the cemeteray in the West.* London : Reaktion Books. 192 pages.

III – IMPASSE DE LA NECROPOLE MODERNE

Sources directes – partie III

ARCHIVES DE LA VILLE DE PARIS

Direction chargée des espaces verts - 2793W 1 à 9 - Dossiers d'aménagements et de travaux dans les parcs et jardins et dans les cimetières

Fonds Yves Duponchelle - V5S1 - Documents de recherche de Duponchelle

Fonds Yves Duponchelle - V5S5 - Cimetières de Montmartre, Pantin

Fonds Yves Duponchelle - V5S8 - Cimetière de Thiais, Montparnasse

Fonds privés conservés aux archives de Paris - D2Z 27 et 28 - Cimetières au 19^e

Fonds privés conservés aux archives de Paris - D2Z 6 - Père Lachaise

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 27 - Cimetières périphériques

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W29 - Cimetière de Gonesse

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 28 - Cimetières périphériques

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 19 - Cimetière du Nord

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 10, 11, 12, 13, 14 et 15 - Cimetière du Père Lachaise

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W2bis - Cimetière de Bagneux Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 25 et 26 – Méry-sur-Oise

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 24 - Cimetière de Thiais

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 23 - Cimetière de Thiais

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 20 - Cimetière de Montparnasse

Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 37 - Divers documents sur les cimetières parisiens
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 47 - Règlement sur les cimetières
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 9 - Cimetière du Père Lachaise
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 8 - Cimetière du Père Lachaise
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 31 - Réglementation
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 30 - Réglementation
 Pompes funèbres et cimetières de la Ville de Paris - 1326W 3 - Cimetière de Bagneux
 Service architecture, Ville de Paris - VM38 1 – Décrets, notes, travaux divers
 Service architecture, Ville de Paris - VM38 6 - Cimetières de Thiais, du Sud, de Vaugirard, de la Villette
 Service architecture, Ville de Paris - VM38 9 - Cimetière de Bagneux, Batignolles, Bercy
 Service architecture, Ville de Paris - VM38 4 - Cimetières de Pantin, Ivry
 Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 41 - Plan de cimetières
 Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 40 - Plan cadastral des cimetières de la banlieue annexée, 1886
 Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 116 - Plans des cimetières de la Ville de Paris, 1884
 Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 38 - Plan cadastral du cimetière du Sud, 1884
 Service des cimetières de la Ville de Paris - Atlas 39 - Plan cadastral du cimetière du Nord, 1886
 Services techniques de la Ville de Paris - D9S9 1, 2 et 4 - Projet d'aménagement d'un chemin de fer mortuaire
 Ville de Paris - D9S9 3 - Divers documents sur Méry
 Ville de Paris - VM38 5 - Cimetière du Sud
 Ville de Paris - VM38 11 - Cimetières périphériques
 Ville de Paris - VM38 2 - Columbarium du Père Lachaise

ALPHAND, Jean-Charles Adolphe. Préfecture du département de la Seine, Direction des travaux. *Rapport du directeur sur la création de nouveaux cimetières*. Paris : Chaix A., 1876. 41 pages.

ALPHAND, Jean-Charles Adolphe. *Les promenades de Paris. Histoire, Description des embellissements, Dépenses de création et entretien des bois de Boulogne et de Vincennes, Champs-Élysées, Parc, Squares, Boulevards, Places plantées, Etude sur l'art des jardins et arborétum par Alphand*. Paris : J.Rothschild, 1867.

BARRAULT, Jacques, **MAYOUX**, François, **FERRY**, François, **GAILLOT**, Antoine. *Cimetière de Méry-sur-Oise - Chemin de fer spécial et Gare mortuaire. Projet Barrault et Consorts - Premier tracé modifié - Notice à l'appui du projet*. Paris : Chaix et Cie, 1877. 12 pages.

BELGRAND, Eugène. *Rapport du directeur sur les emplacements proposés pour de nouveaux cimetières. Troisième rapport de l'inspecteur général des Ponts et Chaussées, directeur des Eaux et égouts à M. le Préfet de la Seine*. Paris : Chaix, 1876. 40 pages.

BELGRAND, Eugène. *Emplacements des nouveaux cimetières. Troisième rapport de l'inspecteur général Directeur des Eaux et Egouts à M. le Prefet de la Seine*. 1874.

CARNOT, Ad. *Cimetières périphériques. Rapport présenté au nom de la commission d'assainissement des cimetières*. Paris : Imprimerie Municipale, 1882. 22 pages.

CHENEL LACOUR. *Sur les projets de cimetière et de chemin de fer municipal ou mortuaire*. Paris : Renou et Maulde, 1867. 16 pages.

CHENEL LACOUR. *Note sur les nouveaux cimetières de Paris*. Paris : Renou et Maulde, 1868. 15 pages.

CHENEL LACOUR. *Documents divers(...) sur la question de la translation des cimetières et sur le chemin mortuaire, pétitions, lettres, notes, articles de journaux sur la question de la translation des cimetières et sur le chemin mortuaire*. Paris : Renou et Maulde, 1869. 110 pages.

CHEVALIER, C.. *Etude de l'organisation du service. Sur le chemin de fer de Paris à Méry, au point de vue exclusif des trains sanitaires*. Paris : Michels-Carré, 1868. 39 pages.

Commission d'assainissement des cimetières, Ville de Paris. *Rapport général présenté à la commission par le Dr O. DU MENSIL Rapport et pièces justificatives*. Paris : Dupont Paul, 1881. 127 pages.

FEYDEAU. *Cimetière de Méry sur Oise - Mémoire présenté par l'inspecteur général du service des cimetières*. Paris : 1872. 140 pages.

HAUSSMANN, Grégoire-Heugène. *Mémoires. Tome 3*. Paris : Guy Durier, 1893.

HAUSSMANN, Grégoire-Heugène. *Rapport sur l'établissement d'un cimetière parisien aux environs de Pontoise*, 11 Juillet 1867. 1867.12 pages.

HALLEY, Charles. *Etude sur les nécropoles. Congrès technique international de la Maçonnerie et du béton armé-IX^e section-La construction moderne et l'architecture*. Paris : Ch. syndic. des Entrepreneurs de Maçonnerie, 1928. 7 pages.

HEROLD, M.. *Rapport présenté par M.HEROLD au nom de la 2^{ème} commission sur le projet de création d'un cimetière parisien à Méry-sur-Oise*. Paris : De Mourgues Frères, 1874. 68 pages.

HEROLD, Ferdinand. *Mémoire de M. Le Préfet de la Seine au Conseil Municipal. Cimetières parisiens*. Paris : Imprimerie Municipale, 1881. 28 pages.

HEROLD, Ferdinand, **ALPHAND**, **BELGRAND**, Eugène. *Conseil Municipal de Paris 1874. Ensemble de documents sur la question des cimetières*. Paris : De mourgues imprimeur, 1874.

HUET, E.. Département de la Seine, Direction des travaux de Paris. *Chemin de fer et cimetière parisien de Méry sur Oise. Rapport de l'ingénieur en chef*. Paris : Chaix A., 1876. 69 pages.

HUET, E. Département de la Seine, Direction des travaux de Paris. *Mission à Londres. Visite du cimetière de Woking*. Paris : CHAIX, 1876. 13 pages. Archives de la ville de Paris, D9S9 3.

LASSERRE, Madeleine. *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours. Le territoire des morts*. Paris : L'Harmattan, 1997. 411 pages.

LECLERC, Adolphe, **RIANT**, Ferdinand, **DEPAUL**. *Cimetière de Méry et de Wissous. Nouvelles observations présentées au Conseil Municipal de Paris en réponse aux Mémoires de MM.Alphand et Belgrand et au Rapport complémentaire de M.Hérolde*. Paris : Imprimerie typographique de A. Pougin, 1874. 28 pages.

LECLERC, Alphonse, **RIANT**, Ferdinand. *Cimetière de Méry-sur-Oise - Observations et contre-projet présentés au Conseil municipal de Paris en réponse au rapport de M. Hérolde*. Paris : Imprimerie typographique de A. Pougin, 1874. 38 pages.

PELLETIER, M.. *Notes sur l'administration des services et établissements municipaux compris dans la direction de l'administration générale*. Paris : De Mourgues Charles Frères, 1879. 134 pages.

THERY, J.A.. *Mémoire adressé au conseil municipal de Paris sur l'appropriation du cimetière de Méry sur Oise*. Paris : Chaix A., 1881. 24 pages.

THERY, J.A. *Le Cimetière parisien de Méry-sur-Oise et le chemin de fer central métropolitain de Paris*. Paris : A.de Rivière, 1875. 16 pages.

VAFFLARD, Léon. *De la translation des cimetières de Paris*. Paris : De Mourgues Ch., 1864. 37 pages.

VAFFLARD, Léon. *Notice sur les champs de sépultures anciens et modernes de Ville de Paris*. Paris : Librairie Internationale, 1867. 84 pages.

Ouvrages de synthèse – partie III

BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'œuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003

BERTRAND, Frédéric. *La nécropole de Méry sur Oise*. Mémoire de diplôme de l'Ecole d'architecture de Paris-Belleville, 1991.

BERTRAND, Régis, **VOVELLE** Michel. *La ville des morts. Essai sur l'imaginaire urbain contemporain d'après les cimetières provençaux*. Marseille : Editions du centre national de la recherche scientifique, centre régional de publications, 1983. 209 pages.

DE LANZAC DE LABORIE L.. *Paris sous Napoléon, la cour et la ville, la vie et la mort*. Paris : Plon, 1906. 386 pages.

FAY, Emile. *Les cimetières et la police des sépultures*. Paris : Berger-Levrault, 1890. 235 pages.

LAFFITE, Pierre. *Considérations générales à propos des cimetières de Paris*. Paris : Rouge, Dunon et Fresné, 1874. 51 pages.

PERONNET, Michel, **VOVELLE**, Michel. *Chaptal*. Toulouse : Privat, 1988. 336 pages.

IV – LES NECROPOLES INTERCOMMUNALES

Sources directes – partie IV

BIBLIOTHEQUE ADMINISTRATIVE DE LA VILLE DE PARIS

PREFECTURE DE LA SEINE. *Les cimetières de la Ville de Paris et autres communes du Département de la Seine. Rapport sur les cimetières de la Ville de Paris et de la banlieue Seine*. Paris : 1963. 37 pages.

CITE DE L'ARCHITECTURE - ARCHIVES AUZELLE

RA 99 - Cimetière de Saint Cyr
 RA 118 - Cimetière de Cergy Pontoise
 RA 109 - Cimetière Vallée de la Marne
 RA112 - Funérarium Fontaine Saint Martin
 RA147 - Entrée secondaire du cimetière
 RA68 - Cimetière de Neuilly
 RA 67 - Documentation cimetières - four crématoire
 RA 30 - Dernières Demeures
 RA 97 112 - Cimetière de la Fontaine St Martin - Funérarium
 RA 82 - Cimetière de la Fontaine St Martin, Cimetière de Créteil
 RA 66 - Cimetière de la Fontaine St Martin - général
 RA 153 - Cimetières des Joncherolles - Réaménagement du crématoire
 RA 142 - Cimetière des Joncherolles - Funérarium
 RA 151 - Cimetière du Parc - Esplanade et accès, terrain de sport
 RA 144 - Cimetière du Parc - Ossuaire
 RA 105 - Cimetière du Parc - 3e tranche
 RA 104 - Cimetière du Parc - Funérarium
 RA 71 - Alvéole mortuaire préfabriquée
 RA 103 - Cimetière du Parc - terrain de la Pépinière, sépultures des militaires nord-africains
 RA 17 - Cimetière des Joncherolles
 RA 17 - Cimetière des Joncherolles
 RA 9 - Cimetière du Parc – Ossuaire, entrée
 RA 23 - Cimetière du Parc - Tombe Lesage Auzelle
 RA 13 - Cimetière du Parc - Commerce funéraire
 RA 7 - Cimetière du Parc - Général

AUZELLE, Robert. *A la mesure des hommes*. Paris : Massin, 1980.
AUZELLE, Robert. *Dernières Demeures*. Paris : Auzelle, 1965. 461 pages.
AUZELLE, Robert. *Hausmann et les cimetières*. Le projet de Méry-sur-Oise. In REAU, Louis. *L'œuvre du baron Hausmann, Préfet de la Seine (1853-1870)*. Paris : PUF, 1954. p.124-130
AUZELLE, Robert. *Les problèmes de sépulture en urbanisme*. Thèse à l'institut d'urbanisme de l'université de Paris. 1939. 283 pages.

Ouvrages de synthèse – partie IV

BERTRAND, Frédéric. *L'architecture et l'urbanisme funéraires parisiens à l'ère des métropoles. Regard sur l'œuvre et la pensée de Robert Auzelle (1913-1983)*. Thèse Université Paris VIII /Ecole d'architecture de Paris-Belleville. 2003
BERTRAND, Frédéric. *Robert Auzelle et l'urbanisme français des années cinquante*. Paris : Publications d'architecture et d'urbanisme, 1999. 8 pages.
BAUDRY, Patrick. *La place des morts, Enjeux et rites*. Paris : Ed. A Colin, 1999. 205p.

Revue, articles, colloques – partie IV

APUR. *Situation et devenir des cimetières métropolitains : le cas du cimetière intercommunal des Joncherolles*. Paris, Décembre 2010. Cote : AP APU239
APUR. *Situation, enjeux urbains et aménagements des cimetières du Sifurep*. Décembre 2010. 189 pages.
APUR. *Colloque cimetières de la région parisienne : portrait, évolution et place dans la métropole urbaine*. 19 Octobre 2010. Espace du Centenaire Maison de la RATP, Paris
Colonnes. *Archives d'architecture du XIXe siècle. Actes des tables rondes, Robert Auzelle. Février et Mars 2000*. n°19, Novembre 2002. Paris : Ifa.
Monuments historiques. *L'architecture et la mort*. n°124, Décembre 1982, Janvier 1983. Paris : Editions de la caisse nationale des monuments historiques et des sites.
Traverses. *Lieux et objets de la mort*. n°1, Septembre 1975. Paris : Editions de Minuit

OUVRAGES DE SYNTHÈSE DIVERS

AUGE, Marc. *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Seuil, 1992.
CHAUNU, Pierre. *La mort à Paris*. Paris : Fayard, 1978.
GARNIER, Jean-Claude, **MOHEN**, Jean-Pierre. *Cimetières autour du monde. Un désir d'éternité*. Paris : Errance, 2003. 191 pages.
MAGNE, Emile. *L'esthétique des villes*. Paris : Société Mercure de France, 1908. 347 pages.
RAGON, Michel. *L'espace de la mort. Essai sur l'architecture la décoration et l'urbanisme funéraires*. Paris : Albin Michel, 1981. 340 pages.
VOVELLE, Michel. *Mourir autrefois. Attitudes collectives devant le mort au XVII et au XVIIIe siècle*. Paris : Collection Archives Gallimard-Julliard, 1974.

REGLEMENTATION

D'ABBADIE, Guillaume, **BOURIOT**, Claude. *Code pratique des opérations funéraires*, 2ème édition. Paris : Le Moniteur, 2000. 1152 pages.
GRAILLE, E.. *Guide pratique de Législation funéraire*. Paris : Publications administratives, 1961. 370 pages.

Remerciements

Toute ma gratitude va à l'ensemble des personnes qui m'ont soutenu à divers titres tout au long de ce travail.

Je pense d'abord à celui qui a été mon premier soutien. Un remerciement particulier donc à Pierre, qui a partagé et assumé autant que moi de faire cette recherche en maintenant une activité professionnelle soutenue. Je le remercie de s'être montré à la fois très présent et de m'avoir laissé la liberté d'être parfois peu disponible. Sans son extrême compréhension et l'équilibre qu'il s'est efforcé de maintenir, mon travail n'aurait pu aboutir. Je suis aussi reconnaissante à ma famille ainsi qu'à mes amis de m'avoir supporté, épaulé et motivé tout au long de cette recherche.

Merci à Jacques Lucan qui a accepté de suivre ce travail, sans la confiance et l'exigence duquel ce travail n'aurait pas vu le jour. Sa suggestion d'assister à la soutenance de Frédéric Bertrand en 2003, a été un des points de départ à ce travail. Merci aux membres du jury qui ont bien voulu évaluer et critiquer ma thèse, particulièrement Frédéric Bertrand et Régis Bertrand pour leur précieux apport critique qui a grandement contribué à l'enrichissement de ce travail.

Je remercie Pierre-Alain Tilliette de m'avoir offert de consulter des ouvrages de grand intérêt dans la BAVP en travaux et Juliette Nunez qui a particulièrement facilité l'exploration des archives de la Ville de Paris et dont l'intérêt pour ce sujet m'a aussi beaucoup apporté.

Ma gratitude va également à François Fontès, qui a soutenu et permis mon investissement au séminaire doctoral, tout le temps où j'ai fait parti de son équipe. Merci à Emmanuel Nebout de m'avoir éclairé et rassuré dans la dernière ligne droite.

Je remercie enfin Louis Alix pour son apport technique nécessaire au travail d'archivage, Christine Salas pour son aide indispensable à la mise en page, et Nathalie pour le soin qu'elle a apporté à la touche finale.

